

Université de Montréal

S'engager à l'ère du Web

**Attitudes, perceptions et sens de l'engagement
chez la « génération de l'information » (20-35 ans)**

par

Sandra Rodriguez

Département de sociologie

Faculté des arts et sciences

Thèse présentée à la Faculté Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (Ph.D.)
en sociologie

Décembre 2013

© Sandra Rodriguez, 2013

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Cette thèse intitulée :

S'engager à l'ère du Web
Attitudes, perceptions et sens de l'engagement
chez la « génération de l'information » (20-35 ans)

Présentée par :
Sandra Rodriguez

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Christopher McAll, département de sociologie, Université de Montréal
président-rapporteur

Pierre Hamel, département de sociologie, Université de Montréal
directeur de recherche

Micheline Frenette, département de communication, Université de Montréal,
membre du jury

Geoffrey Pleyers, École des Sciences politiques et sociales, Université catholique de Louvain,
CriDIS/CADIS, examinateur externe

Résumé

Cette recherche explore le *sens* que la « génération de l'information » (20-35 ans) donne à l'engagement. Alors que sociologues et médias ont longtemps brandi des chiffres alarmants concernant la désaffection électorale des jeunes et leur rejet des associations ou groupes de pression usuels, le développement du Web 2.0 semble donner lieu à de nouvelles formes d'action visant le changement social, qui sont particulièrement prisées par les jeunes. Analysant leur recours à des pratiques de manifestations éclairs (*flash mobs*), de cyberdissidence, l'utilisation du micro-blogging et des réseaux *Facebook* et *Twitter* dans le cadre de mobilisations récentes, des enquêtes suggèrent qu'elles témoignent d'une nouvelle *culture* de la participation sociale et politique, qui appelle à repenser les façons de concevoir et de définir l'engagement.

Or, si nous assistons à une transformation profonde des répertoires et des modes d'action des jeunes, il demeure difficile de comprendre en *quoi* et *comment* l'utilisation des TIC influence leur intérêt ou motivation à « agir ». Que veut dire s'engager pour les jeunes aujourd'hui ? Comment perçoivent-ils le contexte social, politique et médiatique ? Quelle place estiment-ils pouvoir y occuper ? Soulignant l'importance du *sens* que les acteurs sociaux donnent à leurs pratiques, la recherche s'éloigne des perspectives technocentristes pour explorer plus en profondeur la façon dont de jeunes adultes vivent, expérimentent et interprètent l'engagement dans le contexte médiatique actuel.

La réflexion s'ancre sur une observation empirique et deux séries d'entretiens en profondeur (de groupe et individuels), menés auprès de 137 jeunes entre 2009-2012. Elle analyse un ensemble de représentations, perceptions et pratiques d'individus aux horizons et aux modes d'engagement variés, soulignant les multiples facteurs qui agissent sur la façon dont ils choisissent d'agir et les raisons qui les mènent à recourir aux TIC dans le cadre de pratiques spécifiques. À la croisée d'une multiplication des *modes de participation* et des *modes d'interaction* qui marquent l'univers social et politique des jeunes, la recherche propose de nouvelles hypothèses théoriques et une métaphore conceptuelle, le « murmure des

étourneaux », pour penser la façon dont les pratiques *d'affichage personnel*, de *relais*, et *d'expérimentation* mises en avant par les jeunes s'arriment en réseau à celles d'autrui pour produire des « dérives culturelles » : des changements importants dans les façons de percevoir, d'agir et de penser.

Loin d'une génération apathique ou technophile, les propos soulevés en entretiens suggèrent un processus réflexif de *construction de sens*, dont l'enjeu vise avant tout à donner l'exemple, et à penser ensemble de nouveaux possibles. La recherche permet d'offrir un éclairage qualitatif et approfondi sur ce qui caractérise la façon dont les jeunes perçoivent et définissent l'engagement, en plus d'ouvrir de nouvelles avenues pour mieux comprendre comment ils choisissent d'agir à l'ère du Web.

Mots-clés : Internet, Web 2.0, engagement, médias sociaux, action collective, changement social, significations, sens, jeunes adultes.

Abstract

This research explores the complex relationship between Web 2.0 technologies and how a younger “information age generation” (20-35 years old) makes sense of social and political engagement. While scholars and pundits have long underlined youth’s low electoral turnouts and its rebuff of traditional organizations, Web 2.0 tools seem to provide a younger generation with interactive platforms that have become crucial components of many social change projects. Analyzing movements supported through e-mail lists and e-petitions, observing the orchestration of flash mobs, commenting on cyberactivism and the use of social network sites (such as *Twitter* and *Facebook*) during recent uprisings, studies suggest networked-based technologies have not only opened up opportunities and repertoires of action, they indicate a new participatory *culture*. One that calls into question the very *meanings* and definitions associated with “political engagement” and “social change”.

Yet, if a large amount of studies now stress the importance of better understanding such practices, it remains difficult to grasp *how* and *if* the web is changing young people’s sense of “engagement”. Very little attention has been given to the evaluative weighting of alternatives, values, and meanings that motivate or impede young people to participate in specific actions for social change. How do young people define “engagement?” How do they perceive the general political, social and media context? How do they perceive their own situation within this context? Suggesting that the ways in which actors choose to mobilize cannot be fully understood without taking into account the meanings and activities they associate with social change, the research explores how engagement is actually experienced, how it looks and feels like for young adults in a complex media environment.

Drawing on empirical fieldwork and two series of group and in-depth interviews conducted with 137 young adults (20-35 years olds) between 2009 and 2012, the analysis underlines the multiple factors that shape young people’s perception of political and social participation, how they choose to transform their own societies and how they use social media and Web 2.0 applications when striving to convey change. At the crossroad of two important factors that

mark their social and political world – a multiplicity of interaction modes and a multiplicity of participatory practices – the research brings new thoughts to this growing field of study. It offers new theoretical hypotheses that help take into account the role played by virtual networks in the circulation of interpretations and meanings. It also suggests a conceptual metaphor, the “murmur of starlings”, to illustrate how practices of “posting”, “forwarding” and the relational dimensions involved in the everyday sharing of experiences, may translate into “cultural drifts ” – important shifts in collective ways of thinking, acting and perceiving.

Looking beyond typical characterizations of a techno-savvy or apathetic generation, the picture emerging from the interviews reveals reflexive sense-making processes that inspire to widen new fields of possibilities. Overall, the research provides qualitative and in-depth insights into what characterizes the way young people perceive and define engagement and opens new perspective for better understanding how they choose to “act” in the Web 2.0 era.

Key words : Internet use, Web 2.0, engagement, social media, social change, collective action sense-making, meaning, youth participation, young adults.

Table des matières

Liste des tableaux	ix
Liste des figures.....	xi
Remerciements	xv
Introduction.....	1
1. Révolution 2.0 Utopies, bémols et nouvelle culture de l'engagement.....	19
1.1 La révolution technologique annoncée : utopies et bémols	21
Société de l'information : aux origines d'une utopie	22
Des bémols à l'utopie connective	29
Et ça ne tient qu'à un fil	33
1.2 Nouveaux espaces, nouveaux réseaux, nouveaux acteurs	36
Transformation des <i>espaces</i> de l'engagement.....	37
Transformation des <i>réseaux</i> et des <i>répertoires d'action</i>	42
Nouveaux acteurs, nouvelles pratiques individuelles	48
1.3 Jeunes militants branchés : une nouvelle culture de l'engagement ?.....	51
1.4 Conclusion : une question de sens	59
2. Repenser l'engagement : outils théoriques et construction de sens	61
2.1 Repenser l'engagement : le problème des définitions.....	65
L'engagement, une notion changeante.....	66
De l'engagement au désengagement : définir des notions connexes	73
Outils d'information, réseaux de communication	76
2.2 Transformations de l'engagement: trois angles d'observation	78
Sociologie des transformations sociales : des espaces publics en réseaux	80
Sociologie des mouvements sociaux : nouvelles logiques et répertoires d'action.....	85
Sociologie de l'expérience : des actions individuelles et subjectives	95
2.3 Des interprétations aux significations : vers un nouveau cadre conceptuel.....	100
Engagement, sens et construction de sens.....	103

S’inspirer de l’interactionnisme symbolique : des « cadres interprétatifs » aux « réseaux d’interprétation »	105
Les mouvements sociaux comme « dérives culturelles »	109
2.4 Conclusion : remonter la filière du sens.....	112
3. Représentations, perceptions et pratiques : l’intérêt d’une démarche qualitative	115
.....	
3.1 La stratégie de la recherche : comprendre autrement.....	118
Entre l’ethnographie et la théorisation ancrée : une démarche flexible	123
3.2 L’intérêt d’une approche générationnelle	125
3.3 Échantillonnage et population à l’étude.....	130
Entretiens préalables de groupe	132
Entretiens individuels : choix des répondants.....	136
Déroulement des entretiens	141
3.4 Analyse des résultats et données additionnelles	144
3.5 Conclusion : limites et avantages de la démarche.....	146
4. Portrait d’une génération : attitudes et représentations de l’engagement chez les jeunes	149
.....	
4.1 Génération désengagée : dépasser les préjugés.....	151
4.2 Engagez-vous, qu’ils disaient	160
Des références ambiguës et une nostalgie du passé	161
Leur perception du contexte social et politique : cyniques ou critiques ?	167
Est-il possible d’ « agir » aujourd’hui ?	172
Une génération distincte ?	174
4.3 Conclusion : des vocabulaires hérités, des représentations métissées	178
5. Des individus libres et mobiles : expériences et parcours de vie des jeunes	181
.....	
5.1 Aux origines des cadres : identité et socialisation	186
L’engagement, un héritage familial ?.....	189
Influence des pairs : de multiples réseaux de socialisation.....	195
Solidarité et réciprocité à l’ère du Web 2.0.....	202
5.2 Les motivations à l’action	207
Ras-le-bol et indignation	210

La démotivation à l'action	212
« Hacker la politique » : dissonances et créativité	218
5.3 Des actions efficaces dans un monde incertain.....	225
Espaces d'engagement et cibles de l'action	226
Entre l'individuel et le collectif : vivre selon ses valeurs	233
5.4 Conclusion : le mythe du désengagement, une question de contexte ?	238
6. S'engager à l'ère du Web 2.0 : information, innovations et réseaux numériques	
.....	245
6.1 Le Web « engagé » : nouveaux espaces, nouvelles pratiques.....	248
Vivre dans une société de l'information	250
Mobiliser par le Web : des expériences multiples	256
Nouvelles pratiques, nouveaux répertoires d'action	272
6.2 L'engagement au quotidien : en ligne / hors ligne.....	274
Cyberactivistes ou cybercitoyens : la valeur ajoutée du <i>passager clandestin</i>	276
Le paradoxe du <i>slacktivism</i> ou les bienfaits de la révolution assise	286
6.3 Conclusion : usages, culture et esthétiques du Web (ou faire confiance aux réseaux).....	305
7. Le murmure des étourneaux : interaction et engagement chez les jeunes adultes	
de la « génération de l'information »	315
7.1 Agir sur les consciences : repenser les cadres d'interprétation.....	318
De l'individuel au collectif : repenser les cadres de l'action	319
Génération consciente : redéfinir l'engagement cognitif	328
7.2 Repenser les réseaux : dynamiques d'échange et logiques de diffusion.....	336
Réseaux et « dynamiques d'échange ».....	338
Logique de participation et logique de convergence.....	346
7.3 Le murmure des étourneaux : une métaphore conceptuelle.....	352
7.4 Conclusion : faut-il se départir des outils théoriques classiques ?	366
Conclusion : Pour un engagement multiforme, informé et conscient.....	371
Bibliographie.....	xvii
Annexe 1. Feuillet d'information – invitation à prendre part aux entretiens	xlvii
Annexe 2. Questions guide – Entretiens de groupe	li

Annexe 3. Liste des participants – Entretien de groupe	liii
Annexe 4. Questions guide – Entretien individuel.....	lvii
Annexe 5. Liste des participants – Entretien individuel	lxi
Annexe 6. Formulaire de consentement	lxvii

Liste des tableaux

Tableau I: Pratiques d'engagement de 4 générations selon les facteurs identifiés par Zukin et al. (2006)..... 128

Tableau II: Relation entre l'intérêt du répondant pour des pratiques engagées et l'intérêt pour les TIC..... 138

Liste des figures

Figure 1: Slogan et message <i>twitter</i> revendiquant l'accès aux médias sociaux (à gauche, en Égypte, janvier 2011, à droite en Iran, 13 juin 2009).....	35
Figure 2: Visualisation des échanges entre usagers du réseau Facebook.	36
Figure 3: Exemples de pages Web de partis politiques (aux États-Unis et au Canada)	41
Figure 4 : Exemple d'un blocage culturel d'une campagne Nike par Jonah Peretti (2010).....	44
Figure 5: Manifestations virtuelle des employés d'IBM-Italie sur "Second Life" (2007)	45
Figure 6: Plateforme de pétitions virtuelles <i>Avaaz.org</i>	49
Figure 7: Illustration de la conception des relations Jeunes/TIC/Engagement selon les approches causales.	56
Figure 8: Campagne appelant à désobéir la loi 78, dans le cadre des manifestations étudiantes (Québec 2012)	69
Figure 9: Effet boomerang d'une campagne électorale (2012).....	106
Figure 10: Cartographies de la <i>Twittosphère</i> québécoise	119
Figure 11: Photographie de manifestations étudiantes diffusée de manière virale (Colombie 2011).....	220
Figure 12: Exemples de campagnes virtuelles de la Confédération syndicale internationale (CSI).....	228
Figure 13: Exemples de vidéos diffusées sur le Web parodiant une campagne politique officielle (2012).....	242
Figure 14: Échanges controversés sur <i>Twitter</i> (juillet 2012).....	263
Figure 15: Interaction entre la SPVM et les citoyens au sujet des manifestations (22 juillet 2012).....	265
Figure 16: Instructions pour diffuser des images « en direct » (manifestations de Rio de Janeiro, juillet 2013).....	280
Figure 17: Photographie des anneaux de plastique diffusée sur le Web (juillet 2011).....	295

Figure 18: Exemples de mèmes tirés d'un article du <i>Times Magazine</i> portant sur la génération « moi » (20 mai 2013)	310
Figure 19: Activistes portant le masque de Guy Fawkes sur des vidéos diffusés en ligne (2013)	312
Figure 20: Murmures d'étourneaux dans le ciel de Rome.	352
Figure 21: Schéma simplifié du processus de construction des « cadres d'interprétation » diffusés en réseaux dans un contexte donné.....	357
Figure 22: Illustration des effets de « réseaux d'influence » au sein d'un murmure d'étourneaux	360
Figure 23: Cartographie de « nœuds » d'influence de la blogosphère politique française (2007-2011).....	360
Figure 24: Schématisation du processus de construction de « cadres d'interprétations » et leur diffusion en réseaux (au sein de multiples contextes) pour produire des « dérives culturelles »	364

Aux sceptiques, aux enthousiastes.

Aux miens.

Remerciements

Quand j'ai annoncé que je voulais faire une thèse portant sur l'engagement des jeunes à l'ère du Web, les questions étaient nombreuses : penses-tu vraiment que le Web peut motiver les jeunes à s'engager? N'est-ce pas mince, s'intéresser au Web? N'y a-t-il pas des domaines plus tangibles pour une thèse ? Pour mes interlocuteurs, il semblait logique que je m'intéresse aux nouvelles technologies (j'étais jeune après tout). Mais il leur paraissait aussi attendu que j'essaie de prouver que le Web « favorise » l'engagement d'une génération. Je devais redoubler d'efforts pour faire comprendre ma position : « le Web, c'est l'outil. Moi ce que je veux, c'est savoir comment s'engagent les jeunes et qu'est-ce que le Web vient y faire ». Au cours des années, les postures ont changé. Le printemps arabe, « érable » et les mouvements *#Occupy* sont venus stimuler les imaginaires sur les usages sociopolitiques du Web. Les enquêtes se sont multipliées, au point où mon défi aura été de ne pas me laisser distraire par la panoplie d'articles, d'anecdotes et d'émissions en tous genres émises sur ce thème d'actualité.

En tout premier lieu, je tiens donc à remercier mon directeur de thèse, Pierre Hamel, qui a su se montrer assez intrigué dès le début de cette expédition pour m'encourager à poursuivre ma quête. Je lui suis reconnaissante pour son ouverture face à ma volonté de défaire des préjugés tenaces, tout en m'encourageant dans l'exploration de nouvelles démarches avec flexibilité et générosité. Nos conversations ont stimulé des réflexions et collaborations qui débordent de ce cadre de recherche et qui n'en étaient que plus intéressantes.

De manière similaire, je suis aussi redevable aux membres du Groupe de recherche sur les institutions et les mouvements sociaux (GRIMS), ainsi qu'à mes collègues étudiants et professeurs du département de sociologie de l'Université de Montréal. Les échanges dans le cadre de séminaires et à bâton rompu ont stimulé ma réflexion au sujet des mouvements sociaux, de l'action collective, des nouveaux terrains d'occupation, des limites des applications du Web 2.0. Nous n'employions pas toujours les mêmes outils ni les mêmes réseaux mais ils ont offert des perspectives des plus enrichissantes au regard de la thèse.

La recherche doit avant tout à la grande générosité des répondants interrogés. Qu'il s'agisse des jeunes rencontrés en entretiens de groupe ou en entretiens individuels, leur disponibilité à me rencontrer sur leurs heures de pause, autour d'un repas, d'un café, parfois même dans le confort de leur foyer, m'a beaucoup impressionnée. Alors que notre seul contact était une invitation envoyée par courriel, ils se sont montrés ouverts et disposés à parler pendant parfois des heures des tensions qui les travaillent, de leurs pratiques quotidiennes, de leurs espoirs et craintes face aux enjeux sociaux et de ce qu'ils ont vu de drôle la veille sur *Facebook*. Leur enthousiasme à partager des liens, vidéos et détournement d'images ont plus d'une fois piqué et ravivé ma curiosité.

Bien sûr, une thèse doctorale est aussi en soi une aventure de longue haleine : « une course de fond », comme se sont plus à me le rappeler mes parents, qui m'ont encouragée avec fanions et trompettes dans mes derniers milles. De par leurs propres engagements, par leur support constant et parce qu'ils ont toujours su se ranger du côté des nouvelles générations dans un esprit de découverte et de compréhension, ils prouvent qu'ils resteront toujours « jeunes ». Je remercie aussi ma sœur Ana pour son inspiration. Maintenant elle-même Docteure, en bonne aînée elle ouvre la voie. Sa persévérance sans borne, son impressionnant parcours académique et son esprit joueur m'ont rappelé que oui, ça se termine une thèse.

Enfin, je dois un remerciement tout particulier à Francis, qui a accepté de me voir figée dans le temps pendant toute la durée de cette thèse. Heureux de vivre loin des réseaux sociaux mais toujours prêt à y réfléchir, il connaît plus que quiconque mon difficile partage entre la thèse et la réalisation de documentaires. Il sait ce que c'est que de vivre une double quête qu'il partage et comprend. Cette thèse doit beaucoup à sa patience et à son support : il m'a nourrie et alimenté, à la fois en réconfort, en appui intellectuel et en plats mijotés qui ont rendu cette expédition presque normale.

En dernière instance je me dois de souligner l'appui généreux du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture ainsi que celui de la Faculté des études supérieures et post-doctorales, sans lesquels cette démarche aurait été plus laborieuse.

Introduction

*The greatest communication revolution of
the human adventure.*
Clay Shirky, 2008

Je suis née l'année de l'invention du *walkman*. À l'époque, l'apparition du baladeur s'annonçait déjà comme l'amorce d'une véritable révolution culturelle et technologique. Objet culte de toute une génération, son intérêt résidait moins dans la nouveauté du procédé technique que dans l'innovation de son usage : la musique pouvait s'écouter de manière individuelle (grâce aux écouteurs), elle s'inscrivait plus que jamais dans les activités quotidiennes (grâce au format poche) mais surtout – et c'était là la grande nouveauté – elle offrait à l'usager le pouvoir de la mobilité. Enfin, on pouvait écouter sa musique n'importe où, peu importe l'activité¹ (Du Gay, Hall et al. 1997). Face à la popularité fulgurante de l'objet, certains y ont perçu le reflet d'une société toujours plus à l'écoute des besoins du sujet, de son désir d'affirmation dans une époque complexe, fluide, en mouvement. D'autres y ont vu le début d'un long déclin de valeurs, alimenté par un marché centré sur la consommation individuelle, menant toute une jeunesse à se transformer en créatures antisociales, désintéressées de leur environnement, confinées à leur petit monde stéréo.

La même année, quatre étudiants américains développaient sur les bases d'une technologie Internet alors émergente un système d'interaction sans précédent, *Usenet*, qui permettait à des individus situés aux quatre coins du globe de discuter simultanément des mêmes enjeux, grâce à des messages affichés sur des ordinateurs branchés en réseau. Ailleurs dans le monde, le marché japonais s'ouvrait à la commercialisation d'un nouvel appareil aux promesses révolutionnaires : le téléphone cellulaire...

Aujourd'hui, ce n'est plus le développement d'une mais de toute une panoplie de technologies de l'information et de la communication (TIC), de technologies mobiles et des médias sociaux – cet ensemble d'applications basées sur les outils du *Web 2.0* pour favoriser la création,

¹ Pour une analyse plus approfondie des usages culturels du Walk-man, voir: Du Gay, Paul, Stuart Hall et al. 1997 : *Doing Cultural Studies: the Story of the Sony Walkman*, SAGE: Thousand Oaks (CA).

l'échange et la collaboration de contenu généré par les utilisateurs (Kaplan et Haenlein 2010 ; Millerand, Proulx et Rueff 2010) – qui alimente l'imaginaire d'une nouvelle ère techno-sociale.

Pour plusieurs penseurs de la « société en réseaux » (Castells 2001, 2012; Rheingold 2002; Castells, Fernandez-Ardevol et al. 2006), l'adoption de ces outils est si rapide et change à ce point la nature et la structure de nos rapports sociaux que nous serions littéralement aux portes d'une des plus grandes révolutions communicationnelles de l'histoire humaine (Shirky 2008, 2010). Conséquemment, la place que prennent ces outils dans nos vies – et en particulier dans celle d'une nouvelle génération – entraîne encore une fois son lot d'espairs, de craintes et de questionnements. À l'heure où les expressions « génération 2.0 », « barricades virtuelles », « révolution *Facebook* » ou « *Twitter* » sont reprises à profusion par les médias pour évoquer l'étonnante dextérité avec laquelle de jeunes activistes emploient ces outils dans le cadre de mobilisations qui se font écho à travers le monde, de nombreuses recherches s'évertuent à comprendre la relation entre l'émergence de ces technologies et la participation sociale et politique d'une nouvelle génération.

Les quinze dernières années ont ainsi vu un nombre impressionnant d'enquêtes s'intéresser aux répercussions des TIC sur l'engagement social et politique des jeunes (Sjöberg 1999; Norris 2001, 2002 ; Tapscott 2006; Montgomery, Gottlieb-Robles et al. 2004; Pasek 2006; Livingstone 2007; Zukin, Keeter et al. 2006; Gerbaudo, 2012). Considérant leur appropriation rapide de ces technologies, certains ont d'abord craint, dès le milieu des années 1990, qu'une utilisation excessive des dispositifs numériques ne contribue à alimenter une *crise* de l'engagement chez les jeunes. Une crise qui serait engendrée par l'individualisation croissante des rapports sociaux et l'effritement progressif des repères institutionnels (Putnam 2000; Breton 2000; Mackinnon and Luke 2002) et dont témoignerait le faible taux de participation électorale des jeunes et leur désaffection croissante des organisations civiles traditionnelles, dans plusieurs pays occidentaux (Perrineau 1994; Pammet 2001, OCDE 2002; Gallup 2006).

Le quotidien et les valeurs de cette génération étant par ailleurs perçus comme imprégnés, voire intimement liés au développement des TIC, d'autres ont estimé plus judicieux de

remédier à cette soi-disant apathie en éveillant l'intérêt politique des jeunes grâce à des outils devenus partie prenante de leur mode de vie (Youniss 2002; Montgomery, Gottlieb-Robles et al. 2004). De nombreuses initiatives ont été entreprises en ce sens par des programmes publics, éducatifs ou des expériences de recherche-action (Clift 2003; Olsson 2005; Macintosh, Robson et al. 2003; Livingstone 2007)². Or, les résultats de près de quinze ans d'efforts demeurent mitigés. Les sites gouvernementaux adressés aux jeunes sont rarement visités, les forums virtuels visant à susciter leur intérêt politique deviennent vite inactifs (D-Code 2003, Malina 2003 ; Kovacheva 2005, Canada 2008) et plusieurs sondages indiquent toujours un faible taux de participation électorale chez les moins de 35 ans (Pammet 2001; Mackinnon et Luke 2002; Canada 2009, Fournier et Hudon 2012). Est-ce à dire que malgré les apports des TIC et du Web, les jeunes sont et resteront toujours apathiques, apolitiques et désengagés ?

La multitude de mobilisations et de pratiques de contestations qui se sont développées en parallèle, au cours de la même décennie, semble pourtant indiquer le contraire. Que l'on pense à la diffusion de pétitions virtuelles, aux campagnes virales de conscientisation (à l'environnement, à la consommation responsable), à l'orchestration de manifestations éclairs (*flash mobs*), à la diffusion de vidéos à teneur politique sur les réseaux *Youtube*, *Vimeo*, *DailyMotion*, à l'usurpation de sites Web officiels (*spoof sites*³) ou à l'utilisation des réseaux sociaux *Twitter* et *Facebook* à des fins de recrutement, de résistance et de contestations politiques à grande échelle, ces pratiques semblent particulièrement prisées et investies par des jeunes. Or, elles témoignent d'un recours inusité aux TIC pour agir dans l'espace public (Jordan 1999, 2003; McCaughey and Ayers 2003; Terranova 2004; Quéniart 2008).

² Ces programmes de recherche-action, souvent mandatés par des instances gouvernementales, ont bien sûr offert des éléments de réponses importants concernant l'intérêt des jeunes envers certains sites, les informations qu'ils y recherchent, les critères esthétiques qu'ils apprécient ou comment ils perçoivent les stratégies de communication employées pour les rejoindre. Or, les projets consultés dans le cadre de cette recherche ne semblent pas avoir réussi à être adoptés par les jeunes dans le long terme, soit *au-delà* de la période d'expérimentation. Ce qui soulève des questions quant à l'intérêt réel que les jeunes portent aux sites testés.

³ Un *spoof site* (site usurpateur) est un site Web imitant l'adresse url d'un site officiel, mais qui mène l'internaute vers une « fausse » page parodiant souvent l'originale. À titre d'exemple, voir le « faux » site de l'OMC: <http://www.gatt.org/>, ou celui du « département de mesures paranoïaques du gouvernement britannique » : <http://www.preparingforemergencies.co.uk/index.htm> Tous deux visités en date du 11 mars 2009.

Si leur caractère peut parfois sembler fluide ou évanescent, il faut reconnaître que les retombées de certaines de ces actions ont frappé l’imaginaire tant par leur rapidité de diffusion que l’étendue de leur ampleur. En 2001, c’est par une utilisation judicieuse des téléphones cellulaires que les jeunes philippins orchestrent un regroupement massif en moins de quatre jours, menant à la démission du président Estrada (la *Second People Power Revolution*). En Espagne, avant la création de *Twitter*, c’est par des messages *textos* (sms) que de jeunes madrilènes dénoncent les mensonges du gouvernement Aznar au sujet des attentats de la gare d’Atocha, renversant le cours des élections de 2004 (Castells, Fernandez-Ardevol et al. 2006). Le rôle joué par les médias sociaux – *Facebook* en tête – est souligné dans la participation des jeunes américains aux élections de 2008 et la victoire présidentielle de Barack Obama, tout comme celui des messages *Twitter* dans la riposte des jeunes moldaves face aux élections de 2009 et la contestation des jeunes iraniens face à la réélection d’Ahmadinejad la même année. On peut également mentionner les réseaux d’entraide organisés virtuellement au lendemain du tremblement de terre haïtien de 2010, qui ont inondé la Croix-Rouge de plus de 35 millions\$ de dons en moins 48 heures. Sans compter le rôle des médias sociaux dans les soulèvements associés au *printemps arabe* au Moyen-Orient, aux *Indignados* de Madrid, à la grogne des Athéniens, au mouvement *Occupy* de 2011 qui s’est propagé comme une traînée de poudre sur la scène internationale jusqu’aux luttes étudiantes du Mexique, du Chili et du Québec en 2012.

Ces événements ont été amplement repris par les médias, pressés d’établir une relation causale entre la démocratisation des médias sociaux et l’avènement d’une « révolution 2.0 », enfin à nos portes. Face à l’accumulation d’exemples, il est bien sûr difficile de prétendre aujourd’hui que les TIC mènent au désengagement. Quelques observateurs soulignent toutefois les dangers d’attribuer à ces outils un véritable pouvoir de mobilisation, nous mettant en garde contre leur « fétichisation » (Gladwell 2010), les risques qu’ils comportent de favoriser une « illusion de pouvoir » chez les usagers (Morozov 2013 ; McChesney 2013) ou l’égarement de la « révolution assise », le *slacktivisme* – cet activisme paresseux associé aux campagnes de mobilisations sur le Web, qui n’auraient pas d’effets politiques ou sociaux réels outre le fait de soulager la bonne conscience de l’usager qui « aime » une page *Facebook* ou affiche son appui en ligne (Morozov 2009).

D'une manière ou d'une autre cependant, on souligne à chaque fois la présence de pratiques jumelant la mise sur pied d'actions coordonnées sur le terrain, la présence importante de jeunes dans ces espaces d'action et la diffusion virtuelle de vidéos ludiques, d'images, de messages affichés sur les pages de groupes organisés ou sur des réseaux personnels de microblogging. À cela, il faudrait bien sûr ajouter le recours à ces mêmes technologies dans l'organisation d'actions terroristes et la surveillance des forces étatiques qui s'efforcent de les identifier⁴. Sans compter la popularisation de mouvements de cyber-dissidence et réseaux de hackers (Costanza-Chock 2012 ; Coleman 2012), tels *Wikileaks* et *Anonymous*, qui font eux aussi les manchettes et qui sont surveillés de près par des États craignant la volonté affichée de ces groupes à employer les TIC pour mettre en lumière des informations sensibles, souligner les failles de systèmes répressifs et appeler à de nouvelles formes d'action et de contestation.

Au regard de ces faits et événements, le rapport à établir entre les TIC, les jeunes et l'émergence de nouvelles formes d'engagement paraît paradoxal. Si d'une part, les recherches brandissent des chiffres alarmants concernant la désaffection électorale des jeunes et leur rejet des groupes de pression usuels (malgré les efforts effectués pour susciter leur intérêt à travers les TIC), il semble d'autre part que ce soit ces mêmes technologies – et en particulier le Web 2.0 – qui offre à cette génération les moyens grâce auxquels émergent de nouvelles pratiques et modes de contestation. Comment appréhender la relation entre les TIC, les jeunes et leurs pratiques d'engagement ? La popularisation de pratiques virtuelles leurre-t-elle les jeunes en les éloignant d'un engagement plus « réel » ? L'engagement des jeunes paraît-il faible parce que les institutions n'emploient pas les bons outils pour les rejoindre ? Ou assistons-nous, à l'ère du Web 2.0, à une mutation profonde du *sens* donné à l'« engagement », à la « participation », au « changement » social et politique, qui appelle la construction de nouveaux repères, voire une redéfinition de ce que signifie l'agir démocratique aujourd'hui ?

Pour plusieurs penseurs, la clé de l'énigme se trouve dans une transformation importante du *contexte* dans lequel émerge la volonté d'action (McDonald 2004 ; Soulet 2004 ; Anduiza,

⁴ À titre d'exemple, on peut penser à l'appel lancé sur les réseaux sociaux par le FBI, dans le cadre des attentats du marathon de Boston, en avril 2013, et qui demandait au public de participer à l'identification des terroristes notamment par l'envoi de photographies amateurs prises lors de l'événement.

Jensen et Jorba 2012). En effet, les recherches récentes suggèrent que ce constat de crise repose sur une définition trop réduite de l' « engagement » et de la participation sociale et politique (Ion 2012; Fillieule 2005 ; Quéniart et Jacques 2008 ; Earl et Kimport 2011). Une définition qui n'arrive pas à prendre en compte la *variété* des revendications et des modes d'organisation des acteurs et encore moins les *outils* qui sont aujourd'hui à leur disposition. Dans les termes de Dahlgren : « This perspective is anchored in sets of assumptions that largely do not see beyond the formal political system and the traditional role of media in that system » (2005:154).

Après tout, si la notion d' « engagement » a longtemps été rattachée aux actions collectives organisées ou à la participation civique et électorale des individus, elle peut plus largement être définie comme : une volonté individuelle de s'inscrire dans un effort collectif, de participer ou de contribuer à des actions ayant pour but un changement dans les structures sociales, économiques, démocratiques, culturelles ou la lutte contre les inégalités (Passy 1998 ; Pleyers 2004 ; Quéniart et Jacques 2007 ; Ion 2012). En ce sens, les formes de mobilisation et de contestation qui se développent ou se popularisent à l'ère du Web font aussi écho à des transformations plus profondes au sein des modes d'organisation des acteurs, aux valeurs qu'ils défendent, aux moyens qu'ils privilégient pour agir dans le contexte actuel.

Comme le rappelle Alberto Melucci (1996), ce contexte joue un rôle de première importance dans le *sens* que les acteurs donnent à leurs actions. Alors que nos vies sont marquées par l'émergence d'une société en réseaux et le déploiement des TIC qui l'accompagne, comment ce contexte médiatique influence-t-il les répertoires ou les pratiques des acteurs? Si la société civile est effectivement plus « connectée » et mobile (Castells 2007; Urry 2003), comment cela influence la manière dont nous remettons en question nos représentations du monde, les inégalités qui le traversent et les façons d'y remédier? En d'autres termes, si le développement des TIC *modifie* autant qu'il *reflète* les transformations en cours dans nos modes d'interaction et d'organisation sociales, c'est peut-être aussi la façon dont nous comprenons le monde et comment nous choisissons d'y agir qui sont amenés à changer.

Partant de cette prémisse, une part importante de la littérature s'intéressant aux médias sociaux et à l'action collective révisé aujourd'hui son angle d'approche. Suivant les développements récents des applications du Web 2.0 (et la façon dont elles sont employées par les militants), chercheurs et observateurs délaissent les mesures d'impact social ou politique des TIC (si populaires au début des années 2000), pour situer plutôt la réflexion dans un rapport *dialogique* entre transformations sociales et innovations technologiques (Shirky 2010; Earl et Kimport 2011; Cammaerts 2011 ; Constanza-Chock 2012). En d'autres termes, on cherche moins à identifier ce que les TIC *produisent* ou *provoquent* au niveau de l'engagement social et politique des individus – et en particulier des jeunes – que de comprendre en quoi ces technologies participent d'un *contexte communicationnel et politique* lui-même en transformation (Bimber, Flanagin et Stohl 2012). Un contexte dans lequel émergent des formes, répertoires et logiques d'action (Anduiza, Jensen et Jorba 2012; Earl et Kimport 2011; Juris 2012), mais dans lequel se manifestent aussi de nouvelles façons de vivre ensemble, de prendre connaissance du monde, de communiquer, de s'organiser.

Dans cette perspective, le Web et les médias sociaux n'offrent pas seulement de nouvelles opportunités de réseautage ou de recrutement à des groupes formellement organisés. En proposant une variété de modes d'interaction entre militants, sympathisants, observateurs et « citoyens ordinaires », ce sont aussi de nouveaux individus qui peuvent désormais participer à l'action, voire l'orienter (Mossberger, Tolbert et McNeal 2008; Eark et Kimport 2011). À noter, l'émergence de ces nouvelles pratiques ne suppose donc pas la disparition complète des organisations ni des groupes de pressions usuels, mais elle suggère néanmoins une recomposition importante de la relation entre les acteurs, leurs cibles et les membres de la société civile.

Au delà de la nouveauté des usages du Web, c'est donc une nouvelle *culture* de la participation et de l'engagement qui serait mise en avant. Bon nombre de recherches suggèrent en conséquence le besoin de revisiter les théories classiques sur l'engagement social ou politique de façon à mieux saisir *l'expérience* que les acteurs sociaux ont de leur participation au sein de ce contexte médiatique (Earl et Kimport, 2011 ; Bimber, Flanagin et Stohl 2012 ; Juris 2012 ; Castells 2012). Après tout, si les pratiques de mobilisation subissent d'importantes

mutations, ce sont aussi les définitions données à l' « action collective », à l' « engagement », tout comme la manière dont ces notions sont vécues, perçues et interprétées par les acteurs qu'il faut repenser. Mais comment cerner ces définitions ? Comment délimiter les frontières d'une nouvelle *culture* de l'engagement ?

Le terrain de recherche est, à cet égard, particulièrement fertile. L'année 2012 a produit, à elle seule, un nombre si imposant d'enquêtes, de rapports et de colloques portant sur le « cyberactivisme », sur l'utilisation des médias sociaux dans le contexte du printemps arabe, du mouvement *Occupy* ou plus largement sur le « changement social », que certains en font un champ de recherche, voire une discipline à part entière⁵. L'observation de ces pratiques pose toutefois un certain nombre de problèmes : les tactiques sont variées, elles font appel à des acteurs, des réseaux d'échanges et des applications numériques diversifiées. Pour y voir plus clair, un grand nombre de recherches se penchent alors du côté de jeunes activistes branchés.

Considérant leur présence marquée dans de multiples formes de mobilisation où les TIC jouent un rôle important, les hypothèses émises au sujet de cette génération se font plus optimistes. Le consensus de plusieurs enquêtes récentes ne semble plus être que les jeunes « s'engagent moins » mais au contraire, qu'étant « nés avec les TIC » (Quéniart et Jacques 2007) et n'ayant « pas connu autre chose » (Gauthier 2000, 2003 ; Tapscott 2009), ils s'engagent simplement *différemment*, avec les moyens qui leur sont familiers (Palfrey et Gasser 2008 ; Dagnaud 2011). En quelque sorte, on estime que les pratiques de la génération montante préfigurent l'émergence de cette nouvelle *culture* de l'engagement (Boyd 2008; Mattoni 2012 ; Gerbaudo 2012 ; Juris 2012). Une culture qui serait intimement liée au développement des médias sociaux *et* à la montée en âge d'une nouvelle génération, et qui implique l'adaptation des théories et des méthodes par lesquelles en faire l'analyse.

⁵ Plusieurs colloques, publications et même quelques programmes universitaires associent les termes *médias sociaux* et « transformations sociales » ou « changement social » : comme en témoigne le titre du prochain Forum mondial des sciences sociales de Montréal (octobre 2013) "*Transformations sociales et ère numérique*", l'ouvrage *The Future of Art* qui annonce la participation de 100 penseurs des "*social media and social change*" (<http://eprints.soton.ac.uk/209181/>), ou les cours offerts par divers départements de communication (American University, Brown University, Colorado State University, Dublin City University, Bainbridge graduate institute).

La particularité de la catégorie « jeunesse » est alors mentionnée par des recherches s'intéressant à l'organisation, aux logiques d'agrégation, aux valeurs et aux répertoires de nouveaux activistes (Terranova 2004 ; Cardoso 2006; Juris et Pleyers 2009). Elle sert à penser l'utilisation des TIC par les groupes transnationaux (Norris 2001; Couldry et Curran 2003 ; Aunio et Staggenborg 2011). On s'intéresse aux pratiques des jeunes dans les recherches portant sur le réseautage des militants et leurs échanges sur le Web (McCaughey et Ayers 2003; Mossburger, Tolbert et McNeal 2008), ou encore à l'interaction entre les médias sociaux et les terrains d'occupation (Gerbaudo 2012 ; Mattoni 2012 ; Costanza-Chock 2012 ; Juris 2012). Somme toute, ces recherches évoquent les multiples avantages que supposent ces technologies en ce qui concerne la diminution des coûts d'organisation, de recrutement et de mobilisation des acteurs. Or, elles soulèvent aussi de nombreuses questions quant à l'importance accordée aux initiatives individuelles, aux attitudes et aux comportements des jeunes face au contexte social et politique actuel, et qui laissent présager un ensemble de facteurs à explorer plus en profondeur : une certaine éthique du partage, une logique de réseautage, une perception de l'action citoyenne, de la sphère publique et des instances qui la composent.

Ainsi, malgré toute l'attention portée aux transformations actuelles de l'engagement, ce champ théorique reste encore largement à explorer. En effet, si le caractère percutant des actions menées sur le Web alimente l'imaginaire d'une « révolution 2.0 », plusieurs pratiques demeurent difficiles à cerner tant elles cadrent mal avec les définitions habituelles de l'engagement, de l'action collective ou des mouvements sociaux. Par exemple, si les médias sociaux ont servi de catalyseur à certaines formes de contestation qui ont défrayé les manchettes, les revendications des acteurs ne se ressemblent pas toujours, ceux-ci ne vivent pas dans les mêmes contextes politiques, culturels, géographiques, ils ne partagent pas la même identité. Pire, les acteurs qui prennent part à ces mobilisations « 2.0 » n'ont pas tous accès aux médias sociaux (ni même à Internet)! Et si le rôle des organisations demeure indéniable au sein des nouveaux modes de contestation, certaines pratiques semblent

s'orchestrer de manière spontanée, sans leader ni objectifs identifiés au préalable⁶. Enfin, bien qu'on souligne à chaque fois le rôle joué par les TIC tout comme la présence marquée de jeunes adultes au sein de ces pratiques, il faut bien reconnaître que la relation à établir entre les TIC, les jeunes et l'émergence d'une nouvelle *culture* de l'engagement demeure nébuleuse.

Alors qu'on insiste sur la variété d'options, de formes et de modes d'engagement qui s'offrent aujourd'hui aux acteurs sociaux, c'est paradoxalement encore dans une relation causale que l'on pense l'intérêt des jeunes pour des pratiques d'engagement qui font appel aux TIC. En ce sens, malgré le nombre étourdissant de recherches publiées au sujet des jeunes et des pratiques de « cyberactivisme », il demeure difficile de comprendre *en quoi*, et *comment*, l'utilisation de ces technologies participe d'un ensemble de facteurs qui motivent les jeunes à agir, à s'engager. Concentrées d'abord et avant tout sur la façon dont les groupes militants utilisent ou s'approprient les TIC pour mener à bien leurs actions, trop peu de recherches ont porté leur attention sur l'évaluation des significations, des valeurs, des choix et des alternatives qui s'offrent aux jeunes quand ils décident d'agir dans le contexte social ou politique actuel, et qui peuvent motiver ou freiner les membres de cette génération à participer à des modes d'engagement spécifiques – que ce soit en ligne ou hors ligne, à l'intérieur de groupes formellement organisés ou à l'extérieur de ceux-ci.

Enfin, si le recours aux médias sociaux semble être un incontournable pour bon nombre de pratiques de mobilisation, rappelons que les usages du Web 2.0 s'inscrivent en relation avec des pratiques quotidiennes, un marché technologique lucratif, la présence soutenue des médias traditionnels et des groupes de pression usuels au cœur des mobilisations. Dès lors, en posant le cyberspace comme ayant des effets distincts d'autres sphères de la vie, ce sont de nombreuses questions qui sont laissées sans réponse. Si nous assistons à l'émergence d'une nouvelle culture de l'engagement, liée aux TIC et à leur appropriation par les membres d'une « génération de l'information », qu'est-ce qui définit cette culture ? Qu'en est-il des valeurs

⁶ Dans le cas des manifestations en Égypte et en Tunisie, des observateurs soulignent que la grogne a pris les rues dès décembre 2010 et janvier 2011 autour de frustrations collectivement partagées (et diffusées notamment sur les médias sociaux) et non des actions concertées par l'entremise de groupes organisés (Lotan et al. 2011).

que les jeunes défendent ? Privilégient-ils le Web 2.0 pour faire avancer leurs causes ? Et, si c'est le cas, qu'est-ce qui motive ce choix? Les médias sociaux jouent-ils un rôle instrumental dans les pratiques d'engagement des jeunes, à titre d'outil de recrutement, d'information ou de conscientisation, par exemple ? Ou les jeunes emploient-ils ces outils pour transformer plus profondément les règles du jeu social et politique dans lequel ils choisissent de s'engager?

Pour résumer, si le quotidien des jeunes et les formes d'action qu'ils privilégient semblent effectivement marqués par une utilisation accrue des technologies médiatiques, il demeure difficile de comprendre la charge symbolique, la portée, les raisons pour lesquelles ils recourent à ces outils et le *sens* qu'ils donnent aux actions qu'ils mènent quand ils choisissent d'agir sur le cours de leur société. La recherche proposée vise donc à pallier ce vacuum, en posant la question centrale suivante : *Comment les jeunes adultes d'une « génération de l'information » (20-35 ans) donnent-ils sens à l'engagement?*

En posant cette question, il ne s'agit pas d'analyser ce que le Web fait à l'engagement des jeunes mais de comprendre comment l'engagement se vit, s'exprime et s'expérimente chez les membres d'une génération qu'on dit, a priori, technophile. Il s'agit de nuancer la logique technocentriste de plusieurs enquêtes produites au sujet des jeunes, en offrant une analyse détaillée de la façon dont le *contexte* médiatique mais aussi politique, économique et culturel est *perçu et interprété* par les membres de cette génération. En posant ainsi l'hypothèse qu'on ne peut tenir pour acquis que l'engagement des jeunes résulte de leur seul recours aux TIC, j'ai voulu inscrire leurs pratiques en relation avec des *expériences personnelles*, des *opinions*, des *valeurs*, une *culture* de la participation sociale et politique. En l'occurrence, il faut dire que très peu de recherches ont été menées au Québec (et au Canada) sur les pratiques d'engagement de cette génération (D-Code 2003 ; Quéniart et Jacques 2007), au delà des mesures habituelles de leur participation électorale ou de leurs consommations médiatiques (CEFRIO 2009, 2012). La recherche permet ainsi d'offrir un éclairage nouveau, qualitatif et approfondi sur ce qui caractérise la façon dont les jeunes perçoivent et définissent l'engagement social et politique, et comment ils choisissent d'agir à l'ère du Web.

Ce faisant, j'affiche comme *a priori* conceptuel la volonté de m'éloigner des hypothèses normatives et généralistes trop souvent émises au sujet de l'engagement des jeunes, et qui sont rarement remises en cause voire explicitement justifiées. Bien sûr, les TIC occupent une place importante dans la vie des jeunes. Or, tout comme ce fut le cas lors de la popularisation du baladeur, il me semble important de ne pas s'arrêter qu'au caractère « novateur » des outils numériques, de s'enthousiasmer ou de craindre la place qu'ils occupent dans la vie d'une génération, en limitant l'analyse à des particularités techniques ou à des usages. En analysant les TIC et l'engagement des jeunes dans une relation causale, on risque en effet de demeurer à la remorque de développements d'applications, de réseaux et de pratiques qui se réinventent constamment. On n'arrive alors plus à tracer le fil conducteur entre ce qui motive le recours à ces technologies, ce qui explique l'intérêt que peuvent y porter les jeunes, et ce que cela révèle pour comprendre les transformations actuelles de l'engagement. C'est pourquoi j'estime plus utile de remonter la filière du *sens* : de comprendre ce que *signifie*, pour les membres de cette génération, s'engager à l'ère du Web.

Rappelons-le, les technologies, aussi novatrices et puissantes soient-elles, ne se diffusent que dans la mesure où elles font écho à des structures, des valeurs, des intérêts préalablement existants (Castells 2009). En ce sens, on ne peut postuler l'existence d'une nouvelle culture de l'engagement chez les jeunes sans chercher d'abord à comprendre les *perceptions*, *représentations*, *attitudes* et *valeurs* qui entrent en cause dans le sens qu'ils donnent à l'engagement et, bien sûr, comment cela se traduit dans leurs *pratiques*. L'objectif de la recherche est alors triple. Il s'agit :

- 1) d'obtenir une compréhension nuancée des représentations, attitudes et valeurs d'un ensemble de jeunes membres de cette génération (20 à 35 ans) face au contexte social et politique actuel et face à ce qu'ils définissent comme des pratiques « engagées » ;
- 2) de questionner l'expérience que ces jeunes ont de l'engagement, la manière dont ils perçoivent leur propre capacité d'action au sein du contexte social et politique et le rôle qu'ils attribuent aux TIC quand ils choisissent d' « agir » ;
- 3) de participer à la réflexion concernant une redéfinition de l'engagement à l'ère du Web 2.0, en questionnant la relation entre un contexte médiatique complexe, les représentations, perceptions et pratiques des jeunes et ce que cela suppose, d'un point de vue théorique, pour l'analyse des pratiques contemporaines de l'engagement.

Plutôt que de me concentrer sur l'observation des usages du Web et des médias sociaux par des groupes militants, j'ai choisi de mener une recherche *exploratoire* de façon à mettre en lumière les multiples facteurs – les motivations, le rapport au *contexte*, les *choix*, les *valeurs* – qui agissent sur l'intérêt des jeunes à recourir à certains outils ou à privilégier certaines pratiques. En m'intéressant aux réflexions d'un ensemble varié de jeunes (engagés dans des organisations formelles, inscrits dans de nouvelles sphères d'action, très technophiles ou peu intéressés par les TIC), j'ai voulu connaître leurs références et expériences personnelles en matière d'engagement, comment ils en parlent, quelles sont leurs attitudes, craintes et espoirs, les discours qu'ils tiennent sur leur propre génération et sa capacité d'action, mais aussi comment ils perçoivent les usages du Web, leur portée sociale et politique, dans le contexte actuel. Ce faisant, j'ai privilégié une démarche qui me permettrait de répondre aux questions sectorielles laissées en suspens par d'autres enquêtes : quelles valeurs les jeunes donnent-ils aux actions posées sur le web ? Quel rôle jouent ces technologies dans la circulation de nouveaux répertoires d'action ? Comment les jeunes associent-ils ces pratiques au « changement social », à « l'action publique », à « l'engagement » ? Comment se traduisent les notions d'identité collective, de confiance et de réciprocité à l'ère du Web ? Et comment les attitudes, perceptions et représentations des jeunes se traduisent, concrètement, en actions ?

Il est à noter que les propos tenus par ces répondants n'ont pas été considérés dans une perspective de sociologie de la jeunesse ou d'une « étape de vie ». Plutôt, j'inscris ma réflexion dans une discussion plus large concernant les transformations de l'engagement à l'ère du Web et, de manière plus précise, sur la façon dont ces transformations sont vécues et interprétées par les jeunes. Pour ce faire, je privilégie une approche interprétative et constructiviste, de manière à éviter l'écueil des déterminismes technologiques et ainsi rendre compte des dimensions *relationnelles* et *symboliques* qui marquent le rapport que les jeunes entretiennent avec la technologie mais aussi avec l'engagement. À cet effet, je me suis donc inspirée des théories de l'interactionnisme symbolique et d'une définition plus ancienne de « dérives culturelles » (*cultural drifts*) proposée par Blumer (1969), pour souligner les dynamiques d'échange et de construction de sens qui influencent les pratiques sociales et politiques des jeunes.

Pour des raisons logistiques et avec un budget limité, le terrain de recherche s'est déroulé principalement au Québec, bien que quelques cas de figure ont aussi été interrogés dans d'autres provinces. Il s'est constitué de deux séries d'entretiens semi directifs (de groupe et en profondeur) menés entre les mois d'août 2009 et mai 2012 auprès de 137 jeunes adultes âgés entre 20 et 35 ans. Limité géographiquement, le terrain a servi à situer les pratiques et propos tenus par des jeunes approchés par l'enquête, en rappelant à l'occasion les ressemblances et différences de leurs réponses avec celles obtenues par des recherches menées dans d'autres régions du monde (Juris 2012 ; Gerbaudo 2012 ; Anduiza et al. 2012). Enfin, puisque les représentations, perceptions et valeurs ne sont pas des données directement observables, la démarche méthodologique a permis de faire émerger le *sens* donné à l'engagement de manière indirecte, en multipliant les angles d'approche et le type de jeunes rejoints par l'enquête.

Une étape préparatoire de six entretiens de groupe de 8 à 12 personnes chacun (pour un total de 59 répondants), a été effectuée entre les mois d'août 2009 et de novembre 2009 auprès de jeunes recrutés dans deux événements jeunesse, au forum jeunesse de la ville de Montréal (groupe expert) et dans un groupe témoin. Ces entretiens ont permis d'établir un portrait général des attitudes, représentations et perceptions des membres de cette génération face au contexte social et politique actuel, leur identification à une génération et les pratiques qu'ils définissent comme « engagées ». Ils ont aussi permis d'identifier les concepts et thèmes à approfondir dans une deuxième étape de la recherche.

Cette deuxième étape a consisté en une série de 78 entretiens individuels semi-directifs en profondeur (d'une durée moyenne de 2 heures chacun), menés entre décembre 2009 et mai 2012 auprès de répondants sélectionnés selon différents degrés d'intérêts qu'ils portent aux TIC ou à l'engagement.⁷ Alors que se multipliaient les références à l'utilisation des médias sociaux dans le cadre du printemps *arabe*, du mouvement *Occupy* et des manifestations étudiantes de 2012 au Québec, j'ai rejoint de nouveaux répondants pour rendre compte de ces

⁷ Une description plus détaillée du déroulement des entretiens et du choix des répondants est présentée au chapitre 4.

développements. En somme, j'ai interrogé des jeunes issus d'horizons multiples et qui s'engagent de diverses façons.

Suivant une démarche inspirée de Robert N. Bellah et ses collègues (1985) et de la méthode de construction de sens proposée par Brenda Dervin et Micheline Frenette (2001), ces entretiens offrent un portrait des facteurs qui marquent les perceptions, représentations et attitudes des jeunes, en fonction de leurs expériences et des valeurs qu'ils défendent. Notamment, c'est dans la tension entre ce que ces jeunes identifiaient au préalable comme des formes « idéales » d'engagement et ce qu'ils percevaient être les limites à leurs propres capacités d'action dans le contexte social, politique et médiatique actuels que j'ai trouvé les éclairages les plus intéressants en ce qui concerne les dilemmes auxquels cette génération fait face quand elle choisit d'« agir » aujourd'hui. La démarche m'a ainsi permis d'explorer les raisons pour lesquelles ces jeunes recourent aux technologies médiatiques et la valeur qu'ils accordent à l'« affichage de soi » sur des réseaux personnels, pour agir au niveau des consciences et de l'expression d'idées n'ayant pas toujours droit de cité. Somme toute, j'ai ainsi souligné une *variété* de facteurs qui entrent en ligne de compte dans la façon dont les membres de cette génération donnent sens à l'engagement.

L'intérêt d'une telle démarche n'est pas de prouver quel média, quelle TIC ou quelle forme de communication fonctionne le mieux pour favoriser l'engagement des jeunes, mais de défricher des aspects encore mal compris au sujet des pratiques d'une génération dite « de l'information », afin de faire surgir de nouvelles hypothèses quant aux *ressources* dont les jeunes disposent pour donner sens à leurs actions, *comment* ils perçoivent leur capacité d'action, *pourquoi* ils choisissent ou privilégient certaines actions sur le Web et *ce que cela représente* pour repenser la façon dont l'engagement est compris, vécu et interprété aujourd'hui. Cette ouverture pourrait servir à distinguer de nouvelles avenues de recherche en matière d'incidence sociale et politique des TIC. Mais avant tout, elle permet d'approfondir les réflexions théoriques au sujet des transformations de l'engagement et de la participation des jeunes à la construction d'une - ou des - sociétés civiles émergentes.

Présentation des chapitres

Les recherches s'intéressant au rôle des médias sociaux dans de nouvelles formes de mobilisation sont si nombreuses, qu'il m'a semblé important de situer, dans un premier chapitre, le *contexte* dans lequel émerge l'idée d'une « révolution 2.0 ». En évoquant les origines de l'utopie techniciste qui sous-tend les discours parfois émis au sujet du « cyberactivisme », il s'agit de replacer le développement des TIC dans un ensemble de transformations sociales et politiques plus larges : une multiplication des *espaces* de la participation, une transformation des *modes d'organisation* des acteurs, et l'émergence de *nouvelles pratiques* qui semblent particulièrement populaires chez les jeunes.

Pour repenser l'engagement à la lumière de ces transformations, le chapitre 2 présente les outils réflexifs qui ont guidé la démarche. Dans une première partie, je précise les multiples définitions données à l'engagement, soulignant les notions de réseaux d'appartenance, de capital social, de société civile et d'outils de communication qui s'y rattachent. Puis, je fais appel à trois courants sociologiques qui permettent d'éclairer différents enjeux des transformations de l'engagement : 1) une sociologie des transformations sociales ; 2) une sociologie des mouvements sociaux ; 3) une sociologie de l'expérience des individus. En tenant compte de leurs apports théoriques, j'y puise un ensemble d'outils pour construire un cadre conceptuel transitoire et flexible, qui a été ajusté tout au long de la démarche. Ce cadre est présenté dans la dernière partie du chapitre. J'y ajoute des notions complémentaires empruntées à l'interactionnisme symbolique (et à la théorie des « dérives culturelles » de Blumer 1969) pour dégager certains concepts en ce qui a trait aux processus de construction de sens, et de l'importance des « cadres » et des « réseaux d'interprétation ».

Le chapitre 3 présente la démarche méthodologique privilégiée et souligne les implications épistémologiques d'une approche exploratoire, ancrée dans l'observation des pratiques et des réflexions des jeunes. Je justifie l'intérêt d'une approche *générationnelle*, en évoquant les résultats d'enquêtes produites au Québec et ailleurs dans le monde. Celles-ci m'ont poussée à miser sur une technique de collecte de données, à choisir le type de répondants interrogés et à identifier comment leurs propos seraient analysés.

Les chapitres 4 à 6 reviennent sur les résultats de la recherche. Le chapitre 4 vise d'abord à cerner la façon dont les jeunes « conçoivent » et perçoivent l'engagement. En m'appuyant sur les résultats d'enquêtes quantitatives préalables et sur ceux des entretiens de groupe, j'offre un portrait des *représentations, attitudes, langages et vocabulaires* partagés par les jeunes quand ils parlent d'engagement. Le chapitre 5 explore ensuite les *expériences et les parcours de vie* d'un ensemble de jeunes aux modes d'engagement diversifiés, pour souligner les dimensions de socialisation, la façon dont ils perçoivent le contexte social et politique et la place qu'ils estiment y occuper, tout comme les *cadres interprétatifs* qu'ils développent à force d'expériences personnelles et subjectives et qui influencent la façon dont leurs valeurs et perceptions se traduisent en pratiques. Le chapitre 6 se penche enfin sur les sources d'information et les réseaux d'interaction auxquels les jeunes réfèrent quand ils s'intéressent à une cause ou à des enjeux qui leur tiennent à cœur, et par lesquels ils échangent leurs préoccupations, idées et opinions personnelles. Ce faisant, il s'agit d'éclairer la portée sociale et politique qu'ils attribuent aux actions menées sur le Web, tout en rappelant comment celles-ci s'inscrivent au cœur de pratiques de la vie quotidienne.

En bout de parcours, le chapitre 7 prend appui sur ces observations pour *reconstruire* le sens que les jeunes donnent à l'engagement. À l'aide des outils retenus dans le cadre conceptuel transitoire, il s'agit de penser la façon dont les jeunes affichent au quotidien des codes de sens, valeurs et interprétations pour proposer des hypothèses au sujet d'une redéfinition de l'engagement et des dynamiques d'échange à l'œuvre. Je suggère enfin une métaphore conceptuelle, le « murmure des étourneaux », qui permet de conceptualiser ces affichages quotidiens comme participant d'une chaîne de relations par lesquelles les jeunes prennent connaissance du monde, de ses dynamiques d'influence et des façons de produire des « dérives culturelles » – des changements dans les façons de *percevoir, d'agir* et de *penser*.

La conclusion revient enfin sur l'ensemble de ces résultats et les leçons que nous pouvons en tirer. Elle offre une réflexion par rapport à la démarche employée et indique de nouvelles ouvertures de recherche qui suggèrent l'intérêt de développer des approches flexibles et multidisciplinaires pour mieux concevoir ce que nous catégorisons, analysons et définissons comme l'« engagement » des jeunes – et des moins jeunes – au sein des sociétés actuelles.

Chapitre 1. Révolution 2.0

Utopies, bémols et nouvelle culture de l'engagement

*Just as television saved democracy in the past,
in the future, it will be saved by the Internet.*
Steven Clift, 2000

Alors que les exemples récents de contestation se faisant écho sur la scène internationale sont présentés comme témoignant de l'émergence d'une véritable « révolution » qui transformerait le jeu politique contemporain grâce aux médias sociaux, l'analyse du rôle que jouent ces outils dans l'émergence et l'organisation de pratiques de résistance et de contestations soulèvent plusieurs questions. Notamment, elles mettent en lumière une relation complexe entre la démocratisation et la popularisation du Web et l'émergence d'une nouvelle *culture* de l'engagement qui serait particulièrement visible chez les jeunes.

Tout récemment, les outils *Twitter* et *Facebook* étaient évoqués comme les principaux catalyseurs de la contestation qui a pris forme en Tunisie, en décembre 2010 (Dakhli 2011 ; Howard 2011), suivie de près par les révoltes du « printemps arabe » en Égypte, au Yémen, en Lybie, en Syrie (Lotan et al. 2011; Tufekci et Wilson 2011; Zuckerman 2011). L'importance des réseaux sociaux pour organiser des espaces d'occupation est aussi mentionnée dans la coordination du mouvement du 15 Mai des *indignados* de Madrid et celui des manifestants de la place Syntagma en Grèce (Gerbaudo 2012 ; Castells, 2012). À Wall Street et sur les divers lieux d'occupation de par le monde, des citoyens affichent en ligne leur situation financière personnelle, entonnant le slogan : « Nous sommes les 99% ». Sur la toile, des blogues citoyens devenus la principale source d'information des grands médias abondent⁸. Au Québec, le groupe de pirates informatiques *Anonymous* s'affiche en appui aux manifestations étudiantes de 2012, détournant les sites du gouvernement pour exiger qu'il respecte le droit à la liberté

⁸ On peut penser aux *textos* envoyés par de jeunes iraniens, principale source d'information des grandes chaînes médiatiques lors des élections de 2009. Les messages de la jeune blogueuse *Tunisian Girl*, ont dévié la censure imposée par la dictature tunisienne en offrant un suivi quotidien du conflit aux médias internationaux. On peut aussi penser au blog du jeune londonien d'origine birmane, Ko Htike, initialement voué à la diffusion de ses poèmes. et qui est devenu l'unique lieu de diffusion des images et vidéos de la répression birmane lors de la « révolution safran » de 2008.

d'expression. Le mouvement frappe à nouveau lors des manifestations turques de 2013, pour contester la violente répression policière et dénoncer le silence des médias nationaux. Parallèlement, des internautes s'amuse à « réinterpréter » de manière créative les nouvelles de l'heure sur *Youtube*, *Flick'r*, *Vimeo*, *DailyMotion*. Ludiques, créatifs, déjantés, leur diffusion virale arrive parfois à susciter le débat là où d'autres médias et groupes de pression semblent échouer.

Si elles alimentent l'imaginaire d'une « révolution 2.0 » enfin à nos portes, l'interprétation de ces pratiques n'est pas unanime. Pour les enthousiastes du Web, elles témoignent de l'apogée d'un potentiel technologique jusqu'alors hypothétique. C'est que l'architecture ouverte des TIC et leur pouvoir participatif arriveraient enfin, à ce stade de développement, à favoriser des formes optimales d'échange et de collaboration entre individus, facilitant leur mobilisation. Pour les penseurs de la mobilisation et de l'action collective, ces pratiques indiquent plutôt l'apparition de nouvelles formes d'organisation de la société civile, qui demandent de repenser le rôle de l'acteur au sein d'actions s'affichant contre des régimes anti-démocratiques, contre la dominance de la logique de marché, contre des systèmes corrompus. Enfin, d'autres perçoivent dans l'émergence de ces pratiques l'affirmation d'un nouvel acteur, « le protestataire »⁹ : un individu ou un citoyen ordinaire qui témoigne, par son usage des outils numériques et sa revendication à jouer un rôle accru dans la prise de décisions qui le concernent, d'une nouvelle *culture* de l'engagement.

En d'autres termes, si l'idée d'une « révolution » qui serait directement produite par la technologie est amplement contestée (Bardini 2000 ; Gladwell 2010 ; Hofheinz 2011 ; Morozov 2013), il demeure qu'un ensemble de discours scientifiques, politiques et médiatiques émis au sujet des actions menées grâce aux médias sociaux popularisent néanmoins l'idée que les contextes *médiatique*, *politique* et *culturel* actuels transforment les possibilités de participation sociale et politique des individus. Mais en quoi consistent ces

⁹ Le New York Times accordait en 2011 le titre de « personnalité de l'année » au « protestataire » (*the protester*), en hommage aux mouvements déployés en cours d'année.

transformations ? Comment appréhender la relation entre le recours aux médias sociaux et une transformation contemporaine de l'engagement social et politique?

Considérant le nombre important de recherches qui se penchent sur la question, ce chapitre vise à situer le contexte historique, médiatique et politique au sein duquel émergent ces pratiques. Comme le suggère Rosanvallon (2006), l'engagement des citoyens est à la fois un gage de démocratie, tout comme il indique la vitalité des sociétés civiles. Or, à l'ère du Web 2.0, cet engagement est marqué par un ensemble de transformations qui touchent: 1) le développement d'*outils* dont disposent les individus pour s'informer, échanger et agir; 2) une transformation des *espaces*, des *réseaux* et des *pratiques* par lesquels les acteurs s'engagent; et 3) l'émergence d'une nouvelle *culture* de la participation et de l'engagement qui semble trouver appui chez les plus jeunes tranches de la population.

1.1 La révolution technologique annoncée : utopies et bémols

Penser l'émergence de nouvelles pratiques de mobilisation à travers le prisme du *Web 2.0* fait référence, en tout premier lieu, à l'idée d'une transformation qui serait d'abord d'ordre *technologique*. En évoquant l'idée que les jeunes montent aux « barricades virtuelles » on suggère en quelque sorte que c'est le développement rapide et novateur des outils numériques qui favoriserait, voire serait le moteur d'une mutation profonde des modes d'engagement individuels et collectifs chez les jeunes (Macintosh 2003 ; Montgomery et al. 2004 ; Livingstone 2007 ; Proulx et Goldenberg 2011)¹⁰.

En soi, l'idée qu'un développement technologique puisse mener au changement social n'est pas nouvelle. L'apparition des presses mécaniques, du train, du télégraphe, du téléphone, de la radio ou de la télévision a chaque fois été perçue comme un moyen d'élargir l'espace public (Cronin 2006), de rapprocher les individus au sein du grand projet moderne et de revitaliser la démocratie (Vitalis 1999 ; Vedel 2003). Dans les années 1920, l'explosion de la presse

¹⁰ En juin 2011, Alec Ross, conseiller principal à l'innovation d'Hillary Clinton, évoquait le rôle joué par les TIC dans le printemps arabe en décrivant Internet comme « le Che Guevara du XXIème siècle » : <http://www.guardian.co.uk/media/2011/jun/22/hillary-clinton-adviser-alec-ross>.

journalistique et l'imprégnation graduelle de la radio et du téléphone ont inspiré l'idée qu'une circulation accrue de l'information mènerait à plus de participation des citoyens aux affaires publiques (McChesney 1995 ; Starr 2005). Quelques décennies plus tard, l'arrivée des téléviseurs et des émissions « en direct » ont à leur tour ravivé l'espoir d'une démocratie renforcée par les médias de masse (Clift 2000). Or, la vitesse à laquelle se sont multipliées et ont été adoptées les technologies médiatiques au cours des trente dernières années est déroutante¹¹. Internet présente, à lui seul, un taux d'imprégnation plus rapide que toutes les TIC l'ayant précédé (Cardoso 2006). Et l'appropriation encore plus spectaculaire des médias sociaux dans plusieurs domaines de nos vies quotidiennes soulève son lot de questions quant à leur répercussion sur la vie démocratique.

Dès lors, pour mieux comprendre le caractère « révolutionnaire » parfois attribué aux TIC, il est intéressant de revenir sur la genèse du Web. En effet, c'est en situant mieux le contexte historique dans lequel émerge une certaine « utopie connective » que l'on peut comprendre, au-delà des discours optimistes et pessimistes sur les répercussions des TIC, l'essor du *Web 2.0* en tant qu'*enjeu* social et politique.

1.1.1 Société de l'information : aux origines d'une utopie

*Nous ne pouvons pas prédire où nous conduira la Révolution Informatique.
Tout ce que nous savons avec certitude, c'est que, quand on y sera enfin,
on n'aura pas assez de RAM.*
Dave Barry, 1998

Le rapprochement entre le développement des TIC et un possible renouvellement de l'engagement social et politique n'est pas fortuit. Armand Mattelart (2001, 2006) rappelle que la notion de « Société de l'information » apparaît, après la Deuxième Guerre Mondiale,

¹¹ Selon des informations qui circulent sur le Web, alors que la radio aurait mis 38 ans avant d'atteindre 50 millions d'utilisateurs, la télévision aurait 13 pour atteindre le même nombre et Internet 4. Selon certaines sources, Facebook n'aurait pris que quelques mois pour atteindre les 50 millions d'utilisateurs. Or, si ces informations sont reprises dans de multiples publications (y compris des publications gouvernementales européennes et américaines), leur source est rarement indiquée. À cet effet, une recherche de Gisle Hannemyr (2003) démontre qu'on doit plutôt y voir une métaphore relevant de l'« imaginaire collectif » ou de la « légende urbaine » que des véritables statistiques d'appropriation des médias sociaux. Voir : <http://hannemyr.com/en/diff.php> (visité en date du 13 mai 2012).

comme un projet visant à contrer la fin des idéologies et l'affrontement des classes, en s'appuyant sur le potentiel des TIC pour produire des modes égalitaires de participation de tous les individus à l'évolution de leurs sociétés.

Dans le domaine de la recherche informatique, les années de l'après-guerre voient ainsi émerger un « paradigme informationnel » où le développement des technologies appuyé par les facteurs militaro-industriels américains encourage l'imprégnation progressive de l' « idéologie cybernéticienne » (Breton 2000 ; Lafontaine 2004). Cette conception du monde fait écho au discours du « tout communiquant » de Wiener, où on ne considère plus les objets, les éléments ou les individus à partir de leur fonction mais où le « comportement des êtres consiste à échanger de l'information » (Breton 1993). Tirant les leçons du rôle joué par le télégraphe et la propagande au sein des guerres mondiales précédentes, le nerf du pouvoir est graduellement perçu comme celui du *contrôle* et de la *diffusion* de l'information (Beauregard et Saouter 1997 ; Castells 2009).

À la fin des années 1960, craignant les conséquences dévastatrices d'une possible attaque nucléaire, les chercheurs militaires américains de l'*Advance Research Project Agency* (ARPA) reçoivent le mandat de développer un système d'échange d'informations qui soit à la fois durable et « virtuel », afin que la communication entre émetteur et récepteur puisse continuer de circuler dans l'éventualité d'une destruction des supports matériels. C'est la naissance, en 1969, du réseau ARPANET – un système inédit de transmission de données dit « par paquets », rapidement adopté par plusieurs chercheurs militaires et extramilitaires qui y ont vu une façon efficace d'échanger des données informatiques et personnelles de manière presque « instantanée » (Castells 2001; Cardon 2010)¹².

Parallèlement, la vision d'un monde « unifié » grâce aux échanges en réseaux fait son entrée dans les sphères sociale, économique, culturelle. Les années 1970 voient de nombreux

¹² À titre anecdotique, Castells rappelle que les créateurs d'ARPANET ont fait participer des étudiants universitaires à la conception du réseau. Ces derniers le percevaient comme étant si rapide et si sécuritaire, qu'ils s'en servaient: « pour mener des conversations personnelles à bâtons rompus, voire s'entre-signalier, paraît-il, les bonnes occasions de trouver de la marijuana ! » (2001 :31).

discours avancer l'idée d'une société caractérisée par le passage à une ère postindustrielle (Bell 1976, 1979) marquée par une économie de services, une mobilisation accrue des biens et des personnes (Giddens 1999; Beck 1994, 2006), la valorisation de l'information, du savoir, de l'autonomie individuelle et le développement de technologies susceptibles de les véhiculer. Outre les systèmes de « transfert de données » informatiques, on investit massivement dans le développement des réseaux télévisés, de la téléphonie mobile, des satellites (Mattelart 2005). Dans les grands médias, on se met à parler de « société câblée », d'« informatisation de la société », de « société du savoir » et de « Société de l'information » (Georges et Granjon 2008).

La *société de l'information* se présente alors comme un « projet de société » plus qu'une situation historique concrète. Pour certains, l'idéologie sous-jacente incarne la matérialisation de l'idéal postmoderne. On espère que la circulation accrue des informations permettra la déconstruction des « grands récits », décentralisera le contrôle du savoir, favorisera la diffusion d'interprétations subjectives multipliées à l'échelle planétaire (Lyotard 1979). Pour d'autres, l'idée d'une société connectée par les TIC ne fait au contraire qu'*approfondir* la réflexivité moderne, puisqu'elle permet aux individus de se consacrer au développement de leurs connaissances grâce à des machines capables de stocker, de classer et d'accélérer la diffusion des informations (Lévy 1995 ; Wellman 1999). Fidèle à cet idéal, le japonais Yoneji Masuda, un des « visionnaires » de ces transformations sociales, affirme : « la Société de l'information offrira de nouveaux concepts de liberté et d'égalité, qui incarneront la liberté de décision et l'égalité d'opportunité » (1980 : 149).

Évidemment, tous les États veulent jouir de ces avancées technologiques. En 1980, craignant que le *Nouvel ordre mondial de l'information* (NOMIC) ne provoque une homogénéisation forcée des cultures, l'Organisation des Nations Unies met sur pied une commission présidée par Sean MacBride¹³. Intitulé *Voix Multiples : un Seul Monde*, le rapport confirme l'importance d'une participation égalitaire de tous les peuples à la construction de nouveaux

¹³ À la fois Prix Nobel et Prix Lénine de la paix, la candidature de Sean MacBride présente des atouts avantageux à l'époque de la Guerre Froide.

rapports techno-médiatiques: « Afin de développer ce qui pourrait être appelé une nouvelle ère de droits sociaux, nous suggérons que toutes les implications du droit à communiquer soient explorées plus avant » (1980 : 215). Tranquillement, on voit une certaine « utopie connective » prendre forme (Breton 2000 ; Proulx 2008), où les TIC sont perçues comme visant à garantir la participation de tous les citoyens au nouvel ordre mondial d'échanges.

Au delà du droit à la liberté d'expression, c'est donc que les citoyens doivent également jouir du même *accès* aux technologies leur permettant de recevoir et de produire des informations (Terranova: 2004). Internet voit le jour en 1989, jumelant les forces du système ARPANET à une multitude d'autres réseaux développés en dehors du cadre militaire (*Unix, Fidonet, Bitnet, Usenet*) et qui étaient alors distribués gratuitement par leurs concepteurs, de jeunes informaticiens adeptes d'une culture émergente du partage « libre » de logiciels mis à la disposition de tous et conçus pour des usages publics (Castells 2001 ; Cardon 2010)¹⁴. Rapidement, le gouvernement américain entrevoit le développement du « réseau des réseaux » comme une percée intéressante pour les milieux du marché, du travail et des loisirs (Calabrese et Sparks 2004). Internet est privatisé en 1991 sous l'appellation d'« Autoroute de l'information » et le 11 janvier 1994, le vice-président américain Al Gore déclare que ces autoroutes *doivent* déclencher une révolution qui changera pour toujours la façon dont les gens vivent, travaillent et communiquent¹⁵.

Le reste de l'Histoire nous est plus familière. La fin des années 1990 voit de multiples applications se développer sur la base d'Internet – la plus notable étant le regroupement de toutes les données hypertextes du monde sous un vaste réseau, le *World Wide Web*. Encore une fois, les créateurs du Web conçoivent l'outil comme devant être mis gratuitement à la

¹⁴ C'est le principe du *open source* (ou source libre), où l'architecture des logiciels est mise à la disposition des utilisateurs qui peuvent modifier et perfectionner celui-ci à leur guise, et faire ensuite connaître leurs contributions au sein du réseau. Un cas exemplaire est le système d'exploitation *Linux*, amélioré et peaufiné tant de fois par ses utilisateurs qu'il est devenu aujourd'hui un des plus performants au monde.

¹⁵ Prévoyant la commercialisation de la technologie Internet, les ordinateurs produits aux États-Unis dès 1990 sont équipés pour une éventuelle connexion au réseau. Pour voir l'ensemble du discours de Al Gore : <http://www.uibk.ac.at/voeb/texte/vor9401.html>

disposition du « bien commun¹⁶. Si des navigateurs conviviaux du Web sont vite commercialisés par les fabricants informatique (*Explorer, Safari, Firefox*) et si les États se mettent à légiférer sur les contenus accessibles au public, il demeure que l'architecture du Web est conçue, à la base, comme un espace *libre, public et ouvert*, au sein duquel quiconque peut se connecter, échanger et participer. Pour ses concepteurs: « Le cyberspace n'appartient pas au gouvernement mais aux gens » (Calabrese 1997: 16).

Ce qu'il faut ici retenir, c'est que les aspirations démocratiques que nous attribuons aujourd'hui aux TIC et au *Web 2.0* ne sont pas fortuites. Elles s'inscrivent dans la création, le développement et l'architecture mêmes de l'outil. Contrairement à la télévision, la radio ou la téléphonie mobile (qui rappelons-le, se développe elle aussi à l'époque), Internet est en quelque sorte *pensé* comme incarnant l'idéal d'une société construite autour d'échanges flexibles et égalitaires entre individus. La rhétorique de commercialisation du Web va même jusqu'à puiser dans la métaphore d'un grand « village planétaire », où toutes les connaissances humaines seraient rassemblées en une immense « conscience collective », facilitant la prise de décision au sujet de grands enjeux sociaux qui nous concernent (Negroponte 1996; Lévy 1995). Plusieurs estiment que le caractère *ouvert* du Web permettra en ce sens d'instaurer un espace délibératif dépouillé des systèmes usuels de stratification, des hiérarchies sociales, ou des discriminations basées sur l'âge, le sexe, la race¹⁷ (Sunstein 2001). C'est ce que Cardon appelle le double affranchissement d'Internet : « la connaissance est apatride et doit circuler librement et les personnes prennent la forme d'Avatars avec la même vélocité que les informations » (2010: 25).

Dans cette perspective, le Web est présenté comme l'outil idéal pour favoriser cette participation égalitaire des citoyens (Castells 1998, 2001). Les Sommets Mondiaux sur la

¹⁶ Tim Berners-Lee et Robert Cailliau sont reconnus comme les créateurs du *World Wide Web*. Lors des jeux Olympiques de Londres de 2012, un hommage leur a été rendu en présentant Tim Berners-Lee assis devant un ordinateur projectant sur la foule le message: « This is for everyone ».

¹⁷ Reprenant la métaphore de l'Agora grecque, Al Gore affirme: « J'y vois un nouvel âge athénien de la démocratie » (Mattelart 2005 : 99). C'est aussi la blague connue de la caricature de Peter Steiner, parue dans *The New Yorker* le 5 juillet 1993, où un chien affirme: “*On the Internet, nobody knows you're a dog*”.

Société de l'information (SMSI) organisés par les Nations unies en 2003 et 2005, font notamment la promotion de vastes programmes assurant le développement des TIC dans les pays « info-pauvres » et vont jusqu'à suggérer que les États aient comme préoccupation centrale la « gouvernance mondiale des TIC » (SMSI 2004). De nombreux gouvernements se dotent aussi de vastes plans d'action auprès de leurs ministères (tels les *Livre Blanc* et *Livre Vert* européens ou l'initiative *e-Europe* de 1999, spécifiant la marche à suivre pour instaurer la *e-gouvernance* de l'Union européenne). Il s'ensuit une course mondiale à savoir qui réussira à mieux se classer en termes de taux d'imprégnation d'Internet, de services gouvernementaux en ligne ou de recours aux TIC pour favoriser la participation des citoyens aux affaires publiques (King 2011 ; McChesney 2013).

Dans ce contexte, il ne faut pas se surprendre que l'on cherche, depuis le moment de la création d'Internet jusqu'à la démocratisation massive du Web, à comprendre les répercussions de technologies sur l'engagement social et politique des individus. À l'heure actuelle, on estime à plus de 2 milliards le nombre d'Internautes dans le monde et leur nombre est en perpétuelle croissance¹⁸. Le cyberspace s'est peuplé d'une multitude d'applications développées en concomitance avec les technologies mobiles. On peut penser à l'apparition des sites personnels, des blogs, à la popularisation du courrier électronique et des forums virtuels (*chat rooms*), à la messagerie instantanée (SMS) et aux médias sociaux (*Twitter, Facebook, GoogleGroups*), qui jumellent les forces des réseaux numériques à celles d'outils toujours plus petits, plus légers, plus « intelligents ». Quand on en comprend mieux la genèse, l'idée d'une « révolution » par les TIC implique dès lors plus qu'un simple développement technologique.

Pour Manuel Castells, penseur incontournable de la Société de l'information (1998, 2001, 2006, 2007, 2012), le rôle et l'importance attribués à ces outils témoignent plutôt d'une transformation profonde de notre conception du monde, qui se construit désormais autour de la capacité des individus à utiliser l'information pour la production et la circulation de biens, mais aussi pour améliorer leur autonomie et leur qualité de vie. Pour lui, la véritable rupture

¹⁸ Selon Internet World Stats (<http://www.internetworldstats.com/stats.htm>), l'augmentation du taux d'internautes dans le monde était de 538% pour l'année 2010 à 2011 seulement !

consiste alors dans le fait que le lien social se conçoit moins en termes d'appartenances – culturelles, étatiques, nationales (Touraine 2005; Urry 2003) – qu'en termes d'inscription au sein de réseaux d'échanges complexes, dynamiques et fluides (Bauman 2001). Il propose d'ailleurs de parler de « société en réseaux » pour décrire cette reconfiguration du lien social. Mais quelle est l'influence d'une telle reconfiguration sur la façon dont nous choisissons d'agir, à la fois socialement et politiquement?

Pour les *cyberoptimistes* tels Reinghold (2002) ou Shirky (2008, 2010), la force des réseaux numériques réside surtout dans le pouvoir de *collaboration* qu'ils offrent aux usagers. Leur recours au sein des formes contemporaines de mobilisation démontrerait, en ce sens, l'apogée du plein potentiel des TIC. Alors que la notion de *Web 2.0* réfère à une « deuxième étape » de développement du Web – passé d'un simple réseau d'affichage d'informations (le Web 1.0) à une multiplication de sites où les utilisateurs peuvent interagir et collaborer entre eux (le Web 2.0) – ces outils sont présentés comme renforçant la possibilité d'échanges et de coopération entre individus autonomes. Les médias sociaux – que l'on peut définir comme un ensemble d'applications basées sur la technologie Internet et les applications du Web 2.0 pour favoriser la création et la diffusion de contenus générés par les utilisateurs (Kaplan et Heinlein 2010) – surprennent, en ce sens, par le rôle qu'ils jouent dans l'orchestration de regroupements « spontanés » d'individus (voir à ce sujet l'ouvrage phare de Clay Shirky : *Here comes everybody*, 2008).

Autre grande nouveauté, l'architecture particulière des médias sociaux permet non seulement de transférer l'information d'un émetteur à un récepteur (communication directe), ou d'un émetteur à une multitude (médias de masse) mais elle favorise des échanges de « multitude à multitude » (*peer to peer*), à tout moment, sans contraintes chronologiques et à l'échelle du monde. À l'ère du « tout communiquant », plusieurs estiment que c'est justement cette percée collaborative des médias sociaux, cette capacité à multiplier et à décentraliser les *nœuds* d'informations, qui en feraient aujourd'hui des outils indispensables à la mobilisation et à l'engagement des individus (Pasek 2006 ; Livingston 2007 ; Sanford 2007 ; Evans 2010).

1.1.2 Des bémols à l'utopie connective

Information society for all, computers and TVs in every house, wireless Internet, so many nice shiny mobiles ! [...]It's a pity that 4 billion girls and boys will never get these things at home.
Mirjana Dokmanovic, 2003

Tous ne perçoivent pas le potentiel des TIC du même œil. Comme le mentionne Sara Bentivegna, sous le couvert d'une « démocratisation par l'outil », on attribue aux TIC le pouvoir de répondre à une panoplie de besoins avec une incroyable malléabilité: « It has seemed as if, in one fell swoop, the cure has been identified for suffering democracies, to the point of attributing to ICTs the power to save them » (2006 : 334). Plusieurs soulignent à cet effet le flou qui persiste alors dans le modèle démocratique proposé (Livingstone 2007 ; Clark et Webber 2004). Quel genre de participation sociale et politique peuvent assurer les TIC ? Quels sont les dangers d'une démocratie basée sur l'ubiquité des réseaux médiatiques ? Qui contrôle les ressources informationnelles ? Les médias sociaux renforcent-ils l'engagement des individus ou favorisent-ils plutôt l'« illusion » de leur participation, comme le suggère Evgeny Morozov (2011) dans son best-seller *The Net Delusion* ?

Avant de pouvoir répondre à ces questions, peut-être faut-il souligner un aspect chronologique important. Si l'apparition d'Internet a soulevé de grands espoirs au moment de sa mise en marché, l'application infructueuse de nombreuses expériences visant à renforcer l'engagement des individus par les TIC a produit tout autant de déceptions et ce, dès la seconde moitié des années 1990 (Hofheinz 2011 ; McChesney 2013). Les enquêtes réalisées dans plusieurs pays occidentaux sur les conditions réelles d'appropriation d'Internet (Norris 2001 ; OCDE 2005 ; ONU 2005) ont exposé un ensemble de problèmes qui ont vite brouillé le rêve d'une grande « agora virtuelle ».

Pour les sceptiques de la « révolution technologique », l'idée d'une participation démocratique fondée sur les TIC cache, en tout premier lieu, plusieurs autres conceptions du monde. La plus évidente est celle d'une idéologie techniciste qui produit autant de prospections qu'elle n'en favorise l'accouchement (Breton 2001 ; Wolton 2004). Dans les termes d'André Vitalis, on considère les moyens technologiques qu'on propose de développer pour définir ensuite le

projet social à venir: « Certes, pour désigner la société qui précède, on parle de ‘société industrielle’. Cependant, cette dernière n’a été appelée ainsi qu’après-coup; elle n’a jamais été définie comme un projet de société à construire ! » (Vitalis 1998).

Une autre critique importante portée au projet de Société de l’information concerne la « fracture numérique ». Au début des années 2000, alors que de nombreux États s’apprêtent à développer leur stratégie de *e-gouvernance* ou à entreprendre un « virage numérique », on souligne le danger de faire reposer les institutions démocratiques sur tout un appareillage technique et expert qui s’avère, d’une part, fort lucratif pour l’industrie informatique (Bardini 2000 ; Clark et al. 2004)¹⁹ et qui contribue, d’autre part, à masquer les enjeux des nouvelles transactions déployées à l’échelle mondiale, où la privatisation de l’information et l’expansion du libre marché sont des facteurs clés (Mattelart 2001 ; McChesney 2013). Restructurant le pouvoir autour du contrôle et de l’accès aux TIC, plusieurs craignent que cette réorganisation économique ne renforce le retard des « infos-pauvres » et forge de nouvelles inégalités en matière d’accès aux outils, aux informations, dans le choix des contenus et leur diffusion. La notion de « fracture numérique » souligne de ce fait l’exclusion et la dépendance d’États soudainement contraints de favoriser un développement technologique qui ne leur est pas toujours favorable et dans lequel ils peuvent difficilement faire figure de leaders²⁰.

Bien sûr, l’imprégnation prodigieuse des TIC a fait rattraper l’écart entre « info-riches » et « info-pauvres » dix fois plus rapidement qu’il ne l’avait été estimé en 1992 (ONU 2005)²¹. Toutefois, la fréquence d’accès au Web, la vitesse de connexion et son coût d’utilisation ne sont, à l’heure actuelle, toujours pas homogènes. Elles diffèrent au sein d’un seul État, entre zones rurales et urbaines, selon le revenu et l’appartenance ethnique des citoyens (OCDE 2005 ; ONU 2005 ; Boyd 2008). Plus encore, la fracture n’est pas seulement technique, elle est

¹⁹ Selon une enquête menée en 2000, par Orbicom, l’industrie des nouvelles technologies représentait près de 10% du marché mondial, ce qui lui permettait déjà à l’époque de rivaliser avec les marchés de l’automobile et de l’industrie pétrolière.

²⁰ En 2006, près de 95% des usagers d’Internet se situaient dans des pays occidentaux et plus de 60% d’entre eux en Amérique du Nord (UIT 2006).

²¹ Dans les pays africains, la pénétration de la téléphonie mobile est impressionnante. Elle est passée de 2% en l’an 2000 à 28% en 2009 et est prévue à 70% pour 2013 (McChesney 2013 : 2).

aussi sociale. Si les informations sont accessibles à la multitude, encore faut-il savoir trier, évaluer, légitimer les données reçues (Norris 2001). En ce sens, non seulement l'accès aux TIC ne résout pas le problème des pré-requis nécessaires à la participation de tous les citoyens à cette « agora virtuelle » mais il ajoute de nouvelles disparités liées à l'« alphabétisme médiatique » (*media literacy*) – soit la capacité à décortiquer, interpréter les informations et leurs sources, en diffuser de nouvelles, mettre à jour les logiciels du Web et à s'en servir adéquatement (UNESCO 2012).

De nombreuses questions se posent par ailleurs au sujet du contrôle des échanges virtuels. En 2005, des enquêtes démontraient notamment que les transactions financières via le Web se produisaient surtout entre pays du G8 (Mattelart 2006 ; Pew 2006). Sur les 13 serveurs-racines – ces immenses machines qui gèrent l'ensemble des échanges Web du monde – 10 se trouvent aux Etats-Unis (Cassin 2006). L'organisme qui gère les noms de domaines par lesquels on « classe » les pages Web – l'*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers* (ICANN) – est pour sa part situé en Californie, ce qui ne l'empêche pas de suspendre des noms de domaines de sites Web à sa guise, comme il l'a fait pour le « .iq » ajouté aux sites du gouvernement irakiens et son équivalent pour les sites afghans, ce qui rend la recherche de ces sites plus difficile sur le Web (Leloup 2011).

Ces contrôles surprennent, tant le Web est décrit comme libre et dépourvu de tout centre. Or, il est intéressant d'observer le jeu politique par lequel des gouvernements en bloquent parfois l'utilisation. Par exemple, en 2009, dans le cadre de la « révolution verte » iranienne, le gouvernement d'Ahmadinejad provoque incessamment des « pannes » de service Internet, isolant le pays du reste des communications mondiales. Le gouvernement de Barack Obama, pour faire contrepoids à ces pannes, demande aux fournisseurs de réseau situés en sol américain de procéder au nettoyage des « serveurs principaux » (une activité qui produit un ralentissement de connexion) le jour plutôt que la nuit, de façon à favoriser la rapidité des échanges diffusés depuis l'Iran en fonction du décalage horaire. En 2011, alors que les Égyptiens revendiquent la démission du président Moubarak, ce dernier demande aux fournisseurs de services locaux de couper la connexion du pays en entier (Howard 2011). Enfin, si la vigilance des activités sur le web peut servir les dérives totalitaires, elles sont aussi

fort utiles aux entreprises privées, qui s'en servent pour stocker des données personnelles (parfois à notre insu) et connaître les habitudes de consommation des internautes, dans le but de mieux les solliciter.²²

On pourrait ici argumenter que la flexibilité des applications du Web permet de détourner ces contrôles. Or, il n'est pas toujours facile de dévier des sentiers proposés par les moteurs de recherche, tant les informations qui y circulent sont nombreuses. Pour certains, cette surabondance d'informations risque justement de provoquer l'inhibition des citoyens, de favoriser leur méfiance et leur désengagement social et politique, puisqu'ils n'arrivent plus à évaluer l'authenticité des informations reçues (Vedel 2003 ; Fox et Ramos 2012). Pour d'autres, cette incapacité à trier l'information favorise également une légitimation d'enjeux par phénomène de « visibilité collective » (Cardon 2010), les propos jugés les plus pertinents étant ceux qui apparaissent simplement en premier dans les moteurs de recherche²³. En ce sens, si l'idée d'une « révolution 2.0 » célèbre la possibilité d'accéder à des informations multiples, libres et diversifiées, plusieurs soulignent au contraire le danger de fragmenter l'espace public en « niches » d'intérêts, renforçant les acteurs dans leurs convictions (Breton 2000) ou repliant les citoyens dans l'incertitude et l'isolement (Morozov 2013).

Enfin, alors que nous produisons une quantité hallucinante de données sur le Web, ces mises en garde concernent aussi les risques liés à la dissémination de renseignements personnels facilitant les possibilités de surveillance et le contrôle gouvernemental (Hofheinz 2011). On redoute les effets négatifs de l'usage individuel des TIC sur le lien social (Breton 2000 ; Putnam 2000). Sans compter l'ensemble de recherches qui s'interrogent sur les effets de l'utilisation des médias sociaux sur le stress, l'anxiété, la dépression, les troubles obsessionnels-compulsifs et le déficit d'attention (Morgan et Cotten 2003). Loin d'être une solution au

²² On n'a qu'à penser aux « cookies » qui permettent aux compagnies et institutions gouvernementales d'archiver les sites les plus visités par les internautes. Quiconque a déjà tenté de rechercher son nom sur Google a certainement été surpris de la quantité d'informations pouvant le concerner et qui peuvent aussi servir de données d'hameçonnage pour des compagnies cherchant à solliciter un public cible.

²³ Grâce au *Page Rank*, un algorithme qui classe les informations affichées en fonction des liens les plus souvent cliqués par les internautes.

désengagement des individus, y a-t-il lieu de croire que les TIC peuvent devenir une menace à leur participation sociale et politique ? Comment interpréter ces promesses et limites du Web ?

1.1.3 Et ça ne tient qu'à un fil

Le 28 mars 2011, Hayastan Shakarian, une géorgienne de 75 ans, part dans un champ près de la capitale Tbilisi, à la recherche de morceaux de cuivre qu'elle compte revendre. Mais elle ne trouve qu'un grand câble de fibre optique. Armée d'une scie, elle le coupe, loin de se douter qu'elle provoquera ainsi la déconnexion de 90% de l'Arménie voisine (3.2 millions d'individus), une grande part de sa Géorgie natale et certaines parties de l'Azerbaïdjan et ce, pendant plus de 12 heures²⁴.

L'anecdote rappelle la fragilité de l'outil, son existence comme objet matériel. L'événement est certes cocasse mais il n'est pas isolé. Pour accéder au réseau Internet, de nombreux pays dépendent des gestes et phénomènes naturels qui se déroulent dans des pays voisins, où circulent des câbles enfouis sous terre ou sous mer. Au delà des débats concernant les impacts positifs ou négatifs du Web, il ne faut donc pas perdre de vue qu'il ne s'agit, après tout, que d'un *outil*. Or, l'anecdote démontre aussi toute l'ampleur des répercussions politiques, sociales et économiques qu'impliquent la connexion ou déconnexion de cet outil. Pour réfléchir plus adéquatement au rôle des médias sociaux au sein des mobilisations contemporaines, de nombreux auteurs suggèrent de considérer le Web comme s'inscrivant plutôt dans un *contexte médiatique* au sein duquel se développent des dynamiques et des enjeux socio-politiques (Cammaerts 2011 ; Bimber et al. 2012).

Au sujet des contestations du « printemps arabe » qui ont tant marqué l'idée d'une *Révolution 2.0*, de nombreux journalistes et chercheurs soulignent en ce sens l'ensemble d'enjeux masqués par la lecture technologique des événements (Lotan et al. 2011 ; Tufekci 2011 ;

²⁴ Plusieurs articles relatent l'événement: <http://www.guardian.co.uk/world/2011/apr/06/georgian-woman-cuts-web-access> et <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/georgia/8442056/Woman-who-cut-internet-to-Georgia-and-Armenia-had-never-heard-of-web.html>

Howard 2011). Dans son article du New Yorker « *Why the revolution will not be Tweeted* », Malcolm Gladwell insiste : ce ne sont pas des machines, des pixels, des connexions *Twitter* ou *Facebook* qui descendent dans la rue, mais des individus en chair et en os qui échangent et communiquent en face à face, et parfois même au sein de groupes qui ne sont ni « spontanés » ni virtuels²⁵.

Rappelons en effet que les contestations entamées en Tunisie en décembre 2010 sont menées contre des enjeux précis : d'abord le chômage qui touche une forte proportion des jeunes, puis la corruption et la répression policière. En Égypte, la campagne « Nous sommes tous Khaled Saïd », lancée sur Facebook par Wael Ghonim²⁶ réunit rapidement 10% du réseau égyptien, en s'opposant aux mensonges du gouvernement au sujet du jeune Saïd, mort sous la torture. Enfin, comme plus d'un l'ont souligné, une analyse historique de la région porte facilement à croire que ces mobilisations auraient pu voir le jour sans la présence du Web ou des médias sociaux (Howard 2011 ; Hofheinz 2011)²⁷. Dès lors, on ne peut considérer la relation entre l'émergence de nouvelles formes de mobilisation et le développement des TIC dans une relation causale.

Cela étant dit, il n'en demeure pas moins que partout dans le monde, des internautes prennent des risques énormes pour accéder à ces outils (Lotan et al. 2011). La « révolution *Twitter* » de l'Iran aura notamment menée en 2009, à l'exécution de deux internautes accusés d'avoir distribué des vidéos des manifestations sur le Web. Le blogueur iranien Hossein Derakhshan, surnommé « Blogfather » pour avoir développé une application permettant de bloguer en Farsi, a reçu pour sa part une peine de 19 ans d'emprisonnement. En Thaïlande, le mouvement des « chemises rouges » a construit un réseau Wi-Fi clandestin, se doutant que le régime en place bloquerait leur connexion Internet. En Libye, des citoyens ont déplacé à la main des fibres

²⁵ Voir l'article : http://www.newyorker.com/reporting/2010/10/04/101004fa_fact_gladwell (visité en date du 14 octobre 2010).

²⁶ Alors directeur du marketing chez *Google* Moyent-Orient, il a été identifié *a posteriori* (et à ses dires, malgré lui) comme le leader du mouvement de révolte en Égypte (Ghonim 2012).

²⁷ Ces mêmes auteurs confirment toutefois que dans le cas de l'Égypte comme de la Tunisie, la mobilisation a débuté sur les réseaux sociaux avant de prendre la rue (Howard 2011 ; Lotan et al. 2011 ; Hofheinz 2011).

optiques provenant d'Égypte, pour s'assurer de demeurer branchés pendant le conflit. En d'autres termes, on ne peut plus penser le Web comme servant à favoriser ou non l'engagement des acteurs contemporains. L'accès au Web est devenu, *en soi*, un enjeu social et politique.

Les affiches et slogans de certains activistes en témoignent (voir figure 1), alors qu'ils réfèrent aux médias sociaux comme partie prenante des revendications : « *We want Internet* » ; « *Give us Facebook* » (Hofheinz 2011). L'empressement des gouvernements Égyptien et Turque à bloquer toute connexion lors de manifestations, ou les « pannes de connexion Internet » provoquées de façon récurrente par les gouvernements iraniens et chinois démontrent également l'inquiétude de ces États face au pouvoir que semblent prendre ces outils dans les mains des manifestants.



Figure 1: Slogan et message *twitter* revendiquant l'accès aux médias sociaux (à gauche, en Égypte, janvier 2011, à droite en Iran, 13 juin 2009)

L'histoire du développement du Web nous montre justement que l'outil a été conçu pour favoriser un espace où l'échange d'informations permettrait aux citoyens de s'affranchir du pouvoir de l'État et des grandes entreprises (Castells 2001). Or, dans l'esprit *communautaire* qui marque aussi son développement, ses concepteurs ont choisi de placer le potentiel d'innovation de l'outil dans les mains des *utilisateurs*, de manière à ce qu'ils puissent transformer, modeler et adapter le Web à leur guise. Ces dernières années, ce sont d'ailleurs les contenus générés par les utilisateurs qui se sont le plus popularisés (Rheingold 2002 ; Shirky 2008, 2010). *Wikipedia* voit le jour en 2001, suivi de *Myspace* (2003), *Facebook* (2004), *Youtube* (2005), *Twitter* (2006). La vitesse d'adoption de ces réseaux est étourdissante (voir figure 2). En moins de 8 ans, plus d'un milliard d'individus sont connectés à *Facebook* –

dont 3.7 millions au Québec en date du 1^{er} janvier 2012 (CEFRIO 2012) – et des millions d'autres sont branchés sur des réseaux parallèles. S'il est aujourd'hui moins populaire en Amérique du Nord, *MySpace* rejoint toujours 100 millions d'utilisateurs en Amérique latine et en Europe de l'Est. Le réseau *Hi5* réunit une bonne part des internautes du Brésil et des pays africains. Quant à la Chine, elle a développé son propre réseau, *QZone*, qui regroupe à lui seul plus de 300 millions d'utilisateurs.

Figure 2: Visualisation des échanges entre utilisateurs du réseau Facebook.

Source : expérience réalisée en 2010 par un stagiaire chez Facebook, Paul Butler, comptabilisant les réseaux de connexion en fonction de la situation géographique : <http://paulbutler.org/archives/visualizing-facebook-friends/> (visité en date du 7 janvier 2011).



À l'heure actuelle, des applications, caméras, téléphones portables et messages textes sont agencés, reprogrammés ou détournés de leur fonction initiale par des individus qui photographient, filment, témoignent de leurs expériences en temps réel, produisent des informations qu'ils échangent et commentent, contribuant à l'enrichissement collectif des interactions (Shirky 2010). À l'ère du *Web 2.0*, les internautes ne sont donc plus de simples consommateurs d'outils médiatiques. Ce sont leurs choix, usages et pratiques qui *modèlent* l'ensemble du réseau. Contrairement à l'approche techniciste proposée par McLuhan en 1968, on pourrait alors suggérer que ce n'est pas le médium qui est le message, mais c'est *l'usage qu'on en fait*. Penser l'engagement à l'ère du Web 2.0 en ces termes, c'est donc prendre conscience, en tout premier lieu, d'une transformation profonde du *contexte médiatique* au sein duquel les acteurs choisissent de s'informer, d'échanger et d'agir.

1.2 Nouveaux espaces, nouveaux réseaux, nouveaux acteurs

Les formes de mobilisation qui émergent sur la scène internationale ne soulèvent pas que des questions sur les outils employés par les manifestants. Bien au contraire, elles s'inscrivent

dans un contexte politique et social lui-même en transformation. Notamment, on souligne l'émergence de nouvelles possibilités de débat et de modes d'intervention dans la sphère publique, de nouveaux réseaux d'organisation transnationaux d'acteurs et la popularisation de pratiques d'engagement qui se vivent de manière individuelle au quotidien (Norris 2001; Pasek 2006; Jordan 2003; Mossburger et al. 2008, Ion 2012). Les transformations qui opèrent dans les sphères sociales et politiques concernent à la fois : 1) les espaces au sein desquels s'inscrivent les actions engagées 2) les modes d'organisation, de réseautage et de recrutement des acteurs ; et 3) l'émergence de nouvelles pratiques qui semblent populaires chez les jeunes. Considérant que ces pratiques correspondent difficilement aux cadres par lesquels on a longtemps défini et analysé l'engagement, plusieurs auteurs suggèrent que c'est la *définition* donnée à l'engagement, la manière dont elle est aujourd'hui vécue et interprétée qui est amenée à changer et que l'on doit repenser (Dahlgren 2005 ; Ion 2012 ; Mattoni 2012).

1.2.1 Transformation des *espaces* de l'engagement

Depuis déjà quelques décennies, politologues et sociologues ont mis en lumière des transformations importantes de l'espace public. Entre autres, ils indiquent une montée du scepticisme envers les partis politiques et la remise en cause de l'autonomie des décisions publiques face à la toute puissance des élites financières (Schnapper 2000 ; Norris 2001, 2002). Une situation qui marquerait, au Canada comme ailleurs, une baisse importante de la participation électorale et une déception croissante envers les politiciens et leur parti (OCDE 2002 ; Canada 2003 ; Gallup/WEF 2006; PEW 2006 ; Norris 2010). Celles-ci s'accompagnent d'une désaffection graduelle des organisations militantes, d'une baisse générale du membership des syndicats et lobbies usuels, sans compter une « perte d'intérêt » envers des formes usuelles de l'action collective (Perrineau 1994 ; Rosanvallon 2006 ; Ion 2004, 2012).

Pour certains, cette « déstabilisation » de l'espace public témoigne d'une *crise* de l'engagement. Une crise qui reflèterait un malaise lié à l'effritement du lien social, à l'individualisation de la vie moderne (Putnam 2000 ; Bauman 2001) et à la mondialisation des échanges entre des cultures hétéroclites, métissées, aux frontières poreuses (Giddens 1999 ;

Beck et Gernsheim 2001 ; Dryzek 2005). Dans son ouvrage contesté *Bowling Alone*, Robert Putnam (2000) va jusqu'à suggérer que le développement des médias de masse – la télévision en particulier – n'a fait qu'exacerber cette crise, puisqu'il ajoute à la complexité de la vie moderne un facteur d'isolement, de repli sur soi des individus et de destruction de ce qu'il appelle la « culture civique ». Retranchés devant leurs écrans, en perte de repères, les individus auraient désormais le loisir de choisir les contenus, l'identité de leur choix, sans se soucier de développer un sentiment d'appartenance, de cohésion sociale et sans être confrontés à d'autres modes de pensée. Pour l'auteur, ceci provoquerait le *désengagement* graduel des citoyens et en particulier des jeunes, consommateurs friands de contenus médiatiques.

Or, ces suppositions sont facilement remises en question. Plusieurs rappellent notamment que l'impression de « démobilisation » peut aussi s'expliquer par une transformation importante des *espaces* au sein desquels les individus sont amenés à s'engager (Perrineau 1994 ; Norris 2001, 2002; Quéniart et Jacques 2007 ; Ion 2012). Ainsi, alors qu'on assiste à une diminution de l'influence des grands réseaux qui ont longtemps structuré la vie politique, celle-ci s'accompagne d'une montée en puissance de la société civile et d'une demande croissante pour une démocratie plus délibérative (Bacqué, Rey et Sintomer 2005 ; Hamel 2008). Plus que jamais, on demande à favoriser l'*empowerment*, les capacités de participation des individus (Fraser 2003 ; Wieviorka 2004; Dryzek 2005). On voit émerger la voix d'acteurs qui demandent à ce que leurs compétences et leurs subjectivités soient mieux reconnues lorsqu'ils s'évertuent à faire évoluer le cours de leur société (Ion 2004, 2012).

Dans cette optique, les TIC sont pensées comme pouvant appuyer la participation des citoyens aux processus démocratiques (Sunstein 2001; Sparks 2001 ; Dahlgren 2005). Sans aborder ici la notion complexe de *cyberdémocratie*, notons simplement que les discours émis depuis les années 1990 au sujet des propriétés « démocratiques » du Web ont entre autres insisté sur les formes de participation plus flexibles et moins contraignantes que permet le dispositif technique (Monières 2002). On estime par ailleurs que les TIC réduisent les coûts de gestion des programmes administratifs et qu'ils en accroissent l'efficacité (Nixon et al. 2010). Pour Peter Dahlgren (2005), l'approximation entre les TIC et la mise en exergue de nouvelles pratiques politiques se dessine alors selon deux tendances.

Dans une première tendance, on propose de revitaliser la démocratie *représentative* en s'appuyant sur le potentiel du Web pour rehausser la transparence gouvernementale et renforcer la relation entre citoyens et élus (Nixon et al. 2010 ; McChesney 2013). Au-delà du vote électronique, ce sont ici les notions de *e-gouvernement* qui sont mises en avant. Les ministères se dotent de sites Web offrant des informations mises à jour. On élabore des stratégies pour raviver l'intérêt pour les services en ligne²⁸, on développe des stratégies de « cyber-gouvernance » (Dahlgren 2005) qui proposent aux citoyens de rechercher les services publics correspondant à leurs besoins, de trouver plus facilement les adresses Web de leurs élus pour communiquer avec eux par courriel, sur des pages *Facebook* ou *Twitter* officielles (PEW 2009 ; Zhao et Zhao 2012). À titre d'exemples, on peut penser à l'initiative américaine *Usa.gov* (<http://www.usa.gov>), qui affiche des informations sur les services publics, les secteurs d'emplois en demande, les bourses d'études gouvernementales. Dans son équivalent britannique, l'initiative *Theyworkforyou.com* (<http://www.theyworkforyou.com>) encourage les citoyens à mieux connaître leurs représentants en leur proposant de contacter ces derniers virtuellement, moyennant l'inscription d'un code postal.

Toujours selon Peter Dahlgren (2005), on propose dans une deuxième perspective de renforcer la *démocratie participative*, en s'appuyant sur le potentiel du Web pour élargir l'espace public, limiter les contraintes de distance, de temps ou de discrimination. On pense des programmes proposant une participation des citoyens sur des plateformes en ligne, on leur demande de remplir des questionnaires virtuels (Sparks 2001 ; Vedel 2003 ; Livingstone 2007). On développe des forums interactifs pour recueillir leurs propositions pour l'élaboration de décisions politiques. En Grande-Bretagne le gouvernement Blair lance en 1997 la campagne *Labour Listens*, qui recrute 100 internautes «représentant» la population britannique, pour identifier les secteurs à cibler dans ses deux prochains mandats à venir (l'expérience est répétée en 2007 alors que Blair se retire de la vie politique). En Écosse, une initiative d'*e-pétition* encourage depuis 1999 les citoyens à proposer les enjeux, lois et contenus qu'ils

²⁸ Le discours du trône du 12 octobre 1999 s'engageait à faire du Canada « le gouvernement le mieux branché avec ces citoyens » (Monière 2002 : 57). De manière concrète, peu de pratiques innovent toutefois au-delà des sites d'informations générales et des déclarations d'impôts en ligne. Au niveau Québécois, le site <http://gouv.qc.ca>, offre par exemple aux citoyens la possibilité de s'informer des actualités gouvernementales ou de changer « en un seul click » son adresse personnelle pour tous les ministères à la fois.

veulent voir débattus au parlement. L'idée a été reprise par le gouvernement Obama, qui lance en 2011 la plateforme *We the People* (www.whitehouse.gov/wethepeople) dans le cadre de son initiative de « Gouvernement transparent » (*Open government initiative*)²⁹. La plateforme se dote depuis d'un système de double seuil qui permet d'éliminer les pétitions fantaisistes ou blagueuses – un problème récurrent dans les expériences de consultation en ligne³⁰.

Malgré leur originalité, on ne peut pas dire que ces pratiques altèrent foncièrement la relation entre les institutions politiques et les citoyens (Cardon 2010 ; Fox et Ramos 2012). Elles brouillent certes les frontières entre savoirs experts et profanes, elles encouragent les citoyens à exprimer leurs positions dans le cadre de campagnes spécifiques. Or, elles ne servent encore souvent qu'à informer ceux-ci des services publics existants ou des lignes de parti, voire à compléter les instruments usuels de mesure d'opinion et de consultation publique (Bentivegna 2006 ; Sunstein 2001).

Le développement récent des médias sociaux semble toutefois proposer au citoyen un rôle bien plus actif (PEW 2009). En 2008, la campagne de Barack Obama se démarque notamment par l'influence de ses groupes d'appuis sur *Facebook*. La stratégie du parti mise sur le pouvoir des médias sociaux pour relayer le contrôle publicitaire aux mains des supporters et militants, encouragés à faire des dons en ligne mais aussi à adapter, réinterpréter et diffuser à leur guise les éléments de la campagne dans leurs réseaux personnels (Fox et Ramos 2012). Inspirés par cette première « campagne *Facebook* », d'autres partis politiques dans le monde recourent au *Web 2.0* pour offrir une place plus active aux militants (figure 3). En France, les partis aux élections de 2010 proposent ainsi des « boîtes à outil » virtuelles qui facilitent la coopération

²⁹ Site du parlement écossais : <http://www.scottish.parliament.uk/gettinginvolved/petitions/>. Parmi les pétitions proposées en date du 31 juillet 2012, on trouve la proposition d'une enquête publique sur les causes de l'augmentation des fausses couches en Écosse. Sur l'équivalent américain : <https://petitions.whitehouse.gov/petitions>, à la même date, la pétition la plus populaire demande la réinstauration du contrôle des armes d'assaut aux Etats-Unis.

³⁰ En 2012, le gouvernement américain s'est vu forcé de répondre à la demande formulée dans une pétition signée par près de 34435 personnes, exigeant la construction d'ici l'an 2016 d'une Étoile de la mort (*Death Star*), une station spatiale de la taille d'une lune pouvant détruire une planète d'un rayon laser et tirée de toute pièce de l'univers fictif des films *Star Wars*. Voir la réponse officielle de refus : <https://petitions.whitehouse.gov/response/isnt-petition-response-youre-looking>.

entre partisans. L'UMP lance le site *Les créateurs de possibles* (www.lescreateursdepossibles.com : hors fonction depuis 2010), Ségolène Royal préside l'association virtuelle *Désir d'avenir* (<http://www.desirdavenir.org>); et un réseau virtuel parallèle de gauche, *La coopol* propose trucs, astuces et points de rencontre pour appuyer l'action militante sur le terrain (voir le site <http://www.lacoopol.fr>).

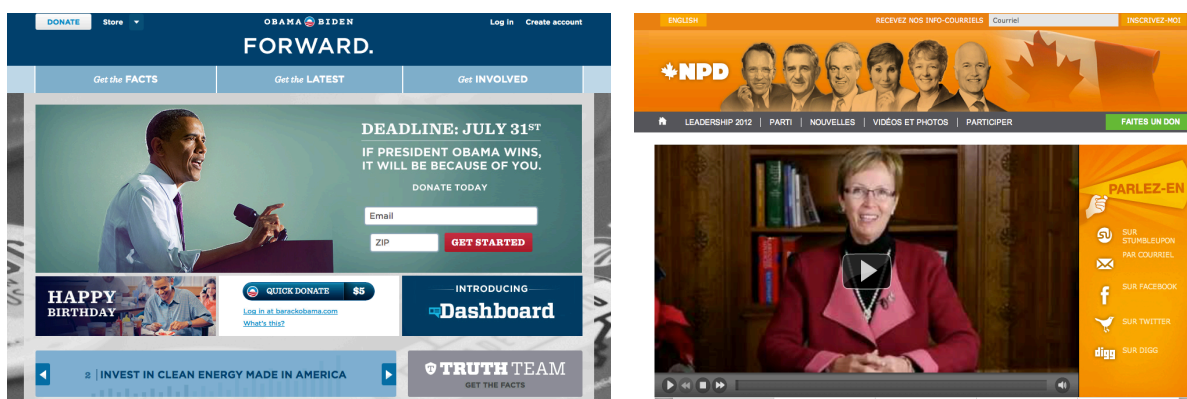


Figure 3: Exemples de pages Web de partis politiques (aux États-Unis et au Canada)

Notes : À gauche, au delà de la campagne de 2008, le site *MyObama.com* devient www.barackobama.com. On y suggère de petits dons de 5\$ ou des outils pour s'engager, promouvoir les lignes de parti. À droite, lors des élections canadiennes de 2011, le Nouveau Parti Démocratique se démarque en proposant de diffuser sa campagne sur plusieurs plateformes (sites visités en date du 26 janvier 2012 et du 9 septembre 2011).

Aujourd'hui, la plupart des partis politiques des pays de l'OCDE ont, en plus de leur site Web officiel, une page *Facebook* ou un fil *Twitter* grâce auxquels ils communiquent avec leurs supporters (Zhao et Zhao 2012). Ces sites permettent aux internautes d'afficher leurs positions, commentaires, de diffuser les photos d'événements ou les nouvelles de l'heure. David Cameron, premier ministre du Royaume-Uni, publie depuis 2010 ses photographies et vidéos personnelles sur *YouTube*, *Twitter* et *Flickr* pour communiquer, dit-il, plus directement avec la population (Zhao et Zhao 2012). En d'autres termes, à l'ère du Web 2.0, nous assistons à une transformation des *espaces* au sein desquels on invite les citoyens à s'exprimer. Or, en observant ces exemples, c'est aussi la façon dont les politiciens choisissent de *communiquer* avec les citoyens qui se transforme, forçant ces derniers à adopter de nouvelles stratégies d'approches, plus transparentes et ouvertes. Comme le suggèrent les propos retenus dans un rapport officiel du gouvernement canadien: « Whereas television trained politicians to be bad actors, the internet trains parties to act as citizens » (Canada 2008).

Cette place grandissante accordée aux opinions et aux commentaires de « gens ordinaires » témoigne, sinon d'un changement radical de l'espace public, du moins d'une reconnaissance du rôle que sont aujourd'hui amenés à y jouer les citoyens. Alors qu'on peut y percevoir une certaine volonté des individus à agir sur des décisions qui les concernent en s'informant, participant aux débats en ligne ou en donnant leurs opinions sur des pages Web, il demeure toutefois difficile de savoir si ces programmes « virtuels » favorisent réellement une participation plus active des citoyens, au delà du seul appui partisan. Plus encore, si les pages Web des gouvernements sont présentées comme favorisant plus de *transparence* et de *communication* avec le public, on dénote toujours un malaise (quand ce n'est pas une nette résistance) face à la circulation des informations d'État – comme l'ont démontré les réactions de plusieurs gouvernements suite à la diffusion d'informations les concernant sur *Wikileaks*.

En ce sens, de nombreuses questions demeurent quant aux répercussions des usages des médias sociaux sur l'espace public (Doueïhi 2011 ; Fox et Ramos 2012). Face à des *espaces d'expression* multipliés, comment assurer une représentation des voix exclues? Comment passer de la consultation ou du sondage en ligne à une participation plus active des internautes aux processus de décision? Quelles compétences doivent alors acquérir les citoyens ? Qu'en est-il des institutions ? Et comment les jeunes choisissent-ils de se faire entendre dans cet espace à la fois multiple et fragmenté?

1.2.2 Transformation des *réseaux* et des *répertoires d'action*

À l'affranchissement des appartenances idéologiques se mêle donc la nécessité de favoriser l'expression d'individus libres et autonomes. À cet égard, notons que si les usages du Web s'inscrivent dans une transformation de la sphère publique, c'est surtout du côté de l'action militante – ce que Pierre Rosanvallon (2006) appelle la « contre-culture démocratique » – qu'ils jouent leur rôle le plus important. C'est que les réseaux et les répertoires de l'action collective ont aussi subi d'importantes transformations au cours des années. La *malléabilité* et l'*adaptabilité* des TIC aux besoins des groupes et mouvements transnationaux les rendent d'ailleurs particulièrement importantes aux yeux des nouveaux activistes (Granjon 2001 ;

Sassen 2002). Selon Tarrow (2005) l'avènement et l'appropriation d'Internet ont pris une telle ampleur pour les mouvements transnationaux que plusieurs ne pourraient tout simplement plus exister sans cet outil.

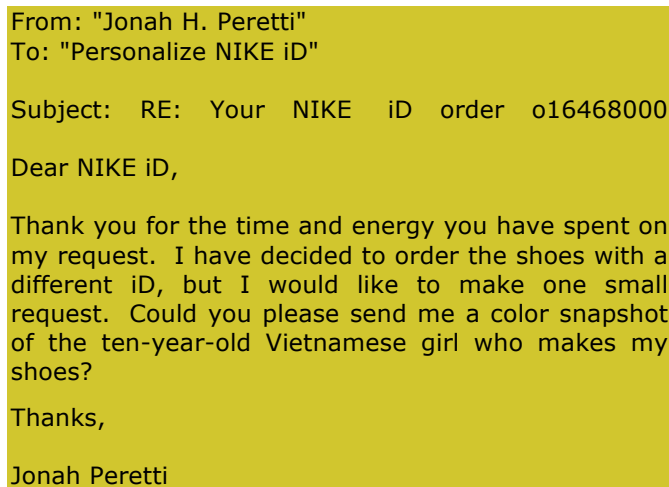
Ainsi, en facilitant l'échange d'informations sur des plateformes autonomes et variées, on estime que les TIC redessinent les possibilités de réseautage entre acteurs éloignés, favorisent l'identification d'injustices, d'abus et de cibles communes par un nombre élargi d'individus (Norris 2001; Rheingold 2002). En ce sens, elles deviennent des instruments de recrutement, de conscientisation et de réseautage privilégiés (Quan Haase et Wellman 2002 ; Dahlberg 2007). À titre d'exemple, on peut penser à la façon dont le mouvement Zapatiste s'est servi du Web pour acquérir une visibilité internationale, détournant le silence des médias mexicains au sujet des injustices subies par les autochtones du Chiapas (Castells 2001; Terranova 2004). Lors des manifestations de Seattle de 1999, le mouvement altermondialiste s'est appuyé sur le Web à des fins de conscientisation, mais aussi comme outil d'organisation et de mise sur pied de partenariats transnationaux (Granjon 2001; Juris et Pleyers 2009). C'est également grâce aux TIC que les organisations *GreenPeace*, *Amnistie Internationale* et les Forums sociaux de Porto Alegre, Mumbai et Dakar, ont pu acquérir une popularité sans précédent, s'y appuyant pour informer et recruter militants et sympathisants à moindres coûts, sans barrières temporelles ni géographiques (Mattelart 2006)³¹.

Grâce aux blogues, listes de diffusion par messagerie électronique et pétitions électroniques, des groupes d'activistes et de militants informent, mobilisent, recrutent et organisent les acteurs plus aisément et rapidement que jamais, favorisant la collaboration et les échanges horizontaux et détournant par ailleurs le monopole des médias traditionnels. En ce sens, si les TIC ne « produisent » pas à elles seules de nouvelles formes de mobilisation, plusieurs estiment qu'elles contribuent à renforcer une *logique* particulière de l'action (Aunio et Staggenborg 2011 ; Earl et Kimport 2011 ; Juris 2012).

³¹ Un des cinq axes du Forum social de Porto Alegre (2003) se penchait d'ailleurs sur le recours aux TIC comme outil de contre-hégémonie culturelle.

Plus encore, ces dernières années ont vu émerger un ensemble de pratiques dites de « cyberactivisme » (McCaughey et Ayers 2003) qui ne font pas que s'appuyer sur les applications du Web, mais s'y concentrent comme un espace de militantisme à part entière. On peut penser aux pratiques de piratage informatique (*hacktivism*) dont s'inspire le mouvement *Anonymous* (Constanza-Chock 2012), à la création pages Web parodiant des sites officiels (*spoof-sites*) ou aux actions de « blocage culturel » (*culture jamming*) où des cyberactivistes déjouent les campagnes marketing de grandes entreprises (McCaughey et Ayers 2003).

Un exemple éloquent de « blocage culturel » est mené par le cyber-entrepreneur américain Jonah Peretti, qui en 2001, s'oppose à une campagne de la compagnie *Nike*. Celle-ci proposait alors aux internautes de personnaliser leurs souliers de course commandés en ligne. Suivant la campagne au pied de la lettre, Peretti remplit une demande exigeant que ses souliers portent la mention « Sweatshop », en guise de contestation aux modes de production de la compagnie.



From: "Jonah H. Peretti"
To: "Personalize NIKE iD"
Subject: RE: Your NIKE iD order o16468000
Dear NIKE iD,
Thank you for the time and energy you have spent on my request. I have decided to order the shoes with a different iD, but I would like to make one small request. Could you please send me a color snapshot of the ten-year-old Vietnamese girl who makes my shoes?
Thanks,
Jonah Peretti

Nike refuse la requête. Or l'échange de courriels justifiant le désengagement de l'entreprise a été diffusé de façon virale par Peretti et à si grande échelle (figure 4), que Nike a dû annuler sa campagne et promettre publiquement une révision des conditions de travail de ses employés (McCaughey et Ayers 2003).

Figure 4 : Exemple d'un blocage culturel d'une campagne Nike par Jonah Peretti (2001)
Source : www.shey.net/niked.html (visité en date du 6 janvier 2010).

Au titre de pratiques de cyberactivisme, des groupes militants choisissent aussi le Web comme espace prioritaire pour faire entendre leurs revendications. C'est notamment le cas de 1853 employés d'IBM en Italie (figure 5) qui, bloqués par une interdiction de grève dans le cadre d'un conflit contre l'employeur, décident en septembre 2007 de mener leur lutte sur le site du jeu interactif *Second Life*. Des personnages virtuels occupent alors les bureaux virtuels d'IBM durant 20 jours. Les consommateurs du jeu, attirés par cette « manifestation d'avatars »,

appuient le mouvement en y ajoutant leurs propres avatars et diffusent la nouvelle de manière virale. Le mouvement reçoit l'appui de tant de supporters qu'il mène à la démission bien réelle du PDG italien de la compagnie et à l'approbation tout aussi réelle d'un accord syndical³².



Figure 5: Manifestations virtuelle des employés d'IBM-Italie sur "Second Life" (2007)

On pourrait bien sûr mentionner les actions menées par les militants du mouvement pour le logiciel libre (*free software*) – tels le système d'exploitation *Linux* ou le moteur de recherche *Mozilla Firefox* – qui visent à déjouer le monopole des logiciels numériques en « ouvrant » les codes de programmation de manière à modifier, adapter et démocratiser ces outils dans une optique de libre partage de la connaissance (Lessig 2001 ; Bimber et al. 2012). De manière similaire, les mouvements prônant la diffusion de nouvelles alternatives sur des sites interactifs – tels *Media Global Watch* ou le réseau *Independant Media Center (Indymedia)*³³ – utilisent les TIC pour construire une presse alternative, mettre en lumière les incohérences du système médiatique, favoriser l'identification d'enjeux peu diffusés par les journalistes ou mettre en garde contre les risques d'accumulation de données personnelles par les serveurs tels *Yahoo*, *Facebook* ou *Google*.

Puisque les médias sociaux permettent enfin de dépasser les actions menées dans le cadre de cercles activistes habituels (Earl et Kimport 2011), ils offrent à une quantité de personnes la possibilité de se joindre au mouvement, d'en appuyer la cause ou de résister aux discours culturel, politique ou économique dominant et ce, de manière originale (Rheingold 2002; Dahlberg 2007 ; Mattoni 2012). Les exemples de pratiques qui font intervenir une variété

³² Pour un aperçu plus détaillé du déroulement de la « manifestation virtuelle » voir le site : <http://www.ibm.com/developerworks/library/os-social-secondlife/> (visité en date du 3 mars 2011).

³³ Pour plus d'information, voir les sites www.mwglobal.org ou www.indymedia.org (tous deux visités en date du 8 novembre 2012). À noter, *Indymedia* est mis sur pied en 1999, dans le cadre des manifestations altermondialistes de Seattle, et vise à faire connaître les nouvelles non couvertes alors par les grands médias américains et internationaux. Il regroupe aujourd'hui plus de 178 sites Web indépendants, qui diffusent des « publications libres » en huit langues.

d'observateurs et de supporters sont multiples. Par exemple, une pétition diffusée sur *avaaz.org* et relayée par des milliers d'internautes dans le monde a permis de mobiliser l'opinion publique auour d'une loi anti-homosexuels en Ouganda. Le 25 juillet 2011, une manifestation éclair (*flash-mob*) organisé par *Greenpeace* contre l'utilisation de produits toxiques par Adidas et Nike (intitulée *Nike vs Adidas Detox Striptease*) a mobilisé des milliers de jeunes dans un « strip-tease » public qui a eu lieu simultanément dans plus de 29 pays, au rythme d'une chorégraphie apprise en ligne. Au Québec, en août 2010, le développement d'une page *Facebook* par un « citoyen ordinaire » a servi à proposer un moratoire contre l'exploration des gaz de schiste menant à l'orchestration subséquente d'un groupe de pression.

Conscients de la force de ces diffusions « virales », plusieurs militants et activistes accordent aujourd'hui une place grandissante aux actions menées sur le Web, au détriment des médias traditionnels (Castells 2012). Dans le cas du mouvement des «99% », l'appel à la contestation est d'abord testé en ligne avant d'inviter à une occupation physique de Wall Street (Mattoni 2012). Au cœur des villes « occupées » de par le monde, les revendications sont construites au gré des interventions affichées, mises à jour et diffusées en face-à-face et en ligne, à la façon d'un Wikipedia (Gerbaudo 2012). Le mouvement de contestation *#Yo Soy 132* (je suis le 132^{ème}), de citoyens mexicains dénonçant les mensonges du candidat Enrique Peña Nieto (aujourd'hui président), porte littéralement le nom d'un « *hashtag*³⁴ », le mot-clic du fil *Twitter* où fut initialement relayée la vidéo produite par 131 étudiants présents lors de la conférence de Peña Nieto à l'université Iberoaméricaine, et qui visait à dénoncer le traitement biaisé de l'événement par les grands médias. Affichée sur *Youtube*, retransmise sur *Twitter*, la vidéo a reçu l'appui de milliers de personnes s'affichant désormais comme le 132^{ème} étudiant.

En ce sens, le rôle que jouent les TIC au sein des nouvelles formes de mobilisation est indéniable. Pour Jeffrey Juris (2012), à mesure que les TIC ont pris une place grandissante dans les pratiques des activistes, elles ont favorisé l'émergence de nouvelles *logiques* d'action.

³⁴ Parfois traduit par « mot-clic » ou encore « mot-dièse », le hashtag (#) est un marqueur de donné employé en informatique et en particulier sur les médias sociaux, et qui sert à accoler aux échanges sur Twitter (les tweets), un ensemble de mots clés permettant d'organiser et de retrouver rapidement les informations et thèmes pour commenter ou de suivre une conversation. Par exemple : Mañana *#NosVemosEnLasCalles* ¡No pasarán! *#YoSoy132*.

À noter, ces logiques ne découlent pas du seul usage médiatique, elles se construisent en concomitance avec des répertoires, des pratiques et dynamiques d'échange qui se font écho sur le terrain et en ligne. Alors que les médias sociaux et le Web 2.0 permettent de multiplier et de croiser de nouvelles plateformes d'expression, en favorisant des modes d'échanges plus « communautaires » (Hofheinz 2011) et plus horizontaux, ce sont donc de nouveaux *répertoires* (Earl et Kimport 2011), de nouveaux *styles* (Bimber et al. 2012), de nouvelles *logiques* de participation et *d'agrégation* (Juris 2012) qui sont diffusés à l'échelle mondiale. Loin de n'être alors que des « facilitateurs » de l'action collective (Proulx et Goldenberg 2011), les outils du Web 2.0 participent à *redessiner* l'action collective contemporaine (Earl et Kimport 2011 ; Castells 2012).

Ici encore, tout n'est pas rose. Il faut rappeler que les médias sociaux peuvent servir autant les protestataires que les institutions et les gouvernements qui essaient de les contrôler. Grâce au Web 2.0, il est plus simple pour les appareils d'État de surveiller, identifier, contrôler les activistes grâce aux traces qu'ils laissent sur le Net (Nixon et al. 2010 ; Fox et Ramos 2012). Peut-être faut-il également souligner que ces outils ne servent pas uniquement des groupes progressistes mais qu'ils sont aussi l'apanage de groupes néo-nazis, de lobbies d'extrême droite, sans compter les organisations terroristes qui les emploient activement (Cronin 2006)³⁵. Enfin, il ne faudrait pas sous-estimer le rôle que jouent toujours les organisations politiques traditionnelles dans l'émergence et le succès de ces mobilisations sur le terrain.

En somme, la corrélation à faire entre le développement des médias sociaux et l'émergence de nouvelles pratiques d'action collective ne va pas de soi. Ce que l'on peut reconnaître toutefois, c'est qu'à l'heure du Web 2.0, des militants, observateurs, sympathisants et supporters situés aux quatre coins du globe s'observent, se parlent, s'imitent et échangent entre eux grâce à ces réseaux (Juris et Pleyers 2009 ; Pleyers 2012 ; Juris 2012), ce qui peut suggérer de nouvelles façons de coordonner et de percevoir les modes d'action.

³⁵ Au début des années 2000, l'organisation Al Qaeda a surpris plus d'un analyste par son utilisation judicieuse du Web pour diffuser des images de près de 400 « martyrs », de nombreuses attaques en direct (notamment lors du conflit en Irak) ainsi qu'un webzine mensuel proposant des vidéos de propagande téléchargeable sur ordinateur ou téléphone cellulaire (Cronin, 2006).

1.2.3 Nouveaux acteurs, nouvelles pratiques individuelles

Le développement des TIC ne fait pas qu'ajouter à une utilisation traditionnelle de la sphère médiatique. En proposant de nouveaux modes d'échange et d'interaction, elles transforment la façon dont les individus interagissent et choisissent de prendre part à l'action (Sassen 2002). À l'aide d'outils légers, mobiles et accessibles, de simples citoyens peuvent photographier, filmer, partager leur expérience d'un événement, publier, commenter ou démentir une nouvelle. La force de ces technologies réside alors dans le fait qu'elles alimentent la portée des actions individuelles ou informelles, en leur donnant des répercussions collectives (Rheingold 2002 ; McCaughey et Ayers 2003 ; Shirky 2008).

C'est aussi la perception du rôle de l'individu et de ses compétences qui mérite ici d'être souligné. Il ne s'agit pas là d'une conséquence du seul développement des TIC. Au contraire, chercheurs et sociologues soulignent depuis bien des années la façon dont les organisations militantes et les associations collectives se sont adaptées pour inclure une plus grande hétérogénéité d'individus (Perrinault 1994 ; Ion 1998). L'engagement est ainsi amené à se diversifier, à se désinstitutionnaliser, l'appartenance au groupe n'est plus fondamentale et les associations ont assoupli leurs exigences d'adhésion (Offe 1997 ; Soulet 2004). À la figure du militant se juxtapose par ailleurs celle du supporter, qui peut appuyer un mouvement ou s'en désinscrire selon ses besoins et réalités (Ion 1997, 2009). On assiste de ce fait à l'*autonomisation* des acteurs par rapport au groupe, ce qui favorise le déclin d'un modèle d'action pensé en termes de masse d'adhérents pour proposer un modèle d'action qui s'appuie sur la diversité des compétences individuelles (Pleyers 2004 ; Bimber et al. 2012 ; Ion 2012).

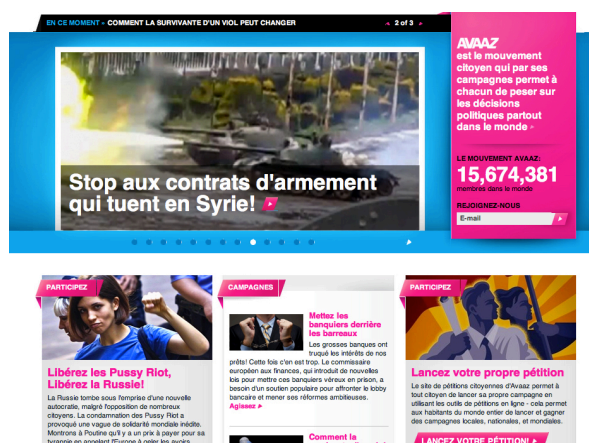
Dans un ouvrage récent, Jacques Ion (2012) suggère notamment que si cette réorganisation de l'action collective favorise un engagement « post-it », « à la carte », elle inclut la promotion de valeurs, met l'accent sur des formes de participation qui se vivent comme l'expression de choix, de préférences personnelles. À titre d'exemples, on peut évoquer le boycott de produits commerciaux, l'achat de produits équitables, les pratiques écologiques, l'inscription aux listes de diffusion de diverses ONG, groupes activistes ou associations. Ces pratiques se rapprochent d'une représentation de la vie politique que Giddens (1991) appelle la « life-politics » (mais

qui se rapproche aussi, en ce qui à trait à la consommation ou aux pratiques culturelles, de ce que Beck définit comme la « sub-politics », 1997) où les appartenances idéologiques ou l'identité du groupe ne déterminent plus *a priori* l'engagement, mais où ce sont les individus qui créent les réseaux de collaboration et identifient les enjeux pour lesquels ils s'engagent (MacDonald 2004).

Dans ce contexte, les outils du Web permettent de favoriser la coordination d'engagements multiples et hétéroclites, en offrant de nouvelles opportunités de collaboration pour atteindre des objectifs en commun (Shirky 2010 ; Bimber et al. 2012). Certaines organisations vont par exemple proposer des pratiques de « micro-activisme »³⁶ ou « micro-engagement » à leurs supporters. On suggère des actions simples, adaptées au temps dont dispose chaque usager, comme diffuser des pétitions, faire des dons en ligne ou relayer des info-lettres et annonces dans ses réseaux personnels. Certains sites sont même créés uniquement dans le but d'aider les acteurs à diriger leurs efforts vers des actions ponctuelles. Le site *Idealist.org* aide par exemple les internautes à trouver des opportunités d'engagement communautaires près de chez-eux, alors que le site *Care2.com* les dirige vers des initiatives environnementales. L'organisation *Avaaz.org*³⁷ se spécialise quant à elle dans la diffusion et la création de pétitions virtuelles, sur une panoplie d'enjeux sociaux et politiques proposés par les usagers (figure 6).

Figure 6: Plateforme de pétitions virtuelles *Avaaz.org*

Note : En date du 26 août 2012, le site *avaaz.org* propose, entre autres, d'appuyer la libération du groupe punk russe *Pussy Riot*, de contrer l'envoi d'armes en Syrie, d'aider une Afghane dans sa lutte contre le viol, de s'attaquer à la corruption des institutions politiques en Espagne et de dénoncer l'impunité des Banques européennes.



³⁶ Google lance en 2011 l'application www.microactivism.org, qui propose une panoplie « de petits gestes individuels pour de grand changements ».

³⁷ www.Avaaz.org est un organisme international qui fonctionne en plus de 13 langues et compte plus de 15 millions de membres dans le monde. L'organisme se définit comme « un mouvement mondial en ligne qui donne aux citoyens les moyens de peser sur les prises de décisions partout dans le monde » et vise à : « former une communauté de citoyens qui s'engagent dans les problèmes majeurs auxquels la planète fait face ».

Alors que se brouillent les frontières entre sphères publique et privée, ces pratiques incarnent l'expression de préférences, de valeurs personnelles, de modes de vie (Melucci 1996; Martuccelli 2002). Si les actions collectives mettent en avant l'expression de compétences individuelles et multiples, les outils du Web 2.0 permettent parallèlement à quiconque de mettre en lumière ses idées, opinions et préoccupations, de les diffuser rapidement et à large échelle (Cardon 2010). On peut penser aux opinions politiques affichées sur un blogue, à la « réinterprétation » de nouvelles d'actualité sur les réseaux *Vimeo* ou *YouTube* diffusées de manière virale, ou encore à la production de « clip amateurs » encourageant les jeunes à voter – et qui peuvent aussi être commentées ou détournées par les internautes – de même qu'aux multiples appels à la contestation relayés sur *Twitter* ou *Facebook*.

Pour Ion (2012), ce que la popularisation des ces pratiques « individuelles » reflètent, c'est d'abord un changement de perception dans la structure de l'action. Plutôt que de proposer des actions organisées du haut vers le bas, du groupe légalement constitué vers les supporters (ou des leaders vers les membres), c'est par l'apport de chaque participant qu'on estime que se crée le mouvement. L'*individuation*, en tant que valeur contemporaine, souligne en ce sens un intérêt à diversifier et à multiplier les formes d'engagement proposées et menées par les acteurs sociaux. Or, au cours des dernières années, les exemples cocasses d'actions menées grâce à la collaboration virtuelle d'acteurs imprévus ont surpris par leur efficacité.

Clay Shirky (2010) rapporte par exemple le cas d'une mobilisation massive à Seoul en 2003, rassemblant près de 70000 personnes s'opposant à la décision du gouvernement de renouer avec les importations de bœuf américain, en pleine crise de la vache folle. Si les manifestants incluaient des membres d'organisations militantes et transnationales, des groupes écologistes et des lobbies variés, l'appel à la contestation est pourtant né sur le forum virtuel de *Dong Bang Shin Ki*, un boys band populaire auprès des jeunes coréennes. À travers leurs commentaires au sujet des chanteurs, ces adolescentes exprimaient en ligne des valeurs, positions, craintes et mécontentements envers la décision de leur gouvernement. Diffusée à large échelle, la grogne a monté, la position de certaines filles s'est radicalisée et une adolescente a proposé de faire un *sit-in* au centre-ville, loin de se douter que le geste recevrait un appui exceptionnel du reste de la population, menant à la démission du gouvernement.

Comme le note Shirky, les médias sociaux ne créent pas les mobilisations mais ils créent des ouvertures nouvelles à la collaboration d'individus autrement autonomes: « Now that we have tools that let groups of people find one another and share their thoughts and actions, we are seeing a strange new hybrid : large, public, amateur groups. » (2010 : 84).

Il ne s'agit donc pas ici de prétendre que ce sont les TIC qui motivent les jeunes à agir. Après tout, les acteurs sociaux peuvent choisir de s'engager en de multiples modes d'action, à l'aide du Web ou en se passant de celui-ci. Or, puisque le rôle de l'individu est amené à changer au sein des nouvelles formes de l'action collective, les outils du Web viennent faciliter les possibilités de réseautage et de coopération entre acteurs éloignés, tout en offrant une multitude de plateformes d'expression et de participation qui s'appuient sur les compétences d'individus branchés en réseaux. Elles affirment en ce sens la place grandissante du « je » dans le cadre de décisions collectives (Ion 2012). Toutefois, si les réseaux numériques permettent à quiconque d'afficher ses opinions et valeurs personnelles en trouvant par ailleurs plus facilement des appuis auprès d'autres internautes, encore faut-il définir *en quoi* ces pratiques sont « engagées ». La diffusion de valeurs, d'images, d'opinions personnelles suffisent-elles à l'engagement ?

1.3 Jeunes militants branchés : une nouvelle culture de l'engagement ?

*Bits do no simply change flow of information,
they alter the very architecture of everyday life*
Mitchell, 1995

Puissants outils de conscientisation et d'expression individuelle, les outils numériques se sont montrés les précieux alliés de multiples formes de contestation récentes, laissant croire à une véritable « révolution » dans la manière de s'engager. Or, dans ce chapitre, il m'a semblé important de situer le contexte dans lequel ces outils ont été créés, de façon à expliquer la rapidité avec laquelle ils se sont démocratisés mais aussi le rôle « révolutionnaire » qui leur est attribué depuis maintenant plus de quinze ans. Conçus dans l'espoir que des réseaux d'échanges flexibles et instantanés puissent autonomiser les individus et les affranchir du pouvoir de l'État et des grandes entreprises, on a vu que chaque développement numérique a été appréhendé dans ce qu'il pouvait produire comme impact social ou politique (Rheingold

2002). À l'heure actuelle, plusieurs s'entendent pour dire que ce ne sont pas les TIC qui mènent aux mouvements sociaux – voire déterminent nos comportements – mais qu'ils demeurent néanmoins des outils importants de l'action collective (Earl et Kimport 2011 ; Castells 2012 ; Bimber et al. 2012).

Toutefois, les recherches évoquent un ensemble de pratiques qui croisent les frontières entre vie publique et privée (Sassen 2002 ; Bacqué, Rey et Sintomer 2005), favorisent l'affirmation de modes de collaboration horizontaux (Shirky 2010) et recourent aux TIC pour organiser des lieux d'occupation et remodeler les répertoires de l'action (Granjon 2001; Couldry et Curran 2003 ; Earl et Kimport 2011). En ce sens, l'analyse théorique de ces pratiques pose un certain nombre de difficultés. Les actions déployées semblent souvent inorganisées, ambiguës, dispersées dans le temps et dans l'espace. Les causes communes ne sont pas énoncées clairement, chaque groupe paraît faible séparément (McCaughey et Ayers 2003) et les gestes posés sont d'une diversité désarmante. Ils peuvent inclure l'organisation de contre-sommets, l'occupation de lieux publics, les manifestations éclairs, les pétitions virtuelles, la création de groupes sur les réseaux *Facebook*, *Google Groups*, *MySpace*, *Second Life*, la diffusion de vidéos ludiques sur le web, la prise de parole dans des forums en ligne et une multitude de pratiques investies dans la vie quotidienne qui ne correspondent pas aux cadres par lesquels on a longtemps défini l'engagement.

Malgré les différences qui caractérisent ces pratiques, on y décèle tout de même un ensemble de similitudes : tout d'abord, dans la façon dont les TIC ajoutent et s'arriment aux conditions de la mobilisation sur le terrain ; ensuite, dans l'importance accordée au débat et à la participation de réseaux élargis d'acteurs (Hofheinz 2011 ; Cammaerts 2011 ; Juris 2012). De plus en plus de chercheurs suggèrent en ce sens l'importance de considérer ces pratiques comme témoignant d'une *nouvelle culture* de la participation et de la mobilisation (Shirky 2008 ; Costanza-Chock 2012 ; Gerbaudo 2012, Juris 2012 ; Bimber et al. 2012). Une culture qui se caractérise, au delà du seul recours aux TIC, par une reconnaissance des compétences personnelles (Ion 2012), une solidarité avec d'autres luttes (Jordan 2003 ; MacDonald 2004) et l'importance accordée à l'autonomie individuelle (Castells 2012).

Pour cerner cette « culture » émergente, plusieurs suggèrent le besoin de *redéfinir les cadres théoriques* par lesquels on analyse ces pratiques. Pour ce faire, les recherches privilégient différents angles d'observation. Certaines choisissent d'interroger le rôle que jouent les TIC dans l'émergence de nouveaux *répertoires* de contestation (Granjon 2001; Sassen 2002 ; Earl et Kimport 2011). D'autres observent le fonctionnement des réseaux militants et les pratiques de cyberactivisme (Jordan 2003 ; McCaughey et Ayers 2003). Et certains s'intéressent aux représentations de militants quant aux cibles visées, les valeurs qu'ils défendent et en parallèle, leur recours aux médias sociaux (Macintosh et al. 2003 ; Juris 2012 ; Gerbaudo 2012 ; Costanza-Chock 2012).

Ce faisant, la majorité de ces travaux situent les pratiques des *jeunes* au cœur de leurs réflexions. L'intuition sous-jacente étant qu'ils sont à la fois plus enclins à participer aux nouvelles formes de mobilisation (Sjöberg 1999; Juris et Pleyers 2009 ; della Porta 2005) et qu'ils forment aussi la cohorte dont la vie est la plus marquée par les TIC (Pasek 2006 ; Montgomery et al. 2004). On décrit même les membres de cette « génération de l'information » comme partageant des valeurs et des pratiques qui la distinguent d'autres cohortes et qui favoriseraient des formes de mobilisation qui préfigurent, ni plus ni moins, des modes d'engagement du « futur ». C'est ce dont témoignent notamment les multiples citations suivantes, tirées de recherches s'intéressant soit aux pratiques jeunes, soit aux nouvelles formes de mobilisation :

« [L]'expérience et les valeurs des *digital natives* orienteront l'usage de la Toile – le Net des jeunes donnant à voir quelques jalons pour appréhender le futur » (Dagnaud 2011 : 13).

« The impact of these new tools on the future on online political involvement depends in large part upon what happens as these younger cohort of 'digital natives' gets older [...] Forms of online political engagement are, quite simply, the domain of the Young » (PEW 2009: 7 et 50).

« People are increasingly immersed in an atmosphere in which it is their routine practice to share ideas, connection and interests [...] These involve a vibrant culture of sharing among younger people, so widely on display at video-and-music sharing websites and in social media » (Bimber, Flanagin et Stohl 2012: 5).

« Changing culture as a tool of changing politics [...] contributes to critical thinking and rebellious attitudes of a young generation (Castells 2012: 106-107). [...] Networked social movements, as all social movements in history, bear the mark of their society [...] Their

values, goals and organization style directly refer to the culture of autonomy that characterizes the young generation of a young century » (Castells 2012: 233).

Bien sûr, il est difficile de ne pas reconnaître la rapidité avec laquelle les jeunes ont adopté les TIC ni de remarquer leur inscription massive dans de multiples sites de socialisation en réseaux³⁸. Il serait tout aussi difficile de ne pas souligner leur présence soutenue dans les manifestations sociales et politiques récentes. Après tout, les pratiques de cybermilitantisme sont investies en grande partie par des jeunes (McCaughey et Ayers, 2003 ; Kovacheva 2005 ; Mossberger, Tolbert et McNeal 2008). Et une enquête menée par le PEW Institute (2009) sur l'engagement citoyen démontre que si les Américains de moins de 35 ans ne représentaient que 28% de leur échantillon initial, ils constituaient 72% de tous les usages analysés des réseaux numériques et 55% des pratiques d'affichages en ligne de messages, vidéos et images à teneur politique. En ce sens, le Web et les médias sociaux occupent certes une place importante dans la vie des jeunes. Or, la multitude d'enquêtes produites au sujet d'une « révolution 2.0 » nous en disent plus sur la façon dont nous percevons l'importance des TIC dans les pratiques de contestation, qu'elles ne nous en apprennent sur les *raisons*, les *perceptions* et les *motivations* qui poussent les jeunes à privilégier certaines formes d'engagement dans le contexte actuel. Elles expliquent mal les valeurs, les intérêts, les préoccupations des jeunes à afficher, à relayer ou à échanger leurs opinions ou idées personnelles sur des réseaux virtuels et ce que cela *signifie*, à leurs yeux.

D'autres enquêtes portant plus largement sur l'engagement des jeunes soulignent pourtant un ensemble d'éléments contradictoires, qui participent aussi de leur univers social et politique. Par exemple, s'ils semblent démontrer un intérêt pour le vote électronique, les jeunes se montrent sceptiques quant à sa mise en application (CEFRIO 2009). S'ils s'engagent en marge des structures traditionnelles de la participation sociale ou du militantisme (Bélanger 2009 ; Gallant et Roudet 2005) et témoignent d'une perte de confiance envers les partis politiques (Torney-Purta et Amadeo 2003 ; OCDE 2002), ils portent un intérêt soutenu aux mouvements

³⁸ 94% des adolescents américains possèdent un compte Facebook (Pew 2013). Au Québec, une enquête menée par le CEFRIO en 2008 révélait que 91 % des 12-24 ans avaient accès à Internet haute vitesse et s'y branchent en moyenne 10 heures semaine. En 2013, 64,2% des Québécois utilisent activement les médias sociaux, une proportion qui monte à 94,4% chez les 18-34 ans (CEFRIO 2013).

de contestation, aux pratiques d'occupation (Juris et Pleyers 2009 ; Juris 2012) et aux actions bénévoles (Dalton 2004 ; Becqué et Linares 2005)³⁹. Des enquêtes suggèrent enfin que le seul fait de recourir au Web n'intéresse pas particulièrement les jeunes autant que le contenu diffusé en ligne par les organisations (Macintosh et al. 2003 ; Mossberger et al. 2008). Comment comprendre la valeur que les jeunes accordent aux TIC ?

En d'autres termes, si les perspectives technocentristes émises au sujet de la « Société de l'information » sont contestées dans le milieu de la recherche, les positions déterministes persistent en ce qui a trait au regard porté sur les jeunes. Les enquêtes ont tendance à décrire les formes d'engagement de la « génération de l'information » comme étant directement liées, voire causées par leur utilisation des TIC. Bien que leurs résultats ne permettent pas d'établir de quelle manière les médias sociaux peuvent agir sur la motivation des jeunes à « s'engager », on estime que c'est grâce à ces outils – ou par leur utilisation – que cette génération développe de nouveaux répertoires d'action, revendique un nouveau contrat social (Muxel 2001 ; Gauthier 2003 ; della Porta 2005) et témoigne d'une *culture* de l'engagement qui lui serait propre.

Or, au-delà du biais normatif pourtant rarement explicité, c'est de manière causale qu'on associe alors les *TIC, les jeunes et leurs pratiques d'engagement*. Cette posture implique une sorte de triangulation conceptuelle (figure 7) où l'on privilégie l'une ou l'autre des approches suivantes : 1) soit on analyse cette « culture » de l'engagement en observant principalement ce que les jeunes font sur le Web (et en délaissant alors leurs autres pratiques d'engagement); 2) soit on essaie de théoriser le potentiel politique des TIC en observant les usages qu'en font de jeunes « militants » (et on délaisse alors les autres catégories de jeunes); 3) soit on analyse et on mesure les valeurs et attitudes de toute une génération, en n'analysant que leur recours aux TIC dans le cadre d'actions « engagées » (et on limite alors l'ensemble des conditions structurantes qui marquent aussi la vie des jeunes et les valeurs, perceptions et opinions qu'ils défendent).

³⁹ J'y reviendrai plus en détail au chapitre au chapitre 4.

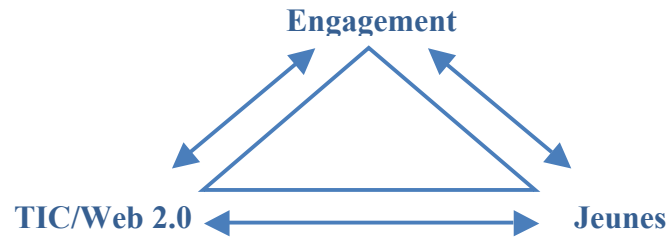


Figure 7: Illustration de la conception des relations Jeunes/TIC/Engagement selon les approches causales.

Bien sûr, ces approches ont leurs avantages. Elles se sont montrées d'une grande utilité pour départager les *a priori* optimistes et pessimistes émis au sujet des répercussions politiques des TIC, en illustrant leur rôle dans la promotion d'un ensemble de pratiques de contestation et de mobilisation qui participent à redéfinir l'action collective. Or, ces enquêtes arrivent mal à expliquer la *signification*, le caractère « engagé » d'une panoplie de pratiques créatives, virales, quotidiennes, spontanées, qui juxtaposent l'expression personnelle et le recours aux TIC à une culture du « remix », du détournement de musiques, photos et vidéos amateurs (Cardon 2010 ; Dagnaud 2011). En somme, elles peinent à analyser un ensemble de modes d'expression aussi ludiques que contestataires qui se développent *sur* le Web et *en dehors* de celui-ci et qui, par ailleurs, ne cessent pas de faire écho à des pratiques d'engagement usuelles.

On voit alors se dessiner deux lacunes importantes. D'une part, les recherches quantitatives permettent certes de mesurer l'usage des TIC par les jeunes ou leur taux d'inscription dans des réseaux « cyberactivistes ». Or, en associant directement les TIC à l'engagement de cette génération, elles font entrer un ensemble de variables difficilement départagées – la participation électorale, la recherche d'informations, la lecture de blogues, l'usage des médias sociaux dans la vie quotidienne. Elles laissent alors de côté toute la question des *choix* et des *réflexions* qui poussent les jeunes à recourir à ces outils ou à privilégier certaines pratiques. D'autre part, les enquêtes qualitatives qui s'intéressent pour leur part à *l'expérience* des acteurs sociaux contemporains observent avec plus de détail les dynamiques de contestation, la place que les jeunes y occupent et l'importance accordée aux technologies en réseau. Or, si elles insistent sur la variété de pratiques qui s'offre aujourd'hui aux individus, ce sont encore des groupes formellement organisés ou les membres d'associations civiles plus « usuelles »

qui sont toujours approchés⁴⁰. Il demeure en ce sens difficile de cerner la « nouveauté » d'une culture qu'on dit après tout émergente. Les activistes d'aujourd'hui sont-ils vraiment plus diversifiés, plus informés ou mobiles que les précédents ? Doit-on en attribuer la cause aux seuls développements technologiques ? Comment prendre en compte la variété d'acteurs qui peuvent aujourd'hui prendre part à l'action d'une multitude de façons et qui dépassent même parfois les groupes organisés ou les cercles d'activistes habituels ?

Enfin, notons que si les jeunes semblent plus présents au sein des pratiques associées aux « révolutions 2.0 », ils ne sont pas seuls à y prendre part. D'autres générations, d'autres groupes formels participent aussi aux discussions virtuelles, aux marches, à l'occupation d'espaces publics, aux *flashmobs*, aux pétitions en ligne. Même en partant de l'*a priori* que les jeunes seraient plus prompts à se tourner vers les TIC, de nombreux facteurs liés aux conditions de vie et au statut social des jeunes peuvent influencer le degré et la forme d'engagement qu'ils vont privilégier. Par exemple, ici comme ailleurs, les membres de cette génération vivent des situations d'exclusion et de précarité d'emploi qui contrastent avec leur degré d'éducation élevée (Muxel 2001 ; OCDE 2002 ; Tapscott 2009 ; Dagnaud 2011). Plus encore, les « jeunes » ne forment pas un bloc monolithique : ils incluent une multitude d'identités, de rôles, et d'expériences de vie qui les distinguent (Gauthier et al. 2000 ; Gallant et Roudet 2005). Ces dimensions peuvent modifier la façon dont les membres de cette génération perçoivent le monde et la possibilité d'y agir et, par conséquent, cela peut agir sur le *sens* qu'ils donnent à l'engagement.

Ainsi, malgré la quantité substantielle de recherches publiées au sujet des transformations de l'engagement à l'ère du Web, de nombreuses questions demeurent : les TIC permettent-elles de favoriser l'engagement des jeunes ? Le Web attire-t-il des individus simplement plus prompts à s'engager ? Qu'en est-il des facteurs socio-économiques qui distinguent les usages ?

⁴⁰ La façon dont Bimber, Flanagin et Stohl justifient l'approche privilégiée dans leur enquête de 2012 illustre bien ce paradoxe : "Amidst the explosion in informal groups and self-organized collective action facilitated by digital media, in this book we will inquire about the experience of people who participate in formal organizations" (2012:11). Dans son article "Nextopia? Beyond Revolution 2.0", Albrecht Hofheinz souligne d'ailleurs lui-même ce paradoxe des recherches contemporaines sur les TIC et l'action collective : "We largely focus on small subset of activist users, while ignoring what chatting and facebooking do to the majority" (2011:1425).

Les jeunes qui emploient les médias sociaux font-ils simplement partie des groupes démographiques dont les conditions de vie favorisent, a priori, l'engagement? Se peut-il que les jeunes perçoivent comme engagées des pratiques qui ne correspondent ni à la participation électorale, ni au militantisme ou qui dépassent carrément les actions formellement organisées ?

À l'instar de ces recherches, j'estime qu'interroger les modes de participation sociale et politique des jeunes est une porte d'entrée pertinente pour comprendre les transformations actuelles de l'engagement. Or, il me semble que les travaux produits à ce jour ne permettent pas de saisir de manière satisfaisante la relation à établir entre, d'un côté, la façon dont les jeunes emploient les TIC, et de l'autre, ce qui caractérise une nouvelle *culture* de l'engagement qui serait propre à cette génération. En associant trop directement les jeunes, les TIC et l'engagement, ces recherches n'offrent qu'un aperçu segmenté d'une situation somme toute difficile à saisir : elles considèrent les médias sociaux en fonction de leurs *effets* sur les jeunes plutôt que de souligner le caractère relationnel, symbolique et la co-construction de ces technologies par des jeunes qui y recourent dans des contextes variés.

C'est pourquoi il me paraît nécessaire de reprendre la question de l'engagement des jeunes à l'ère du Web 2.0. Après tout, si nous assistons à l'émergence d'une nouvelle culture de l'engagement, je fais l'hypothèse que celle-ci ne peut découler des seuls usages technologiques. Le sens donné à l'engagement fait appel à des *attitudes*, des *représentations*, des *valeurs* qui se peuvent se traduire en *pratiques*. Pour y voir plus clair, je suggère donc qu'une recherche s'intéressant au *sens* que des jeunes adultes « de la génération de l'information » donnent à l'engagement fait grandement défaut. Alors qu'ils font simultanément face à une individualisation des rapports sociaux, à une diversification des modes de participation sociale et politique et à une multiplication des modes d'interaction, il me paraît important de saisir comment les jeunes vivent et expérimentent l'engagement, en prêtant plus d'attention aux éléments qui peuvent éclairer le sens qu'ils donnent à leurs pratiques.

1.4 Conclusion : une question de sens

L'ampleur des enquêtes et articles produits au sujet de la « révolution 2.0 » illustre bien la difficulté de cerner adéquatement l'utilisation des TIC dans le cadre de pratiques d'engagement. Elles révèlent un ensemble de transformations dans les sphères médiatique, publique, militante mais aussi dans les usages quotidiens du Web. À la croisée de ces transformations, les nouvelles formes de mobilisation semblent toutefois confirmer un rapprochement avec une culture de la participation chez les jeunes. Or, cette relation demeure nébuleuse. Privilégiant l'analyse des *manières* dont les jeunes se servent des TIC pour produire des changements sociaux, plutôt que des *raisons* pour lesquelles ils y recourent, les enquêtes produites au cours des dernières années laissent de côté des aspects importants de l'analyse : comme les réflexions que les jeunes portent sur le contexte social et politique, la valeur qu'ils accordent à leurs interactions sur le Web, mais aussi l'intérêt qu'ils peuvent avoir pour des formes d'engagement qui se déploient à l'extérieur du Web. Comment choisissent-ils de discuter et d'échanger sur des enjeux qui leur tiennent à cœur ? Comment les notions d'identité, de confiance, de réciprocité ou de « changement social » se traduisent-elles à l'ère du Web ?

En d'autres termes, il demeure difficile de comprendre *pourquoi* les jeunes recourent aux outils médiatiques et pour produire quels types de changements sociaux. Au-delà de leur propension ou dextérité à employer les TIC, très peu de recherches se sont en effet intéressées à l'évaluation des alternatives, des valeurs mais surtout, des *significations* que les jeunes donnent à leur monde et à leurs pratiques quotidiennes, et qui peuvent motiver – ou freiner – les membres de cette génération à prendre part à des modes spécifiques d'engagement. Pour élucider ces aspects importants du problème, je propose donc d'approfondir l'analyse des transformations de l'engagement (tel qu'expérimenté du point de vue des acteurs), dans une approche exploratoire qui ne vise pas à évaluer l'efficacité de ces outils mais qui s'intéresse plutôt aux aspects *culturels* et *relationnels* des perceptions, attitudes et pratiques des jeunes. Je pose alors la question centrale suivante : *Comment de jeunes adultes de la génération de l'information (20-35 ans) donnent-ils sens à l'engagement ?*

La question du sens est difficile à cerner (j’y reviens dans le prochain chapitre). Or, j’estime que si on veut s’éloigner des discours simplistes sur le désengagement des jeunes ou au contraire sur leurs modes d’engagement « novateurs », il est nécessaire de comprendre ce que signifie, aux yeux des jeunes, le fait de s’engager aujourd’hui. Ce faisant, les objectifs de la recherche sont triples. Ils visent à comprendre : 1) comment les jeunes perçoivent, expérimentent, vivent et définissent l’engagement; 2) comment les nouvelles logiques et dynamiques de l’action sont vécues et interprétées par les membres de cette génération et dans quelle mesure elles réfèrent aux TIC ; et 3) comment leurs pratiques s’inscrivent, plus largement, dans une transformation du contexte social, politique et médiatique actuel.

Alors que les jeunes sont assis aux premières loges de ces transformations sociales, il me semble important de rester à l’affût de ce que signifie pour eux « agir » en société. Car comme l’indique Melucci : « Les formes d’action les moins régulées par l’ordre social peuvent aussi être lues comme des signaux, des avertissements à propos de processus qui peuvent affecter le système en entier (1996: 9). » La recherche vise de ce fait à répondre aux questions sectorielles suivantes : en quoi les pratiques d’engagement des jeunes sont-elles difficiles à cerner ? Pourquoi certaines actions posées par les jeunes sur les médias sociaux ne semblent-elles pas dépasser le stade du débat ou de l’information? Doit-on voir un arrimage entre les échanges en ligne et les pratiques « engagées » des jeunes dans la vie de tous les jours ? Et si l’information et la conscientisation constituaient, en soi, des pratiques d’engagement?

Pour explorer plus en profondeur la relation à établir entre une ère marquée par le développement des TIC et l’émergence d’une nouvelle culture de l’engagement – telle que perçue et interprétée par les jeunes – il faut d’abord situer la réflexion au sein de débats théoriques plus larges, de façon à éclairer les enjeux des nouvelles pratiques et logiques d’engagement et justifier en quoi la question du *sens* devient centrale pour cerner les pratiques des nouveaux acteurs. Les chapitres suivants présentent à cet effet les éléments conceptuels et les outils théoriques qui m’ont servi à construire un cadre conceptuel transitoire, avant de justifier l’intérêt d’une approche générationnelle et d’aborder plus en détail la démarche qui a guidé l’ensemble de la recherche.

Chapitre 2. Repenser l'engagement

Outils théoriques et construction de sens

Le développement du Web 2.0 s'inscrit dans un contexte historique, médiatique, politique et culturel. Si les applications des médias sociaux favorisent l'émergence de modes d'engagement qui permettent une participation plus large d'individus et une diffusion plus rapide des informations, celles-ci s'ajoutent à une transformation importante des *réseaux*, des *pratiques des acteurs* et des *espaces* qu'ils choisissent d'occuper. Par ailleurs, en favorisant la production et la diffusion de contenus par les usagers, les fonctions « participatives » de ces outils redéfinissent les contours de l'action, en permettant à quiconque de relayer des informations, de contourner le monopole des médias traditionnels, de remettre en question le rôle des leaders, des groupes et des répertoires d'action longtemps analysés par les sociologues et les politologues.

Face à ces multiples transformations, les enquêtes évoquées au premier chapitre suggèrent le besoin de *repenser* ou du moins de réexaminer la façon de concevoir et d'analyser l'« engagement » (McCaughey et Ayers 2003 ; Earl et Kimport 2011 ; Castells 2012). Après tout, comme le mentionne Neil Postman (1992), quand le développement d'une technologie amène des changements radicaux dans la vie quotidienne, le résultat n'est pas simplement un « mode de vie » + « une nouvelle technologie » ; cela entraîne des mutations profondes dans notre façon de percevoir le monde et d'y agir. À l'heure où les TIC permettent à quiconque de s'exprimer publiquement ou de faire circuler une pétition à large échelle sans faire partie d'une organisation hiérarchique ou militante, ces mutations peuvent être multiples.

C'est pourquoi l'hypothèse d'une nouvelle *culture* de l'engagement mise en avant par les recherches récentes (Terranova 2004 ; Cammaerts 2005 ; Earl et Kimport 2011 ; Gerbaudo 2012 ; Costanza-Chock 2012 ; Bimber et al. 2012) me paraît prometteuse. S'éloignant du débat sur les effets positifs ou négatifs des TIC, elle propose de considérer ces outils comme faisant partie de ce que Bruce Bimber et ses collègues (2012) appellent *un contexte médiatique*

complexe. Un contexte où s'entrecroisent des usages médiatiques traditionnels (radio, télévision, journaux) et des usages novateurs du Web 2.0, et qui agit en co-construction avec les représentations des individus, le regard qu'ils portent sur les institutions et la façon dont ils choisissent de s'organiser et d'interagir (Wellman 1999 ; Quan-Haase et Wellman 2002). Dans une perspective plus « anthropologique », il s'agit alors de porter son attention sur ce qui distingue cette culture de la participation sociale et politique. À cet égard, on a vu que les pratiques des jeunes intriguent, car elles se situent à la croisée de plusieurs transformations observées. Dans une allocution publique parue en ligne, Mizuki Ito suggère que les échanges, les messages et les affichages ludiques ou frivoles que les jeunes font en ligne peuvent *aussi* faire partie de cette redéfinition de l'action :

From Pokémon to massive political protests, what's distinctive about this historical moment and today's rising generation is not only a distinctive form of media expression, but how this expression is tied to social action (2009)⁴¹.

En d'autres termes, loin d'assister à un désengagement politique et social des jeunes, nous assisterions plutôt à un *glissement de sens*, lié au potentiel des TIC et à la montée en âge d'une nouvelle génération aux valeurs, pratiques et modes d'interaction qui la distinguent (Zukin et al. 2006 ; Earl et Kimport 2011). Alors que nos sociétés feraient face à une « perte de sens » (Putnam 2000) ou au contraire, à une surenchère de sens (Breton 2000), dans un contexte où les individus sont quotidiennement bombardés d'informations et de placements médiatiques en tous genre, les vidéos, messages et images que les jeunes diffusent en ligne peuvent être lus comme des « détournements de sens », des actions qui peuvent avoir des visées symboliques, sociales ou politiques. Alors que les jeunes témoignent d'une culture du *remix* et de la réinterprétation constante de contenus, on dit d'eux qu'ils « bricolent des sens en attendant des jours meilleurs » (Dagnaud 2011 : 84). Dans ce contexte, il devient donc important de cerner la question du *sens donné à l'engagement*. Or, il faut aussi revoir les éléments théoriques requis pour éclairer les dimensions à l'œuvre dans ce processus de construction du sens.

⁴¹ Voir la page: http://www.itofisher.com/mito/publications/media_literacy.html (visitée en date du 23 janvier 2011).

Cette posture soulève plusieurs questions. S'il faut repenser l'engagement, qu'est-ce qui est sous-jacent au processus de redéfinition en cause ? Que peut-on retenir des théories classiques pour cerner cette *culture* de l'engagement ? Quels concepts doivent être revus ? Les recherches publiées au sujet des événements du « Printemps arabe », du mouvement *Occupy* ou des « révolutions 2.0 » offrent à cet égard des pistes de réponse intéressantes (nous y reviendrons dans la deuxième partie de ce chapitre). En multipliant les études de cas et les enquêtes ethnographiques, elles ont mis en lumière le rôle actif que jouent toujours les groupes formels au sein des nouveaux espaces de contestation ; elles ont démontré que les actions en ligne s'arriment à des actions hors ligne ; elles ont identifié de nouvelles logiques d'agrégation et d'organisation des acteurs (Juris 2012 ; Pleyers 2012 ; Gerbaudo 2012). D'autres enquêtes ont aussi évalué en quoi les pratiques des militants en ligne, s'inscrivent, modifient ou ajoutent aux théories classiques de l'action collective (Earl et Kimport 2011; Bimber et al. 2012). Par leurs apports réflexifs, ces recherches permettent d'identifier des zones d'ombre à explorer plus en profondeur, en ce qui concerne l'émergence de ces nouvelles pratiques d'engagement.

Toutefois, ce qui manque à l'analyse, c'est une observation plus détaillée de l'*expérience* que les acteurs ont de ces transformations et de ce que signifie, *pour eux*, agir dans le contexte actuel. Après tout, l'enjeu principal de l'analyse des mobilisations sociales et de l'action collective a toujours été celui d'une redéfinition et du renouvellement de l'action par les acteurs (Hamel 2012, 2013). Si la question du sens est difficile à cerner, elle demeure donc centrale pour comprendre l'émergence et la portée des nouvelles pratiques sociales : comment interpréter la force d'une chanson folk, le fait de brûler un soutien-gorge ou de s'afficher comme punk ou végétalien, si on ne comprend pas d'abord ce que ces pratiques signifient du point de vue des acteurs ? Par ailleurs, si le rôle des TIC peut être en cause dans le processus actuel de redéfinition de l'engagement, d'autres dimensions participent aussi à construire et à faire émerger de nouvelles pratiques et significations.

En somme, pour cerner la *nature de l'engagement* d'une génération dite « de l'information », j'estime qu'il faut *remonter la filière du sens*. Or, je considère qu'il faut pouvoir le faire du point de vue des acteurs sociaux – et donc, des jeunes. Car si l'observation minutieuse de cas d'étude ou de terrains d'occupation est aujourd'hui utile pour éclairer les transformations à

l'œuvre, encore faut-il pouvoir comprendre la façon dont les jeunes conçoivent l'engagement, comment ils perçoivent le contexte social, politique et médiatique et dans quelle mesure ils recourent à la technologie pour y agir. En posant ainsi de manière volontairement large la question du *sens que les membres d'une « génération de l'information » donnent à l'engagement*, ce qui retient mon attention, c'est la façon dont ce sens est lié à aux *représentations*, aux *perceptions*, aux *attitudes* et aux *valeurs* des jeunes, bien plus que je m'intéresse aux usages spécifiques du Web 2.0 par des activistes ou à l'utilisation des médias sociaux par les moins de 35 ans.

La recherche vise ainsi à contribuer à la réflexion théorique en cours au sujet d'une *redéfinition* de l'engagement, en interrogeant le point de vue de jeunes adultes (20-35 ans) aux parcours et modes d'engagement variés. La démarche privilégiée se veut à la fois exploratoire et inductive. Elle s'ancre sur des observations empiriques des perceptions et pratiques des jeunes, dans le but d'émettre des hypothèses sur ce qui est sous-jacent à ce processus de construction de sens, et ainsi contribuer à formaliser la relation à établir entre une ère « mue par le Web » et l'émergence de nouvelles pratiques et significations données à l'engagement. Dans le cadre de cette recherche, je n'essaierai donc pas de vérifier la portée d'une théorie particulière de la participation sociale ou de l'action collective sur le terrain. De la même manière, je ne compte pas produire une théorie formelle ou « définitive » de l'engagement des jeunes. Comme le soulignent plusieurs penseurs, nous en savons encore trop peu sur les *pourquoi* et les *comment* des nouvelles pratiques pour dépasser, à ce stade, la simple étape de la construction d'hypothèses (Earl et Kimport 2011 ; Hofheinz 2011 ; Castells 2012). De manière plus humble, je propose plutôt de m'inspirer d'un ensemble d'approches théoriques pour identifier les enjeux qui demandent à être mieux explorés auprès des membres de cette génération, tout en éclairant les zones d'ombre laissées en suspens par d'autres enquêtes.

Le chapitre se présente en trois parties. Dans la première partie, je précise tout d'abord les définitions qu'on donne généralement à l'« engagement » (ou au « désengagement »), en soulignant au passage les notions de réseaux d'appartenance, de capital social et de société civile (mais aussi désormais de TIC) qui s'y rattachent. Pour situer les enjeux théoriques en cause, je fais ensuite appel à trois sociologies complémentaires qui éclairent chacune

différentes dimensions (macro, méso, micro) des mutations de l'engagement : 1) une sociologie des transformations sociales ; 2) une sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective ; et 3) une sociologie de l'expérience. Bien qu'aucune de ces théories n'a été retenue pour être validée sur le terrain, j'y puise un ensemble d'*outils réflexifs* qui m'ont servi à construire un cadre conceptuel transitoire et flexible, ajusté tout au long de la recherche. Ce cadre est présenté dans la troisième partie du chapitre. J'y ajoute enfin des notions complémentaires empruntées à l'interactionnisme symbolique (ainsi qu'à une théorie des « dérives culturelles » de Blumer 1969) pour dégager les éléments conceptuels requis pour analyser les processus de construction de sens à l'œuvre, et qui ont inspiré les allers-retours entre les outils théoriques et les propos tenus par les jeunes.

2.1 Repenser l'engagement : le problème des définitions

*La première tâche de qui veut changer le monde
est de le comprendre dans ce qu'il a de sensé.*
Eric Weil, 1956

Si les outils du *Web 2.0* sont présentés comme les éléments fondamentaux de nombreux projets visant le « changement social », il demeure que la nature exacte des répercussions politiques, culturelles ou économiques de ces technologies fait toujours l'objet de nombreux débats (Rheingold 2002; Norris 2002; Mattelart 2005). Dans l'ensemble des discours produits au sujet des révolutions « 2.0 », de quel type d'engagement parle-t-on ? Et pour produire quel type de « changements » ?

Selon Earl et Kimport (2011), ce qui différencie les postures des chercheurs qui estiment que le Web ne fait que « prolonger la portée des théories habituelles » de ceux qui estiment que le Web « change tout » ne provient pas tant de leur irréconciliation théorique que du simple fait qu'ils donnent des définitions distinctes à l'action collective, ce qui les mène à observer des phénomènes différents. Dans le cadre de cette recherche, il est donc utile de préciser tout d'abord ce qu'on entend généralement par « engagement » (mais aussi par « désengagement »), de façon à cerner ce qui semble poser problème aujourd'hui pour comprendre « l'engagement des jeunes ». Je précise également les notions de « responsabilité

personnelle », de « changement social » mais aussi de « réseaux d'appartenance », de « capital social », de « société civile » et d'outils de communication qui s'y rattachent.

2.1.1 L'engagement, une notion changeante

La notion d'engagement n'est pas consensuelle. Elle fait référence à un ensemble de pratiques qui vont de l'inscription au sein d'un parti politique, aux actions militantes, au bénévolat, sans compter l'engagement artistique et une panoplies d'actions déployées dans des contextes historiques, politiques et sociaux variés. La façon dont on interprète la notion d'engagement diffère donc selon les époques, le milieu culturel ou politique, mais aussi selon la perspective adoptée par les chercheurs, leurs champs d'étude et les cadres conceptuels qu'ils choisissent d'employer pour analyser l'« action collective » ou la « participation » sociale et politique des individus (Benasayag 2004). Comment définir alors l'engagement des jeunes à l'ère du Web?

Pour Clay Shirky, penseur enthousiaste des « révolutions 2.0 », l'engagement réfère simplement à une action individuelle visant à produire ou à orienter un changement social⁴² (*acting for social change*): « To participate is to act as if your presence matter, as if, when you see something or you hear something, your response is part of the event » (2010 : 21). Le « changement social » dans ce contexte, inclut les transformations des structures et des institutions, autant que l'adaptation des normes et des valeurs d'une société à de nouveaux besoins et réalités, voire la lutte contre des situations perçues comme inégales ou injustes (Bell 1976). S'intéressant au milieu associatif, Soulet définit l'engagement en des termes similaires, comme un geste lié à un sentiment de responsabilité individuelle et qui vise le bien commun. S'engager suppose de : « Prendre pour soi [une] situation, se déclarer concerné par elle et, en même temps [...] assumer ce dont on n'est pas responsable mais dont on est venu à se sentir responsable » (2004 : 12). La notion d'engagement implique donc, en tout premier lieu,

⁴² Au cours des dernières années, de multiples colloques scientifiques s'intéressant aux répercussions sociales et politiques des TIC semblent éviter l'écueil des débats théoriques entourant les définitions et les distinctions entre ce qui relève de l'« engagement », de la « participation sociale ou politique » ou de l'« action collective », en simplifiant ces termes par une définition générale, rattachées à l'idée de « changement social » (*social change*). Voir à cet effet la réflexion de Noortje Marres (2006).

l'affirmation consciente d'une *volonté individuelle* de participer aux débats et aux décisions collectives, de s'inscrire dans un effort visant le bien commun ou le « changement social » (Barthélémy 1994 ; Perrineau 1994 ; Passy 1998).

Alors que les observateurs des « révolution 2.0 » s'interrogent sur les nouveaux modes de participation sociale et politique des individus, la notion d'engagement est évoquée pour faire référence à la participation des citoyens aux affaires publiques, pour analyser l'émergence de nouvelles pratiques contestataires ou encore pour exemplifier l'*empowerment* de la société civile. Dans la multitude d'élaborations théoriques participant aux discours sur les transformations de l'engagement, le terme est pourtant rarement précisé : parle-t-on d'un engagement social, d'un engagement politique ou d'un engagement citoyen ?

À ce sujet, une distinction semble toutefois se dessiner entre l'*engagement politique* et l'*engagement social* selon que les enquêtes choisissent de mettre en exergue le désengagement des jeunes ou qu'elles essaient au contraire d'illustrer leur intérêt pour de nouvelles formes d'engagement. En effet, les études qui s'intéressent aux répercussions des TIC pour « raviver » la relation entre les partis politiques et les citoyens ou pour remédier au « désengagement » des jeunes réfèrent généralement à des modes de participation à caractère *politique*: la participation électorale, l'appui ou l'inscription au sein d'un parti, la confiance – ou perte de confiance – envers le système démocratique et les politiciens (Fillieule 2005; Norris 2001; Sanford 2007 ; PEW 2009). À l'inverse, lorsque les enquêtes soulignent de manière optimiste l'intérêt des jeunes pour de nouvelles formes d'engagement, elles mettent en valeur des modes de participation à caractère *social* (Norris 2002 ; Ion 2004, 2012; Quéniart 2008 ; Quéniart et Jacques, 2007 2008) : on peut penser au boycott de produits, à la consommation équitable, à l'intérêt pour des actions écologiques, au bénévolat, à l'inscription dans des groupes communautaires, environnementaux, voire transnationaux.

Il faut dire que cette distinction entre participation *sociale* et *politique* n'est pas nouvelle. Elle a été effectuée par Tocqueville (2000 [1835]) qui considérait la sphère sociale (les activités en famille, les discussions entre pairs ou dans le domaine privé) comme une prémisses nécessaire à la participation politique, puisqu'elle jouait un rôle crucial pour instaurer la culture et les

habitudes démocratiques des citoyens. Notons également que les sociologues et les politologues s'intéressant à l'action collective ont longtemps départagé la participation politique « conventionnelle » de la « contestation » (*protest politics*), cette dernière ayant longtemps été analysée en termes de déviance, de pratiques anti-conformistes (Turner et Killian 1972), de révolte (Parsons 1968) ou de mouvements de masse émotifs (Le Bon 1960). Or, la distinction s'est estompée à la faveur du développement de nouveaux mouvements sociaux, dès les années 1960, alors que la popularisation de démonstrations théâtrales, de *sit-ins* et de marches pacifiques, attirent des individus de plus en plus nombreux et variés. Comme le suggère Pippa Norris (2001, 2002), ce n'est pas que les nouvelles pratiques de contestations se soient « assagies » mais elles se sont plutôt « normalisées » aux yeux des chercheurs, passant d'activités perçues comme marginales et liées à la psychologie des foules, à celle d'activités rationnelles, organisées, relevant de décisions collectives et de normes partagées⁴³.

Dressant une typologie de l'engagement *politique*, Verba, Schlozman et Brady (1995) définissent un ensemble d'activités visant à influencer les actions et décisions d'un gouvernement, en agissant sur l'élaboration des politiques publiques ou en élisant les individus responsables de leur application. De manière similaire Verba et Nie (1972) identifient quatre formes d'engagement politique : le vote, la participation aux campagnes électorales, écrire ou contacter un député et enfin, la coopération entre citoyens pour résoudre des problèmes communautaires. À ceci, Pippa Norris (2002) ajoute des pratiques moins conventionnelles, comme le fait de signer une pétition en ligne, de participer à des manifestations illégales, d'occuper des usines ou des édifices gouvernementaux. Ce faisant, elle apporte un éclairage important sur trois dimensions de l'engagement politique et que je retiens pour explorer l'engagement des jeunes : 1) *la connaissance* que les individus ont des enjeux publics et du contexte politique ; 2) *la confiance* qu'ils portent au système politique et à ses acteurs ; 3) et enfin *la participation* au sein de ce système (prendre part ou non aux activités visant à influencer les décisions politiques).

⁴³ Plusieurs auteurs situent justement cette transition entre l'approche psychologisante des comportements collectifs et l'approche rationnelle des mouvements sociaux dans la publication, en 1965, de *La logique de l'action collective* de Mancur Olson, qui introduit à la fois un modèle théorique de l'action rationnelle et une méthodologie basée sur le rôle de l'individu au sein des décisions collectives.

Pour observer et cerner l'engagement des jeunes à l'ère du Web, ces définitions de l'engagement politique suggèrent de porter une attention particulière à la façon dont se traduit la volonté *individuelle* d'agir, mais aussi aux *connaissances*, à la *confiance* et à *l'intérêt* que les jeunes portent au système politique – ce qui peut bien sûr inclure leur disposition à remettre en cause et à critiquer ce système (Norris 2010), voire même y désobéir (figure 8).



Figure 8: Campagne appelant à désobéir la loi 78, dans le cadre des manifestations étudiantes (Québec 2012)

Note : Diffusée sur le Web, la pétition en images « je désobéis », du site <http://www.arretezmoiquelquun.com> (désactivé depuis) propose aux citoyens de s'afficher comme « désobéissant » à la loi 78 (interdisant les regroupements publics de plus de cinquante personnes). Site visité en date du 21 mai 2012.

Or, l'engagement ne se fait pas que dans la sphère politique. Défini sous sa forme *sociale*, l'engagement fait aussi référence aux pratiques qui incluent des projets communautaires (Benasayag et Bouniol 2004), prennent forme dans une collaboration dirigée vers le « bien commun » ou la coopération entre citoyens (Passy 1998 ; Quéniart et Jacques 2007). Si la notion d'engagement *social* est plus souvent employée pour décrire des actions qui supposent un comportement « altruiste » ou « solidaire » – s'engager dans sa communauté, faire du bénévolat, « aider son prochain » (Passy 1998; Paugam 2007) – le terme « engagement *civique* » ou « *citoyen* » est aussi employé par des recherches qui s'intéressent à des pratiques à cheval entre l'engagement politique et social, et qui font référence au respect des conventions de la collectivité (Schnapper 2000). Comme le mentionne Milner (2004), la définition d'engagement citoyen implique de ce fait un sentiment de *réciprocité* envers d'autres citoyens, en fonction de droits et de devoirs respectifs. Les recherches s'intéressant à l'engagement *social* des jeunes portent ainsi leur attention sur leur taux d'inscription au sein

d'organismes communautaires, sur leur participation à des actions bénévoles, à leurs dons de charité ou leur présence dans des groupes culturels, sportifs, religieux, voire au sein de forums de consultation (Montgomery 2004 ; Bélanger 2009 ; Fournier et Hudon 2012).

Toutefois, j'estime peu utile de distinguer l'engagement social et politique d'un engagement « citoyen ». Définir l'engagement en ces termes implique que certaines activités soient considérées comme « préférables » ou « souhaitables » pour assurer le bon fonctionnement du vivre ensemble (Sanford 2007). De ce fait, parler d'engagement *citoyen* revêt un aspect normatif : une préoccupation à définir les comportements du « bon citoyen ». On pourrait dès lors craindre, comme Boltanski et Thévenot (1991), qu'en évaluant les nouvelles « grammaires d'action » des jeunes en fonction de registres normatifs, on ne tombe dans le piège de la bonne conscience – ou dans le cas qui nous concerne, qu'on essaie d'évaluer si les jeunes agissent ou non en « bons citoyens ».

Plus encore, la distinction entre *engagement politique* et *engagement social* (ou citoyen) tend elle aussi à s'estomper, alors que les pratiques émergentes de participation et d'engagement incluent aujourd'hui des répertoires qui font appel à des choix, des valeurs, des préférences qui s'expriment dans la vie quotidienne (Norris 2002 ; Ion 2004, 2012). Bien que ceux-ci se déploient à l'extérieur des domaines électoraux et politiques traditionnels, les multiples exemples évoqués au premier chapitre démontrent à quel point ces modes d'action peuvent avoir une incidence importante sur les choix collectifs et les valeurs défendues au sein d'une société. Dès lors, il ressort de ces définitions que l'engagement social peut aussi avoir des visées politiques (Cohen et Arato 1997 ; Ion et Peroni 1997). En paraphrasant le slogan du mouvement féministe des années 1970 (le privé est politique), on pourrait dire que le social aussi, c'est politique.

De ces définitions de l'engagement social, je retiens l'intérêt d'observer comment se traduit la notion de *réciprocité* à l'ère des médias sociaux, mais aussi de prendre en compte les *valeurs*, les *choix individuels*, et les *modes de vie* investis par les jeunes quand ils choisissent de s'engager ou qu'ils expriment leur engagement. Puisque la relation entre le privé et le public est amenée à se redéfinir dans le contexte actuel, et puisque ce sont les responsabilités et les

pratiques individuelles qui sont ainsi mises en exergue, il faut porter une attention particulière aux incidences de la sociabilité des jeunes sur leurs choix et modes de vie *subjectifs*.

Enfin, si les recherches portant sur les transformations de l'engagement suggèrent de repenser la façon de *définir* celui-ci, plusieurs d'entre elles se basent toujours sur l'observation de pratiques plus ou moins usuelles pour analyser les nouveaux répertoires d'action. On interroge des jeunes membres de partis politiques (Quéniart et Jacques 2007), on observe s'ils ont contacté leur député (PEW 2009), on sonde les pratiques de militants au sein de manifestations ou de terrains d'occupation (Granjon 2001 ; Fillieule 2005 ; McCaughey et Ayers 2003 ; Juris et Pleyers 2009 ; Costanza-Chock 2012). Pour sa part, Statistique Canada émet périodiquement des rapports sur l'engagement des Canadiens (1997, 2001, 2009) mais il le fait en évaluant huit critères somme toute conventionnels : les dons de charité, la participation électorale, l'inscription dans un parti politique, le militantisme, le bénévolat, le travail communautaire, l'inscription dans des associations de loisirs (les scouts, par exemple) ou dans des organismes religieux.

Pourtant, les publications récentes soulignent la *variété* de pratiques qui s'offrent aujourd'hui aux individus quand ils choisissent « d'agir », de collaborer à l'atteinte d'objectifs « collectifs » ou visant le « bien commun » (Shirky 2010 ; Earl et Kimport 2011 ; Bimber et al. 2012). Dans ce contexte, la façon dont un individu définit et perçoit une action comme étant « engagée » peut varier grandement. Comme le suggère Bart Cammaerts (2011), un individu pourrait par exemple juger que les nouvelles pratiques rendues possibles par les TIC sont plus efficaces que des modes d'engagement conventionnels. Il pourrait à l'inverse donner un sens nouveau à des pratiques usuelles. Tout comme il pourrait estimer que des modes d'engagement qui ne lui étaient pas accessibles sont désormais à sa portée.

En d'autres termes, pour rendre compte de la variété d'interprétations que les jeunes peuvent donner à l'« engagement », les définitions évoquées ci haut soulignent l'importance de prêter une attention minutieuse : 1) au fait de se sentir concerné par un problème social ou politique (la volonté individuelle d'agir), et qui fait référence au sentiment de *responsabilité*, aux notions de *connaissances*, de *confiance* et d'*intérêt* que les jeunes portent au contexte social et

politique ; 2) à la manière dont se traduit chez les jeunes la notion de *réciprocité* tout comme aux *valeurs*, aux *choix* et aux *modes de vie* qu'ils investissent quand ils choisissent d'agir ; 3) aux dimensions *subjectives* qui agissent sur l'intérêt des jeunes à favoriser certaines pratiques, ou à estimer qu'une action est pertinente pour produire un changement social.

Toutefois, puisque je veux justement explorer le sens que les jeunes donnent à l'engagement, je ne peux définir celui-ci a priori. Pour cerner tout de même les bases à partir desquelles explorer les pratiques des jeunes, j'ai choisi d'adopter, dans le cadre de cette recherche, une définition provisoire et volontairement large de l'engagement, que j'identifie comme : *une volonté individuelle de contribuer ou de s'inscrire dans un effort collectif visant le changement social ou la lutte contre les inégalités*. Bien que cette définition favorise des pratiques dites « progressistes », elle a l'avantage de permettre de rejoindre des jeunes engagés en des modes variés. Pour peaufiner l'observation des diverses pratiques qui peuvent entrer dans cette définition, je trouve utile de faire appel à une classification proposée par Cliff Zukin et ses collègues (2006), qui distinguent pour leur part quatre modes d'engagement qui se répètent et se répondent d'une génération à l'autre :

- 1) Politique : incluant l'ensemble de pratiques visant à influencer les politiques publiques ou l'élection des représentants au gouvernement et des élus politiques;
- 2) Citoyen : incluant l'ensemble des pratiques qui visent le bien commun par l'entremise d'actions concertées de citoyens, généralement en dehors des sphères électorales ou gouvernementales (mobilisations collectives ou actions communautaires);
- 3) D'expression publique (*public voice*) : incluant les façons dont les individus expriment leurs positions sur des enjeux sociaux ou des débats publics (en défendant des voix exclues, en contactant un député, en signant une pétition, en écrivant aux médias ou en appelant une ligne ouverte radiophonique, par exemple);
- 4) Cognitif : incluant les actions qui témoignent d'une attention et d'une réflexion portée aux affaires publiques (suivre les nouvelles, discuter de questions politiques ou publiques avec des proches, s'intéresser de manière générale aux enjeux publics).

Cette définition temporaire de l'engagement, tout comme les classifications proposées par Zukin et al., ont été intégrées au cadre conceptuel transitoire. Elles demeurent cependant ouvertes aux propos et nuances que les jeunes peuvent y apporter. J'estime en ce sens qu'elles permettent d'identifier un ensemble d'éléments à explorer plus en profondeur auprès des

jeunes, en interrogeant la variété de pratiques qu'ils peuvent mener. Puisqu'il demeure toutefois difficile de conceptualiser l'inscription des jeunes dans ces « efforts collectifs », il est utile de préciser un ensemble de notions connexes – de réseaux d'appartenance, de capital social et de société civile – qui sont souvent invoquées quand on suggère le « désengagement des jeunes », avant d'ajouter enfin certaines précisions sur ce qu'implique le recours à des outils dits de « communication ».

2.1.2 De l'engagement au désengagement : définir des notions connexes

Si on définit l'engagement comme recouvrant un sentiment de responsabilité et de réciprocité en vue d'un « agir ensemble » (Shirky 2010 ; Soulet 2004), suggérer le *désengagement* suppose, à l'inverse, le rejet des instances par lesquelles les individus s'identifient à un enjeu social ou choisissent de prendre part aux décisions collectives. À la croisée des notions de responsabilité et de réciprocité se trouvent donc celles des *réseaux d'identification et d'appartenance* des jeunes.

Pour Dubet (2002), le désengagement politique s'explique en partie par l'effritement des conditions du vivre ensemble qui, dans les sociétés modernes, ne sont plus dictées a priori par les institutions (l'école, la famille, le travail). Pour simplifier, on pourrait dire que celles-ci permettraient jadis de transmettre des valeurs, des principes ou des croyances partagées entre les membres d'une collectivité : de prescrire, si on veut, les significations qui donnent sens aux pratiques. D'autres auteurs évoquent de manière similaire une « perte de repères » chez les individus contemporains (Bauman 2001 ; Touraine 2005), ce qui minerait leur capacité à se reconnaître en tant que membres d'une communauté définie a priori et donc, rendrait plus difficile le développement de projets collectifs cohérents.

La thèse développée par Robert Putnam dans son ouvrage *Bowling Alone* (2000) s'appuie justement sur cette impression de « perte de repères » pour expliquer le désengagement des Américains. Analysant la baisse de popularité des associations communautaires, sportives et religieuses aux États-Unis, Putnam conclut que le déclin de ces institutions politiques aurait

mené au déclin du lien social et à l'érosion de ce qu'il appelle la « culture civique américaine » depuis les années 1960. Il attribue ce phénomène à plusieurs facteurs, dont le rythme accéléré de la vie moderne et la popularisation des médias de masse qui auraient contribué, selon lui, à désinscrire les individus des réseaux d'identification que constituaient autrefois les associations communautaires. Amplement critiquée, la thèse de Putnam (2000) suggère que c'est la baisse du *capital social* d'un individu – l'ensemble de ressources puisées dans des relations de proximité (*strong ties*) basées sur la confiance, la reconnaissance entre pairs et les rencontres en « face à face » – qui mène au désengagement. La notion de capital social recouvre ainsi chez Putnam des réseaux denses de pratiques et de valeurs qui incitent les individus à agir « les uns pour les autres ». En l'absence de ces réseaux, il n'y aurait plus d'engagement.

Or, de nombreux penseurs ont remis en question cette supposée diminution du *capital social*. Il y a trente ans, Robert N. Bellah et ses collègues (1984) soulignaient que la soi-disant « individualisation » de la société américaine pouvait être interprétée et vécue différemment par les acteurs. Dans le contexte d'une individualisation de leurs parcours biographique, les individus développent de nouveaux réseaux d'appartenance, de nouveaux modes d'identification par lesquels ils redéfinissent le « vivre ensemble », partagent des valeurs et donnent sens à leur vie quotidienne. Le capital social n'est donc pas uniquement lié à la participation des individus aux associations communautaires, sportives ou religieuses. Plus encore, on pourrait évoquer la « professionnalisation » de certains milieux associatifs, qui biaise la notion de capital social décrite par Putnam, puisque l'inscription des individus dans ces milieux se fait en fonction d'un emploi rémunéré, et ne peuvent donc plus être uniquement perçues comme découlant des notions de confiance, de reconnaissance ou de solidarité (Soulet 2004 ; Sommers 2005). Enfin, soulignons l'émergence de nouveaux réseaux sociaux moins denses, non localisés, basés sur des relations faibles et à distance (*weak ties*, Granovetter 1973) et qui peuvent là encore remplacer le rôle autrefois joué par les groupes communautaires ou associatifs (Wellman 1999).

À cet égard, Jacques Ion (2012) rappelle d'ailleurs que si l'engagement implique le regroupement d'individus autour d'idées ou d'objectifs communs, les transformations du

milieu associatif soulignent l'émergence de réseaux éphémères d'acteurs – investis notamment par des jeunes – qui se rassemblent autour de valeurs et d'intérêts communs. Loin d'être un facteur de désengagement, on voit dans ces « réseaux de connexion faibles » une source de *diversification* et de *multiplication* des formes d'engagement. Une idée qui se rapproche de la thèse défendue par Bruce Bimber et ses collègues (2012 :33) quand ils affirment que la notion de capital social décrite par Putnam ne suffit plus à décrire la multitude de « mondes communs » et de réseaux d'appartenance et d'identification qui favorisent aujourd'hui l'émergence de « styles » participatifs multiples et diversifiés. On peut ici penser aux réseaux transnationaux d'organisations non gouvernementales, altermondialistes, écologistes mais aussi à une panoplie d'interactions – en ligne ou hors ligne – entre des individus qui ne partagent pas toujours des liens de proximité, mais se reconnaissant tout de même comme faisant partie d'une même « société civile » (Norris 2009 ; Earl et Kimport 2011 ; Aunio et Staggenborg 2011).

Cette notion de *société civile* mérite qu'on s'y penche. On estime que ce sont les multiples engagements des individus qui permettent de mesurer la vitalité d'une société civile (Gaudet et Reed 2004 ; Rosanvallon 2006). Puisqu'elle englobe les interactions entre citoyens qui se déroulent en dehors des sphères étatiques et marchandes (Cohen et Arato 1997), la notion fait l'objet de nombreuses réflexions concernant les transformations actuelles de l'engagement, en particulier en ce qui a trait à l'*empowerment* des citoyens et leur volonté accrue de participer aux décisions qui les concernent (Dryzek 2002 ; Bacqué et al. 2005 ; Hamel 2008). Dans sa conception la plus simple, on peut définir la société civile comme un réseau de citoyens autonomes, conscients de leurs droits et responsabilités (Foley et Edwards 1996), qui partagent des intérêts communs et ont des aspirations collectives (Norris 2001 ; Pasek 2006). Elle inclut à la fois des groupes d'intérêts, les médias, les associations professionnelles et scientifiques et les activistes amenés à interagir en réseaux. La notion de société civile revêt de ce fait un aspect « communicationnel ». Ajoutant aux notions des réseaux d'identité et d'appartenance, cette notion souligne l'importance de prêter une attention particulière aux *espaces* où les individus discutent entre eux, formulent des opinions sur les enjeux collectifs. En d'autres termes, si la société civile investit aujourd'hui de nouveaux espaces pour exprimer ses

opinions aux autorités ou pour organiser des luttes qui font contrepoids aux politiques de l'État et au marché (Fraser 2003; Calhoun 2002), cela ne signifie pas qu'elle soit « désengagée ».

De ce fait, considérer l'engagement ou le désengagement suppose de prendre en compte le fait que les acteurs peuvent s'appuyer sur de nouveaux *réseaux d'identification* et *d'appartenance*, mais il s'agit aussi de prendre en compte la transformation des *espaces* dans lesquels les individus choisissent d'agir. Puisqu'on estime qu'un élément sous-jacent de ces transformations est le développement de nouveaux outils d'information et de communication, précisons enfin ce qui distingue ces deux notions importantes liées aux TIC.

2.1.3 Outils d'information, réseaux de communication

Dans le contexte d'une préoccupation accrue pour évaluer les répercussions des TIC sur l'engagement, il est utile d'effectuer une dernière distinction entre les notions d'information et de communication. Si les termes sont généralement liés quand on réfère aux TIC (technologies de l'information et de la communication), notons que la notion d'*information* renvoie à un contenu (un ensemble de données, une séquence de symboles formant un message) ou à une action (le fait d'informer) et implique un processus de « transmission » de données de manière unidirectionnelle d'un émetteur à un récepteur. Les pratiques d'information peuvent donc inclure les publications d'État, les données statistiques, la diffusion par un groupe militant de courriels à ses membres, les listes de distribution ou les bulletins-électroniques. La notion de *communication*, quant à elle, implique une interaction et donc, une possibilité de rétroaction (Ravault 1996). Elle permet de diffuser des informations mais elle se fait surtout dans un rapport d'échange et de réciprocité⁴⁴. La communication est donc, d'abord et avant tout *relationnelle*. Elle peut être bidirectionnelle ou multidirectionnelle (Mosco 2004). On peut penser ici à la simple conversation entre deux personnes, aux discours publics, aux émissions télévisées ou radiophoniques, aux stratégies de relations publiques et bien sûr à la multitude d'échanges que les jeunes – et moins jeunes – effectuent sur les médias sociaux.

⁴⁴ Pour reprendre le slogan accrocheur du spécialiste de marketing Web, Frank Fiore (2003) : « Information is putting your message out there - communication is getting through ».

En ce sens, si l'impact d'une information est rarement évalué, la notion de communication pose quant à elle la question de la *réception* d'un message : comment ce dernier est utilisé, comment il est compris ou détourné par les récepteurs. Depuis les années 1950, de nombreux théoriciens se sont d'ailleurs penchés sur le rôle que jouent les médias de masse et leur *réception* dans la structuration, la diffusion de pratiques et la façon dont les individus perçoivent le contexte politique et social. Considérant que ces médias jouent le rôle d'un « tissu connectif », Elihu Katz et Paul Lazarsfeld (1955) ont analysé leur influence sur la production de leaders d'opinion, leur rôle dans les campagnes présidentielles ou de propagande. Everett Rogers (1962) et Herbert Schiller (1973) ont pour leur part illustré comment ces outils favorisent la diffusion de pratiques, d'idées ou de styles de vie à l'échelle locale et globale. Enfin, des théoriciens se sont aussi intéressés depuis les années 1970 aux propriétés techniques des TIC (la télévision câblée, le satellite et les débuts de la téléphonie mobile) pour évaluer leurs effets sur les comportements collectifs (pour un historique, voir Breton 2000 ou Mattelart 2005).

Dès lors, si le développement d'Internet, dans sa version 1.0, suppose une accélération et une facilitation des transferts d'*information*, les théories de la communication rappellent qu'une information ne garantit pas la qualité de sa réception, ni la manière dont elle sera interprétée par les récepteurs (Hall 1984 ; Ravault 1996). Considérer les TIC ou les médias sociaux comme des outils de *communication* implique alors d'observer plus que ce qu'un média peut produire ou diffuser comme message auprès des jeunes : il s'agit d'analyser un processus de *relations* qui ne saurait se réduire à la seule technologie employée. Puisqu'un individu peut accéder à ces outils médiatiques de plusieurs façons et dans de multiples contextes, il faut concevoir le recours aux TIC comme participant d'un *rapport dialogique* entre des pratiques diffusées en ligne depuis le terrain ou des pratiques effectuées sur le terrain qui peuvent être initiées en ligne (Juris et Pleyers 2009; Juris 2012; Gerbaudo 2012; Costanza-Chock 2012).

À l'effacement des frontières entre engagement politique/social et entre réseaux d'appartenance forts/faibles s'ajoute celui de pratiques en ligne/hors ligne ou de mondes réels/virtuels. De ces définitions connexes, je retiens donc que pour comprendre les transformations de l'engagement à l'ère du Web, il faut aussi concevoir les pratiques des

acteurs comme s'inscrivant dans des échanges relationnels, qui s'effectuent dans un *contexte médiatique complexe* (Bimber et al. 2012) et surtout, que ces échanges résultent d'une *sociabilité*.

En somme, la façon de définir l'engagement peut donner lieu à des interprétations variables, influencées par la façon dont les individus perçoivent le contexte social, politique et médiatique, tout comme la manière dont se traduisent les notions de *confiance*, de *réciprocité*, d'*identité*, d'*appartenance*. Les notions précisées ici permettent d'identifier un ensemble de facteurs et de relations à explorer plus en profondeur auprès des jeunes, pour mieux cerner ce qu'ils définissent *eux-mêmes* comme des pratiques d'engagement. Or, les transformations de l'engagement ne posent pas uniquement un problème de définition. Encore faut-il pouvoir situer la réflexion au cœur des débats théoriques concernant l'émergence d'une nouvelle *culture* de l'engagement, en interrogeant les outils conceptuels qui peuvent aider à analyser ces transformations. Je fais donc appel à trois courants sociologiques qui viennent éclairer les principaux enjeux de cette réflexion.

2.2 Transformations de l'engagement : trois angles d'observation

Le prochain media – quel qu'il soit – sera peut-être le prolongement de la conscience.
Marshall McLuhan, 1964

S'il faut repenser l'engagement, il faut également réexaminer la façon d'observer et d'étudier les pratiques des acteurs. À cet égard, les théories classiques peuvent certainement aider à comprendre les transformations à l'œuvre. Toutefois, les publications récentes invitent aussi à revoir les angles d'approche par lesquels on peut cerner l'émergence de nouvelles formes de participation sociale et politique. Dans les années 1960, devant l'intérêt grandissant des études de la réception des médias, Marshall McLuhan (1964) propose justement de changer l'angle d'observation par lequel on tentait jusqu'alors d'en comprendre l'incidence. Il suggère que la véritable clé du changement ne se trouve pas dans le message transmis d'un émetteur à un récepteur, mais que ce sont les propriétés techniques du médium qui produisent de nouvelles façons d'interagir et de percevoir le monde. Si cette proposition place McLuhan au rang de

pionnier des théories de la communication, la principale critique de sa thèse porte sur la trop grande importance qu'il accorde à l'outil (le médium) pour penser une relation somme toute laborieuse entre l'adoption de nouvelles technologies et les transformations sociales, politiques et culturelles à l'œuvre (Mattelart 2005).

Aujourd'hui, face à la multiplication des technologies médiatiques, le défi des chercheurs est de penser des concepts analytiques qui, sans nier l'aspect matériel des TIC, permettent d'appréhender le poids des interactions sociales dans leur adoption et usages. C'est ce que mentionne Saskia Sassen: « Understanding the place of these new technologies from a sociological perspective requires [...] recognizing the embeddedness and the variable outcomes of these technologies for different social orders » (2002 : 365). À cette fin, les études d'usage des médias sociaux (qui utilise quel outil, à quelle fin, à quelle fréquence, pour produire quel type d'action) demeurent limitées pour rendre compte de l'imbrication des TIC dans un contexte plus large de revendications sociales et politiques. De la même manière, bien qu'une grande part des réflexions portant sur les transformations actuelles de l'engagement se situe dans une analyse des mouvements sociaux et de l'action collective, les multiples façons dont les acteurs peuvent agir dans l'espace public suggèrent d'introduire d'autres dimensions à l'analyse, de façon à cerner les conditions *structurelles* et *subjectives* de l'action.

Dans cette deuxième partie du chapitre, je fais donc appel à trois sociologies complémentaires, qui éclairent chacune une dimension importante des transformations actuelles de l'engagement: 1) au niveau macro, la sociologie des transformations sociales souligne l'émergence d'*espaces publics en réseaux*; 2) au niveau méso, la sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective éclaire la façon dont les acteurs recourent aux TIC pour s'organiser et diffuser de nouveaux répertoires d'action; 3) au niveau micro, la sociologie de l'expérience rappelle l'importance des pratiques individuelles et des interprétations subjectives. Bien sûr, chacun de ces courants comporte son lot d'ambivalences, de nuances et de questionnements. Il ne s'agit donc pas de présenter ces trois domaines de la sociologie de manière exhaustive, ni de choisir une seule théorie parmi ces approches ou au contraire, d'en faire la synthèse. Mon intention est plutôt de tenir compte des efforts théoriques effectués par

ces trois courants sociologiques pour y puiser les outils réflexifs et conceptuels qui serviront à mettre en place les éléments nécessaires pour cerner la question du sens.

2.2.1 Sociologie des *transformations* sociales : des espaces publics en réseaux

Dans les multiples définitions données à l'engagement, la volonté de participer au « changement social » est présentée comme centrale. On réfère alors à la manière dont les individus choisissent d'agir pour modifier des structures sociales, des institutions, des normes culturelles. À cet effet, une grande part des recherches portant sur les répercussions sociales et politiques des TIC s'intéresse justement à la *transformation des espaces* au sein desquels les individus contribuent à définir et à modifier ces normes et structures.

Au niveau macrosociologique, la sociologie des transformations sociales permet ainsi de comprendre, tout d'abord, la relation à établir entre les déterminismes structurels, les mutations que connaissent les sociétés à une époque donnée et comment celles-ci altèrent les structures sociales de façon durable. Face aux transformations qui interpellent les chercheurs – le déclin de l'industrie, l'évolution de l'idée d'État Nation, l'émergence de nouvelles technologies – cette sociologie essaie de circonscrire les changements observés de manière à les rendre repérables dans le temps et à en cerner les principales caractéristiques (Sztompka 1994). Le changement social étant toutefois un phénomène constant et omniprésent, il s'agit d'identifier un ensemble d'éléments qui affectent les attitudes et comportements individuels ou influencent les normes et les valeurs collectives et qui impliquent, dès lors, un changement important dans les sociétés (Giddens 1999 ; Beck 2000). On peut penser aux déterminants structurels – changement de population, délocalisations dues aux guerres, variations démographiques – ou aux processus par lesquels les individus agissent sur ces structures – les rapports de pouvoir, les débats publics, les mouvements sociaux. Alors que les progrès dans le domaine des TIC sont perçus comme un élément déterminant des transformations actuelles, des sociologues se sont penchés sur la façon dont ces outils s'inscrivent au sein de nouveaux espaces et jeux de pouvoir, à la croisée des instances de la démocratie représentative, du marché et de la société civile (Urry 2000 ; Sassen 2002 ; Beck 2006).

À l'instar de McLuhan, certains sociologues ont toutefois eu tendance à se concentrer d'abord sur les outils pour en évaluer ensuite les répercussions. Or, les recherches plus récentes soulignent plutôt la façon dont les acteurs *choisissent* de recourir aux TIC pour agir dans l'espace public. Une approche qui rappelle la notion de « dualité structurelle » ou d'*agency* élaborée par Anthony Giddens (1984), puisqu'elle met en exergue le poids des structures organisationnelles tout comme la capacité réflexive des acteurs qui les mène à privilégier certaines actions – et outils – pour actualiser leurs croyances, valeurs et positions.

En ce sens, si les théories de la communication n'ont pas toujours été associées à l'analyse de l'espace public, elles deviennent ici utiles pour penser les rapports de force et les processus d'influence qui se déploient dans l'espace public. Selon Manuel Castells, un des principaux penseurs de la Société de l'information (2011, 2006, 2007, 2009, 2012), la principale caractéristique des transformations actuelles se situe justement dans un déplacement des espaces de pouvoirs vers les sphères médiatiques. Dans son ouvrage *Communication Power* (2009), il souligne que les pratiques de communication ont toujours été associées, selon lui, au changement social, puisque l'imposition du pouvoir et l'organisation de contre-pouvoirs visent à agir sur la façon dont les individus pensent et perçoivent le monde. Qu'il s'agisse d'influencer les décisions politiques des représentants gouvernementaux, d'orienter l'opinion publique ou de faire connaître de nouvelles idées, les actions visant un changement social se résument, pour Castells, à des tactiques de communication et de persuasion dont l'objectif est la production et la transformation de significations.

Il se rapproche en ce sens des penseurs d'une théorie sociologique de la communication, qui réconcilient l'observation de l'espace public avec celle des pratiques d'interaction (McCormick 2006 ; Norris et Ingelhart 2009). Un des outils réflexifs les plus souvent évoqués est alors sans contredit la *théorie de l'agir communicationnel* d'Habermas (1984). Dans son observation du passage des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes, Habermas développe la notion de *raison communicationnelle* pour expliquer les comportements des élites bourgeoises du XVIII^e siècle dans les cafés de Vienne et de Londres, dont les conditions matérielles et intellectuelles favorisent la participation à des discussions ouvertes « semi-privées » d'ordre politique, qui étaient ensuite relayées par les journaux pour devenir

publiques. Pour Habermas, ce processus de rationalisation des échanges demeure inachevé. Toutefois, la principale contribution qu'on peut retenir de cette théorie est de proposer un paradigme « dialectique » et « intersubjectif » pour penser la participation des individus à l'espace public.

Habermas suggère en effet que c'est dans le lieu de médiation entre l'espace public et l'espace privé que se créent des « communautés discursives » (Dahlgren 2005) : des espaces où les citoyens peuvent, par des modalités de délibération et d'argumentation équitables, élaborer des décisions démocratiques et influencer l'opinion publique (Habermas 2003). Dans les recherches portant sur l'utilisation des TIC pour favoriser l'*empowerment* des citoyens ou leur participation élargie à l'espace public il n'est donc pas surprenant que cette théorie soit si amplement reprise (Sunstein 2001 ; Youniss 2002 ; Pasek 2006 ; Dahlberg 2007). Souvent critiquée en raison de son côté idéaliste et hautement élitiste (Calhoun 1992, 2002; Dryzek, 2005) – et parce qu'elle laisse de côté les relations identitaires et conflictuelles qui ne sauraient être que « rationnelles » (Fraser 1992 ; Mouffe 2009) – Habermas a récemment revisité sa définition de l'espace public qu'il décrit désormais comme un réseau d'*espaces de communication* où sont partagés des informations et des points de vue intersubjectifs (Habermas 1996, 2003).

Puisque des idées ayant une origine ancrée dans l'expertise ou les convictions d'un petit groupe peuvent être rendues publiques à la suite d'un ensemble de délibérations et de diffusions médiatiques (Dahlgren 2005 ; Cardon 2010), c'est donc que plus les outils médiatiques sont libres, transparents et multiples, plus ils peuvent servir à orienter les opinions et valeurs d'un public (Habermas 1984, 2003)⁴⁵. À l'ère des réseaux d'interactions multiples et hétéroclites (Dryzek 2002 ; Olesen 2005) on en déduit que les TIC devraient permettre d'approfondir ou du moins élargir l'espace public.

⁴⁵ Si Habermas s'est intéressé au développement de la presse écrite pour favoriser la constitution d'un public rationnel et informé, il est curieux de constater qu'il a aussi craint que les médias de masse ne produisent à l'inverse un public irrationnel et sans discernement critique (Habermas 1991); une position qu'il a depuis révisée (Habermas 2006).

Mais quel rapprochement peut-on faire entre ces concepts théoriques et la façon dont les jeunes interagissent au sein d'espaces de communication multiples ? Comment arrivent-ils à se faire entendre dans cet « espace intersubjectif » ? Et comment expliquer la diffusion virale de vidéos, images et messages dans le cadre de contestations ou de mouvements politiques ?

À cet égard, il faut noter que l'espace médiatique est lui-même en transformation. Aux médias de masse traditionnels s'ajoutent aujourd'hui des médias spécialisés, destinés à des niches d'intérêts ciblées et des canaux journalistiques qui affichent ouvertement leurs orientations politiques (CNN, Fox News ou MSNBC). On assiste à l'affichage d'expériences personnelles captées grâce aux caméras numériques et aux téléphones intelligents et qui peuvent être diffusées à large échelle – ce que Castells (2007) appelle l'auto-communication de masse (*mass self-communication*) ou que Negroponte (1996) surnomme le *Daily Me*. L'omniprésence des médias de communication s'étend à des domaines élargis de la vie quotidienne et leurs schémas d'appropriation sont en constante transformation. Pour Dahlgren (2005), ces espaces ne constituent donc pas un élargissement de la sphère publique mais une *multiplication* des espaces publics. Manuel Castells va même plus loin, il suggère qu'à l'ère des sociétés en réseaux, la communication ne sert plus à « agir » dans la sphère publique, elle *est* la sphère publique (Castells 2007, 2009).

Ces réflexions théoriques soulèvent des questions importantes. Si les transformations de l'espace public supposent le développement de langages et de registres d'action permettant aux individus d'y prendre part (Hamel et Jouve 2006 ; Hamel 2008), comment se traduisent ces langages à l'ère des médias sociaux ? Comment les individus arrivent-ils à valider la pertinence des informations transmises, si leurs sources sont multiples ? Comment concevoir la participation de contre-publics (Young 2001) sur les médias sociaux ? Enfin, si comme le suggère Castells (2009), le pouvoir repose désormais au niveau du contrôle des « nœuds d'information », encore faut-il que les groupes ou les individus qui contestent le pouvoir soient en mesure d'agir sur ces nœuds. Comment les jeunes perçoivent-ils leur capacité à agir sur ces « nœuds d'information » ? Demeurent-ils l'apanage de groupes sociaux privilégiés, voire professionnalisés ?

Pour résoudre certaines de ces interrogations, deux notions sont ici intéressantes. Tout d'abord, Manuel Castells (2009) suggère que dans les sociétés en réseaux les échanges entre individus ne s'organisent plus en « espaces de lieux » (*spaces of places*) mais en « espaces de flux » (*spaces of flows*). Les structures « rigides » de l'économie et de la politique donnent ainsi lieu, selon lui, à des espaces flexibles où les individus voient leur autonomie et leur possibilité d'engagement s'accroître (Castells 2009, 2012). En augmentant le volume d'information, la rapidité et le métissage des modes d'interaction (un à un, un à plusieurs, plusieurs à plusieurs), ces espaces brouillent la distinction entre experts et amateurs, producteurs et consommateurs, vie publique et vie privée (Dahlgren 2005). Les interactions issues de ces *espaces fluides en réseaux* dépassent donc les seules délibérations « en public » et se juxtaposent à des pratiques de consommation, de divertissement, des conversations ordinaires. Ce que cette définition conceptuelle suggère, c'est qu'il ne s'agit plus uniquement d'observer l'inscription d'un individu au sein d'un espace public, mais qu'il faut s'intéresser aux rapports que des individus entretiennent au sein d'espaces « fluides » et « connectés en réseaux » pour produire ou orienter le changement social.

Ensuite, puisque ces espaces peuvent s'appuyer sur des outils qui supposent une architecture et des caractéristiques techniques particulières, la notion de « publics en réseaux » (*networked publics*) développée par des chercheurs du Centre Annenberg de recherches en communication de l'Université de la Caroline du Sud⁴⁶ (Varnelis et al. 2008) est ici utile pour esquisser les contours de ces *espaces fluides*. S'inspirant des travaux de ces chercheurs, Danah Boyd (2008) définit ainsi les publics en réseaux comme : 1) le lieux, l'espace construit par le simple fait d'utiliser la technologie en réseaux et 2) la communauté « imaginée » résultant de l'interaction entre les individus, les technologies et les pratiques « en ligne » (Boyd 2008 :15). Ce qui distingue alors les « publics en réseaux » des audiences traditionnelles⁴⁷, c'est la façon dont l'information circule, mais aussi comment les individus interagissent à la fois *entre eux*,

⁴⁶ Dirigés par Mizuko Ito, les échanges entre les membres du groupes de recherche se sont effectuées sur le mode de « publics en réseaux » et sont affichés publiquement sur le site: <http://www.networkedpublics.org>.

⁴⁷ Si la notion de public renvoie, en sciences de la communication, à une collectivité qui existe parce que les individus qui la composent sont confrontés à une même expérience médiatique ou au même partage d'opinions ou d'idées (Turkle 1996), la notion d'audience comprend plus simplement l'ensemble d'individus étant ciblés ou accédant à un même message ou contenu (Balle 1984).

et avec des flux constants d'information. Boyd (2008) distingue par ailleurs quatre caractéristiques essentielles des TIC qu'il faut prendre en compte pour cerner la particularité de ces publics en réseaux :

- 1) la persistance : les informations diffusées en ligne sont automatiquement enregistrées et archivées ;
- 2) la répliquabilité : les informations diffusées en ligne peuvent être copiées et retransmises ultérieurement ou dans un autre réseau ;
- 3) la recherchabilité (*searchability*) : le fait de pouvoir rechercher des informations spécifiques sur ces réseaux ;
- 4) la scalabilité (*scalability*) : l'échelle de visibilité d'une information diffusée sur ces réseaux n'est pas garantie et peut varier au point de devenir virale.

Il n'est pas utile d'approfondir ici ce qu'impliquent ces différentes caractéristiques pour comprendre la redéfinition de l'espace public. Là n'est pas l'objet de la recherche. Toutefois, puisqu'il s'agit de penser comment les jeunes s'inscrivent aujourd'hui dans l'espace public, je retiens de ces discussions théoriques que si l'architecture et les propriétés technologiques des TIC ne déterminent pas à elles seules les pratiques sociales, la circulation accrue d'informations, d'idées et d'images de manière libre et à distance offrent aux jeunes de nouveaux champs de possibles (Urry 2000), de nouvelles façons de concevoir l'espace public et les manières d'y prendre part. La technologie, comme élément matériel d'une nouvelle « culture » de la participation sociale et politique, devient donc un élément fondamental des transformations sociales contemporaines.

2.2.2 Sociologie des mouvements sociaux : nouvelles logiques et répertoires d'action

Au cours des dernières années, une part importante (et possiblement celle qui a été la plus fertile) de la recherche sur les nouvelles formes d'engagement à l'ère du Web s'inscrit toutefois dans une *sociologie de l'action collective et des mouvements sociaux*. Si les TIC permettent aux individus d'intervenir dans l'espace public de multiples façons (en mobilisant des mécanismes d'interprétation multiples dans des conversations en ligne ou sur des espaces fluides), les pratiques associées aux « révolutions 2.0 » supposent après tout l'émergence de nouveaux *modes d'organisation des acteurs* : l'occupation de lieux publics, des pratiques de

cyberactivisme, des actions de piratage informatique à la *Anonymous*. Par ailleurs, bien que les outils du Web 2.0 permettent à une action d'être initiée par un seul individu, les changements sociaux, eux, ne peuvent s'obtenir seuls. La sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective permet en ce sens d'éclairer, au niveau *méso-sociologique*, la façon dont les individus *coordonnent leurs actions* pour agir sur des décisions collectives et des enjeux sociaux à l'échelle locale, nationale ou globale (Sparks 2001 ; Dahlgren 2005).

Comme le suggère Melucci, l'analyse des mouvements sociaux vient offrir un aperçu de la façon dont les individus s'évertuent à produire ou à orienter le changement social : « They announce the commencement of change [...] they force the power out into the open air and give it a shape and face » (1996 :1). Un mouvement social est donc avant tout un construit théorique (Maheu 2005). Il met en lumière des formes d'action plus ou moins organisées, grâce auxquelles les individus choisissent d'occuper ou de s'exprimer dans l'espace public, en fonction d'événements précis, de relations développées au sein d'espaces d'opportunités et de contraintes (Melucci 1996). L'analyse des mouvements sociaux suppose donc de prêter une attention particulière aux relations qui se développent entre les acteurs mais aussi aux *connaissances* et aux *significations* qu'ils mobilisent, produisent et décodent (Hamel 2012). La question du sens devient alors centrale dans l'étude des mouvements sociaux et de l'action collective.

Or, puisque les formes d'expression et de mobilisation des acteurs sont appelées à se renouveler constamment, cela soulève des tensions et des ambivalences dans les approches théoriques proposées (Hamel 2012, 2013). Certaines perspectives interrogent la capacité des mouvements à orienter l'historicité (Touraine 1995) ; d'autres orientent l'analyse vers les rapports de domination ; ou s'intéressent à la façon dont les militants identifient des intérêts communs ou construisent des identités collectives. Parmi les théories classiques, certaines se sont aussi intéressées au rôle que peuvent jouer les outils médiatiques dans le cadre de mobilisations. On peut noter les théories de la *mobilisation des ressources*, des *structures d'opportunités politiques* et la théorie des cadrages ou du «*framing* » (en particulier en ce qui concerne l'étude des *nouveaux mouvements sociaux*).

D'importances controverses persistent au sein de ces approches théoriques et il ne s'agit pas ici d'en proposer ici une synthèse. Toutefois, puisque l'émergence d'une nouvelle *culture* de l'engagement interpelle grandement les chercheurs de la mobilisation sociale et de l'action collective, il est utile de dégager les outils conceptuels qui permettent d'éclairer les enjeux théoriques relatifs à la transformation des modes et des formes de l'action.

La *théorie de la mobilisation des ressources* (McCarthy et Zald 1973 ; Tilly 1978) définit ainsi l'action collective comme un ensemble d'opinions et de croyances partagées par un groupe d'individus, qui s'organisent de manière rationnelle pour changer les structures sociales. Empruntant à une vision économique et stratégique de la réalité sociale, elle permet d'éclairer les *ressources* (en capital social, en temps ou en argent) dont disposent les « membres actifs » ou les « sympathisants » d'un mouvement pour mener à bien leurs projets. On observe alors comment une organisation mobilise ces ressources pour faire connaître une cause, identifier une cible, se regrouper avec d'autres organisations aux objectifs similaires (Tilly 1995 ; Sassen 2002). On souligne l'importance des *réseaux d'interaction* pour diffuser une lecture collective des « règles du jeu » et proposer des stratégies d'action reprises par d'autres acteurs (McAdam 1988 ; McAdam, McCarthy et Zald 1996 ; Tarrow 1998). En résumé, la théorie se concentre donc surtout sur les *structures organisationnelles formelles* d'un mouvement.

Si les recherches inscrites dans cette perspective se sont intéressées, dès les années 1960, à cerner le rôle des médias de masse dans la mise sur pied de mobilisations sociales, elles ont été reprises et amplifiées dès la fin des années 1990 par des recherches en communication et en sciences politiques, alors qu'Internet devenait un outil phare des mobilisations altermondialistes. Plusieurs enquêtes s'y sont notamment appuyées pour analyser la façon dont le Web « 1.0 » permettait aux organisations formelles de recruter de nouveaux acteurs plus rapidement, de faciliter leur mise en réseau et coordination, d'identifier et de diffuser largement leurs objectifs, cibles et répertoires d'action (Ayers 1999 ; McCaughey et Ayers 2003). Aujourd'hui, une grande part des enquêtes produites au sujet des pratiques de « cyberactivisme » s'appuient toujours sur ces théories (bien qu'elles ne s'y limitent pas) pour considérer en quoi le Web 2.0 et les médias sociaux sont des *ressources* additionnelles pour les organisations. Les travaux empiriques s'intéressent à la façon dont ces technologies

permettent d'afficher et de rendre publiques les propositions d'un groupe, de diffuser l'information nécessaire au recrutement (Norris 2010). On observe la façon dont le Web 2.0 permet de coordonner l'action entre organisations transnationales (Evans 2010 ; Aunio and Staggenborg 2011; McCurdy 2012) ou d'orchestrer des actions à distance, réduisant les coûts nécessaires à leur mise sur pied (Howard 2004).

La théorie des *structures d'opportunités politiques* (McAdam 1989 ; Tarrow 2000, 2005; Gamson et Meyer 1996) ajoute quant à elle un éclairage sur les *conjonctures spécifiques* (culturelle, économiques, politique) de l'action, qui expliquent que des « opportunités » favorisent ou non la mise en place d'un mouvement. Si cette approche a été critiquée pour l'importance trop grande qu'elle accorde aux aspects *structurels* des mobilisations, certains penseurs ont plus récemment amendé le concept d'opportunité politique (Gamson et Meyer 1996 ; McAdam, McCarthy et Zald 1996) pour rendre compte du fait que ces conditions structurelles, aussi objectives soient-elles, supposent tout d'abord leur prise en compte par les acteurs. En d'autres termes, pour qu'une situation soit considérée comme une « opportunité » politique, il faut que les individus perçoivent cette situation comme injuste ou devant être changée ; il faut que les acteurs identifient un enjeu ou un contexte donné comme justifiant le « bon moment d'agir » (McAdam, McCarthy et Zald 1996). Cette perspective suggère de s'intéresser simultanément à *l'environnement politique* dans lequel émerge l'action, tout comme aux *perceptions* et aux *luttres de sens* qui permettent aux acteurs d'identifier une cause, de coordonner des efforts stratégiques pour mettre en lumière des enjeux, rendre visible l'ampleur d'une organisation, donner à voir les « conflits cachés » et ainsi créer ou appuyer le *momentum* nécessaire à la mobilisation (Tarrow 1998).

Dans cette perspective, la théorie des structures d'opportunités politiques a permis de mettre en lumière la façon dont les médias culturels (cinéma, théâtre, séries télévisées, vidéoclips) ont pu favoriser une certaine visibilité des revendications féministes, des droits civiques des noirs ou des gais et lesbiennes, par la mise en lumière de ces enjeux et leur imprégnation dans la

culture populaire (Epstein 1991 ; Staggenborg 1995)⁴⁸. En ce qui concerne les TIC, plusieurs recherches s'intéressent aujourd'hui à la façon dont le Web permet d'attirer l'opinion publique, de donner à de petits groupes une plus grande résonance médiatique, de fomenter la grogne (Sassen 2002 ; Dahlgren 2005). On souligne la façon dont les acteurs emploient ces outils pour contourner le monopole des médias de masse (Tarrow 2005 ; Bennett 2003 ; McCaughey et Ayers 2003 ; Castells 2007). Les recherches portant sur le rôle des médias sociaux dans le cadre du « printemps arabe » ou du mouvement *Occupy* rappellent également comment les médias sociaux ont été employés pour mettre en lumière des enjeux « non médiatisés » (Dahkli 2011; Tufekci and Wilson 2011), pour identifier le besoin d'agir (« We are all Khaled Saïd », Olesen 2013) et le « bon moment » de le faire (Shirky 2010 ; Ghonim 2012).

Ces perspectives théoriques se montrent utiles pour éclairer la façon dont les organisations recourent aujourd'hui aux TIC, en fonction de différents objectifs et pour promouvoir et coordonner différentes stratégies d'action (McCaughey et Ayers 2003 ; Earl et Kimport 2011). Elles soulèvent de ce fait des hypothèses pertinentes et intéressantes en ce qui a trait au *qui* et au *comment* des nouvelles formes d'engagement. Or, le rôle qu'elles attribuent aux outils médiatiques demeure, somme toute, réductionniste et utilitaire. En effet, au-delà du recours instrumental aux TIC par des groupes organisés, ces approches ne permettent pas de comprendre les *raisons* pour lesquelles les acteurs les utilisent ni *comment* ils s'en servent pour identifier, comparer ou évaluer les multiples formes ou opportunités d'action qui s'offrent à eux. Qu'est-ce qui explique que certains enjeux jouissent d'une diffusion virale sur le Web ? Quel rôle attribuer aux individus situés à l'extérieur des organisations formelles et qui, avec des ressources limitées, affichent en ligne des informations qui arrivent à susciter l'action⁴⁹ ?

⁴⁸ L'organisation d'actions contestataires (contre la guerre au Viet-Nam dans les années 1960, par exemple) précède parfois leur reprise par les médias (Castells 2007). Ce ne sont donc pas les médias qui créent l'opportunité politique bien qu'ils en favorisent la visibilité.

⁴⁹ À titre d'exemple, on peut évoquer le cas de la page *Facebook* créée par un « citoyen ordinaire », en septembre 2011, pour mettre en lumière le silence des médias au sujet de la mise à mort de Troy Davis (un prisonnier accusé d'avoir tué un policier en 1989, une culpabilité qu'il conteste jusqu'au bout). C'est la diffusion virale de cette page *Facebook* qui réussit ultimement à attirer l'attention des journalistes, et qui vient gonfler les rangs des

Pour cerner l'enjeu des pratiques qui dépassent les organisations formelles, les théories des *nouveaux mouvements sociaux* viennent éclairer les dimensions *subjectives*, les « codes de sens » et les « cadres symboliques » qui participent aussi à orienter l'action (Eyerman and Jamieson 1991; Klandermans 1992 ; Melucci, 1996). En analysant les dimensions *cognitives*, *culturelles* et *identitaires* de l'action collective (Melucci 1996; della Porta et Diani 2006; Diani 2011), les tenants de cette approche se sont intéressés à un ensemble de mouvements développés depuis les années 1960 et 1970, et qui ne visent plus uniquement à agir sur des rapports de pouvoir ou des institutions, mais tentent de produire des changements à long terme, en agissant sur le plan des valeurs, des modes de vie, des connaissances (Eyerman et Jamieson 1991). On peut penser au mouvement antinucléaire, au mouvement pro-paix, à la solidarité étudiante et aux mouvements féministes des années 1960 et 1970, mais aussi au mouvement *queer*, contre-culturels, punks, végétaliens ou altermondialistes des années 1980 et 1990. Ces mouvements mettent l'accent sur des actions directes, investies dans la vie quotidienne, où c'est la création et la promotion de *répertoires symboliques* qui permettent aux individus de donner un sens à leurs actions (Eyerman et Jamieson 1991), mais aussi de s'attaquer aux représentations et aux normes ancrées dans des pratiques sociales et des institutions (Melucci 1996 ; Martuccelli 2002). Dans cette perspective, les outils médiatiques sont pensés comme servant avant tout à diffuser des langages, identités et styles de vie propres au mouvement.

La notion de *cadrage* permet alors d'expliquer les *processus* par lesquels se diffusent ces « codes de sens ». S'inspirant de l'interactionnisme symbolique, le concept des *cadres de l'expérience* (*frame analysis* : Snow et Benford 1988, 1992) ou des *cadres cognitifs* (Eyerman et Jamieson 1991) recoupe un ensemble de schémas interprétatifs par lesquels on estime qu'une organisation diffuse les symboles et les significations nécessaires à la mobilisation. Ces cadres peuvent être jumelés, amplifiés ou transformés en fonction des ouvertures et

manifestants contre la peine de mort. Un autre exemple est celui de l'écrivaine britannique Linda Grant, qui diffuse sur *Twitter* le 8 mars 2012, les « mille raisons » pour lesquelles elle estime la cause féministe d'actualité. En quelques heures, des femmes du monde entier y ajoutent leurs commentaires, décrivant les pratiques et gestes sexistes qu'elles subissent au quotidien. Les *tweets* sont à ce point nombreux que la *British Library* suggère d'archiver le contenu du fil *Twitter* comme un document historique qui illustre le « mouvement féministe ». Voir la page <http://athousandreasons.com> (visitée en date du 6 juin 2012).

opportunités *médiatiques* (Benford et Snow 2000). On observe comment des actions spectaculaires sont produites pour rendre un conflit visible dans les médias ou s'opposer aux débats officiels par l'entremise de contre-publics (Melucci 1996 ; McCurdy 2012). On s'intéresse à la façon dont les acteurs recourent aux TIC dans le cadre de leur *stratégie de communication*. La notion de *cadrage* sert alors à analyser la façon dont ces outils permettent d'identifier un leader ou de diffuser de nouveaux répertoires d'action (Granjon 2001 ; Meyer 2004). De façon similaire, on s'intéresse à la façon dont le Web est employé pour diffuser des codes de sens de manière horizontale, en favorisant l'expression subjective d'une hétérogénéité d'acteurs (McCaughey et Ayers 2003 ; Mossberger et al. 2008 ; Juris et Pleyers 2009).

La théorie des nouveaux mouvements sociaux permet certes de dépasser les seules dimensions structurantes ou organisationnelles de l'action, en accordant une plus grande importance aux *dimensions symboliques* et *subjectives* de l'action. Or, le rôle accordé aux TIC par cette approche tout comme par les théories des « cadrages » (*framing*) demeure encore une fois trop utilitaire. En effet, si elles permettent d'en apprendre plus sur les modes d'interaction et les codes de sens échangés dans le cadre d'une mobilisation, les recherches ne se concentrent encore ici que sur la façon dont des *groupes militants* diffusent des « codes de sens » pour recruter des membres, rendre visible un enjeu (Maheu 2005) ou créer une visibilité transnationale (Keck et Sikkink 1998). On arrive alors difficilement à dépasser les *stratégies de communication* des organisations. Et on laisse de côté toutes les capacités *réflexives* des acteurs, les émotions (Goodwin et Jasper 2004) et les *expériences personnelles* qui jouent aussi sur la façon dont ils perçoivent une situation et leur capacité d'agir dans un contexte.

Comment rendre compte de la diversité des identités et des expériences qui jouent sur le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques ? Pour reprendre la distinction effectuée plus tôt entre « information » et « communication », si ces outils réflexifs permettent d'éclairer la façon dont sont *diffusés* des messages et des informations, ils ne permettent pas de cerner l'aspect *relationnel* des processus de *communication* à l'œuvre.

Or, dans le contexte actuel du Web 2.0, c'est une panoplie de nouvelles approches théoriques et méthodologiques qui se sont développées pour analyser l'émergence de nouvelles pratiques d'action et de mobilisation. Alors que les médias sociaux sont employés à l'intérieur comme à l'extérieur des espaces d'occupation ou des organisations formelles, la diffusion de cadres s'ajoute à une multitude d'échanges sur des réseaux virtuels et en face-à-face, qui peuvent transmettre et diffuser à leur tour de nouvelles interprétations et significations (Thörn 2007 ; Proulx et Goldenberg 2011). Plus encore, si les approches classiques (et leur réinterprétation), permettent d'éclairer des dimensions importantes des mobilisations contemporaines, des recherches récentes soulignent aussi l'importance de mieux comprendre l'émergence d'une nouvelle *culture* de la participation sociale et politique, et suggèrent en ce sens de dépasser les clivages habituels entre les théories classiques pour rendre compte de ces nouveaux modes d'action fluides, spontanés, dénués de centre, qui brouillent les frontières entre actions en ligne ou hors ligne, médias de masse ou médias sociaux ; membres d'un mouvement ou sympathisants (Cammaerts 2005, 2011 ; Earl et Kimport 2001 ; Bimber et al. 2012). Pour les tenants de cette approche, il s'agit de faire avancer la réflexion en observant d'abord ce qui se transforme sur le terrain pour identifier ensuite ce qui doit être ajouté, revu ou changé dans les théories classiques pour penser ces nouvelles pratiques (Juris et Pleyers 2009 ; Juris 2012 ; Pleyers 2012 ; Costanza-Chock 2012 ; Gerbaudo 2012).

C'est en quelque sorte *l'angle d'observation* qui est ainsi amené à changer, en particulier en ce concerne le rôle attribué aux acteurs « autonomes ». En effet, depuis l'ouvrage phare de Mancur Olson (1971[1965]), la sociologie des mouvements sociaux a eu tendance à placer les *organisations* au cœur de ses réflexions, celles-ci étant perçues comme « incarnant » l'ensemble d'acteurs qui agissent collectivement pour produire et diffuser des stratégies, des tactiques, des répertoires d'action (Gamson 1992 ; Snow et Benford 1992). Un des principaux dilemmes auquel ces théories font face est alors celui du « *free-rider* » (le « passager clandestin ») : l'individu qui ne participe pas ou n'est pas membre d'une organisation formelle mais espère profiter des bénéfiques produits par la mobilisation. Or, à l'ère des médias sociaux,

les possibilités accrues de collaboration entre acteurs autonomes et « non-organisées⁵⁰ » (Shirky 2008, 2010) fait dire à plusieurs que non seulement la notion de *free-rider* ne s'applique plus (Bimber et al. 2012) – puisqu'un individu peut désormais encourager l'action ou l'alimenter sans être membre d'une organisation – mais que les TIC permettent ni plus ni moins aux acteurs de se passer des organisations formelles (Cammaerts 2011 ; Earl et Kimport 2011 ; Bimber et al. 2012) !

C'est là une transformation importante. Dans ce contexte, le recours aux médias sociaux ne suppose donc pas une simple « amplification » des modes de diffusion des cadres d'un mouvement. Il suggère un remodelage, une *reconceptualisation* des interactions entre acteurs, sympathisants, observateurs et *free-riders* (McCaughey et Ayers, 2003 ; Earl et Kimport 2011). Puisque le sens d'une action se construit à force d'interactions et de relations développées au sein de pratiques et d'expériences partagées (Melucci 1996 ; MacDonald 2004), une des approches les plus intéressantes que je retiens de cette littérature récente est celle qui propose de penser les médias sociaux et le Web 2.0 comme à la fois l'*espace* (Cammaerts 2005 ; Aunio et Staggenborg 2012) et le *contexte* au sein desquels émergent de nouvelles pratiques, logiques et répertoires d'action (Juris 2008 ; Earl et Kimport 2011 ; Bimber et al. 2012 ; Castells 2012).

Les recherches qui choisissent de s'appuyer sur cette prémisse sont nombreuses. Depuis les premières mobilisations « *Twitter* », « *Facebook* » ou « *Wikipedia* », leurs apports soulèvent des hypothèses utiles pour repenser l'émergence de pratiques « 2.0 ». Elles ont mis en lumière le croisement entre les terrains d'occupation et les échanges virtuels (Cammaerts 2011 ; Gerbaudo 2012 ; Juris 2012 ; Pleyers 2012 ; Castells 2012) ; elles ont éclairé la façon dont les acteurs articulent des pratiques individuelles à des actions collectives, de façon autonome et asynchrone, jumelant stratégies en ligne et répertoires d'actions quotidiennes (Evans 2010 ; Shirky 2010 ; Mattoni 2009, 2012). En observant comment les organisations formelles recourent au Web, Jennifer Earl et Katrina Kimport (2011) suggèrent que plus une

⁵⁰ Clay Shirky (2010) emploie l'expression *organization-less organizations* (des organisations sociales désorganisées).

organisation s'appuie sur le potentiel technique des TIC (*affordance*), plus il faut revoir les théories classiques de l'action collective. Bimber, Flanagin et Stohl (2012) avancent quant à eux la notion de « styles participatifs » pour expliquer les multiples hybridations entre pratiques usuelles et nouveaux modes d'action. Enfin, par une observation ethnographique minutieuse des terrains du mouvement *Occupy*, du « printemps arabe » ou des *Indignados* de Madrid, d'autres chercheurs ont avancé un ensemble d'outils conceptuels qui permettent de préciser la notion de « leaders-secondaires » (*soft leaders* : Gerbaudo 2012) ; la transition entre des logiques de « réseautage » (*network logics*) et des « logiques d'agrégation » des acteurs (Juris 2012) ; ou encore, pour cerner les caractéristiques culturelles et les valeurs défendues par des *hackers* et les *cybermilitants* (Costanza-Chock 2012 ; Coleman 2012).

L'effervescence et le déploiement de ces recherches démontrent bien à quel point l'enjeu des nouvelles formes d'engagement est vaste et combien sont nombreuses les manières de les analyser. Ces réflexions entraînent ainsi un ensemble de spécialisations, de reformulations théoriques, de métaphores conceptuelles en tout genre, qui aident à penser l'émergence de nouvelles pratiques, significations et répertoires d'action, tout en mettant en lumière des enjeux liés aux ressources dont disposent les acteurs, à la façon dont ils recourent aux TIC pour faire parler d'un enjeu, à l'interaction entre ces outils sur les lieux d'occupation et à l'extérieur de ceux-ci. Elles offrent, de ce fait, un vaste ensemble d'outils dans lesquels on peut puiser pour appréhender les transformations actuelles de l'engagement.

Or, en ce qui concerne l'objet de ma recherche, ces apports théoriques soulignent surtout un ensemble de questions sectorielles à explorer plus en profondeur pour mieux cerner en quoi les outils numériques modifient les règles du jeu de l'action collective: au sujet de la *culture*, des valeurs, des dimensions subjectives de l'action et de la façon dont les nouvelles pratiques sont *vécues et expérimentées* par les acteurs sociaux. Comment rendre compte de la variété d'individus qui prennent part à l'action sans être membre d'un groupe organisé ni s'identifier à un mouvement ? Que savons-nous de ces « leaders » qui refusent d'être perçus comme tels (à l'image de Wael Ghonim, dans le cadre des soulèvements égyptiens)? Comment analyser les pratiques de relais, de partage ou d'« appui » (*like*) que les jeunes font en ligne, au delà de ce que certains associent à des formes d'« engagement fainéant » (*slacktivism* : Morozov 2009,

2013) ? Quelles « opportunités » créent la diffusion virale de messages, d'images ou de contenus à teneur politique par des citoyens « ordinaires » ? Et comment donner un sens à cet ensemble bigarré de pratiques ?

Compte tenu de l'hétérogénéité et du caractère hybride des nouveaux modes d'action, la question du *sens de l'engagement* demeure certes difficile à appréhender. Malgré l'assortiment abondant d'outils réflexifs qu'offrent la sociologie des transformations sociales et la sociologie des mouvements sociaux, la question des *réflexions personnelles* et des *motivations subjectives* qui poussent les individus à « agir » reste cependant ouverte. En ce sens, avant de présenter le cadre conceptuel qui a guidé la recherche, j'estime qu'il faut considérer brièvement les apports d'une troisième perspective microsociologique, de façon à dégager les enjeux « individuels » et subjectifs des transformations de l'engagement.

2.2.3 Sociologie de l'expérience : des actions individuelles et subjectives

Si elles facilitent les échanges entre acteurs « organisés », il demeure que la plupart des usages des TIC se font surtout dans les microsphères de la vie quotidienne : le travail, le loisir, les échanges entre amis sur les médias sociaux. Les pratiques associées au « cyberactivisme » et aux « hackers » supposent par ailleurs l'émergence d'une culture de la participation qui appelle aux *compétences individuelles* et à une *réflexivité* accrue des acteurs (Granjon 2011 ; Coleman 2012 ; Ion 2012 ; Ghonim 2012). Comprendre ces transformations suppose donc de s'intéresser aussi aux pratiques quotidiennes et individuelles qui se déploient dans une diversité d'espaces.

À cet égard, la sociologie de l'expérience offre des outils additionnels pour appréhender le poids des parcours de vie, des conditions subjectives et des motivations individuelles qui éclairent la dimension *microsociologique* de l'engagement (Benasayag et Sztulwark 2002 ; Maisonneuve 2004 ; Cherry 2006 ; Thörn 2007). Dans une perspective plus pragmatique et relationnelle, elle souligne l'importance de la *conscience* que les acteurs ont du changement social et du *sens* qu'ils donnent à leurs actions. Pour Giddens (1984, 1999), le rapport entre le

temps et l'espace propre aux sociétés modernes transforme la *réflexivité* des acteurs, ce qui implique que la façon dont ils pensent au changement social, la manière dont ils perçoivent sa nécessité, est un élément fondamental de leur motivation à agir. De ce fait, si l'engagement n'est pas toujours organisé, coordonné ni défini a priori, cela n'exclut pas qu'il soit fait de manière *consciente*. Dans le contexte d'une transformation importante des sphères de la vie quotidienne, les acteurs redéfinissent, réinterprètent et choisissent parmi les multiples facteurs qui caractérisent leur situation personnelle pour agir selon l'évaluation qu'ils en font (Martuccelli 2002; Touraine 2005).

Cette proposition s'inscrit dans une approche développée par Weber (1930), qui suggérait déjà que la prise de conscience *subjective* du potentiel d'une action pouvait avoir une influence considérable sur la motivation des individus à agir. Notion centrale de l'observation des comportements humains, la motivation de l'acteur permet de comprendre, au-delà des *raisons* instrumentales pour lesquelles il s'engage, *comment* il en arrive à percevoir une situation, les schémas interprétatifs auxquels il réfère quand il choisit d'agir et qui dépendent de plusieurs facteurs : sa condition économique, sa situation démographique, le contexte politique mais aussi les valeurs (identitaires, communautaires, religieuses) auxquelles il adhère. Pour résumer, l'engagement d'une personne dépend à la fois de la façon dont elle *perçoit* le contexte social et politique, de sa « vision du monde » (*worldview*) mais aussi des dimensions de son *expérience*, par lesquelles elle définit sa position au sein de ce contexte, son intérêt ou sa compréhension de modes spécifiques d'engagement.

Dans le cadre des actions collectives, Melucci (1996) rappelle que c'est en expérimentant l'action que les individus développent les significations propres au mouvement. En observant les pratiques de jeunes altermondialistes, Kevin McDonald (2004) mais aussi Jeffrey Juris et Geoffrey Pleyers (2009), considèrent de manière similaire que c'est par leur inscription au sein « d'espaces d'expérience » multiples que les jeunes activistes arrivent à articuler différentes compréhensions de l'univers de « possibles », favorisant la comparaison de normes, de valeurs et d'identités multiples grâce auxquelles ils expérimentent des formes « alternatives » du vivre ensemble (Pleyers 2012). En d'autres termes, c'est par leur inscription au sein de diverses formes et espaces d'action que les individus développent une relation au monde et à autrui,

une affinité qui témoigne d'une prise de conscience d'expériences personnelles, subjectives mais aussi *partagées*. C'est ce que souligne McDonald: «We encounter a heightened experience of subjectivity, not because we have a shared identity but because we experience being another » (2004: 590).

Ainsi, les représentations, perceptions et les idées personnelles échangées dans ces espaces constituent des éléments structurant du *sens* que les acteurs donnent à l'engagement. Or, les individus peuvent aussi relativiser leur position en fonction des expériences qu'ils vivent à *l'extérieur* des groupes organisés, par l'intermédiaire d'interactions avec d'autres individus au quotidien. Plus encore, le sens donné à l'engagement est aussi le produit de la socialisation. Être ou ne pas être issu d'une famille riche en expériences contestataires, avoir connu dans sa jeunesse diverses activités associatives ou faire partie d'un syndicat sont autant de facteurs qui influencent l'apprentissage de ce que signifie « être engagé » (Passy 1998 ; Maisonneuve 2004). En ce qui a trait aux TIC, il est admis que la sphère virtuelle participe aujourd'hui à la socialisation des acteurs, au même titre que l'école, la famille ou le travail (Rheingold 2002 ; Fallows 2004 ; Boyd 2008). Pour résumer, la façon dont un individu perçoit sa capacité à agir dans le contexte actuel dépend aussi de la façon dont il perçoit le monde, des enjeux face auxquels il se positionne et envers lesquels il décide de quelle façon et dans quel espace il est préférable d'agir (Fligstein et McAdam 2011).

Enfin, notons que dans le contexte de la modernité avancée, les jeunes vivent de manière prenante *l'individualisation* et *l'individuation* de leurs rapports sociaux (Beck 2001, 2007 ; Martuccelli 2002, 2009). Face à la multitude de modèles et de codes symboliques qui s'offrent à eux, ils sont amenés à réévaluer, trier et remettre en question ce qui les distingue des autres (de Gaulejac 2009). Ils doivent choisir ce qui caractérise leur *subjectivité* et les valeurs, positions et modes de vie qu'ils décident d'afficher et de défendre au quotidien, comme autant de façons de représenter qui ils sont, ce qu'ils décident pour eux-mêmes et où ils se situent dans le contexte social et politique. De ce fait, le poids des *choix* et des *responsabilités individuelles* des acteurs, dans le contexte actuel, suggèrent d'autant plus le besoin de revoir la question du *sens*. À l'ère du Web 2.0, puisque les usagers participent à diffuser du sens, à « guetter des sens » (Dagnaud 2011), à bricoler des sens, voir à en construire de nouveaux,

c'est donc qu'il faut prendre en compte la multitude d'interactions au sein desquelles se croisent des individus virtuellement et en face-à-face, où des activistes échangent avec des sympathisants, observateurs et « citoyens ordinaires » sur une variété d'enjeux, affichant leurs opinions et expériences personnelles ou proposant de nouvelles pistes d'action.

De ces perspectives théoriques, je retiens donc que les *relations interpersonnelles* sont de première importance pour comprendre le sens donné à l'engagement. Elles permettent aux acteurs de comprendre où ils se situent, d'avoir une idée des actions posées par autrui, de les comparer à leur propre expérience et finalement de définir, à travers de multiples échanges, la signification de leurs propres gestes et pratiques. Les outils inspirés de cette sociologie sont en ce sens fort utiles pour éclairer comment les objets de *l'expérience*, les conditions de *socialisation*, les *connaissances*, les *valeurs* et les *croyances* influencent les représentations des jeunes et leurs « grammaires » d'engagement (Melucci 1996; McDonald 2004). Or, ils suggèrent aussi que cette prise de conscience se construit dans un rapport *relationnel* et joue sur la capacité des acteurs à produire des significations, pour eux-mêmes et pour autrui.

Toutefois, la seule interprétation subjective des expériences de l'action ne suffit pas, à mon sens, à expliquer comment certains mouvements en arrivent à produire des changements importants dans les sphères culturelles, politiques ou sociales (un reproche souvent émis à l'approche culturaliste des études sur les mouvements sociaux ; Maheu 2005). En ce sens, si la sociologie des transformations sociales ou si les théories de la mobilisation des ressources, des opportunités politiques et des cadres cognitifs de l'action n'attribuent pas assez d'importance aux capacités *réflexives* et *interprétatives* des acteurs, il ne faudrait pas tomber dans l'autre extrême et allouer tout le potentiel d'une action à la seule volonté, aux motivations ou aux valeurs personnelles des individus. La sociologie de l'expérience a cependant ceci de bon qu'elle permet de souligner l'importance des *constructions de sens* qui ont lieu dans les *microsphères* de la vie quotidienne, et qui ne sont pas toujours diffusées ni contrôlées par un mouvement de manière organisée.

Pour explorer cette construction de sens plus en profondeur, les outils réflexifs et les éléments conceptuels empruntés à ces trois domaines de la sociologie permettent d'éclairer différentes

dimensions importantes des transformations actuelles de l'engagement. Les publications récentes portant sur l'émergence de nouvelles formes de mobilisation y réfèrent d'ailleurs abondamment, tant pour cerner les mutations de *l'espace public* à l'ère du Web, que pour analyser les ressources et les répertoires d'action que suppose le recours aux TIC. Toutefois, au-delà des déterminants structurels ou des opportunités ou contraintes de l'action, les approches s'intéressant à une nouvelle « culture » de l'engagement tout comme les apports de la sociologie de l'expérience, suggèrent que pour appréhender ces nouvelles pratiques, il faut d'abord se pencher du côté des *significations*. Il faut comprendre comment les acteurs évaluent au quotidien la portée d'une action, comment ils construisent leurs visions du monde et quelles sont les perceptions qu'ils nuancent à force d'expériences et d'interactions.

En ce sens, aux différentes notions précisées au début de ce chapitre, ces outils réflexifs ajoutent un ensemble d'éléments à prendre en compte pour mieux cerner la nature de l'engagement des jeunes, en éclairant l'importance du *contexte*, la diversité de *facteurs structurels* et *subjectifs* qui influencent la façon dont ils choisissent de prendre part au changement social, tout comme *l'expérience* qu'ils ont de certaines formes de participation sociale ou politique. Or, les limitations auxquelles se buttent ces trois domaines d'étude suggèrent aussi de s'intéresser davantage aux dimensions *cognitives*, *réflexives* et *relationnelles* qui influencent la façon dont les acteurs choisissent d'agir.

Ainsi, bien qu'elles adoptent des angles d'observation différents, ces perspectives théoriques soulignent deux éléments essentiels des transformations actuelles de l'engagement, que j'estime prioritaires pour comprendre la façon dont les jeunes choisissent d'« agir » aujourd'hui. Il s'agit, d'une part, d'une *multiplication des modes de participation qui s'offrent aux acteurs* et d'autre part, d'une *multiplication des modes d'interaction* sur lesquels ils s'appuient pour acquérir, produire ou diffuser des codes de sens. En me servant des définitions et des outils réflexifs énoncés dans ce chapitre, il s'agit maintenant de construire un cadre conceptuel transitoire qui permettra d'explorer le sens que les jeunes donnent à l'engagement, tout en portant une attention soutenue à ces deux dimensions stratégiques.

2.3 Des interprétations aux significations : vers un nouveau cadre conceptuel

There is a new theoretical continent to explore, a new empirical domain waiting to be defined. But we will not be able to make out this new social territory unless we can look at it through new theoretical lenses. Our old conceptual spectacles will not do.
Alexander, 2006

Comme je l'ai souligné tout au long de ce chapitre, de nombreux penseurs suggèrent aujourd'hui le besoin de dépasser les constats technocentristes et déterministes pour arriver à mieux conceptualiser le rapport entre l'émergence TIC et les transformations des pratiques sociales (Mattelart, 2005 ; Mossburger et al. 2008 ; Cardon 2010 ; Earl et Kimport 2011). Les échanges numériques, en tant que développement caractéristique des sociétés « en réseaux », dépassent donc le seul recours à une technologie. Leur imprégnation dans de multiples sphères de la vie quotidienne entraîne des conséquences importantes au niveau des rapports entre les individus (Wellman 1999 ; Shirky 2010) mais aussi au niveau de leurs perceptions et attentes face aux institutions, aux organisations de l'action collective, à l'espace public (Rheingold 2002 ; Thörn 2007).

En ce sens, si la technologie peut inspirer des comportements individuels et collectifs, elle est aussi, en soi, une construction sociale (Pinch et Bijker 1984). Ni simple outil, ni déterminant social, elle est le produit d'une *culture* qui choisit de mettre l'accent sur *l'interaction* entre les individus, leur *autonomie* et leur capacité *d'expression* personnelle.

Dans ce contexte, comment repenser l'engagement ? Comment interpréter un ensemble de gestes ludiques, spontanés, où des individus affichent leurs positions sur des réseaux sociaux, interagissent avec des politiciens sur leurs fils *Twitter*, participent à des pratiques de « micro-activisme » ou occupent un espace public (sur une longue durée ou le temps d'une manifestation éclair) ? Comment expliquer l'intérêt que les jeunes portent aux pratiques « 2.0 » ? Est-ce parce que ce sont des outils d'organisation efficaces ? Est-ce parce que les TIC font simplement partie de la vie des jeunes ? Se peut-il que les membres de cette génération définissent l'engagement par des actions qui ne correspondent pas à la participation électorale, au militantisme ou à la lecture de blogues politiques ?

Pour y voir plus clair, la première partie de ce chapitre a permis de préciser les multiples définitions données à l'engagement, en soulignant comment la notion se rattache à celles de confiance, de connaissances, d'identité, de réciprocité et de capital social, mais aussi aux réseaux d'appartenance, d'identification et aux espaces de communication investis par les acteurs. Puis, pour conceptualiser les dimensions à l'œuvre dans les transformations actuelles de l'engagement, j'ai fait appel aux efforts théoriques effectués par trois courants sociologiques qui éclairent : 1) la reconfiguration et la redéfinition de l'espace public à l'ère des technologies en réseaux ; 2) la façon dont les acteurs interagissent avec les TIC pour produire et expérimenter de nouvelles dynamiques, logiques et répertoires d'action ; 3) et les dimensions réflexives, évaluatives et subjectives qui se développent au sein d'expériences de socialisation et de pratiques quotidiennes.

Ces outils conceptuels mettent en place un ensemble d'éléments utiles pour cerner la nature de l'engagement des jeunes. Or, alors que plusieurs recherches insistent sur le besoin de revisiter les théories et les concepts par lesquelles analyser les nouveaux modes d'engagement, elles construisent encore leurs hypothèses sur la base d'observations d'actions politiques ou formellement organisées. Pour théoriser de nouveaux modes d'engagement, ces recherches identifient les outils employés par les partis politiques (Mossberger Tolbert and McNeal, 2008 ; Cardon 2010 ; Zhao et Zhao 2012) ; elles s'intéressent à la façon dont des militants recourent aux courriels, aux pétitions virtuelles ou aux médias sociaux (McCaughey et Ayers 2003 ; Tavoularis 2011 ; Earl et Kimport 2011 ; Bimber et al. 2012) ; elles multiplient les études de cas et les enquêtes ethnographiques pour décrire des pratiques de *cyberactivisme*, de *hacking*, d'occupation de lieux publics par des acteurs « branchés » (Tufecki 2011 ; Lotan et al 2011 ; Gerbaudo 2012).

Bien sûr, leurs contributions éclairent alors de manière importante la façon dont les TIC sont employées pour mobiliser de nouveaux répertoires d'action. Or, elles demeurent centrées sur des niveaux d'analyse qui arrivent difficilement à dépasser les modes « usuels » de la participation. Soit trop orientées sur des usages numériques dans la sphère publique, soit trop concentrées sur les structures de l'action collective, ou se limitant à une recension des formes d'utilisation du web dans de le cadre d'événements spécifiques, elles ne permettent pas

d'expliquer de manière satisfaisante la relation à établir entre le *contexte* des sociétés en réseaux, *l'utilisation des TIC* dans la vie quotidienne, et l'émergence d'une nouvelle *culture* de l'engagement. Certes, il est difficile d'identifier *qui sont* ces acteurs situés à l'extérieur de groupes « formellement organisés ». Or, en ne se concentrant toujours que sur des pratiques usuelles de la participation politique ou du militantisme, ce sont encore des typologies « classiques » qui sont employées pour interroger les nouvelles formes de l'agir social. Ce sont à travers les mêmes lunettes, les mêmes grilles d'observation que l'on tente de saisir la nouveauté.

Pour analyser *l'expérience* que les jeunes ont des nouvelles formes d'engagement, je n'ai donc pas choisi de faire une analyse de l'action collective à partir d'un cas d'étude. J'estime plus important d'explorer comment cette nouvelle *culture* de l'engagement est *vécue, perçue* et *interprétée* par un ensemble diversifié d'acteurs – en l'occurrence, les membres d'une « génération de l'information ». À cet égard, les perspectives théoriques présentées dans ce chapitre permettent de rappeler que les individus ne sont pas des observateurs passifs de leur monde. Le changement social naît des actions humaines autant que de leur imagination (Sztompka 1994). Les structures, les réseaux et les pratiques des acteurs peuvent donc aussi bien *produire* que *refléter* leurs attentes et aspirations. La sociologie de l'expérience rappelle par ailleurs que ce n'est pas la description des pratiques ni les études d'usages médiatiques qui permettent d'établir de façon satisfaisante la relation entre une volonté d'agir et la façon dont les individus donnent un *sens* à l'action.

Pour comprendre ce que signifie « s'engager » à l'ère du Web, il faut donc pouvoir comprendre, d'une part, quels sont les éléments qui entrent en ligne de compte dans les processus de *constructions de sens* et d'autre part, il faut cerner dans quelle mesure la technologie influence ou participe de ce processus de construction de sens. Pour ce faire, je considère à l'instar d'autres recherches, qu'interroger la parole des membres d'une génération « de l'information » est une porte d'entrée intéressante. Après tout, comme le suggèrent Cliff Zukin et ses collègues: « The very notion of a new generation requires scholars to record an alternative, or at least modified framework for evaluating the political world (2006 :15) ». Ce faisant, j'accepte d'entrée de jeu la *réflexivité* des jeunes et leur capacité à théoriser, à analyser

et à évaluer leurs expériences et le monde qui les entoure (Berger et Luckmann 1966). Mon approche se veut alors à la fois interprétative – puisqu’elle rend compte des dimensions *relationnelles* et *symboliques* des interactions – et constructiviste – dans la mesure où je tiens compte du contexte dans lequel se situent ces dynamiques d’interaction, comment la réalité est perçue des acteurs sociaux et les processus de construction de sens subjectifs que cela suppose. En optant pour une telle approche, je mets en lumière la capacité des jeunes à relever les contradictions de leur environnement et des codes de sens qui s’offrent à eux.

Pour construire ce cadre conceptuel, j’ai par ailleurs présenté deux dimensions importantes des transformations du contexte et que je trouve stratégiques pour cerner l’engagement des jeunes aujourd’hui : la *multiplication des modes de participation* et la *multiplication des modes d’interaction* qui s’offrent aux acteurs. Dès lors, pour étudier de manière adéquate ces deux dimensions tout en dégagant les éléments conceptuels requis pour analyser les processus de construction de sens à l’œuvre, j’ai choisi d’ajouter aux outils théoriques à ma disposition des concepts complémentaires, inspirés en grande partie de l’interactionnisme symbolique et qui m’ont servi à construire un cadre conceptuel transitoire et flexible qui a été ajusté tout au long de la démarche de recherche. Ce cadre permet de dépasser les approches normatives et déterministes émises au sujet des TIC et de l’engagement des jeunes, de façon à soulever de nouvelles hypothèses en ce qui concerne la dimension *relationnelle* du partage d’expériences au sein de réseaux d’interaction multiples. J’y précise: 1) les éléments qui composent le processus de *construction de sens* ; 2) la façon dont se construisent les « cadres interprétatifs » et l’importance des *réseaux d’interaction* ; 3) comment les mouvements sociaux peuvent être définis comme des « dérives culturelles » (Blumer 1951, 1969), des changements importants dans les pratiques, valeurs et significations.

2.3.1 Engagement, sens et construction de sens

Au début de ce chapitre, j’ai défini l’engagement comme un concept voué à être redéfini dans le temps (Passy 1998). On a vu que la notion d’engagement fait référence au fait de se sentir concerné par un problème de société (un sentiment d’appartenance et de réciprocité), le

sentiment d'avoir la responsabilité de mener certaines actions (la volonté individuelle d'agir) et l'impression que l'action est adéquate pour conduire au changement social (pertinence de l'action). Pour explorer le *sens* donné à l'engagement dans le contexte social, politique et médiatique actuel, j'ai alors proposé une définition volontairement large et flexible de l'engagement⁵¹, à laquelle j'ai ajouté une classification proposée par Zukin et al. (2006) de façon à distinguer un premier ensemble de pratiques relevant d'un engagement politique, citoyen, d'expression publique ou cognitif. Bien sûr, cette classification tout comme la définition donnée à l'engagement, ne se veulent en aucun cas complètes : elles doivent pouvoir être nuancées et amplifiées par les interventions et les pratiques suggérées par les répondants dans le cadre de la recherche. Or, j'estime qu'elles servent ici à distinguer la variété de champs de pratiques par lesquels on peut commencer à aborder les contours des multiples modes d'engagement mis en avant par les jeunes.

De cette définition de l'engagement, je comprends le *sens de l'engagement* comme renvoyant à l'image que les individus se font de leur inscription dans le contexte social ou politique actuel, et qui suggère des intérêts, des représentations, un vocabulaire et des attitudes envers les actions menées en fonction du contexte (Berger et Luckmann 1991; Passy 1998). En d'autres termes, il ne s'agit pas de dégager la valeur métaphysique de l'engagement – si l'engagement « a un sens » ou si l'engagement « fait sens » d'un point de vue philosophique. Plus simplement, il s'agit de mettre en lumière la *représentation* de l'engagement, son *interprétation* et les *idéaux*, les *significations* et *visions du monde* que cela sous-tend (Zukin et al. 2006). En d'autres termes, il faut pouvoir souligner la façon dont un acteur *perçoit* les lieux et les dynamiques du pouvoir en place, la genèse ou les *sources* de ces représentations, tout comme la manière dont il définit ses propres capacités à agir sur ces lieux, à résister, ou à remettre en question les dynamiques de pouvoir. Puisque les objets de l'expérience et leur prise de conscience jouent sur la capacité des acteurs à produire des significations, c'est donc que le *sens* que les jeunes donnent à l'engagement découle aussi de leurs *expériences* personnelles, de leurs *représentations* et des valeurs qu'ils traduisent en *pratiques*.

⁵¹ J'ai défini l'engagement de manière sommaire comme une volonté individuelle de contribuer ou de s'inscrire dans un effort collectif visant le changement social ou la lutte contre les inégalités.

Quant au *processus de construction du sens*, je reprends à mon compte la définition de Weick qui décrit celui-ci comme découlant à la fois du contexte matériel et du quotidien des individus : « by ‘sense making’, we mean a response to events in which people develop some sort of sense regarding what they are up against, what their own position is relative to what they sense, and what they need to do (1999: 42) ». L’approche interprétative suggère à cet effet que c’est à travers les comportements *communicationnels* que les individus donnent sens à leur monde. Dans le cadre de cette exploration, il s’agit donc de s’intéresser aux sources et aux réseaux d’information identifiés par les acteurs quand ils définissent ou expliquent ce qu’ils considèrent être des gestes « engagés » et d’autre part, d’interroger l’adéquation que ces jeunes font entre ces définitions et leurs propres expériences individuelles (Giddens 1999 ; Sztompka 1994; Melucci 1996). Pour résumer, pour cerner la construction du sens, il faut porter une attention particulière : 1) aux processus menant aux représentations et interprétations de l’engagement et 2) à la relation à établir entre ces interprétations, le contexte dans lequel elles s’inscrivent et le sens donné aux pratiques.

2.3.2 S’inspirer de l’interactionnisme symbolique : des « cadres interprétatifs » aux « réseaux d’interprétation »

Pour développer ma proposition conceptuelle, je m’inspire également de l’interactionnisme symbolique pour y puiser tout d’abord le concept des cadres (*frames*), non pas dans sa définition réduite aux schémas stratégiques de l’action collective (Robert Benford et David Snow 2000) mais au sens que lui attribue Erving Goffman. Celui-ci définit les cadres comme des principes organisateurs de l’expérience, qui permettent aux individus d’identifier et de s’ajuster aux situations qu’ils rencontrent dans le cours de leur vie quotidienne (1959). Si les individus ne partagent pas la même identité ni la même socialisation qu’autrui, ils peuvent partager certains cadres culturellement et socialement construits (Goffman 1974). C’est à travers ces cadres que des thèmes sont choisis ou rejetés, que la lecture d’enjeux sociaux est négociée et que les individus décident comment agir en conséquence. Ces cadres offrent des structures *cognitives* qui permettent d’organiser les connaissances préalables, en extraire de nouvelles significations et les soumettre à évaluation (Fish 1990). Ces cadres ne sont donc aucunement fixes: ils se modifient à force d’interactions et de communication avec autrui

(Steinberg 1998) mais aussi, en fonction du décalage qui sépare les expériences individuelles des attentes forgées par des cadres socialement acquis. Si ce décalage est trop grand, il peut y avoir rupture de cadre ou encore, la création de nouveaux cadres (Goffman 1974). On peut dès lors supposer que plus l'interaction sociale est grande, plus l'individu est confronté à une variété de cadres, et plus il peut choisir entre une multitude de symboles et d'interprétations pour développer, nuancer et négocier sa compréhension du monde et des façons d'y agir.

Dans les études de communication, la théorie de la réception active fait écho à cette approche. Elle suggère que le récepteur peut interpréter un message de multiples façons : selon sa socialisation, ses préférences et ses expériences personnelles. Un récepteur peut faire une lecture opposée ou négociée d'un message (Hall 1984), voire produire des résistances contraires ou néfastes à l'émetteur, dans une sorte d'*effet boomerang* (Ravault 1996 ; figure 9). C'est d'ailleurs à travers leurs expériences de vie et leurs interactions au sein de multiples réseaux de communication que les individus donnent un sens au message : « là où réside le sens véritable d'une communication, c'est dans l'action, dans le geste que pose le récepteur en fonction de cette communication » (Ravault 1996: 72).

Figure 9: Effet boomerang d'une campagne électorale (2012)

Note : capture d'écran d'une des nombreuses vidéos sarcastiques diffusées sur *Youtube*, reprenant et réinterprétant la publicité du premier ministre Jean Charest lancée quelques jours avant le déclenchement officiel des élections de 2012, pour en parodier le contenu : <http://www.youtube.com/watch?v=VrsNjU-srM8> (visité en date du 19 juin 2012)



Stanley Fish (1990) et Thomas Lindlof (1987) suggèrent de manière similaire que les individus développent constamment de nouveaux cadres d'interprétation qu'ils ajustent à ceux d'autrui pour former ce qu'ils appellent des « communautés d'interprétation ». Il s'agit de groupes partageant une compréhension semblable de la réalité sociale, grâce à des expériences et des contenus médiatiques partagés: « While all individuals understand differently, their interpretations enact a 'social performance' that draws upon inter-subjective meanings specific

to the community (Lindlof 1987 : 83) ». Les réseaux d'échanges reposent alors sur une *confiance* et une *réciprocité* établies entre les membres d'une même communauté, à force d'interactions en face à face mais aussi parce qu'ils consomment un même contenu médiatique (Colombo 2003).

Or, on sait qu'en sociologie, la notion de communauté ne fait pas d'emblée référence à celle des réseaux – comme en témoignent les nombreux débats sur la justesse du terme « communautés virtuelles » (Granjon 2001; Quaan-Hasse et Wellman 2002). Alors que les communautés sont définies comme des agrégations sociales basées sur des relations fortes, liées à une appartenance historique, culturelle ou localement située et faisant référence à des valeurs et des intérêts basés sur des relations de proximité (Putnam 2000), les réseaux virtuels sont caractérisés par des liens faibles, fluides, interactifs, détachés des limites spatiales et temporelles (Castells 2007 ; Boyd 2008). À l'ère du Web 2.0, ces interactions croisent une panoplie d'expériences individuelles affichées, filmées, photographiées et partagées en réseaux. Or, les théories sur les nouvelles formes de la mobilisation mettent aussi l'accent sur le partage d'intérêts et de valeurs « en commun » (Melucci 1996 ; Castells 2006). Comment conjuguer l'affichage d'expériences individuelles en réseaux de proximité faible et la construction d'interprétations « communément » partagées?

Pour certains, les échanges communicationnels qui ont cours à l'ère des médias sociaux redéfinissent la notion même de communauté⁵². Transgressant les barrières identitaires et géographiques, on serait passé de « communauté de lieux » à des « communautés de choix »⁵³, basées sur le partage d'intérêts similaires (Turkle 1996 ; Norris 2001 ; Rheingold 2002). La notion de « communauté imaginées » (Anderson 1991 ; Aunio et Staggenborg 2011) souligne par ailleurs le rôle des processus de communication dans la création des « réseaux horizontaux de réciprocité » qui donnent sens aux gestes posés par des acteurs issus d'horizons et de contextes variés. Toutefois, les perspectives sont loin d'être unanimes quant aux possibles

⁵² Prise ici au sens de Tönnies : *Gemeinschaft*

⁵³ Une notion qui fait aussi référence au concept de « lien faible » développé Granovetter (1973) dans sa théorie des réseaux, et qui renvoie, dans le contexte du web social, à l'idée de formation de liens et de regroupement collectifs selon certaines situation ou opportunités, sans qu'un objectif ou une communauté n'existe au préalable.

répercussions de ces « communautés de choix » sur l'engagement des individus. Certains chercheurs craignent que cette possibilité de choisir ses liens d'appartenance, ses contenus culturels ou médiatiques ne referme les individus dans des niches d'intérêts (Putnam 2000 ; Hofheinz 2011). Pour les tenants de cette posture, les échanges réels, en face à face, sont alors considérés comme favorisant la confrontation d'idées alors que les échanges « en ligne » conduiraient à chercher des opinions similaires aux siennes (Sunstein 2001 ; Keen 2007 ; Bauerlein 2008). Or, comme il a été mentionné précédemment, plusieurs penseurs réfutent aujourd'hui l'idée d'un espace « virtuel » séparé du « réel » (Sassen 2002 ; Boyd 2008 ; Shirky 2010). Virtuel et réel sont, en ce sens, les deux facettes d'un même phénomène : la multiplication des réseaux d'interaction.

Enfin, il est important de noter que tous les membres d'une génération ne sauraient être réduits à une seule « communauté », qu'elle soit culturelle, symbolique ni même virtuelle. D'autant plus que j'ai souligné les identités multiples des nouveaux acteurs, tout comme l'absence d'identités collectives prédéfinies au sein des nouveaux mouvements sociaux (Melucci 1996). Dès lors, pour dépasser le double critère de localité ou d'intérêts partagés, certains invitent à repenser une notion de « communautés libérées » (Quaan Haase et Wellman 2002) qui permet de conceptualiser la présence d'acteurs qui se reconnaissent entre eux comme faisant tout simplement partie d'un même réseau d'interaction (Martinotti et Dal Fiore 2007).

Dans le cadre de cette recherche, je préfère pour ma part éviter l'impasse de ces définitions « communautaires » en adaptant la notion de « communautés d'interprétation » (Fish 1990 ; Lindlof 1987) pour parler plutôt de « réseaux d'interprétation », tels qu'ils se multiplient dans l'espace public aujourd'hui. M'inspirant de la perspective élaborée par Castells (2007, 2009), je définis ces réseaux comme des lieux *fluides* d'échange et d'interaction, à travers lesquels les jeunes partagent des expériences de vie, des interprétations du monde et grâce auxquels ils peuvent modifier les significations qu'ils donnent à l'« action », au « collectif », à l'« engagement ». En d'autres termes, je propose d'explorer la manière dont les jeunes s'inscrivent au sein de multiples *réseaux d'interprétation* par lesquels ils échangent des cadres interprétatifs, enrichissent et nuancent leur « grammaire » de l'action (Crossley 2002; McDonald 2004).

2.3.3 Les mouvements sociaux comme « dérives culturelles »

Comprendre le sens de l'engagement mène donc à interroger l'interdépendance entre les expériences individuelles et leur inscription dans des actions à visées collectives. Or, les nouvelles formes de participation sociale et politique peuvent s'effectuer dans le cadre de la vie privée, se traduisant par des choix, l'expression de préférences et de valeurs personnelles qui s'effectuent dans la vie quotidienne. Plus encore, les échanges effectués sur le Web sont nombreux et ils ne sauraient toujours viser la mobilisation sociale et politique. Comment doit-on conceptualiser la relation entre des réseaux d'interaction multipliés et une redéfinition de l'engagement ? En quoi l'échange d'information par ces « réseaux interprétatifs » contribue-t-il au changement social?

Si la notion de « réseaux d'interprétation » aide à conceptualiser la relation entre les processus de construction de sens et le rôle que jouent les interactions individuelles, il faut maintenant éclairer comment ces significations diffusées en réseaux peuvent se traduire en actions. Pour Fish, les « communautés d'interprétation » sont en soi des engins de changement social : « The interpretative community and the individuals who comprise it are not static or rigid, but 'an assemblage of related beliefs' that are free to interact or transform to alter the entire system » (1990 : 146). Ils se rapprochent en ce sens de la thèse défendue par George Lakoff (2004) pour qui toute action de cadrage symbolique mène en soi au changement social puisqu'elle pose les bases sur lesquelles sont imaginés les « possibles ».

À l'ère des échanges en réseaux, cette définition suggère une altération profonde du système et des dynamiques d'échange, puisque, comme le suggère Cardon (2010 : 47), tout élargissement du nombre d'émetteurs contribue en bout de ligne à changer l'ensemble des pratiques. C'est ce qu'exprime également Clay Shirky : « When you aggregate a lot of something, it behaves in new ways, and our new communicating tools are aggregating our individual ability to create and share at unprecedented levels (2010 : 24-25)⁵⁴ ». En d'autres termes, l'agrégation de

⁵⁴ Pour mieux expliquer cette proposition, Shirky (2010) offre un exemple éloquent: par exemple, si on essaie d'évaluer les chances qu'un individu ayant une caméra soit témoin d'un événement important, elles seront minces. Or, si on prend le problème d'un point de vue collectif, les chances qu'un événement important soit capté

multiples réseaux d'interaction fait partie de notre expérience de la vie contemporaine. Le contexte médiatique actuel est donc à la fois fragmenté dans les contenus offerts aux usagers, mais unifié par leur accessibilité à ces mêmes réseaux : « we live, for the first time in history, in a World where being part of a globally interconnected group is the normal case for most citizens » (Shirky 2010 : 23). Cela peut agir sur la représentation que nous avons de notions complexes, comme la *solidarité*, la *responsabilité* ou même le *changement social*.

À cet égard, on a vu que les notions de *publics en réseaux* (Varnelis 2008) et *d'espaces publics en réseaux* (Castells 2009) sont utiles pour esquisser le fonctionnement et les caractéristiques de ces nouveaux modes d'interaction. Ils permettent de prendre en compte à la fois l'*espace* que constituent ces multiples réseaux et la *communauté imaginée* qui découle de l'interaction des individus entre eux et *avec* la technologie. Ces réflexions complémentaires viennent ainsi ajouter à la notion des *réseaux d'interprétation* celle des *communautés imaginées* qui en résultent. En ce sens, comme le rappelle Danah Boyd (2008), les espaces fluides d'interaction ne supposent pas seulement des individus qui échangent en réseaux, ce sont des publics qui ont été transformés par les technologies en réseaux, leurs propriétés techniques et leur potentiel⁵⁵. Appuyée par ces TIC mais aussi par d'autres restructurations politiques et sociales propres aux sociétés contemporaines, la reconfiguration du lien social fait donc entrer des modèles verticaux de la communication et des modèles horizontaux d'échanges informels, en ligne ou hors ligne, qui peuvent être modifiés et adaptés par les pratiques quotidiennes des usagers.

Or, il demeure difficile de concevoir comment des pratiques individuelles, inscrites dans des réseaux d'interactions complexes, peuvent arriver à contribuer au changement social. Bien sûr, les sociologues de l'action collective et des mouvements sociaux reconnaissent que la portée d'un mouvement peut dépasser la sphère des actions formellement organisées (Melucci 1996; McAdam 1988). Et puisque plusieurs actions s'effectuent dans la vie quotidienne, les

par la caméra d'individus sont, au contraire, très grandes. À l'ère des technologies mobiles, il faut prendre en compte l'agrégation des réseaux dans leur rapport au collectif.

⁵⁵ Traduction de : «Networked publics are not just publics networked together, they are publics that have been transformed by networked media, its properties and its potential » (Boyd 2008 : 25).

recherches récentes suggèrent par ailleurs de s'intéresser davantage aux constructions *culturelles*, *symboliques* et *subjectives* de l'engagement (Juris et Pleyers 2009 ; Earl et Kimport 2011 ; Juris 2012 ; Castells 2012 ; Bimber et al. 2012). Toutefois, au-delà des théories sur la diffusion des symboles identitaires ou des cadres cognitifs de l'action, peu de recherches ont pu expliquer de façon satisfaisante les logiques et les dynamiques de partage de sens qui s'opèrent à *l'extérieur* de groupes organisés.

Puisque mon objectif, dans le cadre de cette recherche, est justement de cerner la relation entre un contexte marqué par des échanges en réseaux, l'émergence de nouvelles pratiques dans la vie quotidienne, et le *sens* que les jeunes donnent à l'engagement, j'ai choisi de faire appel à une notion plus ancienne de Herbert Blumer (1969), qui définit certains des mouvements sociaux les plus influents du dernier siècle comme des « dérives culturelles » (*cultural drifts*) : un déplacement diffus et désorganisé mais important et significatif, dans la culture, les valeurs des individus, mais aussi dans les manières de percevoir le monde, d'agir et de penser. C'est ce qu'il exprime quelques années plus tôt, quand il décrit les mouvements sociaux :

Social movements are collective enterprises seeking to establish a new order of life. They have their inception in a condition of unrest, and drive their motive power on the one hand from dissatisfaction with the current form of life, and on the other from wishes and hopes for a new scheme or system of living (Blumer 1951 : 199)

Délaissée par les sociologues des années 1970, qui cherchaient alors à souligner la dimension organisée et structurée de l'action collective⁵⁶, l'intérêt de cette définition est qu'elle met en lumière les dynamiques *relationnelles* des interactions quotidiennes, qui contribuent à *orienter* des changements culturels importants, dans le temps et l'espace⁵⁷ (Blumer 1969). Le concept de « dérives culturelles » permet en ce sens de prendre en compte une panoplie d'actions menées à l'intérieur comme à l'extérieur des sphères organisées, ne relevant pas nécessairement d'une identité collective mais qui participent, par des processus fluides d'échanges, d'imitation et d'interaction à influencer, modifier et produire des codes de

⁵⁶ Jennifer Earl et Katrina Kimport soulignent qu'à trop se méfier des perspectives comportementales sur les mouvements sociaux, les théories de l'action collective en sont venues à rejeter en bloc toute action aux apparences « spontanées », ou décentralisées : « While social movements became the proverbial good child of collective action, collective behavior became the proverbial bad child of collective action » (2011 : 183).

⁵⁷ Blumer (1951) distingue à ce sujet les mouvements de *réforme* des mouvements de *révolution*.

compréhension du monde. Participer à créer, détourner ou diffuser des sens, c'est donc aussi, selon cette perspective, contribuer au changement social.

2.4 Conclusion : remonter la filière du sens

Les éléments théoriques présentés dans ce chapitre sont nombreux. Ils pourraient mener à de multiples questions de recherche. Toutefois, étant donné la nécessité de *repenser* et de *réexaminer* les concepts et les outils requis pour analyser l'émergence de nouvelles formes d'engagement, j'ai tenu compte des efforts faits par différents courants de la sociologie. Je m'en suis inspirée pour souligner l'éclairage que les recherches récentes portent sur les principales dimensions des transformations sociales et politiques. En me servant des définitions et des outils réflexifs qu'elles proposent, j'ai mis en place les éléments réflexifs et conceptuels nécessaires pour penser la question du sens – définitions, notions connexes à explorer auprès des jeunes, dimensions des transformations sociales à observer en profondeur. Or, il s'agissait avant tout de poser les bases réflexives sur lesquelles penser la relation entre, d'une part, la multiplication des modes d'interaction à l'ère des médias sociaux, et d'autre part, la façon dont les individus choisissent « d'agir » aujourd'hui, parmi les multiples modes d'action qui s'offrent à eux.

Alors que les relations entre le public et le privé, la participation politique et sociale, et le poids des responsabilités individuelles dans les choix et les valeurs exprimées au quotidien sont amenés à se redéfinir, on a vu que c'est aussi la question du *sens* que les acteurs donnent à leurs pratiques qui est remis en cause. À la fois submergés de contenus et d'informations, les individus sont invités, à l'ère du Web 2.0, à produire et à diffuser des sens. Plus encore, alors qu'on décrit les jeunes comme étant « désengagés » ou au contraire « originaux » dans leurs formes de participation sociale et politique, il devient important de *remonter la filière du sens* pour cerner la nature de leur engagement.

À ces effet, les outils théoriques retenus pour construire le cadre conceptuel transitoire suggèrent que si les TIC ne sont pas une fin en soi, elles sont employées de plusieurs façons

dans le cadre de projets visant à produire des changements sociaux. Les réflexions théoriques issues des approches communicationnelles permettent par ailleurs de souligner que: « l'homogénéité du message n'interdit pas l'hétérogénéité de la réception » (Wolton 1997: 102). En ce sens, les individus peuvent interpréter un ensemble de pratiques en fonction de *cadres d'interprétation* qui leur permettent d'en négocier le sens. Enfin, les notions de *réseaux d'interprétation* et de *dérives culturelles* soulignent pour leur part que si les modes d'engagement changent, ces transformations ne peuvent résulter uniquement des TIC: elles font appel à des interactions, des expériences et des dynamiques d'échanges sur le Web mais aussi en face-à-face, où des activistes partagent des informations, des idées, des opinions avec des sympathisants, observateurs et « citoyens ordinaires » sur une variété d'enjeux, ce qui peut modifier les conceptions du monde et l'interprétation donnée aux pratiques individuelles.

En m'appuyant sur ce cadre conceptuel transitoire, je propose d'interroger le *sens donné à l'engagement* en explorant les *perceptions, représentations* et *pratiques* des membres de la génération de l'information (20-35 ans). Considérant ce que je retiens de l'interactionnisme symbolique quant à la diffusion et le partage de cadres d'interprétation au sein de réseaux multiples et considérant que le sens donné à l'engagement est à la fois individuellement et socialement construit, il s'agit de prendre en compte : 1) la façon dont les membres de cette génération définissent et perçoivent le contexte politique et social; 2) les expériences et valeurs qu'ils développent au sein de réseaux d'interprétation multiples et les raisons qui les poussent à recourir aux TIC ; 3) et la façon dont ces interprétations, perceptions et significations se traduisent en actions.

Ce cadre conceptuel transitoire permet d'identifier les dimensions de l'engagement des jeunes à explorer plus en profondeur. Inspirant les allers-retours constants entre ces outils et les propos tenus par les jeunes, je m'y appuis pour formuler des hypothèses théoriques qui suggèrent des perspectives nouvelles pour penser le renouvellement de l'engagement (présentées au chapitre 7). Avant tout chose, je présente maintenant la démarche méthodologique empruntée et qui tient compte de multiples expériences, ressources et parcours de vie des membres de la « génération de l'information », de façon à mieux comprendre le sens qu'ils donnent à l'engagement.

Chapitre 3. Représentation, perceptions et pratiques

L'intérêt d'une démarche qualitative

The global, nonterritorial nature of the information age is having a transformative effect on the broad evolution of conflict.

And we are missing it

Audrey Kurth Cronin, 2006

La définition donnée à l' « engagement » est amenée à changer dans le temps, en fonction de transformations sociales ou culturelles, selon les modes d'organisation, les espaces et les outils dont disposent les acteurs. Les réflexions théoriques présentées au chapitre 2 offrent à cet égard des bases conceptuelles utiles pour éclairer les différentes dimensions de la relation entre les TIC et l'émergence de nouvelles formes de mobilisation sociale et politique. Ils suggèrent que la multiplication des « espaces de communication » permet à un plus grand nombre d'individus d'intervenir dans l'espace public et ce, de plusieurs façons, de mettre sur pied des pratiques collaboratives variées, d'appuyer des formes de mobilisation formelles ou d'en proposer de nouvelles. Des contributions récentes permettent également d'analyser les pratiques de « cyberactivistes » (McCaughey et ayers 2003), de décrire la culture des *hackers*, (Mattoni 2012 ; Coleman 2012) ou d'éclairer les complémentarités et les tensions entre les pratiques des organisations militantes sur le terrain et la façon dont elles recourent aux TIC (Costanza-Chock 2012 ; Juris 2012). Loin de concevoir le Web 2.0 et les médias sociaux comme des outils de la mobilisation, ces enquêtes proposent de considérer ceux-ci comme faisant partie d'un *contexte* médiatique – mais aussi social et politique – au sein duquel se développent de nouveaux répertoires, de nouvelles pratiques et logiques d'action, voire une nouvelle *culture* de l'engagement. Cela implique donc la nécessité de repenser la façon d'observer et d'analyser ces transformations.

S'il est difficile de nier que les TIC participent à une certaine restructuration des rapports entre leaders d'un mouvement, militants, sympathisants ou simples observateurs, ce qui demeure moins clair, c'est la façon dont les individus expérimentent, vivent et interprètent ces transformations. Comment entrevoient-ils la portée sociale et politique des gestes qu'ils

effectuent sur le Web? Quelle relation établir entre un ensemble de pratiques effectuées dans les microsphères de la vie quotidienne et leur inscription dans des visées collectives plus larges ?

La perspective théorique élaborée au chapitre 2 souligne l'importance de porter attention aux dimensions *subjective* et *interprétative* de l'engagement – qui relève d'une volonté individuelle, fait référence à des connaissances, des valeurs, des expériences et intérêts personnels. Or, elle rappelle aussi son caractère *relationnel* – le rôle que jouent les « réseaux d'interprétation » dans la diffusion de symboles et de représentations par lesquels on donne sens à des pratiques. Pour résumer, le *sens* donné à l'engagement est lié : 1) au contexte dans lequel les individus acquièrent, évaluent et réadaptent des cadres d'interprétation de l'engagement ; 2) aux réseaux d'interaction à travers lesquels ils échangent des valeurs, idées et opinions; 3) à leurs représentations, perceptions et expériences individuelles. À l'ère du Web 2.0, il devient dès lors pertinent de questionner le point de vue d'individus dont le quotidien est marqué par ces transformations, dans le but de mieux comprendre *ce qui change, ce qui ne change pas* et *ce que cela signifie* du point de vue de ces acteurs sociaux.

Les jeunes sont situés aux premières loges de deux facteurs identifiés comme structurants des transformations de l'engagement : ils se montrent à la fois actifs au sein d'une *multitude de réseaux d'interaction* et sont par ailleurs très présents (voire les instigateurs) de plusieurs *nouveaux modes de participation* sociale et politique. Dans une perspective qui se veut à la fois interprétative et constructiviste, j'ai choisi d'adopter une démarche méthodologique qui me permettra d'explorer en profondeur l'expérience que les membres de cette génération ont de ces changements, en répondant à la question : *Comment de jeunes adultes dits de « la génération de l'information » (20-35 ans) donnent-ils sens à l'engagement ?*

Rappelons qu'en formulant cette question de manière large, la recherche vise à nuancer les résultats obtenus par plusieurs enquêtes quantitatives portant sur le Web et l'engagement des jeunes, en répondant aux questions qu'elles laissent en suspens : Quelles actions les jeunes définissent-ils comme des gestes « engagés »? Quelle valeur donnent-ils aux actions qu'ils mènent sur le Web? Quel rôle jouent les TIC dans la diffusion et la circulation des répertoires et significations qu'ils associent au changement social ? Sont-ils employés comme de simples

outils stratégiques pour appuyer la mobilisation ou permettent-ils aux jeunes de recomposer plus profondément l'action ? Et comment se traduisent les notions d'identité collective, de confiance, de responsabilité et de réciprocité, à l'ère du *Web 2.0* ?

Pour répondre à ces questions, les objectifs de la recherche sont triples. Il s'agit :

- 1) d'obtenir une compréhension nuancée des attentes, perceptions et représentations d'un ensemble de jeunes face au contexte sociopolitique et médiatique actuel et face aux pratiques qu'ils définissent comme « engagées » ;
- 2) d'explorer plus en détail comment ces jeunes perçoivent leur propre capacité d'action au sein de ce contexte, quelle est leur expérience personnelle de modes d'engagement et quel rôle social ou politique ils attribuent aux technologies en réseaux ;
- 3) de définir enfin, sur la base des deux premiers objectifs, la relation à établir entre le développement des TIC, les pratiques et les représentations des jeunes et comment se manifeste, sur le plan empirique, la notion d'« engagement ».

Dans cette perspective, la démarche méthodologique tient compte de ce que les jeunes *perçoivent* du contexte, des ressources dont ils disposent pour donner une *signification* à des expériences d'engagement – en ligne et hors ligne – et comment ces attitudes, perceptions et représentations se traduisent en *pratiques*. Ce faisant, il s'agit moins d'être sensible aux différentes revendications du terrain (en ayant recours par exemple à des cas d'études), que de faire appel au cadre conceptuel transitoire pour réfléchir à une proposition générique plus large. Celle-ci me permettra enfin de formuler de nouvelles hypothèses théoriques au sujet de la manière dont se transforme l'engagement chez les jeunes, tout en offrant de nouvelles perspectives pour penser la façon dont le recours aux TIC s'arrime à de nouvelles façons « d'agir », de percevoir et de penser le changement social.

La collecte de données a fait appel à une démarche qualitative, constituée d'une première série d'entretiens de six groupes (réunissant au total 59 jeunes) et d'une deuxième série de 78 entretiens individuels en profondeur. Tout au long du processus, le cadre conceptuel transitoire a permis d'identifier des zones d'ombre à explorer plus en profondeur auprès des répondants, tout en étant constamment repensé et réajusté dans un rapport dialogique avec les propos tenus par les jeunes, l'observation de sites web et ma propre interaction sur ces sites et réseaux

virtuels. Avant de présenter cette démarche, je justifie d'abord l'intérêt d'une enquête *exploratoire* basée sur une approche *générationnelle*. Puis, j'expose en détail le déroulement des entretiens, le choix des répondants et les outils d'analyse employés.

3.1 La stratégie de la recherche : comprendre autrement

Comme le souligne Olsson (2005), le « sens » ou les significations ne sont pas des données directement observables. Elles font appel à des valeurs, des perceptions qui se construisent de manière subjective dans une relation au monde, à autrui. Or, si ces significations reposent à prime abord sur des représentations et des perceptions, elles peuvent aussi se traduire en *pratiques* et en *comportements* qui eux sont observables (Larramée et Vallée 1991). De ce fait, le sens donné à l'engagement peut dépendre des expériences personnelles des jeunes, de leurs valeurs, de leurs visions du monde et du contexte dans lequel ils s'inscrivent. Les pratiques qu'ils mettent en avant sont alors plus ou moins politiques, plus ou moins culturelles. Pour rendre compte de cette diversité, j'ai choisi d'adopter une démarche méthodologique qui multiplie les points d'entrée, de façon à interroger les perceptions, représentations et pratiques des jeunes aux horizons et aux modes d'engagement variés.

Au cours des dernières années, il faut dire que bien des recherches se sont penchées sur les attitudes et opinions politiques et citoyennes des jeunes et ce, dans plusieurs régions du monde (Torney-Purta et Amadeo 2003 ; Jennings et Stokerb 2004 ; Vinken 2005). Elles mesurent quantitativement ou par des techniques de sondage le nombre d'heures qu'ils passent en ligne en fonction de leur capital social (Quan-Haase et Wellman 2002 ; Smith et al. 2009). D'autres observent le type d'informations qu'ils recherchent sur le Web et analysent leur degré de participation électorale (Sjöberg 1999; Youniss 2002 ; Anduiza et al. 2012) ; ou comparent les réseaux virtuels qu'ils fréquentent en fonction de la classe ou de l'origine ethnique à laquelle ils appartiennent (Boyd 2008). Des recherches s'intéressent aux groupes socioéconomiques qui ont le plus facilement accès au Web et évaluent si cet accès influence leur niveau de participation politique, les dons faits à des partis politiques ou le nombre d'heures consacrées à la « communauté » (Lee 2005 ; Jensen et al. 2007 ; Smith et al. 2009).

D'un point de vue qualitatif, d'autres enquêtes se sont aussi intéressées aux valeurs et aux pratiques des jeunes par l'entremise d'enquêtes ethnographiques, ou encore en interrogeant les experts ou représentants d'organismes qui visent à favoriser l'engagement ou la mobilisation des jeunes (D-Code 2003 ; Zukin et al. 2006). Un nombre plus restreint d'études s'est également évertué à tracer une typologie de l'utilisation des TIC par des groupes militants (Granjon 2001 ; McCaughey et Ayers 2003 ; Cammaerts 2005 ; Bimber et al. 2012), soulignant au passage la place importante qu'y prennent les jeunes. De manière plus originale, d'autres s'efforcent enfin de dessiner une cartographie de « réseaux activistes » sur le Web ou la trajectoire des débats publics sur la *Twittosphère*, en recoupant de volumineux réseaux virtuels constitués de milliers, voire de millions de nœuds (figure 10).

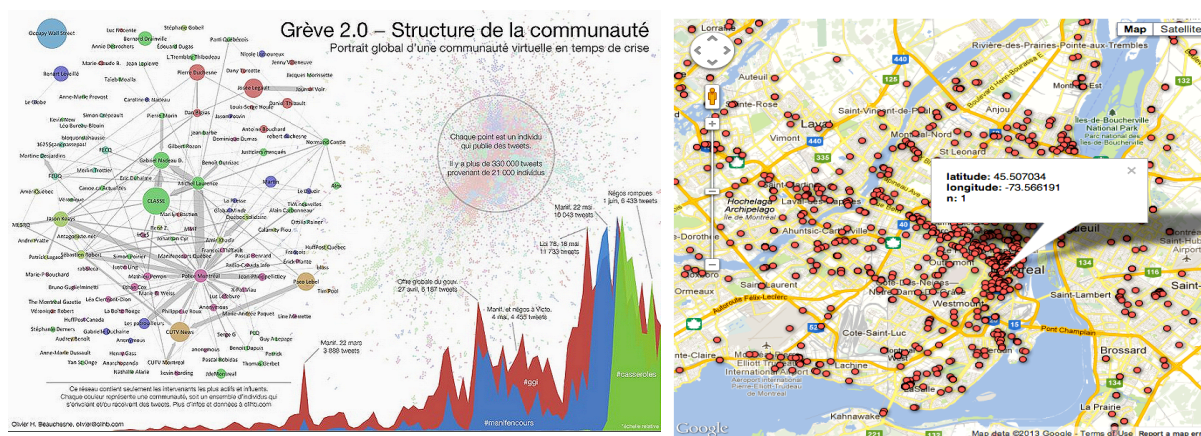


Figure 10: Cartographies de la *Twittosphère* québécoise

Notes : À gauche, cartographie de la *Twittosphère* dans le cadre du conflit étudiant du printemps 2012. À droite, Géolocalisation des *Tweets* diffusés lors de la campagne électorale provinciale du Québec, à l'automne 2012. Source : © Olivier Beauchesne, <http://olihb.com/>. Site visité en date du 4 août et du 29 septembre 2012.

Si elles se montrent fort utiles pour illustrer la réorganisation de certaines pratiques militantes, voire pour *visualiser* le fonctionnement des réseaux d'interaction sur le Web, la plupart de ces recherches se penchent toujours sur les actions et les opinions de membres d'organisations militantes formelles. C'est donc avec les mêmes catégories d'analyse et les mêmes démarches méthodologiques que l'on tente d'éclairer un ensemble de pratiques qu'on estime nouvelles. Plus surprenant encore, les recherches qui évaluent les répercussions des TIC sur la mobilisation et la participation des jeunes ne se limitent souvent qu'à l'observation de sites Web spécialisés, la description exhaustive des contenus proposés sur ces sites ou la mesure du

nombre de visites qui y sont effectuées (Lee 2005 ; Jensen et al. 2007 ; Zhao et Zhao. 2012). Elles laissent alors de côté toute la réflexion et l'expérience que les jeunes ont des pratiques quotidiennes d'usage des TIC. Sans compter qu'il devient difficile de comprendre si ces sites ont réellement des « effets » sur les jeunes et encore moins, l'intérêt que ces derniers peuvent y porter.

Même dans le cas des recherches portant spécifiquement sur l'usage du Web 2.0 par les moins de 35 ans, il est surprenant de constater à quel point la parole des jeunes y est absente. De ce fait, le lien à effectuer entre les TIC, l'univers culturel et symbolique des jeunes, et les pratiques qu'ils favorisent quand ils choisissent d'« agir » dans le contexte social, politique et médiatique demeure rarement spécifié. Comment comprendre la relation entre les TIC et l'engagement des jeunes si on ne connaît pas dans quels contextes ils recourent à ces outils ni à quelles fins ? À trop vouloir simplifier les usages du Web sans connaître les *raisons* qui sous-tendent les actions, j'estime qu'il y a un danger de « fétichiser » l'outil. Après tout, comme le soulignent McCaughey et Ayers, la technologie Internet est flexible, en constante mutation :

The Net should not and cannot be approached as a monolithic and static entity. Instead, it is a complicated and evolving technology offering a host of diverse uses to a spectrum of diverse users within a complex sphere of social, cultural, political and economical contexts » (2003 : 281).

Pour analyser les modalités d'engagement mis en avant par les membres d'une « génération de l'information », les seules observations en ligne demeurent donc limitées. D'une part, à l'ère de développements technologiques rapides, chaque usage des TIC est aisément supplanté par de nouvelles applications et pratiques. D'autre part, l'expérience que les acteurs ont des formes d'engagement dépasse le seul recours aux TIC⁵⁸. Pour rendre compte des multiples facteurs qui entrent en ligne de compte dans la manière dont les jeunes s'engagent à l'ère du Web, il faut donc distinguer ce qui relève des potentialités rêvées du Web et les utilisations effectives qui en sont faites, mais il faut aussi comprendre comment ces utilisations

⁵⁸ La situation inverse est tout aussi vraie. Les usages des TIC par de jeunes activistes dépassent les seules actions engagées. Par exemple, si un militant peut employer les médias sociaux dans le cadre de campagnes de mobilisation, il le fait aussi pour contacter ses amis, magasiner en ligne, souhaiter un joyeux anniversaire à sa mère ou afficher les photographies prises durant un concert sur sa page *Facebook*.

s'inscrivent plus largement dans une vision et une perception du monde, de l'action et du changement social. En choisissant de situer ma recherche dans une approche *constructiviste*, j'insiste pour ma part sur le fait que les *perceptions* et *représentations* à la base de *pratiques* peuvent être comprises et théorisées par les acteurs eux-mêmes. En d'autres termes, si les TIC offrent de nouvelles potentialités pour informer les citoyens et favoriser leur participation au sein d'espaces fluides, simultanés et interconnectés, j'estime que la manière dont les TIC sont employées et les fins pour lesquelles les jeunes y recourent offrent un éclairage important pour comprendre les transformations de l'engagement chez cette génération.

Pour répondre aux objectifs de la recherche, il ne s'agit donc pas uniquement de recenser l'opinion des jeunes ou de mesurer le nombre d'heures qu'ils passent en ligne. Bien que je m'intéresse aussi à ces questions, j'essaie avant tout d'éclairer le *pourquoi* et le *comment* des pratiques qu'ils associent à l'« engagement » ou au « changement social », que ce soit en ligne, hors ligne, dans des espaces d'engagement plus usuels ou par des pratiques peu communes. Je vise alors à souligner, avant tout, la *réflexivité* des jeunes, en m'intéressant aux représentations, valeurs, perceptions et pratiques auxquelles ils se réfèrent quand ils choisissent d'agir en des modes spécifiques, tout en situant leurs propos en fonction du regard qu'ils portent sur le contexte médiatique, social et politique.

Ce faisant, je m'inspire d'une démarche développée par Robert Bellah et ses collègues (1985) dans leur recherche sur l'engagement citoyen des Américains. Partant de l'hypothèse que faisaient alors plusieurs recherches concernant l'omniprésence de *l'individualisation* des rapports sociaux, les auteurs de *Habits of the Heart* ont choisi d'analyser comment celle-ci était vécue et interprétée par des individus dans leur vie quotidienne. Ils voulaient savoir si ceux-ci percevaient effectivement leur mode comme étant plus « individualiste », et comment ils se référaient à cette perception pour expliquer les attentes qu'ils estiment être celles de leur société. Si leur recherche s'est parfois vue reprochée un certain aspect normatif, la démarche qu'ils proposent a ceci d'intéressant qu'elle prend comme point de départ l'hypothèse d'une transformation importante du contexte pour d'évaluer : 1) les ressources dont disposent les individus pour construire une signification de leur quotidien dans ce contexte, 2) la façon dont

ils perçoivent leur rôle et leur inscription au sein de leur société et 3) comment des idées, interprétations et perceptions se traduisent en actions.

Cette démarche se rapproche à certains égards de la méthode de construction du sens (*sense-making methodology*) élaborée par Brenda Dervin (1999) et Dervin et Frenette (2001), qui consiste à analyser les processus de construction de significations à l'œuvre dans un contexte de *communication*. Se basant sur les méthodes d'analyse de discours et l'observation de réseaux d'interaction, les auteurs suggèrent d'observer en détail les processus de construction de sens en interrogeant les *sources* d'information dont disposent les acteurs pour juger de la validité et de la pertinence de leurs gestes. Dans les termes de Dervin, cela se définit ainsi : « Sense-making assumes the actor as a theorist of her world, with hunches, hypotheses and generalizations about how things connect to things and how power flows (1999 : 740) ». Cette approche ajoute de ce fait un éclairage important sur les usages des TIC dans le cadre des processus de construction de sens. On rejoint ici la conception de la méthode de construction de sens telle qu'énoncée par Micheline Frenette : « It attempts to capture the underlying dynamics of what moves people to turn to media/technology among the resources available to them, as they endeavor to conduct their lives in the most fulfilling manner (2003 : 364). »

En m'intéressant au *sens* que les membres de la « génération de l'information » donnent à l'engagement, je cherche donc essentiellement à savoir comment les jeunes parlent de l'engagement et du « changement social », comment ils expliquent leur position, s'ils se perçoivent eux-mêmes comme engagés et quels sont les réseaux, les sources d'information auxquelles ils réfèrent pour évaluer la portée de leurs gestes. Je cherche également à comprendre si le *Web 2.0* joue un rôle particulier dans l'intérêt qu'ils portent à certaines pratiques d'engagement, ou si d'autres facteurs ne peuvent pas remettre en question ce qu'ils estiment pertinent ou utile, dans une perspective de changement social. Ma stratégie de recherche vise, en somme, à déceler ce que les jeunes *perçoivent* du contexte, ce qu'ils *pensent* de l'engagement et ce qu'ils en font dans leurs *pratiques*.

3.1.1 Entre l'ethnographie et la théorisation ancrée : une démarche flexible

À l'instar d'un bon nombre de recherches portant sur les nouvelles formes de mobilisation (Sanford 2009 ; Castells 2012 ; Gerbaudo 2012 ; Costanza-Chock 2012), cette approche s'inscrit aisément dans une démarche de théorisation ancrée (*grounded theory*). La théorisation ancrée vise en effet à approfondir les connaissances sur un sujet peu défriché, à explorer les constructions de sens socialement partagées, la façon dont elles sont perçues par les acteurs et le contexte dans lequel elles s'inscrivent (Glaser et Strauss 1967 ; Strauss et Corbin 1998). Son objectif est d'ancrer l'observation dans un terrain donné, pour développer de manière inductive de nouvelles théories et hypothèses au sujet des enjeux identifiés⁵⁹. La méthode s'appuie dès lors sur des techniques de collecte de données variées : des entretiens en profondeur, l'observation du terrain, une attention portée aux « patterns » d'interaction et la prise de notes constantes (Glaser et Strauss 1967 ; Glaser 1992).

On ne peut s'empêcher de voir ici une similarité avec les outils de l'ethnographie. Cependant, si la théorisation ancrée s'intéresse aux « changements observés » au sein d'un groupe ou d'un espace donné (ce que fait aussi l'ethnographie), elle s'intéresse plus particulièrement à comprendre les *processus* au cœur des changements et pratiques (Morse et al. 2009 :13). En ce sens, il s'agit d'une démarche utile pour explorer plus en profondeur les questions ou les hypothèses soulevées par d'autres recherches. On doit toutefois mentionner que les similitudes et les différences avec l'ethnographie font l'objet de tensions et de controverses (Strauss et Corbin 1998 ; Charmaz et Mitchell 2001).

Toutes deux dérivées de l'interactionnisme symbolique, elles visent après tout à collecter des données symboliques. Or, l'ethnographie suppose une inscription de longue durée du chercheur dans un terrain dont il explore les principales caractéristiques et s'inscrit alors dans un va-et-vient entre l'observation distanciée du chercheur et sa participation au terrain observé

⁵⁹ Pour offrir un exemple clair, on peut reprendre la définition donnée par Aldiabat et Le Navenec : « A substantive [grounded] theory of the meaning of drug use among a homeless population would involve understanding the experiences of other homeless people, with whom they interact, how they interpret drug use, and their subsequent behavior based on this meaning of drug use » (2011 : 4).

(Geertz 1973). Si certains suggèrent que l'ethnographe doit se limiter à décrire ses observations en évitant d'en faire une quelconque interprétation, cette limitation demeure amplement contestée. La théorisation ancrée sert pour sa part à défricher des terrains peu connus, pour identifier des éléments applicables à d'autres situations. Le va-et-vient s'effectue alors entre le terrain et la théorie. Si les approches classiques supposent que la théorisation ancrée peut servir à *peaufiner* ou approfondir des hypothèses préalables – voire à formuler de nouvelles questions de recherche (Glaser et Strauss 1967 ; Morse et al. 2009) – certains de ses adeptes l'ont récemment orientée vers une approche « post-positiviste » (Aldiabat et Le Navenec 2011), suggérant que le chercheur doit à tout prix se distancier de toute connaissance, théorie ou enquête préalable au sujet du terrain. Une position particulièrement ardue et qui est, là encore, contestée par plusieurs (Strauss and Corbin 1998 ; Charmaz et Mitchell 2001).

Aujourd'hui, de plus en plus de chercheurs soulignent la compatibilité des deux démarches (Chenitz et Swanson 1986 ; Charmaz et Mitchell 2001). Dans le cadre des recherches portant sur les « cybercultures », leur croisement est d'ailleurs chose fréquente. On recourt à l'observation participante pour analyser la culture des *hackers* (Coleman 2012), on interroge les usages du Web en multipliant les entretiens auprès d'internautes (Wellman 2002 ; Lee 2005 ; Boyd 2008) ou de cyberactivistes (McCaughey et Ayers 2003). D'autres jumèlent la description de contenus de pages Web à une cartographie des hyperliens employés sur ces réseaux (Rogers et Zelman 2002 ; Marres et Rogers 2005). Plusieurs étendent enfin la portée de leurs observations en émettant de nouvelles hypothèses théoriques ou en suggérant de nouvelles questions à explorer plus en profondeur, sans hésiter à s'appuyer sur des théories et enquêtes préalables (Rheingold 2002 ; Gerbaudo 2012 ; Castells 2012).

À l'instar de ces recherches, j'ai choisi de m'inspirer des outils proposés par ces deux démarches (observations, entretiens et aller-retour constant entre les résultats et l'analyse) dans une approche *exploratoire* qui vise avant tout à mieux comprendre la relation entre les jeunes, la façon dont ils définissent l'engagement et les pratiques qu'ils développent ou privilégient sur le Web. Je demeure ainsi « culturellement sensible » à l'influence des réseaux d'interaction des jeunes, tout en posant les bases réflexives pour soulever de nouvelles questions et hypothèses au sujet des façons dont ils choisissent d'« agir » aujourd'hui.

Si la souplesse de cette approche est son principal point faible, elle présente ici un net avantage. Dans une perspective qui ne cherche pas à valider ou infirmer une théorie sur le terrain mais suit un va-et-vient entre des procédures inductives et déductives, elle permet de compléter les résultats de recherches plus exhaustives, en offrant un éclairage *nouveau* sur des données qualitatives, subjectives et évaluatives (Schütz 1987 ; Paillé et Mucchielli 2003). Je fais alors l'hypothèse que si nous assistons à l'émergence d'une nouvelle culture de l'engagement, celle-ci ne peut découler des seuls usages technologiques. Elle fait appel à des *attitudes*, des *représentations*, des *pratiques* mais aussi des *visions du monde* dont il faut pouvoir rendre compte. De ce fait, la recherche doit s'adapter aux situations non prévues, suivre les logiques discursives inhérentes aux propos des jeunes et demeurer ouverte à une variété de définitions et de modes d'action « engagés ».

Les données obtenues dans le cadre de ces entretiens sont donc liminaires. Elles ne visent pas à vérifier empiriquement une hypothèse mais explorent les relations entre les TIC et l'émergence de nouveaux modes d'engagement pour faire surgir de nouvelles hypothèses à leur propos. Je ne prétends donc pas obtenir des résultats généralisables à l'ensemble de la population. Loin des a priori technocentristes concernant les modalités d'engagement des jeunes, ma démarche vise plutôt à comprendre autrement *comment* l'engagement est vécu et interprété par ces jeunes, tout en tenant compte de l'imbrication des TIC dans une multitude de sphères de leur vie quotidienne.

3.2 L'intérêt d'une approche générationnelle

*Dans nos sociétés faisant la promotion à tous vents
de la jeunesse, nous sommes tous jeunes désormais*
Souchard, Viala et Saint-Jacques, 2000

Puisque je m'intéresse aux perceptions et pratiques des membres d'une nouvelle génération, c'est donc bien sûr que j'analyse des propos et des représentations de « jeunes ». Or, mon objectif n'est pas d'inscrire la réflexion dans une sociologie de la *jeunesse* mais plutôt dans une approche *générationnelle*. La nuance est ici importante.

La catégorie sociale de la *jeunesse* fait référence à une étape de vie, une période précise dans le développement personnel d'un individu, qui se définit comme distinguant le passage de l'enfance à la vie adulte (Galland 2001 ; Boyd 2008). L'observation des pratiques de la jeunesse suppose de prendre en compte des réalités liées à un « âge » : on pourrait, par exemple, choisir d'observer l'engagement des jeunes en fonction du temps dont ils disposent dans le cadre de leur parcours scolaire, du revenu lié à leur premier emploi, de l'apprentissage de certaines connaissances politiques ou citoyennes à l'école (Torney-Purta et Amadeo 2003 ; Montgomery et al. 2004). En sociologie, la « jeunesse » est souvent définie comme sensible aux crises et aux mutations sociales (Gauthier 2000 ; Galland 2001). Démontrant une propension à remettre en question l'autorité, à rejeter la hiérarchie, les jeunes sont aussi associés à la rébellion, à la contestation, tout comme à l'attrance pour le changement et le désir d'une plus grande liberté (Dubet 1987 ; Sica 2005). Orientée vers le futur et la nouveauté, la jeunesse développerait en ce sens des modes de vie et des « sous-cultures » (les rockers, les hippies, les punks) qui peuvent donner lieu à des formes spectaculaires de résistance et de mobilisation (Melucci 1996 ; Miles 1995). Toutefois, la notion de « jeunesse » suppose que les valeurs et les pratiques observées peuvent s'atténuer ou se transformer dans le temps, à mesure que ces individus avancent en âge (Perrineau et al. 2002 ; Dagnaud 2011).

À l'inverse, la notion de *génération* fait référence aux transformations *culturelles* et *sociales* qui sont vécues de manière prenante par une cohorte d'individus qui partagent une même « tranche d'histoire » et appartiennent à un même contexte (Dumont 1986). Pour Karl Mannheim (1972 [1928]), les « situations de génération » sont donc un point de départ intéressant pour comprendre les transformations sociales. Elles se définissent par l'expérience d'une cohorte avec des formes particulières d'éducation, bien sûr, mais aussi par des modes particuliers de socialisation, un contact avec des événements historiques marquants, une démographie (Riesman 1950) voire un ensemble de modèles culturels, économiques et politiques qui marquent la vie et les perceptions des individus nés à un même moment de l'histoire. Plus que l'âge, la notion de génération inclut une variété de facteurs qui altèrent significativement les normes, les croyances, les modes de vie et surtout, les visions du monde (*worldviews*) des membres qui la composent (Mannheim 1972 [1928]). En d'autres termes,

chaque génération propose des codes de sens et des référents symboliques qui affectent les manières dont elle choisit d'agir et ce, d'une manière *durable dans le temps*⁶⁰.

Un ensemble d'auteurs suggèrent dès lors de prendre en sérieux la métaphore d'une « génération de l'information », ou d'une « génération 2.0 » (Hofheinz 2011 ; Ion 2012). Car si les changements qui accompagnent la montée en âge de cette génération peuvent être liés, affectés ou mobilisés par leur utilisation des TIC et des médias sociaux, ils font référence à des dimensions variées de la vie quotidienne de ces jeunes : des modes de socialisation qu'ils développent en relation à un contexte, par lesquels ils construisent une « vision du monde » et de la participation dans ce monde qui leur sont propres. S'il est donc important de comprendre et d'analyser les pratiques de « *flashmob* », de cyberactivisme, les usages de *Facebook* et de *Twitter* dans le cadre de mobilisations récentes, il me paraît d'autant plus utile de cerner les *valeurs*, les *réflexions* et les *expériences de vie* qui mènent ces jeunes à développer ou à recourir à ces modes d'action, pour mieux en comprendre l'incidence dans le temps, au-delà du simple moment de la mobilisation.

À ce sujet, une enquête longitudinale menée au sujet de l'engagement citoyen des Américains par Zukin, Keeters, Andolina, Jenkins et Delli Carpini (2006) permet de comparer les attitudes et pratiques de quatre générations, en fonction de quatre modes d'engagement (politique, citoyen, expression publique et cognitif). Analysant ceux-ci en relation avec les événements historiques, économiques et politiques qui ont marqué le quotidien de ces cohortes, les auteurs notent que si de multiples modes d'engagement coexistent au sein de chacune de ces générations, les valeurs, les références historiques et les compréhensions du monde (*worldview*) qui les distinguent les mènent toutefois à privilégier certaines pratiques, ou du moins à les identifier plus aisément comme étant pertinentes pour mener au changement social.

Par exemple, les auteurs suggèrent que le contexte d'entre deux guerres mène la génération des « *Dutifuls* » (nés avant 1946) à faire confiance aux institutions politiques, à l'armée. Ils

⁶⁰ Pour Pakulski (1995), les nouveaux mouvements sociaux seraient à ce point marqués par une identification aux formes particulières de socialisation des jeunes dans un contexte historique donné, qu'ils seraient plus caractérisés par le facteur *générationnel* que par celui de la classe.

trouvent important le fait d'appuyer le financement des partis politiques. Les « Babyboomers » (nés entre 1946 et 1964), grandissent pour leur part en période de « boom » économique et démographique, dans un univers relativement stable et ouvert sur le monde, ce qui leur garantit une bonne qualité de vie et des emplois assurés. Ils craignent moins de s'engager dans des modes d'action contestataires, anti-establishment et les changements qu'ils revendiquent sont majeurs : il ne s'agit plus d'agir sur les décisions d'un parti, mais de transformer les mœurs, les institutions et les structures économiques et sociales à grands coups de démonstrations publiques. À l'inverse, la génération « X » (née entre 1965 et 1976), a été marquée par la guerre froide, la récession économique, les scandales politiques, le chômage et un blocage au niveau économique et de l'emploi. Si cette génération a longtemps été considérée comme « dépolitisée » et méfiante envers les institutions et les partis politiques, Zukin et ses collègues soulignent qu'elle se montre plus active que ces prédécesseurs au plan de l'engagement communautaire, du bénévolat et de l'expression publique de voix exclues (en particulier en ce qui concerne les droits des minorités ethniques et les droits des gais et lesbiennes). La dernière cohorte analysée, les « Dot.Nets » (qu'ils identifient comme les individus nés après 1976), présentent, aux yeux des auteurs, des attitudes et pratiques si ambiguës, qu'elles leur inspirent l'idée d'un nouveau « pattern » de l'engagement citoyen, fortement marqué par l'adoption des technologies du Web (Tableau I).

Tableau I: Pratiques d'engagement de 4 générations selon les facteurs identifiés par Zukin et al. (2006)

Dutyfulls (nés avant 1946)	Période d'entre deux guerres	Participation électorale, financement de partis politiques
Baby-Boomers (1946-1964)	Boom économique, stabilité, ouverture sur le monde	Droits civiques, manifestations, engagement citoyen
Generation X (1965-1976)	Crise économique, scandales politiques, guerre froide	Engagement communautaire, expression publique, modes de vie alternatifs
Dot.Nets (nés après 1976)	Émergence d'Internet, mondialisation, actions transnationales	Amalgame complexe

Ces chercheurs ne sont pas les seuls à suggérer que l'engagement des jeunes suit de nouveaux « patterns ». S'intéressant à leurs pratiques de participation sociale et politique (Norris 2002 ; Juris et Pleyers 2009), à leur intérêt pour le cybermilitantisme (McCaughey et Ayers 2003 ;

Kovacheva 2005 ; Mossberger, Tolbert et McNeal 2008), ou à leurs attitudes et dispositions générales envers la vie politique (D-Code 2003 ; Sanford 2009) de nombreuses enquêtes concluent que cette génération présente des pratiques et des attitudes qui la distinguent. On estime que le Web et les médias sociaux sont à ce point structurants de la vie des jeunes, qu'on les décrit comme faisant partie d'une génération « de l'information » (D-Code 2003). Les 35 ans et moins sont appelés « génération numérique » (Sjöberg 1999 ; Montgomery et al. 2004), « natifs du numérique » (Tapscott 2006, 2009), « génération Seattle » (Lasson et Quinio 2002) et parfois « génération altermondialiste » (Dutermé 2002), mais aussi « génération C » pour son caractère créatif, connecté et consommateur (CEFRIO 2009) ou « génération Y » pour faire simplement suite à la génération X.

Malgré les multiples noms employés pour l'identifier, cette génération n'est pas toujours délimitée selon les mêmes critères d'âge. Selon les besoins de la recherche, on la définit comme incluant les 15-25 ans (Muxel 2001; Olsson 2005) les 14-24 (« Génération C » : CEFRIO 2009), ou les 18-30 ans (pour distinguer les adolescents des jeunes adultes). La barrière des 35 ans est cependant rarement dépassée, puisque cet âge délimite la plupart des programmes éducatifs et publics officiellement adressés aux « jeunes » (ONU 2004, Zukin et al. 2006; Pasek 2006). Or, ce qui est plus surprenant, c'est que les discours scientifiques et médiatiques produits au sujet de cette génération cherchent à ce point à identifier la « nouveauté » des usages des TIC à la « jeunesse », qu'au début des années 2000, on décrivait les « Y » comme étant nés après 1970, alors que ces mêmes « Y » sont aujourd'hui décrits comme incluant des individus nés après 1978 ou même nés dans les années 1980 (et qui ont donc moins de 35 ans en 2013). Cette génération n'avancerait-elle donc jamais en âge⁶¹? Cette incongruité démontre bien l'association trop causale qui est encore effectuée entre les pratiques d'engagement de cette génération et une culture numérique qui serait « jeune » par essence.

⁶¹ En d'autres termes, les individus identifiés comme faisant partie de la génération Y en 2003 feraient aujourd'hui partie de la génération X. Un glissement de frontière entre ces deux générations qui démontre bien la difficulté à identifier les Y autrement que par leur « culture jeune ».

La durée d'une génération n'est toutefois pas une donnée fixe. Elle fait référence à des pratiques et des modes de vie inscrits dans un contexte médiatique, social et politique élargi. Dans le cadre de ma recherche, je considère que la génération « de l'information » peut effectivement être définie comme suivant la génération X (et qui inclut des individus nés après 1977 ou 1978). J'estime cependant que les frontières entre ces deux générations sont poreuses. Pour le bien de la recherche, j'ai toutefois choisi d'interroger des jeunes âgés entre 20 et 35 ans, considérant qu'ils font écho aux enquêtes qui insistent pour observer les « nouvelles pratiques » du web chez les jeunes, tout en m'assurant que les individus interrogés puissent discuter de certains modes d'engagement plus traditionnels « en connaissance de cause ». Par exemple, pour être en mesure de parler de leur intérêt pour la participation électorale, il faut qu'ils aient eu la possibilité de voter au moins une fois dans leur vie. Puisque l'âge légal pour voter aux élections canadiennes est de 18 ans, j'ai fixé la limite d'âge des plus jeunes répondants à 20 ans.

Enfin, notons que tous les membres de cette génération ne sauraient être considérés comme un bloc monolithique. Ils incluent une multitude d'identités, de rôles, et d'expériences personnelles, tout comme ils peuvent avoir des interactions variables avec les technologies en réseaux. Il en résulte de multiples facteurs qui peuvent agir sur leurs pratiques et modalités d'engagement et qu'il s'agit de prendre en compte dans la démarche d'échantillonnage.

3.3 Échantillonnage et population à l'étude

La notion de génération permet d'éclairer des déplacements symboliques, des changements économiques, culturels, historiques qui ont des incidences à long terme sur la manière dont les individus perçoivent le fonctionnement de leur société. Puisque des contextes changeants peuvent favoriser des compréhensions, perceptions ou attitudes différentes de la part des acteurs (Bellah 1985), il m'a semblé important de trouver un échantillon de jeunes présentant des horizons et des modes d'engagement variés, pour mettre en lumière les multiples réalités vécues par les membres de cette génération.

Ce faisant, la méthode d'échantillonnage devait me permettre, en premier lieu, de rejoindre des jeunes disposés et intéressés à discuter de leurs perceptions, valeurs et pratiques « engagées ». Or, je devais alors demeurer ouverte à des parcours de vie, des expériences et des modalités de participation sociale et politique qui ne correspondent pas a priori à une définition traditionnelle de l'engagement. Puisque la littérature évoquée dans les chapitres précédents suggère un ensemble de restructurations liées à l'émergence des TIC, la mondialisation, l'individualisation et la circulation accrue des individus et des biens culturels (Castells 2001; Urry 2003 ; Norris 2009; Ion 2009), j'ai choisi de multiplier les points d'entrée pouvant témoigner de ces dimensions.

Pour éviter les écueils des enquêtes qui ne s'intéressent qu'à ces formes usuelles d'engagement, j'ai pris soin d'approcher des jeunes qui s'engagent autant au sein d'organisations formelles mais aussi à l'extérieur de celles-ci. Par ailleurs, les jeunes sont amenés à interagir avec des membres de leur propre « communauté » mais ils entrent aussi en relation avec des individus situés aux quatre coins du monde. Cette génération est par ailleurs particulièrement mobile et présente un métissage culturel, ethnique et identitaire important. J'ai donc volontairement choisi de ne pas classer leurs appartenances culturelles a priori, en leur offrant plutôt la possibilité d'identifier eux-mêmes ce qui marque, de leur point de vue, leurs réseaux d'appartenance (nationalité, ville, région, culture, langue maternelle, etc).

Quant au terrain de l'enquête, je me suis limitée, pour des raisons logistiques et financières, à des entretiens menés en face à face, au Québec. Quelques cas d'exceptions ont toutefois été menés à l'extérieur de la province, dû à l'originalité des formes d'engagement mis en avant par les jeunes, parce que le répondant s'était déplacé entre le moment de la prise du rendez-vous et l'entretien, ou parce que leurs pratiques étaient exemplaires ou complémentaires à d'autres données (dans tous ces cas d'exception, les entretiens ont été menés sur Skype). Bien que la portée géographique de l'enquête soit alors limitée, il est intéressant de constater qu'une majorité des recherches produites sur la relation entre les TIC et l'engagement des jeunes est effectuée aux États-Unis ou en Grande-Bretagne (Anduiza, Jensen et Jorba 2012). Très peu de recherches se sont d'ailleurs intéressées à l'engagement social et politique des jeunes au Québec, au-delà de leur seule participation électorale ou de leurs pratiques bénévoles

(Fournier et Hudon 2012), et encore moins nombreuses sont celles qui le font de manière qualitative (à titre d'exception, on peut mentionner Quéniart et Jacques 2007, 2008).

Plus encore, si des enquêtes récentes se sont penchées sur les terrains d'occupation qui ont amplement défrayé les manchettes depuis 2010 – la Plaza del Sol à Madrid, le mouvement *Occupy* à Wall Street, les activistes sur la place Tahrir en Égypte (Lotan et al. 2011 ; Gerbaudo 2012 ; Castells 2012) – d'autres enquêtes ont aussi observé comment ces mouvements font écho à des terrains et des pratiques contestataires ailleurs dans le monde : à Boston, en France, en Belgique, en Finlande, en Pologne, au Chili (Juris 2012 ; Pleyers 2012 ; Anduiza et al 2012). En ce sens, il me paraît d'autant plus intéressant de contribuer à la réflexion en cours, en observant si les pratiques et propos des jeunes interrogés dans le cadre de cette recherche font écho aux constats émis par d'autres enquêtes.

Somme toute, l'enquête s'est déroulée en deux étapes essentielles : une étape préalable de 6 entretiens de groupe menés entre août 2009 et novembre 2009 et une deuxième série de 78 entretiens individuels semi-directifs en profondeur, menée entre décembre 2009 et mai 2012. L'observation de sites Web, la recension de données statistiques et ma propre inscription dans des réseaux sociaux ont aussi servi à nuancer les résultats.

3.3.1 Entretiens préalables de groupe

La série préalable de 6 entretiens de groupe, menée en 2009, visait avant tout une familiarisation avec le vocabulaire, le langage et les références des jeunes quand ils parlent d'engagement. Selon Van Campenhoudt (2005), les entretiens de groupe sont particulièrement utiles pour relever les cadres interprétatifs socialement construits et partagés, tout en favorisant les dissonances et remises en question qui peuvent nuancer les propos exprimés. Cette étape permet d'aller au-delà des conceptions et des préjugés partagés par les jeunes, en leur offrant la possibilité de relativiser ceux-ci dans le cadre d'un discours qui demeure toutefois, émis au sein d'un groupe. Constitués entre 8 et 12 personnes pour favoriser la dynamique des échanges (Van Campenhoudt 2005; Lindlof 1995), ces entretiens ont eu une

durée moyenne de 2 heures. Ils m'ont permis de rejoindre un total de 59 jeunes (30 hommes et 29 femmes), âgés en moyenne de 25 ans (le plus jeune ayant 20 ans et l'aîné 35). Les groupes interrogés ont été approchés dans divers contextes. Pour rejoindre des jeunes intéressés par des pratiques d'engagement, j'ai recruté les quatre premiers groupes dans le cadre de *deux événements jeunesse* portant sur l'engagement social et politique : le Congrès mondial des jeunes et l'École d'été de l'Institut du nouveau monde :

1) Dans le cadre du *Congrès mondial des Jeunes de Québec* (10 au 21 août 2008), j'ai pu assister à divers ateliers portant sur la mobilisation des jeunes et le « changement social ». L'événement réunit tous les deux ans des jeunes provenant du Québec et de plusieurs autres pays pour « discuter, apprendre et s'exprimer » sur des enjeux qui « touchent les jeunes, la politique et les actions transnationales ». L'événement vise par ailleurs à développer un vaste réseau d'échange entre jeunes du « Nord » et du « Sud » qui se revoient tous les deux ans pour favoriser le partage d'outils et de pratiques visant à organiser leurs actions⁶². En ce sens, il s'agit d'un bassin fertile pour y interroger des jeunes « engagés ». Ayant observé la tenue d'ateliers lors de l'événement de 2008, j'ai constitué une liste de répondants potentiels que j'ai contacté l'été suivant, en août 2009, alors qu'ils se réunissaient pour préparer leur participation au prochain congrès (qui a eu lieu à Istanbul, en 2010). Une annonce diffusée par courriel et en personne a permis de recruter deux groupes de 8 répondants chacun, qui ont accepté de prendre part aux discussions sur une base volontaire (voir annexe 1).

2) Deux autres groupes de 12 participants ont également été interrogés dans le cadre d'un deuxième événement jeunesse : *l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde* (INM), tenu à Montréal les 28 et 29 août 2009. L'INM se définit comme un institut « indépendant, non partisan, à but non lucratif, voué au renouvellement des idées et à l'animation de débats publics au Québec »⁶³. L'école d'Été est un événement annuel « qui permet aux jeunes de 15-35 ans de s'informer, d'échanger et de débattre dans une optique de développement de la personnalité civique, mais aussi dans un esprit d'exploration et de plaisir ». Là encore, une

⁶² Tel que décrit par le programme annuel du Congrès mondial des jeunes remis à l'accueil de l'événement.

⁶³ Voir le site : www.inm.qc.ca (visité en date du 13 juin 2012).

annonce diffusée par courriel et en personne aux participants inscrits à l'École d'été a servi à recruter les répondants, mentionnant les besoins et limites de la recherche (voir annexe 1). Fait intéressant, ces entretiens m'ont donné accès à des jeunes provenant de régions éloignées du Québec et issus de réserves autochtones, invités à venir s'exprimer annuellement dans le cadre de cet événement et qu'il m'aurait été difficile de rejoindre autrement.

Les jeunes qui participent à ces événements présentent un intérêt ou une disposition affichée à réfléchir et discuter d'enjeux liés à l'engagement. Après tout, ils se déplacent, paient leur inscription et se réunissent pour participer à des ateliers où on leur propose justement de réfléchir et de débattre d'enjeux sociaux, tout en explorant diverses formes de mobilisation et d'engagement. Ils présentent en ce sens un terrain fertile pour déceler les cadres interprétatifs, les codes et les langages par lesquels les jeunes parlent et discutent de l'engagement. Toutefois, pour élargir la réflexion, j'ai choisi d'ajouter à ces quatre premiers groupes, un « groupe expert » et un « groupe témoin », de façon à ce que leurs propos viennent nuancer ceux obtenus dans le cadre de ces deux « événements jeunesse » :

3) À titres d' « experts », 7 membres du *Comité Prends ta place* du Forum Jeunesse de l'île de Montréal ont été rencontrés en novembre 2009. Le Forum Jeunesse est un groupe de jeunes professionnels (âgés en moyenne de 29 ans) du réseau public qui ont pour mandat de mettre sur pied des programmes visant à encourager et favoriser l'engagement des jeunes montréalais. En ce sens, de par leur occupation, ils présentent une connaissance approfondie des difficultés, obstacles ou enjeux sur lesquels travailler pour favoriser ou entretenir la mobilisation des membres de leur génération⁶⁴ (voir annexe 1).

4) Enfin, pour rencontrer des jeunes qui ne font pas nécessairement partie d'événements ou d'organisation jeunesse formels, j'ai recruté un groupe « témoin » de 12 étudiants (âgés en moyenne de 24 ans) au sein des départements de sociologie et d'anthropologie de l'Université de Montréal (voir annexe 1). La tenue du groupe de discussion a été annoncée au mois

⁶⁴ À noter, ce sont les membres du comité qui ont convenu de l'heure et du jour de la rencontre ; ils ont été rencontrés à leurs bureaux.

d'octobre 2009, dans le cadre de 4 cours portant sur des enjeux variés (sociologie de la religion, sociologie des réseaux, sociologie de la culture et méthodes de recherche qualitatives) et des jeunes ont aussi choisi d'inviter leurs amis à y participer⁶⁵. Ces entretiens ont permis d'aborder plus en détail les enjeux liés au contexte social et politique, mais aussi ce qui caractérise les nouveaux modes d'engagement qu'ils trouvent novateurs ou qui représentent, à leur avis, l'engagement de leur génération.

Il est à noter que si ces jeunes ont accepté de parler, de discuter et de débattre de ce qu'ils estiment être des actions « engagées », rien n'indiquait s'ils s'engagent effectivement dans ces modes de participation. Par ailleurs, la diversité des participants interrogés ne me permet pas d'établir quels usages des TIC ces jeunes font dans la vie quotidienne. De fait, ces entretiens ont surtout servi à déceler des tendances dans la façon dont les jeunes parlent du contexte social, politique et médiatique actuel, la manière dont ils perçoivent les possibilités d'action de leur génération et le rôle qu'ils accordent aux TIC.

Guidés autour de 18 questions thèmes (voir annexe 2), les entretiens ont été menés dans une ambiance favorisant la discussion. J'ai alors pris soin de suivre la logique discursive du groupe, tout en m'assurant qu'ils abordent les trois dimensions suivantes : 1) la perception du contexte sociopolitique actuel et la place occupée par les jeunes ; 2) l'incidence sociale des TIC auprès des membres de leur génération; 3) la définition ou redéfinition potentielle de l'engagement à l'ère du *Web 2.0*. Ces thématiques ont été proposées en ouverture de la discussion. Lorsque certaines questions ou thématiques étaient moins abordées par les répondants, j'ai pris soin de les relancer en fin d'entretien. En somme, ces entretiens ont fourni un ensemble dense de réflexions, vocabulaires et représentations au sujet du contexte sociopolitique, des possibilités d'y agir, des actions que les jeunes perçoivent comme adéquates pour mener au changement social, tout comme l'intérêt qu'ils portent aux réseaux sociaux et leur propre identification à une génération (pour un tableau des jeunes interrogés, voir l'annexe 3). Ils ont également permis d'identifier les concepts-clés et les « réseaux

⁶⁵ Il est à noter que les inscriptions au groupe de discussion n'avaient rien à voir avec le cours en question et qu'ils étaient fait sur une base entièrement volontaire.

d'interprétation » à observer plus en profondeur dans une deuxième série d'entretiens individuels.

3.3.2 Entretiens individuels : choix des répondants

Puisque la recherche s'intéresse à la construction *subjective* du sens donné à l'engagement, la partie la plus importante de l'analyse porte sur une série d'entretiens individuels semi-directifs en profondeur menée auprès de 78 jeunes âgés entre 20 et 35 ans (l'âge moyen étant de 27 ans, le plus jeune ayant 20 ans et l'aîné 33, incluant 40 femmes et 38 hommes). D'une durée moyenne de 100 minutes (l'entretien le plus court étant de 60 minutes et le plus long de 180 minutes), la majorité de ces entretiens a été menée entre les mois de décembre 2009 et de janvier 2012, selon les disponibilités des répondants. Alors que se multipliaient les références à l'utilisation des médias sociaux dans le cadre du printemps *arabe*, du mouvement *Occupy* et des manifestations étudiantes au Québec et au Mexique, j'ai choisi d'interroger de nouveaux répondants en mai 2012, de façon à prendre en compte leurs réflexions au sujet de ces développements. En somme, j'ai rejoint une variété de jeunes issus d'horizons multiples et qui s'engagent de façons tout aussi diverses.

Selon Maurice Angers, l'entretien individuel est une technique « toute indiquée pour qui veut explorer les motivations profondes des individus et découvrir, à travers la singularité de chaque rencontre, des causes communes aux comportements des gens » (1992 : 141). Ces entretiens m'ont permis d'explorer la relation entre le contexte, les pratiques des jeunes, les valeurs, représentations et cadres de référence auxquels ils recourent quand ils choisissent d'« agir ». M'inspirant par ailleurs de la méthodologie de la construction du sens (Dervin et Frenette 2001), je voulais interroger les jeunes au sujet des sources d'information qu'ils privilégient, l'utilisation quotidienne qu'ils font des TIC et les réseaux auxquels ils réfèrent pour justifier ou réfuter la pertinence de certaines actions. Les questions guides ont été construites autour de 5 grands axes (voir annexe 4), découlant de la perspective théorique présentée au chapitre 2 : 1) la définition donnée à l'engagement (représentations, images, perceptions) ; 2) la perception du contexte social et politique (incluant les représentations sur

leur propre génération) ; 3) le parcours individuel et les expériences personnelles avec divers modes d'engagement ; 4) le parcours et les expériences personnelles avec les TIC et le Web 2.0 ; 5) et enfin un retour réflexif sur leurs propres pratiques quand ils choisissent d'agir sur des causes et des enjeux qui leur tiennent à cœur.

Considérant que les hypothèses émises au sujet d'une nouvelle *culture* de l'engagement supposent deux dimensions importantes des transformations actuelles – une *multiplication des réseaux d'interaction* et une *multiplication des modes de participation* sociale et politique –, j'ai choisi d'interroger des jeunes dont les réflexions et les pratiques se situent aux croisements de ces deux dimensions. Pour éclairer la variété des modalités d'action qui s'offrent aux jeunes, il s'agissait, d'une part, d'interroger des répondants qui peuvent s'engager en des modes et des pratiques usuels (le vote, l'inscription dans un parti politique, dans une organisation militante) mais dont les actions peuvent aussi dépasser les modes d'organisation formels (bénévolat, action communautaire, entrepreneuriat social). Pour éclairer la multiplication des modes d'interaction à l'ère du *Web 2.0*, il s'agissait par ailleurs d'interroger des répondants dont les usages de ces outils peuvent être variés. Pour analyser avec plus de nuances la relation entre les TIC et l'émergence de nouveaux modes d'engagement chez les jeunes, j'ai donc interrogé un ensemble de répondants identifiés selon : 1) l'intérêt qu'ils portent à des formes usuelles ou nouvelles d'engagement ; 2) l'intérêt qu'ils portent aux TIC, au Web 2.0, et aux médias sociaux dans la vie quotidienne.

Pour rejoindre ces jeunes, je me suis basée sur les éléments de réponses soulevés dans les entretiens de groupes. Ceux-ci ont notamment souligné que certaines pratiques de « cyberactivisme » se professionnalisent à l'heure actuelle : des membres de syndicats ou de partis politiques sont embauchés pour alimenter des pages Web, des profils *Facebook* ou des fils *Twitter* officiels. Par ailleurs, ces entretiens ont aussi mis en lumière l'intérêt affiché par la communauté virtuelle d'informaticiens, de crack informatiques ou de *geek* amateurs à développer des applications visant à favoriser des actions à visées sociales ou politiques. Les entretiens de groupe m'ont permis d'identifier une première liste d'adresses courriel d'individus considérés comme des « leaders d'opinion », soit des jeunes capables de s'exprimer aisément, ayant une certaine capacité de persuasion et dont les idées risquent d'être

partagées par d'autres individus (Mucchieli 1996). Par processus de « boule de neige », (Lindlof 1995; Paillé 2003) j'ai ensuite demandé à chaque répondant d'identifier de nouvelles personnes qu'ils jugeaient intéressées ou susceptibles de s'inscrire dans la problématique de recherche. Ces individus sont devenus répondants à leur tour. Il s'agit donc d'un échantillon non probabiliste et je ne prétends pas en tirer des conclusions généralisables à l'ensemble de la population des 20-35 ans.

Or, l'intérêt de cette démarche est qu'elle permet d'approcher des jeunes présentant des intérêts pour des développements et usages technologies *et* des intérêts pour des pratiques d'engagement variés. En m'inspirant des descriptions idéal-typiques et des définitions théoriques de recherches préalables (Granjon 2001; Sanford 2007; Zukin et al. 2006) j'ai ainsi choisi d'interroger des jeunes se situant à quatre degrés de corrélation TIC/Engagement : 1) des *activistes* ou militants (démontrant un intérêt pour des modes d'engagement formels); 2) des *cybermilitants* (engagés en modes formels mais qui affichent un intérêt marqué pour des pratiques sur le Web) ; 3) des *techno-philanthropes* (des technophiles qui essaient de penser, à partir des TIC des usages qui ont des visées sociales et politiques) ; 4) des *technophiles* (geeks, cracks informatiques, et cyberentrepreneurs); et 5) des originaux (qui correspondaient difficilement à l'image d'un jeune technophile ou engagé). Comme l'indique le tableau ci bas (tableau II), je partais alors des deux présupposés habituels concernant les jeunes – en ce qui concerne leur engagement ou leur recours aux TIC – mais la relation entre la façon dont les jeunes choisissent de s'engager et leur intérêt pour les TIC demeurait ouverte.

Tableau II: Relation entre l'intérêt du répondant pour des pratiques engagées et l'intérêt pour les TIC

	Activistes	Cybermilitants	Techno-philanthropes	Technophiles	Originaux
Intérêt pour l'engagement	✓	✓	✓	?	?
Intérêt pour les TIC et le Web 2.0	?	✓	✓	✓	?

Pour décrire ces répondants plus en détail, soulignons que la première catégorie d'*activistes* ou de militants m'a conduit à rencontrer des jeunes répondant à l'image usuelle du « jeune

engagé » : membres de l'aile jeunesse de partis politiques, d'une association syndicale, travaillant au sein d'organisations caritatives, membres de groupes activistes (altermondialistes, féministes, écologistes). À l'instar d'autres recherches, il m'était plus facile d'identifier ces jeunes comme correspondant à une définition usuelle de l'engagement, mais je ne connaissais pas leurs réflexions sur des modes ou pratiques plus novatrices de participation sociale et politique, ni leur intérêt pour les TIC et les médias sociaux (outre le fait qu'ils possèdent une adresse courriel par laquelle ils ont été rejoints).

La catégorie des *cybermilitants* regroupe quant à elle des jeunes inscrits dans des modes usuels de participation sociale ou politique, mais dont la tâche – en tant que militant ou membre d'un parti – est justement d'employer le potentiel des TIC et des médias sociaux pour recruter de nouveaux membres, faire connaître une cause ou positionner un parti politique. Il s'agit de jeunes embauchés comme webmestres, gestionnaires des communautés virtuelles de partis politiques, de groupes activistes ou d'ONG transnationales. Témoignant à la fois d'un intérêt pour l'engagement et d'un intérêt pour les TIC, ces jeunes représentent en quelque sorte le stéréotype du « militant branché ». Leurs réponses ont donc fourni des informations pertinentes au regard de la « professionnalisation » du cyberactivisme, en soulignant au passage des pratiques moins connues.

À l'autre extrême de la corrélation TIC/engagement, on retrouve la catégorie des *technophiles*, qui correspondent à l'autre image souvent donnée à cette génération, soit celle d'une génération avide des développements Web. On y retrouve des créateurs de sites web, des créateurs d'applications pour téléphones intelligents, des informaticiens amateurs, des cyberentrepreneurs et des *geeks* motivés. Si je connaissais a priori l'intérêt de ces jeunes pour les technologies du Web 2.0, je ne connaissais rien de leurs perceptions et représentations des milieux politiques, militants ou communautaires ni de leur capacité à agir dans ce contexte (outre le fait qu'ils acceptent de participer à une recherche portant sur le « sens de l'engagement » de leur génération).

La catégorie des *techno-philantropes* (ou *technophiles engagés*) regroupe, tout comme les « cybermilitant », des individus qui se trouvent à la croisée des variables TIC/engagement. À

la différent qu'il s'agit ici d'individus d'abord intéressés par les TIC, mais dont le mandat ou le rôle vise à développer des usages politiques ou sociaux de ces outils. On y trouve des fondateurs ou membres de réseaux virtuels visant à favoriser l'engagement social ou citoyen. On peut penser au réseau *Taking IT Global*⁶⁶, créé « par des jeunes pour des jeunes » et qui a pour objectif d'utiliser les TIC pour favoriser l'engagement des 35 ans et moins. On peut aussi penser aux réseaux *Apathy is Boring/L'apathie c'est plate*, ou *Communautique*, le premier visant à employer les TIC pour favoriser l'engagement des jeunes, le second ayant pour mandat d'adapter les TIC aux besoins des citoyens. On peut également penser aux créateurs d'applications Web visant à produire des réseaux de « micro-philanthropie » à portée sociale et/ou politique. Ces jeunes incarnent en quelque sorte l'idéal-type d'individus d'abord « branchés » et ensuite « engagés », bien qu'ils ne fassent pas nécessairement partie de groupes formellement organisés.

Enfin, dans le cadre de mon processus de recrutement, j'ai toujours pris soin d'offrir aux répondants la possibilité d'identifier des individus, amis ou connaissances qu'ils trouvaient pertinents au regard des objectifs de la recherche, mais qu'ils associaient difficilement à l'une ou l'autre de ces catégories préalables. La variété de jeunes qu'ils m'ont alors suggérés m'a poussée à ajouter une nouvelle catégorie aux quatre premières : les *originaux*. Cette catégorie regroupe un ensemble de pratiques peu communes. J'ai ainsi rencontré des *hackers*, des anarchistes, des jeunes « intéressés » par la politique mais qui peinent à se définir comme engagés (qui se disent inactifs mais non apathiques), des jeunes qui sont ni intéressés par le Web ni par la politique (mais qui savent développer des arguments pour expliquer pourquoi), tout comme des jeunes situés en régions éloignées et qui n'ont pas toujours accès à Internet haute vitesse à la maison, ni aux groupes militants qu'ils aimeraient appuyer. Bien que ces *originaux* ne représentent pas les « tendances » plus fortes en ce qui a trait aux modes d'engagement des jeunes, ils permettent d'appréhender la diversité de pratiques qui composent aujourd'hui l'univers social et politique de cette génération (pour un tableau récapitulatif et la liste des jeunes interrogés, voir l'annexe 5).

⁶⁶ <http://www.takingitglobal.org>. Nous les avons rencontrés et contactés à une première reprise lors du Congrès Mondial des Jeunes (août 2008), où ils étaient présents.

Somme toute, de par le mode de recrutement et de par la définition donnée à l'engagement, ces jeunes correspondent à des pratiques dites « progressistes ». On y trouve des jeunes qui cherchent à défendre des causes environnementales, à réduire les inégalités hommes-femmes, qui luttent contre ce qu'ils perçoivent être des injustices ou travaillent à promouvoir des droits humains. Il s'agissait après tout de comprendre comment les jeunes s'évertuent à produire ou à orienter des « changements sociaux ». Plus encore, l'engagement a été défini comme une façon de contribuer à ce changement social, ou à réduire les inégalités. En ce sens, l'échantillon ne comprend pas de défenseur de positions « conservatrices » ou militant pour une cause qui encouragerait les droits de certains au détriment d'autres (comme des groupes extrémistes, raciaux ou religieux, par exemple).

Enfin, notons que les répondants de chacune de ces catégories ont été approchés sur une base volontaire (voir annexe 6). Les lieux de rendez-vous ont été identifiés par les répondants eux-mêmes, tout comme la date et l'heure des entretiens. Le remaniement de ces rendez-vous en fonction de disponibilités changeantes des jeunes s'est d'ailleurs avéré fort coûteux, en temps comme en argent. Dans la mesure du possible, j'ai donc tenté de favoriser des rencontres en face à face et en région urbaine (Montréal, Laval et Québec). Lorsque l'éloignement était trop important, j'ai privilégié les rencontres virtuelles effectuées grâce au logiciel *Skype*. J'ai alors insisté pour que les deux caméras demeurent ouvertes (la mienne et celle du répondant) de façon à recréer autant que possible les conditions d'un entretien en face-à-face⁶⁷. Le nombre d'entretiens a finalement découlé du principe de saturation méthodologique (Angers 1992).

3.3.3 Déroulement des entretiens

Les entretiens de groupes et les entretiens individuels ont tous été semi-directifs. Cette formule a l'avantage d'être flexible dans la manière de mener les entrevues, tout en invitant les répondants à élaborer librement leurs réponses (Foddy 1993; Seidman 1991). Les entrevues

⁶⁷ Au total, 8 entretiens ont été effectués par *Skype*. 3 de ces répondants vivent au Québec mais en région rurale. 3 autres ont été interrogés au sujet des parcours inusités qu'ils présentent, deux vivent à Toronto et une à Vancouver. Enfin, 2 autres jeunes ont été rejoints par *Skype* car ils se trouvaient au Pérou pour le travail et en Allemagne pour les études, au moment qui leur convenait le mieux pour mener l'entretien.

n'étaient pas composées autour d'un questionnaire précis mais étaient guidées par un nombre de questions construites en fonction des objectifs de la recherche et du cadre conceptuel transitoire (voir annexes 2 et 4). En partant de ces points de repère, l'ordre des questions a été modifié selon les circonstances ou les caractéristiques des propos tenus. De la même manière, je me suis efforcée de suivre la logique discursive des répondants pour ne pas restreindre leur champ de réponses et leur laisser la liberté de soulever de nouvelles réflexions pertinentes au regard de la problématique.

Dans le cadre des entretiens individuels, il me fallait cerner avec nuances les valeurs des jeunes et leurs jugements réflexifs concernant leur situation personnelle, leur parcours de vie et leurs expériences d'engagement, tout en interrogeant le sens qu'ils donnent au contexte médiatique, social et politique actuel. On peut reprendre, à ce sujet, les propos de Melucci :

Analysis cannot simply identify action with that which the actors report about themselves, without taking into account the system of relationships in which goals, values, frames and discourses are produced (1996: 15).

Dès lors, bien que les questions n'avaient pas d'ordre particulier, j'ai tenté d'aborder les thèmes « en entonnoir » : en passant du plus général au plus spécifique. Dans un premier bloc, des questions larges visaient à mener les jeunes à évoquer spontanément la façon dont ils se représentent l'engagement, les images qui leurs viennent à l'esprit lorsque les termes « participation sociale ou politique », « militant » ou « changement social » sont abordés. Des questions ont ensuite visé la perception du statut social des jeunes et leur représentation du contexte dans lequel ils inscrivent leurs actions. Comment perçoivent-ils leur rôle en société? Est-il possible d'agir pour le changement social aujourd'hui? Qu'est-ce qui peut les motiver à vouloir agir et qu'est-ce qui les en empêche?

Un deuxième bloc de questions permettait aux jeunes de réfléchir à l'origine de ces cadres, de les évaluer en fonction de leur parcours personnel ou de leurs expériences avec certains modes d'engagement : ces représentations correspondent-elles à des pratiques qu'ils ont déjà vécues ou expérimentées ? Je me suis alors efforcée de porter une attention aux sources d'information et aux réseaux identifiés comme participant à cette construction de sens : utilisent-ils les TIC

fréquemment? Ont-ils accès à des réseaux tels *Facebook*, *Twitter*, *Youtube*? Comment s'informent-ils des causes auxquelles ils veulent s'attaquer?

En bout d'entretien, un dernier bloc demandait aux jeunes de reformuler en leurs mots ce qui pourrait être une définition plus actuelle de l'engagement, du point de vue de leur expérience *personnelle*. En effet, le décalage peut être important entre les pratiques que les répondants estiment efficaces ou idéales et celles qu'ils font dans leur vie quotidienne. Rien ne me confirmait d'ailleurs si les jeunes interrogés ne préfèrent pas débattre d'enjeux sociaux plutôt que de s'engager activement pour une cause ou au sein d'un mouvement. Dès lors, plutôt que de leur demander « comment ils s'engagent », je leur ai demandé d'énoncer des actions qu'ils avaient effectuées au cours des derniers mois pour des causes ou des enjeux qui leur tenaient à cœur, et qu'ils considéraient importantes, eu égard au « changement social ». Je demandais ainsi aux répondants de retracer une série de *gestes* posés et non d'évoquer des pratiques qu'ils estiment correspondre à un modèle d'engagement « souhaitable », d'un point de vue normatif. Ce n'est que dans une deuxième étape qu'ils ont été amenés à expliquer s'ils définissaient ces gestes comme engagés et pourquoi.

Enfin, bien que j'ai pris soin d'interroger les répondants sur leur recours et leur familiarité avec les TIC et le Web 2.0, je n'ai pas effectué de comparaison quantitative et détaillée entre les types de supports mentionnés et le degré ou le niveau d'engagement des jeunes. Au fil de la recherche, j'ai toutefois pris soin de mettre en relation les perceptions, attitudes et valeurs évoquées par les répondants, avec leurs réalités, leurs expériences personnelles et les réseaux d'interactions qu'ils favorisent, considérant ces trois facteurs liés. Pour clore les entretiens, j'ai posé une dernière question portant sur l'entrevue elle-même, afin de connaître l'impression des répondants par rapport à la formulation des questions, la pertinence des thèmes abordés et ce qui a pu être une entrave à leur libre expression. Ces évaluations m'ont permis de demeurer ouverte aux suggestions des répondants au sujet des thèmes qu'ils jugeaient importants, tout en identifiant des réalités qu'ils estiment souvent peu abordées par les recherches ou les médias, bien qu'elles agissent sur leur motivation à « agir ».

3.4 Analyse des résultats et données additionnelles

Les données recueillies ont toutes été enregistrées puis retranscrites. J'ai procédé à une analyse de contenu qualitative (Seidman 1991) pour vérifier la présence de thèmes, de mots ou de concepts et en faire ressortir les principales caractéristiques (Jensen 1993). Cette démarche se divise en quatre étapes : la catégorisation des données, leur organisation, leur mise en relation, et leur interprétation (Berger 2000; Denzin 2003). Selon Berger il n'existe pas de méthode d'analyse absolue : tout dépend de la nature du matériel observé (2000: 121). Or, il s'agit tout de même de veiller à demeurer le plus proche possible de la pensée des répondants. J'ai ainsi identifié les passages où ils ont cherché à appuyer leurs propos, la répétition d'un argument, s'ils ont mis l'accent sur des thèmes précis et s'ils les rattachent à leurs expériences personnelles. Puis, par des lectures comparées de verbatim, j'ai réduit ces catégories à une liste d'énoncés récurrents ou contradictoires (Berger 2000). En bout de ligne, je me suis inspirée de la théorisation ancrée dans un va-et-vient entre les propos des jeunes, les notes prises lors des entretiens, l'observation de liens *url* suggérés par les jeunes, et la mise en relation de ces réponses avec les données statistiques d'autres enquêtes menées sur les jeunes.

Pour alimenter cette analyse, j'ai observé un bon nombre de sites Web, de réseaux sociaux et de blogues en tous genres. Certains m'étaient indiqués à titre d'exemples par les répondants, comme témoignant de pratiques originales ; d'autres ont été amenés à ma connaissance par ma propre inscription au sein de réseaux sociaux, en suivant les hyperliens présents sur ces fils de nouvelle *Facebook* ou *Twitter* ou sur des articles en ligne. Cette imprégnation de matériel en ligne a été fort utile. Elle m'a permis de mieux comprendre les pratiques décrites par les jeunes, tout en observant de première main la transformation rapide et constante des informations affichées en ligne. Enfin, certaines pages ou contenus Web ont attiré mon attention parce qu'ils ont fait les manchettes dû à l'ampleur de leur portée sociale (je pense notamment aux pages *Facebook* créées dans le cadre des mobilisations du « printemps arabe » et du « printemps érable »).

À la suite des entretiens, certains jeunes m'ont demandé si je voulais faire partie de leur réseau virtuel (*Facebook*, *Google+* ou *LinkedIn*). Au départ, cette question m'a semblé

problématique d'un point de vue éthique. J'ai finalement choisi d'accepter ces invitations, considérant que l'inscription dans les réseaux personnels des répondants était une porte d'entrée privilégiée pour observer, de première main, les pratiques d'échange et de diffusion d'informations qu'ils mettent en avant, offrant des exemples approfondis de leur utilisation quotidienne des TIC, des informations échangées et de leur finalité⁶⁸. Certains de ces exemples sont présentés sous formes d'illustrations et de figures énoncés dans les prochains chapitres. À cette fin, j'ai procédé à une simple capture d'écran, en prenant soin de toujours camoufler l'identité du répondant.

Parallèlement, j'ai été amenée à participer à une série d'événements touchant de près ou de loin la problématique de l'engagement des jeunes à l'ère du Web. En participant à des colloques internationaux, j'ai notamment assisté à des présentations de nouvelles méthodologies employées pour cartographier les réseaux du Web, voir quels thèmes étaient abordés sur *Facebook* ou *Twitter* par des militants, à quelle fréquence et à quelle vitesse s'effectuent les diffusions virales. Ces méthodes de « visualisation » des interactions médiatiques sont fort intéressantes et, à mon sens, prometteuses pour comprendre la relation entre l'action sur le terrain et la manière dont les activistes mobilisent des réseaux d'interaction élargis. Bien que je n'y recours pas dans le cadre de ma recherche, elles ont certainement favorisé ma compréhension du fonctionnement viral des médias sociaux et en ce sens, elles ont inspiré un ensemble de réflexions en ce qui a trait au fonctionnement des « réseaux d'interprétation ». Dans le cadre d'événements jeunesse, j'ai aussi pu discuter de manière informelle avec des jeunes et des moins jeunes sur de multiples enjeux liés à l'engagement.

Ces données n'ont pas été employées dans l'analyse. Or, à l'image des interactions que font les jeunes au quotidien, ces discussions m'ont aidé à nuancer, confirmer ou reconduire mes intuitions initiales. Somme toute, c'est en multipliant les sources d'inspiration et les modes

⁶⁸ Pour éviter que cet accès privilégié ne me permette d'observer leurs pratiques en tant que « voyeur » de leur pages personnelles, j'ai informé les personnes concernées chaque fois qu'un exemple tiré de leur page *Facebook* me paraissait intéressant pour la recherche. Un processus que les ethnographes du Web appellent le *de-lurking*, le « non-voyeurisme » ou se rendre visible comme chercheur sur les médias sociaux (Boyd 2008).

d'interaction que s'est précisée ma réflexion. Ces données additionnelles m'ont donc permis de mieux penser ce qui se dégage de la façon dont les jeunes s'engagent à l'ère du Web.

3.5 Conclusion : limites et avantages de la démarche

When you get to cultural patterns, beliefs systems and the like, the guess of the next guy you meet at the bus stop is about as good as that of the best scientist. Nobody knows anything.
Noam Chomsky, 1993

Dans un contexte de pratiques et d'usages médiatiques disparates, la question du *sens* pose des problèmes méthodologiques importants. En tout premier lieu, elle repose sur des données à caractère hautement subjectif et interprétatif, lesquelles de surcroît sont non généralisables à l'ensemble des membres de cette génération. Les méthodes d'enquête privilégiées ne me permettent pas plus de vérifier si les propos tenus par les jeunes correspondent à des attitudes ou à des comportements réels (s'ils s'engagent, agissent ou pensent différemment de ce qu'ils répondent en entretien). En laissant aux jeunes la liberté d'identifier les critères par lesquels ils définissent leurs réseaux d'appartenance, je ne peux pas départager l'influence de leur culture d'origine, des communautés identitaires ou de modes particuliers de socialisation. Or, là n'était pas le but de la recherche.

Au contraire, considérant que les acteurs sont capables de théoriser de manière réflexive les éléments qui agissent sur leur construction de sens, j'ai choisi de me fier aux propos et aux réflexions ouvertement exprimés par les répondants. Comme le propose Roger Mucchielli : « il n'y a rien de latent [...] il n'y a qu'à analyser ce dont on dispose, sans supposer des dessous cachés influents » (1979 : 21). En choisissant de prendre en compte les perceptions, interprétations et évaluations que ces jeunes font d'un ensemble de pratiques et d'expériences personnelles, je considère ces répondants comme des personnes-ressources, des informateurs-clés au sujet de leurs propres idées et opinions. Nul n'est mieux placé pour exposer l'éventail de nuances que comporte le jeu de leurs engagements et désengagements, les raisons pour lesquelles ils mènent des actions et ce qu'elles signifient à leurs yeux. Les réponses des jeunes sont donc analysées pour ce qu'elles sont : les expériences et interprétations *ouvertement exprimées* par les jeunes quand ils parlent d'engagement.

Puisque je fais moi-même partie de cette génération, se pose aussi la question de ma distance par rapport aux propos des répondants. Comme le note Norbert Elias (1991), nous ne parvenons jamais à objectiver complètement ce que nous percevons des relations sociales. C'est par un effort de distanciation, par ce qu'il choisira de rapporter de ses observations que le chercheur définit sa position. Ainsi, j'ai pris le parti de présenter à la première personne le détail de mes réflexions, de décrire ma démarche et de revenir sur les notes prises au courant des entretiens, tout en comparant celles-ci à des recherches quantitatives plus exhaustives dans le but d'afficher les éléments et contextes contradictoires qui me permettent de nuancer les données. À mon sens, cette double subjectivité ne conduit pas à une impasse, bien au contraire : c'est dans le *dialogue* entre chercheur et répondant que les analyses sont confrontées, vérifiées et qu'elles peuvent ultimement être validées et comprises (Diani 1992)⁶⁹.

J'ai tout de même pris soin d'assurer les répondants de leur anonymat et je les ai informés du contexte de la recherche. Ils étaient également mis au courant de l'enregistrement des réponses sur support audio et j'ai pris soin de noter les lieux, la date et l'heure des entretiens, l'âge des répondants et leur niveau d'éducation. Je leur ai proposé de prendre un prénom fictif qu'ils ont choisi – c'est celui qui a été retenu pour présenter les résultats de la recherche. Si d'une part, ces questions m'ont permis de « briser la glace » rapidement, elles ont aussi servi de point d'appui pour poursuivre l'entretien sur le mode de la conversation. Je n'ai d'ailleurs pas hésité à relancer une question mal posée ou dont j'avais de la difficulté à saisir la réponse, afin que le répondant s'exprime au meilleur de sa compréhension et que ses propos demeurent le plus proches de sa pensée (Berger 2000). Quant à la question portant sur le déroulement de l'entretien, outre le fait de favoriser l'amélioration constante de l'enquête, elle a permis à certains jeunes de revenir sur les enjeux qu'ils estimaient n'avoir pas suffisamment nuancés ou mal expliqués.

⁶⁹ C'est ce qu'exprime Diani : « The presence of shared beliefs and solidarities allows both actors and observers to assign a common meaning to specific collective event which otherwise could not be identified (1992 : 9) ».

Somme toute, la flexibilité de cette démarche m'a permis de confronter les imaginaires de l'engagement et les imaginaires du Web avec les pratiques, perceptions et expériences personnelles des jeunes. C'est la façon dont cette génération expérimente, vit et pense l'engagement qui est ainsi mise en lumière. De ce fait, leurs réponses viennent ajouter des réflexions importantes en ce qui concerne les raisons pour lesquelles les jeunes recourent aux TIC, la valeur qu'ils accordent à des pratiques d'affichage menées tant dans la vie de tous les jours ainsi que sur le Web, tout comme l'ensemble de représentations, codes, symboles et pratiques par lesquels ils s'efforcent de contribuer à forger de nouveaux « possibles ». Les chapitres suivants puisent dans l'ensemble des réponses des jeunes pour reconstruire, à partir de celles-ci, le *sens qu'ils donnent à l'engagement*. Quatre étapes sont proposées.

- En tout premier lieu, le chapitre 4 offre un portrait général de l'engagement de la « génération de l'information », en donnant un aperçu des pratiques et attitudes des jeunes telles que les dépeignent les résultats d'enquêtes quantitatives exhaustives. Les entretiens de groupe viennent ensuite éclairer les vocabulaires, langages, définitions et représentations des jeunes quand ils parlent d'engagement.
- Le chapitre 5 s'attarde aux *cadres d'interprétation* que mobilisent les jeunes quand ils réfléchissent à l'engagement. Il met en lumière la diversité des expériences personnelles et des parcours de vie des jeunes, en soulignant les pratiques et les valeurs à partir desquelles ils *nuancent, redéfinissent et réinterprètent* ce qu'est l'engagement.
- Le chapitre 6 suit les *réseaux d'interaction* par lesquels les jeunes acquièrent et échangent des codes de sens. L'importance accordée au Web et aux médias sociaux y est explorée plus en détail, tout comme les sources d'information qu'ils consultent et les réseaux auxquels ils recourent pour échanger leurs idées, opinions et préoccupations sur des enjeux qui les interpellent.
- Le chapitre 7 permet enfin de *reconstruire le sens* donné à l'engagement. En m'appuyant sur le cadre conceptuel transitoire, j'y propose un ensemble d'hypothèses concernant les pratiques quotidiennes d'affichage et de relais des jeunes et ce qu'elles supposent pour redéfinir l'engagement. Je propose enfin une métaphore conceptuelle, le « murmure des étourneaux », pour penser comment ces échanges contribuent à transformer les façons de percevoir, de penser et d'agir.

Chapitre 4. Portrait d'une génération

Attitudes et représentations de l'engagement chez les jeunes

*The kind of life we want depends on the kind of
people we are – on our character*
Robert Bellah et al., 1985

L'émergence de nouvelles pratiques et formes de participation sociale et politique ne suggère pas uniquement une recomposition des stratégies d'acteurs. Comme le soulignent les chapitres précédents, elle indique aussi de nouvelles manières de percevoir le monde et des façons d'y agir. En ce sens, si l'engagement est amené à se redéfinir, il devient important de comprendre comment il est vécu et interprété au quotidien et pourquoi les acteurs – en l'occurrence les membres d'une nouvelle génération – semblent privilégier de nouvelles pratiques quand ils choisissent d'agir. Or, de nombreuses questions se posent : en quoi l'engagement des jeunes «diffère-t-il» foncièrement des modes usuels d'engagement ? Qu'est-ce qui se transforme, dans les attitudes et les pratiques des membres de cette génération? Et quelle relation établir entre le développement des TIC et les nouvelles pratiques ou modes de participation sociale et politique qui émergent ?

En m'intéressant aux points de vue d'un ensemble varié de jeunes sur ces questions, mon objectif n'était pas d'identifier les meilleures façons de mobiliser ces jeunes, ni de définir de façon normative si leurs perceptions et pratiques correspondent à de « véritables » formes d'engagement. Dans une perspective *interprétative*, il s'agit plutôt de dépasser les limites de plusieurs recherches s'intéressant à l'engagement de la « génération de l'information », en donnant directement la parole aux jeunes. Puisque peu d'enquêtes se sont intéressées à comprendre les nouvelles formes d'engagement du point de vue des acteurs situés à *l'extérieur* des groupes formellement organisés, cette approche apporte un éclairage nouveau sur l'engagement des 20-35 ans, en circonscrivant les attitudes, perceptions et représentations qu'ils ont du contexte actuel, tout comme les visions du monde, référents symboliques et les langages qu'ils emploient pour donner un sens à leurs pratiques.

À cette fin, les chapitres précédents soulignent un ensemble d'éléments contradictoires qui ont servi de point de départ à la réflexion. D'une part, si le développement des TIC est parfois décrit comme aggravant le « désengagement » des jeunes (ou contribuant à leur « engagement fainéant » : Morozov 2009), la panoplie d'événements et de mobilisations qui ont émergé sur la scène internationale indiquent au contraire leur dextérité à employer ces outils pour organiser des actions de contestation ou s'opposer aux structures de pouvoir. D'autre part, alors que deux décennies de recherche se sont efforcées de comprendre les effets des TIC sur la participation politique des individus, une littérature récente propose plutôt de penser les TIC comme faisant partie d'un *contexte médiatique complexe* (Bimber et. Al 2012), comme un élément matériel d'une nouvelle *culture* de la participation. Comme on l'a vu, ce sont alors deux approches qui se distinguent dans la façon d'aborder l'engagement des jeunes: 1) soit on évalue si les TIC mènent à plus d'engagement chez les jeunes ; 2) soit on suggère que de nouvelles formes d'interaction vécues de manière prenante par les jeunes, conduisent à de nouvelles logiques d'action, de nouveaux cadres conceptuels, et donc, de nouvelles formes d'engagement.

Me situant plus près de la deuxième approche (tout en voulant dépasser l'association causale jeunes/TIC/engagement), je pense néanmoins qu'il faut d'abord interroger la façon dont les membres d'une « génération de l'information » (20-35 ans) définissent et parlent de pratiques « engagées ». Les entretiens de groupe, les entretiens individuels et mes propres observations de terrain m'ont à cet effet permis de mettre en lumière des vocabulaires, des représentations collectivement partagés, des référents symboliques, tout comme les interactions significatives du point de vue des acteurs qui contribuent à la construction du sens. Or, puisque les entretiens effectués ne sont ni exhaustifs ni représentatifs de l'ensemble de la population des 20-35 ans ciblés par la recherche, il est d'abord utile de situer les pratiques de participation sociale et politique des jeunes en dressant tout d'abord le portrait de la « génération de l'information », tel qu'illustré par des enquêtes quantitatives et qualitatives plus exhaustives, menées ici et ailleurs au sujet de l'engagement des jeunes.

4.1 Génération désengagée : dépasser les préjugés

L'engagement citoyen, auquel les jeunes nous semblent parfois se dérober, est devenu, c'est vrai, particulièrement difficile aujourd'hui: parce que l'évolution de nos sociétés déjà si complexes, s'est précipitée, et parce que la réflexion politique suit de plus en plus mal cette évolution, voire se replie sur des positions périmées.
Maurice Crubellier, 1964

Ce qui surprend le plus de cette citation, ce n'est pas tant l'actualité des propos qui font écho aux discours souvent émis sur les jeunes mais qu'elle soit écrite à Paris en 1964, quatre ans seulement avant les événements de Mai 1968. Ce qui donne l'impression que l'auteur est passé à côté de quelque chose, qu'il n'a pas su prendre le pouls d'une jeunesse en ébullition, prête à revendiquer un changement social à large échelle en prenant les rues de la ville et ses pavés. Dans son livre *Un civisme pour notre temps*, Maurice Crubellier (1964) remettait pourtant lui-même en question le « désengagement » des jeunes, en s'opposant aux propos tenus par le Général de Gaulle dix ans plus tôt, dans un discours énoncé le 4 décembre 1954 : « Aujourd'hui, je vous mets au défi de faire bouger les étudiants, sinon pour les revendications touchant les restaurants universitaires. Je vous met au défi de faire bouger les jeunes ouvriers, sinon pour des questions de salaire ». Faut-il en déduire que les jeunes sont, de tout temps, égoïstes, apathiques et désengagés ?

C'est du moins le portrait qu'en peignent toujours certains sociologues et journalistes. « Élevés dans la ouate et qui espèrent changer le monde » [...] « paresseux, bourrés de contradictions, gâtés pourris, allergiques à l'effort et à l'autorité »⁷⁰, les jeunes canadiens sont encore aujourd'hui décrits comme des êtres « individualistes et matérialistes », qui « veulent gagner beaucoup d'argent sans effort », « se préoccupent peu de la famille » et « ne militent pas pour une cause particulière »⁷¹. Or, aujourd'hui comme en 1964, ces perceptions proviennent des deux grands constats soulignés aux chapitres précédents : 1) la baisse marquée de la participation électorale des jeunes (Nevitte 2002 ; Mackinnon et Luke 2002 ;

⁷⁰ Tiré de la présentation officielle de la série de reportages télévisés « Y : Mode d'emploi », diffusée au Canal vie en octobre 2010.

⁷¹ Résultats de l'enquête menée par la *Fondation pour l'innovation politique*, tel que résumés dans un article paru dans le journal *Le Devoir*, 20 janvier 2011.

Gauthier 2003) ; 2) et leur désaffection croissante des organisations dans lesquelles s'engageaient les générations précédentes (Blais, Nadeau et Nevitte 2000 ; Galland et Roudet 2001). Mais qu'en est-il concrètement ? Que nous disent les recherches sur la participation sociale et politique des jeunes ?

Pour ce qui est de la participation électorale, il est vrai que depuis 1945, la plupart des pays occidentaux affichent une baisse marquée du taux d'électeurs, et ce de façon graduelle à chaque nouvelle génération (Blais et al. 2004 ; Norris 2002, 2010 ; Gélineau 2012;). En d'autres termes, si les « Y » exercent moins leur droit de vote que les « X », ceux-ci votent moins que ne le font les « baby-boomers », qui eux-mêmes votent moins que ne le faisaient leurs parents au même âge⁷². Les jeunes ne sont donc pas les seuls à désertir la sphère politique. C'est l'ensemble de la population qui, ici comme ailleurs, exerce son droit de vote moins qu'elle ne le faisait auparavant et même, qui se désintéresse, voire se montre méfiante envers les partis politiques et les politiciens (Muxel 2001, 2010 ; Norris 2002, 2010; CROP 2007). À titre démonstratif, bien que la participation électorale des jeunes en soit à son niveau le plus bas au Canada (Gélineau 2012), l'écart entre la participation de cette génération de celle des autres cohortes canadiennes tend à diminuer depuis les années 2000 (Howe 2007 ; Fournier et Hudon 2012). Cela démontre bien que la perte d'intérêt envers le vote ou la sphère politique n'est pas qu'une affaire de « jeunes » ; elle semble même s'accroître plus rapidement chez les autres générations.

Pour départager ce qui relève alors d'un effet d'âge (les plus jeunes ont toujours voté moins que leurs aînés⁷³) d'un effet de génération (la cohorte actuelle vote moins que ne l'ont fait les précédentes au même âge), un ensemble d'enquêtes ont comparé les habitudes électorales de différents groupes d'âge à long terme (Blais et al. 2003 ; Zukin et al. 2006 ; Blais et Loewen

⁷² Au Canada, si cette baisse de la participation électorale se reproduit de façon graduelle à chaque génération, elle demeure plus importante chez les individus nés dans les années 1960 – et qui font donc partie de la génération X. Notons aussi que chez les cohortes nées après les années soixante, ce taux électoral est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (Pammet et Leduc 2003 ; Fournier 2012). Enfin, le taux de participation électorale le plus bas enregistré au Canada est de 57.43% au élections de décembre 2008 (Gélineau 2012).

⁷³ Si on observe les pratiques de chaque génération prise séparément, le taux de participation électoral en est généralement à son plus bas avant 30 ans. Puis, il augmente avec l'âge jusqu'à plafonner, avant de diminuer passé les 65 ans (Nevitte 2002 ; Gélineau 2012).

2011 ; Fournier et Hudon 2012). Au Québec, l'exercice permet de souligner le faible poids démographique des nouvelles générations ; ce qui expliquerait en partie les variations générationnelles observées. Lors des élections de 1985, la génération des *babyboomers* alors âgés de 25 à 44 ans, représentait notamment 45% de l'électorat québécois (l'ensemble des citoyens ayant le droit de vote) et tous les individus âgés de moins de 45 ans en représentaient 61.45%. Or, aux élections de 2008, les mêmes *babyboomers* (âgés cette fois entre 45-64 ans) représentaient toujours 40% de l'électorat, l'ensemble des 45 ans et plus en constituait 57.20%, alors que tous les citoyens âgés de 45 ans et moins ne constituaient plus cette fois que 42.80% de l'électorat (Gélineau 2012). Si cette variation démographique tire vers le bas les pourcentages de taux de jeunes qui choisissent d'exercer leur droit de vote, il demeure difficile de savoir si les jeunes sont eux-mêmes conscients de cette réalité. Perçoivent-ils leur faible poids démographique comme une limite à la participation politique? Comment se traduit cette réalité dans leur motivation à s'engager ?

Considérant par ailleurs que la scolarité est, tout comme l'âge, un facteur qui permet généralement de prédire les pratiques électorales des Canadiens (plus de scolarité étant associé à plus de revenu et à un plus haut taux de participation électorale : Nevitte 2002 ; Blais et al. 2004), d'autres enquêtes concluent que la désaffection électorale des jeunes peut aussi provenir d'un manque d'information et de connaissances politiques (Torney-Purta et Amadeo 2003 ; Mackinnon et al. 2007), d'un contact limité avec les partis et les politiciens (Pammet et LeDuc 2003) mais aussi du fait que les jeunes acquièrent peu de connaissances à la maison et en milieu scolaire au sujet des institutions démocratiques et des processus électoraux (Milner 2007; Blais et al. 2003, Blais et Loewen 2011). Ce serait donc l'éducation et la *socialisation politiques* des jeunes qui feraient surtout défaut. Or, là encore, certaines données remettent en cause ces constats hâtifs. Notamment, les jeunes de moins de 35 ans font aujourd'hui partie de la cohorte la plus éduquée de la population canadienne (Gauthier 2000). 67% d'entre eux ont fait des études post-secondaires (D-Code 2003). D'autres enquêtes canadiennes et américaines suggèrent à leur tour que plus le niveau de scolarité des jeunes est élevé, moins ils se montrent politisés et plus ils se montrent méfiants envers les partis politiques et les politiciens (Canada

2001 ; PEW 2006 ; CROP 2007)⁷⁴. Ce qui suggère que le niveau d'éducation et la scolarité ne vont plus nécessairement de pair avec l'engagement, du moins en ce qui concerne la sphère politique et la participation électorale.

De plus, alors que ces enquêtes étudient la désaffection *électorale* des jeunes (Howe 2007 ; Blais et Loewen 2011), les membres de cette génération ont surpris plus d'un observateur en se montrant particulièrement actifs dans le cadre d'événements politiques récents. Aux États-Unis, la participation des moins de 35 ans aux élections de 2008 n'avait pas été aussi élevée depuis 1968 (avec un taux d'électorat dépassant les 60%). Au Canada, les résultats des élections fédérales de mai 2010 et la « vague orange » d'appui au Nouveau parti démocratique (en provenance surtout d'électeurs québécois), a fait élire 50% des candidats du NPD âgés de 40 ans et moins – une situation décrite comme « imprévisible » par plusieurs journalistes. Par ailleurs, rappelons que la sphère politique ne se résume pas à la seule participation électorale : des enquêtes d'ici et d'ailleurs suggèrent aussi que les jeunes sont plus nombreux que leurs prédécesseurs à avoir pris part à une manifestation, une démonstration publique ou avoir signé une pétition (Milan 2005 ; PEW 2009). En 2005, les moins de 35 ans représentaient 70% des participants aux mouvements sociaux émergents (Juris et Pleyers 2009 : 61). Au Québec, on peut évoquer les exemples des manifestations contre la guerre en Irak, composées en grande part de jeunes militants, mais aussi les exemples des manifestations étudiantes de 2005 (Fahmy et Robitaille 2005) tout comme celle de 2012, qui ont chacune fracassé le record de la plus grande mobilisation de jeunes ayant lieu dans la province depuis les années 1960 (Lévesque 2012).

Quant à la désertion des associations communautaires et civiques traditionnelles, là encore, elle ne touche pas que les jeunes. Des enquêtes canadiennes soulignent la baisse de la participation des citoyens à un ensemble d'associations syndicales, communautaires, de groupes sportifs, culturels ou religieux et ce, dans toutes les provinces et chez toutes les tranches d'âge (Canada 2001, 2009). Un phénomène que certains expliquent en termes

⁷⁴ Au Canada, en 2005, seuls 7% d'entre eux étaient membres d'un parti politique (Milan 2005).

similaires à ceux de Putnam, par une perte *du sens du devoir civique* (Howe 2007). Or, d'autres études rappellent au contraire que, là encore, la participation sociale ne se résume pas à ces seules associations civiques. Les jeunes canadiens effectuent des dons de charité considérables (Canada 2001) et en aussi grande proportion que les 45-55 ans malgré des revenus moins élevés (D-Code 2003). On souligne la participation marquée des X comme des Y dans des pratiques de bénévolat (ils seraient d'ailleurs plus nombreux que leurs prédécesseurs à y participer : Gaudet et Reed 2004 ; Canada 2009) et un intérêt marqué pour des actions directes, investies au quotidien, liées au respect de l'environnement, aux pratiques de consommation responsable, au boycott de produits ou au « *buycotting* », l'achat de produit) pour des raisons éthiques (Milan 2005 ; Becquet et Linares 2005 ; Quéniart et Jacques 2007 ; Quéniart 2008)⁷⁵. Faut-il en déduire que certaines organisations formelles, tels les partis politiques, les associations sportives ou les syndicats, ne correspondent plus aux valeurs ou aux modes de vie des jeunes? Qu'en est-il des pratiques et des causes que ces jeunes privilégient? Comment expliquer la baisse de popularité de ces associations et la recrudescence d'autres formes d'engagement ?

Qu'il s'agisse de participation électorale ou d'engagement social, le supposé désintérêt ou la désaffection des jeunes semble donc refléter des tendances observées dans l'ensemble de la population. Par ailleurs, ces tendances ne sont pas uniquement observées au Québec et au Canada ; elles corroborent les résultats d'enquêtes menées sur l'engagement des jeunes et des moins jeunes dans plusieurs pays occidentaux (Torney-Purta et Amadeo 2003 ; Jennings 2004 ; Montgomery et al. 2004 ; Smith et al. 2009 ; Anduiza et al. 2012). En ce sens, les seules explications découlant des variations démographiques ou suggérant une lacune au niveau de l'éducation ou de la socialisation des jeunes ne suffisent pas à expliquer, à elles seules, cette « généralisation » du phénomène.

C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle les penseurs de ce que j'ai identifié comme une approche *culturaliste* suggèrent plutôt que, loin d'assister à un « désengagement » des

⁷⁵ Une enquête américaine (PEW 2006) conclut également que les jeunes qui participent à des activités bénévoles ont aussi moins tendance à voter, deux données qui étaient généralement liées (et qui supportaient la thèse de Putnam).

individus, nous assistons plutôt à un changement dans les valeurs des citoyens, dans les façon dont ils choisissent d'agir dans le contexte actuel, cela se traduisant d'une manière plus visible chez les jeunes (Zukin et al. 2006 ; Earl et Kimport 2011; Bimber et al. 2012). Pour reprendre les termes employés par plusieurs de ces enquêtes, les jeunes « ne s'engagent pas moins » ils s'engagent simplement « différemment » (Turcotte 2007; O'Neill 2007).

Afin de compléter le portrait de cette génération, d'autres enquêtes soulignent un ensemble d'attitudes ou de tendances propres aux 35 ans et moins qui auraient été jugées contradictoires il y a quelques décennies à peine (Canada 2001; D-Code 2003; Dagnaut 2011). Notamment, selon une enquête américaine, si les Y votent moins que leurs prédécesseurs, ils se montrent aussi moins cyniques envers le processus électoral (Pammet et Leduc 2003 ; D-Code 2003 ; PEW 2009) et sont plus nombreux (61%) à indiquer qu'ils ont une *responsabilité* de s'engager comme citoyens⁷⁶. Selon des enquêtes internationales, les jeunes auraient des échanges interculturels plus importants que leurs prédécesseurs (Inglehart 1997) et appuieraient volontiers des actions aux visées mondiales ou transnationales plutôt que locales (D-Code 2003; Montgomery, Gottlieb-Robles et Larson 2004 ; ONU 2004). Ils semblent également préférer les initiatives qui s'attaquent aux *causes* des iniquités sociales plutôt que leurs *conséquences*, ce qui est une nouveauté (OCDE 2002 ; D-Code 2003 ; Rodriguez 2006). Et s'ils s'identifient plus difficilement à une *nationalité*, ils se montrent plus tolérants envers la diversité culturelle et l'orientation sexuelle (Gauthier et al. 2000 ; ONU 2004 ; Dagnaut 2011). Enfin, l'enquête menée par Zukin et ses collègues (2006) conclut que parmi les 35 ans et moins, ceux qui se montrent les plus critiques envers les partis politiques sont aussi ceux qui votent le plus, alors que ceux qui s'intéressent le plus à ces partis les financent le moins. Comment interpréter ces données en apparence contradictoires?

Pour y répondre, il faut d'abord comprendre que plusieurs facteurs *contextuels* influencent la socialisation d'une génération, l'expérience qu'elle a de moments historiques importants, et les langages et pratiques qu'elle développe en conséquence⁷⁷. Or, au sujet de ce qui marque le

⁷⁶ www.usatoday.com/news/nation/2006-10-23-gen-next-cover_x.htm. Voir aussi la série d'enquêtes publiées par Torney-Purta et Amadeo (2003).

contexte dans lequel évoluent les jeunes aujourd'hui, des enquêtes soulignent des situations d'exclusion et de précarité d'emploi qui contrastent avec leur grande mobilité géographique et leur degré d'éducation élevé (Muxel 2001 ; OCDE 2002 ; Tapscott 2009). En France, Monique Dagnaud (2011) décrit la génération Y comme celle qui subit le plus de déclassement à l'embauche, ce qui lui vaut l'appellation de génération « McJob » : une génération aux contrats de courte durée qui n'arrive pas à gravir les échelons. Cumulant les diplômes et les occupations professionnelles, des campagnes de marketing tablent sur cette multidisciplinarité des jeunes, les identifiant comme une « génération *slasher* »⁷⁸. Au Québec, des conditions similaires de travail précaire (Galland 2001) ajoutées à des besoins accrus en formation pour trouver un emploi (Souhard et al. 2000 ; Zarifian 2004) et à une déstabilisation des heures de travail (plus flexibles et plus prolongées) provoquent, selon Madeleine Gauthier (2000) et Cavalli et Galland (1993) un « allongement de la jeunesse » et une préoccupation accrue pour assurer ses sources de revenu. Ces éléments contextuels peuvent-ils agir sur l'intérêt que les jeunes portent – ou ne portent plus – à des pratiques ou formes de participation formelles ? Comment perçoivent-ils leur propre capacité d'action dans ce contexte social, politique, culturel ?

À cet égard, on peut mentionner les résultats des *World Value Surveys* menés par Ron Inglehart (1997) dans près de 40 pays au cours des trente dernières années, qui suggèrent que les valeurs et les références culturelles des jeunes sont aujourd'hui plus partagées par d'autres jeunes ailleurs dans le monde, que dans le cas de toute autre génération. Autrement dit, il y aurait aujourd'hui plus de similitudes entre les individus d'une même *génération* qu'entre

⁷⁷ Comme il a été évoqué au chapitre 3, l'enquête de Zukin et al. (2006) suggère que les conditions de socialisation des quatre générations qu'ils ont observées mènent celles-ci à privilégier certaines formes et pratiques d'engagement. À noter, tous les modes d'engagement (politique, citoyen, d'expression publique, cognitif) peuvent coexister simultanément au sein d'une même génération, mais c'est ce que chacune d'entre elle *choisit* d'identifier comme une forme d'action plus pertinente pour mener au changement social ou agir en « bon citoyen » qui varie.

⁷⁸ Le terme fait référence au « slash », la ligne oblique qui sépare les différentes occupations professionnelles vécues simultanément par un même jeune. Une même personne peut par exemple être doctorant/cinéaste/consultant/animateur/assistant de recherche/formateur. À titre de référence, voir l'article: http://www.lexpress.fr/emploi-carriere/emploi/ces-trentenaires-qui-cumulent-des-jobs_975929.html.

ceux d'une même nation⁷⁹. Cela explique peut-être l'intérêt que ces jeunes portent aux actions transnationales plutôt que locales, et peut aussi faire en sorte que l'approche générationnelle soulève plus de réponses que la nationalité pour comprendre et analyser adéquatement cette *nouvelle culture* de la participation.

Bien sûr, une des grandes nouveautés dans la socialisation des jeunes est l'adoption rapide et massive des TIC et des médias sociaux. Là encore, les enquêtes offrent certaines informations au sujet des usages de ces outils. Si les membres de cette génération occupent une place importante dans les pratiques « cybermilitantes » (McCaughey et Ayers 2003 ; Kovacheva 2005 ; Mossberger, Tolbert et McNeal 2008), d'autres études concluent que les jeunes qui recherchent des informations sur le Web plutôt qu'à travers des médias traditionnels (journaux ou télévision) démontrent généralement plus de connaissances et d'intérêt politique (Sjöberg 1999; Olsson 2005; Youniss 2002). Plus les jeunes consomment de la télévision moins ils s'engagent (comme le suggérait Putnam), mais la situation a plutôt tendance à s'inverser lorsqu'il s'agit de la consommation du Web et des médias sociaux (Canada 2008). Les jeunes se montrent par ailleurs plus enclins à afficher leurs positions politiques en ligne que dans la sphère publique traditionnelle (Montgomery, Gottlieb-Robles et Larson 2003 ; Linvingstone 2007) et c'est sur le Web qu'ils recherchent les informations qu'ils estiment propices à leur engagement (Mossberger et al. 2008; Gallay 2006 ; PEW 2009) – ce qui conforte l'image d'une génération « technophile » ou du moins, plus intéressée par ce qui se passe en ligne que dans la sphère politique traditionnelle. Et rappelons que si cette génération démontre un certain intérêt envers le vote électronique, c'est aussi celle qui se montre la plus sceptique quant à sa mise en application (CEFRIIO 2009).

Comparant diverses formes d'utilisation d'Internet « à des fins politiques » (PEW 2009), il semblerait enfin que les jeunes qui utilisent le Web pour envoyer des *e-mails*, échanger des opinions, contacter des élus et participer à des discussions en réseau ont plus d'interactions sociales et s'engagent plus activement « hors ligne » que ceux qui n'utilisent Internet qu'à des

⁷⁹ Des résultats que corroborent l'enquête exhaustive menée par Don Tapscott et présentés dans son ouvrage « Grown up digital » (2009).

fins de *recherche* d'informations (Mossberger et al. 2008; Pew 2009)⁸⁰. À l'inverse, le fait d'envoyer des courriels à des élus ou faire des dons à des partis politiques via le Web ne semble pas conduire les jeunes à s'engager davantage (Margolis et Resnick 2000 ; PEW 2009). Et les enquêtes confirment que ce n'est pas tant le fait qu'un parti politique innove par son site Web qui intéresse les jeunes que le *contenu* diffusé sur ces sites (Macintosh et al. 2003). Ce sont donc les *échanges*, les pratiques de communication et de collaboration qui semblent intéresser les jeunes et avoir une incidence sur leur participation politique et sociale, bien plus que le seul recours aux TIC, voire la reproduction en ligne de formes d'engagement plus usuelles (dons en ligne, contact d'un élu, affichage des lignes d'un parti politique).

Les résultats de ces enquêtes offrent un portrait général, un « cliché » instructif de la participation sociale et politique des jeunes. Or, puisque les comportements de cette génération sont aussi considérés comme un baromètre des tendances sociales à long terme (Tapscott 2009), il est important d'expliquer ces attitudes et comportements à la lumière des langages, du vocabulaire et des codes de sens qui sont propres à cette génération. Quel sens les jeunes donnent-ils à ces pratiques ? À quelles logiques, à quels registres d'action font-elles référence ? Après tout, des résultats en apparence contradictoires peuvent aussi évoquer un problème de traduction : une adéquation pénible entre les cadres d'interprétation employés par les chercheurs et ceux partagés par les jeunes.

À l'instar de l'exemple de Maurice Crubellier cité en introduction, une enquête menée par les sociologues Marcel Rioux et Robert Sévigny (1965) auprès de 800 jeunes québécois dans les années 1960 concluait notamment que la génération d'alors – les *babyboomers* associés à la « révolution tranquille » – semblait peu intéressée par la politique et mal informée de ce qui se passait dans la sphère publique. Raymond Boudon (2002) avance à son tour que si les médias parlaient en 1968 de « cassure » entre les jeunes français et leurs parents, des sondages

⁸⁰ L'enquête menée par le PEW institute en 2009 suggère que, dans le cas des sphères traditionnelles comme dans le cas des pratiques en ligne (contacter un élu par courriel, rechercher des informations politiques sur le Web, signer une pétition virtuelle, faire des dons de charité ou appuyer un parti en ligne) c'est encore le revenu et le niveau d'éducation des individus qui sont le plus directement associés au taux de participation. Par ailleurs, si 73% des individus « engagés en ligne » s'engagent aussi « hors ligne », seuls 48% des activistes engagés « hors ligne » s'engagent « en ligne » (PEW 2009).

effectués à l'époque démontraient pourtant que ces jeunes souscrivaient aux mêmes valeurs, et qu'ils souhaitaient même les approfondir. Plus récemment, une enquête américaine concluait que si 2/3 des répondants se décrivaient en entretien comme « non engagés », la majorité d'entre eux ne savaient pas si identifier les manifestations et l'action militante comme des formes d'engagement (Lopez, Levine et al. 2007). Enfin, une enquête canadienne note de manière similaire que plusieurs jeunes s'inscrivent activement dans des actions « politiques », sans toujours être conscients de « faire de la politique » (Milan 2005). En somme, la façon dont les jeunes *parlent d'engagement* donne aussi à voir des perceptions, des interprétations et des visions du monde qui méritent qu'on y porte plus d'attention.

Les entretiens réalisés auprès de membres d'une « génération de l'information » permettent d'explorer plus en profondeur ces attitudes et perceptions. Dans une première étape, les entretiens de groupe m'ont permis de partir à la recherche de *représentations*, de *vocabulaires* et *langages*, de *codes symboliques* socialement construits et partagés par les jeunes quand ils réfléchissent au contexte social, politique, culturel et médiatique, et la place qu'ils estiment que leur génération peut y occuper.

4.2 Engagez-vous qu'ils disaient...

Pour Mannheim (1928), le changement social se produit par le contact d'une nouvelle génération avec sa société et la façon dont elle choisit d'y agir. Pour explorer les pratiques et attitudes en apparence contradictoires soulevées par les enquêtes évoquées, une première série de six entretiens de groupe s'est donc concentrée à explorer la façon dont de jeunes adultes (20-35 ans) définissent et parlent d'engagement. Il s'agissait de mettre en lumière les vocabulaires qu'ils emploient quand ils s'expriment sur l'engagement, comment ils décrivent les changements économiques, culturels, historiques, politiques qu'ils estiment être ceux de leur époque, et comment ils perçoivent la place qu'occupe leur propre génération dans ce contexte. Puisqu'il existe plusieurs types de jeunes et plusieurs types d'engagement, les entretiens de groupe permettent d'explorer plus en profondeur les mots-clés, les langages et les logiques d'actions mis en avant par des jeunes adultes aux parcours et aux pratiques variés.

Au total, les six groupes de discussions menés dans le cadre de cette recherche ont réuni 59 jeunes présentant des parcours, intérêts politiques et modes d'engagement diversifiés. Les quatre groupes recrutés dans le cadre des événements jeunesse ont regroupé un peu plus de femmes que d'hommes (24 femmes pour 16 hommes), et ces jeunes ne provenaient pas tous des mêmes régions du Québec ni même du Canada. Ils ne se connaissaient pas entre eux, ne s'engagent pas pour les mêmes causes, proviennent de milieux socio-économiques différents. Certains sont étudiants à temps plein, d'autres étudient et travaillent à la fois et certains sont professionnels à temps plein. Quant au groupe expert et au groupe témoin, ils ont tous deux rejoint plus d'hommes que de femmes (14 hommes pour 5 femmes).

Interrogés sur le mode de la conversation et suivant un ensemble de questions guides (annexe 2), ces jeunes ont discuté avec inspiration et générosité pendant près de deux heures de ce qu'ils estiment être des modes difficiles, souhaitables ou idéaux d'engagement, apportant des éclairages importants au sujet des quatre thèmes suivants : 1) les cadres de références, langages et codes de sens partagés par les jeunes quand ils parlent d'engagement; 2) leur perception du contexte social et politique ; 3) leur perception de leur capacité d'action dans ce contexte; 4) et s'ils estiment faire ou non partie d'une génération distincte, présentant des modes d'engagement qui lui sont spécifiques.

4.2.1 Des références ambiguës et une nostalgie du passé

En demandant à ces jeunes de définir en leurs termes ce qu'est l'« engagement », j'étais consciente qu'ils pouvaient évoquer des cadres interprétatifs, mettre en avant des attitudes ou suggérer des perceptions qu'ils reconnaissent, mais qui ne se traduisent pas toujours simplement en mots. Il n'est en effet pas aisé de définir, dans le cadre d'un entretien, ce qu'est une « action collective », la « solidarité », le « changement social ». Toutefois, puisque les répondants étaient au courant des objectifs de la recherche et dans le souci de favoriser leurs *réflexions* sur la notion d'engagement plutôt que des réponses normatives sur ce qu'ils estiment être une participation « souhaitée » des jeunes, j'ai choisi de briser la glace en début d'entretien en proposant aux répondants d'évoquer sans censure les mots qui leur viennent

spontanément à l'esprit quand ils pensent à l' « engagement » et à « la participation politique ou sociale ». L'objectif était alors de faire émerger les cadres socialement acceptés, les images et les « clichés » qu'ils partagent au sujet de l'engagement et au sujet de la participation sociale et politique, tout en leur laissant la chance de revenir sur ces cadres, de les expliquer et de les déconstruire à leur guise, selon ce qu'ils estiment en être une définition plus proche de leurs réalité quotidienne ou de leurs expériences personnelles.

Curieusement, les premiers mots-clés évoqués font surtout référence à une image idéal-typique des mouvements sociaux des années 1960, et en particulier aux marches et aux *sit-ins* pour les « droits civiques ». Parmi ces mots on retrouve : les *hippies*, la *défense* des droits des noirs, *l'occupation* de lieux publics, les *manifestations contre la guerre au Viêt-Nam*, les mots *leader*, *militant*, *féministe*, *poing levé*, *quête d'idéal*, *utopie* et *idéologie*, mais aussi *endoctrinement*, *solidarité*, *Tian'anmen* et *cause commune*. Rebondissant sur ces impressions, et dans un souci d'offrir une image plus actuelle de l'engagement (tel que justifié explicitement par les répondants), d'autres mots-clés ont été ajoutés à la liste : *Barak Obama*, *acteur*, *valeurs*, *responsabilité*, *investissement*, *Lisa Simpson*, *ONG*, *Médecin Sans-frontières*, *conscience globale*, *esprit critique*, *connaissances*, *informations*, mais aussi *végétarien* et *être bien avec soi-même*.

Prenant acte de ces cadres (que j'ai pris soin d'afficher sur un tableau), les discussions ont rapidement évolué vers les *raisons* pour lesquelles ils évoquent ces images et références quand ils pensent à « l'engagement » et ce qui justifie à leurs yeux qu'elles leur viennent spontanément à l'esprit (ou du moins, que ce soient les premières qu'ils choisissent d'énoncer dans le cadre d'un entretien de groupe). La disparité visible entre des références inspirées du passé et celles qu'ils estiment d'actualité est expliquée, en premier lieu, comme correspondant à une « perte d'engagement » aujourd'hui, ou sa mise en œuvre « plus difficile qu'avant ».

Leur définition de l'engagement évoque alors un métissage de deux perceptions contradictoires: d'une part, on y décèle des cadres de référence hérités des mobilisations liées au contexte social et politique des années 1960 et qu'ils ont tendance à idéaliser ; d'autre part, ils évoquent aussi une perception construite à partir de ce qu'ils estiment « pouvoir faire »

eux-mêmes dans le contexte actuel et qui les mène à juger l'engagement de leur propre génération en termes sévères.

En effet, quand on leur demande ce que signifie « s'engager » aujourd'hui, le premier constat énoncé par les répondants est celui d'une apathie sociale et politique des jeunes. Face à la difficulté de définir l'engagement, les répondants des groupes interrogés peignent une image de leur génération guère plus réjouissante que celle invoquée par certains médias et sociologues, déplorant que le « sport, la musique et les biens de consommation motivent les jeunes plus que la politique » (Adama, 25 ans, groupe 1-CMJ), ou encore qu'il est difficile « d'intéresser les jeunes à autre chose qu'à leur petit monde » (Zoé, 25 ans, groupe 3-INM). Pour expliquer ce désintérêt, les répondants évoquent « l'individualisation des sociétés contemporaines », qui fait en sorte que les « jeunes ne sont plus solidaires », qu'ils sont « cyniques », « ne pensent qu'à eux-mêmes », « à leurs statuts *Facebook* ou à leur téléphone intelligent ». Chez les répondants du *groupe expert*, s'ils ne perçoivent pas de manière aussi dramatique le désintérêt des jeunes – affirmant au contraire que les jeunes qui s'inscrivent dans les programmes du *Forum Jeunesse* se montrent « curieux » et « intéressés par leur environnement social et politique » – ils estiment tout de même que cette génération n'a « plus les repères » pour « s'identifier à une collectivité ». Dans les termes de Paul:

On en voit plein qui viennent aux activités. Ils sont super intéressés, ils veulent faire des choses. Mais il manque le comment. Si tu leur dis : vas-y, engage-toi, il manque les repères pour savoir où, dans quel groupe, pour quelle communauté (28 ans, groupe-expert).

Chez l'ensemble des répondants, il demeure cependant que l'engagement est d'abord défini en référence à une nostalgie de ce qu'ils estiment s'être « perdu » dans le contexte actuel :

Aujourd'hui, on fait rien. On ne bouge plus. Avant, les gens marchaient dans la rue, s'ils n'étaient pas d'accord avec le gouvernement, ils se regroupaient, ils demandaient des changements. [...] Je crois que les gens savaient ce qu'ils voulaient et ils étaient prêts à agir pour l'obtenir. Aujourd'hui je ne vois pas comment. On est trop individualistes (Jessica, 20 ans, groupe 4-INM).

C'est difficile de faire bouger les gens... C'est plus comme avant. On n'a plus le temps de réfléchir. On court toujours, on est tous portés sur nos petits besoins personnels, notre petite vie. [...] Ça sert à rien de chialer, si on laisse toujours ça à d'autres, y'a rien qui va changer (Carl, 21 ans, groupe-témoin) !

Si ces propos semblent faire écho au portrait d'une jeunesse apathique et désengagée, ils peuvent aussi démontrer que ces jeunes ont adopté l'image négative et stéréotypée souvent émise à leur égard, par les médias et les enquêtes au sujet de leurs habitudes électorales et « citoyennes ». Constatant des résultats de recherches similaires, des enquêtes américaines (Zukin et al. 2006: Pasek 2006) soulignent à leur tour que cette *dépréciation* de leur propre génération est en effet fort paradoxale. En effet, les répondants d'entretiens de groupe ont généralement tendance à surestimer ou à exagérer leurs pratiques d'engagement et celles de leurs pairs, dans un souci de désirabilité sociale. Or, si les jeunes interrogés dans le cadre de cette recherche tout comme ceux interrogés par d'autres enquêtes choisissent d'évoquer a priori l'apathie ou le désengagement de leur génération, il peut là aussi s'agir d'un désir de répondre aux attentes du chercheur, évoquant ce qu'ils estiment être « plus accepté » ou « communément admis » au sujet de la participation politique et social des jeunes⁸¹.

À ce sujet, il est intéressant de souligner que c'est justement en demandant aux jeunes de définir s'ils s'inscrivent eux-mêmes dans cette « apathie » que plusieurs soulèvent des doutes, remettent en question leurs premières impressions, suggèrent qu'elles ne « collent pas nécessairement » à leur réalité ou qu'elles méritent d'être nuancées. La comparaison ne se fait plus alors entre des références du *passé* et des références *actuelles* (dans une binarité avant/après), mais plutôt entre ce qu'ils estiment être des modèles intéressants des années 1960 et leur inadéquation avec des réalités actuelles (dans une binarité avant/réel).

Ainsi, dans les six groupes rencontrés, les jeunes évoquent des exemples de mobilisations récentes qu'ils estiment importantes mais qui ont toutefois été « peu reconnues, peu médiatisées » ou qui n'ont pas eu les « impacts souhaités ». Par exemple, ils mentionnent sans grande surprise les cas des manifestations étudiantes de 2005 au Québec, les manifestations mondiales contre la guerre en Irak et « qui n'ont rien donné » (Simon, 22 ans, groupe-témoin), l'élection de Barak Obama aux États-Unis dont « il faut encore voir les résultats » (Sara, 25

⁸¹ À noter, ces six entretiens de groupe préalables ont été menés en 2009, soit avant la vague de protestations mondiales et de multiplications des occupations de lieux publics inspirés du mouvement *Occupy* ou du « printemps arabe ». Amplement soulignés dans les médias comme témoignant d'une révolte, d'un soulèvement ou d'une contestation de la « génération facebook » ou « twitter, il serait intéressant de constater si ces événements changent les références « communément acceptées » par les jeunes au sujet de leur génération.

ans, groupe-témoin), le soulèvement de la « révolution safran » en Birmanie, durement réprimée par le gouvernement et pourtant peu traitée dans les grands médias, le soulèvement des jeunes Moldaves et des jeunes iraniens (2009) et qui ont « réuni plus de jeunes que jamais », sans « produire les changements » désirés dans la politique de ces pays. Pour expliquer ce qui limite la portée de ces mobilisations, certains suggèrent alors qu'il s'agit de formes d'action propres aux *boomers*, qui « bien qu'ils aient leurs avantages » ne sont plus toujours adéquates pour répondre aux « enjeux actuels ». L'engagement des années 1960, d'abord idéalisé, devient soudainement moins rose :

Ok. Dans les années 1960, il y avait les hippies, la révolution tranquille : je pense que les gens avaient vraiment un sentiment de solidarité. Une envie de changer le monde. [...] En même temps, regarde ce que les boomers nous ont laissé! Ils ont consommé la moitié des ressources de la planète. Ils n'ont pas pensé aux conséquences de leurs gestes. Ils ont fait juste ce qui leur tentait. Aujourd'hui, c'est tout le monde qui est pris avec ça. On ne peut plus penser les choses comme ils l'ont fait (Nicolas, 22 ans, groupe 3-INM)

Des fois je pense qu'avant, c'était facile de se mobiliser parce qu'on en savait peut-être moins... Je veux dire: il y avait un enjeu auquel tu voulais t'attaquer, c'était ça. Mais tu ne savais pas toujours tout ce que faisait ton gouvernement, tu ne savais pas qu'il appuyait une dictature, tu faisais confiance aux journaux. [...] Aujourd'hui, je pense qu'on en connaît trop. Tout est interconnecté. [...] Par où tu commences? (Alexandra, 34 ans, groupe 4-INM).

À mesure qu'ils évoquent ce qu'ils estiment être des pratiques « efficaces » d'engagement, les discussions s'animent. Les jeunes partagent entre eux des expériences au sujet d'actions qui les intéressent ou dans lesquelles ils ont pris part (ou ont choisi de ne pas prendre part). Les clichés d'une génération blasée sont remplacés par des pratiques « innovantes » auxquelles ils disent « mieux s'identifier ». Plusieurs rappellent à cet égard les « autres » mots-clés évoqués en début d'entretien, écrits au tableau (*Barak Obama, Lisa Simpson, responsabilité, végétarien*). Plusieurs y ajoutent des pratiques « alternatives », liées au « respect de l'environnement », à la « consommation éthique » et même à la lutte contre « l'exploitation néolibérale ». Dans une deuxième étape réflexive, certains en viennent à considérer que leur génération est peut-être engagée « dans un sens large », « plus socialement que politiquement », plus près des « actions menées dans la communauté », dans la « société civile ».

Les répondants des quatre groupes rencontrés dans le cadre des événements jeunesse disent d'ailleurs trouver plus intéressantes les actions menées par des organisations non gouvernementales, environnementalistes ou de coopération internationale pour produire des « changement sociaux » à long terme que les partis politiques. Parmi les exemples d'ONG évoqués, on retrouve *GreenPeace*, *Amnistie Internationale*, *Médecins sans frontières*, *Oxfam-Québec*, *Équiterre* mais aussi, pour certains, les *éco-quartiers* et les *centres communautaires*.

Enfin, dans les six groupes, les expériences évoquées suggèrent de multiples exemples de pratiques quotidiennes et que ces répondants considèrent comme des formes d'engagement à part entière. Parmi leurs exemples, on retrouve des actions d'aide informelle entre voisins, le boycott de certains produits (en particulier ceux vendus par les compagnies *MacDonald*, *Walmart*, *Coca-Cola* et *Nike*), l'achat de produits équitables, mais aussi « faire preuve de civisme dans des lieux publics », « aider les gens autour » et « faire du bénévolat » (surtout expliqué en termes de « soupe populaire » ou de « travail dans un centre communautaire »). Enfin, dans le groupe 2, un répondant souligne sa participation mensuelle à des cafés philosophiques où on discute d'enjeux d'actualité ; un exemple qui a stimulé la discussion du groupe sur le fait que le débat et les échanges sur des enjeux politiques sont aussi des formes d'engagement⁸².

Au fil de la réflexion, l'engagement décrit par les répondants perd graduellement sa définition « militante » pour prendre une définition qui évoque la *responsabilité* d'agir pour soi et pour autrui. L'engagement s'exprime aussi de manière plus individuelle : il vise à « travailler à améliorer son environnement », à « donner quelque chose à sa société ». C'est donc une définition positive, dans laquelle le « bon-citoyen » ou « la personne engagée » est défini en des termes qui se recoupent, qui font référence à un individu qui choisit d'« agir envers un intérêt général », pour le « bien de la communauté » et qui tente d'« influencer le cours des choses » de différentes façons. Cela peut être en agissant au sein d'une organisation mais cela peut tout aussi bien être « en s'informant », en « conscientisant les autres » au sujet de grands

⁸² De par l'originalité de son exemple, j'ai demandé à ce répondant de me référer à la personne créatrice de ce café philosophique « habermassien », que j'ai pu interroger en entretien individuel.

enjeux de société. Mais quels sont ces « grands enjeux » ? Comment les jeunes décrivent-ils le contexte dans lequel s'inscrivent ou envers lequel se dressent les pratiques « engagées » ?

4.2.2 Leur perception du contexte social et politique : cyniques ou critiques ?

Le contexte dans lequel émerge la volonté d'action joue un rôle important dans la signification que les individus donnent à leurs actions (Melucci 1996 ; Zukin et al. 2006). Dans le cadre des entretiens de groupe, j'ai donc demandé aux répondants ce qui marque à leur avis l'environnement social, politique et culturel dans lequel ils ont grandi ou dans lequel ils évoluent. Outre la soi-disant « individualisation de la société » évoquée par plusieurs, les répondants ont énuméré un ensemble de référents marqués par des facteurs historiques associés aux décennies 1980, 1990 et 2000 : la *mondialisation*, les *vagues d'immigration*, la *commercialisation des DVD* (chez les plus âgés), l'apparition des *ordinateurs portables*, *Internet*, la *famine en Éthiopie* et le spectacle *Live Aid*, le *SIDA*, la *couche d'ozone*, le génocide du *Rwanda*, les scandales de *corruption* (économiques et politiques), les attaques du *11 septembre 2001*, la guerre en *Irak* et en *Afghanistan*, mais aussi *l'altermondialisme*, les recherches sur *Google*, la *commercialisation des téléphones intelligents*, la *crise économique*, le téléchargement de *fichiers mp3*, le *piratage informatique* et les mesures de *convergence* (définies comme la convergence des médias dans les groupes 2 et 3 et comme la convergence des grandes entreprises ou des multinationales dans le groupe 4).

Abordant le contexte social et politique actuel, certains estiment que si les valeurs et pratiques des *Baby-boomers* continuent de marquer les critères par lesquels ils définissent la portée d'un geste « engagé », c'est aussi parce qu'ils évaluent celui-ci en relation avec un modèle politique et à des institutions démocratiques qu'ils perçoivent comme « aliénant les jeunes » (Roy, 33 ans, groupe 4). Pour parler de la sphère politique, les images évoquées réfèrent alors à un milieu « corrompu », peuplé par « des hommes blancs en costumes », « des têtes grises » qui, s'ils « peuvent parfois agir par conviction », se montrent trop souvent « sourds aux réalités des jeunes » et « répondent mieux aux entreprises » qu'aux « grands enjeux contemporains ». Dans ce contexte, certains des répondants estiment qu'il y a peu de chance qu'ils y trouvent

une place, « qu'un jeune puisse être élu ou qu'il choisisse de s'engager en politique avec un P majuscule » (Ariane, 23, groupe expert).

Or, en creusant la question, ce n'est pas nécessairement la *pertinence* de la sphère politique et des institutions démocratiques qui est mise en cause. Au contraire, la majorité des répondants estime que *voter* est toujours un mode d'action important et nécessaire, et plusieurs considèrent que c'est encore par les *institutions politiques* que doivent s'exprimer les choix démocratiques d'une société⁸³. Ce faisant, ces jeunes semblent faire une distinction entre ce qu'ils définissent comme des pratiques faisant partie de *la* ou *du* politique. S'ils critiquent le fonctionnement de certaines institutions de *la* politique – évoquant entre autres choses la corruption des politiciens, la collusion dans le monde de la construction, le financement des partis, ou le jeu des « guerres pour l'audimat » auxquelles ils se livrent – ces jeunes reconnaissent aussi la « valeur des processus démocratiques » et des modalités d'action collective qu'ils définissent comme des pratiques *du* politique. Leurs propos font alors écho aux constats de Pierre Rosanvallon qui distingue à son tour les deux expressions réfèrent à une crise de la sphère politique : « en parlant substantivement *du* politique, je qualifie [...] tant une modalité d'existence de la vie commune qu'une forme de l'action collective qui se distingue explicitement de l'exercice de *la* politique (2003:14) ».

En d'autres termes, ce n'est pas tant que les jeunes se montrent *cyniques* envers la sphère politique ou même qu'ils rejettent en bloc les modes d'engagement usuels (comme le suggèrent certaines enquêtes) mais plutôt qu'ils se montrent *critiques* face à des formes de participation qui ne sont, après tout, pas les seules qui s'offrent à eux dans le contexte actuel. D'autres sphères d'action leur semblent ainsi plus intéressantes ou adéquates pour répondre aux enjeux auxquels ils disent s'intéresser :

⁸³ À ce sujet, notons que les jeunes interrogés peuvent, là encore, répondre par souci de désirabilité sociale. Après tout, les répondants rencontrés dans le cadre des deux événements jeunesse s'inscrivent à des activités qui visent à « mobiliser » les jeunes (et en particulier en ce qui a trait à la participation électorale), et les membres du groupe témoin ont même spécifiquement ce mandat à titre professionnel : soit de favoriser l'engagement et la participation politique des jeunes montréalais. Quant aux répondants du groupe témoin, ils acceptent de répondre à une enquête sur l'engagement des jeunes et peuvent dès lors se montrer a priori plus intéressés que d'autres par des enjeux politiques ou citoyens. Toutefois, leurs réponses corroborent les résultats d'une enquête plus exhaustive menée par le CEFRIO (2009) auprès de 2020 jeunes de 12-24 ans et où 88% des jeunes interrogés disent trouver important le fait de voter.

Tu ne peux pas changer l'environnement sans penser changer des lois. C'est sûr que ça va toujours être nécessaire de passer par la politique [...] Mais l'urgence des enjeux... on peut pas attendre. C'est maintenant, tout de suite qu'il faut agir. [...] Je préfère d'autres moyens qui sont plus rapides pendant que d'autres vont s'occuper des lois (Carla, 30 ans, groupe 2-CMJ).

Leur propos rappellent en quelque sorte la définition du « citoyen critique » telle qu'avancée par Pippa Norris (2001, 2009)⁸⁴ qui suggère que des individus peuvent remettre en cause leur système démocratique, en critiquer les instances, sans pour autant en renier la valeur intrinsèque. Une définition qui correspond en tout point aux propos de Louis:

Plein de gens aujourd'hui veulent revoir le système électoral canadien qui veut tellement être représentatif, qu'il ne l'est plus, dans le fond. [...] Je crois que c'est le système de démocratie représentative et comment il est financé qu'il faut changer. Du moins les gens, les jeunes, demandent des changements (32 ans, groupe-expert).

Pour les membres du groupe expert, d'autres facteurs sont aussi évoqués comme participant au contexte politique actuel. Notamment, ils soulignent que si la volonté de « faire une différence » est encore bien présente chez les jeunes qu'ils côtoient, elle s'exprime de façon moins locale, dans ce que ces répondants estiment être une « plus grande ouverture sur le monde », un « partage d'expériences variées », phénomènes associés à celui de la *mondialisation* :

Oui, je pense que les jeunes ont une vision plus claire de la réalité de ce qui se passe dans d'autres pays. En lisant ou s'informant dans les journaux, on a une idée de la politique internationale, mais une personne qui vit sur le terrain, c'est différent. [...] Les jeunes ont le goût de voyager pour en apprendre d'avantage. De parler à des gens qui vivent là-bas, de s'informer sur ce que les médias ne disent pas (Yoann, 23 ans, groupe expert).

Ces propos sont repris par les répondants d'autres groupes, qui estiment à leur tour que les jeunes ont une « conscience accrue d'autres réalités », une plus grande tolérance de la diversité d'opinions et de points de vue, corroborant en quelque sorte les résultats des enquêtes évoquées précédemment. La façon dont ces jeunes donnent sens au contexte social et politique prend alors naissance dans une mise en exergue et dans le respect de la *différence*.

⁸⁴ Pippa Norris définit le citoyen critique de la manière suivante : « those who understand the basic characteristics of liberal democracy, who aspire to democracy as the ideal form of government, yet who remain skeptical when evaluating how democratically their own country is being governed » (2009 : 3).

Bien qu'ils ne fassent pas partie des mêmes groupes d'amis, qu'ils ne s'engagent pas pour les mêmes causes ou ne soient pas membres des mêmes organisations, les jeunes rencontrés dans le cadre des événements jeunesse échangent avec aisance, discutent d'enjeux et de pratiques variées comme s'il s'agissait de multiples facettes d'un même phénomène. Le langage qu'ils partagent en est un de « résistance », de « contestation » et de collaboration contre « la dégradation de l'environnement », le « respect des droits humains » et « la montée d'une logique de globalisation et d'exploitation néolibérale » (Olivier, 27 ans, groupe 1-CMJ). Si la multiplicité des formes d'action énumérées évoque une définition on ne peut plus imprécise et bigarrée de l'engagement, elle semble paradoxalement rapprocher ces jeunes :

À la Marche mondiale des femmes, j'ai pu discuter de la place de la femme dans la société avec des Africaines. Finalement, plutôt que de nous éloigner et de faire un grand écart entre nos situations, ça nous a fait ressortir nos similitudes, qui s'expriment de façons différentes mais qui sont comparables. [...] Il y a quelque chose à faire à travers tout ça, de voir ce qui se passe ailleurs (Marie-Claude, groupe 1-CMJ).

On s'aperçoit qu'on a les mêmes problèmes dans des pays différents. Au Burkina ils manifestent contre les mêmes mines canadiennes, mais ce sont les mêmes compagnies auxquelles on s'attaque ici avec GreenPeace ! Ça t'amène à te demander si on ne peut pas trouver des solutions qui vont ensemble (Mathieu, groupe 2-CMJ).

Les propos de ces jeunes font alors écho au slogan « agir localement, penser globalement » popularisé dans les années 1990 et 2000 par les militants du mouvement altermondialiste. Faisant écho aux propos de McDonald (2004), les formes de participation et les stratégies d'action qu'ils mettent en avant tiennent surtout compte de *l'expression individuelle* et des *capacités personnelles* de chacun. Selon les répondants, il y a « plusieurs manières d'agir pour une même cause » ou, dans les termes de Laure: « il y a des actions qui me conviennent mieux à moi, mais pour quelqu'un d'autre, ça va s'exprimer différemment » (22 ans, groupe 2-CMJ).

Le fait que les actions ne soient pas hiérarchisées et qu'elles soient a priori moins organisées est d'ailleurs perçu comme un point positif, en particulier quand ils décrivent les nouvelles formes d'action qui s'offrent à eux. À leurs yeux, il s'agit simplement de demeurer cohérent avec l'« ouverture » qu'ils définissent comme étant une valeur ou une caractéristique de ces mouvements, et qui permet de garantir l'accès à « d'autres qui souhaiteraient se joindre » à l'action, en favorisant une improvisation de celle-ci et donc, ses multiples réinterprétations.

C'est d'ailleurs la *cause* qui importe plus, aux yeux des répondants, que l'organisation. Comme le dit Isabelle : « Il ne faut pas forcément arriver au pouvoir ou faire partie d'un groupe pour changer les choses. Tous les chemins peuvent mener au changement social » (21 ans, groupe 3-INM).

Parmi la diversité d'actions évoquées, on retrouve des pratiques inscrites dans la vie quotidienne qui viennent corroborer les conclusions d'autres recherches et enquêtes sur l'engagement contemporain (Ion 2009, 2012 ; Quéniart et Anne 2007 ; Quéniart 2008). Parmi celles-ci, on peut mentionner : le *recyclage*, la *consommation responsable* ou les comportements « éthiques », auxquelles les répondants ajoutent les « conversations dans un groupe », le fait d'« appeler une ligne ouverte à la radio », de « lire sur un sujet », et même « exprimer tes valeurs au travail, devant ton patron » (André, 28 ans, groupe-témoin) comme des pratiques qui participent aussi de cet idéal-type de la personne « engagée ».

Dès lors, en cherchant à définir les formes et les modes de participation sociale et politique qui peuvent répondre aux enjeux contemporains, la définition donnée à l'engagement fait aussi référence au fait d'« avoir des idées » et de « savoir les défendre ». Les capacités d'expression d'un individu et sa liberté à « être différent » sont en quelque sorte exprimées comme une façon de résister contre « le discours dominant », mais aussi contre « l'indifférence » et « les opinions toutes faites ». Une définition qui place une grande importance dans la défense de *valeurs* et le refus d'un *prêt-à-penser* ; deux caractéristiques amplement soulignées par les jeunes rencontrés en entretiens individuels (et qui sont abordées plus en détail au chapitre 5).

Dans tous les groupes, l'unité des régimes, des structures démocratiques, des institutions formelles sont associées à une réalité « d'avant » qui est perçue comme « facilitant l'organisation » d'actions « concertées » ou du moins simplifiées dans leur « efficacité ». Or, si les répondants semblent regretter ce passé dans certains de leurs propos, ils estiment tout de même que l'engagement ne peut plus se faire au détriment d'un *esprit critique* qu'ils veulent à tout prix conserver. D'une part, on déplore le manque d'unité qu'apportaient auparavant ces institutions et groupes formellement organisés et, d'autre part, on revendique la possibilité de se désinscrire de ces institutions et organisations. Pour conserver cette mise à distance, la

cohérence de l'action est recherchée dans une variété de pratiques, d'opinions et d'activités disparates qui sont perçues par les répondants comme complémentaires. En d'autres termes, plus que l'inscription au sein d'une structure ou d'une organisation dont les objectifs et les actions seraient définis a priori, ce qui détermine la *valeur* d'une action, aux yeux des répondants, c'est avant tout son *authenticité* :

Chez les *babyboomers*, il y avait aussi beaucoup de grands-parleurs... mais dans la vie de tous les jours, je ne suis pas sûr s'ils mettaient toujours en pratique leurs principes. [...] J'ai l'impression qu'on est peut-être plus ludiques dans notre façon de nous engager mais en même temps, tu n'irais pas magasiner chez Wal-Mart (Alice, 25 ans, groupe-témoin).

Aujourd'hui, je crois que tu ne peux pas juste dire « je suis un socialiste », ou « je fais partie d'un syndicat ». Ce qui compte c'est ce que tu fais avec ta vie, pas le groupe auquel tu dis appartenir » (Adama, 25 ans, groupe 1-CMJ).

Pour résumer, agir dans le contexte social et politique actuel fait donc référence à des pratiques menées dans un souci de cohérence avec des valeurs, des opinions, des principes. Or, pour comprendre comment les jeunes choisissent d'appliquer ces valeurs au quotidien, il ne suffit pas de cerner les langages par lesquels ils définissent une action « engagée »; encore faut-il considérer la façon dont ces répondants perçoivent leur *capacité* à agir de manière pertinente dans ce contexte.

4.2.3 Est-il possible d' « agir » aujourd'hui ?

Interrogés sur la façon dont ils perçoivent leur capacité d'action et celle de leurs pairs, une majorité de répondants estiment qu'il est toujours possible « d'agir » dans le contexte social et politique actuel. Il y a même plusieurs façons de « changer le monde » aux yeux des répondants : pas uniquement en s'inscrivant dans des actions militantes ou par des gestes planifiés suivant des objectifs déterminés, mais aussi en agissant à des niveaux plus subtils et moins facilement observables. En « s'exprimant par des formes artistiques », en « prêchant par l'exemple » ou en popularisant des modes de vie cohérents avec des conceptions et visions du monde qu'ils « expriment publiquement ».

Si les répondants s'entendent sur l'importance de la *diversité* de pratiques, il demeure que c'est là où les cadres cognitifs sont les moins facilement partagés. Notamment, la notion de bénévolat pose problème : pour plusieurs des jeunes interrogés en groupes de discussion, cette notion fait référence à des pratiques de « soupe populaire », de dons caritatifs, s'inscrire à son « éco-quartier » ou participer à des « jardins communautaires ». L'action bénévole implique qu'elle soit détachée et faite pour autrui. Or, pour d'autres, elle s'inscrit dans des pratiques qui ne sont pas entièrement désintéressées : certains soulignent le paradoxe qu'ils perçoivent au fait de donner ses vêtements usagés à un centre caritatif où ils achètent eux-mêmes, d'entretenir un lopin de terre dans un jardin communautaire alors qu'ils en récoltent les fruits. Les membres du groupe expert soulignent le danger d'« instrumentalisation » du bénévolat, qui peut aussi servir à « répondre aux exigences d'un programme scolaire » ou à « bien paraître dans le C.V. (*curriculum vitae*) ». Pour Marie-Christine, ces craintes sont peu pertinentes : « Moi je m'en fous si tu agis pour avoir une job, tant que l'action que tu fais sert à changer quelque chose. Je pense que ça vaut mieux que de pas agir du tout (23 ans, groupe 3-INM) ».

La capacité d'action est ainsi définie en ce qu'elle permet de répondre à l'envie d'agir « là où ça compte ». Toutefois, alors qu'ils semblent accueillir l'énumération d'une multitude d'actions avec enthousiasme, il est curieux de constater à quel point ils peinent à identifier leurs propres actions ou celles de leur entourage comme des formes d'« engagement ». Outre les répondants du groupe expert qui se définissent aisément comme « engagés », plusieurs déclarent de manière paradoxale que s'ils sont engagés « par principe », ou s'ils « aimeraient être » plus engagés, ils ne sont quand même pas « des militants »⁸⁵. Là encore, on perçoit le métissage de références contradictoires: l'engagement, l'activisme et le militantisme sont définis a priori par leur intégration au sein d'organisations formelles – que les jeunes estiment toujours pertinentes dans le contexte actuel – or, c'est à *l'extérieur* de ces organisations qu'ils inscrivent leur propre capacité d'action personnelle.

⁸⁵ D'autres éléments interprétatifs peuvent expliquer ces contradictions. Notamment, si des jeunes femmes se sont facilement présentées comme "féministes" ou "s'intéressant aux actions visant l'égalité homme/femme" la notion de "militante féministe" semble avoir chez ces jeunes une connotation péjorative. Un phénomène sur lequel se penchent des enquêtes sur le féminisme (voir entre autres Geneviève Guindon, 1996, "Les opinions et perceptions des jeunes femmes à l'égard du féminisme", thèse, Université de Montréal).

Expliquant cette contradiction, certains répondants suggèrent qu'ils ont parfois l'impression qu'ils ne seraient « pas pris au sérieux » dans ces organisations, qu'ils sont « discrédités par des militants » qui les considèrent « trop jeunes » ou « peu expérimentés ». Est-ce la raison pour laquelle ils tendent à favoriser des formes alternatives de participation ? Ont-ils l'impression que dans d'autres milieux, leurs apports, leurs forces et leurs réflexions sont mieux reconnus ? Dans une telle perspective, on comprendrait mieux pourquoi les premiers mots-clés évoqués par les jeunes suggèrent un pastiche des pratiques et modes d'engagement mis en avant par des générations précédentes : il ne s'agit pas tant d'imiter à tout prix les actions d'autrui, mais de reprendre des codes qui sauront être compris, valorisés et écoutés par d'autres générations, tout en les *réinterprétant* pour produire de nouvelles significations.

Enfin, si l'engagement des jeunes n'est pas toujours organisé ni défini a priori et si les actions évoquées par ces jeunes semblent parfois bigarrées, ludiques et contradictoires, cela n'exclut pas qu'elles soient faites de manière consciente. On rejoint ici la pensée de Giddens: « social actors know a great deal about the conditions and consequences of what they do in their day-to-day lives (1984 : 281) ». Dans ce que les répondants perçoivent être le contexte actuel, je retiens des entretiens qu'ils estiment qu'ils ont une *responsabilité* d'agir pour la *collectivité* et le *bien commun*. Or, la façon dont ils choisissent de le faire indique une remise en question, une réinterprétation de ce qu'ils estiment *pouvoir faire* dans ce contexte, et qui s'exprime par des actions davantage investies « au quotidien ». Somme toute, si des formes traditionnelles d'engagement continuent d'être perçues comme importantes, utiles et pertinentes par les jeunes, elles perdent en intérêt devant de nouveaux modes de participation qui favorisent la *responsabilité personnelle* et qui permettent d'exprimer l'engagement de manière *subjective*.

4.2.4 Une génération distincte ?

Enfin, selon plusieurs auteurs, le niveau de participation sociale et politique est aussi associé au fait de sentir qu'on fait partie d'une génération distincte (Sassen 2002 ; Zarifian 2004; Zukin et al. 2006). En d'autres termes, si les jeunes ont tendance à s'identifier plus facilement aux « luttes de jeunes », c'est aussi, au-delà des enjeux visés, parce qu'ils se reconnaissent dans

une identité culturelle et « générationnelle ». Puisque cette identité présente des façons novatrices de définir le changement social et d'y travailler, c'est sur cette identité que les mouvements de jeunes s'appuient pour recruter et mobiliser leurs membres (Zukin et al. 2006). Or, en interrogeant les répondants de ces six groupes au sujet de leur génération ou d'une génération à laquelle ils s'identifient a priori, ils ne donnent pas l'impression d'estimer faire partie d'une cohorte spécifique ou distincte.

Quand ils évoquent ou déplorent l'engagement des jeunes, les répondants évoquent généralement leurs pairs, leurs camarades de cours, leurs collègues de travail ou leur entourage immédiat. Or, quand ils discutent des valeurs des « Y » ou des « nouvelles générations » c'est aux individus « plus jeunes » qu'ils réfèrent – et chez qui ils disent constater le plus grand *désengagement*. Quand les membres du groupe expert évoquent « les jeunes », ils ne semblent d'ailleurs pas s'inclure eux-mêmes dans cette catégorie. Plusieurs avouent s'identifier plus facilement au « X » qu'aux « Y », bien que les critères par lesquels ils distinguent ces deux cohortes ne soient pas clairs. Enfin, si les jeunes dans la trentaine déplorent l'inaction « des plus jeunes » (ceux dans la vingtaine), il est à noter que les plus jeunes répondants (ceux de vingt ans) tiennent exactement le même discours au sujet de « la génération qui suit » et qu'ils décrivent comme individualistes ou égocentriques et « penchés sur leur cellulaire ». En quelque sorte, les regards que ces jeunes portent sur les « Y » font écho aux enquêtes, articles médiatiques et stéréotypes qui associent de manière causale « le désengagement » au fait d'être « jeune » – et qu'ils estiment plus jeunes que soi, puisqu'ils se reconnaissent mal dans ces constats :

Je pense que les Y, ils font partie d'une génération qui veut des gratifications instantanées. C'est des habitués du zapping (Pierre-Olivier, 27 ans, groupe 1-CMJ).

Il va y avoir un clash générationnel. C'est comme ne pas parler la même langue. Je ne sais pas si les plus jeunes ont les mêmes valeurs que nous, les mêmes manières de voir c'est quoi la famille, c'est quoi le travail, c'est quoi l'engagement. [...] Je pense que leur génération ils veulent plus savoir le pourquoi, pas juste quoi faire mais pourquoi le faire. Nous aussi dans le fond (Mélissa 28 ans, groupe 3-INM).

Toutefois, quand on interroge les répondants sur ce qui distingue l'engagement des individus de *leur* âge (qu'ils se définissent comme X, Y ou autre) l'*information* et les *technologies*

numériques sont tout de même évoquées comme des caractéristiques significatives qui les distinguent des autres cohortes. D'ailleurs, la mise en exergue d'une « nouvelle culture de l'engagement » est évoquée par les répondants eux-mêmes, qui considèrent que les pratiques des 35 ans et moins sont marquées par le développement des technologies mobiles et en réseaux et grâce auxquelles ils trouvent « plus rapidement des informations », « font connaître des situations » et « montrent ce qui se passe vraiment sur le terrain » ; des pratiques qu'ils définissent somme toute dans un rapport à la mobilisation.

À ce sujet, les répondants émettent une réserve importante : si les TIC font partie prenante du contexte actuel, ils estiment trop simpliste l'association directe entre ces outils et la vie quotidienne des jeunes. Alors que certains se décrivent comme des « technophiles » ou des « accros du Web » – déplorant même en avoir besoin « comme une drogue », – d'autres réfutent entièrement cette image et soulignent qu'ils ne se sentent pas interpellés par ces technologies, invoquent plutôt la disparité de connexions d'une personne à l'autre ou d'une région à l'autre, et rappelant l'inégalité d'accès aux TIC. Ce qui démontre qu'ils sont bien conscients de la fracture numérique qui ternit encore le rêve d'une société « hyper connectée ». Comme l'affirme Rachelle, qui habite la Côte-Nord :

J'habite dans une petite ville. Pas un village! Selon la définition du gouvernement du Québec c'est une « ville ». [...] Ben chez-moi on n'a pas internet haute vitesse. Et je connais beaucoup de gens qui n'ont pas internet à la maison. Ils vont à la bibliothèque municipale [...] Alors je suis tannée quand on dit qu'on va mettre tout sur le Web. Hé! Le jeune! Viens voir notre page Web. Moi mon ordi il ne la lit pas ta page Web! (23 ans, groupe 4-INM).

D'autres répondants soulignent par ailleurs que, d'une part, les jeunes ne sont pas les seuls à agir « sur le Web » et d'autre part, qu'ils côtoient des gens de plusieurs âges quand ils mènent des actions ou des pratiques « engagées ». Enfin, certains soulignent l'intérêt « marketing » qu'ils perçoivent dans le fait de se faire identifier aussi directement au développement des technologies mobiles. Et quand on leur demande ce qu'ils pensent des sites Web et programmes Web visant à promouvoir l'engagement des jeunes, la réaction des répondants (outre celle du groupe expert) est accueillie avec fous rires et suspicion. D'ailleurs aucun des jeunes interrogés en entretien de groupe n'a été capable de nommer un seul site gouvernemental qui leur est en théorie adressé (tels le portail jeunesse du gouvernement du

Québec www.espacej.gouv.qc.ca; ou le portail pour les jeunes en régions rurales www.placeauxjeunes.qc.ca⁸⁶). Au contraire, à l'expression « sites pour jeunes » certains répondants ont spontanément évoqué les réseaux *Youtube* et *Facebook*, questionnant toutefois si c'est bien de ce genre de sites dont on voulait discuter. D'autre part, les répondants se demandent aussi pourquoi ces organisations ou institutions misent-elles sur le Web pour contacter des jeunes plutôt que l'ensemble des citoyens. Et pourquoi essaient-elles de les rejoindre sur le Web, alors qu'elles les ignorent autrement dans d'autres sphères politiques et publiques plus usuelles?

Enfin, il est à noter que les répondants peinent tout autant à définir ce qu'est une action politique « en ligne » outre les exemples du vote électronique ou le recours à *Twitter* par des manifestants (faisant surtout référence aux soulèvements de jeunes en Moldavie et en Iran en 2009). Cela démontre que la sphère virtuelle n'est pas, à leurs yeux, détachée du réel mais qu'elle s'imbrique dans des pratiques quotidiennes, où les composantes en ligne et hors ligne s'associent et se répondent selon les objectifs souhaités et les actions réalisées. Les répondants décrivent ainsi l'engagement comme participant au « changement social » par le fait « d'échanger avec d'autres » et de « s'informer d'une situation » mais aussi par le fait qu'elles permettent de « faire passer un message » et d'« afficher ses idées ».

Or, outre le fait qu'ils identifient leur génération comme marquée par les TIC, il n'estime pas que ce sont ces outils qui les définissent personnellement. En ce sens, on peut encore une fois y voir un croisement entre ce qu'ils reconnaissent comme des clichés ou des stéréotypes concernant leur génération, et ce qu'ils font eux-même des TIC dans la vie quotidienne. Plus encore, il demeure difficile de savoir quels moyens, quels réseaux et ou quels groupes sociaux les jeunes favorisent quand ils choisissent d'afficher et d'échanger ainsi leurs opinions et idées. Il reste donc à explorer plus en profondeur l'expérience personnelle que les jeunes ont de modalités d'action qu'ils décrivent comme engagées mais aussi comment les TIC et les médias sociaux s'arriment et s'inscrivent dans les *réseaux* par lesquels ces jeunes diffusent ces

⁸⁶ À titre anecdotique, Sébastien, dans le groupe 3, a d'ailleurs recherché sur son ordinateur portable la page Web du portail "Espace J" pour y lire certaines des grandes lignes "adressées aux jeunes" et qui ont bien fait rire les autres membres du groupe tant elles leur semblaient clichées et infantilisantes.

expériences, images, interprétations du monde et au sein desquels ils construisent et partagent de nouveaux codes de sens.

4.3 Conclusion : des vocabulaires hérités, des représentations métissées

Somme toute, ces conversations de groupe ont soulevé des éléments de réponses importants, en offrant un portrait nuancé des pratiques et attitudes d'une « génération de l'information ». En permettant aux jeunes d'expliquer avec plus de nuances les vocabulaires, images et mots-clés auxquels ils réfèrent quand ils parlent d'engagement, leurs propos suggèrent des définitions et des représentations héritées des générations précédentes mais aussi des perceptions du contexte social et politique qui expliquent la difficulté avec laquelle ils estiment pouvoir y agir. Apportant des éclairages aux questions soulevées par des enquêtes quantitatives plus exhaustives, ces propos permettent de mieux cerner comment les jeunes évaluent et décrivent la participation sociale et politique de leur génération. Ce faisant, ils déplorent une inaction ou une absence des jeunes dans certains domaines et sphères de la participation sociale et politique usuels, des domaines qu'ils estiment toujours importants. Or, ils évoquent aussi un ensemble de pratiques qu'ils considèrent soit plus pertinentes au regard des enjeux auxquels ils veulent s'attaquer, soit plus proches de leurs réalités quotidiennes et des limites qu'ils perçoivent être celles de leur participation sociale et politique.

De ce fait, leurs réponses laissent présager des attitudes et des perceptions qui mettent en lumière des éléments *symboliques* et des représentations partagées, et qui nous en apprennent plus sur leurs *connaissances* du milieu politique (les exemples évoqués portent alors plus facilement sur la politique internationale que nationale), la *confiance* ou méfiance qu'ils démontrent envers les institutions démocratiques, les partis politiques et les organisations militantes (qu'ils estiment toujours pertinentes mais où ils perçoivent un manque de transparence, de la corruption et où ils se sentent peu reconnus et peu valorisés), et leur intérêt à « faire partie de la solution » ou dans les termes de Norris (2009) à prendre part aux activités visant à influencer les décisions politiques ou collectives (et où ils considèrent que l'engagement est lié à une notion de responsabilité personnelle).

Toutefois, leurs propos soulèvent aussi un ensemble de questions en ce qui concerne les multiples modes d'expressions *subjectives*, qui se veulent, dans les termes des répondants, à la fois *authentiques* et *cohérentes* avec les valeurs et les visions du monde qu'ils défendent. Comment les jeunes interprètent-ils ces références communes? D'où leurs viennent ces perceptions et définitions ? Quelle expérience personnelle ont-ils des milieux qu'ils associent à l'engagement ? Comment leur parcours individuel ou leur socialisation les motivent ou démotivent-ils à s'engager selon des modes particuliers de participation sociale ou politique ? Et pourquoi ces jeunes se définissent-ils difficilement comme « militants » ou « activistes »?

Pour explorer plus en détail les *cadres* symboliques et interprétatifs auxquels ils se réfèrent pour donner un sens aux gestes qu'ils perçoivent comme « engagés », il est important de considérer les pratiques des jeunes au-delà de leurs simples représentations discursives. En ce sens, si ces entretiens de groupe viennent mettre en lumière des représentations, attitudes et langages collectivement partagés par les jeunes, une deuxième série d'entretiens individuels permet cette fois d'explorer plus en profondeur le *pourquoi* et le *comment* des modes d'engagement qu'ils favorisent, au quotidien. En interrogeant les expériences personnelles et le parcours de vie de jeunes issus d'horizons variés, il s'agit de mieux comprendre comment ils arrivent à nuancer, métisser, réfuter ou *réinterpréter* ces « cadres d'interprétation » hérités. En partant à la recherche de « nouveaux cadres », j'explore maintenant les évaluations *subjectives* qui entrent en ligne de cause quand les jeunes choisissent d'« agir » dans le contexte social, politique et médiatique, et la façon dont ils redéfinissent, au quotidien, ce que veut dire « s'engager ».

Chapitre 5. Des individus libres et mobiles

Expériences et parcours de vie des jeunes

When the image of Nelson Mandela may be more familiar to us than the face of our next-door neighbour, something has changed in the nature of our everyday experience
Anthony Giddens, 1999

Au-delà de l'âge des individus qui la composent, la notion de *génération* fait référence à des modes de socialisation liés à des facteurs contextuels, historiques et culturels qui favorisent la construction de schémas de compréhension et de langages collectivement partagés (Mannheim, 1972[1928]). Ces expériences, références et codes symboliques peuvent influencer l'ampleur et la forme que prendra la participation sociale et politique des membres d'une même génération, et ce tout au long de leur vie (Zukin et al. 2006). Or, si les propos tenus en entretien de groupe confirment l'existence de codes de sens et de langages construits et partagés par les jeunes quand ils parlent d'« engagement », ces cadres peuvent aussi être remis en question, nuancés et redéfinis au quotidien en fonction des *expériences individuelles* que ces jeunes ont de pratiques ou milieux d'engagement ; des expériences qu'ils peuvent d'ailleurs théoriser (Berger et Luckmann 1966).

La sociologie de l'expérience nous apprend à cet égard que la façon dont un individu choisit d'agir dépend à la fois de sa perception du contexte social et politique, de sa « vision du monde » (*worldview*), tout comme un ensemble de facteurs liés à son milieu de vie, sa situation économique, ses valeurs personnelles (identitaires, communautaires, religieuses) qu'il développe à force d'interactions avec autrui (Benasayg et Sztulwark 2002 ; Cherry 2006 ; Thörn 2007). Soulignant la *conscience* que les acteurs ont du changement social et l'importance du *sens* qu'ils donnent à leurs actions (Giddens 1984, 1999 ; Martuccelli 2002), ces outils suggèrent d'explorer plus en profondeur les pratiques et les parcours de jeunes présentant des modes d'engagement variés, de façon à cerner les conditions et les motivations de leur participation sociale et politique. Ce faisant, il s'agit d'observer *comment* les jeunes

définissent leur intérêt ou leur compréhension de certains modes d'engagement (politique, social, communautaire) ; d'interroger l'expérience qu'ils ont de ces différentes pratiques et *pourquoi* ils choisissent d'agir, personnellement selon des modes de participation plutôt que d'autres.

Pour Dubet (2004), c'est notamment à partir de ses expériences individuelles qu'un sujet se représente sa socialisation et lui donne sens. Si les motivations à l'action recouvrent une dimension subjective et une volonté personnelle d'agir (nul n'est après tout contraint de s'« engager »), elles dépendent aussi de la manière dont un individu arrive, à travers ses expériences multiples, à reconnaître et à interpréter sa position et à y apporter les nuances et les réinterprétations que suggèrent ses apprentissages et références personnelles. Puisque les hypothèses émises au sujet des nouvelles formes d'engagement à l'ère du Web 2.0 supposent l'émergence de nouvelles logiques d'action (Juris 2012 ; Castells 2012) ou de nouveaux styles participatifs (Bimber et. al 2012), il s'agit maintenant de cerner les *cadres interprétatifs* auxquels réfèrent les jeunes, pour comprendre comment ils expliquent leur position dans le contexte actuel et comment leurs représentations, perceptions et valeurs se traduisent en *pratiques*.

À partir des questions soulevées par les données d'enquêtes préalables et prenant compte des nuances apportées par les entretiens de groupe quant aux attitudes et aux langages partagés par les jeunes, j'ai mené une deuxième série d'entretiens en profondeur auprès de 78 jeunes de 20-35 ans présentant des parcours de vie et des modes d'engagement variés. En questionnant leur motivation à prendre part à certaines modalités d'engagement, il s'agissait de prêter une attention à ce que ces jeunes retiennent de leurs expériences dans des milieux militants, politiques ou communautaires, d'où leur viennent leurs « cadres de référence » quand ils parlent d'engagement, de participation sociale ou politique, de « changement social » et quels sont les réseaux par lesquels ils choisissent d'échanger leurs préoccupations, réflexions et pratiques au quotidien. Ce faisant, je voulais prendre en compte la diversité des modalités d'action qui s'offrent aux jeunes : elles peuvent s'appuyer sur des réseaux formels ou non, elles n'ont pas toujours de cible, de leader ou d'adversaires, croisent les frontières entre militants, sympathisants, observateurs, informateurs ou simples commentateurs.

En multipliant les angles d'approches, j'ai pu rejoindre des jeunes inscrits dans des organisations et des formes d'engagement usuelles (membres de partis politiques, d'organisations militantes, communautaires) mais aussi des jeunes qui s'en détachent, offrant un gradient de modes et de pratiques. Par ailleurs, j'ai rejoint un ensemble de jeunes qui se montrent particulièrement technophiles et d'autres qui s'intéressent peu aux TIC, offrant un gradient d'intérêts correspondant à la variable « technologique ». À la croisée de ces deux variables, j'ai rencontré des jeunes correspondant aux cinq « idéaux-types » identifiés au chapitre 3 – des *activistes*, *cyberactivistes*, *technophiles*, *techno-philanthropes* et des *originaux*. Il est important de souligner que ces idéaux-types ne représentent pas l'ensemble des pratiques des jeunes. L'objectif n'était pas d'en faire un portrait exhaustif ni de comparer les pratiques ou le degré de participation de chacun d'entre eux. Plutôt je m'en suis inspirée, les considérant comme des catégories analytiques utiles, qui permettent de mettre en lumière les divers modes d'engagement qui s'offrent aux jeunes et, d'autre part, les divers types d'intérêts qu'ils portent à la technologie.

Parmi l'ensemble des répondants, on peut identifier 20 *activistes* qui s'engagent en des modes à première vue traditionnels (et répondent aux critères évalués par la majorité des enquêtes s'intéressant à l'engagement des jeunes): des membres de Forum Jeunesse (à Montréal et en régions rurales), deux employés en politique municipale, des représentants des ailes jeunesse de deux partis politiques québécois (Parti Québécois, Parti libéral du Québec), des militants féministes, environnementalistes et altermondialistes, des membres d'organismes communautaires, de consommation responsable, une représentante syndicale, un fondateur d'ONG et un candidat du Nouveau parti démocratique aux élections fédérales de 2011. La moyenne d'âge de ces répondants est de 27 ans.

À ceux-ci s'ajoutent 11 *cybermilitants* qui s'inscrivent à leur tour au sein de partis politiques, d'organisations associatives ou militantes formelles, mais dont les pratiques sont spécifiquement liées aux technologies mobiles ou en réseaux. On y trouve des blogueurs pour des groupes militants, une webmestre pour une ONG environnementale, des gestionnaires de médias sociaux pour des partis politiques et des ONG de coopération internationale, des

webmestre d'ailes régionales d'organismes jeunesse et une gestionnaire d'« initiatives médiatiques » au sein d'un syndicat. La moyenne d'âge de ces répondants est de 25 ans.

Du côté des *techno-philanthropes* on retrouve 19 jeunes présentant des pratiques d'engagement qui s'appuient sur le potentiel des médias sociaux pour servir des fins sociales, appuyer des projets communautaires ou favoriser l'engagement citoyen. On y trouve : des créateurs de pétitions virtuelles, des fondateurs de plateformes Web à vocation environnementaliste, un gestionnaire de fil *Twitter* émis dans le cadre des mobilisations étudiantes de 2012, des créateurs de réseaux citoyens face à des enjeux spécifiques (contestation de la loi 78 au Québec, revendication pour plus de pistes cyclables à Montréal), une militante du logiciel libre (*free software*) mais aussi des membres de l'organisme *Apathy is boring/L'apathie c'est plate* (dont le mandat vise à employer le Web pour favoriser l'engagement des jeunes) et *Communautique* (qui vise à adapter les TIC aux besoins des citoyens), deux créateurs et gestionnaires de sites de partage de « vidéos citoyennes » et enfin des créateurs d'applications de micro-activisme (dont deux établis à Toronto) et un créateur d'un réseau de micro-philanthropie : (*MySocialActions.com*). La moyenne d'âge de ces répondants est de 29 ans.

À ceux-ci s'ajoutent 11 *technophiles* (*geeks* ou « cracks informatiques ») qui présentent des parcours d'engagement inusités: une citoyenne qui « s'engage » par mégarde grâce à son fil *Twitter*, des créateurs de sites web collaboratifs, un développeur de logiciel libre, un penseur du « Web 3.0 », deux pirates informatiques (*hackers*) et une artiste aujourd'hui située à Vancouver dont le blogue mène à la mobilisation d'autres jeunes pour la cause environnementale. La moyenne d'âge de ces répondants est de 28 ans.

Enfin, la catégorie des *originaux* réunit 17 jeunes qui ne correspondaient pas aux catégories préalablement ciblées. Leurs pratiques passent donc plus aisément sous les radars des enquêtes habituelles mais leurs réflexions soulignent de multiples autres formes de participation sociale et politique qui font aussi partie de la réalité des jeunes d'aujourd'hui. On y retrouve : 5 touche-à-tout qui s'engagent au sein d'une panoplie de groupes à la fois, une cinéaste et un chercheur qui considèrent leur métier comme des formes d'engagement, 3 entrepreneurs

sociaux, un fondateur d'un centre de yoga communautaire, un anarchiste et 5 jeunes qui préfèrent se décrire comme « désengagés » ou comme de « simples observateurs » mais dont les réflexions se sont montrées particulièrement intéressantes au regard de la problématique. La moyenne d'âge de ces répondants est de 26 ans.

Ces entretiens ont tous été menés entre les mois de décembre 2009 et mai 2012, selon la disponibilité des personnes interrogées. Rappelons que la majorité des entretiens ont eu lieu en face-à-face, mais 8 répondants ont toutefois été interrogés par *Skype*⁸⁷. Guidés par des questions ouvertes (voir annexe 4), l'ensemble de ces entretiens m'ont permis d'avoir un aperçu détaillé du parcours individuel de chaque répondant, d'interroger le rôle que joue leur socialisation, la famille, les pairs, dans la façon dont ils prennent connaissance de certaines organisations, de certaines modalités de participation sociale ou politique, de comprendre comment ils en viennent à s'intéresser à certaines causes ou enjeux et enfin, pourquoi ils choisissent d'agir en des modes spécifiques plutôt que d'autres.

Dans un va-et-vient inspiré des méthodes de la théorisation ancrée, ce chapitre présente les facteurs qui mènent les jeunes à nuancer ou à réinterpréter les *cadres* par lesquels ils donnent sens à l'engagement. J'aborde en premier lieu la trajectoire d'engagement des jeunes : leur socialisation, expériences passées ou présentes et ce qu'elles ont de significatif à leurs yeux. Puis, j'explore ce qui motive ou dé motive ces jeunes à « agir » dans le contexte actuel et ce qu'ils estiment être des pratiques ou des actions efficaces à la lumière de leurs expériences. L'ensemble de ces résultats soulève des questions liées à la diffusion de *cadres interprétatifs* et de *logiques* d'action, ainsi qu'au rôle joué par les réseaux d'interaction (des thèmes abordés plus en détail au chapitre 6).

⁸⁷ Sur ces 8 répondants, rappelons que 3 d'entre eux vivent au Québec mais en région rurale. 3 répondants ont également été interrogés au sujet des parcours inusités qu'ils présentent, deux vivent à Toronto et une à Vancouver. Enfin, 2 autres jeunes ont été rejoints par Skype car ils se trouvaient au Pérou pour le travail et en Allemagne pour les études, au moment qui leur convenait le mieux pour mener l'entretien.

5.1 Aux origines des cadres : identité et socialisation

Le désir de participation des individus est intrinsèquement lié à leur vision du monde et aux changements qu'ils souhaitent voir réalisés (Martuccelli 1999). La théorie des nouveaux mouvements sociaux souligne à ce sujet toute l'importance des dimensions identitaires et symboliques de l'action (Eyerman and Jamieson 1991; Klandermans 1992 ; Melucci 1996 ; della Porta and Diani 2006). Si un mouvement arrive à mobiliser des individus autour d'une cause ou pour s'attaquer à des enjeux spécifiques, ceux-ci s'engagent aussi en tant que femme, en tant qu'ouvrier, comme citoyen, comme jeune. Pour explorer *comment* les membres d'une « génération de l'information » s'engagent et les réseaux d'appartenance à partir desquels ils puisent certains cadres, j'ai choisi de porter d'abord une attention à la notion d'*identité*, sans toutefois définir celle-ci a priori.

Bien que j'aie pris soin de respecter une diversité des genres (en demandant aux répondants de m'identifier un homme ou une femme à interroger suivant le processus de recrutement par « boule-de-neige »), je voulais laisser aux jeunes la liberté de définir eux-mêmes les critères par lesquels ils énoncent leur appartenance identitaire. Les enquêtes évoquées au chapitre précédent suggèrent en effet que ces jeunes font partie de la génération la plus « métissée » de l'histoire du Canada⁸⁸, qu'ils présentent une grande hétérogénéité à la fois culturelle, linguistique, en matière d'éducation et de mobilité géographique. Après des jeunes interrogés en entretiens individuels, 21 d'entre eux ont un parent né à l'extérieur du pays ou sont eux-mêmes issus de l'immigration, soit 27% de l'ensemble des répondants. Par ailleurs, 23 répondants parlent une langue seconde à la maison (l'anglais pour la plupart, mais aussi l'allemand, l'italien, l'espagnol, le créole, l'arabe, le vietnamien et le mandarin), soit 29% de l'échantillon.

⁸⁸ Selon une enquête dirigée par Don Tapscott dans 12 pays, il s'agit partout d'une génération plus métissée que la précédente. Aux États-Unis dans les années 1980, les enfants (moins de 18ans) « blancs » représentaient 74% de la population contre 26% de « non-blancs », alors qu'il est estimé qu'en 2020, ils seront à 55% « blancs » contre 45% « non-blancs ».

Bien sûr, ces multiples référents identitaires n'empêchent pas la vie des jeunes d'être encore traversée par des conditions d'inégalités de revenus, de discrimination basée sur le statut social, l'origine ethnique, voire sur des dynamiques de classes et qu'il ne s'agit pas ici d'ignorer. Toutefois, en choisissant de ne pas projeter des critères préconçus au sujet de l'« identité » de ces jeunes (en leur demandant d'indiquer s'ils sont travailleurs ou étudiants, quelle est leur ethnicité, s'ils font partie d'une minorité visible ou audible, quel est leur niveau de revenu) je cherchais avant tout à savoir : comment les jeunes choisissent de se présenter eux-mêmes⁸⁹. Quels sont les réseaux et les cadres d'appartenance qu'ils évoquent quand ils pensent à leur identité ? Quelles sont les conséquences de ces communautés d'appartenance multiples sur le plan du « membership » ou du « recrutement » des acteurs ? Et comment se traduit ce métissage dans la façon dont ils définissent l'engagement ?

À cet égard, les propos retenus lors des entretiens de groupe laissent supposer que la définition donnée à l'« engagement » peut avoir une connotation plus proche d'une citoyenneté perçue comme *mondiale* ou *internationale*, davantage rattachée aux valeurs et aux responsabilités de chacun qu'aux droits et aux devoirs liés à une appartenance *nationale*. Cette conception se rapproche de la définition d'une jeunesse mobile et métissée qui fait dire à Beck et Gernsheim (2007) qu'il s'agit là d'une première « génération globale ». Or, dans le cadre des entretiens individuels, s'il est vrai qu'une majorité des jeunes ne souscrit pas à une « communauté d'appartenance » unique, définie a priori par ses frontières géographiques, cela ne les empêche pas de reconnaître qu'ils font aussi partie de communautés identitaires toujours définies par des frontières usuelles. Dans un esprit joueur, ils abordent alors la question « identitaire » de manière cocasse, suggérant des appartenances multiples et flexibles (linguistiques, ethniques, régionales, nationales) qu'ils adaptent en fonction des situations mais aussi selon les attentes qu'ils estiment être celles du chercheur. Il s'agit, en quelque sorte,

⁸⁹ Lévi-Strauss dit d'ailleurs de l'identité d'un individu qu'elle est : « une sorte de foyer virtuel auquel il nous est indispensable de nous référer pour expliquer un certain nombre de choses, mais sans qu'il ait jamais d'existence réelle » (1987 :332).

de multiples facettes qu'ils identifient comme faisant partie de « leur identité » et avec lesquelles ils ont pris l'habitude de jongler selon les contextes⁹⁰ :

Quelle identité tu veux que je te donne? Tu n'as pas de catégorie pour que je choisisse ?
Ok. Alors je pense que je vais dire que suis avant tout Montréalaise. Même si je suis née à Repentigny. [...] Mais si tu veux savoir ça dans un sens statistique, je pense que je vais te dire Québécoise. Ou non, francophone (Catherine, 32, entrepreneure sociale).

Je suis étudiante à temps plein et employée à temps plein. En fait je dors pas (rires). [...] Je suis née à Rivière-du-Loup où j'étais la seule « immigrante », à cause de ma mère. Et j'ai des origines écossaises de mon grand-père né en Alberta. Est-ce que ça compte ça? (Angélique, 27 ans, réseau de contestation de la loi 78)

Comme ta recherche c'est sur l'engagement, je peux dire que je suis un altermondialiste. [...] Sinon, qu'est-ce que tu veux savoir : je suis arabe, je suis polyglotte, ¿quieres hacer la entrevista en español? [veux-tu m'interviewer en espagnol?], je suis étudiant au HEC mais je ne veux pas faire une carrière en finance. [...] Je suppose que tu veux aussi savoir que je suis un immigrant (Idris, 20 ans, parti politique).

Pour ces répondants, il ne s'agit pas d'oublier ou de nier des réseaux d'appartenance familiaux ou culturels auxquels ils adhèrent toujours. Toutefois, le métissage identitaire exige une *réflexivité* accrue de la part de ces individus, qui doivent désormais « choisir » quelle facette d'eux-mêmes ils vont privilégier et laquelle ils vont faire valoir, dépendamment des enjeux (Wieviorka 1998, 2004 ; Ion 2004). L'expérience que ces jeunes ont de la « diversité » est alors associée au fait de sentir qu'ils font partie d'une société marquée par le développement des technologies en réseau, mais aussi par la mondialisation. En effet, quand ils abordent les enjeux et les causes auxquelles ils s'intéressent – et à partir desquelles ils établissent s'ils sont engagés ou non – plusieurs soulignent que les causes qu'ils estiment être chères à leur génération sont toujours « peu abordées par les politiciens » et même par les médias traditionnels.

⁹⁰ Étant par ailleurs moi-même issue d'un mariage interculturel, je peux me montrer empathique envers cette difficulté à choisir parmi diverses identités pour les biens d'un sondage ou d'une enquête. Notamment, un sondage effectué récemment par Statique Canada me demandait de définir si j'étais travailleur autonome, employée ou étudiante, alors que ces critères correspondent tous trois à ma réalité actuelle. Un sondage québécois me demandait par ailleurs si je suis issue de l'immigration ou « québécoise de souche », alors que cela dépend de la filiation étudiée : par mon père ou par ma mère ?

Évoquant des problèmes liés à la malbouffe, à la protection de l'environnement et au réchauffement climatique, aux inégalités Nord-Sud, à la souveraineté alimentaire, à l'exploitation dans le milieu du travail, ce sont différentes facettes de leur *identité* que ces répondants mobilisent pour expliquer comment ils en sont venus à s'intéresser à ces causes et comment ils s'y appuient pour construire de nouveaux rapports de solidarité. Comme le décrit Jim, un « cybermilitant » de 25 ans, s'il se reconnaît dans une appartenance identitaire « ethnique » (il se décrit comme d'origine asiatique), il estime que les réseaux virtuels dont il est membre sont aussi des communautés d'appartenance « plus larges, plus diversifiées », où l'ethnicité est moins mise en exergue que dans d'autres milieux où il s'engage par ailleurs. Or, il estime cette réalité peu représentée dans les médias de masse tout comme dans l'espace public traditionnel, où il demeure, à ses yeux, toujours identifié par son appartenance ethnique.

Par ailleurs, si certains répondants considèrent que les enjeux auxquels ils s'intéressent sont peu abordés par les partis politiques, les médias ou les organisations de l'action collective, cela veut aussi dire que les identités qu'ils mobilisent quand ils s'« engagent » ne proviennent pas seulement des *cadres* diffusés par un mouvement – au sens des cadres cognitifs décrits par Eyerman et Jamieson (1991). Au contraire, ces cadres sont construits, déconstruits et métissés en fonction des expériences *individuelles* que traversent ces jeunes dans leur parcours de vie, et en particulier, au sein des multiples réseaux d'interactions (Melucci 1996 ; Steinberg 1998). Outre l'identité, le sens donné aux pratiques individuelles est également le produit de leur *socialisation* (Passy 1998 ; Benasayag et Bouniol 2004 ; Ion 2004). Parmi les éléments de cette socialisation, on peut noter l'importance du rôle joué par la famille, les pairs mais aussi les réseaux sociaux. C'est donc par une diversité de modes d'interaction qu'ils prennent connaissance de modes d'action et créent de nouvelles « communautés d'appartenance », de nouveaux rapports de réciprocité.

5.1.1 L'engagement, un héritage familial ?

Bien qu'elle ait été évoquée par tous les jeunes interrogés, la socialisation par la famille ne semble pas avoir les mêmes répercussions sur l'engagement des répondants, si on compare

ceux qui font appel à des formes d'engagement traditionnelles ou ceux qui ont recours à des modes d'engagement novateurs. Chez les *activistes* – qui s'engagent selon des formes de participation sociale et politique classiques (au sein d'un parti politique, de Forum jeunesse, en politique municipale ou dans un groupe militant) – la famille est décrite comme une source d'inspiration importante. Les répondants disent y avoir acquis leurs premières expériences ou intérêts envers des formes plus « militantes » d'engagement. Ils affirment avoir un ou deux parents qu'ils définissent comment « engagés » et même « très engagés », soit parce qu'ils étaient eux-mêmes membres d'un parti politique (notamment chez deux jeunes qui s'intéressent à la politique municipale) soit parce qu'ils se montraient actifs dans les sphères syndicales et communautaires, ou au sein d'associations de parents. Si ces jeunes ne s'engagent pas nécessairement dans les mêmes sphères d'action que leurs parents, ils estiment tout de même que c'est par leur *exemple* qu'ils ont pris goût « à l'action », qu'ils ont « pris conscience » de l'influence qu'ils peuvent avoir, en tant qu'individus, sur leur environnement :

J'ai des photos où mes parents m'amenaient dans les manifs, avec la poussette. [...] Mon père était super impliqué avec le syndicat. [...] Ma mère, elle l'accompagnait des fois, mais je pense que c'est elle qui m'a ouvert à d'autres enjeux. Elle était plus du genre à s'impliquer dans les associations de parents (Marie, 32 ans, Forum jeunesse).

Avant d'arriver au pays, mon père était très actif dans son association étudiante là-bas. [...] Mes parents, je crois qu'ils sont intéressés à la politique, mais ils n'en font pas vraiment. Ça reste une valeur : dans la famille si tu es éduqué, si t'as des opportunités, c'est normal de devenir président de ton [association étudiante] par exemple (Laurent, 20 ans, membre du Parti libéral du Québec).

Auprès de ces *activistes*, plusieurs évaluent plus difficilement si leurs parents sont toujours engagés aujourd'hui. Certains suggèrent que l'engagement de ces derniers a peut-être laissé place à des formes plus subtiles d'intérêt ou de « conscience » de certains enjeux, bien que ces engagements ne soient plus toujours mis en application par des actions « directes » ou « militantes ». Les jeunes interrogés considèrent qu'il s'agit d'une situation « compréhensible », suggérant que ce désengagement peut venir « avec l'âge et les responsabilités », que la vie « change » et même que ces parents ont pu « perdre leurs idéaux » ou se sont « démotivés », somme toute, parce qu'ils ne se reconnaissaient plus dans des pratiques auxquelles ils s'intéressaient avant.

Parmi ces *activistes*, l'héritage familial diffère cependant entre les répondants engagés en des structures et organisations institutionnelles et ceux qui s'engagent au sein de milieux communautaires, auprès d'ONG ou de groupes militants. En effet, parmi ces derniers, plusieurs estiment que leurs parents n'étaient pas particulièrement « politisés », bien que ce soit encore ceux qui les ont fait « prendre conscience de certaines réalités », ou qui leur ont transmis la conviction « qu'il est possible de faire des choses » ou de « défendre des causes ». On retrouve des arguments similaires chez les *cyberactivistes*, pour qui l'héritage familial n'est pas décrit comme ayant une influence directe sur les formes d'engagement qu'ils préconisent (où Le Web joue après tout un rôle important), bien que la famille soit toujours perçue comme la première instance où ils ont compris « l'importance d'agir pour la collectivité », où ils ont interprété le fait de « défendre ses idées » comme une valeur personnelle.

Incidemment, il est curieux de constater que la plupart des jeunes engagés dans le milieu communautaire tout comme les jeunes *cyberactivistes* considèrent que cet héritage provient surtout de leur mère, ou dans quelques cas, de parents issus de l'immigration. La façon dont ils décrivent leur apprentissage de l'« engagement » fait alors référence à l'envie de « faire des choses malgré les limites » (Myriam, 27 ans, altermondialiste). Pour paraphraser les propos des jeunes, on pourrait dire que cet apprentissage familial est évoqué comme témoignant d'un désir d'agir *en dépit* de la difficulté que leurs parents ont eue à poursuivre une action ou à s'investir dans un milieu politique plus traditionnel, et ce pour différentes raisons. Une réflexion que l'on retrouve aussi chez certains *originaux*:

Ma mère était super impliquée dans les comités de femmes de son syndicat avant mais elle a été obligée de laisser tomber ça avec ma naissance. [...] Ça a pris une forme différente, elle nous a montré à avoir conscience de ce que tu manges, si c'est produit au Québec [...] Je dirais pas que c'était lié à l'environnement mais il y a quand même une conscience d'agir localement (Antoine, 32 ans, pirate informatique).

Je ne me souviens pas d'avoir vu mes parents participer à une marche ou quoi que ce soit. Je ne sais même pas pour qui ils votent [...] Pour eux, c'était important que ma sœur et moi on ait conscience de ce qui se passe ailleurs dans le monde. [...] Je crois que c'est une valeur d'ouverture sur le monde qui a fait partie de mon éducation (Nathalie, 20 ans, militante altermondialiste).

Dans certains cas, c'est même ce que les jeunes perçoivent comme un *désengagement* des parents, voire une inadéquation entre leur niveau de vie, leur niveau de revenu et leur « manque de participation » dans leur environnement social et politique, qui les pousse à s'intéresser plus activement à des causes ou à vouloir jouer un rôle plus actif au sein de leur communauté. C'est le cas de Guillaume, 24 ans, dont « l'inconscience environnementale » des parents (qu'il décrits comme de bons « banlieusards bourgeois »), l'a mené à s'intéresser à son Éco-quartier. C'est aussi le cas de Noémie, 24 ans, qui a commencé à militer auprès de Greenpeace comme moyen de « sortir » de l'apathie qu'elle percevait être celui de son entourage immédiat, incluant sa famille et ses amis.

Notons par ailleurs qu'en termes de socialisation, ces jeunes sont en majorité plus scolarisés que leurs parents et ce, à un diplôme près : quand leurs parents ne possèdent pas de diplôme universitaire, ils sont fiers d'avoir obtenu un diplôme de premier cycle (et parfois d'être « le premier de la famille » à faire des études universitaires) ; chez les répondants qui ont complété ou complètent des études de deuxième et de troisième cycle, ils disent généralement avoir au moins un parent qui possède un diplôme universitaire (et même pour quelques cas plus rares, un diplôme de maîtrise).

Pour ce qui est des répondants recrutés pour leur intérêt envers les technologies de l'information et de la communication – identifiés ici comme des *technophiles* et des *techno-philanthropes* – là encore, l'influence familiale ne se fait pas ressentir de la même façon. Tout comme dans le cas de participation politique traditionnelle, les *techno-philanthropes* proviennent généralement, de leur propre aveu, de milieux économiques plus nantis. Ils s'identifient a priori comme appartenant à des classes moyennes ou moyennes à aisées⁹¹. Il s'agit également de répondants qui ont des parents démontrant plus souvent un niveau de scolarité universitaire, ce qui semble corroborer les résultats d'enquêtes quantitatives

⁹¹ Il est important de noter que je n'ai pas demandé aux répondants d'identifier le niveau de revenu de leurs parents, toutefois, en évoquant l'héritage familial, plusieurs ont mentionné provenir d'un milieu plus modeste ou « mono-parental plus pauvre » alors que ces *cyber-philanthropes* ont plus généralement indiqué provenir d'une « d'une famille aisée » ou « qui a les moyens » et qui peut donc « se permettre de donner » ou d'investir du temps dans la communauté.

suggérant que le niveau d'éducation et le niveau de revenu vont généralement de pair avec l'engagement social ou politique, que ce soit en ligne ou hors ligne (Mossberger et al. 2008 ; Pew 2009 ; Howe 2010).

Ce faisant, leur désir de s'engager par le Web reproduit en quelque sorte les modalités de participation qu'ils ont connues dans le passé et qui sont plus formelles. Certains évoquent les « dons annuels » faits à des organismes de charité (Michael, 33 ans, réseaux de micro-philanthropie). D'autres ont participé avec leurs parents à des événements de levée de fonds, ou participaient annuellement aux « paniers de Noël » ou aux « regroupements de voisins ». Par ces actions, ces jeunes acquièrent des *cadres interprétatifs* par lesquels ils donnent sens à la notion de « communauté » et de « participation » sociale ou politique. Ils semblent en ce sens toujours partager les cadres hérités, bien qu'ils choisissent de les adapter à partir d'outils qu'ils estiment plus « novateurs » et « stimulants », voire plus proches de leur réalité :

C'est sûr que ce que je fais avec *MySociaActions*, mes parents sont fiers, même s'ils ne comprennent pas vraiment ce que je fais [rires]. [...] Mes parents étaient très impliqués dans la communauté. Quand on était jeunes, on a toujours été très actifs. Je me demandais comment donner maintenant mais dans un domaine nouveau, où je m'y connais mieux (Peter, 30, micro-philanthropie)⁹².

Toutefois, c'est auprès des *technophiles* et des *originaux* que l'héritage familial semble le plus hétérogène. Certains disent ainsi avoir des parents très engagés alors que d'autres affirment exactement le contraire. Certains ont des parents qui présentent un niveau d'éducation élevé et d'autres sont les « premiers décrocheurs de la famille ». Chez ces répondants, il n'associent pas a priori de façon directe le niveau de revenu ou d'éducation des parents et la façon dont ils choisissent de participer ou non à des pratiques d'engagement social ou politique. Or, là encore, il est intéressant de constater qu'ils estiment tout de même que c'est par la socialisation familiale qu'ils ont acquis des *valeurs* qui correspondent soit aux enjeux qu'ils souhaitent défendre, soit à leur « conscience » de certaines situations, soit à la « confiance » qu'ils portent envers leur « potentiel comme individu » (en particulier chez Filipe, 28 ans, et de Katheline, 31 ans, tous deux développeurs d'applications Web).

⁹² L'entretien s'est déroulé en anglais, il s'agit d'une traduction des propos tenus.

Ce qui se dégage alors de ces entretiens, c'est d'abord le fait que les jeunes qui s'intéressent à des modes d'engagement ou à des organisations politiques formels ont acquis des *cadres interprétatifs*, des perceptions et des représentations de la « participation » ou de l'« engagement » qu'ils ont en grande partie hérité de leur socialisation familiale (et par lesquels ils estiment toujours pouvoir agir aujourd'hui). Or, chez les autres répondants, cette socialisation favorise plutôt un apprentissage qui réfère au fait de chercher d'*autres* façons d'agir, de s'engager *malgré* les limites perçues à la participation (surtout en ce qui concerne les réalités des parents engagés dans des milieux communautaires, des mères qui ont dû « réinventer » leur engagement, ou des nouveaux arrivants au pays). Ces cadres de référence mettent en valeur l'importance de dépasser les obstacles perçus à l'action, en cherchant à *faire de la politique autrement*. Un héritage qui suit les répondants, comme on le constatera plus loin, alors qu'ils favorisent des modalités d'engagement plus ponctuelles, investies dans la vie quotidienne.

Enfin, chez les jeunes qui s'engagent au sein d'organisations formelles, notons qu'on compte un peu plus d'hommes que de femmes, une situation qui s'inverse chez *cybermilitants* où les femmes sont plus nombreuses. Cette situation peut surprendre, considérant que les femmes sont généralement décrites comme étant moins présentes dans les milieux informatiques (une situation qui se vérifie d'ailleurs chez les *technophiles*). À ce sujet, les limites de la recherche ne permettent pas d'en déduire que les femmes s'investissent davantage que les hommes dans des pratiques de cybermilitantisme, ni même que le Web attire des femmes a priori plus engagées. Trop peu de répondants ont été interrogés pour en venir à des conclusions aussi hâtives. Toutefois, on peut retenir des propos des jeunes que si les *cadres interprétatifs* et les *codes de sens* liés à l'engagement sont en partie être hérités, ils proviennent aussi de *l'inadéquation* que ces répondants perçoivent entre ces cadres initiaux, leur propre parcours de vie et l'engagement qu'ils disent être celui de leurs parents. Toutefois, les médias sociaux viennent peut-être modifier ou remettre en question certains de ces cadres, en ouvrant la porte à d'« autres manières » d'agir dans les sphères sociales et politiques. En quelque sorte, c'est dans les relations qu'ils développent au sein de réseaux parallèles, en interaction avec d'autres, que les membres de cette génération *nuancent* et *négocient* ce qu'ils perçoivent être des pratiques « engagées ».

5.1.2 Influence des pairs : de multiples réseaux de socialisation

La socialisation de ces jeunes se fait aussi par leur inscription au sein de réseaux d'interaction qui dépassent la famille : le milieu scolaire ou éducatif, le travail, les amis (Gauthier 2000 ; Muxel 2001, 2005). Les expériences personnelles des jeunes dans des réseaux d'interaction multiples leur permettent d'élargir leurs horizons en ce qui concerne la participation sociale ou politique, de départager un certain nombre d'intérêts ou de priorités. Pour ce qui est des milieux de l'éducation et de l'emploi, notons que 24 des répondants interrogés étaient toujours étudiants au moment de l'entretien (à temps plein ou à temps partiel, et ce du premier au troisième cycle). Sur l'ensemble des répondants, la plupart ont mentionné qu'ils travaillent aussi à temps partiel, et sur les 54 répondants qui ont terminé leurs études, 20 travaillent à leur compte, 3 sont « temporairement » au chômage et une est en congé de maternité.

Pour ces jeunes, leur premier contact avec des pratiques citoyennes ou militantes s'est fait surtout dans le cadre scolaire. C'est en effet à l'école secondaire qu'ils disent avoir vécu leurs premières expériences de bénévolat. D'autres y ont gagné de l'argent de poche en travaillant comme scrutateurs ou vérificateurs de listes électorales dans le cadre d'élections fédérales, provinciales ou municipales. Toutefois, c'est particulièrement au contact des associations étudiantes – et surtout au niveau du collégial – que les répondants estiment avoir eu leur première « prise de conscience » de ce qu'ils définissent comme des actions ou des organisations « militantes » :

T'es jeune, tout le monde y va, tu te sens comme rebelle parce qu'enfin t'as un pouvoir de décision, ça parle de politique [...] c'est comme une ébullition entre la fin de l'adolescence et ta vie d'adulte. T'as l'impression de faire quelque chose d'important (Johanne, 30 ans, blogueuse pour une ONG de coopération internationale).

La première fois que tu participes aux *assos* [associations étudiantes], c'est là que t'apprends c'est quoi les rouages du « jeu » politique. Moi, ça m'a complètement démotivée [...] (Sarah, 30 ans, militante féministe).

La perception que ces jeunes ont du milieu associatif étudiant est paradoxale. Pour certains, en particulier pour les répondants inscrits au sein de partis politiques, employés au municipal ou qui ont choisi de devenir membres de Forums Jeunesse, c'est au sein de ces associations qu'ils

ont senti un premier « déclic », un premier intérêt à investir un milieu dans lequel ils percevaient avoir une capacité d'action. Le « jeu du débat », le fait de « pouvoir se positionner sur des enjeux » et d'« influencer l'opinion d'autres étudiants » sont décrits par ces jeunes comme correspondant à des apprentissages positifs, directement liés à l'intérêt qu'ils portent au fait d'agir au sein d'organisations politiques formelles ou institutionnelles. Comme le décrit Mathieu (31 ans, membre de la Conférence régionale des élus de sa région) : « Pour une fois, je sentais que je pouvais servir à quelque chose. J'avais des choses à dire et j'avais un forum pour l'exprimer. [...] Ça te suit toute ta vie, ça. T'as un impact et tu apprends à t'en servir ».

Or pour plusieurs autres répondants, leur expérience du milieu associatif étudiant ne laisse pas d'aussi bons souvenirs. Bien au contraire, plusieurs évoquent avec humour la « naïveté » ou l'« amateurisme » de leurs engagements de l'époque. Dans les termes de Caroline (32 ans, représentante syndicale) :

Tout paraissait à la fois simple et radical [...] Tu apprends vite à départager ceux qui sont là pour se faire voir, ceux qui sont là parce qu'ils suivent les autres et ceux qui sont là parce qu'ils ont quelque chose à dire. [...] C'est ça qui m'a donné le goût de dépasser ce côté amateur.

D'autres décrivent leur souvenir des associations étudiantes en termes sévères, les jugeant trop lourdes de par un fonctionnement auquel ils reprochent, d'une part, de s'intéresser plus au protocole qu'à l'action et, d'autre part, de s'adonner à un pastiche du militantisme d'une autre époque :

On fait comme si tout le monde avait le même droit de parole, mais c'est pas vrai. Faut aimer ça passer des heures à répéter : qui seconde, qui appuie, qui propose. Ah, il manque une virgule, on recommence [...] À un moment, tu te tannes, pis tu laisses les aspirants politiciens débattre entre eux avec leur t-shirt de Che Guevara (Jean-Philippe, 28 ans, anarchiste).

Je ne peux pas dire que je suis « contre » les associations étudiantes... C'est comme dire que t'es contre la démocratie. [...] C'est pas là où tu apprends la démocratie. Tu apprends c'est quoi le jeu du débat, tu répètes des grands *speech* [sic] des années 60, mais l'action pour moi, ça se faisait ailleurs (Julie, 33 ans, Forum jeunesse régional).

À noter, si les répondants un peu plus âgés évoquent ces premières expériences du milieu associatif comme des souvenirs naïfs, amateurs et cocasses, d'autres – généralement plus

jeunes – soulignent l’adaptation qu’ils perçoivent être celle de leurs associations étudiantes et leur capacité à réinventer l’action « quand ça compte vraiment ». C’est particulièrement le cas des répondants interrogés au printemps 2012, au moment de la mobilisation étudiante contre la hausse des frais de scolarité au Québec. Chez ces répondants, les références aux associations étudiantes portent sur des exemples récents de mobilisation de ces associations et qu’ils définissent en termes positifs. Leur capacité à *réorienter* le débat, en faisant notamment face aux médias d’une manière originale et en s’organisant de manière horizontale est évoquée comme un apprentissage constructif de l’action « engagée ». La logique mise en exergue souligne alors la possibilité de remanier les règles du débat quand celles-ci n’atteignent plus leur objectif d’équité :

Au début de la grève, on en perdait du temps avec le code Morin. Ok, c’est un code pertinent [...] Mais il faut s’assurer que tout le monde puisse dire ce qu’il veut dans le fond (Sébastien, 29 ans, fil *twitter*-grève étudiante).

Je crois que plus les manifs [manifestations] ont pris de l’ampleur, plus on a vu que c’est correct si on tourne les coins ronds. [...] Une fois que t’as compris le principe... après, il faut se faire confiance et s’adapter aux gens qui débattent (Angélique, 27 ans, réseau de contestation de la loi 78).

Pour plusieurs, il demeure que la lourdeur des associations étudiantes est associée à une connotation *négative* de modalités d’engagement qu’ils identifient comme correspondant à des formes d’action formelles, institutionnelles, voire aux organisations militantes. Ils soulignent par exemple que ce sont « souvent les mêmes qu’on retrouve en politique » (Catherine, 27 ans, webmestre pour une ONG environnementale). Pour d’autres, ces associations rejoignent « ceux qui ont besoin de se faire reconnaître » ou « qui veulent mettre ça dans leur C.V. [*curriculum vitae*] » (Philippe, 26 ans, réseau citoyen pour un moratoire sur les gaz de schiste). Si ces répondants estiment que les associations étudiantes demeurent importantes ou nécessaires à l’apprentissage politique, ils en retiennent surtout la *lourdeur* des processus de débat public et le *manque d’authenticité* des modes de participation proposés, qu’ils trouvent désuets ; ce qui en mène plusieurs à chercher ailleurs des modes d’engagement qu’ils estiment plus efficaces ou dans lesquels ils disent mieux se reconnaître.

En ce qui concerne d'autres modes de socialisation, notons que peu de répondants mentionnent avoir pris connaissance de modes d'engagement, de causes ou d'enjeux particuliers grâce à leur parcours professionnel. Comme on le verra plus loin, c'est plutôt le travail qui devient pour ces jeunes un lieu d'expression de leur engagement. Par contre, à l'ère des médias sociaux, plusieurs évoquent les échanges qu'ils ont sur le Web et grâce auxquels ils prennent connaissance de nouveaux modes d'action comme des espaces de socialisation à part entière. Comme le suggèrent bon nombre de recherches (Ellison 2007 ; Boyd 2006, 2008 ; Tapscott 2009 ; Dagnaud 2011) la socialisation des membres de cette génération ne se fait plus uniquement par la famille, les amis, le travail ou les structures et institutions traditionnelles (les partis politiques, les médias de masse ou les groupes formellement organisés). À l'ère des échanges numériques, une panoplie de groupes et de communautés virtuelles participent aussi de la vie sociale des jeunes – sites Web de groupes formels, des réseaux virtuels visant à favoriser des actions engagées mais aussi les réseaux d'interaction numériques employés dans la vie quotidienne – leur donnant à connaître de nouvelles modalités et pratiques d'engagement⁹³.

Le cas de Jim, 25 ans, est à cet égard intéressant. Engagé dans plusieurs organisations à la fois (il a été membre de son conseil étudiant, membre bénévole d'une ONG de coopération internationale, membre d'une ONG environnementale, membre d'une délégation jeunesse au Forum social mondial de Dakar, et il dit consacrer plus de temps au bénévolat qu'à ses propres études). À l'heure des débats sur les accommodements raisonnables⁹⁴, alors qu'il assiste à une séance de consultation publique, il trouve qu'il y manque des possibilités d'ouvrir le débat à des individus qui, comme lui, n'ont ni le temps ni l'intérêt de participer à des forums ou des

⁹³ On peut penser aux réseaux sociaux *Facebook*, *Twitter*, *Flickr*, aux réseaux collaboratifs *Youtube*, *Wikipedia* mais aussi aux sites Web spécialisés, qui proposent des plateformes interactives pour favoriser des pratiques ou des projets « engagés » : tels *WebofChange.com*, *NewOrganizing.com*, *Communicopia.com*, *Birocreative.com*, *Care2.com*, *Avaaz.org*, etc

⁹⁴ En février 2007, le Parti libéral québécois au pouvoir met sur pied une « Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles ». Présidée par Gérard Bouchard (historien) et Charles Taylor (philosophe), la commission de consultation désormais connue sous le nom de la « Commission Bouchard-Taylor », vise à consulter la population au sujet des accommodements possibles envers des requêtes provenant de groupes ethniques ou religieux minoritaires.

processus de consultation qu'il juge par ailleurs trop lourds. Cherchant une série de mots clés sur *Google*, il prend connaissance du réseau *MeetUp-Philosophy*⁹⁵. Voyant qu'il n'en existe pas à Montréal, il choisit de fonder un groupe qui réunit désormais à chaque mois des jeunes et des moins jeunes, désirant échanger sur des sujets philosophiques variés – des accommodements raisonnables à l'existence des extraterrestres, en passant par la défense de la langue française:

Je n'avais aucune idée de ce que ça allait donner. Disons que j'avais deux intentions : une motivation à tester une interface que je trouve simple et cool [...] alors je dirais que c'est 'sociotechnique' comme motivation. Et j'avais aussi envie d'amener les gens à se voir, à sortir des débats médiatiques qu'on voit toujours. Discuter directement entre eux [...] C'est plus ludique comme forme d'échange mais c'est aussi plus démocratique.

Dès lors, les expériences que ces jeunes acquièrent au contact de leurs pairs contribuent à *enrichir* leurs représentations de l'engagement, soit parce qu'elles les incitent à chercher ailleurs d'autres façons de s'engager (quand ils trouvent les processus institutionnels et les organisations formelles trop lourds ou inefficaces), soit parce qu'ils découvrent de *nouveaux réseaux* d'acteurs, de nouvelles manières d'investir la sphère sociale, politique ou publique, en s'intéressant à des enjeux qui ne sont pas traités par les médias usuels ou dans la sphère publique traditionnelle.

À ce sujet, notons que la relation qu'un individu développe avec ses pairs est un sujet qui a été amplement analysé par les théoriciens des mouvements sociaux et de l'action collective. Fligstein et McAdam (2011), soulignent notamment que ce sont ces expériences de socialisation qui permettent et favorisent le recrutement d'acteurs et la diffusion des cadres cognitifs ou de lectures collectives de l'action. Or, le capital social joue également un rôle de première importance dans la motivation à l'engagement des individus. En analysant la motivation des étudiants ayant pris part aux démonstrations du *Freedom Summer* en 1964, Doug McAdam (1988, 1989) souligne en effet que ce sont moins les convictions intrinsèques

⁹⁵ Le réseau *Meet-Up* est un réseau de rencontre entre individus qui partagent des intérêts communs et qui choisissent de se rencontrer en face à face autour de thématiques proposées par un membre du réseau. Le site www.meetup.com propose ainsi de se joindre ou de créer des groupes d'échanges en quelques étapes faciles, à partir desquels les dates et lieux de rencontre seront choisis collectivement par les membres de chaque groupe de façon virtuelle.

des acteurs qui les ont motivé à prendre part au mouvement (ce qu'il appelle le *push variable*), que l'effet d'entraînement de réseaux horizontaux d'amis convainquant des proches et des camarades de cours à les accompagner dans cette aventure sociale (le *pull variable*).

Aujourd'hui encore, le rôle des « amis » et du capital social demeure important chez les jeunes. Or, les variables de *propension* (push) ou d'*attraction* (pull) semblent cette fois inversées. En effet, ces jeunes ne disent pas choisir de s'engager dans une organisation ou s'intéresser à une cause parce qu'ils y « suivent leurs amis » mais au contraire, c'est en s'intéressant à des causes et des enjeux qu'ils disent pouvoir se « faire des amis ». De ce fait, si leurs relations avec des pairs leur permettent de *nuancer* et de *négoier* les cadres par lesquels ils définissent l'engagement, c'est aussi en s'inscrivant dans des modalités d'interaction multiples que ces jeunes développent et créent de nouveaux modes d'identification et de nouveaux *réseaux d'appartenance*. Ces réseaux s'additionnent alors aux autres réseaux de socialisation par lesquels les jeunes prennent connaissance de certains modes d'engagement social ou politique (Ion 1998, 2004). Pour le dire autrement, cela implique d'une part que les amis de ces répondants ne sont pas tous nécessairement « engagés » – ou du moins, qu'ils ne sont pas nécessairement membres des mêmes organisations ou ne s'intéressent pas aux mêmes enjeux – et cela implique d'autre part que le fait de rencontrer de nouvelles personnes, de prendre connaissance de nouveaux schèmes de pensée ou d'autres opinions est, en soi, un objectif recherché par les jeunes.

En somme, la confrontation d'idées et le métissage de points de vue font donc partie des *valeurs* et des *significations* que ces jeunes associent positivement à l'engagement. Il s'agit même de facteurs qu'ils apprécient et recherchent quand ils s'inscrivent dans des réseaux d'actions collectives, communautaires ou virtuelles. Bien sûr, je ne veux pas ici suggérer que « se faire des amis » est l'enjeu principal pour lequel ces jeunes s'engagent. Au contraire, je retiens des entretiens que *l'interaction* avec autrui, la possibilité de développer de *nouveaux réseaux* d'échanges et *l'ouverture* aux appartenances identitaires et aux modalités d'action multiples sont autant de facteurs qui caractérisent la façon dont les jeunes donnent sens à des pratiques « engagées ».

Outre les informations et les réflexions qu'amènent ces réseaux de socialisation, c'est par de *multiples expériences* (les leurs et celles d'autrui), que ces jeunes prennent conscience « d'autres façons d'agir ». Cela soulève des questions importantes quant à la notion de *capital social* mobilisé par les jeunes quand ils s'engagent – les répondants semblent prioriser les relations basées sur des intérêts communs plutôt que des relations d'appartenance et de proximité – mais cela peut aussi servir à expliquer l'ouverture qu'ils démontrent envers la « pluri-appartenance associative » (Ion 2004, 2007, 2012). C'est ce qu'exprime Rafaëlle:

Je sais que certaines organisations s'inquiètent que tu puisses être dans plusieurs groupes à la fois. [...] Moi je pense que c'est un signe d'*empowerment*. Si tu ne trouves pas la solution, tu en cherches d'autres, tu recentres tes énergies pour agir, c'est pas dicté par quelqu'un (26 ans, touche-à-tout qui se définit d'abord comme consommatrice responsable).

Aux yeux de ces répondants, un acteur peut donc remettre en question les codes de sens et les *cadres interprétatifs* qu'il acquiert de plusieurs mouvements, groupes militants ou associations simultanément. En s'inscrivant dans une action « engagée », des liens s'y font et s'y défont, certaines amitiés persistent, d'autres sont créées au sein de nouvelles formes de participation, renforçant le métissage des pratiques parmi lesquelles les jeunes puisent quand ils choisissent d'« agir ». En écoutant les propos de ces jeunes, il semble même que ce soit justement ce métissage qui leur permette de *relativiser* l'efficacité des actions proposées par certaines organisations mais aussi, d'y accorder de nouvelles significations.

Évidemment, plus de recherches seraient nécessaires pour départager l'influence que peuvent avoir la diversité culturelle de ces jeunes, leur mobilité géographique, les situations sociales, économiques ou les discriminations qui contribuent également à leur socialisation. Or, il demeure que dans l'ensemble, cette « fluidité identitaire » et cette « pluri-appartenance » sont assumées et exprimées positivement par les répondants. Cette prise en compte des identités multiples des acteurs n'est pas en soi nouvelle. Comme le rappellent Bellah et ses collègues (1984), les acteurs ont toujours eu plusieurs « identités » à la fois. Tocqueville lui-même considérait qu'un individu pouvait s'engager en de multiples sphères d'action simultanément. Or, dans les théories des mouvements sociaux, les processus de *cadrage* sont généralement évalués en ce qu'ils permettent de diffuser une *identité collective*, des *références communes*,

qui sont jugées nécessaires pour faciliter le recrutement ou à coordonner les actions des membres d'une organisation (Benford et Snow 2000, Poletta et Jasper 2001). En ce sens, la nouveauté chez les jeunes interrogés, c'est qu'ils semblent plutôt rechercher une similitude et une cohérence dans la *différence* et dans le *métissage* de leurs identités et réseaux respectifs.

Leurs propos se rapprochent alors du phénomène observé par d'autres analystes des mouvements transnationaux et altermondialistes (Peyers 2004 ; della Porta 2005 ; Tarrow 2005 ; Juris et Peyers 2009). Comme le souligne Kevin MacDonald (2004), au sein des nouvelles formes d'action collective, l'identification à autrui ne se fait pas nécessairement parce que l'autre *nous ressemble*. Au contraire, on s'identifie à autrui parce que l'autre est, comme nous, *différent*. L'acteur devient dès lors lui-même un autre – c'est ce que MacDonald appelle le « *oneself as another* » (soi-même un autre). Or, si la notion d'« identité collective » est ici remise en cause, c'est aussi celle de *réciprocité* qui pose problème. Comment ces jeunes se reconnaissent-ils comme participant d'un même mouvement, s'ils peuvent choisir entre des identités multiples, voire contradictoires ? Envers qui se montrent-ils solidaires ? Et pour défendre le bien ou l'intérêt de quelle « collectivité » ?

5.1.3 Solidarité et réciprocité à l'ère du Web 2.0

Pour Zarifian (2004), l'époque de stabilité économique qui influençait la revendication d'autonomie incarnée par mai 1968, signifiait bien plus une révolte contre l'ennui, le refus d'une société disciplinaire ou le rejet d'institutions jugées oppressantes, que la réelle prise en compte « d'un monde nouveau ». Or, il estime que pour les nouvelles générations, tout serait inversé : monde instable marqué par la crise économique, installation de la précarité, affaiblissement de l'État providence et des protections sociales accompagnés par une mondialisation des biens, des savoirs et des technologies de l'information (Zarifian 2004). Cette époque « d'incertitudes », de « risques » encourus face à l'« effondrement » des liens sociaux usuels – tels que décrits Bauman (2001) mais aussi Beck (2003) et Gernsheim (2001) – semble en quelque sorte ressentie et vécue par les jeunes. En entretien, ils parlent du contexte social et politique comme étant marqués par « de multiples valeurs contradictoires »,

où ils doivent choisir entre des « styles de vie » ou des parcours éducatifs ou professionnels où « rien n'est garanti » et où chaque geste posé peut « avoir des conséquences » risquées.

Cette impression de faire face à des doutes constants fait aussi partie de leur vécu. Malgré leur niveau d'éducation élevé, plusieurs gagnent de petits salaires (certains disent gagner 15000\$ par année alors que d'autres décrivent leur condition comme « confortable » à 50000\$, mais plusieurs font cependant référence à une situation de pauvreté ou de précarité, voire une difficulté à « conserver un emploi » ou à « payer son loyer »). L'incertitude et la mobilité sont alors exprimées comme faisant partie de leur *réalité quotidienne*, surtout en ce qui concerne le marché de l'emploi. Cela peut bien sûr influencer l'intérêt qu'ils portent à certaines pratiques d'engagement, en particulier en ce qui a trait aux associations syndicales:

Où je travaille, il y a un syndicat. Mais je ne sais jamais si je vais garder [mon] job assez longtemps pour en faire partie. [...] Il faut être là depuis un an pour être membre. Moi je suis là depuis 4 ans, j'ai toujours des contrats de 2, 5, 9 mois. [...] J'ai aucune sécurité (Maya, 24 ans, multi-activiste, étudiante et employée).

C'est sûr que comme je suis en science humaine, je vois l'utilité d'un syndicat. En même temps, ils sont en perte de vitesse [...] Avant, mes parents me disaient : trouve-toi un emploi avec un bon fond de pension. Des jeunes avec un fond de pension aujourd'hui, j'en connais pas (Catherine, 32 ans, entrepreneure sociale) !

La situation de Simon, 27 ans, est assez surprenante. Contacté comme *techno-philanthrope* à cause du réseau citoyen qu'il a mis sur pied pour revendiquer plus de pistes cyclables à Montréal, il travaille incidemment de manière contractuelle pour l'Union des consommateurs ainsi que pour une association syndicale. Au moment de l'entretien, il était notamment chargé de recherche pour une enquête portant sur les droits des travailleurs autonomes, alors que lui-même est engagé à titre contractuel au sein de cette association syndicale depuis quelques années et qu'il n'y possède aucune stabilité d'emploi. Pour Simon, sa situation n'est pas isolée ; au contraire, il estime qu'elle s'applique à d'autres membres de sa génération. Difficile dans ce contexte de concevoir comment les jeunes peuvent développer des liens de solidarité et de réciprocité, alors qu'ils évoluent dans un monde où les appartenances font figure de sables mouvants :

Des fois on cherche des manières d'attirer les jeunes, on se demande comment ça se fait qu'ils ne sont pas plus impliqués, pas plus fidèles au syndicat. Mais moi je leur demande, nous, est-ce qu'on est fidèle aux jeunes ? » (Justine, 27 ans, webmestre pour un syndicat).

Pour d'autres répondants, cette incertitude peut toutefois être synonyme de liberté individuelle ; une liberté qui leur permet de conserver une distance recherchée face à leur lieu de travail ou milieu d'engagement et qui leur permet de questionner les structures en place, de produire de nouveaux liens de réciprocité, en modifiant, en réinventant et en multipliant leurs réseaux d'appartenance. Dans ce contexte, leur accès à de multiples sources médiatiques (traditionnelles et en ligne) est décrit comme favorisant le contact avec de nouveaux enjeux, opposants, cibles d'action. Dans les termes d'Amélie une touche-à-tout qui multiplie son adhésion à de multiples organisations militantes :

Plus tu en apprends sur ce qui se passe ailleurs, plus tu vois les liens entre les choses, et plus tu te dis que dans le fond, la lutte est toujours la même : résister à une économie qui prend toute la place, à la discrimination, l'injustice » (23 ans, multi-activiste et étudiante en littérature allemande et en études islamiques).

L'image des mobilisations récentes sont d'ailleurs évoquées par les répondants comme participant aux mêmes « conséquences de la mondialisation », que ces jeunes décrivent à la fois comme le *prétexte* et le *support* de l'engagement. Des répondants mentionnent l'exemple des « manifestations des banlieues parisiennes » qui évoquent à leurs yeux des discriminations similaires à celles qu'on retrouve à Montréal (Mélissa, 25 ans, gestionnaire de médias sociaux pour une ONG de coopération internationale). Ils décrivent les similitudes et différences qu'ils perçoivent entre le mouvement *Occupy* de Montréal et les *Indignados* de Madrid (Stéphanie, 31 ans, militante du logiciel libre). Ils parlent de leur participation à différents forums sociaux où ils croisent d'autres jeunes « qui vivent les mêmes réalités » (Myriam 27 ans et Pierre, 26 ans, tous deux militants altermondialistes). En ce sens, les raisons qu'ils évoquent comme stimulant leur « envie d'agir » font référence au sentiment de *solidarité* et de *réciprocité* qui les lient à des individus qu'ils perçoivent comme subissant des situations d'inégalités ou des conséquences résultant d'une même mondialisation économique, bien qu'ils reconnaissent vivre dans des contextes socioculturels, politiques et économiques différents.

Si l'engagement est donc initialement décrit comme découlant d'une *volonté personnelle*, les entretiens confirment que la motivation à l'action se fait toujours en relation avec une « collectivité ». Puisque celle-ci n'est pas identifiée a priori selon une communauté limitée par des frontières géographiques, le sentiment de *réciprocité* peut correspondre à plusieurs facteurs : la satisfaction de participer à une même action, le fait de s'opposer ou de s'intéresser aux mêmes enjeux que d'autres individus, mais aussi, parce qu'ils mettent en avant une volonté de « faire un effort ensemble pour changer quelque chose » (Stephan, 27 ans, militant pour les droits humains). Comme le souligne Kevin McDonald (2004), cette construction collective de ce que signifie agir « avec et pour autrui » se base alors sur la prise de conscience d'expériences *partagées* par de nombreuses autres personnes, ici comme ailleurs.

Or, comme le démontrent les entretiens, c'est aussi par leur inscription dans de multiples réseaux qui entrecroisent monde virtuel et face-à-face que ces jeunes confrontent des logiques d'action qui recoupent des stratégies communautaires, individuelles et transnationales, lesquelles se déploient sur plusieurs terrains à la fois (Schnapper 2000; Jordan 2003 ; Ion 2004). En développant un sentiment de réciprocité basé sur la prise de conscience des ressemblances et des différences, c'est en quelque sorte une nouvelle *grammaire* de l'action, du rôle de l'acteur au sein de ces « interdépendances mondiales » qui est mis en avant. Notons que la manière dont certains répondants expliquent la « solidarité » qu'ils ressentent envers d'autres individus fait référence à un rapport de réciprocité qui peut sembler en apparence « inversé ». En effet, « donner à la communauté » pour ces jeunes, c'est aussi « mettre son talent », « ses compétences » ou « ses capacités » au profit des autres. Le don de soi peut alors rimer avec *valorisation de soi* mais aussi avec *réalisation de soi* et même avec « faire de l'argent ».

Cette perception est exprimée explicitement autant chez les *cyberactivistes* que chez les *techno-philanthropes*. Christine, 29 ans, créatrice d'un réseau de partage de connaissances citoyennes sur le Web, mentionne que sur les médias sociaux, la meilleure manière de créer un lien de solidarité avec d'autres, ce n'est pas *d'offrir* quelque chose aux membres du réseau en échange de leur participation mais au contraire, de leur *demandeur leur aide*. Une logique qui ressemble à celle proposée par le projet d'encyclopédie universelle *Wikipedia* (Cardon 2010)

et que plusieurs percevaient initialement comme voué à l'échec puisqu'il exigeait une participation bénévole d'individus et de chercheurs sans aucune forme de rétribution financière ou de notoriété. Aujourd'hui, le site *Wikipedia* est le plus employé au monde comme source encyclopédique d'information (Shirky 2010). C'est même l'un des 12 sites les plus visités au quotidien, présentant plus de 22 millions d'articles rédigés, corrigés et soumis à évaluation de manière collaborative par ses usagers⁹⁶. Christine explique cette « réciprocité inversée » dans les termes suivants : « Disons que c'est pas '*Ask not what your country can do for you, but what you can do for your country*', c'est plutôt : j'ai besoin d'aide, qui peut faire quoi pour moi »⁹⁷.

Bien sûr, on pourrait voir dans ces propos une certaine objectivation du rapport à l'autre, un « utilitarisme » dans la façon dont les jeunes conçoivent leur relation à autrui. Or, du point de vue des répondants, cette relation produit aussi des liens de *réciprocité* et de *solidarité*, puisque c'est en montrant qu'on a besoin d'aide qu'on reconnaît aux autres le droit de demander à leur tour cette aide⁹⁸. Tout comme dans le cadre des pratiques *collaboratives* popularisées par de multiples applications du Web 2.0, cette perception de la « participation » reconnaît alors d'abord et avant tout l'*autonomie* de l'acteur. Tout en demeurant solidaire, celui-ci se libère de toute attache qui le rendrait « redevable » à des réseaux de réciprocité identifiés a priori par des liens d'appartenance ou de proximité (Boyd 2008 ; Castells 2012).

Pour résumer, les propos de ces répondants suggèrent que les *cadres interprétatifs* par lesquels les jeunes définissent une action engagée et sa portée, s'acquièrent et s'adaptent en fonction de multiples parcours de vie et d'expériences personnelles. Loin de replier l'individu sur soi ou

⁹⁶ Voir le site <http://en.wikipedia.org/wiki/Wikipedia> pour la mise à jour des informations.

⁹⁷ Elle fait référence à la citation célèbre de John F. Kennedy : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays ».

⁹⁸ Sans expliquer en détail la différence entre charité et solidarité, notons simplement qu'en philosophie, les deux principes sont généralement perçus comme opposés : la charité se veut pour sa part aléatoire, facultative et privée et se fait dans un rapport d'aide ou d'amour du prochain (agapè) basé sur des principes moraux, normatifs et visant le « bien d'autrui ». La solidarité se veut quant à elle universelle, publique et fondée sur un rapport de réciprocité où on considère autrui comme ayant les mêmes droits que soi et donc, où l'on vise d'abord le « bien commun » (Rodriguez, 2006).

de l'isoler de ses réseaux d'appartenance (comme le suggère Putnam 2000), le croisement d'expériences virtuelles et en face-à-face permettent aux jeunes de s'inscrire dans des réseaux d'interaction multiples, différents, parfois contradictoires et parfois complémentaires, par lesquels ils prennent connaissance du monde qui les entoure, découvrent de nouveaux modes d'action et développent de nouveaux liens de réciprocité. Dès lors, si la façon dont ces répondants définissent « l'engagement » n'exclut pas un ensemble d'exigences *subjectives* et *identitaires*, elle met surtout en exergue l'importance de la *réalisation de soi* et de l'*autonomie individuelle*.

Il demeure toutefois difficile de comprendre comment ces multiples volontés d'action peuvent arriver à s'articuler entre elles. Comment les acteurs peuvent-ils agir de manière cohérente compte tenu de la présence d'une multitude de pratiques, de réseaux et de cadres interprétatifs? Qu'est-ce qui motive les jeunes à joindre leurs efforts à ceux d'autrui? Et comment choisissent-ils de le faire, dans de le contexte actuel?

5.2 Les motivations à l'action

*Un expresso ! Je prendrais vite un expresso,
avant de me mettre au boulot, tant de choses à faire,
tant de choses à défaire, dans ce nouveau millénaire.*
Tinal, jeune chanteur Reggae, 2009

Au delà des conditions de socialisation qui marquent la façon dont les acteurs définissent leurs pratiques (Eyerman et Jamison 1991), la *grammaire de l'expérience* (McDonald 2004) provient aussi du métissage de multiples modalités d'engagement que ces jeunes ont pu expérimenter de près ou de loin, et qui ajoutent aux perceptions et à la représentation qu'ils ont de pratiques visant le « changement social ». D'ailleurs, outre leur inscription dans des organisations ou des pratiques pour lesquelles ils ont été interrogés (en tant qu'*activistes*, *cyberactivistes*, *techno-philanthropes* ou *technophiles*) certains répondants ont aussi voyagé dans le cadre de stages en coopération internationale. D'autres sont sollicités annuellement pour des campagnes de levée de fonds, côtoient des voisins qui achètent des paniers bios. Bref, ils entrent en contact avec plusieurs autres modes de participation sociale et politique qui ajoutent à la définition qu'ils donnent à l'engagement. Quelles sont les *raisons* qui les

poussent alors à privilégier des actions particulières, parmi les multiples choix qui s'offrent à eux ? Qu'est-ce qui en motive certains à s'inscrire dans des organisations plus formelles ? Qu'est-ce qui en motive d'autres à préférer le Web ?

Depuis toujours, la pierre angulaire des réflexions sur l'engagement demeure celle de la motivation des acteurs. Max Weber a d'ailleurs établi une distinction entre l'engagement éthique (ou moral) et l'engagement politique, spécifiant que si ces deux modes d'engagement peuvent être complémentaires, ce sont les *motivations* qui agissent sur ceux-ci qui diffèrent. Pour Weber, une action « militante » est d'abord une activité « rationnelle en valeur », puisqu'elle suppose que l'individu qui choisit d'agir estime qu'un comportement, déterminé par des valeurs auxquelles il croit, vaut indépendamment de son résultat (Weber [1971] : 22). Dit autrement, Florence Passy (1998) reprend le concept en expliquant que ce qui pousse le militant à agir, c'est moins l'action en soi (brûler un soutien-gorge, bloquer l'entrée d'une conférence du G20, occuper un espace public), que la conviction que l'action peut produire des changements sociaux à long terme.

Or, chez les jeunes interrogés, peu importe la pratique d'engagement qu'ils évoquent en exemple, l'important est avant tout de « participer » et « d'expérimenter » ce changement. Ces jeunes, comme les jeunes rencontrés dans le cadre des entretiens de groupe, partagent la conviction que leurs actions peuvent servir à appuyer des transformations sociales. Et donc, ils ne se montrent pas particulièrement cyniques ni apathiques, comme le suggèrent certaines enquêtes (Bauerlein 2008 ; Blais 2011). Toutefois, ce qui motive les répondants à agir ne semble pas se faire nécessairement dans une rationalité de gains (rétributions) ou de risques encourus (Olson 1965). Si d'une part, la participation des répondants à certaines actions peut bien sûr se faire pour « acquérir des connaissances » (Laurent, 20 ans, membre du Parti libéral du Québec), vivre « une expérience » (Julia, 28 ans, entrepreneure Web, micro-philanthropie), ou « faire preuve de compétences » dont ils auraient besoin pour des postes ou des emplois futurs (Julien, 26 ans, politique municipale)⁹⁹, d'autres répondants suggèrent aussi que la

⁹⁹ À cet effet, les jeunes que j'ai interrogés et qui travaillent en politique municipale font figure d'exception. Selon l'enquête menée par le CEFRIO (2009) auprès de 2020 jeunes de 12-24 ans, le secteur public ne serait pas particulièrement populaire auprès des jeunes. Des résultats qui corroborent ceux de Zukin et al. (2006), où 70%

motivation à prendre part à une formes de participation sociale ou politique peut être être *ludique*, *lucrative* et même simplement *relationnelle* (rencontrer de nouvelles personnes, avoir du plaisir, se faire des amis).

À ce sujet, des enquêtes sur les motivations à la participation démontrent qu'on ne choisit par toujours d'agir dans une rationalité de rétribution ou de gain, mais que l'envie de prendre part à une activité peut aussi viser à s'amuser ou à vivre une expérience avec d'autres. Comme le rapporte Clay Shirky (2010 : 71) une expérience en psychologie menée dans les années 1970 par le chercheur en Edward Deci est à ce sujet éloquent. Comparant les attitudes d'un groupe d'individus à qui on indiquait qu'ils recevraient une rétribution financière s'ils réussissaient un exercice logique qu'ils avaient préalablement réussi, à un autre groupe auquel on demandait de répéter l'exercice logique sans aucune promesse de rétribution financière, Deci arrive à des conclusions surprenantes. Une fois le premier exercice terminé, les individus à qui on avait promis une rétribution financière se « désintéressent » et se « démotivent » plus rapidement de l'exercice que ceux à qui on n'a rien promis et qui s'efforcent de réussir l'exercice par jeu ou défi personnel. Un phénomène que les chercheurs identifient comme le « libre choix » et qui fait dire à Clay Shirky que la notion de « motivation intrinsèque » regroupe de multiples raisons qui agissent simultanément sur la volonté d'un individu à prendre part à une action. C'est ce qu'il évoque dans les termes suivants : « Doing something because it interest you makes it a different kind of activity than doing it because you are reaping an external reward » (Shirky 2010 : 75).

Dès lors, en interrogeant les jeunes, j'ai voulu explorer ce qui agit sur leur motivation à l'engagement. Qu'est-ce qui les mène à décider qu'ils ne peuvent laisser l'action à d'autres ? Quelles sont les raisons qui les poussent à prendre personnellement part à l'action ?

des répondants de moins de 30 ans n'ont aucun intérêt envers les emplois en politique, particulièrement au municipal.

5.2.1 Ras-le-bol et indignation

À écouter les jeunes expliquer pourquoi ils ont choisi dans le passé – ou choisissent toujours – de s’inscrire dans certaines modalités d’engagement, « le monde va mal » (Weena, 21 ans, militante environnementaliste). À travers leur propos, on sent un même mécontentement, une même volonté d’être entendus et une impression que le statu quo mène, sinon à une frustration, du moins à un ras-le bol exprimé envers des institutions rigides, « déconnectées » des réalités du terrain, « qui ne les écoutent pas » et envers lesquelles ils décident qu’ « il faut faire quelque chose ». La motivation à l’action se fait donc aussi, pour ces jeunes, en réaction à ce *contre quoi* ils s’opposent.

Leurs propos sont alors similaires à ceux constatés par les observateurs du mouvement des *Indignados* de la Puerta del Sol, mais aussi des manifestants tunisiens de la Kasbah, des soulèvements en Égypte, en Tunisie, au Brésil (Castells 2012 ; Juris 2012 ; Costanza-Chock 2012). *L’indignation*, comme mot d’ordre, est ici pris au sens littéral : une révolte exprimée contre *l’atteinte à la dignité*. L’engagement de jeunes militants d’ici et d’ailleurs fait alors symboliquement référence à la lutte, l’opposition, la résistance à des institutions qui ne les respectent pas et dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas. À l’origine du mouvement des *Indignados*, on retrouve les réseaux virtuels *Democracia Real ¡YA!* (la vraie démocratie maintenant), et *Juventud sin futuro* (jeunesse sans avenir), qui s’inspirent des mouvements du « printemps arabe » de 2011 mais aussi d’autres manifestations historiques (notamment mai 1968). Comme dans le cas des enquêtes produites au sujet des événements politiques qui se multiplient depuis le « printemps arabe » (Lotan et al. 2011 ; Howard 2011 ; Pleyers 2012 ; Juris 2012), les répondants interrogés revendiquent une démocratie plus directe et ouverte. Ils s’opposent aux coupures budgétaires, à la déresponsabilisation de l’État et à la lutte « épuisante » entre des partis politiques qu’ils estiment corrompus et « toujours les mêmes ». Plusieurs disent ainsi s’opposer à ce statu quo qui ne les représente pas :

Le PQ dit être à gauche mais des fois, il me semble que ses positions sont plus à droite que le PLQ, le PLQ se dit du centre mais la CAQ [(conservatrice)] a des idées de centre. [...] En fait y’a pas de gauche ni de droite. Y’a juste le centre ou le centre-droit (Myriam, 27 ans, militante altermondialiste).

C'est politiquement correct de dire qu'il faut voter. Mais si tu regardes le choix que tu as, c'est assez déprimant. Y'en a un qui vend nos ressources à l'étranger, l'autre s'attaque aux plus pauvres pour les lessiver. [...] Je crois qu'il faut se battre contre ça. Il faut sortir de la politique pour que les citoyens, les organisations citoyennes deviennent plus politiques. (Philippe, 32 ans, réseau de vidéos citoyennes).

On sent aussi chez ces jeunes l'urgence d'« agir maintenant » pour répondre à des enjeux qui leur tiennent à cœur : la dégradation de l'environnement, l'écart croissant entre riches et pauvres, la crise économique mondiale. Quand ils évoquent l'envie de se « joindre à un vaste mouvement de gens qui en ont assez » (Colin, 21 ans, militant environnementaliste), ces répondants disent surtout agir pour « faire valoir des attentes », des valeurs et des principes « qui ne sont pas si différents des autres indignés dans le monde » (Marc-Antoine, 25 ans, webmestre conférence régionale des élus). Si les raisons pour lesquelles ils s'engagent diffèrent bien sûr d'un répondant à l'autre, on y décèle des similitudes avec les mouvements du printemps arabe ou des mouvements *Occupy*. Leurs revendications ne sont pas formulées comme une demande unique. Elles ne s'adressent pas nécessairement à un gouvernement ou à une institution. Mais elles s'interpellent et se reconnaissent entre elles comme exprimant un même ras-le-bol envers le « système » économique et politique, la même envie de « réveiller » les politiciens, les citoyens, leurs proches, sur des enjeux qu'ils estiment importants : le chômage, le réchauffement climatique, le manque de logements abordables.

Pour les *cyberactivistes*, cette motivation à « conscientiser » leur entourage est exprimée ouvertement. En effet, si pour les *activistes* l'engagement peut prendre de multiples formes en fonction des idées qu'on souhaite défendre – et peut aussi aller de pair avec le désir de « moderniser les institutions » (Marie, 32 ans, Forum jeunesse) – l'intérêt des *cyberactivistes* à investir de nouvelles formes d'engagement par le Web est directement associé au désir de « changer le jeu de la politique », d'ouvrir le débat, de « favoriser plus de transparence », de faire entendre des voix exclues. Anne, 22 ans, gestionnaire de médias sociaux pour un parti politique, décrit son intérêt pour les réseaux virtuels en ces termes :

Ça surprend tout le monde quand je dis que je travaille pour [un parti]. C'est pas mon genre. Mais pour moi, ça dépasse le politique. Le but, c'est pas de mettre [le parti] sur la mappe. C'est de rappeler aux gens que c'est pour eux qu'on est supposés être là [...] Quand ils écrivent sur notre page *Facebook*, je me fais un devoir de leur répondre ou que

quelqu'un leur réponde. C'est important que ce soit un véritable échange. Sinon je décroche.

Dans l'ensemble des entretiens, ce qui motive ces jeunes à « s'engager » n'est pas exprimé comme étant lié à une *raison* unique. Je retiens toutefois de leurs propos qu'ils identifient leurs actions à celles d'autres militants qui se revendiquent, comme eux, d'un *nouveau contrat social*. Le ras-le-bol peut alors s'exprimer comme une réaction aux mesures d'austérité, à l'« incompétence de l'élite politique » (Noémie, 24 ans, cybermilitante environnementaliste), à la « corruption des partis » et de « ceux qui les financent » (Anaïs, 28 ans, réseau Web d'actions politiques). Mais les jeunes identifient aussi les formes d'expression politique usuelles qu'ils estiment peu inclusives, « trop dépendantes du pouvoir et de l'économie » (Éric, 33 ans, créateur de pétitions virtuelles) et qui ne satisfont pas le besoin d'expression des citoyens ni l'urgence des enjeux auxquels ils disent vouloir s'adresser. En somme, si d'une part, on décèle dans leurs propos une motivation à trouver des façons de contrer les lacunes de ces institutions, ou de proposer d'autres manières de « vivre ensemble », on ne peut nier, d'autre part, un certain *désenchantement* voire une *démotivation* à s'engager au sein d'institutions démocratiques formelles ou usuelles de la participation sociale et politique.

5.2.2 La démotivation à l'action

Parmi les multiples raisons mentionnées comme un « frein » à l'engagement, les jeunes évoquent la crainte de ne pas arriver à atteindre leurs objectifs, à ne pas arriver à se « faire entendre » dans des milieux qu'ils estiment parfois toujours pertinents. À ce sujet, les répondants qui se décrivent comme de simples « observateurs » ou comme « non engagés » amènent ici des éclairages intéressants.

Notamment, certains mentionnent la question du poids démographique comme une limite à leur participation sociale et politique. Thomas (22 ans, étudiant) estime par exemple que le « vote des jeunes ne compte pas vraiment dans la balance électorale ». Chez d'autres, ce constat est avancé de façon indirecte, considérant comme Émilie (24 ans, « observatrice », en congé de maternité) que « c'est encore la génération des *babyboomers* qui occupe les postes de

responsabilité » dans les entreprises comme dans les organisations politiques. Parmi les répondants qui se définissent comme « engagés » mais qui peinent à entrer dans une catégorie « usuelle » de la participation politique, certains soulignent le peu de place qu'ils estiment être accordé aux jeunes par les partis politiques mais aussi par les ONG de coopération internationale, les groupes militants ou associations civiques. Ils ont l'impression de toujours jouer y un rôle instrumental :

Qu'on le veuille ou non, la boîte de scrutin n'a jamais été dans notre meilleur intérêt. Les partis se foutent des jeunes. [...] Les ailes jeunesse, c'est un moyen de dire : regardez, on vous écoute mais pendant ce temps, le gouvernement coupe dans tout ce qui interpelle les jeunes (Pierre, 26 ans, militant altermondialiste).

Quand t'arrives dans une organisation, on te traite comme « la jeune ». Même à 40, 45 ans, je crois qu'ils vont encore te considérer comme un débutant (Marie-Ève, 33 ans, étudiante au troisième cycle).

Cette crainte de ne pas pouvoir prendre sa place dans les milieux « engagés » n'est bien sûr pas le seul facteur qui démotive les jeunes à prendre part à l'action. Pour certains (et en particulier pour les *originaux* et les touche-à-tout ou les multi-activistes), la surinformation peut aussi être une cause au *désengagement*. Certains disent « se sentir étouffés », « impuissants » face à trop de situations et d'enjeux qu'ils perçoivent comme interconnectés et dont les médias les bombardent. Pour d'autres, c'est le manque de temps qui est la plus grande limite à l'engagement. Contrairement aux recherches qui suggèrent que la jeunesse est une étape propice à la participation sociale et politique parce qu'elle coïncide avec « plus de temps libres » (Milan 2005), les répondants interrogés soulignent au contraire qu'ils terminent leurs études, commencent à prendre leur place sur un marché du travail instable, d'autres ont déjà des enfants. Dans cet « allongement de la jeunesse » décrit par Madeleine Gauthier (2000, 2003), les jeunes doivent composer à la fois avec des situations « de jeunes » et d'« adultes » ; ce qui les projette dans une course à la recherche de soi qui les tient bien occupés :

Le temps, c'est précieux aujourd'hui ! Tout le monde en manque. [...] Je crois qu'on disait la société des loisirs parce que les gens avaient beaucoup de temps devant eux. Moi j'ai plutôt l'impression qu'on court après [...] Donner une heure c'est beaucoup aujourd'hui (Nicolas, 33 ans, candidat NPD).

C'est sûr que y'a un décalage. Au boulot, les vieux de la vieille, ils vont dire que c'est important de travailler pour respecter les horaires, pour que le temps supplémentaire soit rémunéré [...]. Chez nos jeunes, t'es engagé quand tu donnes de ton temps. Quand ça te

prend tellement à cœur que tu ne comptes par tes heures. Ça pose un problème pour le dialogue (Caroline, 32 ans, représentante syndicale).

Face à des réalités qu'ils perçoivent être partagées par d'autres jeunes, les répondants adoptent (du moins en entretien) une posture d'ouverture envers les limites de chacun, considérant la possibilité de se désinscrire ou de se dissocier d'une action parce qu'elle ne correspond pas à leur réalité du moment. Comme le dit Catherine, 32 ans, entrepreneur sociale : « Quand mes amis partent aux manif et que je leur dis que je ne peux pas y aller parce qu'il n'y a personne qui va aller chercher mon fils à la garderie, s'ils ne sont pas capables de comprendre ça, c'est qu'ils ne défendent pas mes valeurs ».

Comme l'ont également soulevé les entretiens de groupe, la motivation à l'action est donc liée à un désir de rester *cohérent* avec ses valeurs mais aussi avec ses limites personnelles. Dans ce contexte où l'autonomie de l'acteur est mise en exergue, le refus du jeu politique devient une réaction rationnelle et qui n'est d'ailleurs pas irréconciliable avec ce que souhaitent défendre ces jeunes. Dans leur recherche menée sur l'engagement des jeunes américains, Andolina, Jenkins, Keeters et Zukin expliquent qu'ils perçoivent le désengagement politique des jeunes comme une réaction somme toute logique en fonction du contexte : « Since there is relatively little trust in political actors and institutions (including news media) disengagement may be viewed as a rational response » (2002 : 14). En d'autres termes, la « désaffiliation » ou le « désintérêt » des répondants peut être fait en toute lucidité, dans une prise de conscience d'une incapacité à agir ou à se faire entendre au sein des espaces publics institués et suggérant, dès lors, le besoin d'investir de nouveaux lieux d'expression.

Dans les termes des répondants, il s'agit de refuser de « participer à un débat monté de toute pièce » (Manu, 26 ans, membre du réseau *Communautiques*), qui « pose toujours les mêmes questions » (Dominique, 23 ans, entrepreneure sociale) ou « font parler les mêmes personnes » (Claudine, 32 ans, réseau de vidéos citoyennes). Ces propos font écho à la réflexion de Jacques Ion (2004, 2007, 2012), pour qui la prise à distance ou le manque de coopération avec des espaces « institutionnalisés » peut aussi être pour l'acteur une manière de se détacher de

dispositifs discriminants, inefficaces ou entravant l'engagement. C'est ce qu'il exprime de la manière suivante :

Dans biens des cas, l'engagement peut alors se comprendre comme un jeu à contrepied des offres de participation institutionnelle. Plus généralement, il peut être référé à de nouvelles formes d'action [...] qui prennent sens dans une critique circonstanciée du jeu politique ordinaire et de ses compromissions (2004 :72).

À cet égard, certains jeunes interrogés soulignent qu'ils estiment peu démocratique le fait que le « vote en blanc » ne soit pas comptabilisé au provincial et au fédéral¹⁰⁰, alors qu'il s'agit d'un facteur évalué par les observateurs canadiens dans le cadre d'élections internationales (Sylvie, 25 ans, politique municipale). D'autres, l'apprennent avec surprise au cours de l'entretien, alors qu'ils disent avoir voté en blanc au cours des dernières élections (c'est notamment le cas de Nathalie, 20 ans, militante altermondialiste et de Christophe, 24 ans, technophile). D'une part, cela dénote un certain manque de connaissance du milieu politique, corroborant les conclusions d'enquêtes sur la participation électorale des jeunes canadiens (Blais et al. 2004, Blais et Loewen 2011) ; mais d'autre part, cela reflète aussi un désintérêt envers la politique locale – certains répondants avouent d'ailleurs mieux connaître la politique américaine que la politique canadienne.

Enfin, reprenant l'analogie faite par Goffman avec le théâtre, on peut supposer que la « démotivation » des jeunes à agir dans certains espaces peut correspondre à une *rupture de cadre*, une remise en question du rôle qu'ils estiment être celui qu'ils « doivent » jouer au sein d'institutions ou d'organisations formelles : « L'acteur estime parfois que la scène qu'il est en train de jouer ne convient subitement plus à son rôle et surtout, qu'à suivre le scénario, il discrédite l'univers de sens qu'il devrait entretenir » (Goffman 1991: 341). Parmi les répondants *originaux* qui peinent à se décrire comme « engagés », il s'agit d'ailleurs d'un argument auquel ils font appel à quelques reprises:

C'est sûr qu'il y a des causes qui me tiennent à cœur, mais ça ne me ressemble pas de militer. Je ne suis pas une militante par nature. Je ne veux pas imposer ma vision

¹⁰⁰ Selon le réseau *Wikipedia*, le vote en blanc serait comptabilisé par la Suisse, l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède, l'Uruguay, la Colombie, le Pérou et la Tunisie. Ce à quoi on doit aussi ajouter l'Ukraine, Haïti et l'Équateur pour ce qui est de procédures mises sur pied par le programme d'observateurs électoraux canadiens de l'organisme Canadem (voir leur site : <http://www.canadem.ca>).

politique. [...] Alors oui, des fois je me dis que je devrais faire quelque chose, mais je ne vois pas comment (Marie-Ève, 33 ans, étudiante de 3^{ème} cycle).

Il y'a des ONG qui m'intéressent, mais moi ça ne me plaît pas d'être celui qui croit qu'il a la bonne réponse. Ça ne m'intéresse pas de dire aux autres à qui donner leurs sous (Jean-François, 24 ans, employé à la société des transports de Montréal).

Ce refus de participer à certaines formes d'engagement (telles que perçues par les répondants) fait écho aux propos tenus par les participants des entretiens de groupe. Si certains s'estiment engagés « parce qu'ils défendent leurs idées », rappelons que plusieurs peinent à se décrire comme « militants » (en particulier en ce qui concerne le féminisme). Chez les jeunes interrogés en entretien individuel, plusieurs disent aussi avoir des « principes » qu'ils veulent défendre mais ils mentionnent ne pas vouloir « se battre pour imposer des idées aux autres » (Katheline, 31 ans, entrepreneure web). Cela implique que l'engagement « militant » soit défini ou du moins perçu comme correspondant à la défense ou à l'imposition d'une pensée unique, à une ligne de parti ou une stratégie collective dirigée du haut vers le bas, de l'organisation vers les membres, et envers lesquels ils souhaitent conserver une mise à distance et une capacité de *réflexion critique*. On retrouve encore une fois l'argument d'un refus du *prêt-à-penser*.

La possibilité de désaffiliation de l'acteur est d'ailleurs reconnue et encouragée par les *cyberactivistes* et *cyber-philanthropes*. Ces derniers se disent intéressés par la « liberté » qu'offrent les médias sociaux, puisqu'ils permettent aux individus de suivre une action de manière ponctuelle, de s'en désinscrire ou de s'y réinscrire sporadiquement. La diffusion de pratiques virales permet aussi de favoriser l'agrégation d'une multitude d'individus qui demeurent « libres » de « partir quand ils veulent » (Alister, 28 ans, créateur d'applications Web - logiciel libre).

Bien que les penseurs du Web 2.0 suggèrent que de nouvelles formes et logiques d'action sont effectivement facilitées par les pratiques collaboratives encouragées par les médias sociaux (Shirky 2010 ; Juris 2012), cette conception d'une action horizontale, moins structurellement organisée et autogérée n'est en soi pas nouvelle. Bien au contraire, elle est caractéristique de nombreux nouveaux mouvements sociaux – antinucléaires, pro-paix, féministes,

environnementalistes mais aussi les mouvements *queer*, des droits des gais et lesbiennes, punks, végétaliens, altermondialistes – et qui ont été amplement théorisés et analysés pour la façon dont ils s'appuient sur des actions directes, investies dans la vie quotidiennes pour agir sur des modes de vie, des connaissances et des façons de percevoir le monde, plutôt que sur des axes organisationnels ou un programme politique précis (Eyerman and Jamieson 1991; Klandermans 1992 ; Melucci 1996 ; Ion 1998, 2004, 2007; della Porta et Diani 2006).

Or, ce qui change ici, c'est la manière dont cette participation horizontale est exprimée par les répondants : la circulation de l'information de manière libre et transparente est décrite par les *cyberactivistes* et *cyber-philanthropes* (mais aussi par un certain nombre d'*originaux*) comme essentielle à l'action. Par ailleurs, ces répondants acceptent a priori que chaque décision ou action posée soit contestée ou remise en question par des membres tout comme des non-membres d'un mouvement. Dans une relation d'échanges de « plusieurs à plusieurs » (*peer to peer*), la responsabilité individuelle est alors perçue dans ce qu'elle permet d'ajouter à l'ensemble :

Pour moi, ce n'est pas tant le fait d'être à la tête d'une organisation qui importe, ce n'est pas si tu proposes la bonne solution [...] le plus important, c'est le fait que tu prends sur toi le fait de chercher une solution à la mesure de tes moyens pour ajouter au groupe (Sylvain, 28 ans, centre sportif - yoga communautaire).

Avec le Web social, l'objectif c'est que tout le monde agisse de son côté mais en ajoutant aux autres. [...] C'est comme avec la micro-philanthropie. Je peux faire quelque chose de tout petit. Si je dis que j'ai pas le temps, c'est pas une excuse ; c'est à toi de gérer ton temps, tes ressources (Jeremy, 26 ans, développeur d'application Web)¹⁰¹.

En ouvrant le répertoire d'actions à une multitude de pratiques sporadiques et spontanées, c'est la *réflexivité* des acteurs qui est mise en lumière (nous y reviendrons au chapitre 7). C'est la prise de conscience d'une dissonance entre des situations subjectives et des représentations collectives de ce qu'est une « personne engagée », « un militant », un « mouvement social » et qui mènent ces jeunes à chercher de nouveaux modes d'action par les moyens et les réseaux à

¹⁰¹ L'entretien avec Jeremy s'est déroulé en anglais. Traduction libre des propos : « With the social web, what you're really doing is that everyone is acting on its own, but always adding to others. [...] Like in micro-philanthropy, I can make a very small action. Even if I say I don't have time, well that's no excuse, you're the one responsible for choosing and managing time, action and resources ».

leur disposition. En reformulant ce qu'ils définissent comme le « collectif », « l'action », « le changement social », les modes d'engagement décrits par ces jeunes perdent en régularité et deviennent particulièrement difficiles à saisir, à mesurer. Toutefois, ces pratiques gagnent en reconnaissance d'une *réflexion critique* et en *affirmation de soi*. Le plus important, comme le répètent les répondants, ce n'est pas d'être à la tête d'un mouvement ou d'une organisation (ni même d'en être membre) mais de trouver mille et une façons de « faire de la politique autrement ».

5.2.3 « Hacker la politique » : dissonances et créativité

*Être imprévisible, être ouvert à toutes les possibilités ;
c'est là la vie authentique dans toute sa plénitude*
Ortega y Gasset, La rébellion des masses¹⁰².

Si les formes d'action que les répondants privilégient sont en partie influencées par les cadres d'interprétation qu'ils ont acquis par de multiples expériences, ils sont aussi, en tant qu'individus bien de leur temps, *créateurs* de cette socialisation et de ce qu'ils choisissent d'en faire. Notons à ce sujet que plusieurs des jeunes interrogés ne se réclament d'aucune idéologie. Ils ne se positionnent pas facilement à gauche ou à droite. Bien qu'ils reconnaissent un ensemble de perceptions et de représentations qu'ils estiment « héritées », ils demeurent convaincus qu'il n'en tient qu'à eux de créer leurs propres expériences et de proposer de nouveaux modes d'action. Plusieurs considèrent que s'ils ne se reconnaissent pas dans les institutions ou les groupes militants formels, il est après tout de leur ressort de « trouver des manières plus novatrices de faire passer un message » (Jasmine, 29 ans, touche-à-tout), de « s'appuyer sur les failles du système » pour faire avancer des causes (Stéphane, 29 ans, pirate informatique).

Un exemple éloquent est celui de Salim et Idris (20 ans), deux frères jumeaux qui se disent intéressés par le milieu politique, même s'ils s'engagent de multiples autres sphères d'action

¹⁰² Traduction libre : “*Ser imprevisible, ser un horizonte siempre abierto a toda posibilidad, es la vida auténtica, la verdadera plenitud de la vida.*”

(l'un est membre d'une association étudiante, l'autre est membre du réseau *Taking IT Global*¹⁰³ et tous deux se décrivent comme des militants environnementalistes). Considérant qu'aucun des partis politiques provinciaux ne les représente adéquatement, et considérant par ailleurs que deux des principaux partis (le Parti Québécois et le Parti Libéral du Québec) possèdent chacun une aile jeunesse, ces frères ont choisi de devenir membres des deux partis à la fois:

Dans le PLQ, l'aile jeunesse, c'est pas vraiment écouté. Ça sert au parti, pour dire : regardez, on écoute les jeunes. Et c'est la même chose au PQ [...] Alors on s'est dit que si on pousse un agenda environnemental dans les deux partis, ça va avoir plus d'impact que si on est membres du Parti Vert, parce que lui, il n'a pas de chance d'être élu (Salim, 20 ans, membre de deux partis politiques).

Face aux limites de certains modes d'engagement, les « laissés pour compte » des organisations politiques construisent de nouveaux registres d'action (Ion 2004). Pour les répondants, il s'agit de penser différents moyens de se « distinguer » comme autant de façons d'ouvrir la porte à de nouveaux « possibles », de nouvelles manières de prendre part à un débat public où ils ne sont pas conviés. La culture participative décrite par les jeunes se présente ainsi sous des formes ludiques, novatrices, expérimentales. De manière tout aussi importante que l'authenticité, les répondants évoquent la *créativité* comme un facteur important de la motivation à l'action.

Pour Lisanne et Lisa (29 et 27 ans), toutes deux membres de l'organisation *Apathy is boring/L'apathie c'est plate*¹⁰⁴ (une organisation dont le mandat est de mettre sur pied des actions Web visant à intéresser les jeunes à la politique), la créativité est le facteur principal sur lequel elles s'appuient pour attirer l'attention de leurs pairs :

¹⁰³ L'organisation *TakingITGlobal* se décrit comme un réseau volontaire de jeunes situés aux quatre coins du globe, et qui s'appuie sur les technologies de l'information (IT pour Information Technology) et le réseautage en ligne pour favoriser les échanges d'information, les discussions ouvertes et le dialogue interculturel autour d'enjeux variés et ce, dans 13 langues officielles (lors de la dernière visite du site <http://www.tigweb.org> en août 2013, la majorité des pages du site web n'étaient cependant disponibles qu'en anglais).

¹⁰⁴ Née en 2004, l'organisation *Apathy is Boring/L'apathie c'est plate*, se décrit comme une organisation née d'un projet non partisan qui « utilise l'art, la musique et les nouvelles technologies pour encourager la citoyenneté active chez les jeunes de divers milieux et favoriser leur participation dans le processus démocratique ». Voir le site : <http://www.apathyisboring.com/fr>

Je ne pense pas que c'est juste parce que c'est *cool*. C'est plus qu'on montre qu'on les traite comme des personnes intelligentes. Ils savent que c'est pas à eux qu'on s'adresse d'habitude. Alors si tu veux les chercher, dis-leur que tu leur laisses essayer des solutions. C'est à eux de tester la bonne façon de s'impliquer (Lisa, 27 ans, techno-philanthrope).

Toujours en misant sur la créativité, d'autres répondants estiment que c'est par l'humour et la dérision qu'ils peuvent prendre a contrario le discours dominant et réorienter le débat public. Faisant preuve d'un sens aigu de l'image, il s'agit, dans les exemples qu'ils évoquent, d'attirer l'attention des médias traditionnels sur une situation, des revendications, ou d'employer les médias sociaux pour diffuser un message alternatif qui, s'il arrive à attirer suffisamment l'attention, sera repris par les médias de masse. Somme toute, l'objectif est de « s'imposer dans le débat » en proposant des images facilement retransmises sur des réseaux variés de par leur caractère « inusité » ou « inattendu » (voir figure 11).



Figure 11: Photographie de manifestations étudiantes diffusée de manière virale (Colombie 2011)

Note : Cette image m'a été envoyée par un des répondants. Amplement relayée sur les réseaux sociaux, on en attribue l'origine à de multiples sources, mentionnant qu'elle a été prise soit lors des manifestations étudiantes à Valencia (Espagne), soit au Chili ou au Mexique. Il s'agit en fait des manifestations étudiantes en Colombie (octobre 2011).

Source : « Ellos tambien querian estudiar » (*eux aussi, ils voulaient étudier*), ©Fernanda Pineda : <http://www.flickr.com/photos/ferpiks/6242220813>

On peut aussi penser aux différents exemples observés dans le cadre des manifestations étudiantes du « printemps érable » contre la hausse des frais de scolarité (2012), où chaque nouvelle marche se voulait plus originale que la précédente : des *manifestations* (où les militants se promenaient nus), à la multiplication des itinéraires suivant ceux du métro de Montréal (pour répondre avec zèle à la nouvelle loi exigeant des manifestants qu'ils indiquent leur itinéraire), aux slogans entonnés quotidiennement par les militants, « Charest ! Wouhou ! », soulignant la présence impressionnante de manifestants au premier ministre

provincial, qui feignait alors d'ignorer ce qu'il décrivait comme une « poignée d'individus »¹⁰⁵.

En construisant l'action à travers le *détournement de sens* et l'*expérimentation*, ce qui est souligné, c'est encore la capacité de chacun à faire entendre sa voix et à faire reconnaître ses forces, expertises et compétences personnelles. C'est cette idée de pouvoir agir « en ses propres termes » qui a incité Paulin, un répondant qui se décrit comme non-engagé, à s'investir activement dans la campagne présidentielle de Barack Obama en 2008 :

C'est drôle parce que je ne suis pas vraiment politisé. [...] Pendant la campagne, les démocrates avaient un site où tu pouvais télécharger du matériel promotionnel. Il y avait des *flyers* [affichettes], t'avais le droit d'utiliser les images comme tu voulais. [...] Nous on a décidé d'aller à Chicago en bus. On a imprimé notre stock, on a fait du porte à porte pendant deux semaines. [...] On disait aux gens d'aller voter (Paulin, 31 ans, étudiant).

Au fil de la discussion, Paulin souligne paradoxalement que s'il a choisi d'agir pour les élections américaines – alors qu'il n'a pas le droit de voter aux Etats-Unis – c'est aussi parce qu'il trouve plus important d'agir sur le cours de ces élections qu'au niveau de la politique canadienne ou québécoise, estimant que le gouvernement canadien « finit par suivre les américains de toute façon » et « qu'au moins, cette fois, ça comptait ». Bien que cette rhétorique puisse sembler pour le moins étonnante, Paulin est loin d'être le seul à s'être intéressé à ce que certains journalistes ont appelé la première « campagne *Facebook* ».

Des recherches s'intéressant à la popularité de la campagne d'Obama en 2008 suggèrent en effet que c'est justement la liberté et la marge de manœuvre laissées aux participants qui a suscité l'intérêt d'un nombre élargi d'acteurs, parmi lesquels de nombreux jeunes pour la plupart peu habitués aux campagnes politiques. Sur les médias sociaux, des vidéastes et caricaturistes amateurs ont décidé de mener leur propre campagne, se répondant et s'encourageant les uns et l'autres à l'aide de vidéos comiques et créatives qu'ils diffusaient

¹⁰⁵ Selon plusieurs médias et observateurs, il s'agirait des manifestations étudiantes les plus importantes depuis les années 1960 (Lévesque 2012).

largement¹⁰⁶. Il faut dire que les organisateurs de la campagne du parti démocrate, bien conscients du potentiel du Web, les encourageaient ni plus ni moins à le faire: sur le site *mybarackobama.com* (désormais : www.barackobama.com), des images officielles, pancartes, autocollants et autre matériel promotionnel pouvaient être téléchargés ou commandés en ligne. On y offrait des outils pour mettre sur pied des événements ou rallies politiques en tous genres, proposant même d'effectuer des petits dons à la mesure de différents portefeuilles – la rubrique « donation rapide » est d'ailleurs encore active sur le site www.barackobama.com et suggère des dons rapides de 5\$.

Or, une autre originalité de la campagne d'Obama, est qu'elle proposait au public un forum de discussion autogéré, où quiconque pouvait s'exprimer, intervenir et débattre d'enjeux liés à la campagne, qu'il soit ou non démocrate, qu'il appuie ou non le candidat Obama¹⁰⁷. Une transparence et une ouverture hautement appréciée et évoquée en exemple par certains répondants interrogés dans le cadre de cette recherche comme un modèle à suivre par les politiciens d'ici. C'est ce qu'exprime Anne, 22 ans, elle-même gestionnaire des médias sociaux pour un parti politique :

Disons qu'on n'est pas aussi ouverts que ce qui s'est fait aux États-Unis. À [notre parti], ça nous a quand même servi d'exemple. Y'a pas beaucoup d'autres partis qui osent ouvrir leur page *Facebook* à tout le monde. [...] Moi, j'essaie d'intervenir le moins possible, je laisse tout le monde s'exprimer, sauf pour des commentaires haineux, discriminatoires. [...] C'est même les usagers qui m'identifient les abus.

Enfin, notons qu'en marge de leurs engagements ou de leur participation aux modes d'action pour lesquels ils ont été interrogés, les répondants agissent aussi dans le cadre d'actions ponctuelles, puisant dans les registres des mouvements écologistes, du bénévolat, en payant

¹⁰⁶ À titre d'exemple, on peut mentionner les multiples vidéos de *ObamaGirl* diffusées sur Youtube pendant la campagne de 2008. Sa chanson « Crush on Obama » a notamment été vue plus de 120 millions de fois ce qui en fait un des dix événements les plus marquant du développement du réseau *Youtube*: <http://www.youtube.com/watch?v=wKsoXHYICqU>.

¹⁰⁷ Pour une analyse plus détaillée de la campagne électorale d'Obama en 2008, voir les références suivantes: Harfoush, Rahaf. 2009. *Yes We Did : An Inside Look at How Social Media Built the Obama Brand* ; Berkeley : New Riders. Plouffe, David. 2009 *The Audacity to Win : The Inside Story and Lessons of Barack Obama's Historic Victory*, New York/Londres : Penguin Books. William, Christine B. et Girish Gulati. 2008. « What is a Social Network Worth? Facebook and Vote Share in the 2008 Presidential Primaries », Département d'études internationales et gouvernementales, Boston (Etats-Unis): Annual Meeting of the American Political Science Association.

des billets de concert en appui à une cause, en consommant de manière responsable, en rediffusant une pétition sur leurs réseaux virtuels. À la fois créatifs, pragmatiques et spontanés, l'ensemble de gestes quotidiens qu'ils associent alors à des « modes d'engagement » rend l'analyse de ces pratiques particulièrement difficile. À première vue, il n'est pas aisé de dire si toutes les actions mentionnées par les jeunes sont toujours faites à des fins « engagées », ni même si elles visent toujours à défendre ou à appuyer une cause ou si elles sont effectuées de manière consciente (un individu pourrait par exemple consommer un café équitable simplement parce qu'il le trouve meilleur).

Toutefois, au-delà de leur délimitation ardue, je retiens des entretiens que la multitude d'action mise en avant par ces jeunes au quotidien témoigne de leur désir d'*inventer* de nouvelles formes d'alliance, de *pirater* des modes habituels de participation sociale et politique, dans le but d'atteindre les objectifs qu'ils estiment pertinents. Bref, à travers la dissonance des actions, il s'agit encore d'afficher ses préférences et convictions personnelles au quotidien, dans le but d'expérimenter et de dessiner les contours de nouveaux champs de « possibles ». Comme le suggère Ion (1998, 2004), ce qui est en jeu, ce n'est pas tant une mise en valeur d'objectifs et d'opinions collectivement partagées qu'une *publicisation* de l'engagement comme une expérience de soi et d'autrui. Dans les termes de Pierre (26 ans, altermondialiste) : « C'est moins important de toujours consommer équitable. Le but, c'est de montrer que c'est un mode de consommation qui existe, qu'on peut passer par d'autres moyens. Ça, c'en est un ».

Bien sûr, c'est aussi la nature symbolique de l'action qui s'obscurcit. Alors que les modes d'action proposés font appel à une diversité d'espaces de sociabilité – incluant l'inscription dans une organisation formelle, l'occupation spontanée de lieux publics (*flash mobs*), la signature de pétitions virtuelles, la consommation bio ou la diffusion de vidéos ludiques sur le Web, de même qu'une panoplie d'actions quotidiennes – l'important demeure de rester cohérent et intègre dans les valeurs que l'on défend. Selon Pippa Norris (2001, 2002), c'est justement parce qu'elles évitent les canaux usuels de la participation que les nouvelles pratiques s'inventent de manière informelle, au cœur de l'action, en réaction à des enjeux. En ce sens, pour les jeunes interrogés, *l'initiative* devient plus intéressante que *l'adhésion*.

De ce fait, le sens donné à l'engagement est perçu comme devant provenir de la subjectivité des acteurs et non du groupe. Face à l'incapacité à « se faire entendre » où à trouver leur place dans les milieux associatifs et politiques dans lesquels ils ne se reconnaissent pas, plusieurs choisissent de créer leur propre organisation. C'est le cas de Sébastien (30 ans), qui a fondé une ONG de coopération culturelle entre jeunes du Nord et du Sud, mais c'est aussi le cas de Philippe (26 ans) et d'Anaïs (28 ans), qui ont tous deux créé et diffusé des pétitions virtuelles, tout comme d'un ensemble de répondants qui proposent des sites Web où ils invitent d'autres individus à afficher des vidéos citoyennes, mettent sur pied des concerts en appui à des événements politiques, organisent des actions de conscientisation, créent des réseaux virtuels pour revendiquer plus de pistes cyclables, pour partager des connaissances ou pour contester des lois qu'ils jugent anticonstitutionnelles. Pour ces répondants, ces actions ne répondent pas à une stratégie définie a priori, mais elles se créent et s'inventent par une succession d'essais et d'erreurs. C'est ce qu'exprime Mélanie (24 ans, entrepreneure sociale) : « Ce n'est pas comme si je savais si c'est la bonne solution. Je ne sais pas c'est quoi la solution. Mais on teste des stratégies, on les adapte. Et souvent, c'est comme ça que ça marche le mieux ».

Pour résumer, les facteurs qui agissent sur la motivation des jeunes à s'engager sont multiples. Leur choix de prendre part à une action peut être influencé en partie par des cadres interprétatifs acquis et des sentiments d'appartenance hérités. Mais leur motivation provient aussi d'une *prise de conscience* de situations jugées injustes ou *indignes*. La volonté de s'associer à d'autres pour « agir » s'appuie sur des réciprocités fondées sur l'expérience, les idées et les valeurs partagées, plus que sur l'adhésion à un groupe ou à une organisation. L'acteur « engagé » est par ailleurs décrit comme ne tirant pas de bénéfices de son rôle de « représentant » ou de « leader », mais cherche plutôt à devenir *créateur* d'une action, d'un mouvement où chacun pourra apporter son grain de sel. Cela suppose, une remise en question de la représentation du « collectif » (perçu dans une perspective désormais plus « collaborative »). Mais cela suggère aussi que s'engager, c'est trouver des manières différentes et novatrices de défendre des idées, des valeurs, une cause qui sont, aux yeux des jeunes, plus importantes que le groupe.

5.3 Des actions efficaces dans un monde incertain

La condition première pour arriver à une amélioration de la situation présente consiste à se rendre compte de son énorme difficulté.
Ortega y Gasset, 1926

Le sens donné à l'engagement est constamment nuancé et réinterprété à force d'expériences et d'interactions. Or, les entretiens menés auprès des jeunes soulignent que s'ils s'engagent quand ils en ont la motivation, l'expérience et l'opportunité, il faut surtout qu'ils croient d'abord qu'ils ont la *capacité* d'agir de manière adéquate. Bien sûr, les jeunes savent pourquoi ils s'engagent. Mais quand il s'agit de décider *comment*, leurs expériences personnelles et celles de leurs pairs agissent sur la perception qu'ils ont de la difficulté des enjeux auxquels ils s'adressent, tout comme des espaces où leurs compétences seront mieux mises à profit.

Comme dans le cadre des groupes de discussion, les répondants de ces entretiens individuels décrivent l'engagement comme s'opposant à l'« indifférence » et à l'« apathie ». Pour eux, la volonté d'agir doit se traduire en *action*. Or, confrontés à de nombreux modèles et formes de participation sociale et politique qui mettent en avant la créativité et l'autonomie individuelle, les formes d'action qui s'offrent à eux sont particulièrement diversifiées. En écoutant leur propos, ces pratiques doivent à la fois se montrer efficaces pour répondre à des enjeux environnementaux, globaux, multiples, urgents et interconnectés. Elles doivent par ailleurs favoriser l'expression de voix multiples tout en respectant leurs propres forces et faiblesses. Ce n'est pas là une mince affaire. Dans le « monde incertain » dans lequel ces jeunes sont plongés (Callon, Lascoumes et Barthe 2001), la capacité individuelle de *penser pour soi* et de faire des *choix* devient particulièrement importante pour agir de manière cohérente.

Pour Ulrich Beck et Elizabeth Beck-Gersheim (2001, 2007 ; Beck et al. 1994), il s'agit d'une réalité spécifique à la modernité *réflexive*, où l'individu est amené à évaluer et à dessiner son parcours biographique, connaissant les risques auxquels il fait face et envers lesquels il doit « faire les bons choix ». Pour explorer comment les représentations et perceptions des jeunes se traduisent dans le choix de leurs *actions*, j'ai demandé aux répondants d'identifier ce qu'ils estiment être des actions *efficaces* pour produire des « changements sociaux », de façon à

laisser émerger les représentations et les perceptions qu'ils ont de certains espaces et cibles d'action. Sachant que la réalité des actions menées peut parfois être loin des actions que l'on souhaite entreprendre, j'ai aussi demandé aux répondants d'identifier une ou des actions qu'ils ont réalisées au cours des derniers mois, et qu'ils ont effectué de manière consciente dans le but de s'attaquer à une cause ou un enjeu qui leur tient à cœur. Curieusement, les gestes que ces jeunes disent avoir posés ne correspondent alors pas toujours avec le domaine d'activité où le lieu de participation pour lesquelles ils ont été approchés dans le cadre de la recherche.

5.3.1 Espaces d'engagement et cibles de l'action

Les approches classiques de l'action collective, si on pense à la théorie de la mobilisation des ressources ou à la théorie des opportunités politiques, mettent en lumière la façon dont les acteurs s'organisent et mobilisent des ressources matérielles ou symboliques pour recruter des militants ou agir sur les structures institutionnelles, y incluses les instances étatiques. Les théories des nouveaux mouvements sociaux soulignent pour leur part la multitude d'espaces quotidiens, culturels et symboliques grâce auxquels les acteurs développent d'autres répertoires ou modes d'action, et sur lesquels ils s'appuient pour faire avancer leur cause, faire reconnaître leurs revendications (Melucci 1996 ; McDonald 2004 ; Cherry 2006). Illustrant ces deux conceptions des *espaces* de l'action, une bonne part des jeunes estiment toujours que l'État joue un rôle important pour prendre des décisions collectives et démocratiques, et que les institutions actuelles ne peuvent être exclues des solutions apportées aux enjeux qui leur tiennent à cœur. Ils soulignent à cet égard l'importance de mobiliser des ressources et d'organiser des actions qui ont pour cible les décideurs ou les institutions politiques et démocratiques. Or, leurs propos soulignent aussi l'intérêt qu'ils portent à des actions ponctuelles, investies dans la vie quotidienne, et qui croisent des modes variés de participation au sein de plusieurs contextes. Ce faisant, leurs cibles visent alors à agir sur des « modes de vie », des valeurs, des façons de voir le monde. Ils énumèrent ici des pratiques situées dans un prolongement des nouveaux mouvements sociaux, qui incluent des espaces d'expérimentation, des aspects de résistance culturelle, symbolique, un caractère interprétatif et subjectif de l'action (Juris et Pleyers 2009 ; Pleyers 2012).

Ici aussi, la socialisation et les expériences personnelles des jeunes participent à forger une image de ce qu'ils considèrent être des *espaces efficaces* d'engagement. Les programmes publics et éducatifs mis sur pied pour conscientiser les jeunes à l'importance d'agir comme « citoyens » leur apprennent notamment l'importance d'une participation électorale, du bénévolat et, dans quelques cas plus rares, d'une contribution au débat public. Comme l'indiquent les *activistes* et les *techno-philanthropes* (dont le travail vise à favoriser l'engagement ou la participation d'autres jeunes), ces programmes considèrent qu'il faut d'abord « sensibiliser les jeunes à l'importance de voter » (Marc 31 ans, Conseil régional des élus), qu'il faut les « intéresser aux élections » (Sylvie 25 ans, politique municipale) ou aux « processus d'échange entre les citoyens et les élus » (Julie, 33 ans, Forum jeunesse régional). Déformation professionnelle oblige, ce sont des espaces et modalités d'engagement que les répondants *activistes*, *cyberactivistes* ou *techno-philanthropes* évoquent a priori comme efficaces.

Or, chez ces mêmes répondants, mais aussi chez les *technophiles* ou chez certains *originaux*, il demeure qu'ils évoquent presque tout aussi spontanément d'autres espaces d'action qu'ils estiment parfois plus intéressants d'un point de vue personnel et même plus pertinents pour produire des changements sociaux. À titre d'exemple, Sarah (30 ans), militante féministe, trouve utiles les efforts menés par les groupes féministes pour agir sur les décisions publiques. Mais elle considère que trop peu d'actions sont encore menées pour conscientiser les jeunes aux inégalités hommes-femmes qui persistent au quotidien. Pour Caroline (32 ans, représentante syndicale), elle trouve important d'intéresser les jeunes aux syndicats. Cependant, elle estime que trop peu d'actions permettent de dénoncer, dans la sphère publique, les inégalités mondiales en matière de droit du travail, un enjeu qui semble pourtant intéresser les jeunes (figure 12) :

Dans nos réunions, on va parler beaucoup de la façon d'aider l'image du syndicat, comment convaincre les jeunes d'être membres. [...] Mais il y a aussi les questions des droits humains qui intéressent les jeunes. Pourquoi on n'essaie pas d'aller chercher des appuis là ? Pourquoi on ne leur parle pas de ces enjeux ?

Les répondants rappellent pourtant que le contexte médiatique semble tout indiqué pour favoriser une décentralisation du débat : à l'heure des technologies en réseaux et d'une prise

de conscience accrue des conséquences de la mondialisation économique, ils se demandent pourquoi ne pas ouvrir les espaces d'engagement à des sphères d'action qui dépassent le seul rapport à l'État ou aux organisations militantes et associatives, notamment en agissant sur la *conscientisation* d'un public élargi d'acteurs plutôt que de viser exclusivement les membres de ces organisation.

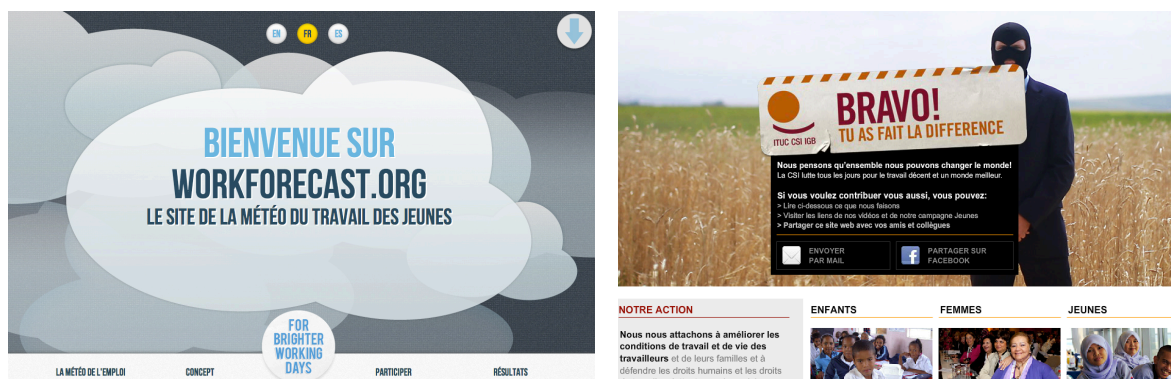


Figure 12: Exemples de campagnes virtuelles de la Confédération syndicale internationale (CSI)

Notes : À gauche, la campagne est lancée en 2012 par la CSI sur le site : [www.http://www.workforecast.org](http://www.workforecast.org). On y indique les conditions de travail des jeunes de divers pays dans le monde et propose des outils pour diffuser la campagne et contacter le ministère du travail de l'État choisi (visité en date du 3 novembre 2012). À droite : la campagne « Change the World » de la CSI (n'est actuellement plus en ligne) annonce ironiquement les services d'une entreprise fictive de sous-traitance, qui propose d'embaucher des enfants « petites mains à moindres coûts », des femmes « anonymat garanti » et des hommes « immigrants de préférence ». L'argument final indique qu'en joignant un syndicat on défend aussi les droits d'autres travailleurs dans le monde (visité en date du 20 janvier 2010).

Source : © Confédération syndicale internationale (CSI).

Si l'investissement de nouveaux espaces de conscientisation semble à ce point intéressant aux yeux des répondants, c'est aussi parce qu'ils estiment particulièrement complexes les enjeux auxquels ils disent vouloir s'attaquer. À ce sujet, certains rappellent qu'au delà du vote, s'ils organisent ou prennent part à des manifestations, ils sont conscients qu'elles ne suffisent pas à obtenir, à elles seules, des résultats probants. D'où l'importance de jouer sur plusieurs fronts à la fois : occuper des espaces de l'action militante usuels de manière à être vus des médias, des décideurs politiques et du public, tout en investissant de nouveaux espaces d'expression où l'action mise sur la conscientisation et la sensibilisation d'un public élargi d'acteurs (et où les médias sociaux jouent un rôle important). Pour Sébastien (29 ans), initiateur d'un fil *twitter* voué aux manifestations étudiantes de 2012, ces deux espaces sont complémentaires :

La machine médiatique, tant qu'elle a du stock, elle va l'utiliser alors il faut lui en donner [...] On pouvait pas dire que le mouvement s'essouffait, tous les jours on envoyait des infos sur les manifs. [...] [Jean] Charest, il a continué de faire comme si on n'existait pas. [...] Mais nos *tweets* étaient repris par des étudiants qui manifestaient aussi au Chili, au Mexique, à Londres...

En écoutant les anecdotes et les expériences racontées par d'autres répondants, plusieurs disent que les formes d'engagement usuelles qu'ils ont appuyées dans le passé ont peu souvent eu un véritable impact ou un changement significatif auprès des décideurs. Cela renvoie à la crainte que les répondants expriment envers le fait ne pas être pris en compte, ou du moins sérieusement, dans le jeu politique:

En 2005, pendant les manifestations étudiantes, l'association de prof de ma mère, ils étaient en grève. Bien, c'est elle qui était fâchée de voir que les médias ont choisi de couvrir la manif des profs plutôt que notre grève! Ils étaient 3000 à leur manif, nous on était 60000 (Émilie, 24 ans, observatrice », en congé de maternité) !

Ok. Concrètement, j'ai beau dire que c'est important de voter... Je vote depuis que j'ai 18 ans, et je n'ai pas encore eu un seul candidat pour qui j'ai voté qui a été élu dans ma circonscription (Catherine, 32 ans, entrepreneure sociale).

De manière surprenante, quand je leur demande d'énumérer une ou des actions qu'ils ont menées au cours des derniers mois pour s'attaquer à des causes ou des enjeux qui leur tiennent à cœur – et donc, des actions *consciemment* effectuées dans le but de produire un « changement social » – très peu de répondants mentionnent l'appui à un parti politique, la contribution à un débat public, la participation à une manifestation ou la prise de contact avec des médias ou des journalistes pour discuter de causes ou situations, y compris chez les jeunes *activistes* et *cyberactivistes*, pourtant approchés pour leur engagement au sein de formes plus usuelles de participation sociale et politique. Les répondants mentionnent beaucoup plus spontanément des actions investies dans la vie quotidienne, des choix de tous les jours, des modes de consommation et des styles de vie. Comme dans le cadre des entretiens de groupe, ils évoquent par exemple l'achat de produits équitables, le boycott de produits pour des raisons éthiques. Ils mentionnent de « saines habitudes de vie », incluant des actions liées à l'environnement (compost, recyclage, circuler en bicyclette, employer les transports en commun, manger bio) qu'ils effectuent dans les sphères de la vie privée.

Les espaces d'action virtuels sont également cités par plusieurs. Rappelons que quelques-uns ont créé ou diffusé une pétition virtuelle, rediffusé des articles intéressants sur leur fil *Twitter* ou leur page *Facebook*. Trois militants évoquent aussi des actions choc menées dans des lieux publics : se déguiser en poisson et circuler dans les supermarchés pour parler aux clients de la pêche responsable jusqu'à ce que les gardiens de sécurité les expulsent (Weena, 21 ans, militante environnementaliste). Dans le cas d'Olivier (33 ans), au moment de l'entretien il venait d'être arrêté pour avoir posé une bannière de *Greenpeace* sur le toit du parlement canadien. Une action qu'il s'est empressé de filmer et d'afficher sur sa page *Facebook*, incluant le moment de son arrestation, et qu'il estime en soit comme une action engagée :

Dès que j'ai vu les policiers monter sur le toit, j'ai demandé à mon ami de filmer la scène. [...] Quand j'ai pu sortir, la première chose que j'ai faite c'est de mettre ça sur Facebook. [...] J'ai des collègues de travail, même ma tante, qui m'ont écrit : « ah ! Je savais pas que t'étais dans Greenpeace ». [...] Ça fait partie du risque, c'est t'assumer comme militant.

D'ailleurs, parmi les nombreux exemples évoqués par les jeunes, *l'affichage* de leurs opinions et de leurs valeurs s'inscrit au sein de multiples *espaces* de la vie quotidienne où ils ont l'impression que leurs actions peuvent avoir une portée, parce qu'ils rendent visibles à d'autres des modes de vie alternatifs, d'autres manières d'agir au quotidien, mais aussi parce que cela répond au besoin de cohérence qu'ils expriment tout au long des entretiens :

Moi je vais travailler à vélo le plus longtemps possible. Même avec la neige, tant que je sens que je peux, je le fais. [...] Au bureau, on a toujours du café équitable, on calcule notre consommation d'énergie. Je pense qu'on essaie d'être conséquent avec le message qu'on donne aux gens (Nicolas, 33 ans, candidat du NPD).

Comme féministe, je trouve difficile de départager le personnel du politique. Je sais que c'est cliché mais c'est pas une conviction : c'est ma réalité. [...] Si je sens qu'il y a des préjugés, je me fais un devoir de remettre les pendules à l'heure (Myriam, 27 ans, militante altermondialiste).

Ces propos réitèrent en quelque sorte l'idée qu'il en tient à chacun de « faire sa part » et qu'il est important d'afficher publiquement ses positions et ses valeurs : « Ça semble juste normal de défendre ce en quoi tu crois. Et ça, ça peut vouloir dire plusieurs choses » (John, 27 ans,

créateur d'application web et micro-crédit)¹⁰⁸. En ce sens, différentes causes requièrent différents modes d'intervention et donc, différents types et niveaux d'attention.

À ce sujet, plusieurs répondants considèrent leur emploi comme un espace d'engagement privilégié. C'est une situation qu'on pourrait trouver logique chez les *cyberactivistes* et les *technophilanthropes* (dont la fonction ou l'emploi est après tout lié à l'engagement), mais c'est aussi le cas de plusieurs *originaux*, touche-à-tout et entrepreneurs sociaux, pour qui le travail devient un lieu *d'épanouissement* et de *réalisation personnelle* bien plus qu'une façon de « gagner de l'argent ». Certains répondants choisissent de travailler dans des milieux politiques ou communautaires. D'autres s'efforcent de changer les normes éthiques des entreprises qui les embauchent (Isabelle, 27, chercheur au sein d'une entreprise pharmaceutique) ou s'assurent que leur emploi serve à dénoncer des injustices, sensibiliser à des situations d'inégalités (Maryse, 28 ans, cinéaste). Chez les *technophiles* et les *technophilanthropes*, l'engagement peut aussi rimer avec les « affaires ». En ce sens, le rapport avec les actions bénévoles devient plus difficile à prendre en compte. Bien que peu de répondants disent faire du bénévolat dans une forme traditionnelle (« soupe populaire », participation aux « paniers de Noël »), plusieurs soulignent avoir déjà accepté de travailler pour des emplois pour lesquels ils sont sous-employés ou qui supposent un déclassement à l'embauche mais qui correspondent à des valeurs qu'ils veulent défendre, à un milieu « qui en a besoin » (c'est le cas d'Anaïs, 28 ans, qui a une formation d'avocate mais travaille dans un réseau Web d'action politique, ou le cas de Sylvain, 28 ans, propriétaire d'un centre sportif dans un quartier défavorisé et qui offre des cours de yoga à moindres frais pour les jeunes familles).

Bien sûr, on pourrait se demander si ce ne sont pas là les seuls emplois qui s'offrent à ces membres d'une « génération McJob » (Dagnaud 2011), plus qu'un choix conscient et engagé. Or, plusieurs répondants soulignent qu'ils ont également eu à refuser des emplois mieux rémunérés ou offrant de meilleures conditions de travail, parce qu'ils estiment justement

¹⁰⁸ L'entretien avec John s'est déroulé en anglais. Traduction libre des termes : « It just feels right to stand up for what you believe in... and this can mean a lot of things ».

l'entreprise peu éthique ou qu'elle ne correspond pas aux valeurs qu'ils souhaitent défendre (c'est notamment le cas de Stéphanie, 31 ans, militante du logiciel libre mais aussi de Michael, 33 ans, fondateur d'un réseau de micro-philanthropie). Pour d'autres, il s'agit d'un choix conscient de « faire sa part », en s'y inscrivant dans la durée par un emploi et non plus par une inscription sporadique. En ce sens, si les membres des générations X et Y sont parfois décrits comme démontrant des taux de participation bénévole élevés (Gaudet et Reed 2004 ; Canada 2009) – une réalité que les répondants remettent en doute du au fait de l'instrumentalisation du bénévolat dans les parcours scolaires – il demeure que la façon dont ils réinterprètent le milieu du travail comme un lieu légitime d'engagement social et politique est rarement mesuré, voire pris en compte par les enquêtes s'intéressant à l'engagement des membres de cette génération.

Chez les entrepreneurs sociaux, s'ils se préoccupent bien sûr de leur chiffre d'affaires, la salaire perd lui aussi en importance : plusieurs travaillent pour des revenus annuels faibles (autour de 20 000\$/année) et disent ne pas compter leurs heures de travail. Pour d'autres, l'engagement est associé à une pratique de tous les jours, un investissement personnel dans ses choix de vie. On peut ici évoquer le cas de Claudine (32 ans), créatrice d'un réseau de diffusion de vidéos-citoyennes, qui a par ailleurs choisi d'habiter en colocation avec une jeune famille ayant peu de moyens alors que ses revenus lui permettraient d'habiter seule. Somme toute, les répondants indiquent un ensemble de pratiques liées à leur choix de vie personnelle ou professionnelle, où les actions qu'ils posent viennent répondre à un besoin d'épanouissement et de réalisation de soi (ce qui corrobore les résultats de certaines enquêtes quantitatives menées sur la façon dont les pratiques des jeunes redéfinissent l'action bénévole : D-Code 2003; Livingston 2007).

Toutefois, afin de produire des changements sociaux, politiques ou culturels, ces actions et ces choix de vie doivent pouvoir s'ajouter à ceux d'autrui. Se pose alors la question du rapport entre des pratiques *individuelles* et leur articulation à des visées *collectives*. Comment les répondants perçoivent-ils l'adéquation de ces gestes menés dans la vie quotidienne avec une perspective qui dépasse leur vie personnelle ?

5.3.2 Entre l'individuel et le collectif : vivre selon ses valeurs

Tout comme dans le cadre des entretiens de groupe, les jeunes perçoivent la portée de leurs actions individuelles d'une manière paradoxale. D'une part, ce sont celles qu'ils évoquent spontanément quand ils réfléchissent aux gestes qu'ils ont posé dans un passé récent mais d'autre part, ils se montrent conscients des limites de ces actions quotidiennes. Ils doutent même, dans bien des cas, de leur portée. Les jeunes interrogés soulignent en effet qu'ils n'estiment pas ces pratiques et choix individuels comme une panacée. Alors que l'engagement semble occuper une part importante de leur vie, qu'ils s'inscrivent dans des organisations militantes multiples, travaillent dans le milieu communautaire, consomment de manière responsable et évoquent une pluri-appartenance à des associations et organisations en tous genres, il est surprenant de constater à quel point les répondants se montrent *critiques* de leurs propres engagements, remettant sans cesse en question la pertinence de ceux-ci.

Plusieurs considèrent, par exemple, qu'ils ne sont pas « suffisamment engagés », parce qu'ils « manquent de temps » pour s'investir autant qu'ils ne le souhaiteraient. D'autres déplorent qu'ils se « limitent à certains domaines » alors qu'ils pourraient être plus utiles ailleurs, notamment par le biais d'un engagement plus soutenu dans la durée. Enfin, plusieurs soulignent également que s'ils se font un devoir de mener une panoplie d'actions au jour le jour, celles-ci ne suffisent pas à répondre aux enjeux qui les interpellent (en particulier en ce qui concerne l'environnement, la consommation éthique et l'égalité hommes femmes), qui exigeraient selon eux une plus grande volonté politique, des lois, des choix de vie partagés par d'autres:

Quand tu vois que tu es le seul à ramasser les journaux qui traînent dans le métro, tu te sens un peu « pelleteur-de-nuages » [...] Y'en a qui vont te dire, ah, c'est bien, tu montres l'exemple. Mais moi je trouve que c'est pas suffisant. Je le fais, mais c'est pas assez pour agir sur l'environnement (Thomas, 22 ans, étudiant à temps plein).

J'essaie de faire attention. Mon recyclage, ce que je consomme. Je ne pense pas que c'est de l'engagement [...] Une personne engagée, c'est quelqu'un qui monte sur un pont pour mettre une affiche, qui s'attache à un arbre. [...] Moi, j'essaie juste de faire ma part (Jasmine, 29 ans, touche-à-tout).

Je pense que c'est important de taper sur les deux clous. Tu peux faire ton chemin et vivre tes valeurs si tu veux, mais il faut que ça serve au groupe. [...] Tu peux pas être le seul à agir. Ça doit faire partie d'une réflexion plus large (Jean-François, 24 ans, employé à la Société des transports de Montréal).

Pour Antoine (32 ans), rencontré en tant que pirate informatique mais qui travaille incidemment à la gestion Web d'un organisme de lutte contre l'itinérance, ce rapport entre le nombre de causes et le temps qu'on y consacre semble à ses yeux inversé, alors qu'ils estiment qu'une personne engagée doit, justement, se dévouer à plusieurs causes à la fois :

Moi je ne suis pas du tout engagé. À part l'organisation avec laquelle je travaille, je ne suis pas engagé parce que ça me prend trop de temps. [...] Avant j'étais militant dans plusieurs causes, là, je suis juste dans une seule cause. C'est devenu mon travail, alors j'ai plus le temps de faire d'autres engagements. J'en fais pas assez.

Ces jeunes évaluent la portée et la pertinence de leurs actions en fonction de l'impact qu'elles peuvent avoir auprès d'une collectivité. Or, aux yeux des jeunes, l'action doit aussi correspondre à des exigences *personnelles*, des *modes de vie* qui réfèrent à l'identité d'une personne, à sa *créativité*, à ses *compétences*. Ces dimensions expliquent en partie l'évaluation constante à laquelle ils soumettent leurs actions. S'ils se demandent toujours s'ils en « font assez » pour atteindre les buts visés, le plus important demeure toutefois d'être *cohérents* avec ce qu'ils souhaitent être, comme individus, comme citoyens. Comme l'exprime Weena, 21 ans, militante environnementaliste :

C'est pas suffisant mais au moins, j'essaie d'influencer des gens. Mes amis m'appellent pour me demander quel poisson consommer. Je les dirige vers la page [Web] de *Greenpeace*. Je leur suggère lesquels éviter [...] C'est à eux après de m'écouter ou pas.

Pour ces répondants, un premier dilemme concerne ainsi la « durée » de l'engagement : vont-ils favoriser un engagement à long terme, au sein d'une organisation ou d'une association où ils choisissent d'investir leur temps (et qui correspond pour plusieurs à un emploi) ? Ou au contraire, vont-ils multiplier les adhésions ponctuelles, prendre part à des actions quand ils ont « l'opportunité de le faire » (signer une pétition, appuyer financièrement une ONG, assister à l'occasion aux réunions d'une association étudiante) ? Pour l'ensemble des répondants, ces deux modes d'inscription dans la durée sont complémentaires : les *activistes* (qui s'inscrivent dans des pratiques d'engagement à long terme) soulignent à quel point le rôle des

sympathisants et des supporters ponctuels est nécessaire. Chez les observateurs ou « touche-à-tout » (qui se définissent comme de simples « supporters », ou s'inscrivent de manière sporadique au sein de plusieurs organisations à la fois), ils ont en grande estime ceux qui s'engagent de manière soutenue pour une cause.

Somme toute, les propos évoqués suggèrent que la panoplie d'actions soutenues ou sporadiques, individuelles ou collectives, fait partie d'un même processus d'essais et d'erreurs, qui vise l'expérimentation et la création de nouvelles solutions aux problèmes sociaux et politiques. Pour comprendre comment ces jeunes donnent un sens à des actions multiples, la notion de « régimes d'action » proposée par Boltanski et Thévenot (1991) peut s'avérer utile. Plutôt que d'analyser le sens de l'engagement à partir des *cadres cognitifs* régulés par un mouvement, ces auteurs proposent de prendre en compte les appuis *normatifs* convoqués par les individus quand ils donnent sens à leurs actions. L'assemblage d'une série de gestes posés dans différents régimes de pratique favorise alors l'actualisation de compétences individuelles par lesquelles ils élaborent les explications qui leur permettent de justifier leur position en fonction de *valeurs*, de s'ajuster à leur environnement, de coordonner leurs actions à celles d'autrui.

Dans ce contexte, le plus important demeure la responsabilisation personnelle face aux *choix individuels*. Aux yeux de ces jeunes, des actions en apparence isolées – réalisées au sein de la sphère privée ou de la vie quotidienne – peuvent dès lors « monter en généralités » pour s'ajouter à la trame narrative des « autres possibles ». Les acteurs interprètent alors différentes actions comme participant d'un même registre « environnementalistes », « féministes », « altermondialistes ». En croisant et en réinterprétant des espaces d'engagement et des cibles d'action multiples, l'engagement devient une quête « de tous les instants ». Plusieurs répondants soulignent à cet effet que s'ils sentent le besoin d'être toujours conscients, toujours cohérents, cela se traduit souvent par une impression d'essoufflement.

Le cas de Catherine (32 ans), entrepreneure sociale, est ici éloquent. Née d'une famille financièrement aisée et présentant des niveaux d'éducation élevés, elle a donné naissance à son premier enfant au tout début de la vingtaine ; un accident de parcours qu'elle n'avait pas

planifié. Sans emploi, elle a choisi de poursuivre ses études (elle a depuis terminé sa maîtrise et est actuellement inscrite au doctorat) ; ce qui la rendait non admissible à l'assurance chômage. Sans appui financier ni revenu pour payer son loyer, elle a déménagé dans un quartier défavorisé de Montréal et a choisi de vivre en colocation. Une situation qui l'a poussée à prendre un virage plus « engagé », à la surprise de son entourage :

Je me suis retrouvée enceinte, seule, sur les prestations d'aide sociale... Disons que c'est pas comme ça que mes parents avaient imaginé ma vie (rires). [...] J'ai remarqué qu'il n'y avait rien pour les mères comme moi : pas de support dans le quartier, pas d'endroit pour te reposer avec tes enfants [...] J'avais rien à perdre, j'ai fait un emprunt à la banque, j'ai décidé de prendre des cours du soir en gestion d'entreprises et j'ai ouvert le café.

Aujourd'hui, le café mis sur pied par Catherine se présente comme un « projet utopique, visant à vivre et à travailler autrement en accord avec ses valeurs fondamentales ». Le café est autogéré et toutes les décisions y sont prises suivant les principes de la démocratie directe. On y offre de la nourriture faite sur place à partir de produits locaux à prix abordable. Des produits de commerce équitable y sont servis et vendus, des groupes de musique y jouent gratuitement, un mur est mis à la disposition d'artistes locaux. Une cour et une salle de jeu permettent aux enfants de s'amuser pendant que les parents se reposent, et des groupes de mères y tiennent des rencontres hebdomadaires. Enfin, le café offre ses locaux à « toute organisation qui n'a pas de tribune médiatique habituelle » (des groupes de défense des droits humains, des groupes écologistes, étudiants, féministes, de gauche, anarchistes). En temps de campagne électorale, le lieu sert aussi à la tenue « d'assemblées de cuisine », sans favoriser a priori une idéologie ou un parti politique.

Bien que particulier, le cas de Catherine illustre de manière exemplaire une situation vécue par d'autres jeunes. Leurs engagements multiples et soutenus dans la vie quotidienne passent sous les radars des enquêtes qui mesurent la participation politique et sociale des jeunes selon des pratiques traditionnelles de bénévolat, d'inscription au sein d'un parti ou d'une organisation militante – et qui ne correspondent pas au café de Catherine. Pour elle, comme pour d'autres répondants, l'engagement, c'est avant tout un mode de vie :

Je ne suis pas habituée à dire que je suis ou pas une personne engagée, mais c'est évident que ça prend une place importante. [...] C'est une partie de moi. Tout ce que je fais est lié

au café. Mes décisions, mes vacances, mon réseau professionnel qui est aussi mon réseau personnel [...] Mon engagement, c'est ma vie !

Dès lors, je retiens de ces entretiens que si les espaces d'engagement et les cibles de l'action peuvent être multiples, les initiatives mises en avant par ces jeunes visent aussi à proposer diverses manières de « réinvestir » le social, le politique, l'espace public, quitte à créer ou à occuper de nouveaux lieux d'expression pour proposer des solutions multiples aux enjeux qui les interpellent. Peu importe si les actions servent à acquérir des compétences personnelles, peu importe si elles se vivent de manière détachée comme un « don de soi » ou si elles font partie de la vie professionnelle et permettent de « gagner sa vie », l'important demeure avant tout de vivre de manière cohérente avec une vision du monde et des valeurs qui les accompagnent et qu'ils doivent pouvoir *afficher* au quotidien. C'est ce qu'exprime Manu :

Quelqu'un qui n'a pas de gros revenus et qui finit par acheter chez *Costco* [(magasin de grande surface)], qui ne consomme pas toujours équitable parce qu'il ne peut pas, moi je comprends ça. Mais quand tu participes à des rencontres de « militants » et qu'à la pause, la personne va s'acheter du McDo, je décroche (26 ans, Communautiques).

Puisque plusieurs visions du monde, plusieurs façons d'être cohérent avec ses « valeurs » peuvent correspondre à des pratiques et à des modes d'engagement « de tous les jours », c'est aussi la frontière entre la vie privée et la vie publique, l'action individuelle et l'effort collectif qui se trouve constamment brouillée. Cela demande aux jeunes d'être constamment « à l'affût », toujours prêts à remettre en question leurs pratiques, à réinterpréter la portée de leurs actions. Dans cette auto-évaluation permanente, les jeunes se montrent critiques de leurs pratiques quotidiennes. Ils n'arrivent pas aisément à s'identifier comme « militants » ou « activistes ». Par ailleurs, être engagé signifie en quelque sorte avoir un intérêt ou une conscience sociale pour laquelle on agit, mais être militant renvoie à leurs yeux une implication soutenue dans la durée ; ce qu'ils n'arrivent pas toujours à faire.

Conscients, par ailleurs, de l'image que les médias véhiculent parfois de leur génération, ces répondants semblent manquer de confiance envers les gestes qu'ils s'efforcent de poser au quotidien. Ils diminuent la portée des actions qu'ils mènent dans des espaces expressifs, subjectifs, bien qu'ils sentent que leurs apports et leurs réflexions y sont mieux reconnus. Dans un contexte où des actions pragmatiques et décentralisées sont toujours remises en question,

alors que les jeunes ne veulent suivre ni groupe ni leader identifié à priori, ils apprennent à jongler avec des codes de sens multiples. Les « cadres interprétatifs » par lesquels ils définissent le « changement social », la « participation », voire même la portée de leurs actions sont donc changeants. Ils se modèlent en fonction du milieu dans lequel ils agissent et des enjeux auxquels ils s'attaquent. En ce sens, les répondants croisent de multiples significations: ils réinterprètent leur rôle, leurs gestes et leurs cibles d'action en fonction des échanges et des interactions multiples qu'ils ont dans des espaces variés de la vie quotidienne.

Loin de se montrer apathiques ou désengagés, les jeunes se montrent alors surtout critiques et *réflexifs* : après tout, l'engagement n'est pas, à leurs yeux, une finalité. Dans le contexte d'incertitude et de choix quotidiens qui marquent leur parcours de vie, l'engagement est avant tout un processus : une quête de sens.

5.4 Conclusion : le mythe du désengagement, une question de contexte ?

*A new age does not begin all of a sudden.
My grandfather was already living in the new age.
My grandson will probably still be living in the old one*
Bertold Brecht, « The New Age », Poems: 1913-1956

En interrogeant des jeunes d'horizons variés, en leur demandant s'ils se perçoivent ou non comme engagés, je cherchais avant tout à identifier les *cadres interprétatifs* qui leur permettent de cerner leur point de vue sur ce que signifie « agir » aujourd'hui. Certains changements sont bien sûr perceptibles dans le quotidien des jeunes et dans la façon dont ils choisissent de participer au développement de leur société. Or, si l'engagement et les attitudes de cette génération détonnent des générations précédentes, nous en savons généralement beaucoup moins sur la façon dont les jeunes *perçoivent* le contexte social et politique, comment ils *définissent* l'engagement. À cet effet, les entretiens individuels soulignent que le sens que les jeunes donnent à l'engagement peut changer en fonction des enjeux auxquels ils sont confrontés, selon les espaces au sein desquels ils choisissent d'agir. Toutefois, malgré la diversité des jeunes interrogés, des patterns se dessinent quant à la manière de décrire et de définir l'engagement.

Loin de se montrer apathiques ou désengagés, leurs propos soulignent une panoplie de modes d'action diversifiés et originaux, par lesquels ils essaient de produire des changements dans les sphères sociales et politiques. La manière dont ils favorisent des organisations plus horizontales, moins hiérarchisées, l'importance qu'ils accordent aux valeurs personnelles, aux choix de vie et aux actions quotidiennes n'est en soi pas une nouveauté. Au contraire, nous avons vu que ces modes d'action ont été popularisés par plusieurs mouvements sociaux depuis les années 1960, et en particulier par des mouvements de jeunes (Ion 1998, 2004 ; Juris et Pleyers 2009). En ce sens, les réflexions et les parcours de vie qui mènent les membres de cette génération à promouvoir des formes d'action qui s'expriment par des actions individuelles ou qui s'inscrivent dans des pratiques quotidiennes ne sont pas radicalement différents de ceux d'autres générations. Toutefois, c'est dans la façon dont ils expriment certaines *logiques* et certains *cadres d'interprétation* quand ils définissent « l'engagement » que leurs propos détonnent. On peut ici résumer quatre éléments de cette nouveauté :

1) Ils présentent des cadres interprétatifs nuancés et un métissage assumé

Comme le souligne Zarifian (2004) à propos de la génération de Mai 1968, les jeunes d'alors avaient l'impression d'être les premiers à vivre un monde de plus en plus « internationalisé » par les nouvelles possibilités médiatiques mais aussi par le développement de l'aviation. Dans le contexte de mondialisation économique et des échanges accrus d'information, les propos tenus par les répondants démontrent que les jeunes d'aujourd'hui ont aussi l'impression d'être aux premières loges de l'« interconnectivité du monde », désormais non seulement idéalisée mais vécue de manière prenante, au quotidien¹⁰⁹. Bien sûr, tous les jeunes ne sont pas devenus, du jour au lendemain, des « citoyens du monde ». Il demeure cependant que leurs réseaux d'appartenance font preuve d'une grande diversité, d'un métissage culturel important et d'une prise de conscience de l'imbrication et de l'interdépendance de situations vécues ici et ailleurs. Ce métissage influence le sens qu'ils donnent à l'engagement.

¹⁰⁹ Par exemple, les jeunes interrogés, comme bien d'autres individus dont ils partagent la condition sociale, ne voyagent pas uniquement pour le plaisir, mais aussi pour chercher ailleurs de meilleures conditions de vie, pour faire des études ou pour trouver des possibilités d'emplois.

Bien que certains cadres d'interprétation soient toujours hérités, ils sont aussi influencés par les parcours de vie des jeunes et des réseaux de socialisation multiples, qui leur permettent d'acquérir une variété de nouveaux cadres de référence, de s'affranchir de cadres interprétatifs usuels, et de nuancer et réinterpréter ainsi leurs représentations de ce qu'est l'engagement. Si la famille et le milieu éducatif offrent certaines représentations du milieu politique et militant (et que les jeunes identifient à des formes d'engagement plus formelles), ces modes de socialisation démontrent aux jeunes qu'il est possible de « faire de la politique autrement », de s'engager « malgré les limites » qu'ils perçoivent à leur participation. À l'ère d'une mobilité accrue des individus, alors qu'ils entrent en contact avec des gens éloignés et variés dans leur vie quotidienne, lors de voyages, en face-à-face ou sur les médias sociaux, ils vivent, partagent, prennent connaissance de multiples expériences grâce auxquelles ils *réinterprètent* ce que signifie « agir ». La reconnaissance d'identités multiples tout comme la possibilité d'échanger avec d'autres et de confronter ses idées sont dès lors non seulement perçues positivement mais elles sont même *recherchées* par les répondants.

Si certains se reconnaissent toujours dans les sphères publique, institutionnelle ou médiatique formelles, la plupart perçoivent plutôt une inadéquation entre les cadres acquis dans ces milieux et ce qu'ils estiment pouvoir faire eux-mêmes dans leur vie personnelle. Dans leurs propos, ils suggèrent alors une *réarticulation* entre, d'un côté, leurs aspirations politiques, sociales et démocratiques, et de l'autre, leurs expériences subjectives, les compétences personnelles et leur vécu quotidien. Ce faisant, l'engagement doit cependant toujours refléter leurs *valeurs*, aspirations et visions du monde pour qu'une action demeure *cohérente*.

2) Ils encouragent la liberté de pensée, la responsabilisation et les choix personnels

Les jeunes sont motivés à s'engager pour de multiples raisons. Cette motivation provient d'une prise de conscience de situations jugées injustes ou indignes mais elle se définit aussi par ce qui est refusé ou rejeté par la société et ce qu'on voudrait y voir changer. La « réinterprétation » de pratiques permet aux jeunes de se solidariser non pas autour d'une identité commune mais de s'identifier à d'autres en mettant en lumière des cibles, des espaces

et des grammaires d'action qui visent à prendre à contre-pied le jeu de la politique. Il s'agit alors de *résister* à un discours dominant ou de « prendre sa place » dans un espace où ils ne se reconnaissent pas, tout en assurant que le « vivre ensemble » demeure un lieu « à construire », à réinventer. L'important demeure de démontrer que « d'autres mondes sont possibles ».

Ce faisant, les jeunes s'intéressent à de nouveaux modes de débat et d'expression qu'ils jugent plus équitables, où ils peuvent intervenir librement, sans se voir imposer ni un rôle (détachement des institutions), ni une identité de « militant » (détachement des stigmates sociaux), ni un espace prescrit de délibération (détachement des espaces publics). Loin d'y voir un rejet de toute forme d'autorité, comme le suggèrent certaines enquêtes sur les valeurs de la génération Y (Bélanger 2009 ; Dagnaud 2011 ; Lévesque 2012), leurs propos démontrent plutôt qu'ils refusent d'obéir « aveuglément » aux décisions d'un mouvement ou d'une organisation, d'où l'importance qu'ils accordent à *la liberté de pensée*, à la reconnaissance des *capacités individuelles* et à l'*autonomie*. Par ailleurs, la logique et les cadres interprétatifs évoqués élargissent le champ de l'action pour y inclure, comme le suggère Young (2001) les voix inaudibles, la reconnaissance des minorités et les « extériorités » non prévues par les experts (Callon, Lascoumes et Barthes 2001 ; Ion 2004). Cela évoque une aspiration à une démocratie plus directe, tout comme l'importance accordée à l'*expression d'opinions personnelles* : comme le suggèrent les expressions « avoir son mot à dire », « faire valoir ses idées » ou « défendre des idées » évoquées par les jeunes en entretien. Le sentiment de réciprocité s'appuie enfin sur des expériences, des idées et des valeurs partagées bien plus que sur l'adhésion à un groupe, une association ou l'identification à un leader. En ce sens, si la notion de *solidarité* demeure importante aux yeux des jeunes, celle de *responsabilité personnelle* le devient tout autant, de même que l'*affichage* d'opinions et de *choix personnels* : l'engagement doit d'abord partir de soi.

3) Ils favorisent l'initiative, la créativité, et l'originalité

Dans ce contexte, *l'expérimentation* est particulièrement importante. Aux yeux des jeunes, l'acteur « engagé » est décrit ou représenté comme un *créateur*, un instigateur de

l'action. L'instantanéité, l'originalité ou l'aspect ludique parfois attribués aux pratiques des jeunes (Tapscott 2009 ; Dagnaud 2011) n'interdisent pas que leurs actions individuelles ou ponctuelles puissent avoir des portées collectives. Au contraire, c'est en donnant une visibilité à ces gestes « de tous les jours », que ces jeunes estiment pouvoir agir sur des imaginaires collectifs. Les répondants se montrent d'ailleurs moins sensibles aux discours dogmatiques ou idéologiques (qu'ils vont plutôt tourner en dérision : voir figure 13) et accordent plus d'importance à l'*initiative* qu'à l'*adhésion* comme moyen d'influencer leur société (Ion 2004, 2007 ; McDonald 2004).

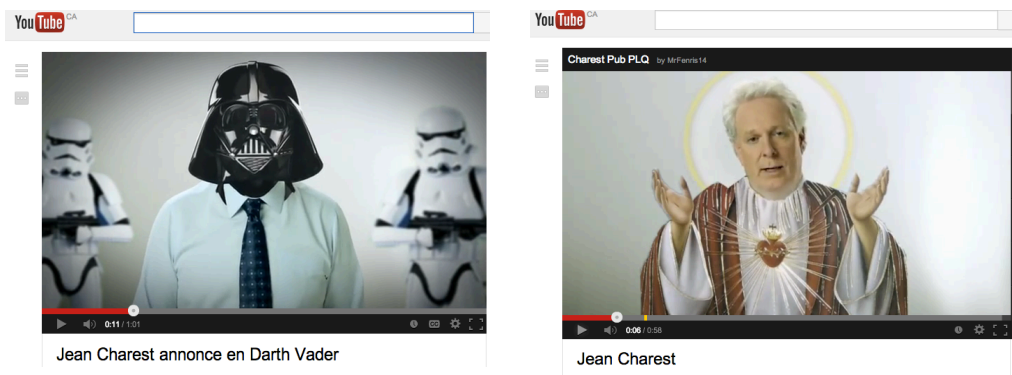


Figure 13: Exemples de vidéos diffusées sur le Web parodiant une campagne politique officielle (2012)
Sources : <http://youtu.be/7GW5cmiqgXI> et http://youtu.be/G_ycImGI8IE (visités en date du 18 juin 2012).

Or, si les actions quotidiennes misent sur des expériences, des valeurs et des initiatives personnelles, les réseaux de relations jouent un rôle primordial. Quand ils décrivent leur motivation à agir, les jeunes évoquent deux objectifs qui se croisent et se répondent : 1) améliorer la société « ici et maintenant » ; et 2) provoquer des changements qui peuvent se répercuter ailleurs et pour d'autres générations. Comme le souligne Juris dans son observation du mouvement *Occupy* : « Social movements operate through multiple temporalities and across diverse spacial mechanisms » (2012 : 273). Pour répondre à la complexité des enjeux liés à la surconsommation, au réchauffement climatique, à l'égalité homme/femme, l'action se joue, aux yeux des répondants, sur plusieurs fronts à la fois. Cela exige une *adaptabilité* de l'action, une *créativité* des acteurs de même qu'une capacité à proposer des modes de participation sociale et politique qui sortent des sentiers battus.

4) Des actions pragmatiques, efficaces et réflexives

Ces jeunes ressentent le besoin de ne rien manquer, de tout connaître. De ce fait, ils deviennent vite des « touche-à-tout ». C'est ce qui explique en partie leur intérêt pour des actions plus pragmatiques (où ils ont l'impression d'observer plus directement les résultats de leurs actions) mais qui suggère aussi une réflexivité et une remise en question constante de leurs actions individuelles :

Je le sais bien que ça ne changera pas le monde si je fais mon compost, ou si j'achète bio... mais en même temps, ça peut pas nuire. [...] Au moins j'ai l'impression d'être fidèle à moi-même. Ça peut donner des idées à d'autres (Maryse, 28 ans, cinéaste).

Quand on dit qu'acheter c'est voter, c'est vrai mais c'est faux. C'est bien si tu peux boycotter un produit, mais y'a pas juste la consommation dans la vie. Si moi je fais une action, mes choix doivent répondre à des choix de société (Louis, 25 ans, designer Web).

À la croisée d'un processus hautement personnel et subjectif, l'engagement est donc aussi lié à la réflexivité de l'acteur. Plus encore, « s'engager » devient en quelque sorte une *expérience* en soi. Pour plusieurs, cela s'exprime par un milieu de travail qu'ils choisissent parce qu'il correspond à leurs valeurs. Pour d'autres, il s'agit d'encourager de nouveaux modes de consommation, d'alimentation, d'utiliser des logiciels libres. Cela peut aussi s'exprimer par un refus de reproduire des rapports de domination (dans le cas des membres d'organisations de coopération internationale, de groupes féministes ou de défense des droits humains), voire en se montrant solidaires d'individus et de causes éloignés. Cette logique *d'expérimentation* (Pleyers 2012) laisse également place à des collectifs éphémères, peu structurés, qui croisent des expériences de vie et des valeurs défendues mais qui visent, somme toute, à tester d'autres façons « d'agir » face à des enjeux multiples et indéterminés. C'est ce que suggère Falconer :

In the 60's people were rebelling against something that was tangible and finite, and saying: That is not the answer, this is the answer. Today's groups don't have the answer in tangible terms. Their answer is: we need to figure it out. We need corporations to back off, the environment to stand still, while we figure out the answer (2001: 97).

En somme, l'ensemble des *cadres interprétatifs* évoqués par les répondants s'appuie sur des réseaux d'appartenance multiples et flexibles, qui proposent des symboles, des modes de vie quotidiens et des initiatives originales par lesquels les jeunes explorent d' « autres possibles ».

Cette attitude d'être « toujours prêts » à réinventer l'action peut démontrer une peur de s'engager. Elle peut également témoigner d'un individualisme exacerbé qui refuserait tout investissement à long terme envers une organisation, une cause, une institution. Or, elles soulignent aussi une prise de conscience des compétences individuelles, et ce qu'elles peuvent apporter à la collectivité. En ce sens, si les recherches sur l'engagement des jeunes soulignent l'émergence de nouveaux modes d'action « spontanés », ludiques et pragmatiques, les propos des répondants rappellent que les pratiques qu'ils mettent en œuvre s'arriment à une importance accordée à *l'interaction* et la capacité *d'expression* des individus. On y décèle donc, d'une part, une perception du changement social qui se conçoit désormais comme une agrégation de pratiques individuelles, et d'autre part, un engagement perçu comme une quête de *sens* : où il incombe à chacun de trouver les manières de rester cohérent dans ses valeurs et ses aspirations politiques, sociales ou culturelles.

Pour trouver les « bonnes façons d'agir », les jeunes recourent à des sources variables d'information, veulent comparer des opinions, explorer différents points de vue au sujet de situations et d'enjeux qui les interpellent. En échangeant avec d'autres, en expérimentant une diversité de formes de participation sociale et politique, ils construisent, nuancent et réinventent les « cadres interprétatifs » et les significations qu'ils donnent à l'engagement. Toutefois, il demeure difficile de comprendre comment ils arriment leurs pratiques individuelles à celles d'autrui. Et en quoi leur inscription dans des réseaux d'interaction variés peuvent-ils transformer le rôle des « membres », des adhérents, des observateurs ? Dans un contexte où les jeunes explorent de nouveaux possibles et de nouveaux codes de sens, le rôle que jouent les réseaux d'interaction devient donc déterminant.

Chapitre 6. S'engager à l'ère du Web 2.0

Information, innovations et réseaux numériques

*Technology is neither good nor bad;
nor is it neutral*
Kranzberg, 1986

Au-delà des multiples façons par lesquelles les jeunes réinterprètent et redéfinissent la portée de gestes « engagés » il demeure que c'est la possibilité d'entrer en contact avec de multiples opinions, codes de sens et pratiques d'engagement qui inspirent aux jeunes de nouvelles façons de penser le « changement social » et les « répertoires d'action ». À cet effet, deux facteurs stratégiques ont été identifiés comme participant des transformations de l'engagement : l'émergence de multiples formes et pratiques d'engagement qui réfèreraient à une nouvelle *culture* de l'action ou une nouvelle façon de concevoir la participation sociale et politique (ce que semble en partie démontrer les propos des répondants) et d'autre part, le rôle que prennent les technologies numériques et mobiles au sein des nouvelles pratiques.

Si plusieurs recherches s'intéressent aujourd'hui à la façon dont le Web est employé par des activistes et des militants, on a vu que c'est encore par la lentille des institutions et des organisations formelles que l'on essaie bien souvent de comprendre la nouveauté de ces usages numériques. De ce fait, les enquêtes offrent certes des éclairages intéressants sur les pratiques de « cyberactivisme » ou l'intérêt que peuvent y porter les jeunes, mais elles en disent encore trop peu sur *l'évaluation* que les jeunes font de ces outils, les *raisons* pour lesquelles ils y recourent et pour produire quels types de changement social ou politique.

Dès lors, prenant appui sur les *langages* et les cadres *interprétatifs* évoqués par les jeunes en entretiens de groupe et en entretiens individuels, j'ai donc voulu explorer plus en profondeur les *sources d'information* et les *réseaux d'interaction* par lesquels les membres de cette génération acquièrent et enrichissent les codes de sens et les définitions qu'ils donnent à l'engagement. Comment recherchent-ils des informations sur des causes et des enjeux qui

leur tiennent à cœur ? Quels sont les outils médiatiques qu'ils privilégient quand ils s'intéressent à une cause ? Quels réseaux, plateformes ou supports technologiques favorisent-ils pour échanger leurs idées, opinions et préoccupations sur des enjeux variés ? Par quels moyens diffusent-ils ou prennent-ils connaissance de nouveaux répertoires d'action ? Et comment interprètent-ils la portée des actions qu'ils mènent sur le Web ?

Les propos soulevés en entretiens de groupe et en entretiens individuels démontrent à cet effet que les TIC ne sont pas l'unique facteur qui agit sur l'engagement des jeunes. Bien au contraire, leurs propos rappellent l'importance des expériences individuelles, du rôle que jouent la famille, les amis, les organisations militantes formelles, tout comme les conditions sociales, économiques ou d'emploi qui participent aussi de leur prise de conscience de certains enjeux, et qui les mènent à privilégier des pratiques en ligne mais aussi dans la vie quotidienne¹¹⁰. En ce sens, rappelons que les réseaux d'interaction des jeunes ne sont donc pas que numériques : la relation entre le Web et l'engagement s'inscrit dans un ensemble *d'interactions*, de *représentations*, de *motivations* et de *valeurs* qui mènent les jeunes à évaluer, redéfinir ou réinterpréter les meilleures manières d'« agir » aujourd'hui.

Toutefois, les propos soulevés lors des entretiens rappellent aussi l'importance de pratiques qui se vivent au quotidien, le refus d'un *prêt-à-penser*, une remise en question du monopole des institutions, des médias traditionnelles et des organisations formelles sur la connaissance et les répertoires d'action (Granjon 2001 ; Ion 2004 ; Coleman 2012 ; Castells 2012). Les jeunes démontrent un intérêt marqué pour la reconnaissance des compétences individuelles et l'expression d'opinions personnelles ; ce qui renforce l'idée d'un processus d'individuation propre aux sociétés modernes (Martuccelli 2002). Dans ce contexte, les jeunes sont amenés à évaluer, développer et construire « leur modèle de conduite » dans un rapport *relationnel*.

¹¹⁰ L'enquête menée par le CEFRIO (2009) auprès de 2020 jeunes de 12-24 ans souligne notamment qu'à l'ère des médias sociaux, les jeunes accordent toujours plus de crédibilité aux nouvelles diffusées par les médias de masse (télévision, radio, journaux) et que ce sont d'abord vers leurs familles et amis qu'ils se tournent pour se faire une meilleure idée des enjeux politiques.

Ainsi, malgré la diversité des répondants interrogés et malgré les multiples formes d'engagement qu'ils préconisent, les propos des jeunes suggèrent que *l'échange* et *l'accès à l'information* deviennent particulièrement importants pour agir de manière éclairée. Dès lors, pour explorer la relation entre l'engagement des jeunes et leur recours aux TIC, j'ai voulu savoir, en premier lieu, comment ils perçoivent le contexte des « sociétés de l'information ». Quel est leur rapport aux technologies numériques, quelle place prennent-elles dans leur vie ? Puis, j'ai interrogé leurs expériences d'une utilisation du Web à des fins de mobilisation sociale ou politique. Quels outils, plateformes ou compétences sont privilégiées ? Enfin, j'ai confronté ces perceptions et imaginaires du Web « engagé » à l'usage qu'ils en font dans la vie quotidienne. Ce faisant, il s'agissait d'interroger les *sources* par lesquelles les jeunes acquièrent des informations sur des enjeux qui leur tiennent à cœur, tout comme les *réseaux* par lesquels ils discutent et s'expriment sur ces enjeux (en face-à-face autant que dans des échanges virtuels).

Parmi les jeunes interrogés, rappelons que certains sont très technophiles alors que d'autres le sont moins. Certains les emploient dans le cadre de stratégies visant à mobiliser d'autres jeunes *par* le Web, alors que d'autres s'engagent dans des modes de participation usuels. Puisque leurs réponses peuvent ainsi offrir des perspectives variées sur le rapport des jeunes aux TIC, il s'agit d'examiner plus en profondeur les multiples façons dont les membres de cette génération *interagissent* avec la technologie, au quotidien. Ce faisant, j'estime qu'il est important d'explorer les nouvelles logiques d'action, les nouvelles façons de concevoir l'engagement et qui sont propres à un *contexte* marqué par les TIC. En « des-exceptionnalisant » ainsi les usages du Web, il s'agit d'interroger les *représentations*, les *valeurs* et les *codes de sens* que ces jeunes acquièrent et diffusent au sein de réseaux d'interaction multiples, et où les médias sociaux jouent bien sûr un rôle important.

Ce faisant, les entretiens individuels permettent de soulever des éclairages importants sur les trois thèmes suivants: 1) la façon dont les jeunes perçoivent et évaluent le contexte médiatique et la façon dont le Web peut servir à des fins politiques ; 2) les usages qu'ils font des TIC au quotidien et le rôle que joue l'affichage personnel d'idées, d'opinions et de positions sur les

médias sociaux; 3) et enfin, comment ils emploient ces réseaux pour transmettre et diffuser des représentations et des codes de sens.

6.1 Le Web « engagé » : nouveaux espaces, nouvelles pratiques

*If you want to liberate a society,
just give them the Internet.*
Wael Ghonim, 2011

« Pour libérer une société, il suffit de lui donner Internet ». Ces termes désormais célèbres de Wael Ghonim, l'employé de Google devenu véritable figure de proue de la contestation anti-Moubarack de 2011, ont été prononcés par Ghonim aux journalistes de la CNN, au moment de sa libération par les forces de l'ordre¹¹¹. Dans un même souffle, le « héros de la révolution égyptienne » remerciait alors le créateur de *Facebook*, Mark Zuckerberg, pour avoir inventé une application qui a joué à ses yeux un rôle décisif dans la chute du dictateur. En Tunisie, ce sont les outils *Twitter* et *Wikileaks*¹¹² qui ont été associés au départ du Président Ben Ali, popularisant le terme « révolution *Twitter* » (un terme d'abord employé dans le cadre des événements Moldaves et Iraniens de 2010), en permettant aux activistes de déjouer les militaires, de faire connaître la situation aux observateurs internationaux tout en identifiant rapidement la position de tireurs d'élite, l'emplacement des cliniques de fortune ou leurs besoins en don de sang (Lotan et al. 2011 ; Gerbaudo 2012).

Associant directement les activistes à leurs utilisations novatrices des médias sociaux, les expressions « jeunesse *Twitter* », « parti *Facebook* » ou « révolution *Wikileaks* » sont devenus des termes courants chez les journalistes qui, comme le suggère Hofheinz (2011), ont cherché dans le développement d'outils « révolutionnaires » des implications elles aussi

¹¹¹ Wal Ghonim avait été arrêté par les forces de l'ordre égyptiennes pour avoir mis sur pied la page *facebook* « Nous sommes tous Khaled Saïd ». Pour entendre l'entrevue de Wael Ghonim: <http://www.cnn.com/video/data/2.0/video/bestoftv/2011/02/11/exp.ghonim.facebook.thanks.cnn.html>.

¹¹² Selon certains analystes, bien que la mobilisation tunisienne se soit constituée à l'origine contre un régime jugé oppressif et contre des conditions de chômage élevé chez les jeunes, le mouvement de contestation se serait enflammé dès décembre 2010, à la divulgation sur *Wikileaks* des rapports entretenus entre la famille Ben Ali et la mafia italienne, ce qui aurait précipité le départ du dictateur. Voir par exemple l'article: <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1347336/First-Wikileaks-Revolution-Tunisia-descends-anarchy-president-flees.html>.

«révolutionnaires ». Or, comme je l'ai souligné dans le cadre de cette recherche, de nombreux commentateurs, observateurs et politologues ont réfuté la relation causale entre ces outils et les mobilisations, insistant sur les risques encourus par les militants sur le terrain (Dahkli 2011 ; Tavoularis 2011), l'incapacité d'une technologie à produire à elle seule un soulèvement (Gladwell 2012) ou rappelant de manière très concrète qu'au moment de la fameuse « révolution *Facebook* », seuls 25% des Égyptiens possédaient une connexion Internet, 4% détenaient un compte *Facebook* et plusieurs des manifestants qui marchaient dans la rue ne connaissaient même pas ce « réseau » dont parlaient tant les médias internationaux (Gerbaudo 2012). Toutefois, s'il est aujourd'hui convenu de dire que les médias sociaux *appuient* et non pas *produisent* les mobilisations (Hofheinz 2011 ; Juris 2012 ; Castells 2012), il demeure que ces multiples débats et couvertures médiatiques sur les espoirs et les limites du Web jouent aussi sur les *imaginaires* des jeunes, sur la façon dont ils perçoivent la portée que peuvent avoir ces outils à des fins de mobilisation sociale et politique.

En explorant comment les membres de cette génération décrivent ce contexte médiatique, il est évident que les TIC prennent une place importante dans leur vie. On estime souvent qu'elles sont structurantes de la socialisation des jeunes et par ailleurs, que par leur connaissance de ces outils, les jeunes participent directement au développement et à la création de nouveaux usages, applications et contenus sur le Web (Castells 2006 ; Tapscott 2009). Toutefois, j'insiste encore ici sur le fait qu'on ne peut considérer les jeunes comme un bloc monolithique. Tout comme les répondants présentent une multitude d'identités, de parcours et d'expériences de vie qui les distinguent, il en va de même de leurs appréciation, habileté et appropriation de ces technologies au quotidien.

Ainsi, j'ai d'abord voulu savoir quelles sont les sources d'information auxquelles les jeunes réfèrent quand ils prennent connaissance de certaines causes ou enjeux qui les interpellent et à quelles plateformes ou compétences médiatiques ils réfèrent dans le cadre de mobilisations. Après tout, ce que les individus choisissent de faire avec les TIC dépend aussi de *l'expérience* qu'ils ont de ces technologies. J'ai donc interrogé les répondants sur la façon dont ils définissent : 1) ce qu'est la « société de l'information » ; 2) comment ils emploient ou ont déjà employé ces outils dans le cadre de mobilisations – surtout en ce qui concerne les

cybermilitants et *techno-philanthropes* – et quelles expériences ils ont d’une utilisation des TIC par des organisations militantes, communautaires ou des partis politiques – en ce qui concerne les *activistes*, les *technophiles* et les *originaux* ; et 3) comment ils évaluent la portée de ces actions. Ces technologies affectent-elles les formes, les modes et les structures de l’action ? Et croient-ils qu’elles peuvent produire des changements sociaux ou politiques ? Loin d’une description techno-déterministe du changement social, leurs propos soulignent une perception ambivalente des potentialités du Web, à la croisée du développement de nouvelles technologies tel que perçu, vécu et expérimenté par ces jeunes, et la façon dont ces outils sont employés par des groupes ou des organisations militantes et politiques, à l’heure actuelle.

6.1.1 Vivre dans une société de l’information

Si on les dit membres d’une génération « de l’information », c’est bien parce qu’on estime que les jeunes ont grandi dans un écosystème marqué par le développement des TIC (Rheingold, 2002 ; Tapscott 2006, 2009). Au Québec, les jeunes québécois passent en moyenne 19 heures par semaine à naviguer sur le Web, soit autant que le nombre d’heures passées devant la télévision (CEFRIO 2009, NETendances 2011). À ceux qui trouveraient ces chiffres élevés, rappelons qu’au même âge, les *babyboomers* canadiens et américains consommaient en moyenne 22.4 heures de télévision par semaine (Tapscott 2009 : 20)¹¹³. Les jeunes naviguent sur le Web surtout à la maison et pour les loisirs mais depuis l’arrivée des téléphones intelligents, ils le font aussi à l’extérieur, en déplacement et dans un ensemble d’activités liées au travail, à l’éducation, à la consommation (NETendance 2012). Ils sont d’ailleurs de plus en plus nombreux à posséder un téléphone cellulaire : ils étaient 57% à en utiliser un en 2009 contre 83% en 2012 (CEFRIO 2009 ; NETendance 2012) mais ils demeurent toutefois relativement moins nombreux à posséder un téléphone intelligent (38%) ou une tablette numérique (5%) – bien que l’adoption de ces outils soit particulièrement rapide (considérant que la mise en marché des tablettes numériques s’est faite en 2010 et que ces résultats ont été

¹¹³ Il est important de noter que les heures passées sur Internet et celles passées devant la télévision ne sont pas cumulatives. Un individu peut regarder des émissions de télévision *sur* le Web mais il peut aussi effectuer les deux activités en même temps. Tapscott (2009) suggère d’ailleurs que la télévision est souvent écoutée par les jeunes comme « bruit de fond » pendant qu’ils naviguent le Web.

recensés selon NETendance, en 2011). Cela dit, bien qu'il existe toujours des clivages entre l'utilisation et la rapidité de connexion à Internet (accès ou non à la haute vitesse), ils se sont rétrécis au cours des années, avec 91% des jeunes québécois qui ont désormais accès à une connexion haute vitesse à la maison et qui y accèdent avec un ou plusieurs de ces outils (CEFRIO 2009 ; NETendance 2012).

Concernant leurs utilisations des TIC, les médias sociaux occupent une place de choix. 91% des Québécois de 35 ans et moins les visitent régulièrement et ils y passent en moyenne 7.2 heures par semaine (NETendance 2011, 2012).¹¹⁴ À cet effet, le Canada se montre particulièrement branché : une enquête de eMarketer¹¹⁵ estimait en 2011 qu'il s'agit du pays présentant le plus haut taux de connexions aux médias sociaux dans le monde, avec 17.1 millions d'utilisateurs prévus pour 2014. Si les réseaux les plus populaires chez les Canadiens sont multiples (*Twitter, LinkedIn, Google+, Pinterest*), notons que *Youtube* et *Facebook* remportent largement la palme du nombre de connexions, avec au Québec respectivement 57% et 61% des Québécois qui possèdent un compte *Youtube* et *Facebook*, tous âges confondus (NETendance 2012).

En ce sens, on ne peut nier la présence marquée de ces technologies dans la vie des jeunes. Les plus âgés des répondants, nés aux premiers balbutiements de la « société de l'information », mentionnent en entretien se souvenir du premier achat d'un ordinateur à la maison, de leurs premiers lecteurs DVD (et même CD), de l'arrivée d'Internet alors qu'ils entamaient leurs études secondaires, ce qui a chamboulé leur façon de faire leurs devoirs et travaux scolaires. Quant aux plus jeunes, leur immersion « technophile » évoque moins une « rupture » liée à l'arrivée des TIC qu'une présence en continu, alors qu'ils ont grandi avec un ordinateur à la

¹¹⁴ À titre comparatif, en 2011, 79% des 18-34 ans entretenaient un compte personnel sur les médias sociaux, contre 54.3% des 35-44 ans (qui les fréquentent 6.1 heures/sem), 43.6% des 45-54 ans (qui les fréquentent 4.9heures/sem), 30.4% des 55-64 ans (qui les fréquentent 2heures/sem), et 13.1% chez les 65 ans et plus (qui les fréquentent autant que les 45-54 ans, soit 4.9heures/sem).

¹¹⁵ Le site de eMarketer met toutefois ces informations à jour et suggère que les Etats-Unis pourraient bientôt prendre le dessus comme premier pays connecté: voir le site de eMarketer : <http://www.emarketer.com/Article/Social-Networking-Dominates-Time-Spent-Online-Canada/1010023>; ou l'article suivant : <http://www.theglobeandmail.com/technology/digital-culture/social-web/canadas-most-socially-networked-title-slipping-away/article550205/>

maison, des téléphones cellulaires et Internet¹¹⁶. En entretien, ils évoquent toutefois les pressions du marché de l'emploi et les nouvelles exigences liées à ces technologies dans le milieu de l'éducation. Qu'ils soient plus âgés ou plus jeunes, il est à noter que la majorité des membres de cette génération préférerait se passer de la télévision que d'Internet (Tapscott 2009).

Sans quantifier moi-même l'utilisation qu'ils font des médias sociaux et des TIC (ce que font par ailleurs d'autres recherches) j'ai tout de même interrogé les répondants sur l'utilisation qu'ils en font au quotidien: s'ils possèdent uniquement un courriel ou aussi des comptes *Facebook*, *Twitter*, *Youtube* ; s'ils visitent d'autres types de réseaux sociaux ; quels sont ceux qu'ils favorisent et surtout, pourquoi. De ce point de vue, ils présentent bien sûr des consommations et des appropriations technologiques variées. Certains suivent à peine la vague numérique alors que d'autres ont été approchés parce qu'ils ont justement créé des entreprises sociales liées au Web 2.0, gèrent des communautés virtuelles ou développent de nouvelles applications et logiciels Web ; ce qui implique des connaissances, un intérêt et des habiletés particulières. Or, s'ils s'intéressent à ces outils à divers degrés, ils les reconnaissent toutefois dans l'ensemble comme un élément important de leur vie quotidienne :

Je vais sur *Facebook* pas longtemps, mais à peu près tous les jours. Je peux y retourner souvent. *Twitter*, j'y vais pas mal moins. 2, 3 fois par semaine, mais ça dépend. [...] Pour les courriels, c'est différent : c'est pas comme si je décide d'y aller, c'est lié à ma job. C'est comme le téléphone (Sylvie, 25 ans, politique municipale).

Je pense que je ne dois pas être de mon temps. J'ai un compte *Gmail*, j'utilise *SurveyMonkey* parce que ça m'aide dans la recherche. *Doodle* aussi pour nos rencontres d'équipe [...] Je pense qu'on peut dire que je suis un vrai dinosaure [rires]. J'ai pas de cellulaire. J'ai pas de compte *Facebook*. Je vais pas lire de blogues. Ça me tente pas de savoir ce que disent les vedettes sur *Twitter* (Isabelle, 27 ans, chercheure).

J'ai ouvert un compte dans à peu près tout ce qui existe, je crois. Mais c'est plus pour tester l'interface. *Facebook* j'y vais pas mal tous les jours. Je suis sur *Twitter*, *Google+*, j'ai mon groupe *MeetUp*. Je suis sur *LinkedIn*, *TakingITGlobal*, quoi d'autre [...] J'ai des

¹¹⁶ Une enquête Canadienne menée par D-Code (2003) distingue deux sous-groupes de la « génération de l'information » : les plus âgés (45-35 ans aujourd'hui) sont décrits comme appartenant à la cohorte *Nexus* de par le rôle de « maillon » qu'ils jouent entre la consommation des médias de masse et les nouvelles TIC, alors que les plus jeunes (35-25 ans aujourd'hui) sont appelés *Velos* pour la rapidité avec laquelle ils ont adopté ces TIC.

comptes *Tumblr*, *Flickr*, mais je pense qu'ils sont vides. *Instagram*, bof. *Pinterest*, je sais pas ce que je fais avec ça...(Jim, 25 ans, fondateur d'un réseau *MeetUp* philosophie).

Toutefois, s'il leur est aisé de décrire la place qu'occupent ces outils dans leur vie (ou dans celle d'autres jeunes), l'idée de faire partie d'une société « mue par l'information » fait moins l'unanimité. Plusieurs se montrent d'ailleurs bien au courant des enjeux et débats qui concernent le terme « société de l'information » – qui d'un point de vue théorique est encore largement discuté (Breton 2000; Rheingold 2002 ; Norris 2002, 2009 ; Mattelart 2006). Ils soulignent que les échanges numériques servent aussi à transférer des données personnelles, des transactions financières, qu'elles se déroulent dans un cadre d'une « numérisation » de l'information, ce qui ne se traduit pas nécessairement en une société « mieux informée ». Les propos de Simon font état de cette réflexion :

Je ne sais pas si on doit dire société de l'information, ou du savoir, ou société des connaissances, ou numérique [...] Je pense que c'est réducteur de tout identifier la population de la planète avec des arguments comme : ah ben là, grâce aux téléphones intelligents, tout le monde peut tout savoir tout de suite. C'est pas comme ça que ça se passe (27 ans, réseau en appui aux pistes cyclables).

La représentation du Web comme utopie « connective » – où les technologies seraient perçues en tant qu'outils favorisant la démocratie, réduisant les inégalités ou encourageant la cohésion sociale (Lévy 1997; Castells 1998) – n'est visiblement pas partagée par les jeunes rencontrés. Bien au contraire, tout comme dans les entretiens de groupe, plusieurs rappellent que les usages du Web diffèrent toujours selon les groupes sociaux, l'âge, les conditions économiques¹¹⁷. À cet égard, les *cybermilitants* et les *techno-philanthropes*, reconnaissent d'emblée que ces outils peuvent avoir des répercussions positives dans les sphères politiques, sociales, culturelles ; c'est après tout la raison pour laquelle ils s'y intéressent comme mode d'appui à des pratiques d'engagement. Mais ils estiment tout de même, comme certains *technophiles*, que ce sont alors davantage la *flexibilité* et la *mobilité* de ces outils qui transforment les façons de travailler, d'interagir, de consommer et d'apprendre plus que le

¹¹⁷ Des enquêtes américaines soulignent à cet effet que l'internaute-moyen est un peu plus riche que la moyenne, plus éduqué, blanc et masculin (PEW 2006 ; Boyd 2008). Or, des distinctions s'opèrent aussi dans les usages : *Facebook* attire en moyenne plus de femmes, plus de professionnels et d'étudiants, des gens ayant un enfant à la maison, avec un diplôme universitaire et des revenus moyens, alors que *Youtube* et *Twitter* attirent davantage les hommes, les professionnels, les diplômés universitaires et les individus ayant des revenus moyens à élevés (NETendance 2012).

simple accès aux TIC. En d'autres termes, vivre dans une « société de l'information » ne signifie pas que ce sont les technologies qui « changent le monde », mais que ces outils offrent plus de possibilités d'échanger et de collaborer entre des individus variés. C'est en ce sens qu'ils estiment que les TIC peuvent contribuer à des stratégies d'action collectives.

Pour les répondants *activistes* ou chez certains *originaux* qui disent s'intéresser peu à la technologie, ils soulignent que s'ils recourent aux TIC dans la vie quotidienne, c'est plus par convention ou par obligation professionnelle que par préférence. Certains répondants affirment même que, dans le contexte médiatique actuel, ils se sentent parfois *contraints* d'employer les TIC : que ce soit parce qu'elles deviennent nécessaires dans le milieu du travail ou de l'éducation ou même parce que c'est devenu une manière normale d'entretenir des relations familiales et sociales, au même titre que le téléphone et le courriel :

Nos profs au Cégep [(niveau collégial)], c'était une obligation dans nos travaux. Il fallait avoir un minimum de 5 références sur le Web. Je ne vois pas le but. Tu peux aller chercher des informations là, mais tu peux aussi les chercher ailleurs. Ça dépend du sujet, pas du Web (Marc-Antoine, 25 ans, webmestre conférence régionale des élus) !

Y'a des *boss* qui vont toujours t'appeler sur ton cellulaire. Moi, j'ai décidé que si j'en avais un, c'était pour des urgences. Mais là, ton boss t'appelle le soir, les week-ends, et t'es sensée répondre (Maya, 24 ans, étudiante et multi-activiste).

Notre génération est peut-être plus connectée... Mais je crois que c'est plutôt tout le monde qui utilise Internet aujourd'hui. [...] Quand ma grand-mère m'a envoyée un courriel, au début je capotais ! [rires] Là, qu'elle m'écrive sur *Facebook*, ça me surprend moins. C'est devenu normal (Rafaëlle, 26 ans, touche-à-tout).

Loin d'être présenté comme l'apanage des jeunes, c'est l'ensemble de la société qui, aux yeux des répondants, utilise et mise sur le développement de ces technologies¹¹⁸. Et donc, loin de décrire les TIC comme des objets de convoitise, comme reflétant un choix de vie propre à leur génération ou comme incarnant une utopie d'émancipation et de démocratisation par les TIC, le Web et les médias sociaux sont simplement perçus comme des objets de la vie courante (au

¹¹⁸ L'écart générationnel dans la consommation des médias sociaux tend à se réduire au Québec (NETendance 2012), alors que la quantité d'aînés (65 ans et plus), de babyboomers et de X qui utilisent les médias sociaux est en hausse proportionnelle chez ces générations, qui les utilisent en moyenne 6 heures/semaine. Chez les 18-34 ans, on constate une stagnation du recours aux médias sociaux, avec 94% d'utilisateurs en 2011 contre 91% en 2012. Une enquête américaine souligne pour sa part la perte de popularité de *Facebook* chez les moins de 24 ans (PEW 2013).

même titre qu'une calculatrice ou que le téléphone). Aux yeux des répondants, Internet, la téléphonie mobile, le Web 2.0 demeurent, avant tout, des *outils* de l'engagement et non pas des objectifs en soi :

Il y a quelques années, c'était comme une obsession. Tout le monde parlait juste de ça. Ah mon dieu, qu'est-ce que ça va donner *Facebook*. Mon père voulait que je lui ouvre un compte *Twitter*. [...] Je ne pense pas qu'on peut dire qu'on aime ou qu'on n'aime pas la technologie. Ce serait absurde, ton compte en banque s'appuie là-dessus (Hélène, 29 ans, micro-philanthropie).

Avant, si j'étais technophile c'était plus par vice, c'était un hobby. Là c'est devenu mon travail. Je ne pense pas que c'est nécessairement une bonne chose. C'est pas mauvais non plus. C'est juste comme ça (Antoine, 32 ans, pirate informatique).

Chez les répondants, ce qui est davantage perçu comme caractérisant la « société de l'information », c'est la *multiplication* des réseaux de socialisation et donc, des possibilités d'échanger avec des individus situés dans plusieurs milieux à la fois et qui collaborent entre eux de manière horizontale (*peer to peer*). Dans ce contexte, ce sont des outils médiatiques variés qui s'ajoutent aux médias de masse et aux réseaux de socialisation de la vie courante. Ils font en ce sens écho aux propos de Castells en ce qui concerne la reconfiguration du lien social dans les sociétés « en réseaux » (2007, 2009, 2012) : où les espaces de la vie sociale deviennent « fluides » et interconnectés entre eux. Une enquête américaine souligne ainsi que 70% des jeunes considèrent Internet comme une source d'information pertinente, bien qu'ils réfèrent toujours aux télé-journaux et aux sites Web des grands médias comme leurs sources principales de nouvelles (PEW 2006). De manière similaire, les jeunes interrogés dans le cadre de cette recherche reconnaissent utiliser *Wikipedia* et *Youtube* dans une variété de situations (pour chercher des réponses sur des questions de santé, de culture générale, pour y trouver des définitions encyclopédiques, des références pour leurs travaux étudiants, ou des scoops sur les stars du moment) mais pour ce qui est de l'approfondissement des connaissances, c'est encore le *contenu* de l'information et la *fiabilité de la source* qui sont pour eux prioritaires¹¹⁹.

¹¹⁹ Au Québec, une enquête démontre que chez les jeunes universitaires québécois, c'est encore le contenu des cours et la qualité de la pédagogie des enseignants qui priment sur l'outil (CRÉPUQ 2012).

Enfin, en plus d'y recourir comme outil de travail, de socialisation et de divertissement, les jeunes se servent du Web pour s'informer d'un ensemble d'enjeux « politiques » (D-Code 2003, Zukin 2006). Selon l'enquête menée par le CEFRIO (2009), 73% des jeunes de 12-24 disent visiter les pages Web des grands journaux en temps d'élection et 41% disent consulter les sites Web officiels des partis politiques. Quant à l'influence politique et sociale que les TIC peuvent avoir, il est intéressant de souligner qu'en 2005, le *Center for the digital future* rapportait que 39.8% des internautes partagent une vision similaire à celle énoncée par Wael Ghonim, alors qu'ils considèrent que l'accès à Internet peut effectivement donner plus de pouvoir démocratique aux citoyens. Or, il est moins facile de comprendre *en quoi* les TIC peuvent jouir de ce potentiel démocratique et *comment* cela se traduit en actions.

Au-delà de la façon dont ces jeunes perçoivent le contexte médiatique actuel, j'ai donc voulu savoir quelle expérience ils ont de l'utilisation des TIC à des fins « engagées ». Croient-ils que le Web 2.0, les médias sociaux peuvent favoriser les changements sociaux ou politiques ? Et si oui, dans le cadre de quel type de pratiques ? Quelle expérience ont-ils d'utilisations « engagées » ou « politiques » du Web ?

6.1.2 Mobiliser par le Web : des expériences multiples

Puisque la vie des jeunes est marquée par de multiples réseaux de sociabilité (la famille, le travail, les amis, les groupes activistes dont ils font parfois partie), le déploiement des TIC est aussi à considérer comme une condition utile mais non suffisante pour les mener à s'engager. Pour mieux comprendre la façon dont les jeunes expérimentent et interprètent ces répercussions technologiques, j'ai donc observé la place que prennent l'information, l'échange et la collaboration sur les médias sociaux dans la stratégie et les répertoires d'action qu'ils évoquent en entretiens. Quelles expériences ont-ils de ce qu'ils définissent comme une utilisation « engagée » du Web ? De quelle façon ont-ils employé les TIC (ou estiment-ils que d'autres les emploient) pour mener des actions ou des mobilisations sociales ou politiques ? Et voient-ils un avantage à utiliser les TIC pour mobiliser les membres de leur génération ?

Parmi les exemples qu'ils mentionnent spontanément, notons qu'au delà des « révolutions 2.0 » et de la « campagne Obama » de 2008, ils citent aussi sans grande surprise les sites Web officiels de groupes qu'ils définissent, a priori, comme « engagés » : les sites de partis politiques, d'organisations environnementales, communautaires, de coopération internationale. Toutefois, des répondants mentionnent aussi des exemples de pratiques menées sur le Web par des multinationales, des entreprises privées et les propres plateformes des médias sociaux, dans le cadre de campagnes de levées de fonds ou de plaidoyers¹²⁰.

On pourrait ajouter ici d'autres cas de figure, où les fournisseurs de services Web défendent des causes ou affichent publiquement un « engagement » social ou politique. Dans le cadre des manifestations iraniennes de 2009, *Google*, le géant des moteurs de recherche sur le Web, annonce par exemple qu'il ajoutera le persan aux langues traduites par ses logiciels, afin de faciliter la compréhension des messages envoyés par les manifestants sur *Twitter*. En 2012, la multinationale lance en-ligne une campagne pour la « légalisation de l'amour » (*Legalise love*) visant à décriminaliser l'homosexualité et à promouvoir les droits des gais et lesbiennes dans le monde ; les premiers pays ciblés par la campagne sont Singapour et la Pologne¹²¹. Un an plus tôt, Mark Zuckerberg, le fondateur de *Facebook*, annonçait que la prochaine grande innovation de son entreprise serait la mise en réseau d'associations caritatives et d'aide internationale.

¹²⁰ On peut ici penser à la campagne de marketing viral « Pour la vraie beauté » lancée par *Ogilvy* et *Dove* en 2006. Dans une courte vidéo réalisée par Tim Piper, on y voit en accéléré toutes les modifications (physiques et numériques) apportées au visage d'une jeune femme pour en faire une affiche publicitaire. La vidéo est rediffusée sur *Youtube* : <http://youtu.be/iYhCn0jf46U>. Sur son site web (www.dove.ca) l'entreprise propose des kits éducatifs à télécharger pour mettre sur pied des ateliers de conscientisation des jeunes aux pressions liées à l'image. Un autre exemple évoqué par les répondants est celui du réseau *Facebook*, qui diffuse en 2012 sur sa page d'accueil une vidéo faisant la promotion des femmes dans le milieu de l'ingénierie. L'entreprise y annonce une contribution financière à des programmes de bourses pour des jeunes femmes étudiant en génie informatique.

¹²¹ Bien qu'elle cible ouvertement des pays qui interdisent légalement le mariage entre personnes du même sexe, *Google* se défend de faire de la politique. Mark Palme-Edgecumbe, directeur de la diversité et de l'intégration chez *Google*, considère qu'il s'agit simplement de propager la philosophie de l'entreprise. À noter, depuis 2010, l'entreprise offre une indemnisation supplémentaire à ses employés américains homosexuels, pour couvrir le coût d'un impôt américain sur la santé que les couples hétérosexuels mariés ne paient pas. Barbara Cassin (2006) rappelle que l'entreprise estime que sa philosophie d'entreprise se traduit dans son slogan officiel « *Don't be evil* » (ne pas être méchant, ne pas faire de tort).

Bien sûr, ces initiatives ne sont pas dépourvues d'intérêts lucratifs. Les jeunes interrogés s'en montrent d'ailleurs conscients : loin de n'être qu'un gage de « bonne volonté » ou d'« engagement » de ces multinationales, ils rappellent qu'elles peuvent aussi « servir à lustrer une image d'entreprise » (Katheline, 31 ans, entrepreneure Web), à « attirer les clients » (Julie, 33 ans, Forum jeunesse régional) ou à « accumuler un capital de sympathie » auprès des internautes (Thomas, 22 ans, étudiant). Toutefois, il demeure que pour interpeller leurs usagers, ce ne sont pas des jeux électroniques, des rabais économiques ou des produits de divertissements que ces entreprises proposent mais des fonctions de plaidoyer, d'action philanthropique, de sensibilisation. Ce ne sont certainement pas les seules entreprises (ni les premières) à publiciser ainsi un « engagement » social ou politique pour fidéliser leur clientèle. Or, cela démontre aussi que ces entreprises s'appuient sur des *cadres d'interprétation* – et les promeuvent par le fait même – qui associent l'utilisation des TIC à un potentiel de mobilisation sociale et politique. Mais ces cadres interprétatifs sont-ils partagés par les jeunes ?

Bien que la question ait été posée à l'ensemble des répondants, il demeure que l'expérience de ceux qui se définissent a priori comme engagés – inscrits dans des partis politiques, des organisations ou des associations militantes plus formelles ou qui emploient ces TIC dans le cadre d'actions « philanthropiques » – apportent ici un éclairage intéressant. De par leur position, ils peuvent plus aisément expliquer *en quoi* ils estiment que les TIC ont redéfini ou transformé leurs stratégies, répertoires et grammaires d'action. Les exemples qu'ils évoquent donnent alors à voir différentes façons d'employer ces outils à des fins de mobilisation sociale et politique, tout en soulignant les avantages et les inconvénients qu'ils y perçoivent.

À prime abord, notons que tous ne voient pas le potentiel des TIC du même œil : *activistes*, *cybermilitants* et *techno-philanthropes* (ou technophiles engagés) accordent des attentions variées aux outils du Web et misent sur différentes caractéristiques techniques de l'outil pour favoriser la mobilisation ou l'engagement.

Activistes et cybermilitants : sensibiliser et mobiliser à moindres coûts

Chez les *activistes*, le Web et les TIC sont avant tout perçus comme ayant accompagné des changements importants dans la façon de coordonner l'action et de contacter les réseaux de membres (voire en recruter de nouveaux). Plusieurs d'entre eux soulignent, à l'instar de Tarrow (2005) que les TIC sont devenues vitales dans la gestion de leurs activités, en particulier en ce qui concerne la possibilité de diffuser l'information largement et à moindres coûts. Plusieurs voient dans la possibilité *d'affichage* que permettent ces outils une condition nécessaire à la reconnaissance publique de l'organisation, autant que pouvait l'être, à une autre époque, le fait d'avoir son numéro dans l'annuaire téléphonique. Comme le mentionne Guillaume :

Avoir sa page Web, c'est le minimum. Il faut montrer que t'es là, sinon si les gens qui te cherchent ou qui cherchent tes informations ne vont pas te trouver. [...] Mais c'est pas suffisant, c'est pour ça qu'on vient d'ajouter une page *Facebook*, il faut qu'on soit là peu importe comment on nous cherche (24 ans, éco-quartier).

Cet affichage permet également de recruter des individus et de récolter des dons de façon efficace, puisque les internautes qui s'intéressent à leur cause ou qui recherchent des informations sur les enjeux ciblés par leur organisation sont, aux dires des répondants, « déjà conscientisés » ou « déjà intéressés » par ces causes (Catherine, 27 ans, webmestre pour une ONG environnementale). Ce qui n'est pas toujours le cas avec les pratiques de sensibilisation plus traditionnelles, comme le souligne Colin :

Ça se peut que sur ta page, il y ait des gens intéressés qui viennent faire un tour, ils décident de t'appuyer ou non. Mais c'est juste une page ! [...] Je peux te dire qu'avec le porte-à-porte, il y en a du monde qui ne vont pas t'ouvrir, qui vont t'écouter 5 minutes avant de te dire non merci et te refermer la porte au nez. C'est toujours à recommencer (21 ans, militant environnementaliste).

Leurs propos font alors écho aux résultats d'un ensemble d'enquêtes menées sur le « cyberactivisme » (Granjon 2001 ; Norris 2002 ; McCaughey et Ayers 2003 ; Tarrow 2005 ; Cronin 2006) où le Web est présenté comme permettant aux organisations militantes de détourner le monopole des médias traditionnels et donc, ne pas dépendre de l'attention des journalistes pour faire « circuler un message » rapidement, mettre en lumière des

« opportunités d'action », parler d'enjeux peu médiatisés ou faire parler de leurs actions à un public élargi. C'est ce qu'évoquent les propos de Sébastien et de Justine:

Toutes les ONG travaillent avec les TIC. On n'a pas le choix, mêmes les ONG du Sud vont plus vite que nous là-dessus. [...] On n'a jamais eu d'argent pour les pubs. Là, on peut diffuser nos info-lettres, on a des listes de diffusion, si t'as vraiment quelque chose d'urgent, on contacte les médias mais en parallèle on met tout ça sur notre page Web, notre compte *Facebook* (Sébastien, 30 ans, fondateur d'une ONG).

Le Web, c'est un *empowerment* pour les organisations. Tu peux *télécharger* des outils d'autres organisations. On a plus de coopération avec eux, tu peux avoir l'info dont t'as besoin [...] C'est pas facile de mobiliser avec les TIC. C'est pas magique. On n'a pas toujours les moyens de mettre l'énergie là-dessus (Justine, 27 ans, webmestre-action syndicale).

Une des limites que ces membres d'organisations formelles dénotent alors, dans le recours aux TIC, c'est d'abord le *danger* de se perdre ou de perdre leurs supporters et leur public dans une mer d'informations. De manière similaire, plusieurs militants et jeunes engagés dans le milieu communautaire, mais aussi des multi-activistes, touche-à-tout et certains jeunes qui peinent à se définir comme engagés, disent eux-aussi trouver déstabilisant le surplus d'informations quand ils cherchent à en savoir plus sur les moyens d'appuyer une cause qui leur tient à cœur. Il leur paraît alors difficile de savoir « ce qui se passe vraiment », si ce sont des « informations fiables » que les organisations affichent sur le Web. Surtout, ils se demandent « comment agir » à travers la panoplie d'actions proposées par de multiples organisations, d'ici et d'ailleurs, et dont ils peuvent plus facilement prendre connaissance des pratiques, à l'ère d'Internet.

Pour y voir plus clair, c'est alors généralement le *croisement des sources* qui permet aux jeunes d'avoir une meilleure idée de la *pertinence* de ce qu'ils lisent ou reçoivent sur le Web, au même titre que la notoriété d'institutions et d'organisations qui leur sont connues depuis longtemps. Enfin, certains soulignent que s'ils s'abonnent à de multiples infos-lettres et listes de diffusion d'organisations et associations, ils n'en lisent pas nécessairement le contenu. L'important pour ces répondants, ce n'est pas tant d'être informé de ce que *font* ces organisations que de savoir l'information *accessible*, estimant que le triage se fera subséquemment selon l'intérêt, la disponibilité et le temps dont dispose chacun :

Je suis sur tellement de *Newsletters*, ceux que je me souviens vite : *Équiterre*, *Oxfam*, *Amnistie*. J'en ai aussi qui me viennent de groupes de recherche sur l'environnement. Sur le commerce équitable aussi. Mon éco-quartier (Anaïs, 28 ans, Web-actions politiques).

C'est sûr que je ne les lis pas tous. [...] Oui, je tiens à rester dessus parce que si ça adonne, si j'ai plus de temps et que là je vois un sujet qui m'intéresse qui passe, au moins je peux aller le lire (Jasmine, 29 ans, enseignante et touche-à-tout).

Bien sûr, les changements et le potentiel que les *activistes* et *cyberactivistes* attribuent aux TIC dépendent dans une large mesure de l'emploi qu'ils en font au sein de leurs propres organisations et associations. Comme le démontrent Jennifer Earl et Katrina Kimport (2011), plus une organisation militante s'appuie sur les potentialités de l'architecture du Web – réduction des coûts de création de contenu, de recrutement et de coordination d'appuis individuels – plus les usages du Web transforment les répertoires d'action de l'organisation : « how the Web is used, and how affordances of the Web are leveraged, affects how substantially protest is transformed versus amplified by Web usage » (Earl et Kimport 2011 : 10).

Parmi les jeunes interrogés, certains démontrent des usages qui s'appuient peu sur le potentiel du Web outre la mise en relation directe des acteurs : ils évoquent alors généralement le recours aux courriels, bulletins et info-lettres. Quelques-uns mentionnent des pages *Facebook*, mais plus rares sont ceux qui réfèrent à des blogues ou fils *Twitter* et encore moins ceux qui évoquent des forums de discussion, la diffusion de vidéos ou d'images virales (sur *Youtube*, ou *Vimeo*, par exemple). Les actions décrites visent surtout à appuyer l'échange d'information au sein de l'organisation et auprès de ses membres, et la *diffusion* d'informations à l'extérieur de l'organisation. En ce sens, leurs stratégies diffèrent peu de ce que faisaient ces mêmes organisations à l'ère du « Web 1.0 ». Chez ces répondants, le développement des applications du Web 2.0 est alors perçu de manière paradoxale : d'une part, ils estiment que ces outils permettent de réduire les coûts de réseautage et d'affichage liés à leurs stratégies de communication mais d'autre part, ils trouvent que la gestion de ces outils demande des investissements en temps, en personnel et en argent que leur organisation n'est pas toujours prête à fournir :

J'aimerais ça avoir un beau site, super interactif et tout. Mais on n'a pas les moyens de mettre ça à jour. [...] Quand bien même tu le ferais, c'est déjà pas tout le monde qui regarde nos *newsletter*. Ça prend du temps, ça prend des sous. Je préfère que ces sous servent à nos actions (Marie, 32 ans, Forum jeunesse).

On a fait un événement qu'on a lancé sur *Facebook*, pas super populaire. Tout-à-coup, on a eu tellement de monde qu'on n'avait pas assez de bouffe. [...] Là, j'ai 500 personnes sur *Facebook* qui ont dit qu'elles viendraient, et à la fin il n'y avait personne. [...] Moi je fonctionne avec le bon vieux téléphone : tu les appelles, tu sais qu'ils vont être là (Julien, 26 ans, politique municipale).

Ces propos font écho à ceux de certains *originaux*, en particulier les répondants qui travaillent comme entrepreneurs sociaux, dans le milieu du communautaire et avec peu de moyens, et pour qui le recours novateur aux outils du Web 2.0 représente dans bien des cas des ouvertures mais aussi des défis importants. Loin d'être perçus comme nécessaires, le Web et les médias sociaux sont alors plutôt employés avec parcimonie, en autant qu'ils répondent de manière cohérente à la philosophie et aux valeurs défendues par l'organisation ou qu'ils servent aux objectifs visés. Comme le démontrent les propos de Catherine :

On n'est pas trop technologique au Café, mais je ne crois pas que ce soit grave. [...] On a fait une page Web, mais *business wise* [sic], elle ne nous sert pas beaucoup. [...] On s'est dit qu'on essaierait au moins que ce soit une façon de promouvoir notre mission...c'est une vitrine sur nos valeurs, qui on est, ça donne notre téléphone et notre adresse [...] Par contre on a fait des listes d'e-mails pour débattre en assemblée : on fait des votes à *mails-levés* plutôt qu'à mains levées (32 ans, entrepreneure-sociale).

À l'inverse, certaines organisations choisissent d'investir davantage dans le potentiel novateur des médias sociaux. À cet effet, elles prévoient du temps et des ressources humaines dans le but de développer des nouvelles pratiques qui s'appuient sur le potentiel du Web 2.0. Parmi les répondants, les *cybermilitants* ont justement été engagés ou recrutés par des organisations « formelles » pour mettre à profit le potentiel des TIC. Le Web 2.0 n'est ici pas uniquement décrit en fonction de ce qu'il permet de « mieux faire » ou de faire « à moindre coûts ». Au contraire, ces répondants rappellent que ces outils supposent avant tout le développement de nouvelles *logiques* d'action. Puisque la technologie évolue rapidement, les changements proposés doivent donc pouvoir s'y adapter. Dans ce contexte, les usages qu'ils font des TIC ne sont donc pas univoques, mais fluctuants en multiples. Somme toute, ils ouvrent de nouvelles possibilités d'action que les répondants décrivent de deux façons : 1) les TIC produisent des

changements dans la qualité et le format des informations diffusées ; 2) les TIC permettent de croiser plus facilement des réseaux de proximité fort (*strong ties*) et de réseaux de proximité faibles (*weak ties*) pour alimenter la base, sensibiliser un public élargi et promouvoir la mobilisation :

Des fois je trouve qu'on s'obsède beaucoup avec le fait de se démarquer, on dit que c'est plus difficile dans le Web 2.0 d'attirer les gens. Moi je trouve que c'est juste que tu t'adresses pas au même public. Tu ne peux pas leur parler de la même façon (Catherine, 27 ans, webmestre pour une ONG environnementale).

Les partis [politiques] ils ont souvent peur de se lancer. Il faut que je leur dise que c'est ça le 2.0. C'est tout un monde de possibilités mais c'est d'abord à nous d'être créatifs. [...] Autant c'est important d'amener des informations, d'ajouter de l'eau au moulin ; c'est encore plus important d'être original. Il faut assumer d'être différent (Anne, 22 ans, gestionnaire de médias sociaux pour un parti politique).

Bien sûr, toutes les organisations ne sont pas aussi habiles à employer ces outils. À l'ère de la transparence que favorisent les médias sociaux, les données qui circulent sur le Web peuvent être reprises, stockées, envoyées et diffusées par de multiples individus. Anne, en connaît quelque chose : gestionnaire de médias sociaux pour un parti politique, elle a aussi travaillé comme gestionnaire des fils *Twitter*, *Facebook* et même du blogue de politiciens. Pour elle, il est primordial de bien connaître le médium pour éviter les dérapages. Après tout, si la créativité, l'authenticité et la spontanéité sont des valeurs appréciées dans cette nouvelle culture du Web 2.0, il importe d'autant plus de faire attention à ce qui est dit et comment (figure 14).

Figure 14: Échanges controversés sur *Twitter* (juillet 2012)

Notes : Lors des élections provinciales de 2012, François Legault, chef de la CAQ, s'est targué d'être actif sur *Twitter*. Plusieurs de ses propos ont fait l'objet de vives critiques de la part des internautes. Face à ces critiques, M. Legault mentionne qu'il a été mal cité par les journalistes. Trop tard : les internautes avaient copié et rediffusé les propos initiaux à large échelle et dans de multiples réseaux.



Enfin, de l'avis des *cybermilitants* interrogés, le potentiel du Web ne s'oppose pas aux modes d'engagement plus formels ni à l'action menée sur le terrain. Bien au contraire, présence physique et cyberactivisme doivent être complémentaires et même demeurer en interaction constante. Car s'il est aisé pour un militant de capter une image en direct des manifestations sur *Instagram*, de diffuser une vidéo sur *Youtube*, *Facebook* ou *Twitter*, il y a aussi toute une logistique mise en place sur le terrain pour appuyer l'action par ces outils, et qui suppose des gens qui travaillent 24 heures sur 24 pour traiter les nouvelles, les diffuser, mettre en relation des porte-paroles avec des journalistes, s'assurer que les *Tweets* diffusés soient reprises dans les médias traditionnels (mais aussi que les branchements soient surveillés, que l'accès à des charges électriques soit assuré, et que le matériel puisse être employé en sécurité) :

Oui, les réseaux ça sert à communiquer plus vite, à montrer ce qui se passe, mais on ne peut pas agir en vase clos. [...] Ça sert à rien de diffuser des tonnes d'infos sur *Facebook* si ça ne vient pas d'abord appuyer ta base (Noémie, 24 ans, cybermilitante environnementaliste).

Pour moi ce ne sont pas deux actions séparées, ce sont des actions différentes. Tu peux pas décider que tu fais un et pas l'autre [...] Je crois qu'il y a des gens qui viennent vers toi pour s'informer, commenter des événements de l'actualité. Tu dois les alimenter. De l'autre côté, je me sers beaucoup du blogue pour faire le relais de ce qui se passe sur le terrain : c'est important qu'on voit ce que font ceux qui militent (Barbara, 21 ans, blogueuse féministe).

Dès lors, deux des particularités de l'architecture technique du Web particulièrement appréciées des *cybermilitants* demeurent la *flexibilité* et la *mobilité* de l'outil, qui leur permettent d'agir sur plusieurs plateformes et espaces à la fois (ce que Costanza-Chock appelle la mobilisation *transmedia*, 2012). Évoquant l'utilisation des réseaux sociaux dans le cas de contestations récentes, certains répondants soulignent le jeu de surveillance et de contrôle qui s'opère aussi sur ces réseaux, entre les journalistes et les groupes de l'action collective, mais en particulier entre les militants et les forces de l'ordre. D'une part, les TIC permettent de diffuser rapidement des images depuis les lieux de la mobilisation, de surveiller l'action des policiers et de dénoncer des cas d'abus ou de répression. D'autre part, les policiers s'en servent aussi pour surveiller et contrôler les militants. Pour les jeunes interrogés, ce jeu du chat et de la souris a toujours fait partie de l'action militante. La nouveauté, c'est dans la manière de s'y préparer.

Lorsque Olivier (33 ans, militant environnementaliste) a été arrêté sur le toit du parlement canadien pour avoir posé une bannière *Greenpeace*, rappelons qu'une équipe de trois personnes étaient aussi présentes, munies de caméra, prêtes à filmer l'action pour la diffuser sur la page Web de l'organisation. Olivier a par ailleurs eu le réflexe de demander à son ami de filmer la scène avec son propre téléphone, pour la diffuser personnellement sur les médias sociaux depuis le poste de police. Il met alors à jour son statut *Facebook* : « en état d'arrestation » ; ce qui lui vaut de nombreux commentaires et appuis des membres de son réseau personnel. À l'ère du Web 2.0, les informations diffusées par les militants tout comme celles transmises par les forces de l'ordre peuvent, là encore être reprises, stockées, rediffusées et détournées de leur fonction initiale, et ce, sur des réseaux élargis (figure 15).



Figure 15: Interaction entre la SPVM et les citoyens au sujet des manifestations (22 juillet 2012)

Notes : Ci-joint, la police de Montréal (la SPVM) diffuse sur *Twitter* l'heure et le lieu d'une manifestation (celles-ci ayant été déclarées « illégales » dans le cadre de la vague de manifestations étudiantes de 2012), démontrant qu'elle est au courant des stratégies des activistes. Paradoxalement, les informations sont commentées par des internautes qui se servent du mot-clic (*hashtag*) diffusé par la SPVM pour rappeler aux gens d'aller manifester, ou pour identifier l'incongruité des commentaire émis par la SPVM sur *Twitter*.

En somme, pour ces *activistes* et *cybermilitants*, les médias sociaux accompagnent et orientent – plutôt que produisent – de nouvelles « logiques d'action ». Ils expriment en ce sens une théorie avancée par Jeffrey Juris, pour qui le recours aux TIC dans le cadre de la mobilisation se développe en concomitance avec des logiques et dynamiques d'action particulières : « As new media were incorporated in the ongoing practices of core groupes of activists, they helped diffuse new dynamics of activism » (2012 : 260). Pour Juris, si le développement et l'appropriation du Web 1.0 ont d'abord appuyé une logique de mise en *réseau* des groupes et

organisations transnationales (*logic of networking* : Juris 2008, 2012), les médias sociaux et le potentiel du *Web 2.0* favorisent plutôt une logique d'*agrégation* (*logic of agrégation* : Juris 2012) où la dynamique favorise le rassemblement rapide de masses d'individus, situés et connectés entre eux par des réseaux multiples. Parmi les répondants interrogés, ce sont toutefois les *techno-philanthropes* et les *technophiles* qui démontrent le plus clairement un intérêt envers ces potentialités « collaboratives » et « d'agrégation » du Web.

Technophile et techno-philanthropes : porte-voix, conscientisation et transparence

Pour les jeunes interrogés à titre de *technophiles* ou *techno-philanthropes* (qui se définissent a priori comme des *geeks* ou des *fous d'informatique*), les TIC ont certes une importance particulière : ces répondants se sont après tout intéressés au potentiel de ces outils pour trouver des manières novatrices de favoriser la participation et l'engagement des membres de leur génération, s'assurer que les TIC appuient l'exercice de la citoyenneté ou simplement pour faciliter des pratiques « philanthropes ». De leur point de vue, les usages technologiques ne servent donc pas qu'à appuyer un engagement « préexistant », comme cela peut être le cas pour les *cybermilitants* ; ils deviennent, en soi, des modes de participation sociale et politique.

Là encore, une nuance est importante : si l'ensemble ces *techno-philanthropes* estiment que le Web peut servir à favoriser l'engagement, certains s'en servent pour donner à voir des enjeux peu médiatisés, d'autres militent pour un développement plus libre et démocratique des logiciels informatiques. Malgré leurs différents objectifs, ce qui distingue ces répondants des *cyberactivistes*, c'est leur faible niveau d'« engagement » initial. En effet, contrairement aux membres d'organisations militantes recrutés au sein des bassins de militants et de supporters pour leurs compétences technologiques, les *techno-philanthropes* sont en majorité les *instigateurs* des modes d'engagement qu'ils préconisent. Peu disent avoir un passé de « militant » ou d'« activiste ». Ils affirment d'ailleurs eux-mêmes ne pas avoir une longue expérience d'« engagement ». Ils se situent de ce fait aux antipodes de l'image habituelle d'un acteur collectif ou d'un militant : ils travaillent souvent seuls ; ils sont membres de petits

groupes créés par un ou deux individus et les modes de participation qu'ils préconisent visent avant tout à promouvoir des usages ou des pratiques individuels.

Loin de penser l'engagement dans une perspective de revendication, d'opposition à l'ordre établi ou de prise de position par rapport à des enjeux spécifiques, ces *techno-philanthropes* proposent des modes d'action qui emploient le Web pour répondre aux besoins d'institutions publiques, nationales et internationales. Il est à noter que certains reçoivent des appuis financiers à cet effet, ce qui les rend peu enclins à s'engager dans des pratiques de « contestation ». En ce sens, les *techno-philanthropes* interrogés pensent plutôt les TIC comme un appui à l'engagement d'autres jeunes : on peut penser à l'organisation *Apathy is boring/L'apathie c'est plate*, fondé pour répondre à la crainte exprimée par le gouvernement canadien envers le « désengagement » des jeunes, ou encore au réseau *Taking IT Global*¹²², dont l'objectif est de favoriser l'engagement des 35 ans et moins, ici et ailleurs :

Comment on parle aux jeunes, ça ne correspond pas à nos besoins. Je ne sais pas si dans le fond ils veulent vraiment qu'on vote mais en même temps, pour le gouvernement, c'était inquiétant [...] On s'est dit que si on veut amener les jeunes vers la politique, le Web, la vidéo et la musique sont des meilleurs moyens de le faire (Lisane, 29 ans, *L'apathie c'est plate*).

C'est facile de tomber dans le cynisme. [...] J'ai cherché sur *Google* les mots « TI » et « jeunes » et j'ai découvert TIG. Je cherchais des groupes de discussion globaux et je suis tombée sur eux. [...] J'ai regardé les histoires sur les membres, j'ai lu les profils, je trouvais ça intéressant. [...] J'ai dit ok, je vais m'ouvrir un compte et voir comment motiver des jeunes à s'impliquer plus (Alice, 25 ans, membre de *Taking IT Global*).

Interrogés sur le sens qu'ils donnent à leur pratiques au sein de ces réseaux, ces répondants disent d'abord vouloir s'assurer que les membres de leur génération puissent « être entendus ». Il ne s'agit pas en ce sens de dire aux jeunes comment s'engager, pour quoi ou pour qui se mobiliser, mais plutôt de les pousser à prendre une place plus active dans les processus de décision démocratique. Dans les termes de Lisa, 27 ans, membre de *Apathy is boring/L'apathie c'est plate* : « C'est plus comme un plan, une feuille de route pour s'assurer qu'ils s'expriment, qu'il y ait plus d'engagement ».

¹²² <http://www.takingitglobal.org>.

De manière similaire, d'autres jeunes choisissent aussi d'employer les TIC pour favoriser une prise de parole d'un nombre élargi de citoyens. Conscients que tous n'ont pas le même accès à ces technologies, certains *techno-philanthropes* proposent ainsi une vigilance et une adaptation des TIC dans le but de s'assurer que leurs usages, par des programmes gouvernementaux qui tablent désormais sur le Web, n'aggravent pas les inégalités sociales déjà existantes. On peut penser à des organisations d'alphabétisation « numérique », à des groupes d'éducation populaire aux dangers de la « fracture numérique » ou au réseau communautaire *Communautaire*, dont l'objectif vise à assurer l'égalité d'accès de tous les citoyens au Web, y compris dans les milieux défavorisés¹²³. Manu, 26 ans, membre du réseau, exprime son engagement de la façon suivante :

Le plus important, pour moi, c'était de régler le problème d'accès. Souvent on pense pas à ce que ça veut dire [...] Si le gouvernement décide qu'il fait un virage numérique, Ok, l'accès est plus facile pour chercher tes informations. Mais est-ce qu'on a pensé aux non-voyants ? Est-ce qu'on a pensé aux sans-abris ? Est-ce qu'eux ont des moyens d'arriver aux mêmes services et aux mêmes informations ?

Pour ces jeunes, le potentiel du Web est à la fois perçu dans ce qu'il peut favoriser une participation plus égalitaire des citoyens aux processus démocratiques mais aussi dans les *dangers* que cela suppose si les TIC ne sont pas bien employés ou si les usages sont mal pensés. Les pratiques « d'engagement » sur le Web visent alors avant tout à s'assurer que ces outils deviennent un « porte-voix », un *amplificateur* de revendications peu médiatisées, peu entendues ou trop souvent « exclues » de la place publique :

Ça fait longtemps qu'on rappelle que sur les forums il n'y a encore pas beaucoup de minorités visibles, que ce sont surtout des gars qui interagissent. En même temps, c'est pas tout le monde qui utilise le texto, c'est pas tout le monde qui va venir sur ces réseaux. Il faut penser d'autres manières de démocratiser la participation (Hélène, 29 ans, micro-philanthropie).

Les TIC sont aussi pensées par les créateurs de réseaux ou d'applications de « micro-activisme » ou de « micro-philanthropie », comme une façon de soutenir, d'étendre et *d'améliorer* la qualité des engagements individuels d'autres citoyens. Ces jeunes technophiles

¹²³ Selon le site <http://www.communautaire.qc.ca>, l'organisme a pour objectif : « de soutenir la participation citoyenne en favorisant la maîtrise de l'information, l'appropriation des technologies de l'information et des communications et la contribution à leur développement ».

s'appuient ainsi sur les TIC pour proposer de multiples façons d'employer la flexibilité du Web pour favoriser des pratiques d'engagement dans la communauté, auprès d'organisations environnementalistes, d'associations bénévoles, pour faciliter la circulation de pétitions virtuelles ou le regroupement d'activistes de différents horizons :

Il y a un énorme potentiel dans ce qu'on peut faire avec des machines [...] C'est une manière de mettre tes contributions personnelles à profit. Tu parles espagnol ? T'as deux minutes ? Il y'a une organisation communautaire qui a besoin de ton aide pour une traduction. Si tu n'as pas le temps de finir, ce n'est pas grave, quelqu'un d'autre continue ton action. C'est une succession de petites actions (Peter, 30 ans, micro-philanthropie)¹²⁴.

On s'est dit qu'on pourrait mettre nos compétences technologiques au service de la communauté d'activistes, au sens élargi [...] Au début on a construit notre serveur, puis on a commencé à héberger des collectifs, des fondations, des comités pour le logement. Ces gens-là nous appelaient avec des requêtes innocentes : j'ai besoin d'un courriel, j'ai pas de page Web. Aujourd'hui on a plus de 500 comptes et des milliers d'abonnés (Michael, 33 ans, fondateur d'un réseau de micro-philanthropie).

Pour moi, les communautés virtuelles, c'est d'abord des personnes. L'objectif c'est d'aider les gens à ce qu'ils soient capables de se mobiliser [...] Avec toutes les causes qui ont besoin d'appui, on peut aider à aller chercher des signatures plus vite. C'est comme un multiplicateur en même temps qu'un accélérateur (Éric, 33 ans, pétitions virtuelles).

D'autres répondants évoquent les exemples de réseaux alternatifs mis sur pied dans le but d'aider d'autres citoyens à démontrer « l'envers de la nouvelle », « ce qui n'est pas dit dans les journaux » (Claudine, 32 ans, réseau de vidéos citoyennes), ils proposent des plateformes « d'échange de meilleures pratiques » entre associations communautaires (Julia, 28 ans, entrepreneure Web, micro-philanthropie). Certains développent des applications de « logiciels libres » (Alister 28 ans), qui servent à la *e-gouvernance* ou à l'affichage transparent de données gouvernementales (Alex, 33 ans). Certains misent sur la construction de réseaux de groupes d'entraide qui appuient l'autonomie et la collaboration des citoyens pour « produire des changements dans la vie sociale » (Christine, 29 ans, réseau de partage de connaissances citoyennes sur le Web). Dans l'ensemble, ces jeunes choisissent de *s'appuyer* sur

¹²⁴ L'entretien s'est déroulé en anglais, traduction libre des propos : « There's a great potential of what you can actually do with machines that connect us to each other [...] It's a way to contribute with your personal skills to a greater good. You speak spanish ? You've got two minutes ? Good, there's an organization in your community that needs your help with a short translation. You don't have time to finish ? No worries, somebody else's action will start where you've finished. It's a chain of actions ».

l'architecture du Web 2.0 pour aider d'autres individus à employer ces outils à des fins de *conscientisation*, de *sensibilisation* et de *regroupement* autour de causes multiples.

Chez ces *techno-philanthropes*, les modes d'action qu'ils mettent en avant proviennent surtout d'une réflexion alimentée par des connaissances particulières ou une spécialisation professionnelle dans le milieu des TIC, qui les a amenés à penser à des façons d'employer ces outils pour favoriser l'autonomie des citoyens, encourager des pratiques collaboratives et promouvoir de nouvelles formes d'engagement. Les motivations de ces jeunes correspondent en ce sens à la philosophie défendue par les premiers concepteurs d'Internet et du Web, et qui avaient pour objectifs de favoriser l'autonomisation des usagers tout en mettant gratuitement ces outils à profit dans un objectif visant le « bien commun » (Castells 2001 ; Cardon 2010).

Toutefois, ce recours aux TIC peut aussi provenir d'une « frustration » ou d'un rejet face à des modes d'engagement plus formels. C'est notamment le cas de Simon, 27 ans, qui a créé un réseau pour revendiquer plus de pistes cyclables à Montréal, considérant que les acteurs habituels « n'arrivent pas à collaborer entre eux ». C'est aussi le cas de Sébastien, 29 ans, qui a commencé à créer un fil *Twitter* dans le cadre des mobilisations étudiantes de 2012, considérant que les principaux médias « ne traitaient pas assez de ce qui se passait sur le terrain ». Ou encore d'Angélique, 27 ans, qui a démarré sur les médias sociaux un réseau de contestation à la loi 78 (limitant le droit de manifester pendant la grève étudiante de 2012), considérant qu'elle « appuie les revendications » mais qu'elle se dit « allergique aux groupes militants ». Ces jeunes affichent une position particulière : d'une part, ils jouent un rôle actif au sein des mobilisations (devenant parfois des sources importantes d'information et d'appui pour l'action collective), d'autre part, s'ils décident d'employer leurs comptes et pages personnelles sur les médias sociaux pour faire circuler des informations, conscientiser leurs proches, attirer l'attention du public sur ce qui se passe sur le terrain, ils ne s'estiment pas eux-mêmes comme des militants.

Au parfait opposé, on retrouve les *militants* du « logiciel libre » (*open source*), des jeunes qui se disent d'abord militants et dont l'action vise la démocratisation des brevets de propriété des applications du Web, l'adaptation et le partage de logiciels libres. Pour ces jeunes, il s'agit de

mettre en lumière la « politisation » de la technologie. Dans un monde où les interactions sociales, financières et publiques passent de plus en plus par la médiation numérique, ils estiment primordial de démocratiser les applications qui sous-tendent ces usages et assurer ainsi l'« ouverture » des licences pour permettre d'adapter ces outils aux besoins réels des citoyens. C'est ce qu'exprime Stéphanie :

C'est évident qu'il y a une politisation de la technologie. [...] À chaque fois que tu utilises ton ordinateur, il fonctionne avec une infrastructure. Soit je choisis d'employer les outils que tout le monde a, et je fais juste propager le statu quo, soit je produis un nouveau logiciel libre parce qu'il y en a pas qui fait ce que je veux. Dans les deux cas, ma décision est politique. Il y a des conséquences politiques (31 ans, une militante du logiciel libre).

Les « militants du code » se rapprochent ici des propos exprimés par certains *technophiles*, cracks et pirates informatiques, pour qui la caractéristique la plus importante des applications du Web demeure, avant tout, leur *adaptabilité* aux pratiques des usagers. Au-delà du potentiel que présentent les TIC pour afficher des informations, coordonner l'action voire favoriser la mise en réseau de citoyens, d'ONG et d'associations de toutes sortes, ce que ces jeunes valorisent (et ce sur quoi ils insistent en entretien), c'est le fait qu'il est possible *d'adapter* l'outil aux besoins des individus : soit en modifiant leur infrastructure, soit en trafiquant le logiciel (pour les pirates informatiques), soit en réinterprétant et en détournant les usages prescrits par les concepteurs de ces applications. Dit autrement, le véritable pouvoir des outils du Web 2.0 dépend de ce qu'en font les usagers.

Plusieurs *technophiles* appuient d'ailleurs plus de transparence, d'autonomie et de liberté dans l'utilisation qu'ils font des TIC: ils emploient les logiciels libres, partagent les applications qu'ils inventent, diffusent gratuitement leurs créations Web « artistiques » sur des sites spécialisés¹²⁵. De manière collaborative, ces jeunes échangent leurs découvertes, suggèrent d'adapter et de détourner les TIC pour faire entendre des « voix exclues », donnent à connaître les luttes d'autres manifestants et d'autres activistes, ou encouragent une transparence et un

¹²⁵ À titre d'exemple, plusieurs des répondants *technophiles* partagent des applications et contenus sur *Creative Commons (CC)* un organisme sans but lucratif qui propose aux internautes des solutions de partage d'œuvres et droits de propriété de manière légale. Grâce aux licences *Creative Commons*, l'artiste, l'auteur ou le créateur d'un contenu ou d'une application choisit à sa guise s'il préfère limiter l'usage à certains pays, certains droits de reproduction ou certains usages. Voir : <http://creativecommons.org/about>.

accès « libre » des usages technologiques. Chez les *techno-philanthropes*, le Web sert surtout à favoriser et à faciliter l'entraide et la collaboration entre *citoyens*, tout en renforçant la visibilité des « exclus ». Pour les *technophiles*, les outils du Web permettent de dénoncer ou de contrecarrer une « politisation » de l'outil, et de mettre en lumière les rapports de pouvoir inhérents à la propriété des dispositifs techniques, contribuant à mettre ces outils gratuitement à la portée de tous. En somme, pour les *activistes* et les *cybermilitants* tout comme pour les *technophiles* et les *techno-philanthropes* (et même certains *originaux*), les technologies du Web deviennent, là encore, des enjeux politiques.

En ce sens, l'adaptation et le détournement de ces outils permettent de répondre aux besoins de multiples usagers et acteurs. Les répondants préconisent une *transparence* et une *liberté* informationnelle au niveau scientifique, culturel ou étatique. Et si certains répondants se montrent plus technophiles que d'autres, ils proposent dans l'ensemble de nouvelles pratiques qui amplifient les *répertoires de l'action* et de la participation sociale et politique.

6.1.3 Nouvelles pratiques, nouveaux répertoires d'action

Que ce soit en parlant de leurs parcours de vie, de ce qu'ils estiment être des actions « engagées » ou de la façon dont ils perçoivent la relation entre le Web et la mobilisation sociale dans le contexte actuel, *l'information* devient une condition nécessaire à l'engagement. En effet, les répondants disent se considérer engagés parce qu'ils sont « bien informés », qu'ils ont le souci de rechercher des informations pour se faire « une idée des pour et des contres ». S'engager peut vouloir dire « partager avec d'autres ses convictions », « informer les citoyens », « informer son milieu », et « aider les gens à s'informer ». Pour certains répondants, l'information est décrite comme une étape *préalable* à l'engagement (surtout chez les *activistes*) : elle sert à faire connaître une cause, à expliquer la position et les propositions d'un parti ou d'une organisation pour mener les gens à « s'engager ». Pour d'autres, l'engagement est décrit comme visant à diffuser et à *produire* des informations ou à mener d'autres individus à mieux « s'informer » des causes et des enjeux de leurs choix (surtout chez les *techno-philanthropes*).

À l'un ou l'autre de ces deux pôles, il demeure que la façon dont ces jeunes perçoivent le potentiel mobilisateur des TIC rappelle l'importance qu'ils accordent aux valeurs de *transparence*, *d'authenticité* et de *cohérence*, tout comme à l'*autonomie* des acteurs, l'*expression de voix multiples* et la prise de *conscience* de causes et d'enjeux peu médiatisés ou débattus dans l'espace public. En ce sens, puisqu'ils valorisent l'expression de pratiques et de choix investis dans la vie quotidienne, ce n'est pas tant la possibilité de désaffiliation ni le désengagement ponctuel qui semblent irrationnels aux yeux des répondants, c'est le fait de ne pas être « bien informés ».

La façon dont ils estiment que les TIC peuvent appuyer ou diffuser des pratiques d'engagement dépend alors surtout des *expériences* qu'ils ont de leur recours aux TIC à des fins de mobilisation. Dans la plupart des cas, les usages des TIC ne semblent pas provenir d'inspirations propres à une génération « technophile » mais réfèrent plutôt à des expériences de mobilisations et des stratégies de communications qu'ils ont développées sur le terrain, dans l'action, et où ils ont l'impression que ces outils ont pu être employés de manière efficace. Toutefois, le recours à ces outils demande aussi des connaissances et des compétences particulières. Les répondants en sont bien conscients. Ils soulignent les dangers de « noyer » le public dans une mer d'informations. Ils évoquent la lutte menée entre les organisations pour « attirer et maintenir l'attention » de leurs membres et supporters, pour « intéresser suffisamment les médias de masse ». D'autres rappellent les coûts en temps et en personnel liés à l'entretien de ces réseaux, ou l'adaptation des sites Web pour répondre aux besoins de tous les citoyens. En ce sens, plusieurs insistent : le Web ne doit pas être pensé comme une panacée :

Le problème c'est que beaucoup de programmes ou d'organismes n'ont pas compris que ce qu'il faut, c'est pas d'essayer de faire passer l'engagement dans les TIC, c'est de faire passer les TIC dans un large éventail de pratiques d'engagement (Jim, 25 ans, cybermilitant et fondateur d'un réseau *Meet-Up Philosophy*).

Or, de par l'expérience que ces jeunes ont de certaines formes de mobilisation, ils prennent aussi connaissance du potentiel de ces outils pour transformer la relation entre acteurs, sympathisants et supporters et ouvrir, comme le suggèrent plusieurs (Van Laer et Van Aelst 2010 ; Cammaerts 2011 ; Bimber et al. 2012) de nouveaux répertoires d'action. Alors qu'ils

considèrent que le Web permet de rejoindre un public élargi d'acteurs, il ne leur est pas aussi évident de définir si les informations qu'ils diffusent se rendent effectivement à ces « autres cercles » d'acteurs, ni même ce que font ces « autres » quand ils reçoivent et diffusent l'information. Comment peut-on rendre compte des actions qui dépassent le cadre des actions organisées ? Comment concevoir le rôle des observateurs et sympathisants qui ne participent pas à l'action mais en appuient néanmoins la diffusion ? Et où situer les affichages personnels sur le Web dans cet ensemble de pratiques ?

6.2 L'engagement au quotidien : en ligne / hors ligne

Du point de vue de l'expérience des répondants, le Web et les médias sociaux sont employés de mille et une façons dans le cadre de pratiques « engagées ». Or, ces outils sont d'abord et avant tout utilisés dans les microsphères de la vie quotidienne : au travail, dans les loisirs, dans les échanges avec la famille et les amis. En ce sens, il est de plus en plus admis que la sphère virtuelle participe à la socialisation des acteurs, au même titre que l'école, la famille ou le travail (Rheingold 2002 ; Fallows 2004 ; Boyd 2008). C'est ce que mentionne Saskia Sassen :

Much of what happens in electronic space is deeply inflected by the cultures, material practices, the imaginaries, that take place outside electronic space [...] Digital space is embedded in the larger societal, cultural, subjective, economic, imaginary structurations of lived experiences and the systems within which we exist and operate » (2002 : 368).

De plus, le producteur d'un contenu Web n'est pas tenu de travailler dans un seul endroit. Il peut le faire sur les lieux de la contestation mais aussi dans l'autobus ou dans le confort de son foyer. Comme le suggère Melucci (1996), la façon dont les individus perçoivent leurs expériences quotidiennes joue aussi sur le sens qu'ils donnent au monde qui les entoure et les manières d'y agir. Alors que les jeunes interrogés prennent conscience de modes d'action plus « militants » sur le Web, ces jeunes sont également, au quotidien, des *usagers* des réseaux médiatiques. Ils les emploient pour échanger avec des amis de manière ludique, s'informer de l'actualité, discuter avec des membres de leur famille ou diffuser les photos prises avec leur téléphone intelligent pendant le week-end.

Par ailleurs, si les *activistes*, *cybermilitants* et *techno-philanthropes* interrogés peuvent proposer des modes d'action différents, ils s'entendent sur une chose : le grand avantage de ces outils est de permettre d'étendre l'action à *l'extérieur* des cercles d'activistes, militants ou sympathisants habituels. Or, il est intéressant d'interroger *qui* sont ces « nouveaux acteurs », tels que perçus et définis par les répondants, et quel rôle ils sont amenés à jouer dans le cadre de nouvelles formes d'engagement. A priori, certains répondants mentionnent que le Web permet d'« aller chercher des gens qui n'ont aucun passé militant » (Philippe, 26 ans, réseau citoyen pour un moratoire sur les gaz de schiste), qui ne « sont pas politisés » (Barbara, 21 ans, blogueuse féministe) ou qui « ont peur des manifestations mais sont prêts à boycotter » (Catherine, 27 ans, webmestre organisation environnementale). Dans le moindre des cas, ils attribuent à ces « observateurs externes » un rôle de *relais* : des individus peuvent visiter leurs sites Web, s'informer de leurs causes et « renvoyer l'information à leurs amis » (Mélissa, 25 ans, gestionnaire de médias sociaux pour une ONG de coopération internationale). Dans le meilleur des cas, ils leur accordent un rôle de « *micro-activistes* », considérant que la participation d'une multitude d'acteurs agissant par « petits gestes » peut appuyer la portée d'actions plus larges à visées sociale ou politique (Éric, 33 ans, pétitions virtuelles).

Or, d'une manière ou de l'autre, ce sont là des usages « hypothétiques » que ces jeunes attribuent en entretiens à *d'autres* internautes. Comme le note pertinemment Danah Boyd (2008), contrairement aux usages de la télévision où il est facile d'identifier qui sont les producteurs et les récepteurs d'un message donné, le problème des nouveaux médias est plus difficile à cerner. Ces jeunes peuvent à la fois être les *producteurs* des modes d'action qu'ils évoquent en entretien, mais ils sont aussi simultanément les *récepteurs* de multiples autres appels à l'engagement qu'ils expérimentent au quotidien. Plus encore, si le Web permet de diffuser largement des contenus, on a vu que la seule diffusion d'un message ne garantit pas une *audience*. Il demeure alors difficile pour les répondants d'évaluer la portée réelle des actions qu'ils évoquent comme des formes d'« engagement » sur le Web. C'est ce qu'exprime Taina :

Je trouve ça important de tester des choses, de voir ce qui marche, d'amener des nouvelles idées chez les gens. Mais est-ce que ça se traduit vraiment en action ? Est-ce que j'arrive à changer des habitudes chez les gens (31 ans, blogueuse)¹²⁶ ?

Pour y voir plus clair, j'ai donc choisi de confronter les imaginaires des jeunes au sujet des pratiques d'engagement à l'ère du Web 2.0, à *l'expérience* et à *l'usage* qu'ils font de ces outils au quotidien. Au-delà de la façon dont ils emploient les TIC dans le cadre d'actions militantes ou philanthropiques, quel rôle accordent-ils à la participation d'individus « libres » ou « autonomes » sur les réseaux sociaux ? Quelles expériences personnelles ont-ils de ces actions de « relais » qu'ils mentionnent ? Qu'est-ce qui les motive à signer une pétition virtuelle, à rediffuser une information sur leur fil *Twitter*, à afficher sur *Facebook* les causes que défendent leurs amis ou connaissances ? En explorant plus en détail la manière dont ces jeunes recourent à de multiples sources d'information et plateformes médiatiques, il s'agit de mettre en lumière leurs *motivations* à employer ces outils dans la vie de tous les jours comme dans le cadre de pratiques « engagées », ainsi que les *risques*, *intérêts* et la *portée* qu'ils perçoivent à ces interactions en ligne.

6.2.1 Cyberactivistes ou cybercitoyens : la valeur ajoutée du *passager clandestin*

Interrogés sur leurs expériences personnelles de participation à des formes d'engagement sur le Web, les répondants évoquent spontanément l'inscription à des listes de diffusion d'ONG, la signature de pétitions virtuelles, le partage d'informations sur des causes ou des enjeux auxquels s'adressent des groupes militants, tout comme un ensemble de pratiques « micro-philanthropiques » (des micro-dons, du micro-bénévolat) qui leur sont proposés sur de multiples réseaux grâce aux fonctions de « partage », d'« appui » ou de « relais » (identifiés sur les médias sociaux par les fonctions *share*, *like* et *forward*). Or, comme le note Clay Shirky (2010), les individus ne recourent à des technologies, aussi nouvelles soient-elles, que si elles les aident à atteindre leurs objectifs. Quels sont les objectifs des jeunes quand ils

¹²⁶ L'entretien s'est déroulé en anglais. Traduction libre de : « It's important to test out things. See what works, offer people fresh ideas. But does it really translate into concrete actions ? Can I see results in people changing their habits ? »

choisissent d'appuyer ces pratiques ? Qu'est-ce qui les motive à passer du stade de récepteur ou d'observateur à celui de « relayeur »?

En 2001, Granjon développait les notions de « passeurs » et de « filtreur » pour évoquer le rôle de *relais* que les activistes et internautes sont amenés à jouer dans le cadre de pratiques militantes sur le Web. Or, comme les répondants le soulignent eux-mêmes, la multiplication des modes d'échange et d'interaction à l'ère du Web 2.0 ne signifie pas qu'ils deviennent tous subitement des « activistes ». Au contraire, comme le soulignent Bimber, Flanagin et Stohl (2012) l'utilisation des médias sociaux suppose plutôt plusieurs *façons* de participer à des réseaux d'interaction variés, plus de choix offerts quant aux façons d'interpeller les acteurs, et plus de degrés d'engagement par lesquels ceux-ci peuvent prendre part à l'action. À cet égard, les propos des jeunes suggèrent qu'ils sont effectivement exposés à de multiples appels à l'engagement au quotidien. Certains se disent même « bombardés » par des sollicitations en tout genre, pour de multiples causes et façons d'y prendre part :

C'est pas comme quand tu travaillais à l'usine et que face à un conflit, on te demandait de faire quelque chose. [...] Je ne sais pas combien de pétitions virtuelles je vois passer par semaine. [...] On te demande de *liker* une page [Facebook], de relayer la pétition. C'est sûr, ça prend un filtre. Tu peux pas toutes les signer (Dominique, 23 ans, entrepreneure sociale).

Ça dépend de ton réseau, mais à moins d'être fermé sur ton petit monde, dès que y'a des événements, y'a le fil de nouvelles qui suit [...] Les manifestations en Tunisie, en Égypte, à Montréal, au Mexique : sur *Twitter* c'était *non-stop* [sic] : appuyez la marche, textez que vous êtes là, il faut que tout le monde voit ça (Philippe, 26 ans, réseau citoyen pour un moratoire sur les gaz de schiste).

Les propos de Philippe évoquent ici une pratique rendue populaire pendant les manifestations de Birmanie en 2007¹²⁷, mais qui a aussi été largement employée dans le cadre des révoltes des iraniens et des moldaves, en 2009. En plus des appels à la mobilisation lancés sur les

¹²⁷ Lors de la « révolution safran » en Birmanie (2007), de nombreux activistes prennent des images et des vidéos de la violente répression des manifestants par la junte militaire, qu'ils relaient à d'autres jeunes situés à l'extérieur du pays en leur demandant de jouer le rôle de relais. Ko Htike, jeune anglais d'origine birmane, en affiche plusieurs sur son blogue de poésies, au point qu'il devient la source d'information privilégiée par la BBC et Al-Jazira. À une journaliste de *La Presse*, il déclare : « Le monde entier est rivé sur notre pays. C'est le moment ou jamais de faire du tapage » (Paquin, M.I. 2007. « Un blogueur contre la junte militaire », *La Presse*, 29 septembre, p.A-34).

médias sociaux, on demandait aux usagers de relayer massivement l'information et même, de s'identifier comme faisant partie des militants actifs sur le terrain. L'objectif étant, d'une part, d'attirer l'attention du public et des médias internationaux sur ces événements, mais d'autre part, de détourner l'attention des policiers ou des forces de l'ordre en les empêchant d'identifier adéquatement la source de la diffusion de l'information¹²⁸. Au plus fort de la contestation iranienne (2009), des messages étaient lancés aux usagers du réseau *Twitter* suggérant de changer la localité de leur compte pour Téhéran, en guise de soutien aux manifestants, mais aussi afin de brouiller les pistes des policiers. On peut également penser à la « marche virtuelle » orchestrée sur *Facebook* pendant le « printemps arabe » égyptien (le 1^{er} février 2011), et qui invitaient les individus, peu importe leur localité dans le monde, à dire qu'ils participeraient à la marche. En moins de 24 heures, 500 000 individus dans le monde signalaient qu'ils y prendraient part. À noter, la section commentaire de la page *Facebook* permet l'affichage libre d'opinions, où plusieurs remettent en question la portée et la pertinence mêmes de la marche. La page suggère par ailleurs d'afficher l'événement sur son profil personnel (*post*) et de « partager » l'invitation à son réseau (*share*)¹²⁹.

Bien sûr, en prenant part à ces actions de *relais*, les jeunes n'ont pas l'impression de devenir eux-mêmes des activistes ou des militants, même s'ils estiment que leur participation fait partie de la stratégie de la mobilisation et même, que l'accumulation de ces pratiques peut avoir des répercussions importantes sur la tournure des événements. Pour le dire autrement, *relayer*, *appuyer* ou *partager* l'information en ligne n'est pas directement associé par les jeunes à une forme d'activisme ou d'engagement. Mais ces pratiques témoignent tout de même d'une « disposition », d'un engagement « soft », qui reflète un support moral à la cause, comme le ferait par exemple le port d'un macaron ou d'un ruban aux couleurs d'une

¹²⁸ Ces pratiques permettent de brouiller les pistes de manière sommaire, en « surchargeant » le réseau de données. Il est plus difficile de camoufler adéquatement l'emplacement d'un usager. Certains hackers et cyberactivistes s'évertuent à cette fin de brouiller la piste des « émetteurs ». En 2008, à quelques mois de l'ouverture des jeux olympiques de Pékin, une équipe d'étudiants de l'Université de Toronto a ainsi mis sur pied un réseau de « dons de domaines » où ils invitaient les Canadiens à créer des comptes personnels sur le Web et à les « donner » à des cyberdissidents chinois, pour que ceux-ci ne puissent pas être retracés par les autorités du pays. Voir la description du fonctionnement de Psiphon.net : <http://en.wikipedia.org/wiki/Psiphon>

¹²⁹ L'événement est toujours affiché en ligne : <https://www.facebook.com/events/126197157451259> (visité en date du 1 février 2012).

organisation ou d'un mouvement. La motivation à appuyer ce genre de pratiques fait alors référence, dans les propos des jeunes, à une *solidarité* exprimée et affichée, tant envers des individus qu'envers la cause qu'ils défendent. Cette solidarité demeure cependant flexible, dans le sens où les « relayeurs » peuvent s'en désinscrire sans trop de conséquence (à l'image, encore une fois, du macaron ou ruban) :

Des fois, même si ça ne me tente pas de signer une pétition, je vais la renvoyer à d'autres, parce que ça peut les intéresser [...] C'est moins important si tu peux ou tu peux pas appuyer ces gens-là comme tel, je pense. Pour moi c'est plus pour montrer qu'il y a toute une force, tout un groupe de la population qui regarde. (Mélanie, 24 ans, entrepreneure sociale).

De la même façon qu'ils évoquent leur volonté de conserver une liberté de choix et de pensée et l'importance de se désaffilier librement d'une organisation, les répondants trouvent un intérêt évident à pouvoir s'inscrire et se désinscrire facilement des appuis qu'ils effectuent sur le Web¹³⁰. Ils demeurent de ce fait cohérents avec le discours « d'ouverture », d'« expression personnelle » mais aussi de « prise de conscience » des réalités, limites et compétences individuelles des différents membres qui composent un réseau. Toutefois, en se situant toujours à la frontière de l'action – un pied dans l'action, un pied en dehors – ces jeunes discutent beaucoup d'engagement. Mais ils semblent toujours limiter leur rôle au fait de pouvoir *exprimer* des positions ou des valeurs (personnelles ou celles d'autrui). Cela témoigne en quelque sorte d'une valorisation de la fonction d'*appui* ou de *relais* plutôt que de celle plus active qu'est amené à jouer le *membre*, le *militant*.

Or, rappelons que ces jeunes peuvent être simultanément des producteurs et des récepteurs des actions proposées ; ils peuvent, par exemple, militer sur le terrain mais *aussi* recevoir et relayer simultanément des appels à l'action sur les médias sociaux pour des causes ou des organisations envers lesquelles ils ne s'engagent pas nécessairement. Il faut donc faire attention à ne pas s'empresser de voir dans les pratiques énoncées par les jeunes une preuve du « désengagement » ou de l'appui « mou » des membres de cette génération. Plus encore, si

¹³⁰ Une enquête menée par Rohlinger et al. (2009) auprès des membres de l'organisation MoveOn.org (une organisation cybermilitante très active aux Etats-Unis), démontre que la facilité de « désengagement » des pratiques Web renforce l'appui du membership à long terme, puisque les participants ne se sentent pas obligés d'abandonner l'organisation s'ils n'ont plus le temps ou la possibilité de prendre part à une action.

certaines modes d'appui peuvent parfois sembler tout aussi ténus que « volatiles », il faut reconnaître que les jeunes ne sont pas les seuls à encourager cette « liberté » accrue de l'acteur. À l'ère des médias sociaux, les organisations de l'action collective accordent elles-mêmes une place toujours plus importante au rôle des « sympathisants » et des « observateurs externes ». Elles offrent sur leurs sites Web de multiples outils, « kit d'action » ou informations faciles à télécharger, à partager et à relayer. Ceux-ci sont d'ailleurs construits dans le but d'encourager les usagers du Web à les employer à leur guise, dans le contexte de leur choix, dans une participation qui se veut à la fois plus flexible et plus ouverte aux actions menées par un ensemble varié d'individus (figure 16).



Figure 16: Instructions pour diffuser des images « en direct » (manifestations de Rio de Janeiro, juillet 2013)

Sources : <http://rionarua.wordpress.com> (site visité en date du 30 juillet 2013)

Jouant sur le potentiel de *relais* qu'offrent les TIC, les organisations adoptent une position peu habituelle. D'une part, elles offrent gratuitement des « kits de coordination » et affichent ouvertement leurs stratégies d'action à des observateurs et supporters situés à l'*extérieur* de l'organisation (Bimber et al. 2012). D'autre part, elles misent sur la force de gestes effectués sporadiquement par des individus situés dans des réseaux de proximité « faibles » (*weak ties*) et dont les préférences ou comportements ne sont pas connus a priori, sans nécessairement les enjoindre à devenir membres de l'organisation ni même à faire des dons.

Faisant alors écho aux valeurs de *transparence*, *d'ouverture* et de *responsabilité individuelle* mises en avant par les jeunes en entretiens, ces organisations suggèrent en quelque sorte deux façons de renforcer l'action : 1) elles recourent aux TIC pour appuyer des modes d'engagement formels, en favorisant les apports de la base grâce à des réseaux de proximité

forts et le *membership* d'activistes et de sympathisants, tout en permettant à ces derniers de devenir plus librement des « émetteurs » d'information (en diffusant des images d'une mobilisation sur leurs réseaux personnels, par exemple); 2) elles proposent des modes d'engagement plus fluides, basés sur la solidarité et le partage d'information et la diffusion « en direct » par des relayeurs, observateurs et « curieux » situés à l'extérieur de l'organisation.

Ce faisant, elles soulignent une valeur ajoutée au *free-rider*. Comme on l'a vu, les théories des mouvements sociaux élaborées depuis les années 1960 et 1970 ont généralement pensé le *free-rider* – ce « passager clandestin » qui observe et espère profiter des bénéfices de la mobilisation sans en être membre – comme un problème à résoudre (Earl et Kimport 2011). Depuis l'ouvrage phare de Mancur Olson, *The Logic of Collective Action* (1965), ces théories se sont bien sûr adaptées pour prendre compte des nouvelles stratégies d'acteurs et suggèrent en ce sens des contradictions et des tensions entre les approches théoriques (comme il a été démontré au chapitre 2). Toutefois, il demeure qu'elles conçoivent les mouvements sociaux dans une perspective qui choisit de s'éloigner des approches psychologisantes ou behaviorales de mouvements « émotifs » ou « anticonformistes » de foules (Le Bon 1960 ; Turner et Killian 1972). Et en ce sens, elles mettent généralement en exergue le caractère *organisé* de l'action (McCarthy et Zald 1973). C'est d'ailleurs pourquoi elles s'intéressent à la façon dont se constituent ces organisations, comment elles mobilisent leurs ressources, les coûts associés au recrutement des membres, la construction de symboles, de cadres et d'identités collectives qui peuvent rassembler les membres d'une organisation et en orienter l'action.

Or, comme le démontrent les propos des *cyberactivistes* et des *techno-philanthropes*, le recours aux médias sociaux réduit énormément ces « coûts » associés à la participation. Il est bien plus facile, pour un individu, de diffuser une pétition virtuelle que de participer à une manifestation. De la même manière, plus un groupe est large, plus une cause reçoit le support d'un nombre élevé d'individus, plus les individus y perçoivent une diminution du « risque » à

leur participation, voire un indice positif de la portée potentielle de l'action¹³¹ (Earl et Kimport 2011 ; Bimer et al. 2012). Enfin, puisque les médias sociaux accroissent les possibilités de collaboration entre acteurs « non-organisés » – ou situés à l'extérieur de cadres formellement organisés (Shirky 2008, 2010) et puisque les organisations encouragent les pratiques qui s'appuient sur des réseaux de proximité faible de leurs sympathisants et « observateurs externes », plusieurs suggèrent que c'est la conception même du *free-rider* qui doit aujourd'hui être repensée (Cammaerts 2011 ; Earl et Kimport 2011 ; Bimer et al. 2012).

En entretien, ce rôle est à la fois expérimenté, interprété et même apprécié des jeunes. Ils évoquent de multiples intérêts qu'ils voient au fait de pouvoir jouer ce rôle de « relais ». Face à un contexte politique lui-même en transformation – et envers lequel ils ont l'impression de ne pas toujours « bien savoir comment agir » ni de toujours « pouvoir se faire entendre » – ces fonctions leur permettent de s'appuyer sur leurs réseaux personnels pour créer et activer de nouvelles alliances, pour profiter de la liberté qu'offre le Web pour « passer le mot » :

Je connais des gens qui vont sur internet : quand je lance une campagne de boycott, ils embarquent, ils *forward* [sic] à leurs amis. [...] Dans les faits, ils ne sont pas membres de [notre organisation]. Mais dans ma tête, ils en font partie. Parce qu'ils aident plus le mouvement que quelqu'un qui est membre et qui ne lit même pas nos courriels (Catherine, 27 ans, webmestre pour une ONG environnementale).

Si tout le monde se met à poser des questions, qu'ils soient ou pas dans l'asso [sic], le gouvernement et les médias ne peuvent plus ignorer ce qui se passe. Quand tu vois qu'il y a des gens de tous les milieux qui t'appuient sur *Facebook*, que c'est pas juste tes amis militants mais même ton oncle Gérard...Çe te donne du courage. On n'est pas seuls (Pierre, 26 ans, altermondialiste).

Quand j'ai fait la vidéo pour demander le moratoire, je savais que j'allais l'envoyer à *Greenpeace* mais je l'ai mise avant sur *Facebook* [...] Je ne pensais pas qu'il y aurait autant de gens qui m'écriraient. J'ai vu tous les *likes* [sic], tous les *share* [sic] ça a donné comme un coup. Ok, on a du support, on peut pousser plus loin (Philippe, 26 ans, réseau citoyen pour un moratoire sur les gaz de schiste).

¹³¹ À cet effet, Bimer, Flanagin et Stohl (2012) soulignent deux approches théoriques distinctes à la question du nombre de supporters et d'adhérents. Selon les théories inspirées des écrits d'Olson (1965), plus un groupe est large, moins la participation devrait être grande, dû à l'impression de « responsabilité partagée » qui n'encourage pas les acteurs à se mobiliser. À l'inverse, d'autres approches inspirées des écrits de Tocqueville (1945) suggèrent plutôt que si la masse d'adhérents à un groupe est grande, les acteurs risquent de s'y engager davantage, puisqu'ils perçoivent que l'action peut avoir, de par sa masse d'adhérents, une portée réelle sur les objectifs fixés.

La valeur ajoutée du *free-rider* permet alors de tester et d'alimenter ce qu'Aunio et Staggenborg (2011) définissent comme la « communauté d'un mouvement social » (*social movement community*). Il s'agit de communautés réelles ou virtuelles qui incluent un ensemble de réseaux d'interaction entre des individus, des organisations, des groupes d'action, mais aussi des groupes d'influence culturelle, des sympathisants, des ONG, des donateurs et de simples observateurs (ou des *free-riders*), et dont le croisement de pratiques permettent de faire avancer les objectifs d'un mouvement. Qu'ils soient ou non membres d'une organisation, la valeur des membres de ces réseaux tient au fait qu'ils permettent d'appuyer les pratiques « activistes » ou de prolonger la portée et la visibilité des pratiques « cyberactivistes » de manière fluide et parfois même virale.

Or, pour d'autres répondants, la participation de « relayeurs » réfère aussi à ce qu'ils estiment être le devoir de *citoyens responsables*, à qui il incombe de connaître les différents enjeux et les luttes menées par de multiples acteurs de la société civile. La circulation de l'information permet ici de favoriser la conscientisation de réseaux multiples mais elle permet aussi de jouer un rôle d'archivage, de témoignage, en laissant une « trace numérique ». Comme le dit Marie-Ève (33 ans, observatrice « non-engagée », étudiante du 3^{ème} cycle) : « Si tu changes la manière dont les gens autour de toi prennent conscience d'un conflit, ça devient aussi une partie du débat. Ils l'ont vu quelque part et ça reste ». En d'autres termes, puisque le contexte médiatique offre une facilité et une rapidité *d'accès à l'information*, et puisque le numérique permet *d'archiver*, de *stocker* et de *relayer* les données, les jeunes estiment que les TIC appuient le devoir et la responsabilité de chacun de « ne pas se fermer les yeux » :

C'est normal, des fois on n'a pas toujours le temps de tout savoir [...] Comme là, je te dis que j'essaie d'être bien informée, mais c'est pas toujours vrai. Il y a plein de sujets que je ne connais pas. [...] Aujourd'hui on ne peut plus juste dire : ah ben je savais pas. C'est ta responsabilité d'en savoir plus (Maya, 24 ans, touche-à-tout).

Une fois que tu prends conscience d'une réalité, c'est difficile de l'ignorer. Alors le but, c'est de susciter l'intérêt général, d'amener les gens à s'ouvrir les yeux, de confronter les gens autour à prendre connaissance d'autres idées (Myriam, 27 ans, altermondialiste).

Le *relais*, le *partage* ou l'*appui* sporadique permettent en ce sens d'alimenter la « veille » citoyenne, de favoriser une conscientisation à certaines causes ou enjeux pour lesquels des

acteurs se battent sur la scène internationale. Elles ajoutent alors un rôle « éducatif » aux relais mais favorisent aussi, du point de vue des répondants, la *vigilance* face à certaines dérives, décisions politiques ou situations peu médiatisées. Comme le suggère Rheingold (2002), à l'ère de la circulation accrue de l'information, les individus prennent conscience du pouvoir que leurs confèrent ces outils et ils s'efforcent de rester à l'écoute, « toujours conscients » (*always on*, pour reprendre les termes de Rheingold) de ce que d'autres membres du réseau font, disent ou expérimentent. Ces pratiques permettent en quelque sorte d'alimenter une contre-culture de surveillance (Ronsanvallon 2006) où les individus peuvent désormais signer des pétitions virtuelles, appuyer des mouvements ou relayer des informations à la minute près, et offrir ainsi une lecture alternative des enjeux et situations, un contrepoids au pouvoir des institutions et des grands groupes médiatiques.

Bien sûr, ces pratiques cadrent mal avec l'idée que font les analyses classiques d'une action « militante » ou collective. Les jeunes mentionnent qu'ils ne se sentent pas redevables de ces organisations, qu'ils agissent de manière isolée, selon le temps dont ils disposent ou l'envie du moment et, plus encore, ils insistent sur le fait qu'ils n'ont pas l'impression de devenir eux-mêmes des militants en effectuant ces actions. Or, ils choisissent tout de même *consciemment* de jouer ce rôle de *relais*, dans un geste d'empathie, de solidarité ou de dissidence. En ce sens, à l'image de « passagers clandestins » (*free-riders*), ils demeurent volontairement à l'extérieur des pratiques activistes ou militantes mais souhaitent tout de même voir celles-ci atteindre leurs objectifs – et peut-être même en profiter ultimement.

Par ailleurs, si leurs propos mettent alors en lumière un intérêt pour des pratiques plus collaboratives, les répondants interrogés y voient aussi certains dangers et inconvénients. Ils mentionnent notamment les risques de « propager des rumeurs » et la difficulté de « vérifier la source et la provenance » des pétitions et informations transmises. D'autres évoquent le sentiment d'étouffement qu'ils ressentent face au surplus d'actions proposées, aussi petites soient-elles, et craignent qu'à ne trop solliciter les individus à toutes les causes, on n'arrive qu'à favoriser l'immobilisme ou encore à « brûler son réseau » :

Je ne sais pas toujours si ça donne quelque chose de faire ça. [...] Je le fais parce que ça me donne l'impression de pouvoir au moins faire quelque chose. Ça combat un peu le

sentiment d'impuissance. Mais c'est difficile de savoir si ta signature donne vraiment quelque chose (Katheline, 31 ans, entrepreneure Web).

Quand je reçois des pétitions, j'essaie de surveiller les sources, je fais attention. Si ça vient d'Avaaz [.com], tu sais que c'est plus fiable. Mais des fois tu ne sais pas qui l'a partie, qu'est-ce qu'ils vont faire avec [...] Il y en a tellement, je fais attention de ne pas saturer mon milieu (Caroline, 32 ans, représentante syndicale).

Je ne pense pas que c'est plus facile de signer une pétition virtuelle qu'une pétition d'un gars qui vient sonner à ta porte. Le problème, c'est : est-ce que ton gouvernement va choisir ou non de les écouter ? (Nathalie, 20 ans, altermondialiste).

En somme, si les jeunes produisent, prennent part ou expérimentent certaines pratiques de *relais* et d'*affichage* au quotidien, ils reçoivent aussi des sollicitations qui requièrent des appuis diversifiés, demandent des efforts variés. Ces participations sporadiques ou « engagements-minute » (*flash-activism*, pour reprendre le terme d'Earl et Kimport 2011) ne se comparent pas, aux yeux des jeunes, à de véritables pratiques militantes – que certains peuvent aussi entreprendre, par ailleurs, dans la vie quotidienne. Toutefois, elles supposent un nouveau *sens*, une nouvelle *valeur* accordée à la « participation » ponctuelle d'« observateurs externes » dans le cadre de stratégies visant à produire des changements sociaux et politiques.

En *amplifiant* les interactions entre « citoyens ordinaires » sur des plateformes libres, multiples et ouvertes, ces réseaux permettent à quiconque de mettre en lumière des idées, opinions, préoccupations et de les diffuser à grande échelle. Conscientes de cette force, les organisations militantes et associatives encouragent ce rôle de relais et donnent une valeur ajoutée aux « passagers clandestins ». Dans l'ensemble, ces pratiques s'ajoutent alors aux *cadres* et aux *répertoires* par lesquels les jeunes définissent ce qu'ils estiment être des modes de participation et « d'engagement » dans le contexte médiatique prévalant. Ces fonctions de relais supposent dès lors un changement de perception dans la façon de concevoir la structure de l'action, où l'affichage en réseaux permet d'appuyer ce que Jacques Ion appelle une « publicisation de soi » (Ion 2009, 2012). On l'a vu, l'action ne se conçoit plus de manière verticale du haut vers le bas, ni même uniquement de l'organisation vers ses membres et ses supporters. C'est par l'apport de chaque individu (qu'ils soient membres, supporters, observateurs, citoyens ordinaires ou *free-riders*) que se crée le mouvement. Ces affichages et

« publicisations de soi » multiples et en réseau sont dès lors perçues de manière positive par les jeunes, en ce qu'elles permettent de donner une forme et un sens à des pratiques variées, menées par une panoplie d'individus qui peuvent s'engager à la mesure de leurs moyens, de leur disponibilité et de leurs compétences.

Toutefois, l'évaluation que les répondants font eux-mêmes de la portée de ces actions là aussi paradoxale. D'une part, ils estiment qu'elles démontrent que plusieurs individus sont prêts à contribuer volontairement et gratuitement à des pratiques qui visent des changements sociaux ou politiques ; mais d'autre part, plusieurs déplorent le fait que ce qui circule le plus aisément sur les médias sociaux, c'est encore ce qui fait rire, ce qui choque ou surprend. En ce sens, ils craignent que ces diffusions ludiques et virales ne permettent pas d'approfondir une prise de conscience des causes ou des enjeux auxquels ils disent vouloir s'attaquer. Comment interpréter ces perceptions contradictoires ? Pourquoi les jeunes signent-ils des pétitions en ligne s'ils ne les croient pas efficaces ? Doit-on conceptualiser les pratiques de piratage informatique, l'affichage d'opinions sur *Facebook* ou *Twitter* et la signature de pétitions virtuelles de la même façon ? Que faire des multiples contenus ludiques, déjantés et viraux, dont les sources sont difficilement vérifiables, qui n'ont pas toujours de cible claire et que les jeunes relaient, partagent et diffusent sur leurs réseaux personnels ?

6.2.2 Le paradoxe du *slacktivism* ou les bienfaits de la révolution assise

Ces pratiques de relais et d'affichage sur le Web suggèrent de nouveaux codes de sens donnés au fait d'« appuyer » un mouvement, une cause, mais aussi à ce que veut dire « participer » au changement social ou politique. Ces pratiques donnent en partie aux jeunes interrogés l'impression que l'action est plus facile à organiser sur le Web, qu'elle peut être effectuée à peu de frais. Mais elles soulignent aussi que la participation d'un individu peut être sporadique, ludique et éphémère. En ce sens, quand les jeunes décrivent la portée des gestes qu'ils posent sur le Web, ils se montrent à la fois réalistes et prudents : ces relais peuvent après tout favoriser la circulation de rumeurs, ne permettent pas toujours de comprendre les enjeux, facilitent la circulation de dérisions faciles, de vidéos-choc et de plaisanteries en tous genres.

On peut ici penser à la vidéo montrant un Nicolas Sarkozy en apparence « éméché » pendant le sommet du G8 (2007), reprise et transformée en une panoplie de vidéos diffusées sur *YouTube*¹³². On peut évoquer les vidéos produites par un imitateur (*Alphacat*) qui incarne sur le Web, sans buts apparents, un Obama qui chante et danse, heureux d'avoir remporté ses élections¹³³. Ou encore, on peut mentionner à la très populaire campagne « Kony 2012 », diffusée en mars 2012 sur de multiples plateformes (*Youtube, Vimeo, Facebook, Twitter*) et dont la vidéo a été vue par plus de 43 millions d'utilisateurs de *Youtube* en moins de 72 heures. L'objectif de cette campagne, lancée par l'organisation américaine « Invisible Children », visait à rendre populaire le nom de Joseph Kony, chef de l'armée rebelle ougandaise, pour que ce dernier « ne puisse plus se cacher » et qu'il soit traduit en justice pour de nombreux crimes contre l'humanité (dont celui d'avoir monté une armée de 30 000 enfants soldats)¹³⁴. Largement relayée par des millions d'internautes qui ont appuyé la cause en diffusant l'information, en « aimant » (*like*) la page *Facebook* de la campagne ou en faisant des donations rapides mais considérables sur le Web (5 millions amassés en moins de 48 heures), la campagne a été démolie presque tout aussi rapidement par de nombreuses critiques issues de penseurs, activistes, militaires et travailleurs humanitaires. Ces derniers se sont empressés de dénoncer les frasques de l'organisation « Invisible Children », l'irresponsabilité de ce qui était proposé par la campagne (si le leader de l'armée rebelle n'est pas arrêté ce n'est pas parce qu'il n'est « pas connu ») tout comme la crise de folie de son fondateur Jason Russell, « leader » du mouvement Kony 2012, gesticulant nu dans la rue à quelques jours de la diffusion de la campagne - une vidéo elle aussi rediffusée largement sur les médias sociaux.

Interrogés sur ce qu'ils pensent de ce genre de pratiques, les jeunes adoptent tout d'abord une position critique. Si l'engagement n'est pas toujours le produit de motivations rationnelles (et qu'il peut être lié à l'indignation, la solidarité ou à l'émotion, par exemple), ils reconnaissent

¹³² Pour voir la vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=iU7zgQv3Nfl> (visite en date du 15 juin 2013)

¹³³ Pour voir la vidéo : <http://youtu.be/8PqI12R8YNU> (visite en date du 15 juin 2013).

¹³⁴ Une vidéo diffusée viralemment sur les médias sociaux invitait les internautes à relayer la vidéo sur leurs réseaux personnels, à inonder de messages les comptes *Twitter* de célébrités et de politiciens (dont George Clooney et Barack Obama), à commander en-ligne des T-Shirts, affiches et autocollants et à tapisser les villes et les médias sociaux du visage de Kony, pour qu'il puisse être arrêté avant le 20 avril 2012.

que la rapidité avec laquelle circulent les informations sur les réseaux sociaux laisse peu de temps à la réflexion. Face à cette situation, les jeunes se disent conscients du danger d'« illusions » ou de « bonne conscience » (Rachelle, 30 ans, *Twitter* engagé) que ces retransmissions peuvent engendrer, tout comme le fait qu'elles laissent une « fausse impression d'avoir fait quelque chose » (Sébastien, 30 ans, fondateur d'une ONG). Cela pousse alors parfois les répondants à catégoriser ces pratiques comme illustrant ce qu'on appelle dans le jargon 2.0, du *slacktivism* (Morozov 2009, 2011). Un anglicisme que l'on pourrait traduire par l'activisme-mou, le militantisme des fainéants ou le « fainéantisme » et par lequel on caricature ces internautes qui préfèrent rester dans le confort de leur monde virtuel, à pianoter rapidement sur un clavier leur support ou leur appui à une cause pour mener « la révolution assise », plutôt que de rechercher des informations, comprendre les enjeux et prendre plus directement part à l'action (McChesney 2013).

Dans les termes des répondants, il est « beaucoup trop facile de cliquer » pour que ces gestes soient « engagés ». Toutefois, l'attitude des jeunes envers ce genre de pratiques est ambiguë. D'une part, ils associent positivement les pratiques de « relais » aux stratégies militantes ou philanthropes sur le Web. D'autre part, ils dénoncent le « fainéantisme » latent et les dangers de « désengagement » qu'elles supposent. Plus surprenant encore, quand je demande aux répondants d'identifier une action qu'ils ont récemment effectuée pour appuyer une cause ou produire des changements relatifs aux enjeux qui leur tiennent à cœur, l'affichage personnel, le partage sur *Facebook* ou le relais d'information sur les médias sociaux font partie des premiers modes d'action qu'ils mentionnent dans la grande majorité des cas (suivis de près par le recyclage et la consommation responsable) :

La première chose que je fais c'est *Googler* [sic]. Je vais lire, je vais voir ce que je peux *retwitter* [sic]. [...] Souvent si c'est une situation qui me fâche je vais l'afficher sur *Facebook* (Katheline, 31 ans, cyberentrepreneure).

Admettons que je lis un article sur quelque chose qui vient me chercher. L'action typique c'est d'écrire sur mon statut *Facebook*. Je pose des questions. [...] Après je vois comment les gens réagissent, je vois ce qu'ils répondent. De plus en plus, j'essaie d'utiliser mon fil *Twitter* mais je fais plus attention à ce que j'écris. [...] Des fois je vais carrément écrire au journal ou aux organisations (Nicolas, 33 ans, candidat NPD).

C'est pas toujours le même ordre, mais généralement je vais d'abord m'informer. Après ça, ça va être d'émettre mon opinion. Avec mes amis, sur *Facebook*, des fois ça va être de commenter ou de *liker* [sic] quelque chose que quelqu'un d'autre a écrit. [...] Si c'est un engagement qui va plus loin, je vais signer une pétition, appuyer la page d'un collectif [...] Dans le fond, c'est toujours d'entretenir la grogne (Jean-Philippe, 28 ans, anarchiste).

La première chose que tu fais, c'est de te défouler sur *Facebook*. Après, tranquillement, tu comprends mieux ta position. [...] Je suis vraiment plus proche des valeurs 2.0 je pense. J'essaie d'influencer les gens, de connaître d'autres idées. Je trouve des manières de les partager (Christine, 29 ans, réseau de partage de connaissances sur le Web).

Ces réseaux, faut-il le rappeler, prennent une place importante dans le quotidien des jeunes. Selon l'enquête NETendance (2012), un internaute sur deux âgé de 18-34 ans crée du contenu sur les médias sociaux et 1 sur 3 y consulte des contenus au quotidien. Les jeunes les emploient donc pour échanger des idées, opinions et préoccupations sur un ensemble de situations et d'événements qu'ils expérimentent et vivent au jour le jour. Suivant le même pattern d'interaction, ils s'y réfèrent pour évoquer leurs états d'âme et positions sur des enjeux qui les touchent et envers lesquels ils se posent des questions. En outre, cela suppose que ces jeunes accordent une importance au fait de pouvoir échanger avec d'autres au sein de ces réseaux virtuels, de la même façon qu'ils disent vouloir afficher leurs positions, leurs opinions, leurs valeurs et leurs expériences personnelles de manière cohérente, dans la vie de tous les jours auprès des gens qu'ils côtoient. En ce sens, pour mieux comprendre l'intérêt que les jeunes portent à ces pratiques de relais, d'affichage et de « publicisation de soi » sur le Web, qu'ils qualifient eux-mêmes de « fainéantes », il importe d'explorer plus en profondeur les *raisons* pour lesquelles ils ont le réflexe d'afficher des commentaires et « status » au quotidien sur les médias sociaux, tout comme les intérêts qu'ils voient à ces pratiques.

De narcissique à engagé: vouloir s'afficher en-ligne

« *J'aimerais être une antenne* »
Maryse, 28 ans, cinéaste

En interrogeant les jeunes sur leurs recours aux outils du Web 2.0, un premier constat mène à considérer leurs usages en continuité avec la façon dont ils décrivent « l'engagement » comme faisant référence à l'expression de valeurs, d'opinions et de choix de vie qui s'expriment au quotidien. Rappelons-le, les « affichages » de ses valeurs et opinions personnelles visent avant

tout, aux yeux des répondants, à « favoriser la conscientisation », à « faire parler d'enjeux », à « devenir un modèle par ses actions » ou à donner à voir « d'autres » façons d'agir ou « d'être ensemble » dans le contexte social et politique. En ce sens, Jacques Ion suggère qu'il s'agit moins d'un affichage de soi effectué dans un désir de reconnaissance sociale qu'une *expression* de soi, effectuée dans un désir de reconnaissance publique (Ion 1998, 2004). Cette réflexion accompagne aussi celles des affichages personnels sur le Web.

En effet, la propension des jeunes à employer les TIC pour « publiciser » ou afficher constamment ses préférences, opinions et actions fait dire à plusieurs observateurs qu'il s'agit là d'une génération du « moi », d'une « culture du je » (Palfrey 2008 ; Morozov 2009 ; Muxel 2010) où les médias sociaux viennent appuyer un désir narcissique des jeunes de se donner à voir, de « créer un fan-club de soi » (Dagnaud 2011) par l'intermédiaire de messages, de photos et de vidéos diffusés sur *YouTube*, *FaceBook*, *Twitter*, *LinkedIn*, *Instagram*. Or, en s'exposant ainsi à des milliers d'internautes, Castells (2007, 2009, 2012) y voit plutôt un exemple d'une forme de socialisation qu'il qualifie d'« auto-communication de masse » (*mass-self communication*). Pour lui, il ne s'agit pas d'une diffusion massive du « soi », mais au contraire, d'un affichage personnel, d'une émission « autogénérée » et « autodirigée » qui *s'adresse* à la masse. Pour Castells, les possibilités d'affichage que supposent le Web 2.0 ne font donc pas que changer nos façons d'interagir. En favorisant l'expression de multiples acteurs et besoins, elles favorisent de nouvelles dynamiques de collaboration et de contre-pouvoir :

It is mass communication because it reaches potentially a global audience through p2p networks and Internet connection. [...] And it is self-generated in content, self-directed in emission, and self-selected in reception by many that communicate with many [...] By counter-power, I understand the capacity by social actors to challenge and eventually change the power relations institutionalized in society (2007: 248).

À titre anecdotique, rappelons que si les premiers développements de plateformes 2.0 ont justement été perçus comme reflétant ce culte du « je », du « moi », ce sont les usages et les détournements de ces applications par les propres internautes qui sont depuis considérés comme favorisant des collaborations réticulaires de multitude à multitude (*peer to peer*). Les couvertures annuelles du *Times Magazine* en témoignent, alors qu'elles indiquent une

transition dans la façon de percevoir le potentiel du Web. En 2008, le magazine décernait son titre de personnalité de l'année à « You », l'individu, faisant référence à la multiplication des contenus personnalisés sur les médias sociaux. En 2010, le titre était décerné à Marck Zuckerberg, créateur de *Facebook* pour avoir créé une application permettant de nouvelles interactions sociales. En décembre 2011, le titre était décerné au « protestataire » (*the protester*), en hommage aux millions de manifestants qui ont envahi les rues, du Proche-Orient à la Russie, à l'Espagne et à la Grèce, aidés des outils numériques.

Puisqu'une grande part des dynamiques de sociabilité des jeunes passent aujourd'hui par les médias sociaux (les répondants les emploient pour se divertir, échanger, s'informer, discuter de l'actualité), on pourrait déduire que ces jeunes ont simplement « appris » à employer ces outils pour prendre le pouls du contexte social – saisir les enjeux de l'heure, la nouvelle entendue à la radio, mieux comprendre une situation vue aux nouvelles. Or, on peut aussi y voir une manière de se situer personnellement, d'afficher sa position dans ce contexte – ce qu'ils pensent d'un enjeu, ce qu'ils sont en train de faire, ce qu'ils viennent d'aller voir comme exposition ou qu'ils ont entendu dans l'autobus. De ce point de vue, l'affichage en réseau ne sert pas uniquement à se *montrer* à d'autres, il sert aussi à « donner à voir » ce qui se passe là où on se trouve, tout comme il permet de voir ce que d'autres vivent et expérimentent et ce, plus rapidement que ne peuvent le faire les médias traditionnels. À titre d'exemple, Clay Shirky rappelle que lors des attentats terroristes de Londres en 2005, c'est d'abord et avant tout en rediffusant des messages-textos que la nouvelle d'une bombe dans le métro s'est répandue, témoignant d'un nouveau réflexe des citoyens à recourir aux TIC pour comprendre leur monde :

The government maintained that the horrific damage and casualties had been caused by some sort of power surge. Even a few years earlier, this explanation would have been the only message available to the public, allowing the government time to investigate the incident more fully before adjusting its story [...] people were already trying to understand the event without waiting for [the government] to speak (2010 : 62).

Bien sûr, tous les jeunes interrogés ne choisissent pas d'afficher leur vie en ligne au même degré. Certains refusent de s'inscrire sur ces réseaux ou y produisent peu d'information, disant préférer « ne pas entrer dans une mise en scène de soi », ou déplorant que certains y « étalent

leur vie » (Noémie, 24 ans, cybermilitante environnementaliste). Pour d'autres, comme Nicolas (33 ans, candidat NPD), l'affichage sur de multiples plateformes participe à renforcer une culture politique de la transparence où il estime possible de partager ses convictions avec un auditoire élargi, dans un objectif conscient d'ouverture à autrui: « Être sur *Facebook*, mon Blogue, *Twitter*, je veux montrer que je suis là, j'ai des choses à dire, je suis prêt à discuter. C'est à moi que les gens parlent, pas à un politicien ou à un parti ».

En entretien, les jeunes rappellent par ailleurs que s'ils choisissent ou non de s'inscrire sur ces réseaux, ils ont tout de même l'impression que c'est là où circule le plus rapidement l'information, voire où ils trouveront « ce qui n'est pas dit » ou qui « n'est pas abordé par les médias ». C'est en quelque sorte ce qu'exprime Catherine (32 ans, entrepreneure sociale): « Moi ça ne m'intéressait pas d'être là-dessus, tu passes plus de temps à t'inventer une vie qu'à créer du contenu. [...] C'est ironique parce que je viens de m'ouvrir un compte. Je ratais tout ce qui se passait ! »

Les propos des jeunes corroborent en ce sens les positions des nouvelles approches théoriques qui avancent que l'affichage « virtuel » n'est pas détaché de la vie réelle¹³⁵ (Boyd 2008 ; Shirky 2010 ; Pastinelli 2011). Après tout, les jeunes s'inscrivent dans ces réseaux virtuels pour rejoindre des gens avec qui ils ont des rencontres en face-à-face et même, ils peuvent échanger sur ces réseaux sociaux *pendant* qu'ils sont physiquement en présence d'autres individus (Rheingold 2002 ; Cardon 2010). Selon une recherche américaine, les jeunes emploient *Facebook* d'abord pour entrer en contact avec des individus qu'ils côtoient, fréquentent ou qu'ils ont rencontrés ne serait-ce qu'une fois dans le cadre d'un événement (Ellison, Steingfeld et Lampe 2007 ; Boyd 2008)¹³⁶. Ce faisant, l'affichage en ligne doit, là encore, demeurer *cohérent* avec ce que ces jeunes défendent comme opinions, valeurs et formes d'engagement au quotidien. Surtout qu'à l'ère du Web 2.0, les contradictions

¹³⁵ Pour Clay Shirky (2010) la conception d'un espace « virtuel » séparé du « réel » est simplement le résultat d'une erreur historique. À une époque, les outils médiatiques comme le téléphone et la radio s'appuient sur des architectures technologiques qui dissocient les publics virtuels des audiences réelles. Alors qu'aujourd'hui, les médiums de la sociabilité « virtuelle » font partie de la vie réelle et servent même souvent à l'organiser.

¹³⁶ Cela semble être encore plus vrai chez les adolescents. Selon l'enquête menée par Boyd (2008), 91% des échanges des jeunes américains sur *Facebook* sont faits avec des gens qu'ils voient tous les jours.

deviennent vite apparentes, dues à la rapidité des échanges, la persistance de l'information et sa « reproductibilité » (ou répliquabilité : Boyd 2008).

Aux yeux des répondants, afficher son opinion sur son compte *Twitter* ou indiquer qu'on « aime » ou qu'on « appuie » une organisation sur *Facebook* n'est donc pas bien différent que de choisir de consommer de manière responsable, boycotter certains produits ou montrer son appui à une manifestation en portant le macaron (ou en affichant ses couleurs sur son fil *Twitter*). Ce qui change toutefois, c'est la portée et la rapidité des *conséquences* que peuvent avoir ces affichages. Les expériences de deux jeunes interrogés, Rachel et Taina, sont à cet effet exemplaires. Elles ont chacune produit des affichages personnels en apparence anodins, qui ont eu comme conséquence d'engager un nombre élargi d'individus dans des actions à portée « collectives » et philanthropiques.

Rachelle, pour sa part ne se définirait pas comme une personne engagée (ou du moins, qui l'était). À 30 ans, elle travaille en restauration et dit avoir un horaire particulièrement chargé ; ce qui lui laisse « peu de temps pour se tenir au courant de ce qui se passe » ou « donner de son temps à une cause ». Un soir de janvier 2010, dans le bus qui la ramène à la maison, elle lit sur son compte *Twitter* des centaines de messages portant les mot-clicks (*hashtag*) #Haiti, #CriseHaiti, #UrgenceHaiti. Associés à ces mots-clicks défilent des messages : « j'ai besoin d'aide », « nous n'avons plus d'eau », « y a-t-il quelqu'un ? » sans qu'elle arrive à comprendre ce qui se passe, qui envoie ces messages et pour quelle raison. À la maison, elle ouvre son ordinateur portable et poursuit ses recherches :

Je ne pouvais juste pas rester là, les bras croisés. [...] Je cherchais n'importe quoi avec les *hashtags* [mots-clik] #Haiti. J'ai trouvé haiti.ushahidi [...]. Je leur ai demandé ce qui se passait. Je ne le savais pas à ce moment là, mais c'était un groupe de *free-software* du Kenya... mais là je parlais avec des étudiants de l'Université de Boston [...] Ils m'ont dit, envoie-nous les messages que tu trouves, nous on peut te les localiser géographiquement, donner la position GPS de ceux qui les envoient. [...] J'ai passé la nuit entière à faire ça, puis toutes les journées d'après. En 24 heures, j'étais devenue leur bénévole [...] J'envoyais la localisation GPS des *tweets* aux ONG, *Oxfam*, *Médecins Sans Frontières*, *World Water Relief* [...] Je sais pas pourquoi elles ont embarqué. Elles auraient pu ne pas me croire. [...] *Oxfam* m'a demandé comment j'ai eu ces informations-là, si c'était fiable. Mais ils ont quand même choisi de faire le suivi sur le terrain.

Alors qu'elle n'a pas fermé l'œil de la nuit parce qu'elle a l'impression de pouvoir « agir » de manière efficace, Rachelle admet s'être demandée à plus d'une reprise si ce qu'elle faisait servait vraiment à quelque chose. Les messages qu'elle envoie ne servent-ils pas uniquement à lui donner une « bonne conscience » ? Comment savoir si ce qu'elle relaie comme information a vraiment un impact sur le terrain ? Elle a rapidement eu ses réponses :

J'ai reçu des messages, des photos de gens qui me montraient leurs cargaisons d'eau, qui me disaient merci. C'était irréel [...] La marine américaine m'a appelée ! Ils m'ont demandé de continuer de relayer l'information, parce qu'ils se fiaient sur mes *Tweets* pour identifier les endroits où l'aide ne s'était pas encore rendue.

Dans ces propres termes, Rachelle ne comprend toujours pas ce qui l'a poussée à s'investir de la sorte dans ce relais de messages en réseau : « C'était plus fort que moi, j'avais quelqu'un, là, qui appelait à l'aide ». Mais surtout, elle savait qu'elle n'était pas seule. De par la rétroaction des échanges, elle prend conscience du nombre de gens attentifs à ses messages, mais aussi de tous les individus qui agissaient de manière similaire sur des réseaux parallèles : « Je sentais qu'il y avait des tonnes de gens qui faisaient la même chose. Je voyais les messages passer. Je voyais mes messages revenir ! Il y en avait sur *Skype*, sur *Facebook*. Tu te dis que ça va servir ».

L'expérience de Taina¹³⁷, une Vancouveroise de 31 ans, est un peu différente. Mais elle démontre elle aussi toute la portée que peuvent avoir des affichages personnels diffusés en réseau. Biologiste de formation, elle se dit conscientisée à la cause environnementale et même « engagée » par son travail (quoiqu'elle ne se définit pas comme militante), puisqu'elle analyse, surveille et assure la qualité des fonds marins. Dans sa vie personnelle, elle essaie aussi d'encourager la pêche responsable et équitable (elle en consomme soi-même et elle dit en faire la promotion à son entourage). Parallèlement, dans sa vie de « blogueuse », Taina affiche des photographies d'œuvres d'art « éphémère » qu'elle crée, et écrit des articles personnels qui visent à conscientiser et à dénoncer le surplus de plastique dans nos vies. C'est au travail qu'elle prend connaissance de la quantité de plastique qui pollue les océans, une

¹³⁷ L'entrevue avec Taina s'est déroulée sur *Skype* et en anglais. Pour éviter la lourdeur des multiples traductions de l'entretien, les propos ont été ici retranscrits depuis la traduction libre des propos directement tirés du verbatim.

cause qui l'interpelle et pour laquelle elle avait envie de « s'exprimer ». Pour elle, afficher ses états d'esprits sur un blogue qu'elle estimait « peu regardé » n'était pas un geste engagé: « Je voyais ça comme une manière de dire ce que j'avais sur le cœur, de me défouler, comme dans un journal intime ».

Un jour, alors qu'elle se promène dans la ville, elle trouve dans les poubelles d'une compagnie publicitaire de larges anneaux de plastique reproduisant des attaches de canettes de bière. Elle ne sait pas ce qu'elle va en faire mais elle trouve l'objet « artistiquement » intéressant. Après quelques discussions avec la compagnie, ils admettent qu'il est inadmissible que cet objet ne soit pas recyclé et suggèrent qu'elle l'emploie pour « conscientiser les gens ». Croisant une statue de dauphins dans la rue, Taina a une idée : elle pose les anneaux sur la statue et prend la photo pour son blogue. L'image frappe plus fort que ce qu'elle n'avait imaginé (figure 17) :

Ce n'est pas comme si j'ai pensé à faire de l'art dissident. J'ai trouvé que ça rejoignait mon malaise face au plastique, c'est comme ça que je l'ai exprimé. [...] En voyant les réactions sur le Web, j'ai repris les anneaux, j'ai trouvé une autre statue, je l'ai prise en photo. Je les ai mises sur mon blogue. [...] En quelques jours, j'avais des tonnes de message de gens qui photographiaient le surplus de plastique autour d'eux. La fondation Suzuki a repris mon *link* [sic] [...] Après, quand on a créé le site, une agence de pub m'a proposé de reprendre les anneaux. Elle a commencé à les poser sur d'autres statues de façon plus « légale ». [...] C'était comme un mouvement d'art dissident inattendu.

Figure 17: Photographie des anneaux de plastique diffusée sur le Web (mai 2010). Actuellement encore accessible en ligne sur <http://artthreat.net/2010/05/plastic-pollution-protest>
Source : ©Uitto (2010)



À sa grande surprise, des dizaines, puis près d'une centaine d'individus se relaient les images de son « œuvre éphémère ». Des passants photographient les dauphins emprisonnés et les diffusent sur les réseaux sociaux en posant la question : avez-vous vu cette œuvre ? Qui est derrière ça ? Suivant l'effervescence, les journalistes spéculent au sujet de ces « activistes » et

de ce qu'ils revendiquent¹³⁸. Face à la demande croissante de visiteurs du blogue et d'individus de tous horizons qui lui écrivent pour savoir « comment appuyer la cause », elle finit par créer une coalition d'internautes contre la pollution par le plastique (<http://plasticpollutioncoalition.org>), qui allie aujourd'hui des individus, des organisations de défense de l'environnement et des entreprises privées qui s'engagent à travailler ensemble à réduire la consommation de plastique et à freiner ses impacts sur l'environnement. Au travail, ses patrons lui demandent de trouver une façon de collaborer avec ces « activistes » créatifs, sans savoir qu'elle est elle-même l'auteur de l'action et la créatrice de la coalition en question. Cela illustre bien l'ironie d'une pratique que Taina initie d'abord personnellement, et non en passant pas l'organisation pour laquelle elle travaille, et qui illustre la popularité qu'a prise son avatar (les gens recherchent le blogue sur le Web) plutôt que sa personne :

J'ai déjà travaillé pour plusieurs ONG et les choses vont tellement lentement. Le message est dilué. Là, le bouche-à-oreille allait tellement plus vite ! [...] La campagne médiatique est un peu passée à côté de l'objectif, à mon avis. Mais ce n'était pas important. Le plus important c'était d'amener les gens vers le blogue, vers le site, pour qu'ils puissent se documenter, penser à l'enjeu et en discuter (Taina, 31 ans).

En croisant des « affichages de soi » sur les médias sociaux avec des engagements aux conséquences bien réelles, ce que démontrent ces exemples, c'est d'abord le fait que les jeunes utilisent les outils du Web 2.0 dans une variété de contextes, qui croisent des blagues et des babillages quotidiens avec des motivations à l'action. Si d'une part, les contradictions sur les médias sociaux sont vite mises en lumière (ce qui force les usagers à demeurer cohérents dans les valeurs qu'ils défendent en ligne comme hors ligne), l'exemple de Rachelle et de Taina démontrent aussi la force que des actions menées d'une manière autonome et même anonyme peuvent avoir quand elles s'appuient sur des réseaux de proximité faibles mais fluides (*weak ties*). Pour Rachelle et Taina, le réflexe a d'abord été de s'appuyer sur ces réseaux pour « donner à voir » ce qu'elles ressentaient, percevaient ou pensaient, tout en « prenant connaissance » et en relayant ce que d'autres vivent, pensent et font. Ce faisant, s'afficher en ligne n'est pas, encore une fois, une tâche « plus aisée » ni plus difficile que les multiples

¹³⁸ Sur le Web, il est encore possible de voir un ensemble de blogues relayant l'image des dauphins: Voir; <http://vancouverpublicspace.wordpress.com/2011/07/30/plastic-protest-in-vancouver> ou encore : <http://oceana.org/en/blog/2013/03/the-dangers-of-ocean-litter-writ-large> (sites visités respectivement en date du 20 septembre 2012 et du 7 juin 2013).

engagements que les répondants disent privilégier dans la vie quotidienne. Toutefois, par leur caractère fluide et viral, les conséquences et la portée de ces affichages sont plus difficilement prévisibles. Les jeunes interrogés en sont bien conscients :

Tu ne sais pas toujours qui va réagir ni comment. [...] Disons que tu vas à un dîner de famille, tu ne sais pas toujours qui vote pour qui. Des fois oui, des fois non. Là, c'est comme t'afficher devant une foule, mais tu ne sais pas qui est en train de t'écouter. Ni comment ils vont réagir (Idris, 20 ans, membre de partis politiques).

Dès lors, l'affichage personnel en ligne, les actions de relais (*forward*), d'appréciation (*like*) ou de partage (*share*) impliquent pour ces jeunes une négociation constante entre ce qu'ils veulent exprimer sur ces réseaux et ce qu'ils acceptent de montrer publiquement d'eux mêmes. De ce fait, ils sont d'une part amenés à construire le « profil » qu'ils affichent en ligne – et donc à procéder à une « mise en scène de soi », à réfléchir à ce qu'ils choisissent de montrer de leur vie privée, de leurs valeurs et de leurs opinions à tous ceux qui peuvent les observer – et par ailleurs, ils prennent connaissance d'un océan d'informations, d'images et d'opinions affichées par d'autres, au sein de réseaux multiples qui s'entrecroisent.

Il s'agit donc d'une exposition de soi qui est d'abord et avant tout *relationnelle*. Cette négociation permet aux jeunes de prendre le pouls de l'actualité, des enjeux débattus et de relayer la position de multiples individus qui échangent virtuellement mais aussi en face à face. Pour reprendre les termes de Maryse (28 ans, cinéaste) les usagers agissent comme des « antennes » qui émettent à qui veut bien les entendre (et à la minute près), les espoirs, opinions et idéaux de plusieurs. Mais à qui s'adressent-ils ? À qui les répondants espèrent-ils relayer ces informations et ces prises de position ?

Discuter de politique sur le Web : espace public ou privé ?

« *L'engagement, c'est d'abord
un partage d'idées* »
Pierre, 26 ans, altermondialiste

Si les informations et messages que ces jeunes affichent sur les médias sociaux, réseaux et blogues en tous genres peuvent être vus de plusieurs, rappelons que les plateformes proposées (*Facebook, Twitter, LinkedIn, Instagram*, etc) supposent chacune des possibilités d'affichage

différentes. Selon leur architecture, les contenus peuvent être plus ou moins privés. Sur *Facebook* ou sur *Instagram* certains jeunes choisissent d'« ouvrir » leur compte à tous (ou oublient simplement de désactiver cette fonction d'ouverture) – le contenu devient alors « public » – comme ils peuvent choisir d'en réserver l'accès à certaines personnes identifiées au préalable – l'affichage est alors relativement « privé ». Des plateformes comme *Twitter* ou *Google+*, quant à elles, laissent moins de choix : la première demeure ouverte à tous (public), la deuxième fonctionne par « cercles de connexions » que l'on peut suivre (public) ou dont on fait partie (privé). Par ailleurs, sur ces réseaux, certains jeunes n'affichent à peu près pas d'informations personnelles mais ils y observent tout de même les contenus affichés par d'autres usagers – et se placent dès lors en position d'observateurs ou de « voyeurs » (ou dans le jargon du Web, en *lurkers*).

Enfin, alors que certains affichages sont clairement politiquement ou socialement chargés – comme le fait de montrer son appui à un parti politique en ajoutant son logo ou ses couleurs comme photo de profil, le fait d'« aimer » (*like*) la page d'une organisation militante ou de prendre position sur le fil *Twitter* d'une chaîne médiatique¹³⁹ – d'autres types de contenus tombent plus facilement dans le registre des gestes anodins, de la créativité, des blagues, de la dérision. En ce sens, on ne peut déduire que les jeunes qui affichent des contenus en ligne visent toujours à s'engager ou à mobiliser d'autres jeunes pour des causes qui leur tiennent à cœur. À l'inverse, il serait tout aussi faux de déduire que toutes les activités de partage et de relais effectuées sur ces réseaux ne sont que des actions « anodines », superficielles ou qu'elles témoignent d'un « fainéantisme » ou militantisme mou et ne peuvent produire des changements sociaux ou politiques significatifs. Ce que démontrent les propos des jeunes, c'est que la relation entre ces réseaux et leur engagement personnel est, après tout, plus interreliée.

¹³⁹ Même en affichant des opinions « politiquement chargées », rappelons que les usagers peuvent le faire de manière anonyme, ou en se cachant derrière un avatar. La question de l'anonymat de plusieurs pratiques virtuelles sert parfois à remettre en cause leur légitimité. Pour Earl et Kimport (2011), l'anonymat peut toutefois être utile à l'engagement. À titre d'exemple, dans le cadre du débat entre supporters et opposants des mouvements des droits des gais et lesbiennes, certains revendiquaient le droit de connaître leurs opposants à des fins de débat équitable, alors que d'autres revendiquaient au contraire le droit de conserver leur anonymat, pour respecter leur droit à la liberté d'expression (Earl et Kimport 2011 : 202-203).

Si certains répondants ne font que relayer l'information ou cliquer sur des boutons « j'aime », rappelons que certains prennent aussi du temps et des ressources pour créer des contenus, alimenter des blogues, inventer des applications Web, initier des pétitions ou même, créer et alimenter un réseau de partage de pétitions. À cet effet, l'enquête menée par le CEFRIO en 2009 auprès de jeunes québécois (12-24 ans) démontre que 72% d'entre eux disent agir sur ces réseaux d'abord comme observateurs ou « spectateurs ». Alors que 80% se définissent comme davantage des « relayeurs » de contenus et seuls 24% s'affichent comme des « créateurs » et 27% comme des « commentateurs ». En participant ainsi à différents degrés à la « discussion » en ligne, les jeunes constituent une sorte de « public ouvert », où certains s'expriment, d'autres écoutent (ou relaient) et d'autres commentent. Pour Bimber, Flanagin et Stohl, ces publics constituent des « organisations sociales », des réseaux de relations et de valeurs partagées et interconnectées et qui émergent de par le simple fait que les individus interagissent sur les mêmes réseaux : « patterned networks of social relations and shared values and orientations that emerge as people interact about their daily lives » (2012 : 80).

Loin de décrire ces organisations comme des « communautés virtuelles », elles font alors écho à la notion de « communautés libérées » (Quan Haase et Wellman 2002), où les individus se reconnaissent comme partageant de mêmes modalités d'échanges publiquement et en réseaux. Quand ils interagissent avec des individus issus de relations de proximité (*strong ties*), les jeunes peuvent ainsi s'afficher et débattre avec des individus qui connaissent leurs positions, valeurs, et opinions sur les médias sociaux comme dans la vie de tous les jours. Selon la théorie des réseaux (Granovetter 1973), ces relations « fortes » favorisent un sentiment de confiance, renforcent les normes et les valeurs partagées. Toutefois, sur ces médias sociaux, les jeunes interagissent aussi avec des individus situés dans des réseaux de proximité faibles (*weak ties*), s'adressant simultanément à des connaissances lointaines, des amis d'école, une personne rencontrée dans un événement professionnel, un ancien patron. Selon Granovetter (1973), ces relations « faibles » favorisent des relations impersonnelles mais elles sont aussi plus *créatives* puisqu'elles ouvrent des opportunités de discussion avec des individus qui ne pensent pas ou n'agissent pas de la même manière, renforçant le débat et la remise en question des normes. Ce à quoi on pourrait ajouter qu'elles permettent aussi l'échange et la négociation des *cadres interprétatifs*.

Rappelons à ce sujet que pour Malcolm Gladwell (2012), les « babillages » sur les médias sociaux ne peuvent mener à aucun changement social, puisque ces échanges s'appuient justement sur des réseaux de proximité faibles et des affichages privés. Se référant à l'ouvrage *Freedom Summer* de Doug McAdam (1988), Gladwell estime que l'« engagement » doit avant tout se baser sur des *réseaux de proximité forts* pour favoriser la solidarité des acteurs et les encourager à persister dans l'action, au-delà des gestes posés sporadiquement. Par ailleurs, cette solidarité inclut selon Gladwell, un *risque* pris par les acteurs quand ils prennent part à une action et qu'ils affichent leur support à une cause. En d'autres termes, sans risque, pas de solidarité ; et sans relations fortes, pas d'engagement à long terme. De ce fait, il estime que les liens faibles alimentés par les médias sociaux ne peuvent faire autrement que de favoriser une participation, elle aussi « faible », puisque ces interactions impliquent peu de risques de la part des acteurs et donc, qu'elles génèrent peu de solidarité, peu d'engagement ou « d'attachement » dans la durée.

En entretien, les répondants semblent en partie donner raison à Gladwell. Pour eux, le fait d'afficher une opinion ou une prise de position en ligne ne peut être considéré comme un geste « militant » car ils estiment justement que cette forme d'engagement implique des prises de risques élevés de la part des acteurs :

Pour moi, un militant c'est quelqu'un qui met sa vie en danger. Ok, pas toujours, mais comme quelqu'un qui sait disons qu'il peut se faire arrêter, qu'il peut être blessé (Isabelle, 27 ans, chercheure).

L'engagement ça ne peut pas juste être de se montrer solidaire. Si tu t'engages, c'est que tu te mets en jeu, d'une certaine manière [...] Tu prends le risque d'aller jusqu'au bout pour montrer que tu es vraiment lié à la cause (Olivier, 33 ans, militant *Greenpeace*).

Or, les jeunes interrogés réfutent aussi la position de Gladwell, puisqu'ils estiment qu'afficher ses opinions et positions personnelles sur des médias sociaux comportent tout de même certains risques. Peut-être pas au point de mettre sa vie en danger ou de se faire arrêter, mais un risque qui s'apparente à celui de « prendre la parole dans un débat public » (Jasmine, 29 ans, touche-à-tout). Ils se rapprochent alors de la position défendue par Jacques Ion et Bertrand Ravon (1998) mais aussi Granjon (2001), pour qui l'« exposition de soi » en public *est* un risque. À cet effet, il est intéressant de souligner que les jeunes acceptent pour une

bonne part d'afficher leurs convictions politiques en ligne. Une recherche américaine conclut par exemple que 34% des jeunes de moins de 35 ans affichent régulièrement des contenus ou participent à des échanges décrits comme « politiques » en ligne (PEW 2009). Au Québec, c'est 27% des 18-24 ans qui ont déjà exprimé une opinion politique sur les réseaux sociaux et 11% qui disent le faire régulièrement. Si certaines enquêtes démontrent par ailleurs une baisse de la participation des jeunes aux instances usuelles du débat public (voir chapitre 4), les répondants interrogés dans le cadre de cette recherche sont nombreux à dire qu'ils « discutent d'enjeux politiques » sur les réseaux sociaux *d'avantage* que dans l'espace public usuel.

À en croire les propos des jeunes, ils s'adressent alors simultanément à des réseaux de proximité forts *et* faible. En ce sens, ils ne correspondent pas à la thèse avancée par Putnam (2000) ni à celle de Gladwell (2012) en ce qui concerne les relations de proximités, puisqu'ils développent des *solidarités* qui s'appuient sur des échanges en réseaux avec des individus qu'ils ne connaissent pas, pour exprimer leurs opinions, faire entendre « d'autres voix » et multiplier les points de vue au sein du débat :

Je pense que c'est important de multiplier ses sources, voir des versions contradictoires. [...] J'ai des amis de gauche, des amis de droite. Quand j'affiche sur *Facebook*, je peux voir leurs opinions. C'est plus intéressant que quand tu parles juste avec un groupe d'amis (Marc-Antoine, 25 ans, webmestre conférence régionale des élus).

Ça m'est déjà arrivé de *unfriend* [sic] quelqu'un pour des raisons politiques [...] J'ai affiché un commentaire pour la journée de la femme. Une amie a écrit qu'on n'avait pas atteint l'égalité au Québec. [...] Je sais pas pourquoi, j'ai des amis gars qui se sont mis à la prendre comme bouc émissaire. [...] Ça n'avait pas sa place. Je les ai enlevés de là. C'est plus du débat, c'est de l'intimidation (Marie, 32 ans, Forum jeunesse).

Mon opinion de certains politiciens et journalistes a changé complètement depuis que je les suis sur *Twitter*. Je vois plus de facettes de leur personne. Des fois pour le mieux, des fois pour le pire (Pierre, 26 ans, altermondialiste).

Les propos des jeunes corroborent ainsi les résultats d'une enquête menée sur les pratiques d'internautes américains (Stromer-Galley 2003), selon laquelle les usager s'inscrivent sur les réseaux sociaux d'abord pour y rechercher des réflexions et opinions opposées aux leurs, une

situation à laquelle plusieurs disent être peu confrontés dans la vie réelle¹⁴⁰. En ce sens, loin de confirmer la création de « niches d'intérêt » sur les médias sociaux (Putnam 2000 ; Breton 2004 ; Hofheinz 2011 ou Mozorov 2013) ou de démontrer intérêt des jeunes à employer les TIC pour trouver des individus qui partagent leurs opinions ou leurs convictions personnelles (Sunstein 2001 ; Keen 2007 ; Bauerlein 2008), les propos des jeunes suggèrent au contraire qu'ils apprécient le fait de débattre et de prendre conscience des positions et des valeurs d'un ensemble élargi d'individus. Et ce, que ce soit en ligne aussi bien qu'hors ligne. C'est ce qu'exprime Hélène: « De façon générale, je suis plus intéressée par des engagements qui donnent de la place au brassage d'idées, où on peut montrer un désaccord. Je trouve qu'il n'y a pas assez d'endroits pour ça dans l'espace public » (29 ans, micro-philanthropie).

Comme le rappelle Danah Boyd (2008), les médias sociaux présentent deux particularités architecturales qui rendent le débat sur les médias sociaux plus « public » qu'il n'en a l'air : 1) la difficulté de maintenir distincts des contextes sociaux variés (un propos écrit sur la page personnelle d'un ami peut être facilement repris, rediffusé ou recopié par d'autres « amis » de cet « ami ») ; 2) et la présence d'audiences « invisibles », puisqu'on ne sait pas toujours à qui on s'adresse, ni qui aura ultimement accès à l'information transmise sur ces réseaux. Pour illustrer ce métissage d'un espace de discussion à la fois public et privé, Dominique Cardon emploie l'expression « conversations privées en public », qu'il décrit de la manière suivante : « des individus bavardent et ne se préoccupent guère de savoir qui peut les entendre ou les voir en dehors de leur entourage numérique proche » (2010 :49)¹⁴¹. Les propos des jeunes démontrent toutefois que s'ils bavardent de manière privée en public, ils sont parfois très conscients que « d'autres » peuvent les entendre et s'adressent justement à cet auditoire invisible mais élargi. Pour le dire autrement, cela implique une prise de conscience que ce qui est dit de manière privée peut facilement devenir accessible à tous de manière publique.

¹⁴⁰ Ces données corroborent celles du sondage mené en juillet 2009 par le *Pew Internet and American Life Project* (Pew 2009) auprès de 2512 adultes, et selon lequel les grands utilisateurs d'Internet et des médias sociaux disposent d'un réseau de personnes et d'un capital social plus vastes et plus diversifiés que les individus n'ayant pas souvent recours à ces technologies.

¹⁴¹ Puisque les réseaux de proximité « faibles » (*weak ties*) s'appuient tout de même, sur les médias sociaux, sur un sentiment de connexion commune (ne serait-ce que par le fait de savoir qu'on appartient à un même réseau), Bimber, Flanagin et Stohl (2012), suggèrent d'employer plutôt l'expression « liens de proximité affiliés » (*affiliative ties*) pour illustrer ce type de relation particulière aux structures des médias sociaux.

Tous les jeunes ne sont bien sûr pas aussi attentifs à ce risque de diffusion publique. Certains prennent soin de vérifier le degré « public » ou « privé » des informations qu'ils diffusent alors que d'autres estiment « qu'ils n'ont rien à cacher » ou encore, qu'il y a « peu de chance » que quelqu'un qu'ils ne connaissent pas s'intéresse à ce qu'ils affichent sur leur profil. De ce fait, si les jeunes encourent certains « risques » en affichant leurs convictions et opinions sur le Web, ils doivent aussi « négocier » de manière *consciente* ce qu'ils choisissent d'afficher d'eux-mêmes. Comme le dit Olivier (33 ans, militant *Greenpeace*), quand il a écrit sur sa page *Facebook* qu'il était en état d'arrestation, il pensait d'abord s'adresser à d'autres militants, membres de son réseau « activiste ». Or, il savait que des membres de sa famille, contacts et amis personnels en prendraient également connaissance. Le fait d'afficher son état d'arrestation en ligne visait alors à dire ce qui se passait à ce moment dans sa vie personnelle (et peut-être alors, à impressionner certaines connaissances) mais il visait aussi une expression consciente de son engagement, choisissant d'assumer les réactions et commentaires qui pourraient s'ensuivre. Toutefois, de son propre aveu, Olivier n'a pas pensé que des collègues de travail font tout autant partie de son réseau *Facebook* et il s'estime dès lors chanceux : et s'ils en avaient parlé à son patron ? Pour Olivier, il assume ces affichages comme des expressions *publiques* :

Pour moi, c'est important la désobéissance civile. C'est une manière de veiller à ce que l'évolution de la société reste démocratique. Si tu montres sur le Web que tu y crois, c'est que t'acceptes d'afficher tes positions en public. C'est pas pire que de monter sur un édifice pour montrer aussi ton engagement de manière publique !

En entretien, d'autres répondants racontent des anecdotes similaires. Ils évoquent des secrets qu'ils n'ont pas su garder, des informations qui se sont rendues aux mauvaises personnes. Ces risques ne sont bien sûr en rien comparables à ceux pris par des cyberactivistes évoqués dans les chapitres précédents : ils n'ont rien à voir avec le risque pris par les deux jeunes iraniens, pendus pour avoir distribué des vidéos des manifestations sur le Web. Ils ne se comparent pas aux risques pris par le « blogfather » pour avoir inventé une application permettant de diffuser en Farsi sur *Twitter* ni à ceux pris par *Facebook Girl* en Tunisie, l'adolescente recherchée par les forces de l'ordre pour avoir affiché son opinion sur les manifestations du « printemps

arabe » en ligne¹⁴². Toutefois, en publiant en ligne des valeurs et des opinions personnelles, les discours des jeunes interrogés dans le cadre de cette recherche évoquent une *logique* similaire : ils savent que les « externalités » de ces affichages sont difficilement prévisibles mais ils en assument les « conséquences » comme une façon de donner à voir des positions, opinions et valeurs qu'ils défendent par ailleurs dans la vie de tous les jours.

Je retiens donc de l'ensemble de ces entretiens que les médias sociaux sont perçus par les répondants comme alimentant un réseau de *chaînes relationnelles*, qui se créent, se jumèlent et s'activent en fonction des besoins et des enjeux de l'heure. Les jeunes croisent d'autres jeunes sur de multiples réseaux de socialisation et d'échange, en face-à-face et en ligne. Sur les médias sociaux, les discussions qu'ils ont en « privé » peuvent être reprises, diffusées et discutées « en public ». Ces conversations « privées en public » peuvent inspirer les échanges et le débat d'idées. Parfois, elles favorisent le simple relais d'une nouvelle peu entendue ou peu médiatisée et à d'autres occasions, les échanges de plusieurs à plusieurs (*peer to peer*) mènent ces jeunes à s'intéresser à des actions ou des engagements plus poussés.

En ce sens, loin de voir ces échanges en réseaux comme de simples « babillages » narcissiques détachés de la vie réelle des jeunes, ou comme des « critiques du monde qui ne proposent ni démarche, ni action politique pour changer la société » (Dagnaud 2011 : 87), les répondants démontrent plutôt que les affichages sur les médias sociaux deviennent un prolongement de leurs pratiques quotidiennes, où ils font croiser des réseaux de proximité à la fois *forts* et *faibles* et favorisent de ce fait la *diffusion*, le *croisement* et la *négociation* de multiples valeurs, choix de vie, opinions personnelles et « cadres d'interprétation ».

¹⁴² L'ouvrage « Revolution 2.0 » de Wael Ghonim (2012) évoque de multiples exemples des risques encourus par Ghonim lui-même mais aussi d'autres militants, blogueurs et internautes qui diffusaient des appels à la mobilisation sur *Facebook* ou *Twitter*.

6.3 Conclusion : usages, culture et esthétiques du Web (ou faire confiance aux réseaux)

If your government shuts down the Internet,
it's time to shut down your government
Anonyme, 2011¹⁴³.

En interrogeant les jeunes au sujet des usages qu'ils font des TIC au quotidien, il est évident qu'on ne peut penser la valeur qu'ils y accordent dans un rapport déterministe ou statique. Bien au contraire, si les TIC sont construites selon une architecture, des fonctions et un design particulier, elles servent aussi à partager des contenus, des représentations sociales, culturelles et politiques qui modifient la façon dont ces outils sont employés, interprétés et reconfigurés pour produire des changements ou coordonner des actions. En somme, la technologie est donc aussi (et surtout) *reconstruite, redéfinie et réappropriée* à force d'usages (Melucci 1996 ; Lee 2005). Ce ne sont donc pas les médias sociaux qui dictent les conduites des jeunes, c'est l'intérêt et la motivation que les jeunes ont à y recourir qui inspirent l'usage qu'ils en font.

Les entretiens individuels ont ainsi permis d'explorer plus en détail la façon dont les jeunes emploient ces outils dans le cadre de modalités d'engagement ou de mobilisations diverses. Ils ont également permis de mettre en lumière les *sources* d'information et les *réseaux* auxquels les répondants réfèrent quand ils prennent connaissance de causes ou d'enjeux, quand ils évaluent la portée d'une action ou qu'ils diffusent, échangent ou partagent des valeurs, opinions et idées au quotidien. Dans cette négociation entre ce qu'ils acceptent d'afficher d'eux-mêmes et ce qu'ils choisissent de relayer sur les médias sociaux, se détache alors une valeur ajoutée au rôle des *réseaux personnels* pour influencer ou conscientiser autrui, motiver ses proches à « faire leur part » ou donner à voir d'autres « possibles ».

De ce fait, la façon dont les jeunes perçoivent les TIC et le Web 2.0 fait écho à la façon dont ils décrivent la portée de leurs actions individuelles pour produire des changements sociaux ou diffuser d'autres façons d'« agir » et de « penser ». Et en ce sens, on peut y déceler une

¹⁴³ Ce message a été largement diffusé sur *Facebook* pendant les manifestations égyptiennes de 2011, suite à la « panne » de connexion Internet provoquée par le gouvernement Moubarak. Certains attribuent le message aux manifestants égyptiens, d'autres au groupe *Anonymous*. Une page *Facebook* a depuis été créée et qui porte ce message comme nom officiel.

logique d'interaction ou la confiance est d'abord portée envers la force des *réseaux*. À la lumière des propos des jeunes, on peut résumer cette *culture des réseaux* en quatre éléments importants :

- 1) Les TIC sont des outils nécessaires, puissants et utiles – mais ce ne sont que des outils

Les entretiens individuels confirment qu'Internet et les médias sociaux sont des outils centraux des expériences de socialisation des jeunes¹⁴⁴. Comme le rappelle Castells (2007), la prédominance des TIC dans les « sociétés de l'information » n'est pas uniquement liée à utilisation exacerbée de l'outil ; les TIC sont aussi un lieu, un espace où des individus échangent des informations, des interprétations et des visions du monde et du changement social. Les médias sociaux, tout comme la famille, les amis, le travail, offrent alors de multiples *cadres d'interprétation* par lesquels ces jeunes prennent connaissance de ce que d'autres individus font, vivent et pensent. Or, les jeunes s'y appuient aussi pour partager leurs propres *cadres interprétatifs*, idées et opinions personnelles. La grande différence des outils du Web 2.0 concerne dès lors la possibilité d'échanger non plus d'un à un, ou d'un à plusieurs, mais de plusieurs à plusieurs (*peer to peer*).

Dans ce contexte, de nombreuses organisations militantes, communautaires ou de l'action collective s'appuient sur le Web pour proposer de nouvelles façons d'agir et de participer aux modalités d'engagement. Alors que certains répondants produisent et mettent eux-mêmes sur pied des pratiques de recrutement ou de sensibilisation qui s'appuient sur les TIC, d'autres s'abonnent à des listes de diffusion d'organisations militantes, se font proposer d'appuyer des groupes ou des causes sur les médias sociaux, acceptent de signer et de relayer des pétitions virtuelles sur leurs réseaux personnels. L'expérience que les jeunes ont des pratiques menées sur le Web leur donne l'impression, d'une part, qu'il est désormais possible de mobiliser des

¹⁴⁴ Pour mettre en perspective la popularité de la plateforme *Facebook*, il est à noter qu'en 2012, seulement sept puissances économiques ne présentaient pas *Facebook* comme le média social le plus populaire auprès de leur population: le Brésil, la Chine, la Pologne, la Russie, le Japon la Corée du Sud et le Viêtnam.

réseaux élargis d'individus plus rapidement et à moindres coûts qu'auparavant et d'autre part, ils estiment que le seul recours aux TIC ne garantit pas, en soi, des résultats probants.

En ce sens, les jeunes démontrent une posture nuancée face au potentiel des TIC. Bien sûr, elles peuvent favoriser la *sensibilisation* et la *conscientisation* à des enjeux ou positions peu pris en compte par les médias ou les structures usuelles de l'action collective. Ils rappellent d'ailleurs qu'elles réduisent les coûts de la *coordination* d'acteurs plus mobiles, qui peuvent interagir sur des plateformes multiples sans égard à l'espace ni au temps. Mais surtout, ils considèrent que la principale qualité du Web 2.0, c'est d'ouvrir la participation à un nombre élargi d'individus : des membres, supporters, « observateurs » et passagers clandestins. C'est l'importance du rôle de *relais* que peuvent jouer ces acteurs qui est alors mis en lumière.

En bons connaisseurs et grands utilisateurs de ces technologies, les jeunes savent identifier les tendances médiatiques. Ils réinterprètent des contenus à leur façon et en diffusent de nouveaux de manière virale. Or, ils reconnaissent aussi les limites et les dangers du Web. En ce sens, plusieurs soulignent que le Web n'est pas une panacée. Ils rappellent que tous les individus n'ont pas accès aux médias sociaux ou aux téléphones intelligents. Et si les TIC peuvent jouer un rôle important pour produire des changements sociaux ou politiques, elles ne sont pas *nécessaires* au changement. C'est ce que suggère Guillaume :

Quand on dit avoir accès à l'information, diffuser l'information, ça passe pas juste par les médias sociaux. C'est aussi dans tes conversations, avec des amis. Ton réseau virtuel, la personne au bout, c'est une vraie personne (24 ans, éco-quartier).

Ce n'est donc pas l'accès ou la nouveauté des technologies que ces jeunes apprécient autant que la confiance qu'ils portent aux *réseaux d'interaction* et l'intérêt qu'ils ont d'y agir de manière libre, créative et autonome.

2) L'intérêt des réseaux : babillages ludiques et conscientisation

Si les TIC et les médias sociaux ne sont pas perçus comme des outils « révolutionnaires », les jeunes y recourent tout de même spontanément quand ils choisissent de s'exprimer sur une cause qui leur tient à cœur. En ce sens, le rôle joué par ces outils pour produire des

changements sociaux ou politiques est plus subtil et nuancé qu'un simple recrutement pragmatique ou une organisation d'acteurs. Il touche à la façon dont ces outils permettent *d'amplifier* les expressions individuelles sur des réseaux multiples, personnels et « publics ».

Là encore, les répondants se montrent prudents. En effet, ils évoquent les nombreuses dérives que peuvent faciliter l'affichage d'informations personnelles sur le Web : ils mentionnent la difficulté de vérifier les sources des pétitions virtuelles ; rappellent le risque de propagation de rumeurs ; déplorent la mise en scène de soi et le narcissisme que supposent ces babillages ; tout comme le risque de « fainéantisme » (*slacktivism*) que peuvent favoriser ces pratiques et le sentiment d'impuissance qu'ils ressentent face au surplus de causes, d'organisations et de modes d'action dont ils prennent connaissance à la minute près. Comme l'exprime Weena :

Disons que je trouve important de faire quelque chose pour le Darfour. Je vais sur le Web et je fais quoi ? Je peux regarder des tonnes de sites, voir quelles organisations font quoi et là, je choisis la meilleure ? C'est pas si simple ! (21 ans, militante environnementaliste).

Par ailleurs, les propos des répondants suggèrent que, là où le Web et les médias sociaux présentent à leurs yeux un avantage pour agir sur des enjeux contemporains, c'est dans la façon dont ils permettent d'échanger des préoccupations, réflexions et idées avec des réseaux élargis d'individus. En ce sens, les affichages qu'ils y effectuent témoignent d'un rapport *subjectif* et *émotif* mais aussi de la dimension *relationnelle* de ces réseaux. C'est ce que suggèrent les propos suivants :

Quand tu multiplies des réseaux, tu multiplies aussi tes moyens d'approche. [...] Quand tu mises sur le Web, tu perds dans ton rapport à l'État mais tu gagnes dans ton rapport à l'altérité (Sarah, 30 ans, militante féministe).

Les médias sociaux, c'est avant tout social. Ça force les gens à se rencontrer. Ça multiplie tes échanges avec des humains [...] Les gens qui s'engagent sur les réseaux, c'est pas des *geeks* [sic] qui s'en servent toujours le mieux. C'est des gens qui, à la base, ont besoin de communiquer quelque chose (Rachelle, 30 ans, *Twitter* engagé).

En d'autres termes, les TIC ne produisent pas à elles seules de nouveaux réseaux. Les jeunes les emploient pour amplifier, connecter et croiser de multiples réseaux de sociabilité, par lesquels ils diffusent et partagent des idées, des opinions, mais aussi des réflexions personnelles, des blagues et des parcelles de leur vie quotidienne.

3) Tester et maintenir les réseaux : une culture du partage et de l'échange

Si les TIC ne sont pas perçues comme des « catalyseurs » de la mobilisation ou de l'engagement, les propos des jeunes suggèrent néanmoins que les médias sociaux permettent de diffuser les *codes de sens* qu'ils donnent à leur environnement et à leur capacité d'action. Ils suggèrent alors en quelque sorte que « si tout le monde fait sa part » les actions peuvent « mener à quelque chose ». Ils croient au fait que « penser à plusieurs » permet de trouver des solutions « plus adéquates » aux enjeux qui les préoccupent. Dans ce contexte, les médias sociaux rappellent la force *collaborative* des réseaux :

On dit souvent qu'on est dans une société individualiste. Moi je trouve qu'on n'a jamais eu autant de possibilités de faire des choses collectivement. [...] L'engagement peut être adapté à un niveau individuel mais ça encourage aussi à se regrouper. T'as plus de chances qu'un mouvement latent devienne politique (Maryse, 28 ans, cinéaste).

Avec les *Tweets*, je ne savais pas si ça allait donner quelque chose. On a fait ça le plus transparent possible. On invitait les gens à donner des conseils. [...] Tu ne sais pas si ça sert, mais ça vaut la peine d'essayer. Y'a bien plus de chances que ça se rendent à plus de gens (Rachelle, 30 ans, *Twitter* engagé).

Or, s'ils font à ce point confiance à l'échange d'information sur ces *réseaux sociaux*, c'est aussi parce qu'ils ont eu la chance d'y recourir et d'en tester la portée dans le cadre de contextes variés, pour des actions ludiques, créatives ou engagées. Comme le suggèrent Bauman (2001) et Melucci (1996), les individus qui entrent en communication au sein de réseaux de socialisation multiples se servent de ces échanges pour construire leurs représentations du monde, avoir une idée des actions d'autrui et les comparer à leurs expériences. Colombo (2003) rappelle pour sa part que le partage d'une même *consommation médiatique* transforme aussi la manière dont les individus perçoivent le potentiel de ces outils, renforçant un sentiment de cohésion et d'appartenance lié à une *culture* des usages. Il rejoint en ce sens la position de Katz et Lazarsfeld (1955), pour qui les médias jouent le rôle de « tissu connectif ». En faisant confiance aux réseaux pour trouver des solutions aux enjeux

sociaux (mais aussi personnels), les jeunes témoignent d'une culture des usages qui n'hésite pas à détourner ou réinventer les usages prescrits de ces outils¹⁴⁵.

Chez les répondants, le potentiel accordé aux TIC provient alors en partie du rôle qu'elles peuvent avoir dans la propagation d'une culture du *remix*, de la diffusion virale de vidéos, photographies, blagues et dérisions de toutes sortes. Par exemple, les jeunes peuvent avoir pris part à des « manifestations-éclair » ludiques par lesquelles ils apprennent la rapidité avec laquelle les médias sociaux favorisent l'agrégation d'individus (ce qui peut les inspirer à y recourir dans le cadre de mobilisations). Les jeunes peuvent aussi partager des vidéos, *lolcats* et *mèmes*¹⁴⁶ en tous genres, par lesquels ils prennent conscience de références symboliques qui sont comprises et reprises par un nombre élargi d'individus qui ne se connaissent pas entre eux, mais participent tout de même à une même « culture » de consommation médiatique (figure 18).



Figure 18: Exemples de mèmes tirés d'un article du *Times Magazine* portant sur la génération « moi » (20 mai 2013)

Source initiale : <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,2143001,00.html?pcd=hp-magmod>

¹⁴⁵ Le 22 août 2011, une usagère du réseau Kijiji (www.kijiji.ca) – un réseau de vente, d'achat et d'échange d'objets de secondes mains – affiche un avis de recherche où elle demande aux usagers de l'aider à retrouver les « voleurs » qui ont cambriolé son appartement. Par la même occasion, elle fait appel à leur générosité, demandant des meubles, vêtement ou tout autre objet de seconde main qui pourrait la dépanner. Cela démontre simultanément un détournement d'usage et une confiance portée envers la portée du réseau.

¹⁴⁶ Un mème est un contenu culturel (image, phrase, dessin numérique) reconnu, répliqué, réinterprété et retransmis d'un individu à d'autres par imitations successives. La signification du mème n'est pas donnée a priori : ce sont les reprises multiples qui produisent de nouvelles significations. Sur le Web, les mèmes ont souvent un objectif de critique ou de dérision. Plusieurs mèmes recourent aux *lolcats* : des images de chat additionnées d'une légende humoristique. Voir : <http://knowyourmeme.com/memes/lolcats>.

En ce sens, les médias sociaux favorisent aussi le développement d'une *esthétique* et d'une *éthique* des usages (Doueïhi 2011), dans lesquelles l'ajustement et les références constants à des *codes symboliques* permet à l'information de circuler de manière fluide, tout en étant comprise, reprise et diffusée par des usagers variés.

Ces codes symboliques sont multiples. Pour Shirky (2010), ils réfèrent entre autres à certains *designs* dans la façon de formuler les messages qui, lorsqu'ils indiquent qu'ils proviennent d'un individu, semblent plus appréciés des internautes parce qu'ils illustrent l'« interconnectivité » et l'autonomie des usagers. Les propos de Wael Ghonim au sujet de la page *Nous sommes tous Khaled Saïd* créée pour mobiliser les Égyptiens, font écho à cette esthétique : « Me servir du 'je' est crucial pour établir le fait que la page n'est pas créée par une organisation, un parti politique ou un mouvement quelconque (2012 : 86) ». Certains répondants évoquent eux aussi l'importance de parler au « je » sur leurs blogues, d'employer la première personne pour diffuser le message d'un parti politique ou d'une ONG : « Ça ne peut pas être juste une page officielle. Il faut qu'on associe une personne, un visage aux appels qu'on lance » (Johanne, 30 ans, blogueuse, ONG de coopération internationale).

Par ailleurs, l'esthétique du réseau permet d'illustrer la force que peuvent avoir l'*agrégation* d'actions individuelles, flexibles et difficiles à contrôler. Dans le cadre de mobilisations récentes (les manifestations étudiantes de 2012, les mouvements *#Occupy* ou du printemps arabe) les références au masque de Guy Fawkes – personnage inspiré des événements de la « conspiration des poudres » de 1605 contre le parlement britannique et récemment popularisé par la bande dessinée (1982) et le film *V for Vendetta* (2006) – sont multiples. Elles sont devenues le symbole officiel du groupe de pirates informatiques *Anonymous*¹⁴⁷, mais elles sont aussi reprises par de nombreux participants dans le cadre d'actions collectives, sociales et culturelles, qui s'appuient sur ce symbole pour évoquer la résistance et la collaboration

¹⁴⁷ La rhétorique du mouvement Anonymous est illustrée par une vidéo lancée sur *Youtube* en juin 2013 : « *To the people of Turkey [...] Know that the World is watching. [...] Know that Anonymous stands with you in this fight. Don't be ruled by them, but rule over them. Thanks for Yourself. Question Authority. We are Anonymous. We are legion. We do not forgive, We do not forget. Government of Turkey, it is too late to expect us* »

solidaire entre individus « anonymes », des « je » qui s'ajoutent à d'autres « je » qui ne se connaissent pas entre eux (figure 19).

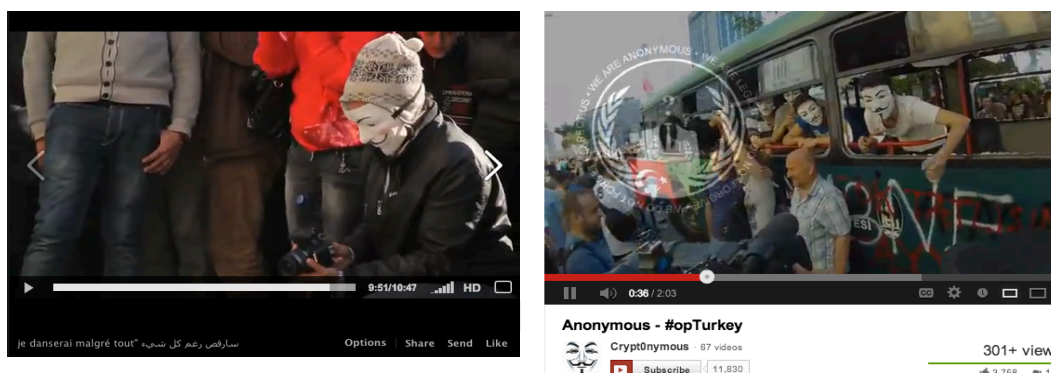


Figure 19: Activistes portant le masque de Guy Fawkes sur des vidéos diffusés en ligne (2013)

Sources : à gauche, « flashmob » dansée dans les rues de Tunis : <https://fr.facebook.com/video/video.php?v=204436633032145> (visité en date du 27 février 2013). À droite : vidéo diffusée par *Anonymous* en juin 2013 lors des soulèvements en Turquie <http://www.youtube.com/watch?v=kdQYDR1GxJ8> (visité en date du 2 juin 2013).

En entretien, les jeunes évoquent d'autres référents symboliques qui rappellent l'idée de la « force » que peuvent avoir des individus qui collaborent entre eux sans médiation. Ils mentionnent l'importance de « penser par soi-même », trouvent efficaces des actions où tout ce qu'ils savent des autres « c'est qu'ils sont membres d'une page *Facebook* » qu'ils partagent leurs préoccupations et « se montrent solidaires à la cause » (des exemples évoqués dans le cas des mobilisations contre les gaz de schistes, contre la hausse des frais étudiants, contre la loi 78). Sur la page *Facebook* « Nous sommes tous Khaled Saïd » circule ce message qui illustre bien cette conception de l'action : « Ce qui est génial, c'est que nous ne nous connaissons pas et que ceci n'est pas une manifestation ».

Cette culture est partagée et reconnue par les jeunes, bien qu'il leur soit difficile de l'identifier. Après tout, il ne s'agit pas de codes culturels donnés a priori. Or, les répondants s'y appuient tout de même pour comprendre ce qu'ils peuvent afficher, le genre de répercussion recherchée, d'où proviennent les informations, si elles sont fiables ou biaisées. En d'autres termes, ces codes permettent aux jeunes d'y voir plus clair et de mieux se situer dans le flux constant d'information, d'y déceler des tendances, d'éviter des impasses et de développer un sentiment de *confiance* et de *réciprocité* envers des « réseaux d'affinité » :

Je décide de ce que j'affiche de façon instinctive. Je ne saurais pas te l'expliquer. Y'a des codes culturels, mais ils sont intégrés. [...] Je sais jusqu'où je peux afficher quelque chose de privé, ce qui risque de devenir public, ce qui va le rester (Marie, 32 ans, Forum jeunesse).

Il y a une plastique qui finit par se ressembler selon différents groupes. En un premier coup d'œil, tu peux souvent savoir si c'est du gouvernement, si c'est du *spam* [sic], si c'est de la rumeur ou une opinion personnelle (Anne, 22 ans, gestionnaire de médias sociaux pour un parti politique).

Ces pratiques et propos suggèrent donc une *culture* du partage et de l'échange qui est aussi entretenue, alimentée et maintenue par de multiples interactions et diffusions horizontales, en ligne et en personne, dans la vie de tous les jours. Ce qui vient renforcer l'idée proposée par Juris (2012) et Castells (2012) du *réseau* comme une forme « idéale » de collaboration des nouveaux acteurs. Dans les termes de Juris, les patterns d'interaction entre les participants aux nouvelles formes de mobilisation participent à forger cette *logique* culturelle qui dépasse le seul recours aux TIC. C'est ce qu'il explique dans ces termes:

A cultural logic is a semiotic framework – produced and reproduced through concrete practices of interpretation that are shaped by specific technological, social, and economic contexts – through which people make sense of their world and their interactions with others (2012: 266).

En partageant leurs réflexions, émotions et opinions sur les médias sociaux et en face-à-face, les jeunes activent et entretiennent des relations de proximités à la fois *fortes* et *faibles*, dans une logique de l'échange qui fait écho à la façon dont ils conçoivent le déploiement de l'action, et dans la façon dont ils donnent sens à la portée de leurs *interactions*.

4) Investir les réseaux : un espace propre aux jeunes aux répercussions incertaines

Enfin, si les jeunes interrogés se montrent enthousiastes envers la façon dont des organisations mettent à profit la force du Web 2.0 pour produire des changements sociaux ou politiques, il demeure qu'en entretien, ils restent méfiants et prudents quant à la portée de pratiques qui se situent, après tout, toujours dans le registre des actions quotidiennes et de l'expression individuelle. La corrélation ne peut donc pas être directe entre leur recours à ces technologies et ce qu'ils privilégient ou favorisent comme modalités d'engagement.

Or, qu'ils s'intéressent ou non aux TIC, qu'ils visitent souvent les médias sociaux ou qu'ils s'y montrent peu actifs, les jeunes interrogés ont aussi l'impression que cet espace « leur appartient ». À ce sujet, il faut faire une nuance importante. Ils ne considèrent pas que cet espace leur est propre parce qu'ils y sont « plus habitués » ou plus actifs ; après tout, ils mentionnent eux-mêmes que c'est l'ensemble de la société qui investit aujourd'hui les réseaux numériques. Leurs propos suggèrent qu'ils perçoivent le Web comme un espace où, d'une part, on reconnaît leurs compétences personnelles en les associant directement à une « génération numérique » (ce que démontrent en partie les propos des *cyberactivistes* et *techno-philanthropes*) et d'autre part, comme un espace où ils ont l'impression de pouvoir échanger de manière plus libre et ouverte, avec un ensemble d'individus plus diversifié que ce qu'ils retrouvent dans les sphères publiques ou les milieux usuels de participation sociale ou politique. En d'autres termes, puisqu'ils ont pu expérimenter les usages du Web dans le cadre de multiples contextes, les jeunes démontrent leur *réflexivité* par rapport aux TIC. Parce qu'ils en perçoivent les avantages et les limites, ils sont aussi conscients de l'*adaptabilité* de ces outils. Et donc, on sent dans leurs propos un intérêt à *investir* un espace qui leur est « attribué » et qu'ils peuvent par ailleurs modeler, expérimenter et reconfigurer à leur guise, à force d'essais et d'erreurs et selon leurs objectifs et besoins.

Plutôt que de parler d'un « idéal » du réseau, je suggère donc que ces jeunes adoptent une *attitude* d'observation et d'expérimentation où : 1) ils comprennent les limites des usages du Web et des médias sociaux ; 2) ils ne conçoivent pas que l'engagement de leur génération peut être réduit à l'affichage en ligne ; 3) mais où ils estiment tout de même utile de diffuser sur ces réseaux leurs états d'âme, préoccupations, valeurs et opinions personnelles au quotidien comme autant de manières d'alimenter une solidarité entre acteurs, de conscientiser d'autres individus sur des causes et des enjeux qui les interpellent. Tout comme pour les pratiques de boycott de produits, de recyclage ou de gestes investis dans la vie quotidienne, l'important demeure de rester *cohérents* dans leurs affichages et dans les valeurs qu'ils défendent en ligne. S'engager » à l'ère du Web 2.0, c'est plus qu'un simple recours aux TIC ; c'est une façon d'activer des chaînes relationnelles et de diffuser de nouveaux sens, pour produire des changements sociaux à force d'échanges, d'expression et d'expérimentation.

Chapitre 7. Le murmure des étourneaux

Interaction et engagement chez la « génération de l'information »

*Tous les oiseaux font de leur mieux.
Ils donnent l'exemple.
Jacques Prévert, 1946*

En m'appuyant sur les outils théoriques qui ont guidé la recherche et à la lumière des propos dégagés des entretiens de groupes et des entretiens individuels, le chapitre suivant vise à *repenser* la façon dont les jeunes choisissent de s'engager à l'ère du Web 2.0. À cette fin, les éléments de réponse identifiés aux chapitres précédents conduisent à formuler de nouvelles hypothèses quant à la façon dont les pratiques d'*affichage* de soi au quotidien, de *relais* et d'*échange* d'informations mises en avant par les jeunes, peuvent être lues comme des actions visant à produire des changements sociaux, à transformer l'action politique et sociale.

Comme il a été souligné tout au long de la recherche, la panoplie de nouvelles formes d'engagement qui émergent dans la sphère publique demandent à *réexaminer* la façon dont les acteurs donnent sens à la « participation politique », à l' « action collective », au « changement social » (McCaughey et Ayers 2003 ; Earl et Kimport 2011 ; Bimber et al. 2012). L'hypothèse d'une nouvelle *culture* de la mobilisation mise en avant par des recherches (Cammaerts 2005 ; Earl et Kimport 2011 ; Gerbaudo 2012 ; Costanza-Chock 2012 ; Juris 2012) permet à cet égard de concevoir ces pratiques comme participant d'un *contexte médiatique* particulier. Un contexte où s'entrecroisent des usages médiatiques traditionnels (radio, télévision, journaux), des interactions en face-à-face et des recours novateurs au Web 2.0. Si ce contexte peut influencer les pratiques des acteurs sociaux – et notamment des jeunes – il est aussi modulé par ceux-ci. En d'autres termes, il est co-construit par des individus, leurs usages des TIC, ainsi que leurs représentations, leurs pratiques, le regard qu'ils portent sur les institutions et la façon dont ils choisissent de s'organiser et d'interagir. Dès lors, si le rôle des TIC est certainement en cause dans le processus de redéfinition de l'engagement d'une « génération de l'information », d'autres dimensions participent aussi à faire émerger de nouvelles pratiques et

significations. Comment repenser l'engagement dans ce contexte ? Comment interpréter un ensemble de gestes ludiques, de pratiques quotidiennes, d'affichage personnels sur les médias sociaux comme contribuant à redéfinir l'engagement chez les jeunes ?

Pour répondre à ces questions, les étapes franchies jusqu'à présent éclairent des éléments importants. Tout d'abord, pour cerner le processus sous-jacent aux transformations de l'engagement, les outils théoriques transitoires ont permis de mettre en lumière les représentations, les attitudes et les pratiques des jeunes en matière d'engagement. À partir des propos tenus par les répondants aux entretiens de groupe, j'ai identifié un ensemble de représentations, de vocabulaires, de langages que les jeunes partagent au sujet de l'engagement, qu'ils ont en partie hérités et par lesquels ils définissent et évaluent la pertinence des actions menées par leur génération. Or, leurs propos évoquent aussi une inadéquation perçue entre ces « cadres interprétatifs » et la place qu'ils estiment être en mesure d'occuper au sein des espaces usuels de la participation sociale ou politique. Par ailleurs, puisque je pars de l'hypothèse que pour analyser l'émergence de nouvelles pratiques, il faut d'abord comprendre l'*expérience* que les acteurs ont de ces transformations, les entretiens individuels ont donné à voir plus en détail la façon dont les jeunes *donnent sens à l'engagement*. Dessinant les contours de ce qui caractérise la nature et les pratiques d'engagement chez les jeunes, j'ai pu explorer ce que signifie, *pour eux*, agir dans le contexte actuel. Leurs propos permettent de mieux comprendre les multiples facteurs qui agissent sur la façon dont ils perçoivent la pertinence des espaces usuels de l'action collective et de la participation politique et dans quelle mesure ils recourent aux TIC pour ouvrir de nouveaux espaces et chercher ailleurs des manières novatrices de s'exprimer, de débattre et d'agir.

Loin de démontrer une rupture radicale entre les pratiques qu'ils mettent en avant et les modalités d'action privilégiées par d'autres générations, les transformations à l'œuvre suggèrent une transition plus fluide, plus subtile, qui fait davantage penser à une mutation dans les *significations* que les jeunes donnent aux pratiques « engagées », à l'« action collective » ou au « changement social » et qui expliquent les multiples *raisons* qui les poussent à recourir aux TIC pour expérimenter de nouveaux modes d'action et d'interaction.

À la lumière de ces observations, on peut ainsi dégager certains patterns dans la façon dont les jeunes donnent sens à l'engagement. On y décèle : 1) une importance accordée à l'autonomie des acteurs sociaux ; 2) le refus d'un « prêt-à-penser » ; 3) la mise en valeur de la créativité, l'expression personnelle et les compétences individuelles ; et 4) l'échange horizontal entre individus situés dans des espaces, des plateformes et des *réseaux d'interaction* multiples et variés. En soi, cette idée d'une collaboration horizontale, qui rejette ou « pirate » le jeu politique formel n'est pas nouvelle. Comme le suggèrent Jacques Ion et Bertrand Ravon (1998) – mais aussi Granjon (2001), McDonald (2004), Juris et Pleyers (2009) – ce sont des caractéristiques propres à plusieurs mouvements sociaux qui ont émergé depuis les années 1960 (et même avant). En outre, il s'agit de caractéristiques qu'on dit même particulières aux mouvements de « jeunes ». Or, ce qui différencie la façon dont les membres d'une « génération de l'information » s'engagent touche cette fois à un *métissage* et une circulation accélérée de l'information liés à la mondialisation et au développement des TIC, et qui se traduit dans le croisement de deux facteurs identifiés tout au long de cette recherche : 1) la multiplication des modalités d'engagement social et politique ; 2) et la multiplication des modes d'interaction et d'échange entre les individus.

Pour mieux cerner comment ces facteurs s'inscrivent dans le processus de construction du sens donné à l'engagement, je m'appuie sur les observations soulevées aux chapitres précédents pour *reconstruire* le sens que les jeunes donnent à l'engagement. J'espère ainsi contribuer à formaliser la relation entre une ère « mue par le Web » et l'émergence de nouvelles formes de participation sociale et politique chez les jeunes, en réfléchissant à ce qui sous-tend ce processus de construction de sens. Bien sûr, je ne prétends pas offrir une « théorie globale » ou définitive de l'engagement qui permettrait de répondre à l'ensemble des transformations de l'action collective et de la participation politique à l'ère du Web. Comme je l'ai annoncé au début de la recherche, mon objectif est plus humble : l'adoption des TIC est à la fois nouvelle, rapide et fluctuante et nous demeurons en ce sens toujours à l'étape de la simple construction d'hypothèses. Je me permets toutefois d'en formuler quelques-unes, qui découlent de la démarche de recherche. Elles sont de trois ordres :

- 1) redéfinir l'engagement et éclairer la construction de « cadres interprétatifs » dans les pratiques mises en avant par les jeunes ;

- 2) identifier la « dynamique d'échange » et les « logiques d'influence » par lesquels les jeunes diffusent des codes de sens, des interprétations et des idées au quotidien ;
- 3) conceptualiser, à partir des théories de l'interactionnisme symbolique et de la notion des « dérives culturelles » (Blumer 1969), la façon dont les affichages des jeunes – au sujet de leurs expériences, perceptions et pratiques individuelles – s'arriment à des visées collectives plus larges.

En somme, il s'agit d'ouvrir la porte à de nouvelles perspectives conceptuelles pour penser comment s'entrecroisent de multiples interactions et engagements à l'ère du Web et comment ces échanges diversifiés contribuent à agir ou à produire des changements sociaux. Je suggère à cet effet que les multiples babillages et échanges en ligne de la « génération de l'information » s'apparentent à un « murmure d'étrangers » : une nuée flexible et changeante d'interactions et de relations (d'un individu à plusieurs et de plusieurs à plusieurs) par lesquelles les jeunes prennent connaissance du monde, échangent des compréhensions et des perceptions des enjeux et arriment leurs actions à celles d'autrui pour produire des changements dans les façons de *percevoir*, d'*agir* et de *penser*.

7.1 Agir sur les consciences : repenser les cadres d'interprétation

Quand on interroge les jeunes sur ce qui se transforme dans leurs pratiques d'engagement à l'ère du Web, leur première réaction en est une de précaution. Qu'ils soient ou non intéressés par les TIC, ils réfutent a priori une caractérisation de leur génération selon laquelle ils seraient tous des technophiles aguerris, prêts à mobiliser des masses de protestataires par un seul click ou texto envoyé sur leurs téléphones intelligents. Ces pratiques, rappellent-ils, peuvent vite devenir du « fainéantisme » (*slacktivism*), de l'« engagement paresseux ». Par ailleurs, les répondants insistent : si les jeunes sont parfois désengagés, ils ne sont pas apathiques. Ils se mobilisent toujours pour certaines causes ; ils trouvent pertinentes des formes de participation politique ou sociale usuelles. Or, ils rappellent aussi les *limites* qu'ils perçoivent à s'inscrire eux-mêmes dans certains de ces espaces traditionnels de la participation sociale et politique, ce qui les pousse à privilégier des actions plus ponctuelles où ils ont l'impression que leurs compétences et leurs valeurs sont mieux reconnues et mises à contribution.

Bien sûr, les jeunes concèdent que leurs modes d'action ne correspondent pas toujours à un comportement stéréotypé. Ils s'intéressent à des enjeux locaux ou transnationaux plutôt que nationaux. Ils favorisent des actions sporadiques et informelles et le Web joue un rôle important pour *acquérir* et *diffuser* de nouveaux *codes de sens* et *répertoires d'action*. Dès lors, s'ils se montrent a priori peu prompts à se distinguer d'autres générations – ils peinent à s'identifier comme faisant partie d'une génération distincte – on perçoit dans leur propos quelques nouveautés, dont il est important de rendre compte. Ce sont moins les *vocabulaires* et les *langages* par lesquels ils parlent d'engagement qui les différencient d'autres générations que la *signification* qu'ils accordent aux pratiques énoncées. En ce sens, j'estime que s'il faut éviter de généraliser la participation sociale et politique de toute une génération en ne se fiant qu'aux termes qu'ils emploient quand ils parlent d'engagement, les propos tenus par de jeunes adultes aux horizons et aux pratiques variés permettent de dessiner certaines *tendances* dans les transformations à l'œuvre. Notamment, on peut souligner l'importance que les jeunes accordent à des pratiques situées à *l'extérieur* des organisations formelles et la façon dont ils mettent l'accent sur des actions de sensibilisation et de *conscientisation* pour produire de nouveaux *cadres d'interprétation*.

7.1.1 De l'individuel au collectif : repenser les cadres de l'action

*« Je ne suis pas militante
parce que j'ai des opinions nuancées »*
Johanne, 30 ans, blogueuse pour une ONG

Comme on l'a vu au début de cette recherche, une grande part de la littérature rappelle la place importante que prennent désormais les actions autonomes dans le cadre d'efforts « collaboratifs ». Au niveau empirique toutefois, les recherches arrivent difficilement à dépasser les actions formellement organisées, parce qu'il est justement plus facile d'en identifier les membres comme correspondant a priori à la définition d'un acteur « engagé ». En choisissant pour ma part d'interroger des jeunes inscrits à la fois dans des organisations collectives formelles mais aussi d'autres à *l'extérieur* de celles-ci, j'ai pu nuancer certaines hypothèses quant aux transformations des espaces, des grammaires et des logiques d'engagement à l'ère du Web.

Tout d'abord, on constate que les organisations formelles ne sont pas disparues. Les jeunes accordent d'ailleurs toujours une grande importance à l'action menée sur le terrain. Ils ont en estime les risques encourus par des militants dans le cadre de mobilisation et d'occupations d'espaces publics et ils favorisent encore les rencontres en face-à-face pour organiser des actions de contestation. Les entretiens effectués avec des *activistes* et des *cybermilitants* démontrent par ailleurs qu'au sein des organisations formelles, les TIC sont employées pour une variété de raisons : elles permettent l'expérimentation de nouvelles pratiques de recrutement, de coordination et de plaidoyer. Chez les *techno-philanthropes*, si le potentiel des TIC est mis en exergue en ce qu'il permet de rejoindre de nouveaux acteurs et de leur offrir de nouvelles façons de prendre part à l'action, il demeure qu'on essaie surtout de mobiliser ces individus pour qu'ils viennent appuyer ou ajouter aux efforts des organisations formelles. En ce sens, c'est un jeu de tensions et de complémentarités qui s'opère entre le « terrain », les organisations formelles et les nouvelles pratiques qui s'appuient sur les TIC. Pour déceler les changements à l'œuvre dans la façon dont les jeunes s'engagent à l'ère du Web, il faut donc croiser des modèles d'analyse qui se posent en *continuité* avec les théories classiques de l'action collective et des mouvements sociaux et d'autres qui impliquent des patterns différents, voire une redéfinition des *cadres* de l'action.

Il apparaît notamment que l'engagement « post-it » ou à la carte qu'on associe souvent aux jeunes n'est pas lié, comme le prétendent certains, au développement des TIC ou à une culture du « zapping » qui serait propre à une génération « allergique à l'attente » ou à l'« effort » (Howe 2007, O'Neill 2007 ; Turcotte 2007 ; Dagnaud 2011). Au contraire, les propos des répondants évoquent une attitude qui valorise le rôle de *compétences personnelles* et de réflexions *critiques* pour « propager » la portée d'une action. En questionnant l'autorité, en refusant le *prêt-à-penser*, ils se placent à l'opposé des notions de membership ou d'une idéologie englobante (Ion 1998, 2004). Cela les mène à effectuer des auto-évaluations constantes de leurs actions individuelles, à remettre en cause la portée des actions menées (à l'intérieur comme à l'extérieur des organisations formelles) et à réadapter ou ajuster leurs pratiques d'engagement pour s'assurer que les changements visés aient des répercussions à long terme. Ce questionnement de « tous les instants » suppose de revoir, en premier lieu, les notions d'*identification*, de *réseau d'appartenance* et de *confiance*.

Les théories des mouvements sociaux évoquées au chapitre 2 rappellent à ce sujet que la mobilisation des acteurs découle à la fois de leurs connaissances du milieu politique, de ce qu'ils perçoivent comme griefs, des émotions mais aussi de l'*identité* collective et de la *confiance* qu'ils portent à une organisation. En d'autres termes, si un individu choisit de prendre part à une action, c'est parce qu'il croit qu'il peut contribuer au mouvement, en même temps qu'il croit aux compétences de l'organisation à laquelle il s'identifie. Or, à l'heure actuelle, ce sont les acteurs qui redessinent les frontières floues entre ce qu'ils font dans la vie de tous les jours et comment celles-ci répondent aux objectifs d'un mouvement ou à ses « visions du monde ». À cet égard, les propos des jeunes laissent croire que ce n'est pas tant qu'ils aient perdu *confiance* envers les organisations usuelles (partis politiques, associations syndicales, organisations de l'action collective) mais plutôt, qu'ils n'ont pas l'impression que leur participation dans ces instances peut mener à des résultats satisfaisants ; ce qui est fort différent.

D'une part, cela veut dire que les jeunes perçoivent une difficulté à trouver leur place dans la vie politique et publique ; une situation qui mériterait d'être examinée plus en profondeur par de futures recherches. D'autre part, ces limites expliquent pourquoi les jeunes se montrent ambivalents envers des organisations qui, de leur avis, les rejettent en quelque sorte. Ils adoptent alors une posture qui les mène à entretenir ou à appuyer des objectifs qu'ils partagent avec les organisations d'un mouvement, sans accepter toutefois d'y « perdre » leur identité ou leur capacité réflexive. Comme on l'a vu, c'est la *cause* qui prime de ce fait sur l'organisation. Mais c'est aussi, et avant tout, à la *cause* que s'identifient les acteurs.

Cette attitude des jeunes exprime par ailleurs un choix conscient de donner à voir une pluralité d'expériences individuelles. Cela se traduit, chez les répondants, par une plus grande tolérance démontrée envers les limites de chacun, mais aussi par une *personnalisation* et une *publicisation* des engagements personnels (Ion 1998, 2012). De ce fait, les propos mentionnés en entretiens individuels suggèrent qu'on ne peut plus évaluer la relation de confiance envers un mouvement en analysant uniquement les relations de réciprocité qui s'établissent entre ses membres. Il importe de comprendre comment cette confiance se construit dans l'action mais aussi à *l'extérieur* de celle-ci, et comment cette confiance se solidifie par l'affichage de

multiples engagements soutenus et cohérents dans la vie quotidienne. En effet, ce sont ces multiples publicisations de leurs valeurs et opinions personnelles qui permettent aux jeunes de reconnaître *qui* partage leurs intérêts et « visions du monde », et de construire ainsi une solidarité fondée sur des *perceptions* et des *idéaux* partagés bien plus qu'autour d'une identité, d'un âge ou d'un recours à une même plateforme numérique. C'est ce qu'illustrent les propos suivants :

C'est pas évident de s'identifier à un collectif. Notre socialité, elle a une forme floue. On cherche des ressemblances, mais ça fluctue. [...] C'est ça qui est intéressant dans notre génération : tu dois d'abord trouver tes valeurs et ensuite tu en fais la promotion (Maryse, 28 ans, cinéaste).

Le leadership, c'est plus nécessaire aujourd'hui. Ce qui compte, c'est surtout de casser les modèles, d'essayer de créer des effets boule-de-neige [...] Je pense pas que c'est important d'avoir une identité commune mais oui des valeurs, des idéaux que tu partages avec les autres (Julien, 26 ans, politique municipale).

En deuxième lieu, les entretiens suggèrent que l'action peut se développer au sein de plusieurs *contextes* à la fois (culturel, politique, social, médiatique) croisant des *memberships* soutenus avec des pratiques ponctuelles, des relations faibles avec des relations fortes. Ce sont donc aussi les « visées » d'un mouvement, les espaces de l'action et les coûts liés à l'inscription d'un acteur dans ces espaces qu'il faut revoir, puisque l'engagement est désormais institué dans un ordre du bas vers le haut, des acteurs vers l'organisation. Rappelons à ce sujet qu'un « mouvement social » est un construit théorique (Maheu 2005 ; Hamel 2013). En observant les organisations de l'action collective, les théoriciens des mouvements sociaux donnent à voir un *aperçu* de la façon dont les individus essaient de produire des changements sociaux dans un contexte donné (Melucci 1996). Or, cette analyse se fait dans une tension entre le mouvement comme construit théorique et la façon dont les acteurs s'adaptent et s'ajustent à de nouveaux contextes (Hamel 2008, 2012). En ce sens, les analyses contemporaines de l'engagement ne peuvent se restreindre à la seule observation des enjeux ou des espaces identifiés par les organisations de l'action collective. Pour saisir la portée et les enjeux des actions engagées, il faut comprendre *quels* types de changements les individus essaient de produire mais aussi *quels* types d'actions et quels *espaces* répondent le mieux à ces changements visés.

Par exemple, si les mouvements sociaux des années 1960 et 1970 avaient comme cibles des *structures* sociales ou politiques – transformer les institutions, avancer des propositions politiques (ou électorales) ou se radicaliser dans une position « révolutionnaire » (McAdam, Tilly et Tarrow 2001) – il était logique de penser l’analyse de ces mouvements en observant comment des acteurs tentaient d’agir dans des espaces ou des instances plus facilement identifiables (opposant le « nous » au « ils ») et envers lesquelles ils proposaient la création de nouveaux systèmes, de nouvelles structures. Dans les nouveaux mouvements des années 1970, 1980, 1990, ce ne sont plus tant les structures qui sont ciblées que les *représentations* et les *normes* ancrées dans des pratiques sociales et des institutions (Melucci 1996 ; Martuccelli 2002). En ce sens, les cibles deviennent moins faciles à identifier, puisque les acteurs agissent sur plusieurs fronts et espaces à la fois: au niveau d’enjeux spécifiques (droits des femmes, protection de l’environnement, droits des sans papiers), au niveau des produits culturels et de la production de codes *symboliques* (Eyerman et Jamieson 1991 ; Klandermans 1992 ; Melucci, 1996). L’analyse des identités collectives, des pratiques artistiques et symboliques, tout comme les modes de vie alternatifs propres à un mouvement deviennent ainsi des points d’analyse utiles, puisqu’ils donnent à voir des processus de diffusion de *codes de sens*.

Dans le contexte actuel, la tension entre le construit théorique et le terrain demeure à nouveau difficile à cerner : les propos des jeunes interrogés démontrent que les actions visent, là encore, à produire des changements dans les valeurs et les significations. Or, les jeunes essaient aussi surtout de favoriser la *conscience* et la *sensibilisation* de leurs proches ou de démontrer que « d’autres mondes sont possibles ». Plus encore, si les répondants ne s’opposent pas à des structures ou des institutions formelles et s’ils ne partagent pas toujours les mêmes cibles ni les mêmes modes d’action, ils ne partagent pas davantage une identité collective. Ils revendiquent le droit d’avoir des « idées nuancées » et refusent de se décrire comme des militants parce qu’ils disent justement vouloir être « libres » de penser différemment. En ce sens, pour conceptualiser le processus par lequel se créent et se diffusent les répertoires d’action, les résultats des entretiens suggèrent qu’il faut d’abord comprendre la façon dont ces jeunes essaient de produire des changements sociaux (et le type de changements recherché), pour mieux cerner les raisons qui les mènent à investir le Web comme nouvel espace d’action et les outils et pratiques qu’ils choisissent de privilégier.

À cet égard, on a vu que la notion de « cadre de l'expérience » de Snow et Benford (1988) permet d'analyser comment sont condensés et codifiés les événements, enjeux et actions d'un mouvement pour diffuser des « codes de sens » qui pourront être compris et repris des acteurs. Or, cette manière de comprendre la construction de « codes symboliques » a surtout été employée pour analyser les stratégies communicationnelles des militants et des journalistes dans la couverture d'événements contestataires (Eyerman et Jamieson 1991 ; Gamson et Meyer 1996; Cammaerts 2005 ; Juris 2008). Il est d'ailleurs à noter que les « cadres » diffusés par les médias seraient généralement négatifs, dû à la particularité des pratiques journalistiques qui favorisent les nouvelles qui captent l'attention, les scandales ou les événements chocs (Gitlin 1980 ; McCurdy 2012)¹⁴⁸. Bien sûr, ces théories soulignent qu'un mouvement peut produire ses propres cadres: 1) soit dans un rapport dialogique avec les médias pour « faire parler de soi », attirer l'attention du public ou s'assurer qu'un message soit « adéquatement » repris par les journalistes ; 2) soit pour les diffuser auprès des membres et des supporters, suggérer des lectures alternatives des événements, voire s'opposer aux cadres émis par les journalistes.

Or, en interrogeant des jeunes sur la manière dont ils emploient le Web et les médias sociaux, il est évident qu'ils ne recourent pas aux TIC de façon univoque, ni dans une « stratégie communicationnelle » qui se construirait en relation dialogique avec « les médias ». Comme on a pu le constater au chapitre 6, il est vrai que certains jeunes s'appuient sur les outils du Web pour diffuser les cadres d'un mouvement ou d'une organisation. Cependant, des répondants se positionnent aussi littéralement en « émetteurs » de nouvelles, proposent des plateformes médiatiques alternatives (à la *IndyMedia*), s'adressent à un public élargi en rapportant ce qui n'est « pas dit » dans la sphère publique par les politiciens et les journalistes (à la *Wikileaks*). De ce fait, en plus de confirmer que les TIC permettent aux acteurs de dépasser le monopole des médias traditionnels (Norris 2002 ; McCaughey et Ayers 2003 ; Tarrow 2005), j'estime qu'il faut considérer les médias sociaux comme *ajoutant* au processus

¹⁴⁸ L'ouvrage de Gitlin, « *The Whole World is Watching* » (1980) rappelle que les cadres cognitifs produits par les médias peuvent avoir une influence hégémonique importante sur la manière dont on se représente certains enjeux, de par les pratiques et les structures des nouvelles médiatiques qui influencent le type d'informations couvertes et comment elles sont traitées par les journalistes.

de construction de *cadres*, en ce qu'ils proposent de nouveaux rôles aux individus autonomes. Un militant sur le terrain peut par exemple prendre en photo un événement, la distribuer sur son réseau *Facebook*, relayer une information sur *Twitter*, afficher ses commentaires sur la page web d'un journal ou diffuser des articles sur de multiples plateformes, où de nouveaux individus pourront à leur tour relayer, rediffuser, filtrer et réinterpréter ces informations, produisant ainsi une panoplie de nouveaux « cadres interprétatifs », de nouvelles informations.

Enfin, les constats rapportés au chapitre 6 démontrent que la façon dont ces outils sont employés dépend moins du type d'engagement mis en avant (parti politique, action communautaire, association syndicale) ou de l'architecture technique particulière à un outil (plateformes *Facebook*, *Twitter*, fil de presse ou liste de diffusion), que de *l'aisance* qu'ont les acteurs à les employer et du type de public qu'ils visent à rejoindre. Par exemple, si un acteur souhaite émettre des images en continu depuis les manifestations, cela peut vouloir dire mobiliser une équipe de tournage, la mettre en contact avec une équipe de rédaction sur le terrain, recruter des « relationnistes » mandatés pour contacter les médias. Mais cela peut aussi vouloir dire filmer soi-même un événement, monter la vidéo sur son ordinateur portable et le diffuser dans ses réseaux personnels (*Facebook*, *Google+*) ou publics (*Vimeo*, *Youtube*), en demandant à ses contacts de relayer l'information le plus largement possible.

Plus encore, c'est aussi le rapport aux médias journalistiques qui est brouillé, alors que les grandes agglomérations médiatiques s'appuient de plus en plus sur des contenus proposés par des citoyens et les internautes à qui elles offrent des formes de participation flexibles et collaboratives (Mossberger et al. 2008). En d'autres termes, à l'ère du Web 2.0, les processus de construction de *cadres interprétatifs* doivent être pensés comme étant à la fois *produits*, *diffusés* et *co-construits* par les membres d'une organisation, les médias mais aussi les observateurs, supporters, citoyens ordinaires et « relayeurs » externes à un mouvement.

En redéfinissant ainsi les rapports « informationnels » liés à l'engagement, les outils du Web et des médias sociaux favorisent une *multiplication des choix* qui s'offrent aux individus quand ils décident de prendre part à l'action, mais ils multiplient aussi les façons par lesquelles ils acquièrent des *cadres interprétatifs* et les produisent. Si la sensibilisation et la

conscientisation deviennent alors des pratiques importantes, c'est aussi le rôle des supporters, des observateurs et des « passagers clandestins » (*free-riders*) qui sont mis en valeur. Pour mieux les analyser, je suggère que les nouvelles approches théoriques pensent l'engagement social et politique comme incluant une variété d'actions visant à produire des changements sociaux qui se construisent et s'expérimentent dans un *continuum collaboratif* bien plus que dans un processus de rupture ou de transformation structurelle. Je m'explique.

Selon Pierre Rosanvallon, si on veut pouvoir observer les transformations de la participation politique, il faut d'abord : « tenir compte de toutes ces représentations 'actives' qui orientent l'action, bornent les champs des possibles par celui du pensable et délimitent le cadre des controverses et des conflits » (2002 : 29). Or, les TIC et les médias sociaux ne font pas que servir à la diffusion de cadres qui délimitent les enjeux de l'action. Ils sont à la fois l'*espace* et le *contexte* au sein desquels émergent de nouvelles pratiques, de nouveaux champs de possibles mais aussi de nouvelles controverses et de nouveaux conflits (Cammaerts 2005 ; Earl et Kimport 2011 ; Bimber et al. 2012). En ce sens, que les jeunes soient ou non membres d'une organisation, qu'ils soient ou non technophiles, ils décrivent leurs pratiques comme visant à agir d'abord sur les *consciences* – en donnant l'exemple, en exprimant leurs valeurs, leurs préoccupations ou leurs convictions. Cela veut dire que ces jeunes agissent de manière réflexive et autonome en s'appuyant sur leurs réseaux personnels pour proposer *leur* lecture des enjeux et des événements. Au-delà d'une redéfinition des notions de confiance et de réciprocité, cela suppose que des individus alimentent et entretiennent leur capacité à nuancer et à produire de nouveaux *cadres interprétatifs*. Un acteur se donne ainsi le droit de choisir ce qu'il retient d'un enjeu, ce qu'il voit ou donne à voir d'un événement, ce qu'il relaie ou partage dans sa vie personnelle.

Cette conception de l'engagement suggère dès lors un remodelage des interactions entre militants, sympathisants, relayeurs et simples observateurs, qui essaient chacun à leur manière (et de façon complémentaire) de *sensibiliser autrui* en diffusant *d'autres* lectures de la réalité sociale. Pour rendre compte de cette interaction comme participant à un *continuum* de l'action, je pose les trois hypothèses suivantes:

- Hypothèse 1 : Nous n’assistons pas à une rupture ni un remplacement des modèles usuels de l’action collective. Ce sont plusieurs modèles de participation sociale et politique qui se croisent, s’ajoutent et se répondent dans des actions menées simultanément à l’intérieur et à l’extérieur d’organisations formelles de l’action collective et qui supposent que l’engagement des acteurs devienne plus *autonome* et *réflexif*.
- Hypothèse 2 : La différence entre ces multiples modes de participation ne correspond pas au niveau d’engagement d’un individu (s’il est très engagé ou peu engagé). Plutôt, c’est un même acteur qui est amené à jouer des rôles *multiples* et *diversifiés* selon le contexte et les objectifs visés¹⁴⁹. Un acteur est ainsi libre de choisir le ou les *espaces* dans lesquels il inscrit sa participation : il peut générer des projets ou en intégrer d’autres à des degrés divers, dans une logique d’expérimentation.
- Hypothèse 3 : la construction de *cadres interprétatifs* ne se fait pas dans un rapport *dialogique* entre des codes symboliques produits par les médias et ceux produits par les organisations de l’action collective ; ces cadres sont réadaptés, reconstruits, réinterprétés au sein de l’action et de manière *collaborative*, par des individus aux pratiques et aux modes d’engagements variés. Dans ce contexte, l’acteur devient lui-même un *producteur de cadres* et un *facilitateur de leur diffusion*.

En somme, si on a souvent reproché aux mobilisations contemporaines – et en particulier aux jeunes – de ne pas arriver à formuler de propositions claires ou de ne pas porter de « projet » de société cohérents, c’est aussi parce que là n’est pas l’objectif des actions qu’ils mènent. Mon analyse des propos des répondants coïncide alors avec celle faite par Jeffrey Juris et Geoffrey Pleyers (2009) au sujet des jeunes altermondialistes, à savoir que les jeunes ne perçoivent par leur participation comme visant à produire des changements identifiés a priori. C’est le *processus* de participation – égalitaire, horizontal et collaboratif entre des individus aux réflexions et aux compétences variées qui expérimentent d’autres façons de « vivre ensemble » – qui est, en soi, recherché. En d’autres termes, l’objectif de l’engagement, pour les jeunes, c’est avant tout d’expérimenter et de mettre en lumière d’autres façons de vivre et d’agir, d’autre façon de penser les enjeux de société et d’y répondre. Dans ce contexte, les TIC ont l’avantage de favoriser des modalités d’échange plus ouvertes, elles permettent la libre expression de voix multiples sur des plateformes flexibles et transforment la façon dont circule

¹⁴⁹ Par exemple, un individu peut être membre d’une organisation formelle et jouer un rôle de relayeur dans le cadre de la mobilisation proposée par une organisation dont il n’est pas membre. De la même manière, un individu peut recourir à certaines utilisations du Web dans le cadre de ses fonctions au sein d’un parti politique, mais il peut simultanément appuyer des actions micro-philanthropiques dans sa vie privée.

l'information. Cela permet aux acteurs de participer à une co-construction de plusieurs « visions du monde » et suggère de penser l'engagement comme autant de façons de résister au *prêt-à-penser*.

7.1.2 Génération consciente : redéfinir l'engagement cognitif

*« Le renouvellement des idées,
ce n'est pas un objectif; c'est un processus »*
Christine (29 ans, réseau de partage de connaissances citoyennes sur le Web)

Si les jeunes interrogés peinent parfois à définir les gestes qu'ils effectuent au quotidien et par lesquels ils visent à répondre à des enjeux qui les préoccupent comme des actions « engagées », cela n'exclut pas qu'ils soient faits de manière consciente (Giddens 1999). Ils savent expliquer *pourquoi* ils les mènent et quels types de changement ou de participation sociale ils visent. Pour lutter efficacement contre les injustices et les incohérences qu'ils perçoivent de ce monde, ils considèrent prioritaire de bien *connaître* les enjeux auxquels ils s'adressent, mais aussi de les *faire connaître* à d'autres. Dans cette perspective, les formes usuelles de l'action collective perdent en intérêt devant des modalités d'action qui favorisent une sensibilisation accrue aux « interdépendances », à l'initiative, aux actions subjectives qui permettent de faire circuler l'information plus rapidement au sujet de causes ou d'enjeux sociaux. Dans les entretiens effectués avec les jeunes qui appuient des organisations formelles tout comme avec ceux qui peinent à se définir eux-mêmes comme engagés, ce sont alors l'accès à l'*information* et la *libre expression* qui sont placés au cœur des processus de changement social ou du « renouvellement des idées »:

Le plus important, c'est que les gens soient informés. Pour moi, la victoire, c'est quand t'as réussi à changer la pensée des autres, à leur faire voir une nouvelle perspective. À partir de là, les actions vont de soi (Mélissa, 27 ans, étudiante en science de l'environnement).

Le vote, c'est pas le plus important pour qu'une démocratie fonctionne. C'est important, mais à court terme [...] À long terme, les plus grands changements s'opèrent dans les mentalités. Et ça veut dire que la population soit informée pour qu'elle puisse donner ses idées (Guillaume, 24 ans, éco-quartier).

Leurs propos font ici écho à ceux de Manuel Castells (2007, 2009), quand il suggère que si l'enjeu du pouvoir se situe désormais au niveau du contrôle des nœuds d'information, les luttes sociales elles, ont toujours visé à agir sur les « consciences » : « The fundamental battle being fought in society is the battle over the mind of the people. The way people think determines the fate of norms and values on which societies are constructed » (2007: 238).

À cet égard, les mécanismes du Web 2.0 fournissent aux jeunes des espaces de débat et de médiation de points de vue divergents. Selon ce qu'en disent les répondants, ces outils permettent soit d'identifier les abus de pouvoir, soit relayer des vidéos qui alimentent l'indignation, soit ils permettent de suggérer des cibles communes et participent à *redéfinir* la rationalité des actions – puisqu'il faut désormais savoir trier l'information, en identifier l'authenticité, comparer des sources multiples, alimenter et naviguer entre des plateformes variées. Toutefois, en ce qui concerne la portée des actions qu'ils mènent sur le Web (diffusion, partage, appuis ou relais), on a vu que les jeunes se montrent aussi ambivalents. Après tout, ce ne sont pas tous les affichages personnels qu'ils font en ligne qui sont engagés (et même, les jeunes estiment que certains usages du Web peuvent favoriser un engagement « fainéant »). C'est aussi que les modes et pratiques d'engagement qu'ils effectuent au quotidien ne s'appuient pas tous sur le Web – même si l'affichage en ligne de leurs indignations, idées ou opinions font parti de leurs premiers réflexes quand ils décident d'« agir » envers une cause qui les interpelle. Comment expliquer ce désir d'afficher ses préoccupations et opinions au quotidien et les limites qu'ils perçoivent aux actions menées en ligne ?

Les éléments d'analyse soulevés au chapitre 6 rappellent à cet effet que l'identité numérique des jeunes n'est pas opposée à leur vie de tous les jours. Le Web n'est donc pas un espace social séparé ou *distinct* du réel. En ce sens, si les jeunes interrogés estiment important de « donner à voir » des enjeux multiples sur le Web et si certains militants placés dans des contextes politiques et sociaux plus coercitifs sont prêts à risquer leur vie pour « diffuser » l'information sur les enjeux qui leur tiennent à cœur (à l'image du *blogfather* iranien, des cyberdissidents chinois ou de la *tunisian girl*, qui ont tous tenu à diffuser des informations sur le Web malgré les grands risques qu'ils ont alors encourus), c'est dans les deux cas parce que

ces jeunes *s'appuient* sur ces plateformes pour afficher des opinions, des idées et des « modes de vie » qu'ils défendent et promeuvent *par ailleurs* dans la vie quotidienne.

Si le sens que les membres de cette génération donnent à l'engagement doit être analysé au-delà de leur seule inscription dans une organisation militante formelle, il doit aussi être considéré au-delà de leurs seuls affichages en ligne. Du point de vue des répondants, l'objectif de l'action, c'est d'abord de défendre ses opinions et ses valeurs dans la vie *privée* et de les donner à voir en exemple dans la sphère *publique* ; ce qui correspond encore une fois à une *personnalisation* et une *publicisation* de l'engagement (Ion 1997, 1998, 2004):

Personnellement, je n'ai pas d'intérêt à entretenir mon blogue, je n'ai pas assez de temps. Mais je le fais parce que c'est important d'en parler [...] Ce n'est pas une question de gagner ou de perdre. C'est de sensibiliser, de faire en sorte que les gens en parlent, qu'ils y pensent (Taina, 31 ans, blogueuse, coalition contre le plastique)¹⁵⁰.

Pour que ce soit durable, il faut faire des choix dans ta vie personnelle. Mais on doit aussi être capables de les crier, nos choix, sur la place publique (Alice, 25 ans, membre *TakingITGlobal*).

Bien sûr, tous les affichages de soi que les jeunes effectuent au quotidien (en parlant d'un enjeu sur son statut *Facebook*, en consommant des produits équitables, en se rendant en vélo au travail en hiver) ne peuvent être considérés comme « engagés » (n'en déplaise à certains optimistes du Web ou certains optimistes de la consommation responsable). Pour départager ce qui relève alors d'un *affichage engagé* ou d'une simple expression personnelle, il faut analyser la façon dont les jeunes perçoivent et décrivent la portée et les objectifs de ces affichages et « publicisation » en question. Pour ce faire, on peut s'appuyer sur la définition temporaire de l'engagement énoncée au chapitre 2 et qui décrit celui-ci comme : *une volonté individuelle de s'inscrire dans un effort collectif en participant ou en contribuant à des actions visant le changement social ou la lutte contre les inégalités*. Suivant la logique des propos des jeunes, on pourrait alors dire que leurs affichages de valeurs, de choix et d'opinions personnelles au quotidien sont engagés quand : 1) ils répondent au fait de se sentir *concernés* par un enjeu ou une cause (ce qui les motive à vouloir « agir ») ; 2) quand ils font appel à un

¹⁵⁰ L'entretien avec Taina s'est déroulé en anglais. Traduction libre de : « I have no personal interest in keeping up with the blog. I have no free time for this. But I do it, because I think it's important to talk about it. [...] It's not about wining or loosing. It's raising awareness, it's getting people talking and thinking about it. »

sentiment de *responsabilité* qui les mène à afficher consciemment ces valeurs, opinions et choix (et grâce auxquels ils développent des liens de réciprocité et un attachement à des enjeux collectifs) ; 3) et quand ces gestes s'arriment aux actions d'autrui dans un objectif qui vise à faire « changer les mentalités » ou agir sur les « consciences » collectives, à long terme.

Un sceptique pourrait ici argumenter que les seules pratiques de *conscientisation* ou de *sensibilisation* ne sont pas suffisantes pour produire des changements sociaux ou politiques importants. Je souligne toutefois qu'il ne s'agissait pas ici d'évaluer de façon normative si les pratiques des jeunes sont plus ou moins « efficaces » pour produire des changements sociaux que ne pouvaient l'être celles mises en avant par d'autres générations, par exemple, ou encore celles qui sont habituellement analysées par les théories de l'action collective. Là n'était pas le but de la recherche. Plutôt, il est important d'éclairer *en quoi* les actions que les jeunes favorisent répondent à un *contexte*, à des *représentations*, à des *valeurs* et à des *visions du monde subjectives*, qui sont elles-mêmes marquées par ce contexte. À ce sujet, la lentille générationnelle permet d'offrir des réponses intéressantes.

En dépassant la dualité des enquêtes qui se penchent soit du côté des organisations – où l'individu joue un rôle instrumental en contribuant ou participant à une action dans un calcul de coûts et d'intérêts – soit du côté des motivations des individus – où on interroge les cadres normatifs et subjectifs de l'action sans tenir compte du contexte –, les modes d'engagement décrits par les jeunes suggèrent un *réagencement* entre pratiques individuelles et collectives, privées et publiques, en ligne et hors ligne, que l'approche générationnelle permet d'éclairer.

En ce qui a trait au contexte politique, les chapitres précédents rappellent que les jeunes ne sont pas les seuls à remettre en question la légitimité des partis politiques et des politiciens et que s'ils se montrent critiques envers le processus électoral, ils estiment toujours pertinents les institutions et les processus démocratiques¹⁵¹. L'intérêt qu'ils portent aux pratiques de bénévolat ou aux actions individuelles démontre par ailleurs qu'elles leur permettent d'agir dans un contexte marqué par le manque de temps libre, une mobilité géographique, des réalités

¹⁵¹ Évoquant la position de « citoyens critiques » développée par Norris (2010).

de chômage ou de déclassement à l'embauche qui les mène à estimer ces actions comme plus accessibles ou réalistes au regard de leur condition. Par ailleurs, on a vu que cette génération fait partie des cohortes à la fois les plus *métissées* et les plus *éduquées* de l'histoire du Canada (Tapscott 2009 ; Howe 2007), ce qui peut expliquer l'intérêt que les jeunes portent à des modes d'action où on reconnaît leurs compétences *cognitives*, où ils sont amenés à produire des contenus, à produire ou à diffuser des connaissances et où ils peuvent négocier et comparer de multiples *cadres interprétatifs*. En quelque sorte, ils se situent alors dans une pratique d'énonciation de leurs idées, réflexions et opinions personnelles autrefois réservée aux journalistes, aux leaders d'un mouvement, voire encore à certains artistes et intellectuels. Là encore, je dois mentionner que ce ne sont pas là des attributs que j'estime propres aux jeunes. Plutôt, ils révèlent le *contexte* dans lequel les jeunes s'engagent aujourd'hui et où les capacités réflexives des individus sont mises en exergue. En d'autres termes, puisque dans les sociétés en réseaux, la *connaissance* devient plus importante que le capital (Castells 2001), c'est sur le plan de la production de connaissances et de la diffusion de nouvelles façons de percevoir et de penser les enjeux sociaux que les jeunes estiment qu'il est important d'agir.

Pour repenser la *définition* donnée à l'engagement à la lumière de ces observations, il est utile de rappeler la classification suggérée par Zukin et ses collègues (2006). Dans leur comparaison des pratiques des *dutyfuls*, *babyboomer*, de la *génération X* et des *DotNets* (nés après 1976), les auteurs identifient quatre modes d'engagement : 1) politique (qui vise à influencer les politiques publiques ou la sélection des représentants et des élus politiques ; 2) citoyen (qui vise le « bien commun », les actions concertées dans le cadre de mobilisations collectives ou d'actions communautaires) ; 3) d'expression publique (*public voice*, qui inclut la défense de positions ou d'opinions et l'affichage de voix exclues dans le débat public mais aussi le fait de contacter un député sur son blogue, signer une pétition ou écrire aux médias) ; 4) et cognitif (défini comme le fait de suivre les nouvelles, de discuter de questions politiques avec ses proches et de s'intéresser de manière générale aux enjeux publics). Toutefois, du point de vue de ces auteurs, l'engagement cognitif est important mais insuffisant pour produire à lui seul des actions efficaces. Ce mode d'engagement est alors en quelque sorte décrit comme une *prémisse* aux autres modes d'engagement.

Bien sûr, Zukin et ses collègues (2006) rappellent que tous ces modes d'engagement *coexistent* au sein de chaque génération¹⁵². Cependant, les conclusions qu'ils tirent au sujet des *Dot.Nets* me paraissent nettement insuffisantes. À l'instar de plusieurs recherches produites au sujet de l'engagement des jeunes (Blossfeld 2005 ; Kovacheva 2005 ; Livingstone 2007 ; O'Neill, Howe 2007 ; Turcotte 2007), ils estiment que les membres de cette génération présentent un amalgame si complexe, qu'il ne correspond à aucun mode d'engagement préalablement analysé ; ce qui limite la compréhension des pratiques des jeunes à la seule explication de leur « originalité ». De plus, les auteurs concluent que c'est au niveau de « l'engagement cognitif » que les jeunes semblent le moins actifs, puisque leur enquête démontre que les *Dot.Nets* discutent peu de partis politiques en famille, qu'ils « lisent peu » d'articles portant sur des décisions gouvernementales (Zulin et al. 2006).

Or, dans le cadre de cette recherche, j'arrive à des conclusions tout à fait contraires. D'une part, plusieurs jeunes continuent de s'engager sur un plan politique et citoyen, bien que leurs actions dépassent les seuls cadres de la participation électorale ou les groupes formellement « organisés » (et donc, il y a peut-être matière à revoir la définition des modes d'engagement politique et citoyen). Par ailleurs, leurs pratiques démontrent aussi toute l'importance qu'ils accordent au fait de « donner à voir » et de « faire connaître » des enjeux, des situations des « voix exclues » tout comme des opinions multiples et variées sur de nombreuses plateformes : dans le débat public, auprès de certains médias, sur des blogues ou des fils *Twitter* de journalistes et de politiciens, mais aussi auprès de leur entourage immédiat et sur les médias sociaux.

En ce sens, les jeunes interrogés ne démontrent pas un mode d'engagement totalement nouveau ou radicalement différent : j'estime plutôt que leurs pratiques se situent, pour reprendre la classification proposée par Zukin et ses collègues, à la croisée des modes

¹⁵² Si les *dutyfuls* ont plutôt mis l'accent sur les appuis à des partis politiques et à des institutions formelles, si les *babyboomers* se sont démarqués par leur forte participation militante et que les *X* ont favorisé des pratiques d'expression publiques d'enjeux peu médiatisés et d'actions plus communautaires, cela ne les empêche pas d'avoir *aussi* appuyé des partis politiques, des actions communautaires ou militantes.

d'*expression publique* et de l'*engagement cognitif*. Toutefois, le recours novateur aux TIC suggère aussi d'approfondir et de *redéfinir* la portée et les cibles de ces modes d'engagement.

Notamment, c'est sur le plan de l'engagement *cognitif* que la définition pose le plus problème. En effet, les mesures réfèrent à la consommation télévisuelle, la lecture de journaux, l'écoute d'émissions radiophoniques, ou les débats en famille sur un candidat ou un parti politique qui sont généralement analysées par les recherches (Zukin et al 2006 ; mais aussi PEW 2006, 2009 ; O'Neill 2007 ; Evans 2010 ; McCurdy 2012), ne correspondent pas à ce que les jeunes décrivent en entretien quand ils disent vouloir « s'informer d'enjeux », « afficher leurs positions » ou « débattre avec d'autres » d'enjeux publics et politiques¹⁵³. Par exemple, on pourrait considérer qu'un jeune n'a peut-être pas le réflexe d'écrire à un député (même sur son blogue) mais cela ne l'empêche de participer à des envois massifs de courriels à *des* députés dans le cadre d'actions de micro-activisme. Par ailleurs, si les jeunes interrogés se montrent intéressés par le fait de s'informer et de débattre ensemble d'enjeux qui les interpellent, ils ne le font pas toujours dans les soupers en famille mais aussi au travail, en ligne, dans des cercles d'amis. Il se peut également qu'ils écrivent moins d'éditoriaux aux journaux, mais cela ne les empêche pas de débattre d'enjeux *publiquement* sur les réseaux sociaux, où le relais de leurs opinions et expressions personnelles peuvent même avoir des répercussions plus importantes qu'en écrivant simplement à un journaliste ou en participant à un forum de consultation publique.

Enfin, au-delà des TIC, les répondants estiment que « donner à voir » d'autres possibles peut se faire de manière créative et originale, par des actions « dissidentes » ou de désobéissance civile, tant qu'elles participent à favoriser la *conscientisation* et la *sensibilisation* à des enjeux, de manière élargie :

Je crois que t'es capable de saisir la portée politique de tes choix, d'organiser ta vie [...] C'est important de jouer sur les imaginaires. C'est re-symboliser [sic] les actions quotidiennes. Ou te réapproprier des symboles forts, comme ceux du marché (Mélissa, 27 ans, étudiante en science de l'environnement).

¹⁵³ Fabien Granjon (2001) suggère d'ailleurs que dans les organisations militantes de la « nouvelle critique sociale » on assiste à une importance du capital cognitif, témoignant d'une nouvelle « intellectualité critique ».

Moi je relais plus souvent que je crée, mais je vois pas en quoi diffuser ce n'est pas de la participation démocratique. Ça informe les gens sur ce qu'ils doivent savoir pour prendre des décisions responsables (Catherine, 27 ans, webmestre pour une ONG environnementale).

En somme, des résultats de la recherche, je retiens que la façon dont les membres de cette génération définissent l'engagement fait écho à une « vision du monde » qui se rapproche des propos d'Offe, quand il dit que : « les acteurs les plus susceptibles de s'engager sont ceux qui peuvent le plus facilement prendre connaissance de la nature particulière des irrationalités du système, ou ceux qui ont le plus de chance d'en être les victimes privilégiées (1997 : 118) ». Les pratiques des jeunes visent alors à partager leurs expériences mais aussi celles d'autrui, pour s'assurer qu'un nombre élargi d'individus puissent prendre connaissance de ces « irrationalités du système », comprendre les enjeux et les injustices de leur monde et penser ensemble les manières d'y répondre. Sans décrire tous les jeunes ni toutes leurs pratiques d'affichage comme étant engagés, il s'agit de prendre acte du fait que l'engagement vise aussi, dans le contexte médiatique contemporain, à mettre en lumière les irrationalités et les injustices, à expérimenter de nouveaux espaces d'échange, pour favoriser la circulation d'information, la conscientisation et la sensibilisation ; en bref il faut « faire passer le mot »¹⁵⁴. Dès lors, si les pratiques mises en avant par les jeunes correspondent à un mode d'engagement *cognitif*, je suggère de redéfinir celui-ci de la manière suivante :

- Hypothèse 4 : Les membres de la génération de l'information privilégient des modes d'engagement *cognitifs*. Il s'agit d'un mode d'engagement à part entière (et non uniquement une prémisses à d'autres formes d'engagement) qui inclut des pratiques visant à produire, à relayer et à diffuser des informations, à échanger des connaissances et des expériences personnelles, dans un but de *sensibilisation* et de *conscientisation*.
- Hypothèse 5 : Ce mode d'engagement *cognitif* peut inclure le fait de suivre les nouvelles ou de discuter d'enjeux publiques dans son entourage (Zukin et al. 2006) mais il inclut aussi l'ensemble de pratiques d'affichage (*post*), d'appui (*like*), et de relais (*share*) qui se sont développées et popularisées depuis l'avènement du Web 2.0, et qui permettent aux individus de produire et de diffuser de nouveaux *cadres interprétatifs*, de nouvelles lectures de la réalité sociale, pour donner à voir d'autres façons d'agir ou de vivre ensemble.

¹⁵⁴ Une façon de concevoir l'engagement que j'ai décrit ailleurs comme « passer le mot » (*Spreading the Word*, Rodriguez 2009).

Il est à noter que cette *redéfinition* de l'engagement se veut inachevée. Toute comme elle l'a été dans le cadre de la démarche de cette recherche, j'estime qu'il est important qu'elle demeure ouverte aux interventions et aux nuances que peuvent y apporter des pratiques analysées par des recherches subséquentes, sur d'autres terrains d'observation, de façon à pouvoir rendre compte de multiples façons dont les individus peuvent recourir aux TIC (et possiblement à d'autres outils) pour favoriser la conscientisation ou diffuser de nouveaux cadres et codes de sens. En considérant en quoi certaines pratiques mises en avant par les acteurs sociaux peuvent être comprises comme des modes d'engagement *cognitifs*, l'important demeure de souligner la façon dont elles visent avant tout à produire des connaissances, à diffuser des *cadres d'interprétation* et à agir sur les *consciences*.

7.2 Repenser les réseaux : dynamiques d'échange et logiques de diffusion

« C'est un effet d'entraînement. Les idées se construisent peu à peu, tu ne sais pas où ça va se rendre, mais tu fais confiance ».
Jean-Philippe (28 ans, anarchiste)

Puisque l'engagement doit s'ancrer dans des pratiques quotidiennes et dans l'expression publique d'idées, c'est d'une manière réflexive que doivent aussi se relayer les cadres et les codes de sens. Dans ce contexte d'« expériences publiques de soi et d'autrui » (Ion 2004 ; McDonald 2004), les relations interpersonnelles deviennent de première importance. Comme le suggèrent plusieurs chercheurs (Juris 2012 ; Gerbaudo 2012 ; Pleyer 2012), la *culture* ou la *logique* d'action mise alors sur la force de réseaux collaboratifs d'acteurs. C'est en interagissant avec autrui par le biais de ces réseaux que les acteurs sociaux créent de nouveaux liens d'appartenance, ouvrent des espaces où ils peuvent exprimer leur solidarité et mobilisent les ressources leur permettant d'agir sur des « nœuds d'information » (Castells 2009).

Ces *espaces en réseaux*, définis au chapitre 2 comme des espaces fluides où la circulation d'information se fait entre des individus interconnectés, sont particulièrement efficaces pour mobiliser des « contre-pouvoirs », puisqu'ils ont l'avantage d'être flexibles et adaptables, qualités essentielles, nous dit Castells, « pour survivre et prospérer dans un environnement qui change vite » (2001: 9). Or, si la portée des réseaux peut être accélérée ou amplifiée à l'ère du

Web 2.0, le seul recours aux TIC ne suffit pas à expliquer comment s'« active » la mobilisation : ce qui pousse les acteurs à vouloir prendre part à un mouvement. De leur propre aveu, les jeunes rappellent que si ces outils peuvent être employés dans le cadre d'actions spectaculaires et sporadiques, dans la vie de tous les jours, il est plus facile de signer une pétition, de cliquer son appui sur une page *Facebook* ou de relayer les images d'une manifestation, que de mettre cet appui en pratique, de faire un don ou de prendre part à l'action. Plus encore, on a vu qu'ils déplorent que ce qui circule plus aisément sur ces réseaux numériques, c'est encore ce qui fait rire, choque ou surprend, et non pas ce qui permet d'approfondir une réelle prise de conscience des causes ou enjeux.

Malgré ces bémols, les propos des jeunes et les outils théoriques mobilisés dans le cadre de cette recherche démontrent que le partage et la participation sur des réseaux élargis agissent comme une sorte de « glue sociale » (Sunstein 2001). Sur les médias sociaux, les jeunes diffusent et transmettent des informations, construisent et réinterprètent des connaissances et des significations qu'ils échangent et relaient de manière « *collaborative* ». Pour y voir plus clair, plus d'enquêtes seraient nécessaires pour cerner adéquatement le fonctionnement interne, la *dynamique de ces échanges* : soit la façon dont l'information circule entre les instances de pouvoir, les individus autonomes, les groupes de l'action collective, les mouvements que ces échanges produisent et comment ces acteurs arrivent à agir sur des « nœuds » d'information en les amplifiant, les détournant ou les contrôlant.

Les limites de la recherche ne permettent pas d'établir de manière précise et définitive le fonctionnement de ces dynamiques. Toutefois, les propos soulevés par les entretiens individuels permettent d'introduire des pistes de réponse intéressantes, concernant la manière dont les jeunes conçoivent la façon dont circule l'information et comment ils s'appuient sur différentes formes, modes et régulations des échanges pour agir sur ces « nœuds ». Notamment, ils mettent en lumière des processus *d'interaction* et de *diffusion* qui misent sur des actions de *relais* et témoignent d'une *logique de convergence* pour orienter les « opinions » et les « visions du monde ».

7.2.1 Réseaux et « dynamiques d'échange »

L'insertion d'un individu dans un réseau social (que ce soit en ligne ou hors ligne), lui permet d'acquérir ou d'exprimer certaines « sensibilités » propres à ce réseau (Passy 1998). Au delà des seuls usages des TIC, les réflexions de plusieurs penseurs au sujet des transformations de l'engagement démontrent un intérêt marqué envers la notion de réseau, que ce soit en évaluant les réseaux personnels d'un acteur (surtout en ce qui concerne les théories du capital social) ou que ce soit en observant la mise en réseau d'organisations multiples et variées grâce aux TIC (dans les analyses d'organisations transnationales). À l'ère des « révolutions 2.0 », les hypothèses émises au sujet d'une nouvelle *culture* de la participation sociale et politique rappellent par ailleurs que si l'usage des TIC est largement répandu au sein des pratiques de contestation, c'est aussi parce qu'elles répondent aux besoins des activistes et à leurs modes d'interaction. Dans une perspective constructiviste, on peut donc considérer que ces technologies se construisent et s'adaptent en concomitance avec une « vision du monde », une logique de l'action et de l'engagement (Dahlgren 2005 ; Gerbaudo 2012) qui met en exergue l'importance des réseaux en tant que forme « idéale » de participation (Juris 2008, 2012).

Penser ainsi la culture de l'engagement à l'ère du Web permet d'observer des processus de construction de sens à partir d'une approche qui diffère des études portant sur la *cyberculture* ou sur le *cyberactivisme* (McCaughey et Ayers 2003 ; Coleman 2012). En effet, celles-ci s'intéressent spécifiquement à la façon dont se construisent des pratiques, croyances ou attitudes « culturelles » qui sont propres aux Web (et qui se distinguent donc de la culture politique et sociale élargie, Pastinelli 2007). À noter, j'estime que ces analyses sur les « cybercultures » sont toujours pertinentes pour cerner, à l'heure actuelle, un ensemble de pratiques qui se développent avec l'émergence de nouvelles applications et outils du Web et qu'il est important de pouvoir analyser. Toutefois, dans le contexte où les interactions médiatiques se font plus denses et où, en parallèle, le contexte politique se veut plus participatif, les TIC ne font pas qu'ajouter aux répertoires d'action ; elles transforment les modalités de l'interaction sociale. En ce sens, le recours au Web et aux médias sociaux suggère l'émergence de nouvelles *dynamiques d'échange* entre les acteurs sociaux, qui répondent à une nouvelle façon de concevoir et de définir l'engagement.

Dans le cadre de cette recherche, j'ai souligné deux types d'interaction qui se discernent dans la manière dont les jeunes recourent aux TIC: 1) l'interaction des jeunes *avec* les outils médiatiques (comment ils les emploient, dans quel contexte, comment ils en perçoivent la portée) ; 2) et l'interaction des jeunes avec d'autres individus quand ils choisissent de produire des « changements sociaux » (que ce soit en face à face, au sein de groupes élargis ou sur les médias sociaux). Ce faisant, je rejoins la proposition de Bell (2007), pour qui les cultures médiatiques doivent être analysées comme des réseaux qui réfèrent à des ensembles de pratiques, de perceptions et de représentations. Les réponses soulevées en entretien permettent à cet égard de mieux comprendre pourquoi les jeunes recourent au Web et en quoi leurs pratiques réfèrent à un « imaginaire » et à des représentations qui les mènent à faire confiance à la portée de ces réseaux pour multiplier les formes de « publicisation de soi » (Ion 2004).

Ainsi, quand ils réfléchissent aux modes de participation sociale et politique usuels, les répondants placent l'information (sa recherche, production ou diffusion) comme une *prémisse* à l'engagement¹⁵⁵. Les jeunes disent qu'il est important de *s'informer* d'abord, pour bien comprendre les enjeux. Il faut ensuite *débattre* avec d'autres qu'on suppose eux aussi informés, pour enfin « agir »¹⁵⁶ : c'est-à-dire s'engager dans des actions et au sein d'institutions ou d'organisations dans le but de répondre à des enjeux ou de produire des changements, en fonction des conclusions tirées du débat. La « dynamique d'échange » suppose alors des modalités de régulation, des relations de force et les acteurs qui concourent à orienter le débat, et où l'enjeu vise à s'assurer d'être le mieux informer possible pour orienter l'opinion d'autrui, trouver des arguments persuasifs, développer sa capacité d'expression et favoriser le consensus.

Or, quand ils abordent de manière plus personnelle les *raisons* qui les poussent à afficher leurs préoccupations et opinions sur les médias sociaux, tout comme ce qui les motive à adopter des

¹⁵⁵ Un peu comme le font Zukin et ses collègues (2006) quand ils suggèrent que l'engagement cognitif sert à « informer » les acteurs pour favoriser leurs engagements subséquents.

¹⁵⁶ Cette formulation a été énoncée de manière claire dans le cadres des entretiens de groupe effectués au *Congrès mondial des jeunes* et à l'*École d'Été de l'Institut du nouveau monde*, où les événements, programmes, dépliants et ateliers proposés aux jeunes entonnent d'ailleurs les slogans : « échanger pour agir » (CMJ) ou « informer, débattre, proposer » (INM).

choix de vie qui témoignent de positions et de valeurs personnelles « affichées » au quotidien, la logique d'action qu'ils invoquent suggère une priorité accordée à *l'information*, cette fois placée comme *prémisse*, *contexte* et *objectif* de l'engagement. La dynamique d'échange décrite peut se résumer ainsi: il s'agit d'abord de *s'informer* (encore une fois, pour bien connaître les enjeux), ensuite de *s'engager* (où « agir » peut vouloir dire produire des informations, afficher ses opinions, ses valeurs, ses idées et ses choix personnels), pour enfin *relayer* de nouvelles informations en multipliant les espaces où ces choix, valeurs et opinions seront donnés à voir à d'autres (pour qu'ils soient à leur tour « informés »). Le fait de *s'informer* fait donc écho à une reconfiguration du lien social qui suppose des « espaces fluides » où s'entrecroisent de multiples réseaux d'interaction, d'affichage et de relais. Cette « dynamique d'échange » propre aux médias sociaux participe dès lors à la construction de représentations du monde (selon les informations qu'on y puise), où les acteurs essaient d'agir sur le contrôle des « nœuds d'information », où ils orientent des mouvements d'agrégation d'individus autour d'idées ou d'opinions et où ils s'évertuent de produire de nouvelles informations. Mais c'est aussi la « matrice communicationnelle » (Castells 2007) qui est conçue comme un espace pouvant servir à transformer le processus de construction de sens.

Selon cette perspective l'enjeu, pour les jeunes, est donc de multiplier les sources d'information, de développer un sens critique, d'apprendre à jumeler, à détourner et à réinterpréter les contenus pour en produire de nouveaux (à l'image des *mèmes*), de façon à contourner le monopole de ces nœuds d'information à défaut de pouvoir les maîtriser. De la même manière, qu'ils s'engagent par des actions en ligne ou en affichant leurs positions dans d'autres sphères de la vie quotidienne, les répondants disent d'abord vouloir être « informés ». En ce sens, ils trouvent important de comprendre d'où viennent les informations et ce qu'elles ne disent pas. Mais ils veulent aussi s'assurer que les outils facilitant l'accès aux informations demeurent libres et ouverts, au point d'en faire une revendication sociale et politique à part entière.

Les propos des jeunes démontrent par ailleurs que s'ils considèrent que *s'engager* c'est « donner à voir » d'autres possibles, l'engagement ne peut se limiter à la seule *recherche d'informations*. Aux yeux des jeunes, s'engager suppose un *passage à l'acte*. Or, cet « acte »

peut vouloir dire différentes choses en fonction du contexte : que l'action s'inscrive de manière plus ponctuelle ou soutenue dans la durée, elle vise avant tout à produire des changements dans les « modes de pensée » et les consciences. Dès lors, plusieurs pratiques mentionnées par les répondants (contacter les médias, être webmestre pour une ONG, diffuser des pétitions virtuelles) supposent, là encore, un passage à l'acte, où l'action devient synonyme d'une production active d'information. Le processus de construction de sens à l'œuvre permet en quelque sorte d'agir sur son environnement immédiat, en « sensibilisant » ses proches, ses amis, ses réseaux personnels ou en proposant des plateformes d'affichage de « réflexions alternatives » sur les enjeux en cause. Qu'un individu initie lui-même une action ou qu'il arrime ses pratiques à des stratégies collectives plus larges, il préserve dans tous les cas sa capacité à produire ou à diffuser des « codes de sens ». Ce faisant, les multiples modes d'interaction que les jeunes investissent et expérimentent supposent une transformation des modes de *légitimation* des sources d'information mais aussi, et surtout, ils témoignent d'une *confiance* en la portée de leurs *réseaux personnels*.

La fonction de *relais* (passer le mot) devient ici particulièrement importante. En multipliant les interactions (un à un, un à plusieurs et plusieurs à plusieurs), les réseaux numériques permettent aux acteurs *d'imaginer* et de mettre en œuvre de nouvelles façon de débattre et de faire circuler l'information. Comme le suggère Juris (2008, 2012), le recours aux TIC accompagne l'émergence d'une « utopie informationnelle » où l'action est pensée en fonction d'une logique de réseautage et *d'agrégation* (Juris 2012). Ces logiques inspirées des usages numériques s'expriment sur le terrain. Mais c'est aussi le terrain qui inspire et agit rétroactivement sur les usages numériques.

Le poids des acteurs *individuels* devient ainsi plus important, en ligne comme hors ligne (Cardon 2010 ; Hofheinz 2011). Tout au long de la recherche, j'ai d'ailleurs insisté sur la façon dont des individus *autonomes* contribuent à diffuser et à relayer des informations sur des réseaux multiples, ce qui peut inclure les réseaux virtuels autant que les rencontres en face-à-face. Répondant aux besoins de créativité, et d'expression personnelle des jeunes, les propos des répondants suggèrent aussi qu'il est de la *responsabilité de l'acteur* d'afficher ses actions ouvertement tout en *relayant l'information* largement et sur des réseaux variés, pour alimenter

un processus de « bouche-à-oreille », où les actions d'un individu peuvent contribuer à inspirer celles d'autrui :

Pour arriver au changement, il faut qu'il y ait un enlignement de valeurs. Ça va avec des mouvements collectifs, mais ça va aussi avec ce que tu vis toi-même, comment tu incarnes ce changement [...] C'est un processus à long terme ou on s'entraîne les uns les autres (Julie, 33 ans, Forum jeunesse régional).

La politique, c'est des poulaillers. Les médias c'est les perroquets des poulaillers...Moi je crois vraiment en la chaîne humaine. Je préfère travailler pour des petits gestes qui me ressemblent. [...] C'est comme dit Ghandi : « *Be the change you want to see* » [sic]. C'est par la chaîne humaine que les choses vont changer (Katheline, 31 ans, entrepreneure web)

Or, cette confiance qu'ils portent aux *réseaux* provient à la fois de la plus value qu'ils octroient aux outils du Web 2.0 pour diffuser certains « cadres interprétatifs », mais elle découle aussi de la *culture* d'interaction qu'ils expérimentent et entretiennent au sein de réseaux multiples. Pour les *technophiles* interrogés comme pour certains militants du logiciel libre, un premier intérêt des médias sociaux est de favoriser la participation et l'interaction entre des individus variés ; une particularité technique qui renforce la co-crédation de contenus et de modes de pensées. Pour paraphraser les termes de Filipe (28 ans, développeurs d'applications Web) : « pour penser des macros-données, on a besoin de macro-réflexions »¹⁵⁷. Puisque « deux têtes valent mieux qu'une » c'est donc que des millions de « têtes » échangeant en réseaux permettent de mieux concevoir ou élaborer les « macro-réflexions » nécessaires à l'action. Par ailleurs, pour d'autres répondants, la force de ces outils n'est pas tant qu'ils supposent des modes d'échange nouveaux (certains décrivent les TIC comme une simple extension du téléphone) mais ils ont l'impression que l'architecture et les particularités techniques des réseaux numériques leur permettent, pour une première fois, de *visualiser* la portée d'interactions qui ont, en somme, toujours existées :

C'est une architecture de relations qui te donne l'impression que ça rend ces relations intelligibles. Que tu peux voir ton réseau, que peut-être avant tu ressentais, mais tu ne pouvais pas en voir la portée. [...] C'est comme les six degrés de séparation. C'est un concept abstrait jusqu'à ce que tu vois le nombre de contact que t'as en commun avec quelqu'un que tu connais pas sur *Facebook* (Jim, 25 ans, cybermilitant et fondateur d'un réseau *Meet-Up Philosophy*).

¹⁵⁷ Traduction libre des termes anglais employés par Filipe : « To think macro-data, you need macro-thinking ».

Ces réseaux d'interaction sont aussi, rappelons-le, maintenus, modelés et entretenus par un ensemble de pratiques propres à la culture du Web : des diffusions de *mèmes* aux pratiques de piratage informatique, aux relais viraux de clips et contenus dérisoires qui n'ont pas toujours de visées politiques ou sociales en soi, mais qui *alimentent* néanmoins le dynamisme du réseau. À ce sujet, Colombo (2003) rappelle que si le partage d'une consommation médiatique peut transformer la culture des usages, il transforme aussi la culture des *usagers*. En ce sens, si quelques répondants considèrent que les médias sociaux « démocratisent » la participation au débat public (en venant ajouter aux multiples façons d'agir sur les « nœuds » d'information), il faut dire que là encore, la confiance qu'ils portent aux échanges en « réseau » n'est pas l'apanage des jeunes. Il s'agit d'une caractéristique importante de la *culture* contemporaine de la participation sociale et politique et dont les pratiques des jeunes témoignent.

À titre d'exemple, on peut mentionner le « mouvement des casseroles » du mois de mai 2012 au Québec. S'il a vite été associé aux manifestations étudiantes contre la hausse des frais de scolarité, l'initiative a d'abord été lancée par un professeur de sciences politiques opposé au projet de loi 78, qui a diffusé sur *Facebook* un appel à « sortir les casseroles » pour contester le « bâillon » de la loi nouvellement approuvée (s'inspirant des *cacerolazos* chiliens et argentins des années 1970). Faisant confiance à la portée des réseaux, il suggère à ses contacts personnels de relayer l'invitation et propose même l'heure du tintamarre (qui a d'ailleurs été respectée). La pratique est reprise par ses contacts sur leurs réseaux personnels et ainsi de suite, puis par des citoyens qui font sonner les casseroles sur leurs balcons à l'heure prescrite, puis par des centaines de marcheurs dans la rue, puis par les organisations étudiantes, puis comme symbole de solidarité par des jeunes mexicains participant à la contestation *#YoSoy132* les mois suivants. Récemment, des images des événements en Turquie (2013) diffusées sur les médias sociaux donnaient à voir des turcs tonnant leurs casseroles, alors qu'ils ne pouvaient plus marcher dans les rues bombardées d'eau et de gaz lacrymogènes.

Cet exemple démontre bien que si les pratiques de relais et de diffusion en réseaux sont employées en ligne, elles peuvent aussi se traduire en des modes d'action concrètes, sur le terrain. À noter, ce n'est pas le Web qui permet de « populariser » une pratique qui existait, somme toute, depuis les années 1970. Or, la rediffusion en réseaux d'images et de vidéos

démontrant des citoyens cognant à l'unisson sur leurs casseroles contribue à construire un « imaginaire » de ces pratiques et de leurs significations, mais elle permet aussi de donner à voir le rôle que peuvent jouer les réseaux personnels pour diffuser des répertoires d'action (et ce, de manière efficace, large et rapide).

Plus encore, la confiance portée dans les réseaux permet aux individus de construire des « cadres interprétatifs » par lesquels ils donnent sens à ces nouvelles *dynamiques d'échange* (puisqu'ils arrivent désormais à *visualiser* le fonctionnement des réseaux, comme le suggèrent les répondants). Par exemple, dans leur observation du mouvement *Occupy* à Wall Street ou des *Indignados* de Madrid, Sacha Constanza-Chock (2012) et Jeffrey Juris (2012) soulignent l'originalité d'une pratique appelée le *People's Mic* (ou le « microphone humain »)¹⁵⁸. Il s'agit d'une pratique popularisée dans le cadre des mobilisations récentes et dont la fonction de *relais* d'information sur le terrain fonctionne à l'image de celle des échanges sur les médias sociaux : un individu peut être entendu largement de tous à la fois, et *plusieurs* individus participent à diffuser l'information à *plusieurs* autres (*peer to peer*). Voici comment fonctionnent ces « amplifications humaines » : dans le cadre de larges assemblées où les participants présents n'ont pas recours à des mégaphones ou à des micros (à Wall Street, on en a notamment interdit l'usage), les individus réunis « amplifient » les propos d'une seule personne, en répétant chacune de ses phrase par segments. Dans les cas de mobilisations récentes où il n'y avait pourtant pas d'interdiction d'utiliser un mégaphone, la pratique a été reprise, adoptée par des acteurs qui y perçoivent une expression cohérente d'une *culture de la démocratie participative* où la voix d'un seul peut être portée, répétée et « rediffusée » collectivement.

Poussant l'analogie avec les médias sociaux, l'initiation et le relais de ces « amplifications humaines » supposent la production et la négociation de *codes* et des *symboles* qui sont appris et compris des acteurs (des signaux faits par les mains, des termes spécifiques à employer). Par exemple, l'initiateur d'un « microphone humain » annonce son désir de se faire entendre

¹⁵⁸ Pour voir un bon exemple de la manière dont fonctionnent ces « microphones humains », voir le lien URL : <http://www.youtube.com/watch?v=xIK7uxBSAS0>.

en annonçant : « *Mic check* » (vérification de micro). Écoute par les personnes qui l'entourent, celles-ci répètent « *Mic check* » de façon à être entendues de tous, ce qui permet d'initier la répétition des phrases par segments. Comme le rappelle Costanza-Chock (2012), ces « microphones humains » existaient déjà dans certaines mobilisations à la fin des années 1990. Or, à l'ère des médias sociaux, la pratique s'est popularisée largement, les acteurs étant « habitués » ou sensibilisés à l'efficacité des *relais d'information* de « plusieurs à plusieurs ».

Dans ces deux exemples, les processus d'échange à l'œuvre permettent de contourner un bâillon ou des limites à l'expression publique et à la participation démocratique de tous (en contournant la loi 78 ou l'interdiction de mégaphones). Or, ces exemples illustrent aussi l'arrimage de pratiques culturelles développées en ligne avec des pratiques sur le terrain, où la force des réseaux est pensée et *idéalisée* dans ce qu'elle permet à la voix d'un seul d'être simultanément entendue et comprise de tous, puis relayée par plusieurs et ce, sans recourir à un porte-parole (ce qui serait le cas avec l'utilisation d'un micro ou d'un mégaphone) et sans subir de détérioration (ce qui serait le cas dans un relais d'individu à individu, comme dans le jeu du « téléphone »).

Bien sûr, davantage de recherches sont nécessaires pour penser adéquatement la dynamique des échanges et les processus d'interaction qui s'appuient sur des fonction de *relais* ou qui visent à « passer le mot », de façon à comprendre ce qu'elles impliquent pour l'analyse du rôle des « voix individuelles » dans le cadre d'actions collectives. Toutefois, j'estime que la confiance que les jeunes portent envers la diffusion d'informations, d'opinions et d'idées sur des réseaux personnels et multiples suppose un *réagencement* des modalités et des cadres de l'engagement. Je pose ainsi l'hypothèse suivante :

- Hypothèse 6 : À l'ère des médias sociaux, les réseaux d'interaction ne font pas qu'amplifier la portée des expressions individuelles. Ils supposent un réagencement des réciprocités, des forces et des mouvements qui agissent sur la production et du contrôle des nœuds d'information et une importance accordée à la fonction de « relais ». En fonction de cette dynamique d'échanges, les acteurs sociaux s'appuient sur le potentiel des *réseaux* pour s'informer, relayer des informations et informer autrui, afin qu'un nombre élargis d'individus puissent accéder à l'information, la réinterpréter et ainsi être outillés pour agir de manière autonome.

En d'autres termes, c'est en expérimentant au quotidien la portée que peuvent avoir leurs réseaux sociaux personnels que les jeunes prennent conscience du fait qu'ils sont, eux-mêmes, des *producteurs de sens*. Si, comme le suggère Melucci (1996) les significations et les liens d'appartenance se constituent dans l'action, ils se créent donc aussi au sein de multiples *réseaux d'interaction*. Pour penser les enjeux sociaux et politiques de manière « collaborative », il faut que de nombreuses interprétations puissent s'exprimer tout en étant simultanément vues et entendues de plusieurs. Cela suggère une façon différente de penser la participation des individus à l'espace public mais cela suppose aussi une valeur accordée aux acteurs autonomes et comment ils peuvent contribuer aux débats d'idées.

7.2.2 Logique de participation et logique de convergence

Ce que démontre l'importance des fonctions d'affichage personnel et de relais, c'est qu'on ne doit pas sous-estimer l'influence que peuvent avoir des actions autonomes quand elles s'arriment à d'autres de manière collaborative, en réseau. Que les actions mises en avant par les jeunes visent des expressions publiques dans le cadre de contestations ou qu'il s'agisse de s'exprimer individuellement de manière frivole ou créative « en public », les échanges en réseaux *redessinent* les façons d'imaginer la participation des individus aux processus de décisions collectives. Cela implique un changement dans la façon d'orienter l'action, de mettre en lumière ses idées ou débattre de solutions. Si les propos des jeunes supposent par ailleurs une certaine idéalisation d'une « société informée » – au sens où, dans leurs termes, tous ont la *responsabilité* de prendre connaissance des enjeux sociaux et de faire circuler les connaissances pour agir de façon responsable – leurs propos soulignent également que la *réciprocité* et la *solidarité* sont définies en fonction de leur inscription dans de multiples espaces, interaction et actions qui visent « le bien commun ».

À l'ère des « pluri-appartenances » individuelles, l'efficacité des actions n'est plus pensée en termes d'adhérents, mais elle s'appuie sur les compétences, les capacités et les contributions de chaque acteur (Ion 1998 ; McDonald 2004 ; Pennec 2004). En ce sens, on ne parle plus d'un engagement qui répondrait d'une identité commune ou définie a priori. La réciprocité se

construit grâce à des d'affinités établies au sein de multiples contextes. Dans les termes de Ion (1994 : 28), ce ne sont plus des appartenances verticales qui déterminent l'engagement. Ce sont les individus qui créent horizontalement leurs réseaux d'appartenance. Ces appartenances se distinguent alors d'une notion de « communauté » qui serait limitée à une identité collective ou géographique, pour prendre une forme plus *réticulaire* (Dahlgren 2005 ; Dahlberg 2007). À la lumière des propos des jeunes, on peut donc penser qu'il se passe le même phénomène en ligne.

Parmi les outils retenus pour élaborer la perspective théoriques de la recherche, on a vu que la notion de « communautés d'interprétations » décrite par Fish (1990) et Lindlof (1987) permet de penser un ensemble d'individus qui construisent, échangent et ajustent des cadres interprétatifs qu'ils acquièrent et nuancent à travers leurs interactions. Ces références leur permettent de développer une lecture et une compréhension « commune » de la réalité sociale. En partageant une même culture de *consommation médiatique* (Colombo 2003), ils construisent des liens de réciprocité « intersubjectives ». À l'ère du Web, on ne peut donc plus penser les « communautés virtuelles » comme se limitant à des « communautés de choix » (Turkle 1996 ; Norris 2011 ; Rheingold 2002). Plutôt, les individus qui interagissent sur de multiples réseaux constituent des « communautés libérées » – c'est-à-dire qu'elles s'appuient sur des interactions qui dépassent le Web (Quand-Hasse et Wellman 2002). En d'autres termes, les individus croisent des réseaux et partagent des référents symboliques de par leur choix et en fonction de la consommation de contenus, en ligne ou hors ligne.

À la lumière de ces définitions, les propos des jeunes suggèrent une logique qui s'appuie effectivement sur des contenus qu'ils choisissent de produire, de partager et de diffuser. En croisant de multiples réseaux d'interaction, ils donnent sens à des pratiques issues de contextes variés et se rapprochent ainsi de la définition de « communautés imaginées » (Anderson 1991 ; Aunio et Staggenborg 2011). Elles incluent l'ensemble de supporters, sympathisants, partenaires et militants d'un mouvement tout comme les individus situés dans des réseaux élargis appelés à prendre part à des actions sporadiques (en ajoutant leurs commentaires, en diffusant l'information). Pour Aunio et Staggenborg (2011), les individus qui échangent en réseaux des informations relatives à un mouvement deviennent, en quelque sorte, des

« communautés de conscience », puisqu'ils favorisent le partage des valeurs et « visions du monde » propres à ce mouvement. Cette définition suggère cependant d'analyser comment une « communauté imaginée » arrive à devenir « réelle » le temps de la mobilisation. En d'autres termes, elle se limite encore une fois à l'observation de pratiques de contestations ponctuelles, menées par des organisations formelles.

Pour ma part, j'ai insisté sur le besoin d'interroger la façon dont les jeunes s'appuient sur les réseaux pour diffuser, produire ou négocier des codes de sens à l'intérieur comme à l'*extérieur* des actions organisées. J'ai ainsi repris à mon compte la notion de « communautés d'interprétation » (Fish 1990 ; Lindlof 1987) en l'adaptant pour rendre compte de « réseaux d'interprétation ». J'ai défini ceux-ci (au chapitre 2) comme des espaces fluides où les jeunes partagent des expériences de vie, des interprétations du monde et grâce auxquels ils peuvent modifier les significations données à l'« action », au « collectif », à l'« engagement ». À la lumière des entretiens, j'estime que cette redéfinition des « réseaux d'interprétation » permet de cerner la relation complexe entre les processus de construction de sens qui s'opèrent au plan individuel et la façon dont les jeunes modèlent, ajustent et diffusent ces interprétations et représentations sur de multiples réseaux. En pensant la façon dont les jeunes choisissent d'« agir sur les consciences » en activant des « réseaux d'interprétation » multiples, cette notion permet de comprendre comment ils recourent simultanément à des outils et à des espaces flexibles pour partager et échanger des nouveaux « codes de sens ».

Enfin, les « affichages de soi » mentionnés par les jeunes suggèrent des actions *publiques* plutôt que *collectives* (Ion 1998, 2004). Cet espace public est à la fois élargi et multiplié à l'ère du Web 2.0 (Dahlgren 2007). Plus encore, étant donné l'architecture technique des TIC, les « publics en réseaux » supposent une interaction entre des espaces et des individus qui construisent des référents et des codes culturels (Boyd 2008 ; Ito 2008). À l'ère du Web 2.0, il ne s'agit donc plus uniquement d'assurer une équité ou une ouverture du débat en acquérant les compétences nécessaires pour y prendre part. Puisque les informations qui circulent en réseaux peuvent être vues et entendues de plusieurs, qu'elles peuvent être archivées et recopiées, qu'un commentaire peut être rediffusé à l'infini et qu'un contenu peut être accessible sans égard au temps ou à l'espace, ces outils permettent d'élargir la portée des

« voix individuelles ». Mais ils offrent aussi des *espaces alternatifs* de débat au sein desquels s'entrecroisent des opinions et valeurs qui peuvent être relayées au point de devenir publiques.

Pour reprendre l'analogie avec la définition habermassienne de l'espace public, ces interactions peuvent alors être considérées comme des « communautés discursives » où sont partagés des informations et points de vue différents (Habermas 1996) et qui peuvent être rendues publiques quand elles sont reprises par les médias traditionnels (Castells 2007 ; Caron 2011). Or, ce qui distingue ici les « publics en réseaux », c'est qu'ils font croiser des liens de proximité *forts* et *faibles* et qu'ils peuvent se passer des médias traditionnels (fussent-ils « libres et transparents »). Les TIC permettent en ce sens de réfuter les modes institutionnalisés de la participation (McCaughey et Ayers 2003 ; Dahlberg 2007). C'est un peu ce que démontre les jeunes quand ils se disent sceptiques face à la portée de leurs babillages en ligne, mais qu'ils les effectuent tout de même pour *ouvrir* et *alimenter* des « espaces alternatifs », où les informations pourront être reprises par les médias traditionnels. En faisant un parallèle avec l'explication d'Habermas au sujet des cafés de Vienne, c'est un peu comme si le Web 2.0 venait multiplier les rôles de « ponts » que jouaient autrefois les journalistes, à la différence qu'aujourd'hui, ce sont les individus qui sont eux-mêmes les ponts.

Clay Shirky (2010) suggère que ces échanges éphémères « de café » (qu'on pourrait aussi dire de perron d'église ou de place principale) acquièrent sur le Web de nouvelles particularités, parce que ces espaces se modèlent selon les pratiques des usagers. En d'autres termes, la logique par laquelle un individu participe au débat est aussi influencée par la manière dont il parvient à agir sur des « nœuds » pour « orienter » les décisions collectives. Comme le dit Shirky: « The world's cognitive surplus is so large that small changes can have huge ramifications in aggregate » (2010 : 23). Dans ce contexte, le Web donne à voir des discussions publiques, des échanges sur des forums, des listes de diffusion de pétitions virtuelles, des nouvelles ignorées des médias journalistiques, des voix d'experts et

d'amateurs¹⁵⁹. Cette diversité des usages permet aux acteurs de prendre connaissance de points de vue variés, de confronter leurs idées à des discours ou des positions contraires aux leurs, sans même avoir à les « chercher » (en tombant par hasard sur une conversation « privée en public », par exemple). En ce sens, le Web permet de prendre conscience d'intérêts ou de problèmes qu'on n'aurait pas recherchés ou a priori imaginés.

Bien sûr, les échanges sur les réseaux sociaux ne sont pas dénués d'inégalités. Comme je l'ai rappelé à quelques reprises, si les médias sociaux et les outils du Web sont présentés comme libres et ouverts, ils reproduisent aussi des patterns de jeu de pouvoir, dans le contrôle des nœuds d'information et dans la présence d'individus qui osent plus aisément afficher leur position et opinion en ligne¹⁶⁰. Toutefois, je retiens des entretiens effectués que c'est surtout une *logique* de débat et d'influence qui change. Comme le note Fraser (2007), quand les espaces de débats se multiplient et s'entrecroisent, « orienter les opinions d'autrui » ne se fait plus uniquement selon un procédé de *consensus* mais sur la base d'une logique de *convergence*. C'est d'ailleurs cette logique que les jeunes évoquent explicitement en entretien :

C'est important, si tu veux que les choses changent, d'amener les gens à penser. Moi je crois plus ou moins au consensus... mais oui, c'est toujours possible de construire et de penser des solutions en commun (Angélique, 27 ans, réseau de contestation de la loi 78).

Plus tu es informé, plus c'est difficile d'atteindre le consensus. Je pense qu'on est rendu plus loin que le consensus aujourd'hui. Il faut comprendre que ça sert à rien d'essayer qu'on pense tous pareil. Ça prend différentes façons de penser mais qui comprennent toutes les mêmes enjeux (Philippe, 26 ans, réseau citoyen pour un moratoire sur les gaz de schiste).

En d'autres termes, la logique d'action suggérée vise à diffuser le plus largement possible l'information, sans tenter de « convaincre » autrui mais en espérant plus simplement que les

¹⁵⁹ Puisque les données diffusées sur les TIC sont aussi aisément compilées et recopiées, de nouvelles méthodologies s'appuyant sur des logiciels sophistiqués proposent de « cartographier » les débats sur le Web (*debate geography*), créant alors des sortes de « cartes » des dynamiques de « circulation du savoir » et des jeux de pouvoir dans les débats publics en réseaux (Rogers et Zelman 2002).

¹⁶⁰ Au delà de l'inégalité que suppose déjà la « fracture numérique », les enquêtes de Costanza-Chock (2012) et de Juris (2012) sur le mouvement *Occupy* démontrent que les débats en ligne et le site Web du mouvement demeurent visités d'abord et avant tout par des hommes, blancs, issus de la classe moyenne et présentant un niveau d'éducation élevé.

« autres » saurons utiliser l'information de manière responsable. Il s'agit moins d'influencer la position, l'opinion ou les pratiques d'autres individus que de les « inspirer » par l'exemple, en donnant à voir de multiples « visions du monde » ou pensées en commun. Dans cette perspective, les leaders ne sont plus « nécessaires » à l'action, mais ils ne disparaissent pas pour autant. Comme le suggère Caroline (32 ans, représentante syndicale) : « On a moins besoin de leaders d'un mouvement que de leaders d'opinion ». Une idée que partage également Anne (22 ans, gestionnaire de medias sociaux pour un parti politique) et qui définit ces leaders d'opinions ainsi :

C'est des gens qui sont capables de mobiliser beaucoup de monde qui les suivent sur *Twitter*, disons. Ou qui trouvent des idées que personne n'a dit avant, qui savent se faire écouter ou qui sont plus souvent repris par d'autres. Ça peut aussi être des gens qui essaient de consolider la base : qui savent poser des questions qui soulèvent d'autres questions, qui réunissent les gens derrière une façon de voir.

En m'inspirant de la notion de « réseaux d'interprétation » et à la lumière des réajustements de l'action et de la *logique de convergence* que suggèrent les entretiens, je propose l'hypothèse suivante pour rendre compte de la façon dont les jeunes s'appuient sur des échanges en réseau pour produire des changements dans les « consciences », montrer l'exemple, et influencer l'émergence ou l'orientation de « modes de pensée » :

- Hypothèse 7 : En échangeant des opinions, valeurs et idées au quotidien sur des « réseaux d'interprétation » multiples, les individus créent des affinités intersubjectives qui leur permettent de faire des lectures communes du monde social. Les « publics en réseaux » deviennent des espaces fluides où se croisent des réseaux d'interprétation, et où la répétition, l'autorégulation et les ajustements constants visent moins à « convaincre » autrui dans une logique de consensus, qu'à les « entraîner » dans une logique de convergence.

À l'ère des médias sociaux, la sphère politique n'est donc pas radicalement changée. Toutefois, les individus n'en expérimentent pas moins de nouvelles façons de « faire de la politique », d'influencer l'opinion publique et d'« entraîner » d'autres à penser ensemble des solutions aux enjeux qui les interpellent. S'il ne s'agit pas ici d'exagérer l'impact « politique » ou la valeur « engagée » des échanges que les jeunes font en ligne, il ne faudrait pas plus sous-estimer ce qu'impliquent ces nouvelles *dynamiques d'échanges* et la *logique de convergence* qui se dessinent dans la façon dont les jeunes s'appuient sur ces réseaux pour orienter l'opinion publique ou diffuser de nouvelles idées. En affichant leurs positions et valeurs au

quotidien, les nouvelles formes d'engagement visent à agir sur des nœuds d'information, à favoriser le partage d'expériences. Bien que les jeunes ne considèrent pas les TIC comme une panacée (loin de là), elles offrent en ce sens un *espace* au sein duquel ils peuvent entrecroiser de multiples référents symboliques et parmi lesquels ils puisent pour construire leur représentation du monde. Or, encore faut-il conceptualiser comment ces engagements « cognitifs » et individuel, affichés et diffusés en réseaux, peuvent contribuer au changement social.

7.3 Le murmure des étourneaux : une métaphore conceptuelle

If it doesn't spread, it's dead
Henry Jenkins, 2009

Chaque année, la ville de Rome est le théâtre d'un phénomène spectaculaire. Dans leur migration hivernale, des millions d'étourneaux viennent rechercher la chaleur de la ville, voilant le ciel de larges nuées noires qui virevoltent, se regroupent et s'écartent en masses impressionnantes et à une vitesse effarante, sous l'œil médusé des romains, scientifiques, ornithologues et curieux en tous genres. Curieusement, on appelle ce grand bal d'oiseaux envoûtant un *murmure d'étourneaux* (figure 20).



Figure 20: Murmures d'étourneaux dans le ciel de Rome.

Notes : Pour un exemple éloquent en images vidéos, voir cet extrait d'un documentaire de la BBC : <http://youtu.be/qJJeHLcbQJ0>

Pour la municipalité romaine (mais aussi pour les villes de Marseille, Nîmes, Londres et d'autres grandes agglomérations européennes aux prises avec la même situation), il s'agit là d'un véritable problème. D'une part, la ville ne souhaite pas chasser ces oiseaux qui sont devenus un attrait touristique, une marque de commerce des hivers romains. D'autre part, elle

n'arrive pas à contrôler les allées et venues de ces visiteurs : les oiseaux restent durant des mois, dépassent parfois les cinq millions d'individus ; ils se réunissent à la tombée du jour pour effectuer leur danse étrange, avant d'élire un gîte pour la nuit dans une incroyable synchronicité et sans qu'il soit possible de prévoir *où* et *quand* ils iront se poser. Le matin venu, les quantités de fientes déjetées sont telles, qu'elles endommagent les bâtiments historiques, couvrent des voitures d'une masse pestilentielle, font glisser des passants, provoquent la fermeture d'entrées de métro. Dans certains cas, les nuées imprévisibles provoquent même l'atterrissage forcé d'avions à l'aéroport Fiumicino.

Pour faire face à ce véritable casse-tête, la ville finance des campagnes annuelles d'effarouchement d'oiseaux. Or, des scientifiques s'évertuent parallèlement à comprendre comment les étourneaux coordonnent et orientent leurs déplacements si rapidement. Après quelques décennies d'effort, des recherches produites par le Conseil national de recherche italien et l'Université de Rome viennent de faire des percées intéressantes. De manière inusitée, j'estime qu'elles suggèrent un rapprochement avec le sens que les jeunes donnent aujourd'hui à l'engagement. En effet, en analysant ce phénomène biologique à l'aide de vidéos et de logiciels informatiques, ces chercheurs déduisent deux facteurs importants du comportement collectifs des étourneaux¹⁶¹ :

- 1) le mouvement n'est guidé par aucun leader et aucun cri ou signal (information) ne parvient à produire un comportement collectif prescrit ;
- 2) bien qu'ils soient extrêmement rapides, les fluctuations de la nuée ne sont pas instantanées : elles sont le résultat de l'interaction de chaque individu avec sept autres individus qui l'entourent. Ces sept individus sont à leur tour influencés par sept autres. L'information circule donc par l'activation fluide de « réseaux d'influence » multiples, de façon extrêmement rapide et sans subir aucune dégradation¹⁶².

¹⁶¹ L'étude du comportement collectif d'étourneaux fait aussi l'objet de recherches en physique et en sciences économiques, où des théoriciens y voient notamment une façon de comprendre les fluctuations des marchés boursiers. Voir le projet international et multidisciplinaire StarFlag : <http://angel.elte.hu/starling/>

¹⁶² Pour plus d'information, voir les articles produits par Cavagna et al. (2010), « Scale-free Correlation in Starling Flocks » (<http://www.pnas.org/content/107/26/11865>) et l'article de Young et al. (2013), « Starling Flock Networks Manage Uncertainty in Consensus at Low Cost » (<http://www.ploscompbiol.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pcbi.1002894>).

Bien sûr, pour les étourneaux, ces échanges réticulaires sont une question de survie. Il s'agit de confondre les prédateurs potentiels par des variations constantes de leurs « réseaux d'influence ». Si l'information ne circule pas, si elle n'est pas comprise par les « sept individus autour » ou si elle n'est pas bien retransmise, l'étourneau risque la mort¹⁶³. Or, au-delà du phénomène biologique observé, j'estime qu'on peut y voir une métaphore intéressante pour expliquer et conceptualiser la façon dont l'engagement des jeunes suppose des affichages personnels sur des réseaux multiples et comment ceux-ci peuvent s'arrimer à d'autres pour agir sur les « consciences » et les « modes de pensée ».

En effet, dans les grands bals d'étourneaux comme dans les processus de construction de sens évoquées tout au long de ce chapitre, les actions d'un seul individu peuvent avoir des répercussions au sein de multiples réseaux. Simultanément, ce sont aussi les informations qui circulent sur ces réseaux qui peuvent moduler les décisions et actions d'un seul individu. À la lumière des allers-retours théoriques et des entretiens effectués dans le cadre de cette recherche, et tenant compte des hypothèses développées au sujet des *processus de construction de cadres* et prenant compte des *dynamiques d'échange* et des *logiques d'influence* propres aux *réseaux d'interprétation*, je propose de m'appuyer sur la métaphore du « murmure des étourneaux » pour élaborer un cadre conceptuel plus complet. Celui-ci vise à penser la façon dont les interactions et les affichages d'expériences individuelles sur des « réseaux interprétatifs » peuvent produire des « dérives culturelles » (Blumer 1969) - des changements importants dans les pratiques, les valeurs, les perceptions et les significations.

Je ne suis pas la première à voir dans le vol fluide des bals d'oiseaux une analogie intéressante pour penser les échanges en réseaux : les métaphores de « nuées » sont d'ailleurs fréquentes quand il s'agit de penser la circulation d'information à l'ère des médias sociaux. Castells (2007, 2012) et Hardt et Negri (2005) définissent ces interactions comme des essaims d'abeilles ou d'insectes (*swarms*) ou comme des virus (Hardt et Negri 2013). Les références aux *liquides* sont aussi populaires (Bauman 2001), tout comme les métaphores rappelant les

¹⁶³ Ce qui rappelle le slogan attribué au blogueur Henry Jenkins cité plus haut : « If it doesn't spread, it's dead », qu'on pourrait traduire par ; « si ça ne circule pas, c'est mort ».

bancs de poissons, les « vases communicants » ou l'effet papillon (*dragonfly effect* en anglais) quand il s'agit de penser la succession d'actions individuelles qui s'arriment à d'autres pour produire des « intelligences collectives » (Rheingold 2002).

Pour certains penseurs des mouvements de contestation contemporains, dont Paulo Gerbaudo (2012), ces métaphores s'avèrent trop « techno-utopiste », trop centrées sur la soi-disant « spontanéités » ou auto-régulation des interactions en ligne. De ce fait, elles n'arrivent pas à rendre compte de la réalité matérielle des individus et des luttes de pouvoir qui se jouent sur le terrain. Gerbaudo estime que la métaphore des « essaims » limite ainsi l'explication théorique aux transferts « cognitifs » d'information entre acteurs et brouille les rapports de force inhérents à la mobilisation, « désincarne » les échanges en ligne des dangers que courent les militants sur le terrain et ignore l'influence d'espaces physiques à la fois chargés culturellement, géographiquement et historiquement. Pour pallier cette lacune, il propose une nouvelle métaphore : celle des « chorégraphies d'acteurs » (*choreography of assembly*) qu'il décrit comme n'étant pas dictées à priori mais qui dessinent, par la « danse » des appartenances horizontales de divers militants, des espaces publics symboliques où des « leaders subtils » (*soft leaders*)¹⁶⁴ orientent l'action en indiquant la « voie à suivre ».

Bien que je sois d'accord avec la position de Gerbaudo quant à l'importance de définir un cadre conceptuel qui prenne compte du *contexte* (physique, culturel, politique) dans lequel s'ancre l'action, je trouve tout aussi important de ne pas délaissier l'analyse des réseaux d'interaction « fluides » dans lesquels les jeunes interagissent et qui dépassent, on l'a vu, les seules actions effectuées sur le terrain. En ce sens, j'estime qu'un cadre conceptuel adéquat doit pouvoir expliquer *ensemble* le phénomène des nuées d'échanges d'informations en réseaux (qui sont certes « cognitives » mais aussi subjectives et relationnelles), tout en rappelant l'ancrage que peuvent avoir ces échanges quand ils se traduisent en pratiques (concrètes, réelles, collectives ou individuelles).

¹⁶⁴ La notion de « leader subtil » (*soft leader*) rappelle celle des « leaders d'opinion » décrits pas les répondants.

En somme, comme je l'ai suggéré à plusieurs reprises, j'estime qu'il faut dépasser la dualité sempiternelle entre des approches qui demeurent soit trop concentrées sur les échanges en ligne, soit trop concentrées sur les pratiques des militants sur le terrain, sans jamais parvenir à comprendre comment des actions individuelles s'arriment à des « conversations en ligne » pour produire des changements sociaux (et ce au-delà des seules actions organisées)¹⁶⁵.

C'est pourquoi je pense que la métaphore des étourneaux peut être utile : elle permet de porter l'attention à la fois sur la construction de significations et de cadres interprétatifs au niveau individuel (micro), tout en mettant en lumière les dynamiques d'échange et les réseaux d'influence qui sont activés par des individus ou des groupes d'individus (méso) quand ils essaient de produire des changements à large échelle sur les « consciences » ou les modes de pensée (macro). Pour expliquer la logique de partage de sens qui s'opère, les outils théoriques inspirés de l'interactionnisme symbolique et la notion des « dérives culturelles » de Blumer (1969) servent ici à conceptualiser les processus de construction de représentations, d'attitudes et de perceptions au niveau individuel, tout en prenant en compte le *contexte* dans lequel les jeunes échangent et les horizons symboliques qu'ils arrivent à partager. Il s'agit donc de penser les trois étapes suivantes:

- 1) comment un individu acquière de multiples informations de son entourage pour produire, évaluer et négocier ses « cadres interprétatifs » ;
- 2) comment les individus retransmettent, relaient et diffusent ces cadres interprétatifs dans de multiples réseaux d'influence et comment ces réseaux orientent les actions et les pratiques individuelles ;
- 3) et enfin, comment penser *l'agrégation* et *l'itération* de multiples cadres, codes symboliques et « visions du monde », qui circulent en réseaux et subissent des dynamiques de convergence pour produire des changements au niveau des pratiques, valeurs et significations.

En révisant le modèle conceptuel proposé au chapitre 2, la notion de *cadres interprétatifs* inspirée de Goffman (1959, 1974) s'est avérée fort utile pour expliquer comment les jeunes s'appuient sur des structures cognitives et des codifications acquises par leur socialisation et

¹⁶⁵ Pour McAdam, McCarthy et Zald (1996), les théories de l'action collectives ont tendance à délaisser les approches « méso », qui permettent de comprendre l'arrimage des actions individuelles aux structures de l'action. Pour les auteurs, c'est là où se produit une grande partie des orientations d'un mouvement.

leurs expériences personnelles pour donner un sens et organiser leurs expériences. C'est aussi par cette socialisation qu'ils interprètent les actions d'autrui : celles d'individus qui font partie de leur environnement immédiat, de groupes militants ou formellement organisés et celles d'individus situés sur des réseaux numériques élargis. S'ils ne partagent pas la même identité ou les mêmes expériences, ils arrivent tout de même à partager certains codes de sens et *cadres d'interprétation* à force d'échanges et d'interactions, en ligne et hors ligne (processus illustré à la figure 21).

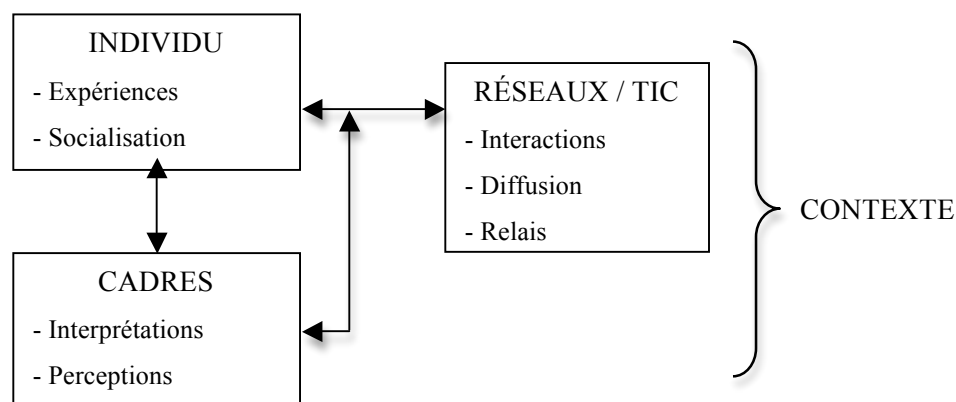


Figure 21: Schéma simplifié du processus de construction des « cadres d'interprétation » diffusés en réseaux dans un contexte donné

La négociation de ces cadres socialement et culturellement construits permet aux jeunes d'interroger la portée de leurs engagements de manière *réflexive*. Or, à l'ère du Web 2.0, les multiples réseaux par lesquels ils échangent et acquièrent ces cadres permettent d'ajuster leur compréhension du monde aux situations, développements et informations reçues en fonction de plusieurs situations et *contextes*. Comme on l'a vu, plus les interactions sont nombreuses, plus un individu est en mesure de remettre en question les représentations dominantes (Klandermans 1992, Steingberg 1998) et puiser dans de multiples référents symboliques pour réinterpréter ses actions à la lumière de l'information acquise, de ses attentes et de ce qu'il juge être une position ou réaction adéquate au regard de ses perceptions¹⁶⁶. En d'autres termes, pour agir de manière *cohérente et responsable* au sein de multiples contextes, le modèle

¹⁶⁶ Chez Goffman (1959), le rôle que prend un individu est aussi réinterprété par celui-ci selon la consistance que lui donne ses multiples relations sociales au sein de différents contextes.

présenté ci-haut se répète à l'infini, puisque chaque nouvelle situation, information ou événement suggère une nouvelle réinterprétation de ses cadres, expériences, perceptions et bien sûr, de nouvelles diffusions de ces cadres sur de multiples réseaux d'interaction.

Dans ces ajustements constants, les jeunes cherchent à faire de leurs engagements une « quête de sens » qu'ils veulent par ailleurs « donner en exemple ». Soit ils essaient de produire des « ruptures de cadres » – en donnant à voir de nouvelles manières d'agir et de penser –, soit ils réinterprètent leurs actions en fonction des informations qu'ils acquièrent d'autrui et font de leurs pratiques quotidiennes des « exemples » – des expressions subjectives de ce qu'ils estiment être une stratégie ou action adéquate. Pour reprendre la métaphore des étourneaux, on pourrait dire qu'ils alimentent un flot constant d'informations où, d'une part, les données qu'un individu reçoit de son entourage (les sept étourneaux qui l'entourent) lui permettent de construire des « interprétations » du monde, de comprendre simultanément quelle est la situation (et le contexte), comment réagit la collectivité (la nuée) et comment il choisit de réagir lui-même selon ses expériences personnelles et selon ce qu'il perçoit de son entourage immédiat. Ce faisant, la réaction de cet individu (choix quotidien, opinion exprimée ou mode de vie) produit par ailleurs de nouveaux cadres, de nouvelles informations qui influenceront subséquemment d'autres individus situés dans des réseaux d'influences rapprochés et ainsi de suite, à l'image des vagues d'influence qui font fluctuer les nuées d'étourneaux.

À l'ère du Web 2.0, les propos des jeunes démontrent également qu'ils considèrent important de savoir utiliser les « bons outils » pour échanger des informations sur différents réseaux. Ils doivent savoir discriminer et varier leurs sources d'information tout comme ils s'évertuent à détourner et à réinterpréter des codes de sens. Ce travail de recherche et de diffusion d'information leur permet de rester « connectés » et « à l'affut » de ce qui se passe, à l'image des foules intelligentes (*smart mobs*) décrites par Rheingold (2002) : des individus s'appuient sur des technologies flexibles et mobiles et sont « prêts à réagir » à chaque nouveau stimulus. À cet égard, le cadre conceptuel proposé par la métaphore du « murmure d'étourneaux » permet de penser les réseaux d'interaction des jeunes comme des réseaux dynamiques, *producteurs de sens*.

Si historiquement, les études de réception des médias se sont intéressées aux réactions d'un public envers un contenu donné, à l'ère des médias sociaux, ces publics ne peuvent plus être pensés comme des « audiences » – des ensembles d'individus accédant à un message ou à un contenu spécifique (Balle 1984). Répondant à la définition de récepteurs actifs (Hall 1984, Ravault 1987, 1996), ces publics regroupent des individus confrontés à une même expérience, ou à un même partage d'opinions et d'idées (Turckle, 1995 ; Livingstone, 2005). Ils sont aussi des créateurs, des (re)producteurs et des (re)diffuseurs de contenus (Ito 2008). Puisque les multiples interactions des jeunes agissent sur la production de nouvelles lectures d'un contenu et sur la « culture » dans lequel se diffusent ces contenus, c'est à force d'interactions au sein de réseaux multiples que se dessinent de nouveaux espaces de débats et de nouvelles logiques d'influence à l'intérieur d'univers symboliques partagés.

À l'image des nuées d'étourneaux, ces dynamiques d'influence ne sont pas aléatoires. Certes, l'information circule de manière surprenante et rapide sur les réseaux numériques. Plus encore, en favorisant les échanges de plusieurs à plusieurs, cette information peut être reproduite et relayée sur de multiples réseaux, sans subir de dégradation. Or, ces dynamiques sont aussi *influencées* par des chaînes relationnelles, qui dépendent à leur tour de la façon dont chaque individu *interprète* les « langages » et les vocabulaires « symboliquement partagés ». Pour le dire autrement, la lecture que chaque acteur fait des réactions de la « nuée » s'ajoute à celle qu'il fait des réactions de ses « voisins ». Ce faisant, la métaphore des étourneaux permet de penser comment des leaders d'opinion, groupes d'individus arrivent à agir sur des nœuds d'information pour influencer avec plus ou moins d'aisance ces « réseaux d'influence ». Faisant parfois *converger* des réactions et opinions publiques, ils peuvent aussi entraîner des divergences ou alimenter des débats d'idées, parvenant parfois à « ancrer » certains échanges dans des actions concertées (à l'image des « manifestations éclairs » ou des *flash-mobs*, où de multiples individus qui ne se connaissent pas a priori se réunissent le temps d'une action sporadique, avant de reprendre chacun leur chemin).

Toujours suivant la métaphore des étourneaux, c'est donc que face à un même événement, face à une même « contrainte » ou « opportunité » (l'arrivée d'un faucon, un danger, l'identification d'un lieu pour passer le nuit), les individus qui composent la « nuée » peuvent

choisir de bifurquer, de se disperser, de se regrouper en plusieurs réseaux autonomes ou au contraire, choisissent de se rapatrier rapidement à d'autres autour d'un même nœud d'influence, dessinant ces figures variées et ondulantes qui ne sont pas sans rappeler les images produites par la cartographie des échanges sur les médias sociaux: (figures 22 et 23).

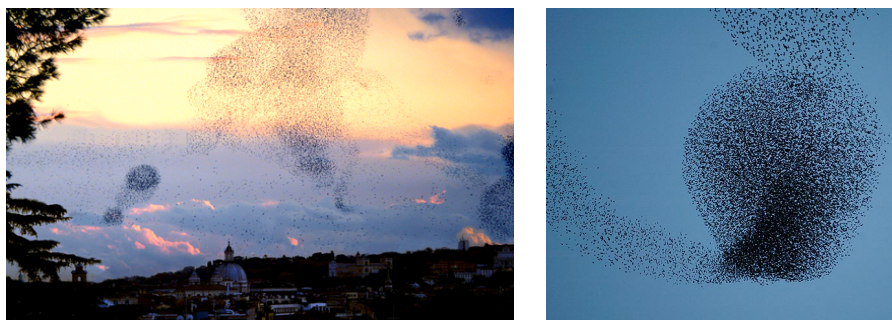


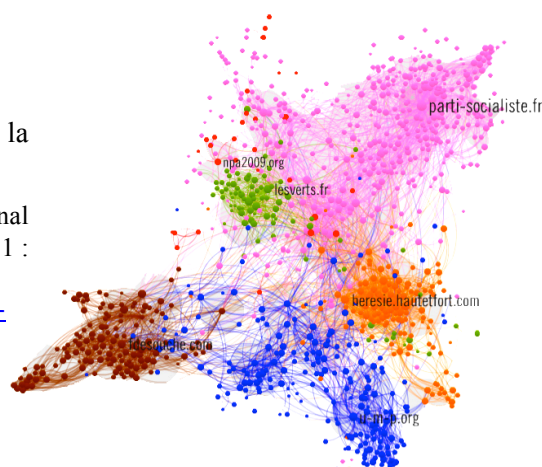
Figure 22: Illustration des effets de « réseaux d'influence » au sein d'un murmure d'étourneaux

Notes : À gauche, deux petits groupes se séparent de la nuée, influencés par des réseaux autonomes. À droite illustration d'un « nœud » de convergence.

Source : ©Antonio Passaseo, <http://www.panoramio.com/photo/16953281>

Figure 23: Cartographie de « nœuds » d'influence de la blogosphère politique française (2007-2011)

Source : ©Linkfluence, présenté dans un article du journal *Le Monde*, paru en ligne le 4 juillet 2011 : http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/visuel/2011/07/04/la-cartographie-de-la-blogosphere-politique_1544714_1471069.html. (site visité en date du 05 janvier 2013)



À noter, dans ses multiples affichages et échanges en réseaux, l'individu ne perd pas son autonomie. Dans la perspective d'un refus d'un « prêt-à-penser » il conserve la latitude pour réagir dans sa vie individuelle comme bon lui semble. Or, la façon dont chaque individu *s'inspire* des informations qu'il reçoit en provenance de multiples réseaux simultanément, subit aussi l'influence de dynamiques de pouvoir et des rapports de forces qui existent toujours au sein de ces réseaux. Reprenant la métaphore des étourneaux, on pourrait dire que contrairement aux bancs de poissons, les dynamiques des « murmures d'étourneaux » subissent l'influence de différents nœuds de « décisions » face à une même situation. Ainsi,

en élargissant l'approche usuelle des *cadres* de l'action collective pour y incorporer la notion de « réseaux d'interprétation » – définis ici comme des espaces fluides où interviennent des procédés d'influence et de convergence – ce qui se dégage, ce sont des *patterns* d'engagement, où l'action vise la construction et la diffusion de codes de sens.

Dans un premier pattern, les individus « incarnent » leurs valeurs et opinions personnelles pour influencer ou inspirer à court terme les membres de leur entourage. Dans ce contexte, les jeunes estiment que les actions menées sur le terrain et les rencontres en face-à-face demeurent importantes, parce que c'est justement là où ils développent des liens de confiance et de réciprocité qui leur permettent de décoder les actions, les valeurs et les répertoires d'action d'autrui, mais aussi de convaincre ses amis de consommer de manière équitable, d'agir de manière écologiquement responsable, de les inviter à prendre part à une mobilisation. Comme le suggère Gerbaudo (2012) dans l'absence d'une organisation militante formelle, ce sont les réseaux d'amis qui deviennent les canaux par lesquels s'élabore et se coordonne l'action. Plus encore, en évaluant et en ajustant la manière dont ils se « donnent en exemple » à d'autres, les jeunes sont aussi amenés à réfléchir aux engagements qu'ils affichent et en évaluer la portée.

En donnant ainsi à voir des valeurs, positions et remises en question réflexives au quotidien, la « logique de convergence » qu'évoquent les jeunes suppose un deuxième pattern de construction de sens, qui peut s'ajouter au premier mais qui se situe cette fois à l'extérieur des réseaux de proximité. Ce sont les échanges en réseaux fluides et élargis qui sont ici retenus et auxquels les jeunes accordent le plus d'importance, puisqu'ils leur permettent de faire entendre leurs voix ou des voix « exclues » du débat public, de prendre connaissance de positions et d'opinions variées et d'y élaborer des liens de réciprocité autour d'intérêts ou des visions communes (plus que d'identités ou de répertoires d'action collectivement partagées)¹⁶⁷.

¹⁶⁷ Selon Saskia Sassen (2002), ce sont des acteurs habituellement « invisibles » dans l'espace public traditionnel (elle donne à titre d'exemple des groupes de femmes au foyer) qui peuvent trouver, dans les médias sociaux, un environnement propice à la mise en lumière de nouveaux enjeux politiques, mais aussi, à l'émergence et la prise de conscience d'être des acteurs sociaux.

À long terme, les affichages en ligne ou hors ligne visent dans les deux cas à agir sur des communautés « imaginées » (l'ensemble de la nuée), en inspirant autrui, en offrant de nouveaux « exemples » ou en appuyant des procédés d'influence qui ne passent plus par les médias traditionnels, et qui visent à « entraîner » un large mouvement de conscience dans le but de faire converger des opinions et produire des changements culturels plus profonds.

Pour résumer, ces performances et affichages personnels sont des gestes « conscients », inhérents à un *engagement cognitif*, où les jeunes sont amenés à réfléchir aux informations qu'ils diffusent, à tester des réseaux ou plateformes virtuelles et à réajuster leur tir en fonction des rétroactions du réseau (si un message ne circule pas bien, si aucun contact ne relaie l'information). Bien sûr, cela ne veut pas dire que tous les jeunes savent tirer leur épingle du jeu dans ces échanges et affichages en réseaux, ni qu'ils réfléchissent toujours adéquatement aux informations qu'ils diffusent¹⁶⁸ ; après tout, il ne s'agit pas ici de peindre la multitude des interactions des jeunes à partir d'une vision utopique d'un « tout communiquant ». Toutefois, j'estime que la *confiance* qu'ils portent aux réseaux, de même qu'à l'efficacité de pratiques de diffusion, d'affichage ou de relais d'informations mérite qu'on y porte attention.

Comme les répondants l'expriment eux-mêmes, ces procédés d'influence ont toujours existé. On s'y appuie d'ailleurs pour formuler une analyse du rôle des leaders, de la mobilisation des ressources, de la diffusion de « cadres cognitifs » prescrits par un mouvement. Or, à l'ère du Web 2.0, les membres de la « génération de l'information » ont à leur portée des outils qui leur permettent de *percevoir* les actions ou positions de multiples individus à la fois, tout en *visualisant* la portée de leurs actions sur ces réseaux (en d'autres termes, cela veut aussi dire qu'ils peuvent voir sur quels réseaux l'information circule plus aisément, à quelles conditions, et qui sont les relayeurs plus efficaces sur ces réseaux). C'est là où j'estime qu'ils participent à construire un nouveau *sens* de ce que veut dire « s'engager ». Bien que cela ne soit pas exprimé de manière aussi claire par les répondants, je considère que la perception d'un affichage qui vise à agir sur des réseaux symboliques et relationnels suppose une conception

¹⁶⁸ De nombreuses recherches se penchent d'ailleurs sur les enjeux du manque de connaissance de certains jeunes quant à la sécurité de leurs échanges en ligne, sur les dangers de diffusion de leurs données personnelles ou encore sur la « cyberintimidation ».

du *changement social et politique* qui s'apparente à la notion plus ancienne de *dérives culturelles*, telle que formulée par Herbert Blumer (1969).

En effet, plutôt que de dicter des marches à suivre ou d'émettre des propositions dans le cadre d'un débat public (des actions que les jeunes estiment tout de même pertinentes) les répondants disent qu'ils se sentent efficaces quand ils arrivent à produire ou à *entraîner* des changements dans les « manières de voir », d'agir ou de penser. En partie parce qu'ils estiment que le Web est un terrain de jeu qu'ils connaissent, et en partie parce que c'est l'espace où on semble reconnaître leurs compétences (c'est « le territoire » qui leur est attribué), les jeunes s'appuient sur ces outils pour expérimenter diverses façons d'entraîner ou de faire converger des opinions et des perceptions d'autrui. On rejoint ici Blumer (1951), qui définit justement les mouvements sociaux comme des « mouvements de conscience ». Dans son étude des comportements collectifs, il considère que les mouvements sociaux¹⁶⁹ ne se limitent pas aux actions de groupes organisés, mais qu'elles s'arriment à celles d'une multitude d'individus pour produire des « dérives culturelles » (Blumer 1969) : des changements (*shifts*) observables et cohérents dans les attitudes, valeurs et comportements collectifs, qui supposent de nouvelles manières de percevoir le monde et d'y agir. Blumer considère d'ailleurs que si ces « comportements collectifs » peuvent être organisés, les changements qui les sous-tendent vont au-delà de la seule organisation et incluent des actions et interactions de tous les jours :

Implanting suggestions, awakening hopes and arousing dissatisfaction [...] in an informal, inconspicuous and largely subterranean fashion. Its media of interaction are primarily reading, conversations, talks, discussions and the perception of examples (Blumer 1951 : 201).

Étonnamment proche de la façon dont les jeunes définissent l'engagement, la notion de dérives culturelles a longtemps été délaissée par les théoriciens de l'action collective qui voulaient s'éloigner des approches « comportementales », impulsives ou irrationnelles. Or, la notion de Blumer a justement ceci d'intéressant qu'elle ne considère pas ces dérives comme dénuées de raison ni même d'organisation. Bien au contraire, Blumer (1951) considère qu'une

¹⁶⁹ Blumer distingue à cet égard différents types de mouvements, certains suggérant des « révolutions » ou des transformations importantes, d'autres qu'il qualifie d'adaptations plus légères (à l'image des bifurcations et formations fluides des étourneaux).

action collective est à la fois *rationnelle* et *relationnelle* en ce qu'elle est d'abord et avant tout *porteuse de sens*. Pour le dire autrement, la logique de l'action se développe et s'appuie sur des *processus* et des *structures* de relations. De ce fait, les échanges entre individus supposent, comme dans le cas des murmures d'étourneaux, des mécanismes d'influences qui découlent de décisions qui peuvent être à la fois collectives (le débat, le consensus, l'imposition de croyances ou la popularisation de nouvelles idées) et individuelles puisque l'individu peut être l'objet de sa propre action (en réfléchissant à ses modes de vie, à ses pratiques quotidiennes, en s'inspirant des actions et modes de vie d'autrui).

Dans les deux cas, les expériences des individus subissent toujours des rapports de force, des inégalités dans la manière de produire ou d'appuyer certaines influences. Et dans les deux cas, les actions de chacun participent à construire et à diffuser de nouvelles interprétations et codes de sens. En d'autres termes, c'est par la répétition et le réajustement constant et fluide d'affichages et de choix personnels que s'orientent, si on veut, les changements culturels à plus large échelle, dans le temps et dans l'espace (voir figure 24).

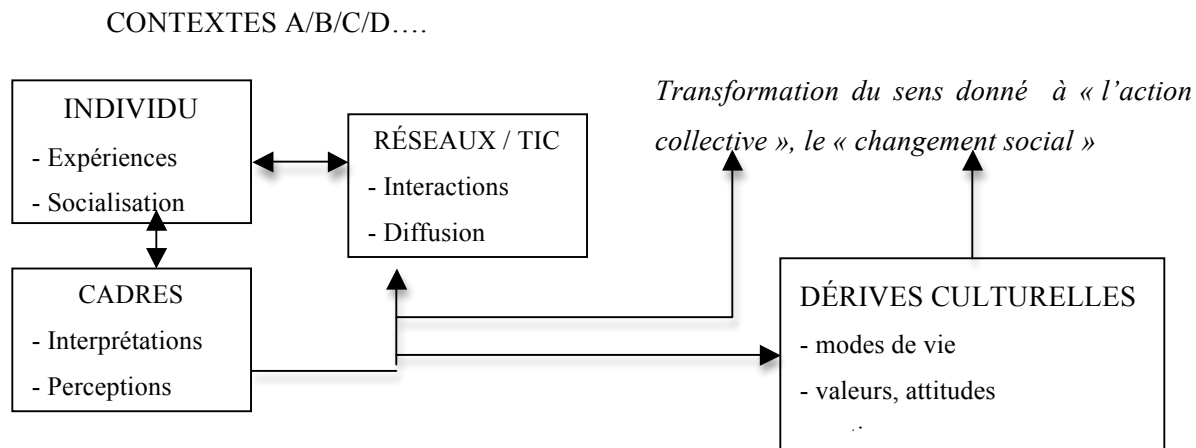


Figure 24: Schématisation du processus de construction de « cadres d'interprétations » et leur diffusion en réseaux (au sein de multiples contextes) pour produire des « dérives culturelles »

À l'image du « murmure des étourneaux », le concept de dérives culturelles permet de prendre en compte une panoplie d'actions menées en dehors des sphères organisées, ne relevant pas d'une identité collective ou d'une communauté définie à priori mais qui participent, en alimentant des flots constants d'information sur de multiples réseaux, à modifier et à produire

des changements dans les comportements collectifs. Si on peut penser, à la suite de George Lakoff (2004) que tout processus de construction de sens mène en soi au changement social, parce qu'il « ouvre » sur des possibles, alors s'engager à l'ère du Web 2.0 peut aussi vouloir dire de proposer et de diffuser de nouvelles bases sur lesquelles imaginer ces « possibles ».

Par effet d'entraînement, d'imitation ou de récursivité, les jeunes produisent et relaient des messages, liens-video, références-web, *mèmes* en tous genres, sur de multiples réseaux qui se croisent et se répondent en fonction de différents contextes, produisant des « dérives culturelles » dans les modes de vie, les valeurs, attitudes et pratiques. Ces façons de concevoir le changement social transforment donc, à leur tour, le sens que les jeunes donnent à l'« engagement ». On pourrait aussi dire que cette conception du changement social qui s'appuie sur des pratiques d'affichage et de relais se rapproche du processus *d'itération* décrit par Urry et qui, selon lui, n'a pas encore été assez exploré par les sociologues :

The agents may conduct what appears to be the same actions, indeed involving a constant imitation of the actions of other. But, because of the tiny modifications that occur in such actions, iteration can result in [...] transformations even in large-scale structures (2003 : 47).

Faut-il le rappeler, la métaphore des « murmures d'étourneaux » a bien sûr ses limites conceptuelles. Après tout, les étourneaux ne sont pas « réflexifs ». Ils ne se posent pas la question du sens de leurs « réactions » à un stimulus mais agissent par instinct de survie. Toutefois, la métaphore permet de penser le mouvement fluide d'échanges sur le Web et leur arrimage, voire leur ancrage à des pratiques quotidiennes. Chaque jour, des millions d'individus bénéficient des apprentissages qu'ils tirent d'informations qu'ils ont recherchées ou non, et que leur transmettent autrui. Comme dans les nuées d'étourneaux, le vol de chaque oiseau, le comportement de chaque individu, peut sembler anodin. Or, c'est en restant à l'affût des informations reçues de ses voisins et de la nuée que l'acteur décide de ses interprétations, valeurs et « choix de vie ». Et c'est par l'itération et l'agrégation d'action et choix individuels que se modèlent et se transforment ces « dérives » – à l'image des figures magnifiques et envoûtantes qu'ils dessinent dans le ciel.

Contrairement aux métaphores des « essaims », la métaphore des « murmures d'étourneaux » suggère que ces nuées ne sont pas que « cognitives » : elles ont des conséquences matérielles (négatives ou positives) visibles sur le terrain et qui donnent même plusieurs maux de tête aux municipalités et autorités qui essaient de les contrôler tant leur fluidité ne permet pas d'isoler aucun geste individuel comme produisant, contrôlant ou étant à l'origine d'une mobilisation. En ce sens, j'estime que la métaphore s'adapte bien à l'analyse des nouveaux modes d'engagement et de contestation qui se déploient à l'ère du Web 2.0. Par exemple, elle permet de penser les pratiques d'interaction et de diffusion d'informations mises en œuvre par le réseau de pirates informatiques *Anonymous*, où chaque individu réagit en fonction d'idées plutôt que directives et où l'autonomie de chaque acteur s'appuie sur des échanges d'information en réseau, sans jamais permettre d'« arrêter » un acteur ou une action, puisque *tous sont chacun et chacun est tous*.

Bien sûr, pour qu'il puisse rendre compte des diverses formes de mobilisations et des divers modes d'engagement qui émergent aujourd'hui, ce cadre conceptuel devra être soumis à davantage d'exemples et de vérifications empiriques. Toutefois, à la lumière des résultats dégagés par la recherche, j'estime que la métaphore des *murmures d'étourneaux* permet de discerner et d'expliquer le *sens* que les membres d'une « génération de l'information » donnent à l'engagement. Au-delà des modes d'engagement analysés par la présente recherche, ce cadre conceptuel suggère d'observer et de prêter plus d'attention à la façon dont les processus de construction de sens sont influencés, aux types de « réseaux d'interprétation » que les individus activent quand ils échangent, relaient et diffusent leurs expériences et opinions personnelles, tout comme aux actions qu'ils mènent dans la vie quotidienne et les valeurs, perceptions et représentations qui les sous-tendent.

7.4 Conclusion : faut-il se départir des outils théoriques classiques ?

Quand on analyse ensemble les composantes technologiques, sociales et individuelles de l'engagement des jeunes, ce qui en ressort, c'est une façon d'agir sur les « dérives culturelles » qu'il était jusqu'à présent plus difficile de concevoir. Certes, de multiples nouveaux

mouvements sociaux visent à promouvoir des « styles de vie » et à diffuser de nouveaux « modes de pensée » pour produire des changements à long terme dans la culture, les significations et les comportements individuels et collectifs. Or, les outils du Web 2.0 permettent à chacun de prendre conscience du rôle qu'il peut jouer dans de multiples collaborations entre individus autonomes, produisant des diffusions importantes de codes de sens. Penser l'engagement des jeunes à la lumière de l'exemple que procure le « murmures des étourneaux » permet ainsi de s'éloigner des analyses techno-déterministes, en illustrant les logiques d'influence et les dynamiques d'échange que suppose l'affichage de multiples expériences, exemples, idées et opinions en réseaux et qui composent aujourd'hui le « vivre ensemble ».

Si ces « effets d'entraînement » nous semblent spectaculaires quand ils se produisent de manière virale sur le Web, ils ne sont pas l'apanage des TIC. Comme le mentionnent les hypothèses présentées dans ce chapitre, les individus ont toujours mis en œuvre des stratégies multiples et variées pour agir sur des décisions collectives, élire ou appuyer des représentants, contester les structures sociales et politiques ou débattre publiquement d'enjeux sociaux. Je ne considère donc pas que les jeunes « révolutionnent » l'engagement quand ils s'appuient sur des outils numériques pour produire des changements à large échelle. Toutefois, les éléments de connaissance qui découlent de la recherche permettent de discerner une nouvelle *culture* de l'action, une nouvelle importance accordée au fait de *montrer l'exemple* et de *relayer l'information*. En conceptualisant l'engagement des jeunes comme démontrant un intérêt marqué pour des modes d'engagement cognitifs et en expliquant le fonctionnement des procédés d'influence au sein des réseaux comme le reflet d'un *murmure d'étourneaux*, j'estime que les changements observés dans les modes d'engagement sont nuancés.

Pour en effectuer une analyse adéquate, les théories classiques de l'action collective et des mouvements sociaux peuvent encore fournir des éléments utiles, même si on doit revoir ou élargir certains concepts pour mieux rendre compte des pratiques qui se développent à l'ère du Web 2.0. Par exemple, le fait d'échanger des idées, expressions personnelles ou d'afficher ses positions politiques sur des réseaux multiples (en ligne ou hors ligne) n'entraîne pas la disparition des stratégies qu'utilisent les groupes de pression, les organisations de l'action

collective ni le contrôle de nœuds d'information ou les rapports de force à l'œuvre au sein de ces échanges. À cet égard, la théorie des opportunités politiques peut encore servir, par exemple, à expliquer comment se modulent ou fluctuent ces réseaux d'influence en fonction des « contraintes » ou d' « opportunités » : dans quel contexte une diffusion devient-elle virale ? En fonction de quelles limites les acteurs choisissent d'investir de nouveaux réseaux ?

La métaphore des étourneaux permet aussi de considérer le rôle que continuent de jouer les « leaders d'opinion » (individus ou groupes d'individus) et comment ils arrivent à détourner, produire ou contrôler des nœuds d'information, à « entraîner » autrui dans une logique de convergence¹⁷⁰, voire à produire des « ancrages » sur le terrain. Tout en s'appuyant sur cette métaphore, la théorie de la mobilisation des ressources peut servir à mieux comprendre quels types de ressources les acteurs mobilisent pour agir sur ces nœuds d'information. Il faudrait alors redéfinir ces « ressources » pour inclure des connaissances, des informations, des habiletés techniques (alphabétisme médiatique) que les acteurs mobilisent. Il serait également intéressant de voir si le « contrôle des nœuds d'information » en ligne reproduit les rapports de force qui se jouent hors ligne : les membres de groupes formellement organisés essaient-ils de recruter des individus différents en ligne ? Comment sont attribués les rôles de relais, de supporters ou de passagers clandestins sur le Web comme sur le terrain ?

La théorie des nouveaux mouvements sociaux suggère elle aussi des outils qui permettent de cerner la façon dont les individus s'efforcent d'agir sur des styles de vie, des valeurs. Il serait pertinent d'analyser si la production de « codes symboliques » demeure l'apanage de groupes « experts » ou « professionnalisés » et si certains acteurs maîtrisent mieux que d'autres la production et la diffusion de cadres interprétatifs ou de codes symboliques (les technophiles, les pirates informatiques, les grands groupes médiatiques). Mais on pourrait aussi observer comment certains individus autonomes arrivent à détacher leurs cadres des modèles culturels dominants, à force d'itération, de micro-changements diffusés par des affichages de soi et des

¹⁷⁰ De manière anecdotique, il est intéressant de souligner que les recherches sur le comportement des étourneaux démontrent même que les patterns de vols dépendent moins du nombre d'étourneaux (s'ils sont plus ou moins nombreux) que de la manière dont certains réseaux arrivent à avoir plus de force de « traction » que d'autres (Young et al. 2013).

choix individuels (à l'exemple des mouvements végétaliens, par exemple, dont la cuisine se popularise même chez certains carnivores). On pourrait aussi observer comment les réseaux d'influence symbolique s'activent et se regroupent pour ancrer l'action de manière concertée, comprise de tous (comme dans le cas des *flash-mobs* ludiques, par exemple).

Somme toute, ni totalement centrée sur les échanges volatiles d'information, ni uniquement orientée vers le terrain de l'action collective, la métaphore du *murmure des étourneaux* suggère de conceptualiser autrement le sens donné à « l'engagement » et au « changement social ». Comme le suggérait déjà Rheingold (2002 : xii), les plus grands développements des applications du Web de demain ne seront pas technologiques, ils agiront sur le plan des pratiques sociales¹⁷¹. Dans ce contexte, les multiples échanges et affichages de soi des jeunes demeurent incertains, désorganisés, circonstanciels et pulsionnels. Chaque action individuelle ne cesse de s'adapter à celles d'autrui qui, comme elle, n'a pas de cadre déterminé a priori. En ce sens, si certains éléments des théories classiques peuvent toujours aider à comprendre la façon dont se dessinent de nouveaux modes d'action et d'engagement à l'heure actuelle, j'estime de manière générale que le plus grand changement doit s'opérer dans la façon dont nous analysons et observons le rôle d'individus autonomes dans la production de « dérives culturelles », comme participant d'abord et avant tout au « changement social ».

Pour stimuler le débat sur les implications que supposent les hypothèses et le modèle conceptuel proposé dans ce chapitre, j'estime qu'il importe de favoriser des approches multidisciplinaires qui auront pour objectif de porter une attention particulière aux processus de construction de sens et aux interactions significatives par lesquelles les individus échangent et partagent leurs expériences personnelles, donnent des exemples et diffusent des cadres interprétatifs au quotidien. Or, elles doivent aussi s'intéresser plus activement à suivre et à comprendre les *réseaux significatifs* du point de vue des acteurs, quand ils choisissent de partager leurs expériences, cadres interprétatifs et préoccupations personnelles, pour arrimer leurs actions à celles d'autrui et produire des « dérives culturelles » à plus large échelle.

¹⁷¹ Dans ses termes : « The 'killer apps' of tomorrow's mobile infocom industry won't be hardware devices or software programs but social practices. » (Rheingold, 2002, p.xii).

Conclusion

Pour un engagement multiforme, informé et conscient

*Prediction is very difficult.
Especially if it's about the future*
Niels Bohr

Les individus font toujours face à des transformations importantes de leur monde qui les interpellent mais dont ils évaluent mal les conséquences. En 1964, alors que Maurice Crubellier remettait en question la soi-disant apathie des jeunes français, il suggérait que le monde politique était en mutation. Or, il était loin de se douter de la vague de changements qu'incarnerait mai 1968. Tout comme il ne pouvait pas prévoir la panoplie de mouvements de femmes, d'étudiants, de jeunes de partout dans le monde dont les contestations, marches pacifiques et chansons folk ont marqué l'univers symbolique d'une génération, ayant des répercussions considérables dans plusieurs sphères de la vie sociale : le marché, le système d'éducation, le rapport à l'État, la religion. À l'époque, la télévision et la couverture médiatique de reportages « en direct » ont permis aux jeunes de prendre conscience de ce qui se passait ailleurs, de ce que revendiquaient d'« autres » individus et de ce qu'ils vivaient, alimentant l'indignation contre la guerre au Vietnam, appuyant les mouvements pro-paix ou favorisant une solidarité dans la défense des droits humains, au Nord comme au Sud.

Aujourd'hui, alors qu'Internet a trente ans et que le *World Wide Web* en aura bientôt 25, ce sont encore des mouvements de contestation qui s'observent, s'imitent et se répondent au quatre coins du globe, grâce à des outils de diffusion massive d'information qui sont associés à une transformation profonde de la façon dont les individus – et en particulier les jeunes – prennent conscience du monde, de ses conflits et des moyens d'agir. Considérant que la prégnance des ordinateurs portables, branchements Wifi et téléphones intelligents modifie déjà nos modes de consommation, de travail et de communication avec nos proches, il apparaît incontournable de s'interroger sur les conséquences politiques et sociales d'une montée en âge de la « génération de l'information ».

À cet égard, il faut comprendre qu'en 1960 comme aujourd'hui, ce n'est ni la télévision ni les TIC qui produisent les mobilisations, tout comme ce ne sont pas ces technologies qui déterminent le comportement des jeunes. Présupposer que le Web 2.0 est à la source des transformations actuelles de l'engagement peut donc alimenter les manchettes, mais une technologie ne porte pas, à elle seule, un projet de société. Plutôt que de débattre des répercussions potentielles des TIC, j'ai donc trouvé plus judicieux d'observer *comment* ces technologies alimentent ou favorisent l'émergence d'une *culture* de l'engagement, comment les jeunes choisissent de les employer pour reconfigurer les sphères publique, sociale et politique. Toutefois, on doit se prémunir contre les conclusions hâtives : si les développements technologiques, les changements démographiques et les mouvements sociaux sont tous trois considérés comme des moteurs importants des transformations sociales, leur croisement anticipé peut aussi brouiller l'analyse des formes et des modes d'engagement des jeunes.

Dans le cadre de cette recherche, je n'ai donc pas voulu prédire ce que seront les « mouvements sociaux de demain », ni présupposer des prochains développements du Web et de ses usages. Loin des approches techno-déterministes qui s'enthousiasment de chaque nouvelle utilisation du Web par des militants, et loin des comparaisons nostalgiques qui tendent à déceler chez les jeunes une « perte » de ce qui se faisait avant (ou considèrent au contraire qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil), j'ai exploré la façon dont l'engagement s'exprime, se vit et se définit par les membres de cette génération, dans une approche *constructiviste* et *interprétative*. En d'autres termes, j'ai voulu savoir *à quoi ressemble l'engagement des jeunes aujourd'hui*, quelles perceptions et visions du monde traduisent les propos et les pratiques qu'ils mettent en avant. En rencontrant des jeunes aux horizons et aux modes d'engagement variés, j'ai pu cerner une multitude de facteurs structurels, contextuels et subjectifs qui agissent sur leur motivation à agir, et qui ne sont pas que technologiques.

En premier lieu, j'ai rappelé le développement historique des TIC et leur co-construction par des acteurs qui les adoptent et les adaptent dans un contexte politique et social en transformation. Puis, j'ai fait appel à des définitions et des outils théoriques issus de différentes perspectives sociologiques et qui ont chacune permis de mieux éclairer la façon dont les TIC sont employées par les acteurs sociaux quand ils essaient de produire des

changements de leur monde. J'ai d'ailleurs souligné l'apport des recherches récentes s'intéressant à une nouvelle *culture de l'engagement*, que j'ai choisi d'explorer plus en profondeur. À cette fin, j'ai emprunté à l'interactionnisme symbolique les notions des *cadres interprétatifs* et des *dérives culturelles* et je me suis ensuite dotée d'une méthodologie qui m'a permis de rencontrer un ensemble de jeunes *activistes*, *cybermilitants*, *techno-philanthropes*, *technophiles* et *originaux*. Explorant leurs langages, perceptions et expériences d'engagement, j'ai aussi comparé leurs représentations et pratiques avec les sources d'information et les outils dont ils disposent pour agir sur des enjeux qui leur tiennent à cœur. En bout de ligne, j'ai souligné la façon dont les jeunes vivent et expérimentent deux facteurs importants des transformations sociales actuelles – la *multiplication des modes de participation* et la *multiplication des modes d'interaction* – pour proposer une métaphore conceptuelle, le « murmure des étourneaux » qui permet d'illustrer comment des pratiques d'affichage, d'expression personnelle et de relais d'informations en réseaux peuvent être conçues comme participant à produire des dérives culturelles (Blumer 1969) – des transformations importantes dans la façon *d'agir*, de *percevoir* et de *penser*.

Cette démarche m'a permis de faire ce que peu de recherches ont fait jusqu'à présent : *reconstruire le sens* que les membres d'une « génération de l'information » donnent à l'engagement en explorant les pratiques qu'ils mènent en ligne et hors ligne, du point de vue des jeunes et dans leurs propres termes. La question n'était alors pas de savoir ce que peuvent accomplir les TIC mais d'expliquer *pourquoi* les jeunes y recourent et pour produire *quels types de changements*. À ce sujet, la recherche soulève trois observations importantes : 1) au sujet des TIC ; 2) des espaces dans lesquels les jeunes s'engagent ; et 3) d'une reconceptualisation de la notion d'engagement et qui ouvrent sur des perspectives nouvelles.

Au delà du Web 2.0 : des espaces de relation et de communication

Un premier constat qui se dégage des résultats de recherche, c'est que les jeunes interrogés ne correspondent pas à l'image stéréotypée d'une génération *technophile*, repliée sur son *Ipod* ou son téléphone intelligent, pour qui le Web 2.0 serait une panacée, une inscription dans leur

ADN de citoyens. Bien sûr, les jeunes emploient les TIC. Ils le font même abondamment et au quotidien. Or, certains se montrent très technophiles, alors que d'autres déplorent la prégnance des technologies dans leur vie, soulignent les inégalités d'accès et les conséquences dévastatrices d'une surconsommation de gadgets numériques sur l'environnement. Ce qui ressort alors des entretiens, *ce n'est pas que les TIC passionnent les jeunes* mais que ces outils font partie, du point de vue des jeunes, *d'un mode de vie contemporain* au même titre que le téléphone, la plomberie ou l'électricité. On ne peut donc pas prétendre que les jeunes définissent de nouveaux modes d'engagement parce qu'ils sont « nés » ou « ont grandi » dans un univers technologique. Il serait plus juste de dire que les jeunes apprennent, négocient et adoptent des comportements, attitudes et valeurs dans un contexte *dont font partie les technologies* et au sein duquel ils travaillent, étudient, consomment, construisent une relation au monde, à l'espace public et à autrui.

La nuance est importante. On dénote en effet une grande mixité dans les motivations et les habiletés des jeunes à recourir aux TIC selon le contexte mais aussi selon les objectifs visés. Chez les *activistes* qui ont une longue expérience de participation sociale ou politique ou chez les *cybermilitants* et les *technophilanthropes* qui préfèrent explorer de nouveaux usages médiatiques, le Web et les médias sociaux réduisent les coûts de diffusion d'information, de sensibilisation ou de mise en réseau d'acteurs. Mais ces outils sont avant tout décrits en ce qu'ils permettent de prendre position dans un espace public « alternatif », de donner à voir d'autres positions, de faire entendre les « voix exclues » et de favoriser la participation de réseaux de supporters et de « citoyens ordinaires ». Si le Web et les médias sociaux demeurent essentiellement des *outils* aux yeux des jeunes, ils représentent des *espaces alternatifs* de relation et de communication où se développent et *s'expérimentent* d'autres répertoires, pratiques et logiques d'action.

En navigant sur ces réseaux « socialement chargés », les jeunes apprennent comment coordonner leurs actions, comment collaborer avec une multitude d'individus avec lesquels ils échangent et dont ils s'inspirent. D'ailleurs, la confiance qu'ils portent aux actions menées sur le Web ne vise pas leur efficacité immédiate (le nombre de signatures sur une pétition virtuelle, le nombre de visionnements sur *Youtube*). Le plus important demeure avant tout de

rendre l'information accessible pour que d'autres individus puissent agir de manière informée et éclairée. En ce sens, si les TIC jouent un rôle important dans l'engagement des jeunes, elles répondent à un besoin relationnel : c'est la *possibilité d'entrer en contact avec autrui*, de *s'inspirer de réseaux d'échanges dynamiques et ouverts* qui sont retenus en priorité par les jeunes.

Dans cette perspective, il devient important de dépasser une observation de l'engagement des jeunes limitée aux usages technologiques. S'ils diffusent des images ludiques sur le Web, relaient des vidéos caricaturales ou s'amuse à détourner des sites Web officiels, ces pratiques supposent aussi de nouvelles façons de concevoir le « partage », l'« interaction » et la participation qui prennent place au sein de relations *subjectives* et *réflexives*, et qui méritent d'être analysées plus en profondeur. De la même manière, on ne peut déplorer que le Web est à ce point instable, que les applications numériques se développent si rapidement qu'on serait toujours à la remorque de nouveaux usages. Au contraire, j'estime que c'est à trop se concentrer sur le recours aux outils par les acteurs sociaux qu'on risque de courir après un train dont on ne connaît pas la destination. À l'heure actuelle, on souligne déjà l'essoufflement de *Facebook* chez les jeunes (NETendance 2012). Les applications *Vine*, *Pinterest*, *Reddit*, *Pheed* et *4Chan* gagnent en popularité chez les adolescents, mais elles peuvent être vite remplacées par d'autres applications qui supposeront de nouveaux codes, langages et pratiques. En ce sens, s'il demeure intéressant d'observer les usages du Web par des militants, activistes ou acteurs sociaux, les recherches devraient surtout comprendre *en quoi* ces usages répondent à des *valeurs*, des *structures sociales* et des *modes de socialisation* qui poussent les individus à y recourir quand ils essaient de participer au développement de leur société.

Les recherches portant sur l'émergence d'une nouvelle « culture » de l'engagement à l'ère du Web devraient donc concevoir la façon dont le renouvellement des pratiques d'engagement s'inscrit dans un continuum d'adaptation et de modification des technologies en fonction des besoins des acteurs, et comprendre comment celles-ci répondent à leurs aspirations individuelles tout comme à leurs visées collectives.

Au-delà d'une génération : un contexte structurant des espaces d'engagement

Un deuxième constat concerne l'importance que les jeunes accordent au fait de développer de *nouveaux répertoires, espaces ou pratiques* d'engagement. Si on ne peut associer de manière causale l'engagement des jeunes aux TIC, la recherche démontre également que l'intérêt qu'ils portent à des pratiques créatives ou innovantes ne peut être associé au seul fait d'être « jeunes ». Ce sont de multiples facteurs qui poussent les membres de cette génération à explorer d'autres pratiques et répertoires d'action. D'ailleurs, leurs propos suggèrent moins un *désintérêt* ou un *rejet* de modes de participation traditionnels qu'une remise en question de leur efficacité pour faire face à des enjeux « urgents ». En même temps, ils soulèvent aussi les nombreuses *limites* qu'ils perçoivent à leur inscription dans ces espaces usuels d'action.

La recherche permet à cet égard de remettre en cause un ensemble d'hypothèses normatives émises au sujet du soi-disant « désengagement » des jeunes ou de leur intérêt pour de « nouvelles formes d'engagement », et qui sont rarement explicitées. En effet, les jeunes interrogés ne sont en effet ni apathiques ni apolitiques. Ils n'ont pas baissé les bras devant les grands enjeux de société et démontrent toujours un désir de participer aux décisions et débats publics, même s'ils ont monté la garde contre certaines institutions, organisations ou idéologies. Or, l'intérêt qu'ils portent à de nouvelles pratiques est aussi intrinsèquement lié au contexte politique, social et culturel, de même qu'aux conditions structurantes qui entraînent un ensemble de contraintes et d'opportunités qui sont à la fois *vécues, perçues et expérimentées* par les jeunes.

Parmi ces multiples éléments, on note une volonté d'agir « malgré » l'exclusion qu'ils ressentent quand ils veulent prendre part aux débats publics ou s'inscrire dans des organisations militantes ou politiques. D'autres conditions rappellent aussi la singularisation et la subjectivation de leurs parcours individuels dans le contexte d'une modernité « fluide » (Bauman 2001), qui les mène à se définir en fonction d'une multitude de choix et par lesquels ils essaient de donner sens à leurs pratiques, à définir leur appartenance et leur identité personnelle. Face à ces remaniements, l'engagement doit rester *cohérent*, tout en étant toujours remis en cause : est-ce que les aliments consommés sont bio ? Sont-ils produits de

manière équitable ? Quelle organisation faut-il appuyer ? Dans quel milieu doit-on travailler ? Dans ce contexte, ce n'est pas que les formes d'organisation formelles soient disparues ni que les jeunes ne les estiment plus importantes. Mais les transformations sociales et politiques liées à la mondialisation économique, à la baisse de la participation électorale ou aux revendications pour une démocratie plus délibérative influencent aussi les modes de socialisation des jeunes, leurs conditions de vie et donc, la place qu'ils estiment être en mesure d'occuper au sein de l'espace public.

À cet égard, on a vu qu'ils forment une cohorte très éduquée mais n'ont pas accès à des emplois stables, vivent des situations de précarité, de surclassement à l'embauche. Ainsi, malgré les différences qui distinguent des mouvements s'opposant à des régimes plus ou moins répressifs, dans des cultures et contextes économiques distincts, on retrouve des similitudes dans la « crise » exprimée par les jeunes face à un avenir perçu comme contraignant. Dans le cadre des soulèvements tunisiens, rappelons que le point de départ de la contestation est l'immolation d'un jeune informaticien gagnant mal sa vie comme vendeur de légumes. Les slogans du mouvement *Occupy* soulignent l'incertitude d'une « classe moyenne sans travail » (Hard et Negri 2012). Les *Indignados* de Madrid ou les occupants de Taksim expriment une difficulté à se reconnaître dans un système politique, économique et social qui les exclut. En reconnaissant ces similitudes, je ne veux pas suggérer que l'avenir des jeunes est compromis, ni qu'ils vivent tous des conditions d'exclusion et d'inégalités. Plus simplement, j'estime que s'ils définissent l'engagement de manière *subjective* et *affective* en fonction de l'*expérience* qu'ils ont de certaines situations, de pratiques et d'espaces d'engagement variés, on peut aussi voir dans leurs propos un effort qui vise à proposer des façons de *contourner ce qu'ils perçoivent comme des obstacles à leur participation* aux décisions collectives.

D'une part, cette posture suppose de considérer les pratiques qu'ils effectuent sur le Web comme une façon de tester, d'expérimenter un espace encore ouvert, qui leur est en quelque sorte attribué (puisqu'on y reconnaît leurs compétences) et qui leur permet de prendre la parole même quand elle ne leur est pas attribuée. D'autre part, ces conditions structurantes ne sont pas l'apanage des jeunes. Les répondants rappellent qu'ils ne sont ni les seuls sur le Web, ni les seuls à prendre part aux mobilisations qui émergent dans l'espace public. Dès lors, il

serait intéressant d'explorer *comment d'autres acteurs et groupes sociaux emploient les TIC ou les outils médiatiques pour faire entendre leur voix, participer au changement social et « contourner » les obstacles à leur participation.* Après tout, comme le rappelle Clay Shirky (2008), au tout début d'Internet les groupes les plus actifs sur les forums virtuels étaient les *freaks*, les amateurs de sorcellerie mais aussi les mères au foyer. À l'heure où le Web permet à des individus de créer de nouveaux liens de solidarité en échangeant des modes de pensée n'ayant pas toujours droit de cité, plus de recherches devraient s'intéresser aux dimensions *subjectives, multiformes et créatives* de l'action, tout comme à la façon dont les acteurs s'appuient sur des modes d'expressions personnelles pour penser ensemble de nouvelles façons d'« agir ».

Au-delà des définitions : reconceptualiser l'engagement

Enfin, un troisième constat porte sur les efforts effectués par plusieurs recherches – incluant celle-ci – pour repenser la relation entre des pratiques qui se vivent et se déploient au sein de mouvements de contestation, sur des terrains d'occupation mais aussi dans les sphères de la vie quotidienne, et qui supposent des relations fluides et flexibles entre des acteurs situés à l'intérieur comme à l'extérieur des organisations formelles. Comment penser les pratiques de supporters, d'activistes, d'intellectuels, de militants et de relayeurs dont la coprésence n'est plus nécessaire (Earl et Kimport), qui peuvent agir de manière autonome (Castells 2012) et dont les contributions à l'action demeurent importantes ? À cet égard, les outils théoriques auxquels j'ai fait appel soulignent que la définition et les significations données aux pratiques « engagées » sont vouées à être redéfinies dans le temps. Elles supposent une recomposition de la façon dont les acteurs se joignent à d'autres, collaborent, mobilisent des ressources, créent des solidarités pour agir sur des structures sociales peu stables. Repenser l'engagement suppose donc de prendre en compte les multiples tensions et ambivalences qui traversent les mouvements sociaux (Hamel 2012, 2013), mais aussi la façon dont des individus réinventent des pratiques individuelles, symboliques, culturelles.

Les nombreuses métaphores élaborées pour rendre compte des dimensions *cognitives* et *relationnelles* des nouveaux modes d'engagement visent, dans la plupart des cas, à expliquer ce que les nouveaux modes d'engagement ont d'individuels, tout en observant comment ces pratiques répondent à des enjeux particuliers, s'inscrivent au cœur de mouvements sociaux ou d'actions collectives. Toutefois, peu d'outils conceptuels permettent de penser comment la diffusion d'idées, de valeurs et d'opinions personnelles sur des *réseaux d'interprétation* multiples, s'arrime aux dynamiques de l'action, comment elles participent à produire et à orienter le changement social. En ce sens, la métaphore du « murmure d'étourneaux » peut servir à illustrer comment les jeunes s'appuient sur des expériences personnelles, des pratiques d'affichage et de relais d'information au quotidien, sur de multiples réseaux d'interaction (incluant les conversations à bâton rompu ou les mobilisations collectives) pour produire de nouveaux cadres interprétatifs, les diffuser et les partager de manière réflexive, recomposant par le fait même les codes culturels, alimentant des « visions du monde » et donnant à voir de nouvelles façons d'agir.

Bien sûr, je ne prétends pas que ce modèle conceptuel explique à lui seul l'ensemble des transformations à l'œuvre dans les modes d'engagement des jeunes. Toutefois, la métaphore permet de souligner, en premier lieu, que le Web n'est pas un espace dénué de jeux de pouvoir. La façon dont les jeunes y recourent suppose des stratégies, des contrôles de nœuds d'information pour agir sur des opinions publiques et des réseaux d'influence. Par ailleurs, les hypothèses avancées dans le cadre de cette recherche suggèrent également l'importance de prêter une attention soutenue aux *réseaux d'interaction* et aux *processus de construction subjective* par lesquels les individus produisent et échangent des opinions et des interprétations des enjeux sociaux. J'estime en ce sens que si plusieurs outils théoriques issus de la sociologie des mouvements sociaux demeurent utiles pour analyser la façon dont les jeunes s'organisent et coopèrent pour produire des changements sociaux, il s'est avéré pertinent de revenir sur des notions empruntées à *l'interactionnisme symbolique* pour mettre en exergue les *processus* par lesquels ces acteurs donnent sens à leur monde, comment ils essaient ou réussissent à agir sur des codes symboliques, à appuyer la constructions de significations pour produire, en dernière instance, des *dérives culturelles*.

Somme toute, il est important de dépasser les clivages entre des approches qui supposent une simple mise à jour de perspectives théoriques et celles qui suggèrent de repenser entièrement la façon d'analyser l'engagement à l'ère du Web 2.0, pour concevoir les transformations en cours comme s'inscrivant dans un *continuum* d'adaptations, de remises en question et de co-constructions de sens.

Comprendre le *sens donné à l'engagement*, ce n'est pas uniquement interroger les motivations intrinsèques des individus ou leurs « raisons d'agir ». Les recherches devraient prêter plus d'attention à la façon dont les acteurs s'appuient sur des outils et des réseaux d'interaction variés pour prendre connaissance d'un contexte, s'y situer et, pour paraphraser les propos d'une répondante, « recoloniser les imaginaires » quand ils pensent l'avenir de leur société.

Ouvertures de la recherche

Les pratiques et les réflexions des jeunes interrogés démontrent que les actions qu'ils mènent en ligne s'ajoutent à un large éventail de facteurs qui demeurent inséparables d'une transformation plus large de leurs modes de socialisation. En explorant des formes d'engagement variées, en dés-exeptionnalisant les usages du Web et des médias sociaux, la recherche offre un aperçu de ces mutations en cause. Elle permet d'alimenter la réflexion au sujet d'une nouvelle *culture* de l'engagement, tout en explorant les portées de celle-ci au delà des seuls espaces d'occupation ou des groupes formellement constitués. Par le fait même, elle vient approfondir la connaissance des représentations et des pratiques d'engagement des jeunes, tout en donnant à voir les processus de construction de sens, les moyens et les outils sur lesquels ils s'appuient pour redessiner les espaces dans lesquels ils échangent, débattent et prennent position sur les enjeux qui les interpellent.

Bien sûr, il demeure difficile de savoir si ces pratiques arrivent vraiment à influencer, en dernière instance, les décisions collectives. Les affichages personnels au quotidien, les pratiques de relais, de partage sur les médias sociaux parviennent-ils à produire des transformations durables dans les structures sociales, les modes de pensée ou la sphère

publique ? C'est là une question qui a tourmenté une longue et solide tradition de recherche sur l'engagement social et les mouvements sociaux (Hamel 2012, 2013) : comment savoir si les actions menées par des activistes transforment de manière significative les rapports de pouvoir ? Comment évaluer si les transformations observées sont le résultat des actions menées par des groupes organisés ? La grande hétérogénéité des pratiques qui prévalent aujourd'hui – boycott de produit, occupations de parcs, consommation responsable, diffusion de vidéos ludiques sur le Web, pétitions virtuelles, cyberdissidence – rendent d'autant plus difficiles les réponses à ces questions. À cet égard, la démarche empruntée comporte certains avantages et limites.

Son principal avantage est d'abord de pallier à une double myopie : celle des recherches qui se limitent à l'observation du recours aux TIC pour comprendre l'ensemble des transformations à l'œuvre dans l'émergence de nouvelles pratiques de mobilisation ; et celles qui se contentent de mettre l'accent sur des formes usuelles de militantisme ou d'occupations de terrains pour rendre compte de l'hétérogénéité de pratiques d'engagement qui s'offrent aujourd'hui aux acteurs. En choisissant pour ma part de croiser l'observation de deux facteurs importants – la multiplication des *réseaux d'interaction* et la multiplication des *pratiques d'engagement* – à la fois dans l'élaboration des hypothèses et dans la méthodologie employée, j'ai pu m'appuyer sur une démarche originale et une observation empirique variée (entretiens semi individuels, de groupe, observation des réseaux, construction d'hypothèses) pour interroger des jeunes qui ne correspondent pas aux catégories généralement ciblées par les recherches sur l'engagement de cette génération (un jeune candidat pour un parti politique, des pirates informatiques, deux anarchistes, une mère au foyer, des jeunes qui s'intéressent peu à la technologie, des gestionnaires de sites web de parti politique et des cyberdissidents écologistes).

Un deuxième avantage de la démarche est d'ancrer la réflexion dans les propos des jeunes pour proposer un modèle conceptuel qui, sans aboutir à une théorie définitive encore à construire, permet d'éclairer l'importance des processus de construction, de négociation et de diffusion de « cadres interprétatifs », tout en soulignant la façon dont les multiples interactions et échanges de ces cadres en réseaux peuvent contribuer au changement social. Il s'agit, en d'autres termes, d'une attention portée aux dimensions micro, méso et macro-sociologiques

des significations données à l'engagement qui prend à la fois compte de l'importance du contexte dans lequel les individus interagissent et des processus subjectifs et réflexifs par lesquels ils évaluent la pertinence et la portée de leurs actions.

Si la métaphore du « murmure d'étourneaux » permet de conceptualiser ce processus, elle comporte bien sûr ses limites. Elle sert avant tout à illustrer les résultats de la recherche. Or, j'estime que la façon de concevoir l'arrimage d'affichages individuels en réseaux comme produisant des « dérives culturelles » offre des pistes de réflexion utiles pour penser les pratiques d'engagement qui émergent à l'ère du Web 2.0. Elles peuvent tout aussi bien servir aux études de réception des médias, qu'aux recherches en sociologie ou en communication qui s'intéressent actuellement aux usages quotidiens du Web par des activistes, producteurs, consommateurs ou relayeurs de contenus. À cet égard, plus de recherches sont nécessaires pour mieux cerner le rôle des « leaders d'opinions » décrits par les jeunes, comprendre les dynamiques d'échange entre membres de groupes organisés et « passagers clandestins », ou encore identifier les facteurs qui expliquent les notions de confiance, ou le passage des pratiques de relais à « l'action » sur le terrain.

Par ailleurs, en choisissant de ne me fier qu'aux propos énoncés par les répondants, la recherche s'appuie sur des variables non généralisables à l'ensemble des membres de cette génération. Je n'ai d'ailleurs pas validé leurs réponses par une observation des actions qu'ils effectuent au quotidien ni vérifié s'ils ont effectivement réalisé les engagements qu'ils décrivent en entretien. Toutefois, en choisissant de reconnaître ma propre subjectivité et celle des répondants, j'estime que leurs réponses témoignent de vérités partielles, somme toute riches en information, qui permettent de mieux saisir les transformations à l'œuvre dans l'engagement des jeunes. À cet égard, il faut aussi rappeler que j'ai a priori interrogé des jeunes engagés ou militant pour des causes « progressistes » (la protection de l'environnement, la réduction des inégalités hommes-femmes, la promotion de droits humains). L'échantillon ne comporte donc pas de jeunes défenseurs de positions « conservatrices », de militants d'extrême droite, de néo-nazis, qui sont eux aussi très présents sur le Web. Une ouverture de la recherche pourrait donc explorer la façon dont se traduit l'engagement décrit par les jeunes dans la vie quotidienne – comment s'expriment concrètement leurs choix, prises de position,

types de pratiques sur une période donnée – mais il pourrait aussi s’agir de comparer les significations et perceptions des jeunes interrogés dans le cadre de cette recherche à celles d’autres jeunes « non-progressistes ».

En outre, bien que j’aie eu le souci de mettre en relation les perceptions et expériences des jeunes avec les réseaux médiatiques qu’ils emploient, je n’ai pas vérifié empiriquement les applications qu’ils utilisent, le nombre d’heure qu’ils passent en ligne, les réseaux numériques dans lesquels ils sont actifs. À cet égard, les applications du Web supposent une architecture technique, des algorithmes et logiciels qui pourraient appuyer une analyse plus détaillée des échanges que les jeunes entretiennent sur le Web (le type d’informations le plus souvent diffusé, celles relayées le plus rapidement, les réseaux les plus sollicités). Il serait même intéressant de recourir à des méthodologies de « cartographie » de leurs échanges en réseaux¹⁷², pour mieux cerner en détail la dynamique des réseaux d’influence et des échanges « de plusieurs à plusieurs ». Qu’est-ce qui explique, par exemple que des campagnes ou pétitions virtuelles deviennent virales ? Qu’est-ce qui appuie la force d’influence des nœuds d’information ? Puisque l’échantillonnage s’est effectué par « boule-de-neige », il serait même possible de vérifier si les jeunes interrogés font tous partie des « mêmes réseaux » ou de réseaux connexes. Échangent-ils réellement avec une multitude d’individus aux opinions variées comme ils le prétendent ? Ou leurs contacts sur ces réseaux démontrent-ils qu’ils échangent en fait avec les mêmes milieux et les mêmes groupes sociaux ?

Enfin, une dernière limite concerne les frontières géographiques des entretiens. Quelques jeunes ont certes été interrogés dans d’autres villes canadiennes (Vancouver, Toronto). Certains étaient situés en milieu rural ou vivaient momentanément à l’étranger. Or il demeure que la majorité des entretiens ont été effectués au Québec, en milieu urbain. Même si les jeunes présentent un métissage assumé et un intérêt à se définir par des identités multiples et flexibles, il serait intéressant d’approfondir le rôle que joue la localité, la culture et la mobilité sur le *sens* que les jeunes donnent à l’engagement. À ce sujet, on a vu que les résultats

¹⁷² À titre d’exemple, le site *visualcomplexity.com* permet d’observer les multiples façons dont les innovations en matière de cartographie numérique permettent la visualisation de réseaux complexes (cartographie du web politique, cartographie de réseaux sémantiques, réseaux d’affaire, réseaux de diffusion de connaissances, etc).

identifient déjà quelques similitudes avec des enquêtes menées dans d'autres pays. Il serait dès lors pertinent de comparer les propos des jeunes aux langages, attitudes et usages numériques d'autres jeunes ailleurs dans le monde. Le sens donné à l'engagement diffère-t-il dans des pays où ils sont plus nombreux ? Aux États-Unis, on estime que cette décennie (2010-2020) verra la plus large cohorte d'adolescents de l'histoire du pays (plus qu'au moment du Baby-boom, selon Hines 2000 : 296). Comment cela affecte-t-il les processus de construction de sens chez les jeunes américains ? Comment les échanges en ligne peuvent-ils servir à « renverser » le poids démographique ? D'autres générations emploient-elles les réseaux sociaux pour afficher, diffuser des idées et opinions de façon différente ? Et comment ces multiples d'affichage influencent-ils les dynamiques intergénérationnelles ?

Somme toute, en analysant le *sens donné à l'engagement* comme étant lié à des dimensions subjectives, des capacités créatives, un besoin de relation et un contexte médiatique en transformation, les questions qui se posent deviennent multiples. Il faut dire qu'en 1996, au début de l'appropriation d'Internet, Nicholas Negroponte remarquait déjà que si plusieurs s'inquiétaient alors de l'écart entre infos-riches et infos-pauvres, le véritable écart serait avant tout *culturel* et *générationnel*. Or, plutôt que de craindre l'incompréhension que peuvent supposer des pratiques ou modes d'interaction propres à une « génération de l'information », j'estime qu'il faut se départir de tout déterminisme technologique mais aussi de tout déterminisme sociologique. Après tout, les attitudes, les comportements, le sens que les jeunes donnent à l'engagement, ne sont pas fixes. Ils sont remis en question, négociés, adaptés en fonction des échanges qu'ils ont avec autrui, de leur prise de conscience des réalités du monde. Plus encore, les motivations et valeurs que les jeunes proposent aujourd'hui peuvent les suivre tout au long de leur vie, c'est d'ailleurs pourquoi il importe de pouvoir mieux comprendre les significations qu'ils attribuent à l'engagement, et la façon dont celles-ci se rattachent à des valeurs et des « visions du monde ». Toutefois, les opportunités d'apprendre, de débattre et d'agir, elles, peuvent changer énormément.

En ce sens, il est difficile de percevoir, à partir des propos des jeunes, les attitudes et les comportements qu'ils conserveront dans le futur. Les transformations culturelles sont après tout toujours subtiles, itératives et difficiles à saisir. Telle une nuée d'étourneaux aux formes

changeantes et ondulantes, le sens que les jeunes donnent à l'engagement témoigne à cet effet d'une capacité humaine à toujours adapter ses actions, à négocier son rapport au monde, individuellement et collectivement. En ce sens, si l'émergence de nouveaux outils et applications du Web pointent vers un changement de paradigme, à la fois informationnel et relationnel, il importe de considérer comment ces mutations s'inscrivent dans les perceptions des acteurs, dans leurs idées, dans leurs valeurs et leurs imaginaires. La recherche démontre que pour rendre compte des tensions qui travaillent nos sociétés à l'ère des TIC, il faut d'abord rendre compte de la façon dont les acteurs sociaux perçoivent un contexte (social, politique, culturel) et leur capacité d'agir au sein de celui-ci.

Bien sûr, plus de constructions et de précisions théoriques sont nécessaires pour cerner adéquatement les multiples facettes de cette nouvelle culture de l'engagement. Alors que de jeunes chercheurs s'efforcent d'analyser les multiples formes de mobilisations sociales et politiques qui émergent sur la sphère publique, leurs réflexions proposent aussi de nouvelles perspectives théoriques, de nouvelles façons d'observer et d'analyser le changement social. Leurs observations ne devraient toutefois pas exagérer ni sous-estimer le rôle que peuvent jouer des outils somme toute *relationnels*. En observant la façon dont les jeunes *redéfinissent* l'engagement à l'ère du Web, je n'ai pas voulu faire l'éloge des nouvelles technologies ni celle des pratiques d'engagement des jeunes. Plutôt, j'ai souligné l'importance souvent négligée du *sens* que les acteurs sociaux accordent aux pratiques d'engagement, aussi inusitées soit-elles, tout comme des *raisons* qui les poussent à s'appuyer sur des modes d'expression personnelle, des pratiques de relais et des affichages de soi en réseaux.

Plus qu'une analyse des actions ou de la coordination de pratiques visant le « bien commun », la recherche permet de penser l'engagement comme participant à construire de nouvelles significations « en commun ». Elle discrimine de ce fait de nouvelles avenues de recherche en soulignant la façon dont les individus interagissent, s'organisent et coopèrent entre eux à l'image de nuées d'étourneaux : dans un ensemble flexible et changeant d'interactions et de relations, par lesquels ils prennent connaissance du monde, s'ajustent aux actions d'autrui et essaient de produire des changements importants dans les manières de *percevoir*, d'*agir* et de *penser*.

Bibliographie

- Aldiabat, Khaldoun et Carol-Lynn Le Navenec. 2011. « Clarification of the Blurred Boundaries between Grounded Theory and Ethnography: Differences and and Similarities », *Turkish Online Journal of Qualitative Inquiry*, July 2011, 2(3). En ligne au <<http://files.eric.ed.gov/fulltext/ED537796.pdf>>. Consulté le 13 décembre 2012.
- Anderson, Benedict. 1991. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, (édition révisée), Londres : Verso.
- Andolina, Molly W., Krista Jenkins, Scott Keeter, et Cliff Zukin. 2002. « Searching for the Meaning of Youth Civic Engagement : Notes from the Field », *Applied Developmental Science*, 6 (4): 189-195. En ligne au <http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1207/S1532480XADS0604_5>, consulté le 25 juin 2007.
- Anduiza, Eva, Michael J. Jensen et Laia. Jorba. 2012. *Digital Media and Political Engagement Worldwide; A Comparative Study*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Angers, Maurice. 1992. *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, Montréal: de la Chenelière.
- Augé, Marc. 1994. *Le sens des autres: Actualité de l'anthropologie*, Paris: Fayard.
- Aunio, Anna-Lisa et Susan Staggenborg. 2011. « Transnational Linkages and Movement Communities », *Sociology Compass, Blackwell Publishing*, Vol. 5 (5) : 364-375.
- Ayres, Jeffrey M. 1999. « From the streets to the Internet : the cyber-diffusion of contention », *Annales de l'American Academy of Political and Social Sciences*, no. 566: 132-143.
- Bacqué, Marie-Hélène, Henri Rey et Yves Sintomer. 2005. *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris: La Découverte.
- Bajoit, Guy et Abraham. Franssen. 1995. *Les jeunes dans la compétition culturelle*, Paris: Presses Universitaires de France.
- Bakardjieva, Maria. 2005. *Internet Society: The Internet in Everyday Life*, Londres: Sage.
- Balle, Francis. 1984. *Médias et Société*, Paris: Montchrestien.
- Bardini, Thierry. 2000. « Les promesses de la révolution virtuelle : genèse de l'informatique personnelle, 1968-1973 », *Sociologie et sociétés*, XXXII (2 : Automne 2000) : 57-71.
- Barr, Dave. 1998. *Chroniques déjantées d'Internet*, Paris : Eyrolles.
- Barthélémy, Martine. 1994. « Le militantisme associatif », in : Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique, déclin ou mutation ?*, Paris : Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, p.87-114

- Bauerlein, Mark. 2008. *The Dumbest Generation : How the Digital Age Stupefies Young Americans and Jeopardizes Our Future (Or, Don't Trust Anyone Under 30)*, New York : Tarcher.
- Bauman, Zygmunt. 2001. *The Individualized Society*, Cambridge (MA): Polity Press.
- Bauman, Zygmunt. 2001. *Liquid Modernity*, Cambridge (MA) : Polity Press.
- Beauregard, Claude et Catherine Saouter. 1997. *Conflits contemporains et médias*, Montreal: XYZ.
- Beck, Ulrich. 1997. *The Reinvention of Politics: Rethinking Modernity in the Global Social Order*, Cambridge (MA): Polity Press.
- Beck, Ulrich. 2000. *What is Globalization*, Oxford (UK): Blackwell.
- Beck, Ulrich. 2006. *Power in the Global Age*, Cambridge (MA): Polity Press.
- Beck, Ulrich et Elizabeth Beck-Gersheim. 2001. *Individualization: Institutionalized Individuals and its Social and Political Consequences*, Londres: Sage.
- Beck, Ulrich et Elizabeth Beck-Gersheim. 2007. *Generation Global*, Francfort am Maine: Surhkamp Verlag.
- Beck, Ulrich, Anthony Giddens, and Scott Lash. 1994. *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Stanford: Stanford University Press.
- Becquet, Valérie, et Chantal de Linares. 2005. *Quand les jeunes s'engagent : entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris: L'Harmattan.
- Bélangier, Josée. 2009. *Portrait d'une jeunesse citoyenne*, McMasterville: Forum Jeunesse Montérégie Est.
- Bell, Daniel. 1976. *The coming of post-industrial society*, New York : Basic Books.
- Bell, Daniel. 1979. « The Social Framework of the Information Society », in : M.L. Dertouzos et J. Moses (dirs), *The Computer Age: A Twenty Year View*, Cambridge (MA) : MIT Press.
- Bell, David. 2007. *Cyberculture Theorists: Manuel Castells and Donna Haraway*. Londres et New York : Routledge.
- Bellah, Robert N., Richard Madsen, William Sullivan, A. Swidler, and S.M. Tipton. 1985. *Habits of the Heart: Individualism and Commitment in the American Life*, Berkeley (CA) : University of California Press.
- Benasayag, Miguel et B. Bouniol. 2004. *Abécédaire de l'engagement*, Paris: Bayard.
- Benasayag, Miguel et Diego Sztulwark. 2002. *Du contre-pouvoir*, Paris: La Découverte.
- Benford, Robert D. et David A. Snow. 2000. « Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, Vol. 26 (1) : 611-639.

- Bennett, W.L. 2003. « New Media Power: The Internet and Global Activism », in : N. Couldry et J. Curran (dirs), *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*, Oxford: Rowman and Littlefield, p.17-37
- Bentivegna, Sara. 2006. « Rethinking Politics in the World of ICTs », *European Journal of Communication*, Vol. 21 (3) : 331-343.
- Berger, Arthur Asa. 2000. *Media and Communication Research Methods*, Thousand Oaks (Californie): Sage.
- Berger, Peter L. et Thomas Luckmann. 1991[1966]. *The Social Construction of Reality: a Treatise in the Sociology of Knowledge*, Garden City (New Jersey) : Doubleday.
- Bijker, Wiebe E., Thomas P. Hughes et Trevor J. Pinch. 1987. *The Social Construction of Technological Systems: New Directions in the Sociology and History of Technology*, Cambridge, MA: MIT Press.
- Bimber, Bruce, Andrew Flanagin et Cynthia Stohl. 2012. *Collective Action in Organizations. Interaction and Engagement in an Era of Technological Change*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Blackman, Shane. 2005. « Youth Subcultural Theory », *Journal of Youth Studies*. Vol 8 (1) : 1-20.
- Blais, André, Nadeau, R. et Nevitte, N. 2000. *Anatomy of a Liberal Victory: Making Sense of the 2000 Canadian Elections*, Peterborough (Ontario) : Broadview Press.
- Blais, André et al. 2003. « Pourquoi le taux de participation est-il plus élevé dans certains pays que d'autres? », Ottawa : Élections Canada.
- Blais, André, Elisabeth Gidengil, Neil Nevitte et Richard Nadeau. 2004. *Where Does Turnout Come From?*, *European Journal of Political Research*, Vol. 43 (2) : 221-23.
- Blais, André et Peter. Loewen. 2011. « Participation électorale des jeunes au Canada », Ottawa: Élections Canada.
- Blanchet, Alain et Anne Gotman. 2007[1992]. *L'enquête et ses méthodes*, Paris: Armand Collin.
- Blossfeld, H.P., S. Buchholz et D. Hofäcker. 2005. *Globalization, uncertainty and youth in society*, New York : Routledge.
- Blumer, Herbert. 1951. *Collective Behaviour*, New York : Barnes and Noble.
- Blumer, Herbert. 1969. *Symbolic Interactionism*, Englewood Cliffs, (New Jersey) : Prentice-Hall.
- Blumer, Herbert. 1969. « Social Movements », in : B. McLaughlin (dir), *Studies in Social Movements: A Social Psychological Perspective*, New York : Free Press, p. 8-29
- Boggs, R.A. et D.Walters. 2006. « A Longitudinal Look at e-Government in Practice », *Issues in Information Systems*, 7 (2) : 161-164.

- Boltanski, Luc, et Laurent Thévenot. 1991. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris: Gallimard.
- Boni, Alexandre et Nicolas Stemart. 2008. *Facebook et les autres réseaux sociaux*. Paris: Micro application.
- Boudon, Raymon. 2002. *Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ?*, Québec : Nota Bene/CEFAN.
- Boyd, Danah. 2006. « Identity Production in a Networked Culture : Why Youth Heart MySpace » in *AAAS 2006, Panel: «It's 10PM: Do You Know Where Your Children Are... Online!»*. Saint-Louis, Missouri.
- Boyd, Danah. 2008. « Taken Out of Context : American Teen Sociality in Networked Publics », Thèse doctorale, Département des sciences de l'information (School of Information) : University of California-Berkeley.
- Brecht, Bertold. 1976. « 'The New Age' », in : *Poems : 1913-1956*, New York : Methuen.
- Breton, Philippe. 2000. *Le culte de l'Internet : une menace pour le lien social?*, Paris: La Découverte.
- Breton, Philippe et Serge Proulx. 1993. *L'explosion de la communication*, Paris : La Découverte.
- Calabrese, Andrew. 1997. « Creative Destruction? From the Welfare State to the Information Society », *Javnost-The Public*, Vol. 4 (4) : 7-23.
- Calabrese, Andrew et Colin Sparks (dirs.). 2004. *Toward a political economy of culture: Capitalism and communication in the twenty-first century*, Lanham (MD) : Rowman & Littlefield.
- Calhoun, Craig. 1992. « Introduction » in C. Calhoun (dir.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge (Massachusetts): MIT press, p.1-50.
- Calhoun, Craig. 2002. « Imagining Solidarity: Cosmopolitanism, Consitutional Patriotism and the Public Sphere », *Public Culture*, Vol 14 (1) :147-171.
- Callon, M., P. Lascoumes et Y. Barthes. 2001. *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*, Paris: Seuil.
- Cammaerts, Bart. 2005. « ICT Usage Among Transnational Social Movement in Networked Society: Organize, Mobilize, Debate », in : R. Silverstone, *Media, technology and everyday life in Europe: from information to communication*, Aldershot (UK) : Ashgate, p. 53-72
- Cammaerts, Bart. 2011. « Power Dynamics In Multi-Stakeholder Policy Processes And Intra-Civilsociety Networking », in : R. Mansell et M. Raboy (dirs), *The handbook of global media and communication policy. General communication & media studies*, Oxford: Wiley-Blackwell : p. 131-147
- CANADA. 2003. « Se brancher sur les Canadiennes et les Canadiens : à la poursuite de la transformation des services », in : *Rapport présenté à la présidente du Conseil du trésor du Canada*. Ottawa: Groupe conseil sur le gouvernement en direct.

- CANADA. 2008. «News and the Netizen : Exploring Democracy through the Relationship between News Media, Technology and Youth Engagement », Ottawa: Forum des politiques publiques.
- CANADA, M. Hall, L. Mckeown et K. Roberts. 1997. « Canadiens dévoués, Canadiens engagés: points saillants de l'enquête nationale de 1997, sur le don, le bénévolat et la participation », Centre canadien de philanthropie, Ottawa: Statistiques Canada.
- CANADA, M. Hall, L. Mckeown et K. Roberts. 2001. « Canadiens dévoués; Canadiens engagés : points saillants de l'enquête nationale de 2000 sur le don, le bénévolat et la participation », Centre canadien de philanthropie, Ottawa: Statistiques Canada.
- CANADA, M. Hall, L. Mckeown, and K. Roberts. 2009. « Canadiens dévoués, Canadiens engagés : points saillants de l'Enquête canadienne de 2007 sur le don, le bénévolat et la participation », Centre canadien de philanthropie, Ottawa: Statistiques Canada.
- Cardon, Dominique. 2010. *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris : du Seuil.
- Cardoso, Gustavo. 2006. *The Media in the Network Society : Browsing, News, Filters and Citizenship*, Lisbonne: Centre for Research and Studies in Sociology.
- Cassin, Barbara. 2006. *Google-moi. La deuxième mission de l'Amérique*, Coll. Banc public, Paris : Albin Michel.
- Castells, Manuel. 1998. *La société en réseau. L'ère de l'information*, Paris : A. Fayard.
- Castells, Manuel. 2001. *La Galaxie Internet*, Paris: A. Fayard.
- Castells, Manuel. 2007. « Communication, Power and Counter-power in the Network Society », *International Journal of Communication*, Vol. 1 : 238-266.
- Castells, Manuel. 2009. *Communication Power*, Oxford: Oxford University Press.
- Castells, Manuel. 2012. *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Berkeley (CA): University of California.
- Castells, Manuel., M. Fernandez-Ardevol, Jack L. Qui et Araba Sey. 2006. *Mobile Communication and Society : A Global Perspective*, Cambridge : MIT Press.
- Cavagna, Andrea, Alessio Cimarelli, Irene Giardinaa, Giorgio Parisib, Raffaele Santagati, Fabio Stefanini et Massimiliano Viale. 2010. « Scale-free Correlations in Starling Flocks », *Proceedings of the National Academy of Science of the United States*, Vol. 107 (26) : 11865-11870.
- Cavalli, A.and Olivier Galland. 1993. *L'allongement de la jeunesse*, Poitiers: Actes Sud.
- Cefaï, Daniel. 2007. *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective*, Paris: La découverte.
- CEFRIO. 2009 « Génération C : les 12-24 ans – Moteurs de transformations des organisations », *Rapport synthèse* (Décembre), Montréal : Cefrio.

- CEFRIO. 2011. « Génération C: Les "C" en tant que citoyens, 10 conseils pour répondre à leurs attentes », Vol I (janvier). En ligne au <http://www.cefrio.qc.ca/fileadmin/documents/Publication/GenerationC-vol1_1.pdf>, consulté le 03 décembre 2011.
- CEFRIO. 2012. « Cinq générations d'internautes : profil d'utilisation des TIC en 2011 », Vol. 2 (7). En ligne au <http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/2_generations.pdf>, consulté le 18 juillet 2012.
- CEFRIO. 2012. *Les médias sociaux ancrés dans les habitudes des québécois*. Collaboration CEFRIO et Léger Marketing, Vol.3 (1). En ligne au <<http://www.cefrio.qc.ca/projets-recherches-enquetes/intervention-citoyenne-services-publics/netendances/>>, consulté le 15 juillet 2013.
- CEFRIO. 2013. « Les modes de communication à travers les générations », *NETendance*, Vol. 4 (5), En ligne au <www.cefrio.qc.ca/media/uploader/2_NETendancesV4N5-communications.pdf>, consulté le 15 juillet 2013.
- Charmaz, Kathy et Richard G. Mitchell. « Grounded Theory in Ethnography », in P. Atkinson, A. Coffey, S. Delamont, J. Lofland et L. Lofland (dirs), *Handbook of Ethnography*, Thousand Oaks (CA) : Sage.
- Chenitz, W.C.. et James M. Swanson. 1986. « Qualitative research using grounded theory », in : W. Chenitz et J. Swanson (dirs.), *From practice to grounded theory*, Menlo Park (CA) : Addison-Wesley, p. 3-15
- Cherry, Elizabeth. 2006. « Veganism as a Cultural Movement : A Relational Approach », *Social Movement Studies*, Vol. 5(2) : 155-170.
- Chomsky, Noam. 1993. *The Prosperous Few and the Restless Many*, Berkeley (CA): Odenian.
- Clark, Lynn Schofield, Christof Demont-Heinrich et Scott A. Webber. 2004. «Ethnographic Interviews on the Digital Divide », *New Media and Society*, Vol. 6 (4) : 529-547.
- Clift, J. 2003. « E-Democracy: Lessons from Minnesota », in : D.M. Anderson and M. Cornfield. (dirs.), *The civic Web : Online politics and democratic values*, Lanham (MD): Rowman & Littlefield, p. 157-165
- Clift, Steven. 2000. « The E-Democracy E-book : Democracy is online 2.0 », En ligne au <www.publicus.net>, consulté le 3 janvier 2009.
- Cohen, Jean L. et Andrew Arato. 1997. *Civil Society and Political Theory*, Cambridge: MIT Press.
- Coleman, Gabriella. 2012. *Coding Freedom: The Ethics and Aesthetics of Hacking*. New Jersey (NJ) : Princeton University Press.
- Collard, Nathalie. 2012. « La connexion internet, un enjeu démocratique », *La presse* (16 avril 2012) : Arts p.2.
- Colombo, Fausto. 2003. « Users Practices of Web Navigation (or does a Web Generation Really Exist?) », in : *Towards New Media Paradigms*, Université de Navarre (Pampelune): COST A20.

- Constanza-Chock, Sasha. 2012. « Mic Check! Media Cultures and the Occupy Movement », *Social Movement Studies*, Vol. 1 : 1-11, En ligne au <<http://web.mit.edu/schock/www/docs/mic-check-2012-costanza-chock.pdf>>, consulté le 24 mars 2013.
- Couldry, Nick and J. Curran. 2003. *Contesting Media Power : Alternative Media in a Networked World*, Lanham (MD) : Rowman & Littlefield.
- CREPUQ. 2012. « Étude sur les modalités d'apprentissage et les technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement », M. Fusaro et A. Couture (dirs). Montréal: Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec.
- Cronin, Audrey Kurth. 2006. « Cyber-Mobilization : The New *Levée en Masse* », *Parameters* (Été 2006) : 77-87.
- Crossley, Nick. 2002. *Making Sense of Social Movements*, Buckingham/Philadelphie (PA): Open University Press.
- Crossley, Nick et John Michael Roberts. 2004. *After Habermas: New Perspectives on the Public Sphere*, Oxford: Blackwell.
- Crubellier, Maurice. 1964. *Un civisme pour notre temps*. Tournai (France): Casterman.
- D-Code. 2003. « Citizen Re: Generation ; Understanding Active Citizen Engagement Among Canada's Information Age Generations », R. Barnard and D. Campbell (dirs), Toronto: D-Code
- Dagnaud, Monique. 2011. *Génération Y : les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la subversion*, Paris: Les Presses de Sciences Po.
- Dahkli, Leyla. 2011. « Une lecture de la révolution tunisienne », *le Mouvement Social*, Vol. 3 (236) : 89-103.
- Dahlberg, Lincoln. 2007. « Rethinking the fragmentation of the cyberpublic : from consensus to contestation », *New Media and Society*, Vol.9 (5) : 827-847.
- Dahlgren, Peter. 2005. « The Internet, Public Spheres and Political Communication : Dispersion and Deliberation », *Political Communication*, Vol. 22 : 147-162.
- Dalton, Russel J. 2004. *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*, New York : Oxford University Press.
- Davis, Richard. 1999. *The Web of Politics*, Oxford : Oxford University Press.
- Dayan, Daniel. 2000. « Télévision : le presque public », *Réseaux*, Vol. 100 : 427-456.
- de Gaulejac, Vincent. 2009. *Qui est « je » ?*, Paris: Seuil.
- de Singly, François. 2003. *Les uns avec les autres. Quand l'individu crée du lien*, Paris: Armand.
- Delgado, Melvin. 2006. *Designs and Methods for Youth-Led Research*, Thousand Oaks (CA): Sage.

- della Porta, Donatella et Sydney Tarrow. 2005. *Transnational protest and Global activism*, Lanham (MD) : Rowman and Littlefield.
- della Porta, Donatella et Diani Mario. 2006. *Social Movements: An Introduction*, Malden (MA): Blackwell.
- Denzin, Norman K. 2003. « The Practices and Politics of Interpretation », in N.K. Denzin and Y.S. Lincoln (dirs), *Collecting and Interpreting Qualitative Material*, Thousand Oaks (CA) : Sage.
- Dervin, Brenda. 1999. « On Studying Information Seeking and Use Methodologically : The Implications of Connecting Metatheory to Method », *Information Processing and Management*, Vol. 35 (6, novembre) : 727-750.
- Dervin, Brenda et Micheline Frenette. 2001. « Sense-making Methodology : Communicating Communicatively with Campaign Audiences », in : R.E. Rice and C.K. Atkin (dirs), *Public Communication Campaigns*, Thousand Oaks (CA) : Sage, p. 69-87
- Descombes, Vincent. 2003. « Individualisation et individuation », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLI (127) : 17-35.
- Diani, Mario. 1992. « The Concept of Social Movement », *The Sociological Review*, Vol. 40 (1) :1-24.
- Diani, Mario. 1996. « Linking Mobilization Frames and Political Opportunities », *American Sociological Review*, Vol. 61 (6, décembre) :1053-1069.
- Diani, Mario. 2011 [1992]. « The Concept of Social Movement », *The Sociological Review*, Vol. 40 (1) : 1-25. En ligne au <onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-954X.1992.tb02943.x/abstract>, consulté le 18 septembre 2012.
- Doueihi, Milad. 2011. *Pour un humanisme numérique*, Paris: Seuil.
- Downing, John D.H. 2001. *Radical Media: Rebellious Communications and Social Movements*, Thousand Oaks (CA), Londres et New Delhi : Sage.
- Dryzek, John S. 2005. « Deliberative Democracy in Divided Societies : Alternatives to Agonism and Analgesia », *Political Theory*, Vol. 33 (2) : 218-242.
- Du Gay, Paul, Stuart Hall, Linda James, Hugh Mackay et Keith Negus. 1997. *Doing cultural studies: the story of the Sony Walkman*, Thousand Oaks: SAGE.
- Dubet, François. 1987. *La Galère : jeunes en survie*, Coll. Mouvements, Paris : A. Fayard.
- Dubet, François. 1994. *La sociologie de l'expérience*, Paris: Seuil.
- Dubet, François. 2002. *Le déclin de l'institution*, Paris: Seuil.
- Dubet, François. 2004. « Between a Defense of Society and a Politics of the Subject : The specificity of Today's Social Movement », *Current Sociology*, Vol 52 (4) : 693-716.
- Dubet, François et Danilo Martuccelli. 1998. *Dans quelle société vivons-nous?*, Paris: Seuil.

- Dumont, Fernand. 1986. « Âges, générations, société de la jeunesse », in F. Dumont (ed.), *Une société des jeunes?*, Québec: Institut québécois de la recherche sur la culture, p. 15-16
- Dumont, Fernand. 1986. *Une société des jeunes?*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture.
- Duterme, Bertrand. 2002. « Génération Porto Alegre », *Antipodes*, No.158 (Octobre), Bruxelles : 13-17.
- Earl, Jennifer et Katrina Kimport. 2011. *Digitally Enabled Social Change: Activism in the Internet Age*, Cambridge (MA): MIT Press.
- Eisenstein, Elizabeth L. 1980. *The Printing Press as an Agent of Change*, Vol. 1, Cambridge: Cambridge University Press.
- Elias, Norbert. 1991. *La société des individus*, Paris: Fayard.
- Ellison, Nicole B., Charles Steinfeld et Cliff Lampe. 2007. « The Benefits of Facebook ‘Friends’ : Social Capital and College Students’ Use of Online Social Network Sites », *Journal of Computer Mediated Communication* 12 (4) : 1143–1168 .
- Epstein, Barbara. 1991. *Political Protest and Cultural Revolution: Nonviolent Direct Action in the 1970s and 1980s*, Berkeley (Californie) : University of California Press.
- Evans, T. 2010. « Social Networking Sites Have Transformed the Political Landscape », *Network Conference Studies*. En ligne au <www.networkconference.netstudies.org/2010/04/social-networking-sites-havetransformed-the-political-landscape>, consulté le 30 mai 2011.
- Eyerman, Ron et Andrew Jamieson. 1991. *Social movements : a cognitive approach*, University Park (Pennsylvanie): Pennsylvania State University Press.
- Fahmy, Miriam et André Robitaille. 2005. *Jeunes et engagés*, Montreal: Fides.
- Falconer, Tim. 2001. *Watchdog and Gadflies: Activism, from Marginal to Mainstream*, Toronto: Penguin Books.
- Fallows, Deborah. 2004. « The Internet and Daily Life », in : *Pew Internet and American Life Project: Pew American Research Insititute*. En ligne au <<http://www.pewinternet.org/Reports/2004/The-Internet-and-Daily-Life.aspx>>, consulté le 27 mai 2008.
- Fillieule, Olivier. 2005. *Le désengagement militant*, Paris: Belin.
- Fiore, Frank. 2003. « Reach Out and Touch Someone », *Informat*. En ligne au <www.informat.com>, consulté le 9 mai 2007.
- Fish, Stanley. 1990. *Doing What Comes Naturally : Change, Rhetoric and the Practice of Theory in Literature and Legal Studies*, Durham : Duke University Press.
- Fligstein, Neil et Doug McAdam. 2011. « Toward a General Theory of Strategic Action Fields », *Sociological Theory*, Vol. 29 (1) :1-26.

- Flyvbjerg, B. 2001. « The Power of Exemple », in : *Making Social Science Matter. Why Social Inquiry Fails and How it can Succeed Again*, Cambridge: Cambridge University Press, p. 66-87.
- Foddy, William. 1993. *Constructing Questions for Interviews and Questionnaire : Theory and Practice in Social Research*, Londres: Cambridge University Press.
- Foley, Michael W. et Bob Edwards. 1996. « The Paradox of Civil Society », *Journal of Democracy* Vol. 7 (3) :38-52.
- Forest, David. 2004. *Le prophétisme communicationnel : la société de l'information et ses futurs*, Paris: Syllepse.
- Fournier, Bernard et Raymond Hudon. 2012. *Engagements citoyens et politiques de jeunes. Bilans et expériences au Canada et en Europe*, Sainte-Foy (Québec): Presses de l'Université Laval.
- Fox, Richard L. et Jennifer Ramos (dirs). 2012. *iPolitics. Citizens, Elections and Governing in the New Media Era*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Fraser, Nancy. 1992. « Rethinking the Public Sphere – a Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », in C. Calhoun (ed.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge (MA) : MIT Press, p. 109–41.
- Fraser, Nancy. 2003. « Social Justice in the Age of Identity Politics: Redistribution, Recognition and Participation », in : N. Fraser and A. Honneth, *Redistribution or Recognition*, Londres: Verso.
- Fraser, Nancy. 2007. « Transnationalizing the Public Sphere: On the Legitimacy and Efficacy of Public Opinion in a Post-Westphalian World », *Theory, Culture and Society*, Vol. 24 (4) : 7-30.
- Frenette, Micheline. 2003. « Explorations in Student's Sense-Making of the Internet », in : A. Schorr, W. Campbell et M. Schenk, *Communication Research and Media Science in Europe: Perspectives for Research and Academic Training in Europe's Changing Media Reality*, Berlin et New York: Mouton de Gruyter, p. 361-385.
- Furlong, Andy et Fred Cartmel. 1997. *Young People and Social Change*, Buckingham: Open University Press.
- Galland, Olivier et Bernard Roudet. 2001. *Les valeurs des jeunes : tendances en France depuis 20 ans*, Paris: L'Harmattan.
- Galland, Olivier et Bernard Roudet. 2005. *Les jeunes européens et leurs valeurs*, Paris: La Découverte.
- Gallay, L. 2006. « Social Responsibility », in : L.R. Sherrod, R. Kassimir, C. Flanagan et A. Syversten, *Youth Activism : An international Encyclopedia*, Westport (CT): Greenwood, p. 509-602.
- Gallup/World Economic Forum. 2006. « Voice of the People Survey », Genève: Forum Économique Mondial.

- Gamson, William et David Meyer. 1996. « Framing of Political Opportunity », in : D. McAdam, J.D. McCarthy, and M.N. Zald (dirs), *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framing*, Cambridge (MA): Cambridge University Press, p. 275-290.
- Gauchet, Marcel. 2002. *La démocratie contre elle-même*, Paris: Gallimard.
- Gaudet, Stéphanie et Paul Reed. 2004. « Responsabilité, don et bénévolat au cours de la vie », *Lien Social et Politique – RIAC* 51 (Engagement social et politique dans le parcours de vie, Printemps) : 59-67.
- Gauthier, Madeleine. 2003. « The Inadequacy of Concepts », *Journal of Youth Studies* Vol. 6 (3) : 265-277.
- Gauthier, Madeleine., L. Duval, J. Hamel, et Bjerk Ellefsen (dirs). 2000. *Être jeune en l'an 2000*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture.
- Gauthier, Madeleine. 2003. *Regard sur la jeunesse du Québec*, Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval
- Geertz, Clifford. 1973. *The interpretation of cultures: selected essays*, New York: Basic Books.
- Gélineau, François. 2012. « Le déclin de la participation électorale au Québec, 1985-2008 » in : . Fournier and R. Hudon, *Engagements citoyens et politiques de jeunes; bilans et expériences au Canada et en Europe* Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval, p.17-35.
- George, Éric. 2002. « Dynamiques d'échanges publics sur Internet », in : F. Jauréguiberry and Serge Proulx (dirs.), *Internet, nouvel espace citoyen ?* Paris : L'Harmattan, p. 49-80
- George, Éric et Franjon Granjon. 2008. *Critiques de la « société de l'information »*, Paris: L'Harmattan.
- Gerbaudo, Paulo. 2012. *Tweets and the Streets : Social Media and Contemporary Activism*, Londres : Pluto press.
- Ghonim, Wael. 2012. *Revolution 2.0: The Power of the People is Greater than the People in Power.*, New York : Houghton Mifflin Harcourt Publishing.
- Giddens, Anthony. 1984. *The Constitution of Society ; outline of the theory of structuration*, Berkeley : University of California Press.
- Giddens, Anthony. 1999. *Runaway World; How Globalization is Reshaping our Lives*, New York/ Londres : Routledge.
- Gitlin, T. 1980. *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley (CA) : University of California Press.
- Gladwell, Malcolm. 2010. « Small change: Why the revolution will not be tweeted », *New Yorker* :42-49.

- Glaser, B.G. 1992. *Basics of Grounded Theory Analysis Emergence vs. Forcing*, California : Sociology Press.
- Glaser, B.G. and A.L. Strauss. 1967. *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago: Aldine Publishing.
- Godeluck, Sloveig. 2002. *La géopolitique d'Internet*, Paris: La Découverte.
- Goffman, Erving. 1959. *The Presentation of Self in Everyday Life*, Londres : Allen Lane the Penguin Press.
- Goffman, Erving. 1974. *Frame analysis, an essay on the organization of experience*, New York: Harper & Row.
- Goffman, Erving. 1991. *Les cadres de l'expérience*, Paris : Minuit.
- Goodwin, Jeff and J.M. Jasper. 2004. *Rethinking Social Movements : Structure, Meaning and Emotion*, New York, Toronto et Oxford: Lanham Boulder.
- Granjon, Fabien. 2001. *L'Internet militant : Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes: Apogée.
- Granovetter, Mark S. 1973. « The Strength of Weak Ties.» *American Journal of Sociology* », Vol. 78 : 1360-1380.
- Guitry, John A. et Mayer N. Zald (dirs). 2000. *Globalization and Social Movements. Culture, Power and the Transnational Public Sphere*, Anne Arbor: University of Michigan Press.
- Habermas, Jürgen. 1984. *The Theory of Communicative Action*, Boston (Ma): Beacon Press.
- Habermas, Jürgen. 1991. « The Public Sphere », in C. Mukerji and M. Schudson (dirs). *Rethinking Popular Culture: Contemporary Perspectives in Cultural Studies*, Berkeley (CA): University of California Press : 398–404.
- Habermas, Jürgen. 1996. « Some further clarifications of the concept of Communicative Rationality », in : J. Habermas, *On the pragmatics of communication*, Cambridge: Polity, p 307-342.
- Habermas, Jürgen. 2003. « Au-delà du libéralisme et du républicanisme, la démocratie délibérative », *Raison Publique*, No.1 (Octobre), p.40-57.
- Habermas, Jürgen. 2006. « Political Communication in Media Society: Does Democracy Still Enjoy an Epistemic Dimension? The Impact of Normative Theory on Empirical Research », *Communication Theory*, Vol. 16 (4) : 411–426.
- Halcli, Abigail et Frank Webster. 2000. « Inequality and Mobilization in the Information Age », *European Journal of Social Theory*. Vol. 3 (1) : 67-81.
- Hall, Stuart. 1984. « Encoding/Decoding », in : *Culture, Media, Language : Working Papers in Cultural Studies*, London : Hutchinson, p.128-138.

- Hamel, Pierre. 1995. « Collective Action and the Paradigm of Individualism », in : L. Maheu. *Social Movements and Social Classes : The Future of Collective Action*, Londres : Sage, p. 236-257.
- Hamel, Pierre. 2008. *Ville et débat public. Agir en démocratie*, Québec: Presses de l'Université Laval.
- Hamel, Pierre et Bernard Jouve. 2006. *Un modèle québécois? Gouvernance et participation dans la gestion publique*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Hamel, Pierre. 2012. « L'action collective et la légitimité de la démocratie délibérative », *Les ateliers de l'éthique/The Ethics Forum*, Vol. 7 (1) : 76-87. En ligne <<http://id.erudit.org/iderudit/1009412ar>>, consulté le 12 février 2013.
- Hamel, Pierre. 2013. (à paraître), « Urban Social Movements: A Retrospective », in H. A. van der HEIJDEN (eds.) *Handbook on Political Citizenship and Social Movements*, Northampton: Edward Elgar Publishing.
- Hampton, Keith, Lauren S. Goulet, Eun Ja Her et Lee Rainie. 2009. « Social Isolation and New Technology », in : *PEW Internet and American Life Project*. Washington (D.C.): Pew Research Center.
- Hannemyr, Gisle. 2003. « The Internet as Hyberbole : A Critical Examination of Adoption Rates », *The Information Society*, Vol. 19 (2, Avril-Juin 2003) : p.111-121.
- Hardt, Michael et Antonio Negri. 2005. *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire*, New York : Penguin Books.
- Hardt, Michael et Antonio Negri. 2013. *Déclaration - Ceci n'est pas un manifeste*, Paris : Raisons d'agir.
- Harguittai, Eszter et Amanda Hinnant. 2008. « Digital Inequality : Differences in Young Adult's Use of the Internet », *Communication Research*, Vol. 35 (5) : 602-621.
- Hill, Kevin A., et John E. Hughes. 1998. *Cyberpolitics : Citizen Activism in the Age of the Internet*, Lanham (MD) : Rowan & Littlefield.
- Hofheinz, Albrecht. 2011. « Nextopia? Beyond Revolution 2.0 », *International Journal of Communication* Vol. 5 :1417-1434.
- Hogan, Bernard J. 2009. « Networking in Everyday Life », Thèse doctorale, Département de sociologie, Université de Toronto.
- Howard, P.N. 2011. « Arab Spring's Cascading Effects », *Miller-McCune*. En ligne au <<http://www.psmag.com/politics/the-cascading-effects-of-the-arab-spring-28575>>, consulté le 9 juin 2012.
- Howard, P.N. and S.G. Jones. 2004. *Society online : the Internet in context*, Thousand Oaks (CA) : Sage Publications.
- Howe, Paul. 2007. « The Electoral Participation of Young Canadians », Ottawa: Elections Canada.

- Howe, Paul. 2010. *Citizens Adrift: The Democratic Disengagement of Young Canadians*, Vancouver: University of British Columbia Press.
- IISD. 2006. « Youth Knowledge Networks », International Institute for Sustainable Development, Youth Knowledge Networks.
- Inglehart, Ron. 1990. *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton (New Jersey): Princeton University Press.
- Inglehart, Ron. 1997. *Modernization and Postmodernization : Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies*, Princeton: Princeton University Press.
- Inglehart, Ron, Miguel Basáñez, Jaime Díez-Medrano, Loek Halman et Ruud Luijkx. 2004. *Human Beliefs and Values : A Cross-cultural Sourcebook Based on the 1999-2002 Values Surveys*, Mexico: Siglo Veintiuno.
- Ion, Jacques et Michel Peroni. 1997. *Engagement public et exposition de la personne*, La Tour d'Aigues : de l'Aube.
- Ion, Jacques et Bertrand Ravon. 1998. « Causes publiques, affranchissement des appartenances et engagement personnel », *Lien social et Politiques*, no. 39 : 59-71.
- Ion, Jacques. 2004. « Personnalisation et publicisation : Les formes contemporaines de l'engagement », in: M.-H. Soulet, *Agir en société, engagement et mobilisation aujourd'hui*, Fribourg (Suisse): Academic Press, p. 65-83.
- Ion, Jacques, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot. 2005. *Militer aujourd'hui*, Paris: Autrement.
- Ion, Jacques, Catherine Neveu et Marrion Carrel. 2009. *Les intermittences de la démocratie*, Paris: l'Harmattan.
- Ito, Mizuko. 2008. « Introduction » in K. Varnelis (dir.), *Networked publics*, Cambridge (MA): MIT Press : 1-1.
- Ito, Mizuko. 2009. « Media Literacy and Social Action in a Post-Pokemon World: A rough transcript of a keynote address for the 51st NFAIS Annual Conference », February 24, 2009. Enligne au <http://www.itofisher.com/mito/publications/media_literacy.html>, consulté le 22 septembre 2012.
- Jennings, M. Kent et Laura Stokerb. 2004. « Social Trust and Civic Engagement across Time and Generations », *Acta Politica*, Vol. 39 (4) : 342-379.
- Jensen, Michael J., James N. Danziger et Alladi Venkatesh. 2007. « Civil Society and Cyber Society; The Role of the Internet in Community Associations and Democratic Politics », *The Information Society*, Vol. 23 (1) : 39-50.
- Jordan, Tim. 1999. *Cyberpower : The Culture and Politics of Cyberspace and the Internet*, Londres: Routledge.
- Jordan, Tim. 2003. *S'engager ! : les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris : Autrement Frontières.

- Juris, Jeffrey Scott. 2004. « Networked Social Movements » in : M. Castells (dir.), *The Network Society*, Londres: Edward Elgar, p. 341-362
- Juris, Jeffrey Scott. 2008. *Networking Futures: The Movements Against Corporate Globalization*. London : Duke University Press.
- Juris, Jeffrey Scott et Geoffrey H. Pleyers. 2009. « Alter-activism : Emerging Cultures of Participation among Young Global Justice Activists », *Journal of Youth Studies*, Vol. 12 (1) : 57-75.
- Juris, Jeffrey Scott. 2012. « Reflections on #Occupy Everywhere : Social media, public space, and emerging logics of aggregation », *American Ethnologist*, Vol. 39 (2) : 259–279. En ligne au <<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1548-1425.2012.01362.x/abstract>>, consulté le 25 septembre 2012
- Kaplan, Andreas M et Michael Haenlein. 2010. « Users of the world, unite! The challenges and opportunities of Social Media », *Business Horizons* No. 53 : 59-68. En ligne au <<http://michaelhaenlein.com/Publications/Kaplan,%20Andreas%20-%20Users%20of%20the%20world,%20unite.pdf>>, consulté le 20 novembre 2011.
- Katz, Elihu et Paul Lazarsfeld. 2006 [1955]. *Personal Influence : the Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, New Brunswick (New Jersey) : Transaction publishers.
- Katz, James E. et Ronald E. Rice. 2002. *Social Consequences of Internet Use: Access, Involvement, and Interaction*, Cambridge (MA) : MIT Press.
- Katz, James E. et Ronald E. Rice. 2002. « Syntopia: Access, Civic Involvement, and Social Interaction on the Net », in Barry Wellman et Caroline Haythornthwaite (dirs), *The Internet in Everyday Life*, Oxford (UK) : Blackwell, p. 114–138.
- Margaret E. et Kathryn Sikkink. 1998. *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, New York : Cornell University Press.
- Keen, Andrews. 2007. *The Cult of the Amateur : How Today's Internet is Killing Our Culture and Assaulting Our Economy*, New York : Doubleday.
- King, Debra S. 2011. « Emotional Reflexivity : Toward Touraine's Subject as Social Movement », *Sociology*, Vol. 40 (5) : 873-891.
- Klandermans, Bert. 1992. « The Social Construction of Protest and Multiorganizational Fields », in : A.D. Morris and C.M. Mueller (dirs.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven : Yale University Press.
- Kossinets, Gueorgi et Duncan J. Watts. 2006. « Empirical Analysis of an Evolving Social Network », *Science*, Vol. 311 : 88-90.
- Kovacheva, S. 2005. « Will youth rejuvenate the patterns of political participation ? », in : J. Forbrig (dir.), *Revisiting youth political participation*, Strasbourg : Press of the Council of Europe, p. 19-28.
- Kranzberg, Melvin. 1986. « Technology and History : 'Kranzberg's Laws' », *Technology and Culture*, Vol. 27 (3) : 544-560.

- Kurasawa, Fuyuki. 2007. *The Work of Global Justice : Human Rights as Practices*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Lafontaine, Céline. 2004. *L'empire cybernétique : des machines à penser à la pensée machine*, Paris : La Découverte.
- Lakoff, Georges. 2004. *Don't think of an Elephant ! Know your Values and Frame the Debate*, White River Junction : Chelsea Green.
- Laramée, Alain et Bernard Vallée. 1991. *La recherche en communication, éléments de méthodologie*, Montréal : Presses de l'Université du Québec à Montréal.
- Losson, Christian et Paul Quinio. 2002. *Génération Seattle; les rebelles de la mondialisation*, Paris : Bernard Grasset.
- Law, Alex et Wallace McNeish. 2007. « Contesting the New Irrational Actor Model : A Case Study of Mobile Phone Mast Protest », *Sociology*, Vol. 41 (3) : 439-456.
- Lebon, Gustave. 1960. *The Crowd: A Study of the Popular Mind*, New York : Vinking.
- Lee, Lisa. 2005. « Young people and the Internet », *Young*, Vol. 13 (4) : 315-326.
- Lefkow, Chris. 2011. « Social media, cellphone video fuel Arab protests », *The Independent*, AFP, En ligne au <<http://www.independent.co.uk/life-style/gadgets-and-tech/social-mediacellphone-video-fuel-arab-protests-2227088.html>>, accédé le date 18 septembre 2011.
- Leloup, Damien. 2011. « Qui contrôle Internet ? », *Le Monde.*, 1^{er} septembre 2011 (mis à jour le 14 mars 2012), en ligne au <http://www.lemonde.fr/technologies/article/2011/09/01/qui-controle-internet_1566544_651865.html>, consulté le 9 juillet 2013.
- Lerner, Richard M. 2004. *Liberty Thriving and Civic Engagement among America's Youth*, Thousand Oaks (CA) : Sage.
- Lessig, Laurence. 2001. *The Future of Ideas. The Fate of the Commons in a Connected World*, New York: Random House.
- Lévesque, Nicolas. 2012. *Le Québec vers l'âge adulte : une crise qui vient de loin*, Montréal : Nota Bene.
- Levi, Margaret et Laura Stroker. 2000. « Political trust and trustworthiness », *Annual Review of Political Science* 3 : 475-508.
- Lévy, Pierre. 1995. *L'intelligence collective, pour une anthropologie du cyberspace*, Paris : La Découverte.
- Lévy, Pierre. 1997. « La cyberculture en question: critique de la critique » *la revue du M.A.U.S.S.* Vol. 9 (1) : 111-126.
- Lévy, Pierre. 2002. *Cyberdémocratie. Essai de philosophie*, Paris : Odile Jacob.

- Lindlof, T.R. 1987. « Media Audiences as Interpretative Communities », *Communication Yearbook*, Vol. 11 : 81-107.
- Lindlof, Thomas R. 1995. *Qualitative Communication Research Methods*, Thousand Oaks (Californie) : Sage Publications.
- Lindlof, Thomas R et D. Grodin. 1990. « When Media Use Can't Be Observed: Some Problems and Tactics of Collaborative Audience Research », *Journal of Communication*, No. 40 : 8-28.
- Livingstone, Sonia. 2007. « The Challenge of Engaging Youth On-Line : Contrasting Producer's and Teenager's Interpretations of Websites » *The European Journal of Communications*, Vol. 22 (2) : 165-184.
- Lopez, Marc H., David Levine et al. 2006. *The 2006 Civic and Political Health of the Nation : A Detailed Look at How Youth Participate in Politics and Communities*, Maryland (États-Unis) Center for Information and Research on Civic Learning and Engagement (CIRCLE), En ligne au <<http://www.civicyouth.org>>, consulté le 10 novembre 2009.
- Lotan, Gilad, Erhardt Graeff, Mike Ananny, Devin Gaffney, Ian Pearce et Danah Boyd. 2011. « The Revolutions Were Tweeted : information Flows During the 2011 Tunisian and Egyptian Revolutions », *International Journal of Communication*, Vol. 5 : 1375-1405.
- Lovari, Alessandro et Fabio Giglietto. 2012. « Social Media and Italian Universities : An Empirical Study on the Adoption and Use of Facebook, Twitter and Youtube », in : *Working Paper Series* : Social Science Research Network, p. 25
- Lyotard, Jean-François. 1979. *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris : Minuit.
- MacBRIDE, Sean (dir.publ.) 1980. *Voix multiples un seul monde, Communication et société, aujourd'hui et demain*, Paris : UNESCO.
- Macintosh, Ann, Edmund Robson, Ella Smith et Angus Whyte. 2003. « Electronic Democracy and Young People », *Social Science computer review*, Vol. 21 (1) : 43-54.
- Mackinnon, Neil J. et Alison Luke. 2002. « Changes in Identity Attitudes as Reflections of Social and Cultural Change », *Canadian Journal of Sociology*, Vol. 27 (3) : 299-338.
- MacKinnon, Mary Pat, Sonia Pitre et Judy Watling. 2007. « Lost in Translation : (Mis)Understanding Youth Engagement – Synthesis Report », *Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques*, Ottawa : CPRN.
- Maffesoli, Michel. 1985. *La connaissance ordinaire. Précis de sociologie compréhensive*, Paris : Librairie des méridiens.
- Maheu, Louis. 2005. « Mouvements sociaux et modernité avancée : le retour obligé de l'ambivalence de l'action », in Louis Guay et al. (ed.), *Mouvements sociaux et changements institutionnels. L'action collective à l'ère de la mondialisation*, Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec, p.9-34

- Maisonneuve, Danielle. 2004. « Citoyennes engagées et prises de décisions dans la cité », *Lien Social et Politique – RIAC* 51, (Engagement social et politique dans le parcours de vie : printemps) : 83-95.
- Malina, A. 2003. « e-Transforming Democracy in the UK : Considerations of Developments and Suggestions for Empirical Research », *Communications : The European Journal of Communication Research*, Vol. 28 : 135-155.
- Mannheim, Karl. 1972 [1928]. « The problem of generation », in : P. Altbach et R.L.P. Kecshevich (dirs), *The New Pilgrims: Youth Protest in Transition*, New York : David McKay and Company, p.101-138.
- Margolis, Michael et David Resnick. 2000, *Politics as Usual. The Cyberspace «Revolution»*, Thousand Oaks (Californie) : Sage.
- Marres, Noortje. 2004. « Tracing the Trajectories of Issues and their democratic deficit on the Web » *Information, Technology and People*, Vol. 17 (2) : 124-149.
- Marres, Noortje. 2006. « Net-Work is Format Work : Issue Networks and the Sites of Civil Society Politics », in : J. Dean, J. Dean, J. Asherson et G. Lovink (dirs), *Reformatting Politics : Networked Communications and Global Civil Society*, New York : Routledge.
- Marres, Noortje et Richard Rogers. 2005. « Recipe for Tracing the Fate of Issues and their Publics on the Web », in B. Latour and P. Weibel (dirs.), *Making Things Public*, Cambridge : MIT.
- Martinotti, Guido et Filippo Dal Fiore. 2007. « The Human Web », *American Behavioral Scientist*, Vol. 50 (7 Mars) : 851-856.
- Martuccelli, Danilo. 2002. *Grammaires de l'individu*, Paris : Gallimard.
- Martuccelli, Danilo. 2009. « Qu'est-ce qu'une sociologie de l'individu moderne ? Pour quoi, pour qui, comment ? », *Sociologies et sociétés*, Vol. 41 (1) : 15-33.
- Masuda, Yoneji. 1980. *The Information Society as Post-industrial Society*, Bethesda (MD) : World Future Society.
- Mattelart, Armand. 2001. *Histoire de la société de l'information*, Paris: La Découverte.
- Mattelart, Armand. 2005 [1996] *La mondialisation de la communication*, (4^{ème} édition), Paris : Presses Universitaires de France.
- Mattelart, Armand. 2006. « Regards sur l'entre deux : Société de la connaissance, société de l'information, société de contrôle », *Cultures & Conflits*, Vol. 64 (4, Hiver 2006) : 167-183.
- Mattoni, Alice. 2012. *Media Practices and Protest Politics : How Precarious Workers Mobilise*. Burlington (VT) : Ashgate.
- McAdam, Doug. 1988. *Freedom Summer*, New York : Oxford University Press.
- McAdam, Doug. 1989. « The biographical consequences of activism », *American Sociological Review*, Vol. 54 : 744-760.

- McCarthy, John D. McCarthy et Mayer N. Zald. 1973. *The dynamics of social movements : resource mobilization, social control, and tactics*, Cambridge (MA) : Winthrop Publishers.
- McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald. 1996. *Comparative perspectives and social movements : political opportunities, mobilizing structures, and cultural framing*, New York : Cambridge University Press.
- McAdam, Doug., Sidney Tarrow et Charles Tilly. 2001. *Dynamics of Contention*, New York : Cambridge University Press.
- McCarthy, John D. McCarthy, Mayer N. Zald. 1977. « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory » *The American Journal of Sociology*, Vol. 82, No. 6 (May, 1977), 1212-1241.
- McCaughey, Martha, and Michael D. Ayers. 2003. *Cyberactivism : Online Activism in Theory and Practice*, Londres et New York : Routledge.
- McChesney, Robert .W. 1995. *Telecommunications, Mass Media, and Democracy : The Battle for the Control of U.S. Broadcasting, 1928-1935*, Oxford : Oxford University Press.
- McChesney, Robert .W. 2013. *Digital Disconnect : How Capitalism is Turning the Internet Against Democracy*, New York et Londres : The New Press.
- McCormick, Sabrina. 2006. « The Brazilian Anti-Dam Movement : Knowledge Contestation as Communicative Action », *Organization and Environment*, Vol. 19 (3 (Septembre)) : 321-346.
- McCurdy, Patrick. 2012. « Social Movements, Protest and Mainstream Media », *Sociology Compass*, Blackwell Publishing, Vol. 6 (3) : 244-255.
- McDonald, Kevin. 2004. « Oneself as Another : From Social Movement to Experience Movements », *Current Sociology*, Vol. 52 (4) : 18.
- McDonald, Kevin. 2006. *Global Movements*, Malden (MA) : Blackwell.
- McLuhan, Marshall. 1964. *Understanding Media: The Extensions of Man*, New York : McGraw-Hill.
- Mead, Margaret. 1970. *Culture and Comitment. A Study of a Generation Gap*, Garden City (New York) : Natural History Press.
- Meijer, Albert, Nils Burger et Wolfgang Ebbers. 2009. « Citizens4Citizens : Mapping Participatory Practices on the Internet », *Electronic Journal of e-Government*, Vol. 7 (1) : 99-112.
- Melucci, Alberto. 1989. *Nomads of the Present*, London : Hutchinson Radius.
- Melucci, Alberto. 1996. *Challenging Codes : Collective Action in the Information Age*, Cambridge (MA) : Cambridge University Press.
- Meyer, David S. 2004. « Political Opportunities », *Annual Review of Sociology*, Vol. 30 : 125-145
- Milan, Anne. 2005. « Volonté de participer: l'engagement politique chez les jeunes adultes », Ottawa : Statistique Canada.

- Miles, S. 1995. « Towards an understanding of the relationship between youth identities and consumer culture » *Youth and Policy*, Vol. 51 : 35-45.
- Millerand, Florence, Serge Proulx et Julien Rueff. 2010. *Web social, Mutation de la communication*, Québec : Presses de l'université du Québec.
- Milner, Henri. 2004. *La compétence civique : comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Monière, Denis. 2002. *Internet et la démocratie*, Québec : Monière et Wollank Editeurs.
- Montgomery, Katherine., Barbara Gottlieb-Robles et Gary O. Larson. 2004. « Youth as E-Citizens : Engaging the Digital Generation », Center for Social Media School of Communication : American University.
- Morgan, C., et Cotton, S. R. 2003. « The relationship between Internet activities and depressive symptoms in a sample of college freshmen ». *CyberPsychology & Behavior*, Vol. (6) : 133-142.
- Morozov, Evgeny. 2009. « From slacktivism to activism » in : *Foreign Policy's blog* (5 sept 2009), En ligne au <neteffect.foreignpolicy.com/posts/2009/09/05/from_slacktivism_to_activism>, consulté le 23 octobre 2012.
- Morozov, Evgeny. 2011. *The Net Delusion. How Not to Liberate the World*, Londres : Allen Lane.
- Morozov, Evgeny. 2013. *To Save Everything, Click Here: Technology, Solutionism, and the Urge to Fix Problems that Don't Exist*, Londres : Allen Lane (Penguin Books).
- Morse, Janice M. et al. 2009. *Developing Grounded Theory : The Second Generation*, Walnut Creek (Californie) : Left Coast Press.
- Mosco, Vincent. 2004. *The Digital Sublime : Myth, Power and Cyberspace*, Cambridge (MA) : MIT Press.
- Mossburger, K., C.J. Tolbert, and S. McNeal. 2008. *Digital citizenship : the Internet, society, and participation*, Cambridge (MA) : MIT Press.
- Mucchieli, Roger. 1979. *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Paris : ESF.
- Mucchieli, Alex. 1996. *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris : Armand Collin.
- Muxel, Anne. 2001. *L'expérience politique des jeunes*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Muxel, Anne. 2010. *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Paris : du Seuil.
- Negroponce, N. 1996. *Being Digital*, Londres : Coronet Books.
- NETendances/CEFRIO. 2011. *L'informatisation du Québec en 2011*, Vol. 2 (8). En ligne au <<http://cefr.io/4b>>, consulté le 15 juillet 2013.

- NETendances/CEFRIO. 2012. *L'informatisation du Québec en 2011*, Vol. 3 (7). En ligne au <<http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/NETendances7MR.pdf>>, consulté le 15 juillet 2013.
- Nevitte, Neil. 2002. *Nouvelles valeurs et gouvernance au Canada*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Nixon, Paul G, Vassiliki N. Koutrakou et Rajash Rawal. 2010. *Understanding E-Governments in Europe, Issues and Challenges*, New York : Routledge.
- Norris, Pippa. 2001. *Digital Divide, Civic Engagement, Information Poverty and the Internet Worldwide*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Norris, Pippa. 2002. *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Norris, Pippa. 2010. *Critical Citizens Revisited*, New York : Cambridge University Press.
- Norris, Pippa et Ron Inglehart. 2009. *Cosmopolitan Communications : Cultural Diversity in a Globalized World*, Cambridge : Cambridge University Press.
- O'Neill, Brenda. 2007. « Indifferent or just different? The political and civic engagement of young people in Canada », Ottawa : Canadian Policy Research Networks.
- OCDE. 2002. « Public Opinion Research, Global Education and Development Cooperation Reform », I. McDonnell, H.B. Lecompte et L. Wegimont, Maastricht (dirs.) : Centre de développement Nord-Sud, p. 46.
- OCDE. 2005. « Indicateurs fondamentaux relatifs aux TIC », S. Roberts (dir) : Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement.
- Offe, Claus. 1997. *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris : L'Harmattan.
- Offe, Claus. 1997. « Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle », in D. LeSaout and Y. Sintomer (dirs.), *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris: L'Harmattan, p. 98-123.
- Olesen, Thomas. 2005. « Transnational Publics: New Spaces of Social Movement Activism and the Problem of Global Long-Sightedness », *Current Sociology*, Vol. 53 (3) : 419-440.
- Olesen, Thomas. 2013. « «We are all Khaled Said » : Visual Injustice Symbols in the Egyptian Revolution, 2010–2011 », in : N. Doerr, A. Mattoni, and S. Teune (dirs.) *Advances in the Visual Analysis of Social Movements*, Emerald Group Publishing Limited, p. 3-25.
- Olson, Mancur. 1965 [1971]. *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge : Harvard University Press.
- Olsson, Tobias. 2005. « Young Citizens, ICTs and Learning : A Design for a Study of the Media and Political Activity », *Nordicom Review* Vol. 26 (1) : 131-140.
- ONU. 2004. « World Youth Report 2003 : The Global Situation of Young People », New York : Organisation des nations unies.

- ONU. 2005. « Global E-Government Readiness Report 2005 : From E-Government to E-Inclusion », Département de l'économie et des affaires sociales, New York : Nations unies.
- Ortega y Gasset, José. 1930 [1997]. *La Rebelión de las Masas*, Madrid : Alianza editorial.
- Paillé, Pierre. 1994. « L'analyse par théorisation ancrée », *Cahiers de recherche sociologique*, Vol. 23 : 147-181.
- Paillé, Pierre et Alberto Mucchilelli. 2003. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris : Armand Colin.
- Pakulski, Jan. 1995. « Social Movements and Class : The Decline of the Marxist Paradigm », in : L. Maheu (dir. publ.) *Social Movements and Social Classes*, Londres : Sage, p. 55-86.
- Palfrey, John et Urs Gasser. 2008. *Born Digital : Understanding the First Generation of Digital Natives*, New York : Basic Books.
- Pammet, Jon H. 2001. « Youth in the Electoral Process », *Electoral Insight*, Vol. 3 (1) : 14-17.
- Pammett, Jon H. et Lawrence Leduc. 2003. « Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants », Ottawa : Élections Canada.
- Parsons, Talcott. 1978. *Action Theory And The Human Condition*, New-York : Free Press.
- Pasek, Josh. 2006. « America's Youth and Community Engagement : How Use of Mass Media is Related to Civic Activity and Political Awareness », *Communication Research*, Vol. 33 (3) : 115-135.
- Passy, Florence. 1998. *L'action altruiste : contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève : Librairie Droz S.A.
- Pastinelli, Madeleine. 2007. « De la culture comme «produit» à la culture comme expérience : retour à l'ethnographie », *Ethnologies*, Vol. 29 (1-2) : 5-48.
- Pastinelli, Madeleine. 2011. « Pour en finir avec l'ethnographie du virtuel ! Des enjeux méthodologiques de l'enquête de terrain en ligne », *Anthropologie et Sociétés*, Vol. 35 (1-2) : 35-52.
- Paugam, Serge. 2007. *Repenser la solidarité, les nouveaux défis du lien social*, Paris : Presses universitaires de France.
- Pennec, Simone. 2004. « Les tensions entre engagements privés et engagements collectifs, des variations au cours du temps selon le genre et les groupes sociaux », *Lien Social et Politique – RIAC* 51 (Printemps) : 97-107.
- Peretti, Jonah. 2001. Nike Emails (was Re: True responses from Nike iD...?)» 1 March 2001. Personal email to John A. Dowell, consulté le 6 janvier 2010.
- Perrineau, Pascal (dir.). 1994. *Engagement politique. Déclin ou mutation?*, Paris : Presse de la fondation nationale des sciences politiques.

- Perrineau, Pascal (dir.). 2003. *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues : L'Aube.
- Peterson, Abby et Hakan Thörn. 2004. « Social movements as communicative practice », *Young*, Vol. 2 (2) : 17-36.
- Pettigrew, Simone F. 2000. « Ethnography and Grounded Theory : A Happy Marriage ? », in S.J. Hoch and R.J. Meyer (dirs), *Advances in Consumer Research*, Association for Consumer Research, p. 256-260.
- PEW. 2006. « Truly a World Wide Web : Globe Going Digital », in *Pew Global Attitudes Project 2006*, Washigton (D.C). : Pew Research Center.
- PEW. 2006. « Maturing Internet News Audience - Broader than Deeper : Online Papers Modeslty Bost Newspaper Readership », in : *Pew Research Center Biennial News Consumption Survey*. Washington (D.C). : Pew Research Center for the People and the Press.
- PEW. 2009. « The Internet and Civic Engagement », in : A. Smith, K.L. Schlozman, S. Verba et H. Brady (dirs.), *Pew Internet & American Life Project*, Washington (D.C). : Pew Research Center.
- PEW. 2013. « Teens, Social Media, and Privacy », in : M. Madden, A. Lenhart, S. Cortesi, U. Gasser, M. Duggan, A. Smith et M. Beaton (dirs.), *Pew Internet & American Life Project*, Washington (D.C) : Pew Research Center.
- Pinch, Trevor J. et Wiebe E. Bijker. 1984. « The Social Construction of Facts and Artefacts : Or How the Sociology of Science and the Sociology of Technology Might Benefit Each Other » *Social Studies of Science*, Vol. 14 (3) : 399-441.
- Pleyers, Geoffrey. 2004. « Des black blocks aux alteractivistes : pôle et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien Social et Politique – RIAC* 51 (printemps) : 123-134.
- Pleyers, Geoffrey. 2012. « Beyond Occupy: Progressive Activists in Europe », *Open Democracy*. En ligne au <<http://www.opendemocracy.net>>, consulté le 20 juillet 2013.
- Poletta, Francesca et James M. Jasper. 2001. « Collective Identiy and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, No. 27 : 283-305.
- Poole, Dawn. 2007. « A study of beliefs and behaviors regarding digital technooogy », *New Media and Society*, Vol. 9 (5) : 771-793.
- Postman, Neil. 1992. *Technopoly : The Surrender of Culture to Technology*, New York : Knopf.
- Proulx, Serge 2008. « Interroger la métaphore d'une société de l'information : horizon et limites d'une utopie », in Y. Théorêt (dir.), *David contre Goliath. La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO*, Montreal : HMH Hurtubise, p. 99-124.
- Proulx, Serge et Anne Goldenberg. 2011. « L'agir politique au regard des technologies de l'information et de la communication », *Globe, Revue internationale d'études québécoises*, Vol. 14 (1, À courant et à contre-courant : les gauches québécoises depuis 1960) : 99-120.

- Putnam, Robert. 2000. *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, New York : Simon & Schuster.
- Quan-Haase, Anabel et Barry Wellman. 2002. « Capitalizing on the Net : Social Contact, Civic Engagement, and Sense of Community », in B. Wellman and C. Haythornthwaite (dirs.), *The Internet in Everyday Life*, Oxford : Blackwell Publishers.
- Quéniart, Anne. 2008. « The Form and Meaning of Young People's Involvement in Community and Political Work », *Youth and society*, Vol. 40 : 203-223.
- Quéniart, Anne et Julie Jacques. 2007. « La consommation responsable chez les jeunes : un acte d'engagement », *Possibles*, Vol. 31(1-2, hiver-printemps : Les jeunes réinventent le Québec) : 59-74.
- Quéniart, Anne et Julie Jacques. 2008. « Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique », *Politique et société*, Vol. 17 (3) : 211-242.
- Räsänen, Pekka et Antti. Kouvo. 2007. « Linked or Divided by the Web? Internet use and sociability in four European countries », *Information, Communication and Society*, Vol. 10 (2-Avril) : 219-241.
- Ravault, René-Jean. 1987. « International Information : Bullet or Boomerang ? », in : D.L. Paletz (dir), *Political Communication Research: Approaches, Studies, Assessments*, Norwood, New Jersey : Duke University Ablex Publishing.
- Ravault, René-Jean. 1996. « Développement durable, communication et réception active », in Paquet-Sévigny (dir), *Communication et développement international*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Redal, Wendy W. 2008. « Making Sense of Social Change: Studying Media and Culture in 1960s Britain », in David W. Park and J. Pooley (dirs), *The History of Media and Communication Research: Contested Memories*, New York : Peter Lang, p 269–290.
- Rheingold, Howard. 1993. *The Virtual Community : Homesteading on the Electronic Frontier*, Massachusetts : Addison-Wesley.
- Rheingold, Howard. 2002. *Smart Mobs : The Next Social Revolution : Transforming Cultures and Communities in the Age of Instant Access*, Cambridge : Perseus Publishing.
- Rice, Ronald E. et James E. Katz. 2004. « The Internet and political involvement in 1996 and 2000 », in P. Howard and S. Jones (dirs), *Society online: The Internet in context*, Thousand Oaks (CA) : Sage, p103-120.
- Riesman, David. 1950. *The Lonely Crowd. A Study of the Changing American Character*, New Haven et Londres : Yale University Press.
- Rioux, Marcel. 1965. *Jeunesse et société contemporaine*, Montréal : Les presses de l'Université de Montréal.

- Rodriguez, Sandra. 2006. *Solidarités renouvelées : faut-il tuer le messenger?*, Sainte-Foy : les Presses de l'Université du Québec.
- Rodriguez, Sandra. 2010. « Spreading the Word : Information and Citizen Engagement among a Web 2.0 Generation », *Sociologia della Comunicazione.Modernity 2.0 : Sociocibernetica e media sociali*, 40 (Automne), Milan : Franco Angeli, p 67-80. En ligne au <http://www.francoangeli.it/riviste/Scheda_Riviste.asp?IDArticolo=39695&Tipo=Articolo%20PDF&lingua=it>, Consulté le 9 septembre 2012.
- Rodriguez, Sandra. 2013. « Making Sense of Social Change: Observing Collective Action in Networked Cultures », *Sociology Compass* 7 (12) : 1053–1064. En ligne au <<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/soc4.12088/abstract>>, consulté le 10 novembre 2013.
- Rogers, Everett. 1962 [2003]. *Diffusion of Innovations*, New York ; Toronto : Free Press.
- Rogers, Richard. 2009. « Mapping public Web space with the Issuecrawler » in *Digital Cognitive Technologies* : 4-12, En ligne au <http://www.govcom.org/publications/full_list/Rogers_Digital_Cognitive_Technologies_preprint_Wiley_2009.pdf>, consulté le 29 juillet 2012.
- Rogers, Richard. 2010. « Internet Research: The Question of Method—A Keynote Address from the YouTube and the 2008 Election Cycle in the United States Conference », *Journal of Information Technology & Politics*, Vol. 7 : 241–260.
- Rogers, Richard. et Andrés. Zelman. 2002. « Surfing for Knowledge in the Information Society », in R. Littlefield (dir), *Critical Perspectives on the Internet*.
- Rohlinger, Deana. 2002. « Framing the Abortion Debate: Organizational Resources, Media Strategies and Movement-Counter-movements Dynamics », *Sociology Quarterly*, Vol. 43 : 479-507.
- Rohlinger, Deana et Jordan Brown. 2009. « Democracy, Action and the Internet after 9/11 », *American Behavioral Scientist*, Vol. 53 (1, Septembre) : 133-150. En-ligne au <<http://abs.sagepub.com.proxy.lib.fsu.edu/content/53/1.toc>>, consulté le 30 janvier 2012.
- Rosanvallon, Pierre. 2002. *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris : Du Seuil.
- Rosanvallon, Pierre. 2006. *La contre-démocratie. Essai sur la société de défiance*, Paris : Du Seuil.
- Sanford, Stephanie. 2007. *Civic Life in the Information Age*, New York : Palgrave Macmillan.
- Sassen, Saskia. 2002. « Towards a Sociology of Information Technology », *Current Sociology*, Vol. 50 (3) : 365-388.
- Sassen, Saskia. 2009. *La globalisation : une sociologie*, Paris : Gallimard.
- Schiller, Herbert. 1973. *The Mind Managers*, Boston : Beacon.
- Schnapper, Dominique. 2000. *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Paris : Gallimard.

- Scholte, Jan Aart. 1999. « Global Civil Society : Changing the World ? », in *CSGR Working Paper*, Warwick : Université de Warwick Centre d'études sur la mondialisation et la régionalisation.
- Schütz, Alfred. 1987. *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*, Paris : Méridiens-Klincksick.
- Seidman, Irving E. 1991. *Interviewing as Qualitative Research*, New York : Teachers College Press.
- Shah, Dhavan V., Jaeho Cho, William P. Eveland et Nojin Kwak. 2005. « Information and Expression in a Digital Age : Modeling Internet Effects on Civic Participation », *Communication Research*, Vol. 32 (5) : 531-565.
- Sherrod, Lerner et al. 2005. *Youth Activism*, Westport (CT) : Greenwood Press.
- Shirky, Clay. 2008. *Here Comes Everybody; The Power of Organizing Without Organizations*, New York : Penguin Books.
- Shirky, Clay. 2010. *Cognitive Surplus : Creativity and Generosity in a Connected Age*, New York : Penguin Books.
- Sica, Alan et Stephen P. Turner. 2005. *The disobedient generation : social theorists in the sixties*, Chicago : University of Chicago Press.
- Sjöberg, Ulrika. 1999. « The Rise of the Electronic Individual : A Study of how Young Swedish Teenagers Use and Perceive Internet », *Telematics and Informatics*, Vol. 16 : 113-133.
- Smith, Aaron, Kay L. Schlozman, Sidney Verba et Henry Brady. 2009. « The Internet and Civic Engagement », in *Pew Internet and American Life Project*. Washington. DC : PEW Research Center, p. 66.
- SMSI. 2004. « Sommet mondial sur la société de l'information : Déclaration de principes », Genève : SMSI.
- Snow, David A. et Robert D. Benford. 1988. « Ideology, Frame Resonance and Movement Participation », in B. Klandermans, H. Kriesi, and S. Tarrow (dirs), *International Social Movement Research : From Structure to Action*, Greenwich : JAI Press, p. 197-217.
- Snow, David. A. et Robert D. Benford. 1992. « Master Frames and Cycles of Protest », In A. D. Morris and C. M. Mueller (dirs), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven (CT) : Yale University Press, p. 133-155.
- Solove, Daniel J. 2007. *The Future of Reputation. Gossip, Rumor and Privacy on the Internet*, New Haven : Yale University Press.
- Sommers, Margaret. 2005. « Let Them Eat Social Capital : Socializing the Market versus Marketizing the Social », *Thesis Eleven* Vol. I (81), p.5-19.
- Souchard, Maryse, Denis Saint-Jacques et Alain Viala. 2000. *Les jeunes*, Québec : Nota Bene.
- Soulet, Marie-Henry. 2004. *Agir en société : engagement et mobilisation aujourd'hui*, Fribourg (Suisse) : Academic Press.

- Sparks, Colin. 2001. « The Internet and the Global Public Sphere », in edited by L.W. Benett and R.M. Entman (dirs), *Mediated Politics : Communication in the Future of Democracy*, Cambridge (Ma) : Cambridge University Press, p. 75-95.
- Staggenborg, Suzanne. 1995. « Beyond Culture Versus Politics : A Case Study Of A Local Women's Movement », *Gender and Society*, Vol. 15 (4) : 507-530.
- Staggenborg, Suzanne. 1995. « Can Feminist Organizations be Effective » in : Myra Marx Ferree et Patricia Yancey Martin (dirs), *Feminist Organizations: Harvest of the New Women's Movement*, Temple University Press: 339-355.
- Starr, Paul. 2005. *The Creation of the Media: Political Origins of Modern Communication*, New York : Basic Books.
- Steinberg, Marc. 1998. « Tilting the Frame : Considerations on Collective Action Framing from a Discursive Turn », *Theory and Society*, Vol. 27 : 845-872.
- Strauss, Anselm et Juliet Corbin. 1998. *Basics of Qualitative Research : Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory*, Thousand Oaks (CA) : Sage.
- Stromer-Galley, Jennifer. 2003. « Diversity of Political Conversation on the Internet : Users' Perspectives », *Journal of Computer Mediated Communication*, Vol. 8, (3). En ligne <<http://www.ascusc.org/jcmc/vol8/issue3/stromergalley.html>>, consulté le 13 janvier 2007.
- Sunstein, Cass. 2001. *Republic.com*, Princeton : Princeton University Press.
- Swaine, Jon. 2010. « General Election 2010: Facebook and Twitter to Have Unprecedented Impact », *The Telegraph*. En ligne au <www.telegraph.co.uk/news/election-2010/7558703/General-election-2010-Facebookand-Twitter-to-have-unprecedented-impact.html>, consulté le 30 avril 2013.
- Sztompka, Piotr. 1994. *The Sociology of Social Change*, Oxford : Blackwell.
- Tapscott, Don. 2006. *Growing up digital. The rise of the Net Generation*, New York : McGraw Hill.
- Tapscott, Don. 2009. *Grown up digital. Gow the net generation is changing your world*, New York : McGraw-Hill.
- Tarrow, Sidney. 1998. *Power in movement : social movements collective action, and politics*, Cambridge (MA) : Cambridge University Press.
- Tarrow, Sidney. 2000. *Transnational Contention*, Badia Fiesolana (Italie) : European University Institute.
- Tarrow, Sidney. 2005. *The New Transnational Activism*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Tavoularis, Ashley. 2011. « Social Media Paving the Way for Grassroots Revolutions », *The Ticker*, En ligne au <www.theticker.org/mobile/about/2.8217/social-media-paving-the-way-for-grassrootsrevolutions-1.2467821>, consué le 12 mars 2012.
- Terranova, Tiziana. 2004. *Network Culture : Politics for the Information Age*, Londres : Pluto Press.

- Thévenot, Laurent. 2006. *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*, Paris : La Découverte.
- Thörn, Hakan. 2007. « Social Movements, the Media, and the Emergence of a Global Public Sphere : From Anti-Apartheid to Global Justice », *Current Sociology*, Vol. 55 (6, Novembre) : 896-918.
- Tilley, James. 2000. « Rebels Without an National Cause ? Is Youth a Better Predictor of Socio-Political Values than Nationality ? », *Sociology Working Papers*. Oxford : Nuffield College.
- Tilly, Charles. 1978. *From Mobilisation to Revolution*, Reading (MA) : Addison-Wesley Publishing Company.
- Tilly, Charles. 1995. « To Explain Political Processes », *The American Journal of Sociology*, Vol. 100, No. 6 (Mai) : 1594-1610.
- Tocqueville, Alexis de. 2000 [1835/1840]. *Democracy in America*.
- Tönnies, Ferdinand. 1963 (1887). *Community and Society [Gemeinschaft und Gesellschaft]*, New York : Harper and Row.
- Torney-Purta, Judith et Jo-Ann Amadeo. 2003. « A Cross-National Analysis of Political and Civic Involvement Among Adolescents », *Political Sociology Online*, En ligne au <http://journals.cambridge.org/download.php?file=%2FPSC%2FPSC36_02%2FS1049096503002208a.pdf&code=15d2797035cd9b07589a28152cc6112a>, consulté le 12 avril 2008.
- Touraine, Alain. 1995. « Beyond Social Movements ? », in : S.M. Lyman (dir.), *Social Movements : Critiques, Concepts, Case Studies*, Londres : MacMillan.
- Touraine, Alain. 2005. *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde aujourd'hui*, Paris : Fayard.
- Tufecki, Zeynep et Christopher Wilson. 2011. « Social Media and the Decision to Participate in Political Protest: Observations From Tahir Square », *Journal of Communication*, Vol. 62(2) : p. 363-379.
- Turcotte, André. 2007. « « What do you mean I can't have a say ? » Young Canadians and their Government », Ottawa : Canadian Policy Research Networks.
- Turkle, Sherry. 1996. *Life on the Screen: Identity in the Age of the Internet*, Londres : Weidenfeld & Nicolson.
- Turner, Ralph H. et Lewis Martin Killian. 1972. *Collective Behavior*. Englewood Cliffs, New Jersey : Prentice-Hall.
- Urry, John. 2000. *Sociology Beyond Societies: Mobilities for the Twenty-first Century*, New York/Londres : Routledge.
- Urry, John. 2003. *Global Complexity*, Cambridge : Blackwell/ Polity Press.
- Van Aelst, Peter et Stefaan Walgrave. 2001. « Who is that (wo)man in the street ? From the normalization of protest to the normalization of the protester », *European Journal of Political Research*, Vol. 39 : 461-486.

- Van Campenhoudt, Luc, Jean-Michel Chaumont et Abraham Franssen. 2005. *La méthode d'analyse en groupe. Application aux phénomènes sociaux*, Paris : Dunod.
- van Dijk, Jan et Kenneth Hacker. 2003. « The Digital Divide as a Complex and Dynamic Phenomenon », *The Information Society*, Vol. 19 (4) : 315-326.
- van Laer, Jeroen et Peter van Aelst. 2010. « Internet and Social Movement Action Repertoires; Opportunities and Limitations », *Information, Communication & Society*, Vol. 13 (8 (Décembre 2010)) : p. 1146–1171.
- Varnelis, Kazys (dir) et al. 2008. *Networked Publics*, Cambridge (Massachusetts) : MIT Press.
- Vedel, Thierry. 2003. « L'idée de démocratie électronique : origines, visions, questions », in P. Perrineau (dir.) *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues (France) : Éditions de l'Aube, p. 243-266.
- Verba, Sidney et Norman H. Nie. 1972. *Participation in America*, New York : Harper & Row.
- Verba, Sidney, Kay Lehman Schlozman et Henry Brady. 1995. *Voice and Equality : Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge : Harvard University Press.
- Vinken, Henk. 2005. « Young People's Civic Engagement », in : H. Helve et G. Holm (dirs), *Contemporary Youth Research*, Aldershot : Ashgate, p. 147-157.
- Vitalis, André. 1998. « Un futur modèle par la technoscience », in *Colloque européen en informatique et société No11 : Information et anticipations : entre promesses et réalisations*. Strasbourg : Centre d'étude des médias, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, France.
- Vitalis, André. 1999. *Médias et nouvelles technologies de communication. Pour une socio-politique des usages*, Rennes : Éditions Apogée.
- Volkmer, Ingrid. 2003. « The Global Network Society and the Global Public Sphere », *Development* : 9-16.
- Weber, Max. 1930. *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*, London : Unwin University Books.
- Weber, Max. 1971 [1921]. *Économie et société*. Paris : Plon.
- Weick, Karl E. 1999. « Sensemaking as an Organizational Dimension of Global Change », in D.L. Cooperrider and J.E. Dutton, *Organizational Dimensions of Global Change*, Thousand Oaks (CA) : Sage, p. 39–56.
- Weil, Éric. 1996 [1956]. *Philosophie politique*, Paris : J. Vrin.
- Wellman, Barry. 1999. *Networks in the Global Village*, Boulder (CO) : Westview.
- Whilhelm, Anthony. 2000. *Democracy in the Digital Age : Challenges to Political Life in Cyberspace*, Londres : Routledge.

- Wieviorka, Michel. 1998. « Actualité et futur de l'engagement », in *Raison et conviction : Engagement*, Paris: Textuel, p. 7-50.
- Wieviorka, Michel. 2004. « The Making of Differences », *International Sociology*, Vol. 19 (No.3).
- Wolton, Dominique. 1997. *Penser la communication*, Paris : Flammarion.
- Wolton, Dominique. 2004. *Il faut sauver la communication*, Paris : Flammarion.
- Young, George F., Luca Scardovi, Andrea Cavagna, Irene Giardina et Naomi E. Leonard. 2013. « Starling Flock Networks Manage Uncertainty in Consensus at Low Cost », *PLoS Computational Biology* 9 (1). En ligne au <<http://www.ploscompbiol.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pcbi.1002894>>, consulté le 2 septembre 2013.
- Young, Iris Marion. 2001. « Activist Challenges to deliberative democracy », *Political Theory*, Vol. 29 (5 - Octobre) : 670-690.
- Youniss, James. 2002. « Youth Civic Engagement in the Twenty-First Century », *Journal of Research on Adolescence*, Vol. 12 (1) : 121-148.
- Zarifian, Philippe. 2004. *L'échelle du monde : Globalisation, altermondialisme, mondialité*, Coll. Comptoir de la politique, Paris : La Dispute.
- Zhao, Jensen J. et Sherry Y. Zhao. 2012. « L'effet de l'utilisation des outils de réseau social par les sites gouvernementaux sur la transparence et la participation du public », *Télescope*, Vol. 18 (n° 1-2) : 44-61.
- Zuckerman, Ethan. 2011. « The first Twitter revolution ? », *Foreign Policy*. (14 janvier 2011), En ligne au <http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/01/14/the_first_twitter_revolution>, consulté le 20 janvier 2011.
- Zukin, Cliff, Scott Keeter, Molly Andolina, Krista Jenkins et Michael X. DelliCarpini. 2006. *A New Engagement. Political Participation, Civic Life and the New American Citizen*, Oxford : Oxford University Press.

Annexe 1

Feuillet d'information 1 - Invitation à prendre part aux entretiens de groupe¹⁷³

NOUS VOULONS VOUS ENTENDRE!

Chers participants de _____

Dans le cadre d'une recherche portant sur *l'engagement de la « génération de l'information »*, nous organisons des groupes de discussion pour recueillir les idées, opinions et perceptions des **jeunes adultes de 20 à 35 ans**. Comme l'indique le titre de la recherche, il s'agit de réfléchir ensemble à ce qui caractérise l'engagement des jeunes aujourd'hui. Des questions seront aussi soulevées au regard du rôle que peuvent jouer les nouvelles technologies médiatiques.

Ces groupes de discussion sont menés dans le cadre d'une thèse doctorale réalisée par le chercheur principal, Sandra Rodriguez, au département de sociologie de l'Université de Montréal. La recherche reçoit l'appui financier du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC).

Vos idées et opinions seront d'une grande utilité pour mieux connaître l'engagement des jeunes et leur motivation à trouver des solutions aux enjeux de société. C'est pourquoi nous vous invitons à **participer à notre entretien de groupe**. D'une durée d'environ 1h30, il s'agit d'une discussion menée dans une ambiance conviviale (un léger goûter est offert).

Pour faciliter l'analyse des entretiens, ceux-ci seront enregistrés sur magnétophone. Toutefois, aucun des propos formulés en entretien ne sera utilisé de manière nominative. Les résultats demeureront, en tout temps, confidentiels et vous êtes libre de vous retirer en tout temps de la recherche (par avis verbal ou écrit), sans devoir justifier votre décision.

Venez exprimer vos idées, vos opinions, vos préoccupations ! Venez entendre celles de vos collègues!

Nous voulons vous entendre!

Date :

Heure :

Adresse :

Les participants intéressés peuvent s'inscrire auprès de la chercheuse principale SANDRA RODRIGUEZ ou indiquer leurs coordonnées sur la fiche ci-jointe.

¹⁷³ Ce feuillet d'invitation a été diffusé par courriel et en personne aux participants inscrits aux deux événements jeunesse ciblés (lors de la rencontre du Congrès mondial des jeunes en 2009 et de l'École d'Été de l'INM, 2009). Le feuillet a été envoyé aux membres du « groupe expert » (comité *Prends ta place* du Forum Jeunesse de l'île de Montréal) par courriel. Quant au « groupe témoin », l'annonce a été effectuée en personne dans le cadre de 4 cours de l'Université de Montréal (sociologie de la religion, sociologie des réseaux, sociologie de la culture et méthodes de recherche qualitatives) : les étudiants intéressés ont signé le feuillet laissé à cette intention.

Annexe 1 (suite)

Feuillet d'information 2 – Invitation à prendre part aux entretiens individuels¹⁷⁴

Titre du message : Le sens de l'engagement chez la génération de l'information

Bonjour,

Votre nom et adresse courriel m'ont été transférés par _____.

Dans le cadre d'une recherche portant sur *L'engagement des jeunes adultes de la « génération de l'information »*, je sollicite la participation de **jeunes de 20 à 35 ans pour prendre part à des entretiens en face-à-face**. Ces derniers visent à recueillir vos idées, opinions et perceptions de ce qui caractérise l'engagement aujourd'hui, comment il est possible d'« agir » à votre avis, vos motivations et intérêts personnels. Des questions seront aussi soulevées au regard du rôle que peuvent jouer les nouvelles technologies médiatiques.

La recherche est menée dans le cadre d'une thèse de doctorat que je réalise au département de sociologie de l'Université de Montréal. Elle reçoit l'appui financier du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC).

Que vous soyez petits ou grands utilisateurs du Web, pros du blogue ou novices du clavardage, politicien en devenir ou pas vraiment « engagé », vos idées et opinions sont d'une grande utilité pour mieux connaître l'engagement des jeunes d'aujourd'hui.

C'est pourquoi je sollicite votre **participation à un entretien individuel**. D'une durée d'1h à 1h30 (selon votre disponibilité et votre intérêt à poursuivre la discussion), l'entretien sera mené dans une ambiance conviviale, basée sur l'échange. On est là pour discuter ! Vous pouvez choisir le lieu et la date d'entretien qui vous convient.

Pour faciliter l'analyse, l'entretien enregistré sur magnétophone. Aucun propos ne pourra cependant être utilisée de manière nominative et les résultats demeureront, en tout temps, confidentiels (je ne vous identifierai que par un nom fictif, de votre choix). Vous demeurez en tout temps libre de vous retirer de la recherche (par avis verbal ou écrit) et sans devoir justifier votre décision.

Pour prendre rendez-vous pour un entretien ou pour toute information additionnelle, n'hésitez pas à communiquer avec moi. Au plaisir de se rencontrer !

Sandra Rodriguez

Doctorante en sociologie, Université de Montréal.

¹⁷⁴ Ce feuillet d'invitation a été diffusé par courriel aux répondants ciblés, à partir des listes d'adresses courriel recueillies au cours de la première étape de la recherche (les entretiens de groupe), suivant un procédé de recrutement par « boule-de-neige ». Dans certains cas, un rappel de l'invitation a été envoyé, si aucune réponse n'avait été obtenue dans les 7 jours suivants.

Annexe 2

Questions guide* – Entretiens de groupe

- 1) Présentation des objectifs de la recherche, déroulement des entretiens et formulaires à signer
- 2) Présentation des participants (tour de table)

Section A : Définir l'engagement

A1) Qu'est-ce que l'engagement? Quels sont les premiers mots (images) qui vous viennent en tête quand on parle « d'engagement », d'« agir », de « changement social », de « participation politique »? D'où viennent ces références, selon vous?

A2) À quoi pensez-vous quand on parle d'un « mouvement social » ou d'une « action collective »? D'où viennent ces références selon vous?

A3) Comment définir une personne engagée? Comment la reconnaît-on? Êtes-vous engagé? Donnez-moi un exemple d'une personne engagée.

A4) Est-il possible d'agir pour changer les choses aujourd'hui ? Qu'est-ce que cela veut dire?

Section B : Le contexte sociopolitique actuel et les possibilités d'y agir

B1) Comment percevez-vous votre rôle en société? Qu'est-ce qui caractérise notre époque ? À quoi ressemble l'engagement, aujourd'hui?

B2) Quelles sont les formes d'action ou de participation sociale que vous croyez être utiles dans le contexte actuel? Comment en entendez-vous parler? Comment vous informez-vous des causes auxquelles vous voulez vous attaquer?

B3) Qu'est-ce qui caractérise la façon dont s'engage vos amis, vos proches ? Comment expliquer l'attitude des jeunes en regard au contexte actuel?

B4) Qu'est-ce qui motive les jeunes à s'engager aujourd'hui? Qu'est-ce qui les empêche de le faire?

B4) L'engagement des jeunes est-il reconnu, valorisé? Comment expliquez-vous la manière dont ils sont perçus?

B5) Faites-vous partie d'une génération distincte? En quoi? Quelles sont vos priorités, vos valeurs? En quoi ressemblent-elles (ou se différencient-elles) des autres générations?

* Ces questions ont servi de guide aux entretiens. Elles n'ont pas toutes été posées aux répondants et n'ont pas toujours suivi le même ordre.

Section C : Recours aux TIC dans la vie quotidienne et en lien avec l'engagement

C1) Utilisez-vous les TIC fréquemment? Avez-vous accès à des réseaux sociaux tels Facebook, Google+, Youtube, Twitter? Croyez-vous qu'ils peuvent servir à des fins sociales ou politiques? En quoi? Qu'est-ce qu'une fin sociale ou politique?

C2) Quelle valeur accordez-vous aux TIC ? Quelle place prennent-elles dans votre vie? De quoi a l'air une journée typique « en ligne » (nombre d'heure par jour d'utilisation d'Internet, nombre d'heure par fin de semaine, pour le travail ou les loisirs).

C3) Que pensez-vous des sites Web ou des forums de discussion visant à favoriser l'engagement des jeunes? En connaissez-vous? Connaissez-vous des sites Web adressés aux jeunes (Espace J, Jeunesse Canada, Ouvre tes yeux) ?

C4) Visitez-vous des sites liés à votre engagement social ou politique? Lesquels (partis politiques, groupes, forum de discussion, pétitions virtuelles, etc.) ? Nommez-moi des exemples de site ou de réseaux qui servent à appuyer des pratiques « engagées ».

Section D : La redéfinition de l'engagement

D1) Croyez-vous que les TIC ont un rapport avec votre motivation à l'engagement? Quel est ce lien? Quelles actions sont les plus pertinentes, aujourd'hui, pour produire des changements sociaux à votre avis ? Cela doit se faire en ligne ou hors ligne?

D2) Suite à la discussion, doit-on mettre sur pied des actions spécifiques pour favoriser l'engagement des jeunes ? Lesquelles?

Section E : Conclusion de l'entretien de groupe

E1) Comment qualifieriez-vous le déroulement de cette rencontre? Y a-t-il des enjeux dont vous auriez voulu parler et qui n'ont pas été abordés?

E2) Que manque-t-il dans les questions qui ont été posées pour cerner l'engagement aujourd'hui ? Qu'est-ce qui est rarement discuté ou abordé au sujet des jeunes et leur engagement?

Merci!

Annexe 3

Tableau des participants – Entretiens de groupe

Aperçu des participants : 6 groupes, 59 répondants
(30 hommes/29 femmes, moyenne d'âge de 25 ans)
Durée moyenne des entretiens : 2 heures

Groupe 1 – Rencontre annuelle / Congrès mondial des jeunes (recrutés lors de l'événement jeunesse de Québec 2008, en préparation de l'événement jeunesse d'Istanbul 2010)

**21 août 2009, 9h00-11h00 (durée totale : 2 heures)
Campus Université Laval (Québec)**

Prénom fictifs	Âge	H/F	Nouveaux contacts
Gregor	22	H	Ok
Olivier*	27	H	-
Oscar*	24	H	-
Alicia	22	F	-
Adama	25	H	Ok
Pierre-Olivier	27	H	Ok
Herman	23	H	-
Marie-Claude*	27	F	Ok
TOTAL : 8 répondants	25 ans	6H/2F	4 possibilités (boule-de-neige)

*les propos de ces répondants ont été retenus dans les chapitres précédents

Groupe 2 – Rencontre annuelle / Congrès mondial des jeunes (recrutés lors de l'événement jeunesse de Québec 2008, en préparation de l'événement jeunesse d'Istanbul 2010)

**22 août 2009, 14h00-16h00 (durée totale : 2 heures)
Campus Université Laval (Québec)**

Prénom fictifs	Âge	H/F	Nouveaux contacts
Mathieu*	24	H	-
Carla	30	F	-
Mavie	23	F	-
Camille	20	F	-

Juan	25	H	-
Isabelle	29	F	Ok
Rafael	29	H	Ok
Laure*	22	F	Ok
TOTAL : 8 répondants	26 ans	3H/5F	3 possibilités (boule-de-neige)

*les propos de ces répondants ont été retenus dans les chapitres précédents

Groupe 3 – École d'été / Institut du nouveau mondes (INM), 28-29 août 2009

28 août 2009, 17h30-19h30 (durée totale : 2 heures)

Campus UQAM – Pavillon Gestion (Montréal)

Prénom fictifs	Âge	H/F	Nouveaux contacts
Agnès	28	F	-
Stéphane	27	H	-
Zoé*	25	F	-
Nicolas*	22	H	Ok
Marie-Laure	22	F	Ok
Mélissa*	28	F	-
Marie-Christine*	23	F	-
Myriam	24	F	Ok
Isabelle*	21	F	Ok
Michel	27	H	-
Olivier	25	H	-
Mélissa	30	F	-
TOTAL : 12 répondants	25 ans	4H/8F	4 possibilités (boule-de-neige)

*les propos de ces répondants ont été retenus dans les chapitres précédents

Groupe 4 – École d'été / Institut du nouveau mondes (INM), 28-29 août 2009

29 août 2009, 17h30-19h30 (durée totale : 2 heures)

Campus Université du Québec à Montréal (Montréal)

Prénom fictifs	Âge	H/F	Nouveaux contacts
Stéphanie	29	F	-
Samuel	22	H	-

Catherine	20	F	-
Mia	24	F	Ok
Alexandra*	34	F	Ok
Julie	34	F	-
Marie-Michèle	27	F	-
Roy*	33	H	-
Jessica*	20	F	Ok
Émilie	28	F	Ok
Philippe	20	H	-
Rachelle*	23	F	Ok
TOTAL : 12 répondants	26 ans	3H/9F	5 possibilités (boule-de-neige)

*les propos de ces répondants ont été retenus dans les chapitres précédents

Groupe 5 – Groupe expert - Comité Prends ta place du Forum Jeunesse de l'île de Montréal

17 novembre 2009, 17h30-19h30 (durée totale : 2 heures)

Bureaux du comité (Montréal)

Prénom	H/F	Âge	Nouveaux contacts
Yoann*	H	23	Ok
Raphaëlle	F	32	-
Ariane*	F	23	Ok
Paul*	H	28	-
Miriam	F	33	Ok
Louis*	H	32	Ok
Alexandre	H	30	-
TOTAL : 7 répondants	H4/F3	29 ans	4 possibilités (boule-de-neige)

*les propos de ces répondants ont été retenus dans les chapitres précédents

Groupe 6 – Groupe témoin – Étudiants de l'Université de Montréal

5 octobre 2009, 16h30-15h30 (durée totale : 1 heure)

Campus Université de Montréal (Montréal)

Prénom	H/F	Âge	Nouveaux contacts
---------------	------------	------------	--------------------------

Simon*	H	22	Ok
Carl*	H	21	Ok
André*	H	28	-
Pierre	H	27	Ok
Alice*	F	25	Ok
Gabriel	H	22	-
Jean	H	23	-
Guillaume	H	22	Ok
Jérémie	H	23	-
Souren	H	29	-
Sébastien	H	23	-
Sara*	F	25	Ok
TOTAL : 12 répondants	H10/F2	24 ans	5 possibilités (boule-de-neige)

*les propos de ces répondants ont été retenus dans les chapitres précédents

Annexe 4

Questions guide* – Entretiens individuels

- 1) Présentation des objectifs de la recherche, déroulement des entretiens et formulaires à signer
- 2) J'utiliserai un nom fictif, dans le cadre de la recherche, pour vous identifier. Vous êtes libre de le choisir.

Section A : Statut social et perception du contexte social et politique

A1) Questions de statut personnel : comment vous décririez-vous (étudiant, professionnel, âge, communauté culturelle d'appartenance, lieu de naissance)?

A2) Comment vous décririez-vous : votre niveau d'éducation? Celui de vos parents? Avez-vous toujours vécu ici? Avez-vous voyagé?

A3) On vous a référé pour cette recherche (qui porte sur l'engagement)... Vous considérez-vous comme une personne engagée? Pourquoi? Qu'est-ce que l'engagement ? Qu'est-ce qu'une personne engagée?

A4) Quelles images vous viennent en tête quand je parle d' « engagement citoyen », d' « action collective », « de changement social »? D'où viennent ces images ?

A5) Comment percevez-vous : les partis politiques, les politiciens, le vote? Pensez-vous que ce sont des formes d'engagement? Pouvez-vous m'en nommer d'autres?

A5) Comment se manifeste l'engagement aujourd'hui? Est-il plus ou moins important qu'à d'autres époques? Qu'est-ce qui différencie ces époques?

A6) Personnellement, vous engagez-vous – ou pourriez-vous vous engager – comme ces modes de participation que vous décrivez ?

Section B : Motivations à l'engagement et expériences personnelles

B1) Comment percevez-vous l'engagement des jeunes? Qu'est-ce qui le caractérise ? Sont-ils plus ou moins engagés que d'autres générations ? Pourquoi?

B2) Si vous vous considérez comme engagé, comment êtes-vous arrivé à l'être? Avez-vous des modèles ou des gens qui vous ont influencé? Quelle expérience avez-vous de différentes formes d' « engagement » ? Pouvez-vous les nommer?

* Ces questions ont servi de guide aux entretiens. Elles n'ont pas toutes été posées aux répondants et n'ont pas toujours suivi le même ordre.

B3) *Qu'est-ce qui motive l'engagement ? Qu'est-ce qui vous motive à vouloir « agir »? Qu'est-ce qui vous empêche de le faire?*

B4) *Si vous aviez à identifier les enjeux sociaux qui vous semblent les plus importants, auxquels pensez-vous en premier? Est-il possible d'agir sur ces enjeux ? Qu'est-ce qui peut motiver les gens à le faire? Qu'est-ce qui peut les en empêcher?*

B5) *Si vous vouliez voir des changements se produire par rapport à ces enjeux, comment choisiriez-vous d'agir? Comment choisiriez-vous votre cible ou vos actions?*

B6) *Faites-vous partie d'un groupe organisé? Avez-vous joint ou créé ce groupe? Connaissez-vous des gens qui ont joint ou créé des groupes d'action ? Qu'en pensez-vous?*

B7) *Quelles actions avez-vous effectuées personnellement, au cours du derniers mois, et que vous considérez importantes pour produire un changement social? Les définissez-vous comme des gestes engagés? En quoi?*

B8) *Quelle est la première chose que vous faites quand vous décidez d'« agir » ? Pourquoi? Quels en sont les avantages ou les inconvénients? Que feriez vous différemment?*

Section C : Recours aux nouvelles technologies médiatiques

C1) *Comment avez-vous pris conscience de certaines actions qui vous interpellent? Comment vous informez-vous des causes qui vous tiennent à cœur? À quelles sources d'information faites-vous confiance?*

C2) *Avez-vous accès à des technologies de l'information (un ordinateur, un téléphone cellulaire, une tablette numérique) ? Depuis quand avez-vous accès à ces technologies?*

C3) *Avez-vous accès à des réseaux sociaux (Youtube, Facebook, Twitter, Flickr)? À quelle fréquence les visitez-vous?*

C4) *Avec qui vous communiquez-vous le plus à travers ces réseaux sociaux ? Connaissez-vous personnellement toutes les personnes qui en son membre? Est-ce important ?*

C5) *Quelle importance accordez-vous aux réseaux sociaux et aux outils du Web dans la motivation ou « démotivation » à l'engagement?*

C6) *Avez-vous déjà signé / diffusé / envoyé des courriels, pétitions virtuelles, ou autres documents d'information (vidéo, newsletter, clip amateurs, etc.), dans un but social ou politique? Connaissez-vous des gens qui le font? Connaissez-vous des organisations qui le font? Pouvez-vous les nommer?*

C7) *Comment percevez-vous les efforts déployés pour favoriser l'engagement des jeunes à travers les TIC? Connaissez-vous des actions menées sur le Web pour favoriser l'engagement des jeunes? Pouvez-vous les nommer?*

C8) *Croyez-vous que les TIC peuvent servir à des fins sociales ou politiques? Comment? Qu'est-ce qu'une fin sociale ou politique?*

Section D : Redéfinir l'engagement à la lumière de ses expériences

D1) D'un point de vue tout à fait personnel, que veut dire pour vous « s'engager » ? Quels gestes menez-vous dans un but spécifique d' « engagement », pour produire des « changements sociaux » ? De quel ordre sont ces changements?

D2) Le développement des TIC a-t-il un lien avec cette nouvelle façon de s'engager? Si oui, lequel, selon vous?

D3) Comment devrait-on évaluer l'engagement des jeunes ? Doit-on mener des actions spécifiques pour promouvoir leur engagement ? Si oui lesquelles?

Section E : Conclusion de l'entretien de groupe

E1) Comment qualifieriez-vous le déroulement de cet entretien? Y a-t-il des enjeux dont vous auriez voulu parler et qui n'ont pas été abordés?

E2) Que manque-t-il dans les questions posées? Qu'est-ce qui est rarement discuté dans ce genre de réflexion sur les jeunes? Sur les TIC? Sur vos pratiques d'engagement?

E3) Vous avez été contacté parce qu'une autre personne vous a identifié comme quelqu'un d'intéressant à interviewer dans le cadre de cette recherche. Connaissez-vous une personne que vous considérez très, peu ou pas du tout engagée ou très, peu ou pas du tout technophile, et qui pourrait répondre à nos questions d'entretiens? Acceptez-vous de nous transmettre ses coordonnées?

Merci!

Annexe 5

Tableau des participants – Entretien individuels

Aperçu des participants : 78 répondants de 20-35 ans
 (38 hommes / 40 femmes, moyenne d'âge de 27 ans)
 Durée moyenne des entretiens : 1h40

	Activistes	Cybermilitants	Cyber-philanthropes	Technophiles	Originaux
Intérêt pour l'engagement	✓	✓	✓	?	?
Intérêt pour les TIC et le Web 2.0	?	✓	✓	✓	?

Activistes

Cette catégorie regroupe des répondants correspondant à l'image usuelle du « jeune engagé » : inscrit au sein d'organisations politiques, militantes ou d'associations formelles. Contactés suivant un processus « boule-de-neige », ils ont été contactés car ils ont été a priori identifiés par d'autres répondants comme « engagés ». Outre le fait qu'ils possèdent une adresse courriel, je ne connaissais pas leur intérêt pour les TIC ni les médias sociaux.

Prénom fictif	Description	Âge	H/F	Région	Date
Salim	Membre des ailes jeunesse de deux partis politiques (étudiant au HEC)	20	H	Montréal	27/01/2010
Idris	Membre des ailes jeunesse de deux partis politiques (membre de TIG)	20	H	Montréal	27/01/2010
Laurent	Parti politique - Membre du Parti libéral du Québec	20	H	Montréal	12/02/2010
Marie	Forum jeunesse (Montréal)	32	F	Montréal	10/11/2010
Julie	Forum jeunesse régional (Montérégie)	33	F	Montérégie*	10/03/2010
Mathieu	Membre de la Conférence régionale des élus de Gaspésie	31	H	Gaspésie*	09/02/2011
Julien	Politique municipale	26	H	Montréal	08/11/2010
Sylvie	Politique municipale	25	F	Montréal	03/11/2010
Stephan	Multi-activiste – droits humains	27	H	Montréal	18/02/2010
Sarah	Militante féministe	30	F	Laval	13/03/2011
Weena	Militante environnementaliste	21	F	Montréal	27/11/2010

Olivier	Militant <i>Greenpeace</i>	33	H	Laval	24/11/2010
Colin	Militant environnementaliste	21	H	Montréal	25/11/2010
Nathalie	Militante altermondialiste	20	F	Québec	30/11/2010
Guillaume	Éco-quartier	24	H	Montréal	16/12/2010
Myriam	Militante altermondialiste	27	F	Québec	29/11/2010
Pierre	Militant altermondialiste	26	H	Outaouais*	08/12/2010
Caroline	Représentante syndicale	32	F	Montréal	27/01/2010
Sébastien	Fondateur d'une ONG de relations Nord/Sud	30	H	Montréal	05/02/2010
Nicolas	Candidat au Nouveau parti démocratique (NPD)	33	H	Montréal	18/12/2010
Total : 20 répondants		27	8F/12 H		

Cybermilitants

Cette catégorie regroupe des jeunes inscrits dans des modes usuels de participation sociale ou politique, mais dont la tâche – en tant que militant ou membre d'une organisation ou d'un parti politique – est justement d'employer le potentiel des TIC et des médias sociaux pour recruter de nouveaux membres, faire connaître une cause ou positionner le parti. Ils témoignent à la fois d'un intérêt pour des pratiques formelles d'engagement et à la fois d'un intérêt pour les TIC. Ils représentent en quelque sorte l'idéal-type du « militant branché ».

Prénom fictif	Description	Âge	H/F	Région	Date
Anne	Gestionnaire de médias sociaux pour un parti politique	22	F	Québec	30/11/2010
Catherine	Webmestre pour une ONG environnementale	27	F	Montréal	08/03/2010
Noémie	Cybermilitante environnementaliste	24	F	Québec	19/03/2011
Jim	Cybermilitant et fondateur d'un réseau meet-up philosophie	25	H	Montréal	26/01/2010
Johanne	Blogueuse pour une ONG de coopération internationale	30	F	Montréal	08/12/2010
Mélissa	Gestionnaire de médias sociaux pour une ONG de coopération internationale	25	F	Montréal	12/04/2010
Barbara	Blogueuse féministe	21	F	Montréal	14/04/2010
Justine	Webmestre pour un syndicat	27	F	Montréal	06/12/2009
Anaïs	Réseau Web d'action politique	28	F	Québec	30/11/2010
Marc-Antoine	Webmestre conférence régionale des élus	25	H	Montréal	25/01/2010
Philippe	Réseau citoyen pour un moratoire sur les gaz de schiste	26	H	Québec	20/03/2011
Total : 11 répondants		25	8F/3H		

Techno-philanthropes

Cette catégorie regroupe, tout comme les « cybermilitants », des individus qui se trouvent à la croisée des variables TIC/engagement. Il s'agit d'individus d'abord intéressés par les TIC, mais dont le mandat (au sein d'organisations ou d'associations dont ils sont membres ou qu'ils ont fondé) vise à développer des usages politiques ou sociaux de ces outils. Ces jeunes incarnent en quelque sorte l'idéal-type d'individus d'abord « branchés » et ensuite « engagés », bien qu'ils ne fassent pas nécessairement partie de groupes formellement organisés.

Prénom fictif	Description	Âge	H/F	Région	Date
Lisanne	Réseau Apathy is boring/L'apathie c'est plate	29	F	Montréal	03/05/2010
Lisa	Réseau Apathy is boring/L'apathie c'est plate	27	F	Montréal	16/02/2010
Manu	Réseau Communautiques	26	H	Montréal	10/12/2009
Hélène	Micro-philanthropie	29	F	Montréal	11/12/2009
Éric	Réseau de pétitions virtuelles	33	H	Toronto	08/09/2011
Stéphanie	Militante du logiciel libre	31	F	Montréal	14/12/2010
Sebastien	Fil <i>Twitter</i> – manifestation étudiantes de 2012	29	H	Montréal	28/04/2012
Angélique	Réseau de contestation de la loi 78 (manifestations étudiantes de 2012)	27	F	Montréal	30/05/2012
Simon	Réseau pistes cyclables	27	H	Montréal	17/02/2010
Claudine	Réseau de vidéos-citoyennes	32	F	Montréal	09/11/2010
Philippe	Réseau de vidéos-citoyennes	32	H	Montréal	09/11/2010
Christine	Réseau de partage de connaissances citoyennes sur le Web	29	F	Montréal	14/12/2009
Peter	Fondateur de MySocialActions.com – réseau de micro-philanthropie	30	H	Montréal	25/02/2010
Julia	Entrepreneure Web, micro-philanthropie	28	F	Montréal	12/03/2010
John	Créateur d'application web et micro-crédit	27	H	Montréal	24/04/2010
Michael	Fondateur d'un réseau de micro-philanthropie	33	H	Montréal	06/05/2010
Alice	Membre du réseau <i>TakingITGlobal</i>	25	F	Québec	19/03/2011
Alister	Créateur d'applications Web – logiciel libre	28	H	Montréal	21/04/2011
Alex**	Application <i>e-gouvernance</i> et affichage transparent de données gouvernementales	33	H	Toronto*	20/12/2010
Total : 19 répondants		29	9F/10H		

Technophiles

Cette catégorie regroupe des jeunes qui correspondent à l'autre image stéréotypée souvent donnée à cette génération, soit celle d'une génération technophile, avide des développements Web. On y retrouve autant des créateurs de sites web, d'applications pour téléphones intelligents que des cyberentrepreneurs et cracks informatique. Si ces jeunes ont été identifiés (suivant le processus « boule-de-neige ») par d'autres comme correspondant avant tout à des jeunes technophiles, je ne connaissais pas a priori leur intérêt ou représentations des milieux politiques, militants ou communautaires « engagé » (outre le fait qu'ils acceptent de participer à une recherche portant sur le « sens de l'engagement » de leur génération).

Prénom fictif	Description	Âge	H/F	Région	Date
Taina	Blogueuse, coalition contre le plastique	31	F	Vancouver*	15/01/2011
Jeremy	Développeur d'application Web	26	H	Québec	09/12/2010
Filipe	Développeur d'application Web	28	H	Montréal	28/04/2011
Rachelle	<i>Twitter</i> engagé (tremblement de terre à Haïti)	30	F	Montréal	19/01/2011
Sean**	Développeur d'application (Start-up)	30	H	Montréal*	12/12/2010
Antoine	Pirate informatique	32	H	Montréal	23/11/2010
Stéphane	Pirate informatique	29	H	Montréal	19/11/2010
Katheline	Entrepreneur web	31	F	Montréal	18/04/2010
Mike**	Entrepreneur web	25	H	Montréal	11/09/2011
Louis	Designer Web	25	H	Québec	09/12/2010
Christophe	Technophile (se définit comme un <i>geek</i>)	24	H	Montréal	07/11/2010
Total : 11 répondants		28	3F/8H		

Originaux

Cette catégorie regroupe un ensemble de jeunes plus difficiles à catégoriser. Sois parce que leurs pratiques d'engagement sont peu communes et peu évaluées par les recherches, soit parce qu'ils se définissent eux-mêmes a priori comme ne correspondant à aucune des catégories ci-haut mentionnées, ou encore se décrivent comme « non engagés ». Bien que ces *originaux* ne représentent pas les « tendances » fortes en ce qui a trait aux modes d'engagement des jeunes, ils permettent d'appréhender la diversité de pratiques qui composent l'univers social et politique de cette génération.

Prénom fictif	Description	Âge	H/F	Région	Date
Maya	Étudiante et « multi-activiste »	24	F	Montréal	17/01/2012
Jasmine	Enseignante et « touche-à-tout »	29	F	Montréal	08/02/2010
Rafaëlle	Touche-à-tout et consommation responsable	26	F	Montréal	04/02/2011
Mélissa	Étudiante en science de l'environnement	27	F	Bolivie*	15/02/2010
Amélie	Multi-activiste et étudiante en littérature	23	F	Allemagne*	11/12/2010

	allemande et en études islamiques				
Maryse	Cinéaste	28	F	Montréal	29/04/2010
Isabelle	Chercheuse au sein d'une entreprise pharmaceutique	27	F	Montréal	02/03/2010
Catherine	Entrepreneure sociale	32	F	Montréal	23/02/2010
Dominique	Entrepreneure sociale	23	F	Montréal	08/11/2010
Mélanie	Entrepreneure sociale	24	F	Montréal	16/11/2010
Sylvain	Propriétaire d'un centre sportif - yoga communautaire	28	H	Montréal	
Jean-Philippe	Anarchiste	28	H	Montréal	24/04/2010
Émilie	« observatrice » et en congé de maternité	24	F	Montréal	03/06/2010
Thomas	Étudiant à temps plein	22	H	Montréal	22/05/2010
Jean-François	Employé à la société des transports de Montréal (STM)	24	H	Montréal	20/05/2010
Marie-Ève	Observatrice « non-engagée », étudiante au troisième cycle	33	F	Laval	10/11/2010
Paulin	Étudiant	26	H	Montréal	26/01/2010
Total : 17 répondants		26	12F/5H		

* Ces entretiens ont été tenus à distance, grâce au logiciel *Skype*. Tout au long de l'entretien, les deux caméras sont demeurées ouvertes (la mienne et celle du répondant) de façon à recréer autant que possible les conditions d'un entretien en face-à-face.

** Seuls les propos de ces 3 répondants n'ont pas été retenus dans les chapitres d'analyse.

Annexe 6

Formulaire de consentement – Entretiens de groupe

Titre de la recherche : *S’engager à l’ère du Web : Attitudes, pratiques et sens de l’engagement chez la « génération de l’information » (20-35 ans)*

Chercheur : SANDRA RODRIGUEZ, Doctorante en sociologie, Université de Montréal

Directeur: PIERRE HAMEL, Professeur titulaire en sociologie, Université de Montréal

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Cette recherche vise à mieux comprendre ce qui caractérise l’engagement des jeunes d’aujourd’hui et le rôle qu’ils attribuent aux technologies de l’information dans le développement de nouvelles formes d’engagement social et citoyen.

2. Participation à la recherche

La participation à la recherche consiste à prendre part à un entretien de groupe d’une durée d’1h30, réunissant 8 à 12 jeunes âgés entre 20 et 35 ans. Des questions porteront sur le contexte social et politique actuel, les possibilités d’engagement des jeunes, les valeurs ou idéaux qu’ils défendent, et l’impact des technologies de l’information sur les membres de votre génération ou vos motivations personnelles à vous engager. L’entretien sera mené dans une ambiance conviviale. Les participants ne sont pas tenus de répondre à toutes les questions posées et leur ordre peut changer selon les intérêts du groupe. L’entretien sera enregistré sur magnétophone pour en faciliter l’analyse.

3. Risques et avantages de la participation

Ce projet ne comporte pas d’inconvénients ni de risques connus pour les participants. Votre participation aura toutefois l’avantage de contribuer à mieux connaître les réflexions des jeunes sur l’engagement social et citoyen, ainsi que leurs intérêts et motivation à trouver des solutions aux grands enjeux sociaux actuels.

4. Confidentialité et gestion des données

Vos réponses à l’entretien demeureront, en tout temps, confidentielles. Elles ne seront jamais utilisées de manière nominative et seul le chercheur principal aura accès aux enregistrements des entretiens, à leur retranscription (sous forme de verbatim), et aux formulaires de consentement signés. Ces données seront conservées au domicile du chercheur, sur support informatique protégé par un mot de passe, et seront détruites 4 ans après le dépôt final du rapport de recherche.

À des fins de publication des résultats, seuls les prénoms des participants peuvent être conservés mais ils peuvent être modifiés ou remplacés par des prénoms fictifs à la demande des participants. Il est

noter que les participants qui le souhaitent peuvent être informés des résultats de la recherche s'ils en font la demande à l'adresse courriel indiquée ci-dessous.

5. Droit de retrait

Votre participation à ce projet de recherche est entièrement libre et volontaire. Vous pouvez, en tout temps, vous retirer du projet sans avoir à vous justifier et sans subir de préjudice quelconque. Pour mettre fin à votre participation, vous devez communiquer votre décision au chercheur principal oralement ou par écrit, à l'adresse courriel indiquée ci-dessous. Tous les renseignements vous concernant seront alors détruits.

B) CONSENTEMENT

Je soussigné(e) _____ consens librement à participer à la recherche *Le sens de l'engagement chez les jeunes adultes de la génération de l'information (20-35 ans)*. Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus et je me déclare satisfait des explications et précisions que le chercheur a fourni quant à ma participation au projet. Je comprends que je peux mettre fin à ma participation en tout temps sans avoir à subir de conséquences ou de préjudices et sans avoir à justifier ma décision.

Je consens également à ce que mes réponses soient enregistrées sur support audio, et à ce que les données soient publiées dans le rapport de recherche ou dans d'autres publications subséquentes, conditionnellement à leur approbation par un comité d'éthique de la recherche.

_____ Date :

Signature du participant, de la participante

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients du projet de recherche au participant, avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et avoir fait l'appréciation de la compréhension du participant.

_____ Date :

Signature du chercheur principal

<p>Pour toute question relative à cette recherche, pour vous retirer du projet ou pour avoir accès à ses résultats, veuillez communiquer avec:</p> <p>Sandra Rodriguez, chercheur principal, Doctorante en sociologie, Université de Montréal</p>	<p>Toute plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'Ombudsman de l'Université de Montréal, par téléphone ou par courriel :</p> <p>Téléphone : 514-343-2100</p>
--	---

Formulaire de consentement – Entretien individuels

Titre de la recherche : *S’engager à l’ère du Web : Attitudes, pratiques et sens de l’engagement chez la « génération de l’information » (20-35 ans)*

Chercheur : SANDRA RODRIGUEZ, Doctorante en sociologie, Université de Montréal

Directeur: PIERRE HAMEL, Professeur titulaire en sociologie, Université de Montréal

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche

Cette recherche vise à mieux comprendre ce qui caractérise l’engagement des jeunes d’aujourd’hui et le rôle qu’ils attribuent aux technologies de l’information dans le développement de nouvelles formes d’engagement social et citoyen.

2. Participation à la recherche

La participation à la recherche consiste à prendre part à un entretien individuel d’une durée d’une à deux heures. Vous pouvez décider du lieu et de la date d’entretien qui vous convient, comme vous pouvez prolonger ou réduire la durée de l’entretien.

L’entretien sera mené dans une ambiance conviviale, basée sur l’échange. Des questions porteront sur votre perception du contexte social et politique actuel, les possibilités d’engagement des jeunes et ce qui caractérise votre génération, vos intérêts ou motivations personnelles à vous engager, et l’impact des technologies de l’information sur l’émergence de nouveaux modes d’engagement. Vous n’êtes pas tenu de répondre à toutes les questions posées. Pour en faciliter l’analyse, l’entretien sera enregistré sur magnétophone.

3. Risques et avantages de la participation

Ce projet ne comporte pas d’inconvénients ni de risques connus pour le participant. Votre participation aura toutefois l’avantage de contribuer à mieux connaître les réflexions des jeunes sur l’engagement social et citoyen, ainsi que leurs intérêts et motivation à trouver des solutions aux grands enjeux sociaux actuels.

4. Confidentialité et gestion des données

Vos réponses à l’entretien demeureront, en tout temps, confidentielles. Elles ne seront pas utilisées de manière nominative et seul le chercheur principal aura accès à l’enregistrement de l’entretien, sa retranscription (sous forme de verbatim), et le formulaire de consentement signé. Ces données seront conservées au domicile du chercheur, sur support informatique protégé par un mot de passe, et seront détruites 4 ans après le dépôt final du rapport de recherche.

À des fins de publication des résultats, seul le prénom du participant sera conservé, mais il pourra être modifié ou remplacé par un prénom fictif à la demande du participant. Il est à noter que vous pouvez être informé des résultats de la recherche si vous en faite la demande par écrit, à l’adresse courriel indiquée ci-dessous.

5. Droit de retrait

Votre participation à ce projet de recherche est entièrement libre et volontaire. Vous pouvez, en tout temps, vous retirer du projet sans avoir à vous justifier et sans subir de préjudice quelconque. Pour mettre fin à votre participation, vous devez communiquer votre décision au chercheur principal oralement ou par écrit, à l'adresse courriel indiquée ci-dessous. Tous les renseignements vous concernant seront alors détruits.

B) CONSENTEMENT

Je soussigné(e) _____ consens librement à participer à la recherche *Le sens de l'engagement chez les jeunes adultes de la génération de l'information (20-35 ans)*. Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus et je me déclare satisfait des explications et précisions que le chercheur a fourni quant à ma participation au projet. Je comprends que je peux mettre fin à ma participation en tout temps sans avoir à subir de conséquences ou de préjudices et sans avoir à justifier ma décision.

Je consens également à ce que mes réponses soient enregistrées sur support audio, et à ce que les données soient publiées dans le rapport de recherche ou dans d'autres publications subséquentes, conditionnellement à leur approbation par un comité d'éthique de la recherche.

Signature du participant, de la participante

Date :

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients du projet de recherche au participant, avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et avoir fait l'appréciation de la compréhension du participant.

Signature du chercheur principal

Date :

<p>Pour toute question relative à cette recherche, pour vous retirer du projet ou pour avoir accès à ses résultats, veuillez communiquer avec:</p> <p>Sandra Rodriguez, chercheur principal, Doctorante en sociologie, Université de Montréal</p>	<p>Toute plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'Ombudsman de l'Université de Montréal, par téléphone ou par courriel :</p> <p>Téléphone : 514-343-2100</p>
--	---